

DÉPARTEMENT D'HISTOIRE
Faculté des lettres et sciences humaines
Université de Sherbrooke

**Les fonctions de la Radiodiffusion en situation coloniale et
dans la construction de l'État-nation au Sénégal : quête de lé-
gitimation, propagandes, outil éducatif et/ou de développe-
ment (1939-1976)**

Par
Bocar Niang

Thèse présentée pour l'obtention du grade
Philosophiæ Doctor (Ph.D.) en histoire

Université de Sherbrooke
Mai 2020

COMPOSITION DU JURY

Patrick Dramé, directeur de thèse
Département d'histoire
Faculté des lettres et sciences humaines
Université de Sherbrooke

Alpha Ousmane Barry, codirecteur de thèse
UFR Langues et civilisations
Université Bordeaux Montaigne

Maurice Demers
Département d'histoire
Faculté des lettres et sciences humaines
Université de Sherbrooke

Jean-Pierre Le Glaunec
Département d'histoire
Faculté des lettres et sciences humaines
Université de Sherbrooke

Ousseynou Faye
Département d'histoire
Faculté des lettres et sciences humaines
Université Cheikh Anta Diop de Dakar

Thèse soutenue devant jury le 19 mai 2020

RÉSUMÉ

Ce travail de recherche étudie l'utilisation de la radio comme outil de commandement politique durant l'époque coloniale et instrument d'émergence et de construction de la nation sénégalaise durant les deux premières décennies postindépendance. La radiodiffusion de masse occupe une place particulière dans l'histoire du Sénégal où elle existe depuis 1939. Son implantation s'est effectuée dans un contexte marqué par la volonté de la France d'affermir son autorité sur les populations au moment où elle subit la guerre et la défaite militaire. Mais au-delà des soucis de maintien de l'ordre colonial, la radio est également un moyen utilisé pour tenter d'imposer la culture et la civilisation françaises aux colonisés dans un dessein ouvertement assimilationniste.

À l'indépendance du pays, elle acquiert une position de média dominant du fait d'un ensemble de facteurs convergents qui lui ont servi de terreau fertile. Ces facteurs tiennent à la prédominance de la civilisation de l'oralité, à l'utilisation des langues nationales, à la mise en place de programmes en rupture avec l'ère coloniale et répondant aux préoccupations locales, etc. La radio, créée au Sénégal à la fin des années 1930 par les autorités françaises pour servir la propagande coloniale, change ainsi de vocation après l'accession du territoire à la pleine autonomie en 1958 puis à l'indépendance en 1960. Elle devient un instrument aux mains des élites postcoloniales pour tenter de construire un nouvel État-Nation aux couleurs du « socialisme africain », l'idéologie officielle de l'Union progressiste sénégalaise (UPS), le parti au pouvoir. Notre étude permet de comprendre comment un tel choix a pu faire de la radio une ressource stratégique et incontournable capable d'influer sur la trajectoire du nouvel État-Nation sénégalais aux plans politique, social, économique et culturel, lui conférant un rôle inédit et sans équivalent ailleurs.

Mots-clés :

Radiodiffusion, propagande, prise de parole, décolonisation, indépendance, construction nationale, État-Nation, socialisme africain.

À mon regretté papa, l'inspirateur de mes saines ambitions...

REMERCIEMENTS

Nous adressons nos remerciements les plus sincères au Professeur Patrick Dramé qui a dirigé cette thèse. Son encadrement a été une inestimable source de renforcement de nos capacités. Il a été également une source de motivations renouvelées pour terminer ce travail dans le respect des requis académiques. Ses encouragements constants, sa rigueur exigeante et contagieuse ainsi que son soutien moral de tous les jours nous ont incité à ne jamais lâcher prise sur le long chemin de cette recherche doctorale. Qu'il trouve ici l'expression de notre sincère reconnaissance.

Nos remerciements les plus appuyés vont également au Professeur Alpha Ousmane Barry, codirecteur de cette thèse, qui a généreusement accepté de nous faire bénéficier de sa grande expérience. Ses conseils, remarques et suggestions sur ce travail de recherche ont été si précieux. Merci à tous nos enseignants qui ont participé à notre formation académique et d'historien avec une mention spéciale aux Professeurs Maurice Demers, Jean Pierre Le Glaunec et Louise Bienvenue de l'Université de Sherbrooke.

Ayant passé l'essentiel de notre cursus scolaire et une partie de notre formation d'historien au Sénégal, nos pensées et remerciements se tournent tout naturellement vers tous les enseignants qui nous ont encadré dans notre pays d'origine. Nous pensons particulièrement au Professeur Ousseynou Faye qui a encadré il y a quelques années nos travaux de maîtrise et de DEA en histoire. M. Faye nous a encouragé ensuite à entreprendre une recherche doctorale. Ses enseignements ont été décisifs pour nous arrimer à cette vocation de chercheur en histoire. Nos pensées vont au Professeur Saidou Dia, aujourd'hui disparu, un de nos professeurs de journalisme au CESTI qui nous a tant encouragé sur la voie de la persévérance. Notre reconnaissance va enfin à Sidy Gaye qui nous a encadré au début de notre carrière de journaliste dans le premier quotidien privé d'informations du Sénégal, *Sud Quotidien*, un des pionniers et piliers du combat pour la liberté de presse en Afrique subsaharienne francophone. Notre expérience comme journaliste a finalement fortement inspiré notre vocation d'historien et les thèmes de nos recherches.

Je remercie ma chère épouse Souadou Djigo qui m’a accompagné durant tout le parcours doctoral. Elle a été présente à mes côtés pour m’encourager et me soutenir à toutes les étapes. À elle et à notre trésor commun, notre adoré BB Cheikh, merci !

Merci à toute ma famille pour son soutien multiforme, particulièrement ma maman Hadja Haby, si douce et si inspirante dans ses encouragements, mes chers frères Cheikh, El Hadj Mamoudou et leurs conjointes ainsi que mon adorable sœur Bineta. Mes pensées vont à mon papa, El Hadj Abdoulaye Niang, disparu en juin 2019. Jusqu’à ses derniers instants, il m’aura encouragé à finir ce doctorat. À lui, je dédie ce travail après avoir respecté le serment que je lui ai fait d’aller jusqu’au bout de cette recherche.

Je ne saurais oublier mes amis de toujours. Je ne pourrais les citer tous. Tous m’ont encouragé et soutenu dans ma démarche, à l’instar de Mamadou Diallo, Idrissa Bâ, Ousseynou Aïdara, Ababacar Fall, Bira Guèye et Moussa Tine. Mon « jumeau » Malick Maguèye Diaw, épaulé par sa douce épouse Coumba, s’est investi sans compter pour me mettre dans les meilleures conditions de recherche. Décidemment, le souffle du Prytanée ne s’essoufflera jamais. Merci à Erika Nimis pour son discret mais si important soutien moral. Mon ami Mamadou Ly, si attentionné et prévenant, m’a ouvert plusieurs portes qui seraient restées fermées sans son précieux carnet d’adresse et sa générosité.

Enfin, je remercie très sincèrement les équipes de *Radio-Sénégal*, des Archives nationales du Sénégal, de l’IFAN, du CESTI ainsi que toutes les structures et personnes qui m’ont facilité cette recherche.

Table des matières

| | |
|--|-----------|
| INTRODUCTION GÉNÉRALE | 1 |
| I- Mise en contexte | 2 |
| II- Précisions de l'objet d'études | 13 |
| III- Bilan historiographique | 19 |
| A- Naissance et évolution de la presse au Sénégal et en Afrique de l'Ouest..... | 20 |
| 1- Les enjeux de l'introduction de la presse imprimée et radiophonique en contexte colonial | 20 |
| 2- La radiodiffusion de masse, un nouvel instrument de pouvoir convoité | 25 |
| 3- L'information radiodiffusée comme outil de développement du Sénégal indépendant | 28 |
| 4- Les fonctions socioculturelles assignées à la radio..... | 30 |
| 5- L'étude globale de l'expérience originale sénégalaise | 32 |
| B- La construction de l'État en Afrique et au Sénégal..... | 34 |
| 1- Le Parti-État, idéologie et nature | 34 |
| 2- Les promesses sociales, culturelles et économiques de l'Indépendance | 37 |
| IV- Problématique et hypothèses | 44 |
| V- Cadre conceptuel..... | 49 |
| VI- Sources et méthodologie..... | 56 |
| Première partie | 70 |
| La radio au service de l'idéologie coloniale en Afrique occidentale française | 70 |
| Chapitre I : Naissance et développement de la radio coloniale : 1930-1957 | 71 |
| 1- Un investissement au cœur du projet colonial | 72 |
| 1-1 L'importance et le rôle de l'information dans la colonie du Sénégal | 72 |
| 1-2 Le déclic de la Seconde Guerre mondiale | 79 |
| 2- Une politique éditoriale au service du gouvernement général de l'AOF | 83 |
| 2-1 Une programmation « patriotique » entre 1939 et 1945 | 83 |
| 2-2 Après la guerre, place au grand divertissement et à la diffusion de la culture française | 93 |

Chapitre II : La lente appropriation de la radio par les Africains en AOF98

| | |
|---|-----|
| 1- Les enjeux de l'utilisation des langues africaines..... | 100 |
| 1-1 Un début de prise de conscience politique..... | 100 |
| 1-2 L'expérimentation des langues « indigènes » à l'antenne | 102 |
| 2- Début de sénégalisation des ondes..... | 106 |
| 2-1 <i>Radio-Saint-Louis</i> ou les particularités d'une expérience radiophonique « sénégalaise »..... | 106 |
| 2-2 Les premières émissions destinées au public sénégalais | 108 |

Deuxième partie Nouvelles élites et instrumentalisation de la radio113

Chapitre I : Le rôle de la radio dans le processus de décolonisation114

| | |
|---|-----|
| 1- Les stratégies de conquête de l'indépendance par les ondes | 116 |
| 1-1 Les défis de la Loi-cadre et de la semi-autonomie | 116 |
| 1-2 La brèche ouverte par le référendum de septembre 1958..... | 123 |
| 1-3 Le Mali s'approprie <i>Radio-Dakar</i> | 125 |
| 2- L'information radiophonique aux couleurs du Mali..... | 131 |
| 2-1 Élaboration d'une doctrine d'information au service de l'indépendance | 131 |
| 2-2 Le travail de propagande des autorités maliennes entre 1959 et 1960 | 134 |
| 2-3 Le bras de fer avec la France pour décoloniser la radiodiffusion | 141 |

Chapitre II : La transformation de la radio en appareil politique au cœur de l'État senghorien150

| | |
|--|-----|
| 1- Comment l'État-UPS met en place sa stratégie d'information radiodiffusée..... | 152 |
| 1-1 Les investissements radiophoniques dans le Plan de développement | 152 |
| 1-2 Le souci de souder l'unité nationale | 154 |
| 1-3 Le tournant de 1960-1961 dans la mutation vers une Radio au cœur de l'État postcolonial | 159 |
| 2- La « transistorisation », un moyen de popularisation de l'information | 164 |
| 2-1 L'importance sociologique du transistor | 164 |
| 2-2 Les vertus du <i>Penc</i> ressuscitées à travers les PEC..... | 167 |

Troisième partie176

L'instrumentalisation de la radio dans les crises politiques de l'État postcolonial : les exemples de la Fédération du Mali et du Sénégal.....176

| | |
|--|------------|
| Chapitre I : La bataille radiophonique entre Soudanais et Sénégalais au temps de la Fédération du Mali (1959-1960)..... | 177 |
| 1- La radio au cœur de la dislocation du Mali | 179 |
| 1-1 Les rivalités soudano-sénégalaises pour le contrôle de la radio fédéraliste..... | 179 |
| 1-2 Le destin du Mali scellé sur les ondes | 186 |
| 2- L'enjeu de la bataille radiophonique : l'affirmation de l'indépendance du Sénégal . | 190 |
| 2-1 Les ressorts de la guerre des ondes entre Keïta, Dia et Senghor | 190 |
| 2-2 La proclamation radiophonique de la « sécession » du Sénégal..... | 197 |
| Chapitre II : La « bataille » de <i>Radio-Sénégal</i> durant la crise de décembre 1962. | 202 |
| 1- Un instrument de propagande décisif lors la crise de décembre 1962..... | 203 |
| 1-1 La guerre des entourages ou l'art d'user de la propagande | 203 |
| 1-2 La rédaction de <i>Radio-Sénégal</i> écartelée entre Dia et Senghor | 218 |
| 2- Dia et Senghor à l'assaut de la radio..... | 221 |
| 2-1 Propagande et manipulations pour sceller la victoire sur l'adversaire | 221 |
| 2-2 Le basculement dans le culte de personnalité senghorien | 232 |
| Chapitre III : La crise de 1968 ou quand la radio se transforme en force de défense du régime..... | 238 |
| 1- Les facteurs favorisant le déclenchement de la crise | 240 |
| 2- Une « radio de régime pour sauver le régime » | 243 |
| 3- Une propagande bâtie sur la fabrique d'un ennemi intérieur..... | 250 |
| Quatrième partie | 258 |
| La domestication de l'information au service de la construction de l'État-nation au temps du senghorisme triomphant (1963-1976) | 258 |
| Chapitre I : L'information radiodiffusée à travers le filtre de l'encadrement politique, de la propagande, du contrôle et de la censure | 259 |
| 1- Les techniques d'endoctrinement du Parti-État à travers les éditoriaux et chroniques politiques | 260 |
| 1-1 La déconstruction mémorielle sur Mamadou Dia et l'obsession du « chef sans rival » | 260 |
| 1-2 Le senghorisme triomphant comme enjeu éditorial majeur..... | 263 |

| | |
|--|-----|
| 2- Un système d'encadrement, de contrôle et de censure de la parole radiophonique .. | 269 |
| 2-1 L'emprise de Senghor sur la rédaction entre 1963 et 1974 | 269 |
| 2-2 Les mécanismes de l'encadrement de l'information | 275 |
| 3- Les activités de l'UPS dans la programmation radiophonique..... | 281 |
| 3-1 L'apologie de la bonne gouvernance politique par le Partit-État | 281 |
| 3-2 L'éducation des masses au cœur des préoccupations du régime | 284 |

Chapitre II : La prise de parole de Senghor sur les ondes : entre art professoral et paternalisme.....291

| | |
|---|-----|
| 1- Les subtilités de la prise de parole senghorienne..... | 292 |
| 1-1 Des adresses radiophoniques hebdomadaires comme mode de gestion de crise..... | 292 |
| 1-2 L'organisation et la méthode, deux nouveaux piliers du senghorisme triomphant .. | 297 |
| 1-3 Les limites de la saturation des ondes au milieu de la décennie 1960 | 305 |
| 2- L'évolution sémantique de la politique d'information durant la décennie 1970 | 307 |
| 2-1 Décret présidentiel créant le mot « Médiat » : une invention senghorienne..... | 307 |
| 2-2 La survivance des réflexes de Parti-État dans un nouvel espace public partagé | 309 |

Cinquième partie Le modelage d'une nation négro-africaine et socialiste adossée sur la civilisation islamo-wolof.....312

| | |
|---|------------|
| Chapitre I : Négritude et modèle islamo-wolof au cœur des enjeux de la construction de l'identité culturelle promue par <i>Radio-Sénégal</i> | 313 |
| 1- La négritude instrument de modelage de l'identité culturelle | 315 |
| 1-1 Une idéologie pour justifier les choix du régime et interpréter l'actualité | 315 |
| 1-2 Le FESMAN, un grand moment d'émulation culturelle | 319 |
| 1-3 L'apogée du senghorisme triomphant..... | 328 |
| 2- Popularisation du patrimoine artistique national à travers les émissions ludiques..... | 331 |
| 2-1 L'invention d'une culture « nationale »..... | 331 |
| 2-2 Un ensemble lyrique pour revivifier la tradition musicale | 334 |
| 3- <i>Sénégal Demb</i> canal de réhabilitation des grandes figures de l'histoire nationale..... | 348 |
| 3-1 Création et popularisation d'un récit historique national..... | 348 |
| 3-2 Les royaumes wolofs et l'islam au cœur du récit vulgarisé par <i>Radio-Sénégal</i> | 352 |

| | |
|---|------------|
| Chapitre II : La radio éducative au service du développement civique, social et économique | 361 |
| 1- <i>Radio-Sénégal</i> , une plateforme de civisme et de promotion de la citoyenneté | 363 |
| 1-1 Promotion d'une citoyenneté vertueuse..... | 363 |
| 1-2 <i>Keur Noflaye</i> , plateforme pour ériger « l'homme nouveau » | 366 |
| 1-3 <i>Coumba ak Samba</i> , du théâtre au service du droit des femmes..... | 372 |
| 1-4 La radio scolaire, un prolongement de l'école..... | 375 |
| 2- L'éveil d'une conscience paysanne à travers l'émission <i>Dissoo</i> | 381 |
| 2-1 La radio éducative rurale, une particularité sénégalaise | 381 |
| 2-2 Une dissidence paysanne sous contrôle | 385 |
| CONCLUSION GÉNÉRALE | 395 |
| SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE..... | 409 |
| ANNEXES..... | 432 |

LISTE DES TABLEAUX ET ILLUSTRATIONS

| | |
|---|---------|
| Tableau 1 : Programme des émissions de <i>Radio-Dakar</i> , janvier 1950-mars 1952 | 95 |
| Tableau 2 : Horaires des émissions de la radio scolaire sur les antennes de <i>Radio-Sénégal</i> , 1963-1964 | 377 |
| Document 1 : Le Président Senghor faisant son discours devant un micro de <i>Radio-Sénégal</i> | XXXIII |
| Document 2 : Léopold Sédar Senghor et Mamadou Dia face à l'ancien et au nouveau ministre de l'Information | XXXIV |
| Document 3 : Mêlée de presse entre le Président Senghor et des journalistes de <i>Radio-Sénégal</i> | XXXV |
| Document 4 : Rencontre entre le président Senghor et le khalife général de la confrérie religieuse mouride | XXXVI |
| Document 5 : Photo d'Abdoulaye Diack dans <i>Dakar-matin</i> à l'occasion de sa nomination à la tête de la radiodiffusion nationale | XXXVII |
| Document 6 : Rencontre entre le Président Senghor et la rédaction de <i>Radio-Sénégal</i> au Palais présidentiel | XXXVIII |

LEXIQUE ET SIGLES

AOF : Afrique occidentale française

AEF : Afrique équatoriale française

ANS : Archives nationales du Sénégal

BDS : Bloc démocratique sénégalais

BPS : Bloc populaire sénégalais

IFAN : Institut fondamental d'Afrique noire

JORS : Journal officiel de la République du Sénégal

« **JOURNAL PARLÉ** » : édition d'informations dans le jargon de *Radio-Sénégal*

OCORA : Office de coopération radiophonique

ORTS : Office de radiodiffusion télévision sénégalaise

PAI : Parti africain de l'indépendance

PDS : Parti démocratique sénégalais

PFA : Parti fédéral africain

PRA-Sénégal : Parti du regroupement africain - Sénégal

RDA : Rassemblement démocratique africain

RTS : Radiodiffusion télévision sénégalaise

SORAFOM : Société de radiodiffusion de la France d'outre-mer

UPS : Union progressiste sénégalaise

US-RDA : Union soudanaise – Rassemblement démocratique africain

WOLOF : la principale langue nationale au Sénégal, parlée et/ou comprise par une très large majorité de Sénégalais, dans une proportion estimée à plus de 80%.

PRÉCISION

Pour la décennie 1950, nous utilisons souvent la dénomination *Radio-Dakar* par souci de simplification mais la station a changé plusieurs fois de nom durant cette période, au gré des circonstances politiques. À sa création en 1939, la station s'appelle en effet tout simplement *Radio-Dakar*, une appellation conservée jusqu'en 1955 quand elle devient *Radio-Inter-AOF* après le souci exprimé par la France de donner à l'antenne de Dakar une vraie vocation fédérale desservant l'ensemble de l'Afrique occidentale française (AOF). Après le référendum de septembre 1958 qui débouche sur la mise en place de la Communauté franco-africaine et ouvre la voie à l'autonomie politique sur les décombres de l'AOF, ce dernier sigle est retiré et la station prend le nom de *Radio Inter*.

Le contrôle de la France sur la station de radio commence à être remis en cause par le pouvoir autonome africain établi à Dakar et incarné alors par la Fédération du Mali et le gouvernement de Mamadou Dia. Ce processus aboutit en juin 1959 à l'acceptation par la France de cogérer la station avec le Mali. Celui-ci finit par imposer un nouveau changement de nom le 1^{er} juillet 1959 quand *Radio Inter* devient *Radio Mali* après que le Mali, regroupant les territoires sénégalais et soudanais, ait obtenu de la France le plein contrôle de la politique éditoriale de la station. Elle conserve ce nom jusqu'à l'éclatement de la Fédération du Mali en août 1960. À cette date, la station devient *Radio-Sénégal* après une unification de l'ensemble des réseaux de radiodiffusion présents sur le territoire sénégalais qui venait de proclamer son retrait du Mali. À partir de la décennie 1960, la seule dénomination retenue est donc celle de *Radio-Sénégal*.

INTRODUCTION GÉNÉRALE

I- Mise en contexte

En septembre 1939, naissait à Dakar la première radiodiffusion de masse d'expression française en Afrique noire¹. La création de cette station de radio dans la capitale de l'Afrique occidentale française (AOF) répondait au besoin de renforcer la France dans un contexte tourmenté, marqué notamment par l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale². L'arrivée de la radio avait été cependant précédée au Sénégal par une forte tradition de presse écrite dont les premiers jalons remontent au début de la seconde moitié du XIX^e siècle avec la création en 1856 du *Moniteur du Sénégal et Dépendances* et du *Bulletin administratif du Sénégal* par le gouverneur Faidherbe³.

Dès 1885, on note l'apparition d'une presse totalement autonome de l'administration coloniale et qui prend une réelle envergure durant le dernier quart du XIX^e siècle⁴. Cette évolution a été favorisée par la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse en France métropolitaine dont l'application a été étendue aux Quatre Communes de plein exercice (Dakar, Saint-Louis, Rufisque et Gorée)⁵. Cette avancée avait rendu possible l'éclosion d'une presse incisive et autonome, portée principalement, à ses débuts, par le

¹ Francis Bebey, *La Radiodiffusion en Afrique noire*, Saint-Paul, Paris, 1963, p. 34-35. La station fédérale *Radio-Brazzaville* en Afrique équatoriale française (AEF), l'autre grande radio de la France coloniale en Afrique, ne démarre officiellement ses activités qu'en mars 1941, soit deux ans après *Radio-Dakar*.

² Créée en 1895, l'AOF s'est progressivement constituée en regroupant sous une forme fédérale huit territoires : le Sénégal, la Mauritanie, la Côte d'Ivoire, le Soudan (l'actuel Mali), le Dahomey (l'actuel Bénin), la Haute Volta (l'actuel Burkina Faso), le Niger et la Guinée. Dakar, comme capitale, y avait de facto un statut de territoire fédéral distinct. Le Togo, ancien territoire allemand, d'abord sous mandat de la SDN puis de l'ONU, est finalement confié par celle-ci à la France.

³ Bocar Niang, « Le journal Paris-Dakar et l'actualité au temps de la seconde Guerre Mondiale », mémoire de maîtrise, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, 2005, p. 8-9.

⁴ Roger Pasquier, « Les débuts de la presse au Sénégal », *Cahiers d'études africaines*, n°7, 1962, p. 477-490.

⁵ Situées sur la côte, les Quatre Communes (Dakar, Gorée, Rufisque et Saint-Louis) enregistraient déjà, dès le XVIII^e siècle, une présence française et européenne ancrée. La citoyenneté française de ses habitants africains sera pleinement reconnue dès 1915.

lobby métis et celui des commerçants⁶. Mais les cadres africains de l'administration coloniale s'approprient progressivement cette presse pour en faire une plateforme de revendications⁷.

Cette évolution favorise une certaine ébullition sociale, culturelle et politique au sein de l'élite africaine. Celle-ci manifeste de plus en plus un besoin d'affirmation face à la volonté d'assimilation portée par l'autorité coloniale⁸. Dans ce contexte, l'information devient un instrument de choix pour ces forces sociales africaines dans leur stratégie de prise de parole. Elle sert surtout de moyen de contestation⁹. Entre 1900 et 1914 par exemple, une dizaine de nouveaux titres se disputent les voix des électeurs sénégalais¹⁰. Une véritable tradition de presse partisane mais aussi indépendante s'enracine sur le territoire sénégalais entre le dernier quart du XIX^e siècle et la fin des années 1930, influant sur la vie politique et sociale des Quatre Communes du Sénégal¹¹.

Dans le secteur de la radiodiffusion par contre, dont l'apparition au Sénégal remonte à la veille du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, il est difficile, avant

⁶ Pasquier, « Les débuts... », p. 479. Il s'agit principalement de commerçants et de représentants de grandes maisons commerciales coloniales, notamment bordelaises, évoluant dans la gomme, l'or et plus tard dans la traite de l'arachide. Samir Amin, « La bourgeoisie d'affaires sénégalaise », *L'Homme et la société*, n° 12, 1969, p. 29-41.

⁷ Les exemples de l'écrivain Abdoulaye Sadjou et de Galandou Diouf député du Sénégal à l'Assemblée nationale française dès 1934, sont emblématiques à cet égard. L'un et l'autre vont développer une carrière dans la presse, le premier comme collaborateur régulier du quotidien *Paris-Dakar* tandis que Galandou Diouf fonde en 1934 le journal *Le Périscope africain*.

⁸ J. Isawa Elaigwu en collaboration avec Ali A. Mazrui « Construction de la nation et évolution des structures politiques » dans A. A. Mazrui, *Histoire Générale de l'Afrique, VIII. L'Afrique depuis 1935*, Paris, Unesco, 1998, p. 460-498.

⁹ André-Jean Tudesq et Serge Nedelec, *Journaux et radios en Afrique aux XIX^e et XX^e siècles*, Paris, Gret, 1998, p. 177.

¹⁰ Centre de Recherche et de Documentation du Sénégal, *La Presse au Sénégal des origines à l'Indépendance*, CRDS, Saint-Louis, 1978, p. 17.

¹¹ *Ibid*, p. 17-37.

la seconde moitié de la décennie 1950, de parler de production radiophonique véritablement sénégalaise ou africaine¹². *Radio-Dakar* se contente à ses débuts de relayer les dépêches de l'Agence France-Presse (AFP) et les émissions de *Radio-Paris*, et ne traite que très rarement des événements reliés à la vie politique et sociale locale¹³. Une évolution s'opère timidement cependant en 1956 avec la création, par le gouvernement français, de la Société de radiodiffusion de la France d'outre-mer (SORAFOM)¹⁴. Elle est chargée, entre autres, de réformer le réseau radiophonique ultra marin dans un contexte d'évolution politique des territoires de l'AOF. La SORAFOM se voit notamment confier la tâche de concilier « les principes de décentralisation politique et les nécessités d'une coordination professionnelle inhérentes à la technique radiophonique¹⁵ ». Pour exécuter cette feuille de route assignée par le gouvernement français, elle développe et coordonne un réseau radiophonique disséminé sur l'ensemble des territoires français d'Afrique. Le principe de doter chaque territoire de l'AOF d'une station fut retenu, tout en maintenant la vocation fédérale de *Radio-Dakar*.

Cet effort de rapprochement du binôme radio-populations locales est soutenu par le vote de la Loi-cadre en juin 1956 et sa promulgation l'année suivante, ouvrant la voie à une semi autonomie politique des territoires composant l'AOF. Des gouvernements semi-autonomes, codirigés par le chef du territoire nommé par la France et le chef du parti

¹² Momar-Coumba Diop, *Le Sénégal à l'heure de l'information : technologies et société*, Paris, Karthala, 2002, p. 299.

¹³ Des émissions en wolof, peul et bambara existaient depuis 1950 au niveau de la station fédérale mais avaient un caractère très restreint dans la programmation globale. L'émission locale phare de *Radio-Dakar* était sans doute « *la radio parle au paysan* » diffusée à partir de 1955.

¹⁴ Bebey, *La Radiodiffusion...*, p. 30.

¹⁵ *Ibid.*, p. 31-32.

local le plus représentatif, sont alors mis en place sur toute l'étendue de la Fédération coloniale. Cette importante évolution politique a des répercussions majeures sur le secteur radiophonique avec notamment le partage de la gestion des stations entre la SORAFOM et les nouveaux gouvernements territoriaux issus de la Loi-cadre¹⁶. Le référendum de septembre 1958, ouvrant la voie à la création d'une Communauté franco-africaine dans laquelle les territoires de l'AOF acquièrent un statut d'États pleinement autonomes, se traduit par une évolution majeure. À partir de cette date, le gouvernement autonome sénégalais dirigé par Mamadou Dia, tente de s'approprier totalement le secteur radiophonique en cherchant à l'arracher à la gestion de l'autorité coloniale française. Il fédère ses efforts dans ce sens avec ceux du gouvernement du Soudan dont le territoire se dote d'une radio-diffusion durant le second semestre de l'année 1957 et avec lequel il crée à partir de janvier 1959, la nouvelle Fédération du Mali¹⁷.

La radio apparaît en peu de temps comme un puissant instrument pouvant servir les efforts de légitimation politique des pouvoirs autonomes africains¹⁸. La nouvelle Fédération du Mali initie ainsi dès janvier 1959 une démarche politique dont l'objectif est de cantonner la SORAFOM à un simple rôle d'assistance technique et budgétaire. Elle s'emploie à prendre le contrôle de la politique éditoriale de la radio de l'ex-AOF basée à Dakar. Cette stratégie aboutit le 27 juin 1959 à une première concession française¹⁹. Les

¹⁶ Christian Roche, *Le Sénégal à la conquête de son indépendance : 1939-1960*, Paris, Karthala, 2001, p. 163-174.

¹⁷ Niang, « La radio ... », p. 34.

¹⁸ Thierry Perret, *Le temps des journalistes, l'invention de la presse en Afrique francophone*, Paris, Karthala, 2005, p. 22.

¹⁹ Niang, « La radio ... », p. 36-37.

autorités maliennes et françaises signent une Convention provisoire portant sur les modalités d'une cogestion de la station. Celle-ci ouvre la voie à la mutation de *Radio-Dakar* qui devient officiellement *Radio-Mali*. La transformation de l'ex radio fédérale de l'AOF en station au service exclusif du Mali, inaugure une nouvelle séquence, celle de la décolonisation de la politique radiophonique et des efforts de sa domestication par les nouvelles élites politiques maliennes. Le pouvoir malien, en place depuis le 1^{er} janvier 1959, est dirigé par le leader soudanais Modibo Keïta, adepte d'un « socialisme plus orthodoxe et marxisant²⁰ ».

Il est secondé par Mamadou Dia qui revendique un « socialisme africain » de type autogestionnaire. Celui-ci fait des masses paysannes le pivot d'un projet de développement basé sur l'implication de coopératives paysannes. Ces deux dirigeants entendent ainsi favoriser une voie de développement économique de type socialiste et un système politique bâti autour d'un puissant parti unique, le Parti fédéral africain (PFA) qui se confond avec l'État²¹. Tout naturellement donc, pour ces leaders politiques, l'information se doit d'être au service du PFA, de sa doctrine et de ses dirigeants. Conscients de l'avantage qu'ils peuvent tirer de l'instrumentalisation de l'information, ils accordent à la radio une place importante dans le dispositif de la Fédération du Mali²².

²⁰ Guedel Ndiaye, *L'échec de la Fédération du Mali*, Dakar, NEA, 1980, p. 109. Modibo Keïta était le Président de la Fédération du Mali tandis que Mamadou Dia en devenait le vice-président et le ministre de la Défense.

²¹ Le PFA regroupait les deux formations politiques à la tête des territoires soudanais et sénégalais, respectivement l'Union soudanaise-Rassemblement démocratique africain (US-RDA) et l'Union Progressiste sénégalaise (UPS).

²² Archives nationales du Sénégal (ANS), *FM 00118* : Conférence de coordination de l'Information au Mali, travaux de la Commission fédérale, propositions : rapport de présentation, compte-rendu ; 1960.

Dès juin 1960, l'Union progressiste sénégalaise (UPS), le parti au pouvoir au Sénégal, théorise pour sa part une politique d'utilisation des moyens d'information en général, et de la radiodiffusion en particulier, pour asseoir ses bases populaires. Le contrôle de l'information devient ainsi une priorité pour l'UPS²³. Cette stratégie s'insère dans une démarche globale du Parti-État qui entend régir et polir une nouvelle nation selon ses paramètres idéologiques propres. Son secrétaire général, Mamadou Dia, résume le rôle dévolu à l'UPS en ces termes, lors du congrès du parti au pouvoir le 20 février 1959 :

Le Parti ne doit pas se limiter à définir l'orientation de la construction nationale, mais sa tâche est de mettre en mouvement et en acte ce développement, en animant le peuple de l'intérieur, en créant l'éclair de foi et d'enthousiasme qui nous permettra de disposer d'un formidable capital de volonté humaine²⁴.

Pour comprendre cet engagement de l'UPS, il convient sans doute de revisiter le projet de société du Parti-État, essentiellement inspiré par Senghor. Ce dernier porte en effet le dessein de construire au Sénégal « un socialisme se fondant directement sur les valeurs de la civilisation africaine²⁵ ». Cette volonté de socialisation teintée d'authenticité africaine se fonde essentiellement sur la conviction, largement partagée au sein de l'élite politique africaine qui prend en main les destinées des nouveaux pays indépendants,

²³ Obèye Diop, ministre de l'Information, de la Presse et de la radiodiffusion de la République du Sénégal, « Le rôle de l'Information dans la construction nationale et le développement », *Unité Africaine*, n° 51, 18 Juin 1960, Bibliothèque nationale de France, 4-LK11-2017.

²⁴ Roland Colin, *Sénégal notre pirogue au soleil de notre liberté, Journal de bord 1955-1980*, Paris, Présence africaine, 2007, p. 146.

²⁵ Jean Mariel Nzouankeu, *Les partis politiques sénégalais*, Dakar, Clairafrique, 1984, p. 51.

que « la société africaine traditionnelle, telle qu'elle existe encore, est par nature collectiviste ; le socialisme est donc déjà présent dans la société africaine, où le capitalisme est l'élément étranger apporté par la colonisation²⁶ ».

La volonté de construire une société postcoloniale juste et prospère s'appuie ainsi dans beaucoup de nouveaux territoires africains accédant à l'indépendance sur l'idée que « la société africaine moderne ne peut pas se construire sans faire appel à sa boussole qu'est son système de pensée traditionnel valorisant le souci d'égalité, de justice, de communauté, d'entraide et de solidarité²⁷ ». Dans cette perspective, l'UPS, comme d'autres partis-État qui émergent un peu partout en Afrique dans le sillage de la décolonisation, théorise un socialisme africain conçu comme fondement idéologique de la politique de développement économique, social et culturel du jeune État sénégalais. Dès juillet 1960, Senghor proclame ainsi le choix d'un « socialisme original, authentique, plongeant ses racines dans le terroir, issu de l'Afrique et non de l'Europe, de l'Asie ou de l'Amérique²⁸ ». Selon lui, « il est question de négrier le socialisme²⁹ ».

La Négritude est promue comme « une idéologie spécialement élaborée pour fournir une vision nouvelle de la place de l'homme noir dans le monde³⁰ ». Dans la conception senghorienne, cette négritude signifie la promotion « des valeurs de civilisation histo-

²⁶ Yves Benot, *Indépendances africaines, Idéologies et réalités, I*, Paris, Maspero, 1975, p. 56.

²⁷ P. Ngoma-Binda, *La pensée politique africaine contemporaine*, Paris, l'Harmattan, 2013, p. 196.

²⁸ Léopold Sédar Senghor, *Liberté 4, Socialisme et planification*, Paris, Seuil, 1983, p. 11.

²⁹ *Ibid.*, p. 85.

³⁰ Janet G. Vaillant, *Vie de Léopold Sédar Senghor : noir, français et africain*, Paris, Karthala, 2006, p. 294.

riques, culturelles et philosophiques » des peuples noirs qui apporteraient ainsi leur contribution à une « civilisation de l'universel³¹ ». Cette politique d'enracinement dans la négritude se manifeste durant la première décennie d'indépendance par des projets culturels emblématiques. Elle se traduit par l'inauguration du Théâtre national Daniel Sorano en 1965, suivie en 1966 de celle du Musée Dynamique chargé d'accueillir de grandes expositions d'artistes africains, sénégalais et du monde³². La construction de la Manufacture nationale de tapisserie de Thiès (devenue plus tard les Manufactures sénégalaises des arts décoratifs) s'inscrit également dans cette dynamique.

L'apothéose de cette flamboyante politique culturelle demeure cependant le premier Festival mondial des arts nègres. Organisé en avril 1966 en présence de centaines d'hommes et de femmes de culture venus du continent africain et de la diaspora afro-descendante, cet événement entendait célébrer, entre autres, la Négritude et un de ses chantres, Léopold Sédar Senghor. Concomitamment à cette politique d'enracinement culturel, l'État senghorien prône une politique d'ouverture en utilisant la Francophonie comme vecteur, afin de mieux connecter le Sénégal à ce qu'il appelait la « civilisation de l'universel³³ ».

³¹ Reiland Rabaka, *The Negritude Movement: W.E.B. Du Bois, Leon Damas, Aime Cesaire, Leopold Sedar Senghor, Frantz Fanon and the evolution of an insurgent idea*, Lanham, Lexington Books, 2015. p. 215.

³² Abdou Sylla, « La tumultueuse histoire du Musée dynamique de Dakar », *Africultures*, n°70, janvier 2007.

³³ Ndiouga Benga, « Mise en scène de la culture et espace public au Sénégal », *Afrique et Développement*, Vol XXXV, n°4, 2010, p. 237-260.

Au plan économique et social, le « socialisme africain » prôné par l'UPS se traduit par l'élaboration en 1961, d'un premier Plan de développement³⁴. Il fixe quatre principaux objectifs :

La construction d'une économie nationale s'appuyant sur un secteur agricole dynamique ; la mise en place d'un tissu industriel pouvant satisfaire les besoins nationaux et ceux de la sous-région ; l'amélioration du faible niveau de vie des populations ; une répartition plus équitable du revenu national³⁵.

La mise en place d'une agriculture très encadrée et dominée par la production arachidière devient le cœur du projet de développement socialiste prôné par le Parti-État. Ce système agricole est en quelque sorte le laboratoire du socialisme africain cher à Senghor en même temps qu'il doit permettre de démanteler l'économie de traite coloniale pour faire place à un système coopératif. Il vise aussi une plus grande implication de certaines forces sociales comme les confréries musulmanes par exemple et se traduit par un volontarisme étatique visant à révolutionner les pratiques agricoles³⁶.

Cet engagement en faveur des masses paysannes est l'occasion pour l'UPS de mettre en pratique un principe idéologique qui lui est cher : l'animation rurale. Celle-ci est conçue comme la panacée pour renforcer la productivité des paysans, leur conscience politique et leur adhésion aux objectifs définis par le Parti-État. Roland Colin qui a pris part à la définition du concept justifie l'animation rurale par le fait que « le Parti était soumis au défi d'opérer une véritable mutation, afin de s'ancrer dans le tissu social réel,

³⁴ Il s'agit du premier Plan quadriennal de développement pour la période 1961-1964, dont l'élaboration par les équipes d'économistes proches de Mamadou Dia démarre dès 1957.

³⁵ Bassirou Tidjani et Adama Gaye, « Secteur privé et développement économique et social » dans Momar-Coumba Diop, dir., *La société sénégalaise entre le global et le local*, Paris, Éditions Karthala, 2002, p. 29.

³⁶ Momar Coumba Diop et Mamadou Diouf, « L'administration, les confréries religieuses et les paysanneries », dans Donal Cruise O'Brien, Momar-Coumba Diop et Mamadou Diouf, *La construction de l'État au Sénégal*, Paris, Karthala, 2002, p. 29-47.

animé, conscientisé, prenant sa responsabilité dans la grande transformation économique, sociale, culturelle s'identifiant au développement³⁷ ». Cette animation rurale passait par les équipes techniques du ministère du Développement rural et les coopératives de paysans. Elle utilisait également la radio qui devient un instrument de conscientisation et d'éducation des masses rurales pour donner corps à ce socialisme africain.

L'utilisation de la radio participe aussi du processus de « légitimation des élites³⁸ ». Celles-ci ambitionnent souvent de démanteler, dans les territoires nouvellement indépendants, les anciens cadres sociaux, culturels et idéologiques du colonialisme pour les remplacer par de nouveaux³⁹. Une pensée africaine des indépendances se met en place selon Yves Benot, le plus souvent structurée autour des thèmes suivants : « celui de l'unité africaine, celui de l'indépendance, celui du socialisme (auquel se rattachent tous les problèmes de développement), celui de la politique internationale africaine, celui de la nature de sa démocratie, enfin celui de la culture⁴⁰ ». Les régimes malien et sénégalais ne dérogent pas à cette orientation, puisque pour l'essentiel, ils reposent sur une mystique de socialisme africain et sur une exaltation de l'unité africaine. Ils utilisent tous les deux un Parti-État omniprésent et contestant toute forme d'opposition politique interne et de dissidence sociale. L'utilisation de la radio dans cette stratégie d'appropriation de tout l'espace politique et social revêt ainsi, dans les exemples malien et sénégalais, une forme

³⁷ Colin, *Sénégal, notre pirogue...*, p. 343.

³⁸ Momar Coumba Diop, *Sénégal, Trajectoires d'un État*, Paris, Karthala, 1992, p. 15.

³⁹ Elikia Mbokolo, dir., *Afrique noire : Histoire et civilisations*, Paris : Hatier, AUPELF, UREF, 2004, volume II, p. 523.

⁴⁰ Benot, *Idéologie...*, p. 15.

inédite car pour la première fois peut-être, un instrument médiatique acquiert une telle importance dans le contexte d'une décolonisation⁴¹.

Cette centralité de la radiodiffusion de masse dans le mode de commandement politique est au cœur de ce travail de recherche. Nous entendons dans un premier temps étudier le processus de mise en place et d'instrumentalisation de la radio au Sénégal et en AOF en contexte colonial, en vue d'en comprendre les soubassements⁴². Nous entendons ensuite évaluer les objectifs ambivalents assignés à la radio par le pouvoir postcolonial sénégalais : processus de construction d'une nation, création d'une nouvelle identité culturelle, promotion d'une voie de développement socialiste aux couleurs africaines, propagation de l'idéologie du Parti-État, culte de la personnalité du père de l'Indépendance, etc. Notre démarche consiste surtout à étudier cette posture particulière assignée à la radiodiffusion de masse aussi bien de la part de l'administration française que durant les deux premières décennies d'Indépendance afin d'en comprendre tous les enjeux politiques, idéologiques, sociaux, culturels et économiques.

⁴¹ Niang, « La radio... », p. 36-41.

⁴² Maurice Martelli-Chautard, « La Radiodiffusion aux colonies et en mer », *Actes et comptes rendus de l'association colonies-sciences*, n° 54, décembre 1929, p. 241-250. Bibliothèque nationale de France, département Sciences et techniques, 8-S-16320. Maurice Martelli-Chautard fut l'un des fondateurs de l'Association colonies-sciences qui était très impliquée dans la défense des intérêts économiques des Français établis dans les colonies. Fondée avec des personnalités scientifiques, l'association se destinait dans un premier temps à promouvoir le secteur des ressources végétales dans les colonies mais sa vocation va rapidement intégrer toutes les préoccupations du moment des colons. Cela explique cette étude sur la radiodiffusion coloniale. Martelli-Chautard fut dans un premier temps attaché au cabinet du ministre de la Guerre puis de celui des colonies durant la période de la première Guerre mondiale, avant de se consacrer par la suite entièrement aux activités de l'Association colonies-sciences.

II- Précisions de l'objet d'études

Notre étude porte principalement sur la fonction de la radio comme outil de commandement politique, d'éducation et/ou de développement. Elle s'intéresse à sa transformation progressive, à partir de 1939, en ressource stratégique par les autorités françaises soucieuses de s'en servir comme moyen de maintien de l'ordre et de consolidation du projet colonial⁴³. Jusqu'en 1957, la radio est perçue comme faisant pleinement partie du dispositif colonial en jouant une triple fonction : politique, économique et culturelle. La fonction politique de la radio revêtait plusieurs volets. Elle recouvrait essentiellement des préoccupations sécuritaires durant la période 1939-1945 coïncidant avec les événements de la seconde guerre mondiale.

Radio-Dakar traverse cette période de guerre en diffusant un discours de propagande conforme à la coloration politique du moment du pouvoir établi en Hexagone⁴⁴. L'objectif poursuivi demeurerait de maintenir l'ordre colonial français durant ce moment tourmenté. L'étude de la programmation de *Radio-Dakar* et de la politique d'information du gouvernement général de l'AOF durant la période 1939-1945 permet de comprendre les préoccupations de stabilisation de « l'empire colonial ». L'enjeu était de faire face aux

⁴³ Bebey, *La Radiodiffusion...*, p. 34-35.

⁴⁴ *Paris-Dakar* n° 1303 du 11 mai 1940, p. 1 : « Le banditisme allemand ne connaît plus de limites » ; *Paris-Dakar* n° 1349 du 3 juillet 1940, p. 1 : « Le gouvernement français va s'installer à Vichy » ; *Paris-Dakar* n° 2112 du 6 janvier 1943, p. 1 : « Par ses acclamations enthousiastes, la population dakaroise plébiscite, elle aussi, le Général Giraud, Haut-commissaire en Afrique » ; *Paris-Dakar* n° 2349 du 9 octobre 1943, p. 1 : « Dans un enthousiasme indescriptible, la Corse accueille le général De Gaulle ». Lire également Bocar Niang, « Le journal Paris-Dakar et l'actualité au temps de la seconde Guerre Mondiale », mémoire de maîtrise d'histoire, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, 2005.

menaces qui pesaient sur celui-ci de la part des adversaires de la France, à savoir l'Allemagne nazie ou les Alliés selon les allégeances du moment du pouvoir politique établi en Hexagone.

Après la guerre et jusqu'en 1955, *Radio-Dakar* se dote pendant 10 ans d'une politique éditoriale dépassant le seul cadre du maintien de l'ordre avec une diffusion de programmes radiophoniques axés sur la culture française⁴⁵. Notre étude cherche, en analysant les programmes de *Radio-Dakar*, à comprendre les objectifs de ce choix stratégique qui semble poursuivre un dessein assimilationniste. Car la grande masse des Sénégalais, ceux vivant en dehors des Quatre Communes, classés dans la catégorie des « indigènes », restait encore en marge de la culture et de la langue du colon. La radio est ainsi vue comme un instrument capable de corriger cette situation, dans un moment où le débat sur l'intégration des colonies dans une Communauté franco-africaine, où tous auraient les mêmes droits, commence à émerger.

Le vote de la Loi-cadre en 1956 donne à cette perspective un début de réalité avec la mise en place de gouvernements africains semi-autonomes au niveau de l'AOF. Le gouvernement semi-autonome sénégalais, dirigé par Mamadou Dia, commence alors à s'intéresser à la radio, s'attirant des recadrages du Haut-commissaire de l'AOF soucieux de garder la mainmise de la France sur *Radio-Dakar*⁴⁶. La situation évolue cependant en

⁴⁵ Institut Fondamental d'Afrique Noire (IFAN), DOC Radiodiffusion de l'Afrique occidentale française, programme des émissions, janvier 1950-mars 1952, P 1283.

⁴⁶ Mamadou Dia. *Afrique, le prix de la liberté*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 109-113.

septembre 1958 après un référendum qui donne naissance à cette Communauté franco-africaine⁴⁷.

La séquence ouverte par le référendum de septembre 1958 et qui se termine en décembre 1962 correspond à une période importante de notre étude. Elle recouvre deux étapes : celles de la Fédération du Mali (janvier 1959-août 1960) et du pouvoir d'État pleinement assumé par Mamadou Dia (août 1960-décembre 1962). Cette période est intéressante car elle correspond au moment où la radio est d'abord l'objet d'une rude bataille de positionnement entre la France qui veut faire perdurer son contrôle sur cet outil et la nouvelle classe dirigeante africaine désireuse de s'en servir dans son combat pour la décolonisation. Elle voit ensuite le gouvernement de Mamadou Dia jeter les bases d'une radiodiffusion au cœur de l'État postcolonial au point de tenter de la transformer en puissant instrument de commandement politique et outil de développement⁴⁸.

La période 1963-1976 est la dernière séquence étudiée et correspond à la période durant laquelle le président Léopold Sédar Senghor exerce un pouvoir sans partage à la tête de l'État sénégalais. Loin de remettre en cause les options datant du gouvernement Dia en matière de politique d'information radiodiffusée, le pouvoir senghorien les élargit au point de faire de *Radio-Sénégal* un rouage central du régime de l'UPS. Il choisit de mettre en œuvre une stratégie théorisée dès juin 1960 par le parti au pouvoir qui identifie l'information comme l'instrument privilégié de commandement politique et de transformation de la société sénégalaise :

⁴⁷ IFAN, DOC Radiodiffusion de l'Afrique occidentale française, programme des émissions, octobre 1956-mai 1958, P 1283 bis.

⁴⁸ ANS, FM 00118, GF (1959-1963), dossier Information et sécurité- Compte rendu de la conférence sur l'information du 8 février 1960.

Mettre en rapport les Sénégalais [...], leur faire connaître les grands événements de leur propre existence, leur faire comprendre le sens et les moyens de l'action de l'État, leur expliquer ce que le gouvernement attend d'eux et dire aussi au gouvernement ce qu'ils attendent de lui, tel est, sur le plan intérieur, le rôle de l'Information⁴⁹.

Notre démarche consiste essentiellement à étudier cet engagement à faire de l'information en général, et de la radio en particulier, un levain pour créer une Nation. Dans notre quête de réponses, nous choisissons, dans le cadre de cette étude, de nous arrêter à l'année 1976. Elle clôt un long cycle politique marqué par le règne sans partage de l'UPS comme Parti-État de fait. En mars 1976, l'espace politique légal s'ouvre au pluralisme avec l'institution d'un multipartisme dit des « trois courants⁵⁰ ». Mais avant ce basculement politique, seule l'UPS avait voix au chapitre et ne se privait pas de transformer la radio en puissant porte voix.

Annette Mbaye, une des premières journalistes sénégalaises justifie cette centralité de la radiodiffusion en ces termes :

La radio est le véhicule le plus rapide et le plus sûr de la pensée, de l'idée, de la parole. Nous ne devons plus nous en servir pour d'insipides promenades à travers de plats monologues d'auteur en mal de publicité, de creuses variations de quelconques griots intrigants. Embarquons-nous pour de fructueuses incursions dans la politique, la vie sociale de notre pays. Utilisons ces précieuses heures d'antennes pour répandre les mots d'ordre qui doivent éveiller en chacun de nous ce besoin de se rendre utile, cette foi qui peut soulever des montagnes⁵¹.

⁴⁹ Diop, « Le rôle de l'Information... ».

⁵⁰ Une révision constitutionnelle institue en 1976 un tripartisme avec l'autorisation de trois formations politiques devant obligatoirement se prévaloir soit du libéralisme, soit du socialisme démocratique, soit du marxisme léninisme. L'UPS, le parti au pouvoir, s'arrogé alors le courant du socialisme démocratique, tandis que le Parti démocratique sénégalais (PDS) dont la création est intervenue en 1974, et le Parti africain de l'Indépendance (PAI), créé en 1957 mais non reconnu, occupent respectivement les courants du libéralisme et du marxisme-léninisme. Ce multipartisme dit des « trois courants » devient celui des « quatre courants » en 1978 avec l'ajout de l'idéologie conservatrice dont va se prévaloir le Mouvement républicain sénégalais (MRS). Lire à ce propos Ismaïla Madior Fall, *Évolution constitutionnelle du Sénégal, De la veille de l'Indépendance aux élections de 2007*, Dakar, Paris, Credila-Karthala-Crepos, 2009, p. 70-72.

⁵¹ Anette M'baye, « Radiodiffusion et développement », *l'Unité africaine*, n° 22 du 21 novembre 1959, p. 3.

Pour susciter cette émulation que défend Annette Mbaye, les autorités sénégalaises assignent, dès janvier 1959, une triple mission à la radiodiffusion de masse : informer, éduquer et distraire le public, avec pour objectif final de créer une véritable conscience nationale chez les Sénégalais, d'encadrer les paysans, les maraîchers et les éleveurs, de valoriser la culture africaine et de renforcer les bases politiques du régime en place⁵².

Le gouvernement sénégalais lance dès son arrivée aux affaires, la politique dite de transistorisation dont l'objectif est de permettre aux citoyens les plus modestes de disposer d'un poste radio récepteur. En effet, « jusqu'en 1960, on pouvait noter une prédominance des postes meubles et des postes à lampe⁵³ ». Il s'agissait de postes dont le fonctionnement s'avérait particulièrement onéreux car requérant de grosses piles ou de l'électricité. « Ceux qui disposaient de postes dépassaient rarement une dizaine dans une ville » et étaient souvent envahis le soir par les voisins venus écouter la radio⁵⁴. Ainsi, dès 1959, les autorités maliennes et sénégalaises décident de mettre en place une politique visant à favoriser l'importation en masse de petits transistors et une politique fiscale pour populariser leur acquisition⁵⁵. Après avoir accentué cette révolution du transistor, le gouvernement sénégalais, sous l'impulsion de Mamadou Dia, institue ensuite le système dit

⁵² ANS, FM00114, *op. cit.*, p.9.

⁵³ Moustapha Samb, « La presse parlée : évolution et impact de la radio au Sénégal de 1939 à 1972 », mémoire de maîtrise, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, 1991, p. 51.

⁵⁴ *Ibid.*, p. 61-65.

⁵⁵ Saïdou Dia, « De la TSF coloniale à l'ORTS : évolution de la place et du rôle de la radiodiffusion au Sénégal (1911-1986) », Thèse de Doctorat de troisième cycle en sciences de l'Information et de la communication, Bordeaux, université Bordeaux III, Tome 1, 1987, p.13. Ces chiffres sont cependant considérés comme sous-évalués car ne prenant pas en compte que certains types de transistors à bas prix.

d'écoute collective qui consiste essentiellement à favoriser l'usage de la radio à l'échelle de chaque communauté villageoise⁵⁶.

Concomitamment à cette politique visant à populariser la radio, le gouvernement Dia incite *Radio-Sénégal* à donner la priorité à des émissions réhabilitant des éléments de la culture nationale, encourageant l'éducation des masses et la vulgarisation des objectifs de la politique gouvernementale en direction du monde rural⁵⁷. L'étude minutieuse du contenu de ces émissions, entre 1960 et 1976, constitue ainsi l'ossature de notre démarche pour cerner tous les enjeux idéologiques, culturels, politiques et sociaux de cette grande entreprise d'instrumentalisation de la radio par les régimes de Dia et Senghor⁵⁸.

La typologie des émissions étudiées concernant la période postcoloniale permet de cerner cinq principaux thèmes : la modernisation du monde rural ; le développement social avec une large place accordée au rôle des femmes ; la valorisation de l'histoire et de la culture nationale ; la promotion d'une nouvelle citoyenneté à travers notamment des émissions d'éducation civique ; et enfin la vulgarisation des activités chef de l'État, du gouvernement et du Parti-État. Concernant le premier thème, l'émission *Disso* devenue l'emblème de la Radio éducative rurale, occupe une place importante dans notre étude. Diffusée en langue nationale wolof, elle constitue une expérience originale de prise de parole d'un segment important de la société, à savoir les paysans, les éleveurs de bétail et les pêcheurs, dans un contexte de monolithisme politique et de tentative d'outiller la radio

⁵⁶ Un tel système est conçu pour permettre à un maximum de citoyens ne disposant pas de postes transistors, d'avoir accès aux émissions de la radio nationale, dans des endroits créés à cet effet. Cette politique rencontrait un réel succès, particulièrement en zone rurale et contribuait à populariser la radio.

⁵⁷ Moussa Paye, « La presse et le Pouvoir », dans Momar Coumba Diop, dir., *Sénégal, Trajectoires d'un État*, Dakar, Codesria, 1992, p. 331-377.

⁵⁸ André-Jean Tudesq, *La radio en Afrique noire*, Paris, A. Pédone, 1983

comme moyen de développement économique. Concernant les femmes, des émissions sur des sujets liés à l'hygiène, à la gestion du budget familial, à l'éducation des enfants, etc., témoignent d'une véritable stratégie d'utiliser la radio à des fins d'émancipation de cette couche de la population et de son implication pour favoriser un réel développement social.

Quant aux émissions culturelles et historiques, leur étude a pour objectif de vérifier dans quelle mesure leur contenu s'accorde à l'objectif de favoriser une nouvelle conscience nationale. Ce dernier objectif justifiait également la diffusion d'émissions axées sur la propagation d'un civisme se voulant au service de la modernisation de la société sénégalaise. Mais ces missions d'éducation des masses de la radiodiffusion nationale se dédoublaient également d'une intense propagande au service du pouvoir politique en place comme l'illustre la place qu'occupe dans la programmation les discours du père de la Nation, de l'UPS et les activités gouvernementales. Toutes ces émissions, sont analysées du reste dans le cadre de l'objectif stratégique fixé par les autorités de favoriser l'émergence d'un nouvel État-nation. Une riche historiographie permet de cerner, en remontant jusqu'à l'ère coloniale, les contours d'un tel projet.

III- Bilan historiographique

À la lumière de notre objet d'études principalement axé sur le rôle et les fonctions de la radio durant la période coloniale et les deux premières décennies d'indépendance, il nous semble pertinent de retenir trois grands thèmes à étudier dans le cadre de ce bilan historiographique. Dans un premier temps, nous voulons mettre l'accent sur les études s'intéressant aux conditions d'éclosion et de développement de la presse en AOF et au

Sénégal depuis l'époque coloniale jusqu'aux premières heures de l'indépendance. Ensuite, nous consacrons la deuxième partie de ce travail aux études sur l'émergence de l'État-nation postcolonial, tout en auscultant la nature des Partis-États et des projets de développement proposés par ces derniers. Enfin la troisième et dernière partie s'intéresse aux travaux centrés sur les fonctions de la radio au Sénégal dans le contexte postcolonial.

A- Naissance et évolution de la presse au Sénégal et en Afrique de l'Ouest

1- Les enjeux de l'introduction de la presse imprimée et radiophonique en contexte colonial

Le processus d'implantation et d'enracinement des médias dans l'Ouest-africain sous domination française ne suscite à ce jour qu'un nombre assez limité d'études. Celle de Roger Pasquier, consacrée aux débuts de la presse dans la colonie du Sénégal, fait presque œuvre de pionnière⁵⁹. L'auteur y développe l'idée selon laquelle, la presse au Sénégal, dans la seconde moitié du XIX^{ème} siècle, et au début du XX^{ème} siècle, a permis aux métis et à une étroite élite africaine de s'affirmer socialement et politiquement⁶⁰. Selon Pasquier, en dépit de la volonté de l'administration coloniale de contrôler le secteur médiatique naissant, les Africains et les métis des Quatre communes (Dakar, Rufisque, Gorée, Saint-Louis), devenus citoyens français, ont pu bénéficier de tous les avantages de la loi de 1881 garantissant en France la liberté de presse. Ils arrivent à faire valoir leurs revendications politiques grâce, en partie, à des journaux qu'ils ont su créer et transformer en moyens de pression⁶¹.

⁵⁹ Pasquier, « Les débuts de la presse... », p. 477-490.

⁶⁰ *Ibid.*, p. 478.

⁶¹ *Ib.*, p. 489.

L'historien Diegane Sène a publié en 2017 une large étude, tirée de sa thèse d'histoire, dont la particularité a été d'établir une typologie très poussée de la presse imprimée au Sénégal, des origines jusqu'à la fin de Seconde Guerre mondiale⁶². L'auteur y distingue plusieurs catégories de presse : des journaux institutionnels liés à l'administration coloniale, des publications classiques d'informations et enfin des supports servant la propagande de lobbies politiques et économiques plus ou moins bien identifiés. Sène souligne dans son étude que cette presse « n'a finalement pu émerger de sa préhistoire que tardivement⁶³ ».

Il fonde cette affirmation sur le constat qu'il a fallu attendre la veille de la Première Guerre mondiale pour que la gestation débutée en 1856 débouche sur une presse diversifiée. L'apparition de celle-ci, indique Sène, est alors favorisée par la confrontation entre camps opposés autour de l'enjeu de la représentation parlementaire des populations habitant le territoire. L'auteur en tire la conclusion que le caractère très politique de la presse à cette époque est un héritage qui perdure et impacte encore aujourd'hui le modèle dominant de journalisme au Sénégal.

L'origine de la presse en Afrique de l'Ouest et au Sénégal fait également l'objet d'une monographie de la part de l'historien Jean-André Tudesq. Il avance que dès les origines, c'est-à-dire essentiellement au début du XIX^e siècle, quatre types de presse ont pu être recensés : la presse de l'administration coloniale, celle des colons européens, la presse des missions chrétiennes et enfin celle des élites africaines urbaines⁶⁴. Selon lui,

⁶² Diegane Sène, *Histoire de la presse sénégalaise, Tome 1 : des origines à la Seconde Guerre mondiale (1856-1945)*, Dakar, L'Harmattan, 2017, 580 p.

⁶³ *Ib.*, p. 527.

⁶⁴ Tudesq, *Journaux et radios...*, p. 19.

ces quatre formes de presse ont pu, dès la première moitié du XIX^{ème} siècle, prendre racine dans la partie colonisée par les Anglais, alors que l'Afrique sous administration française a dû attendre beaucoup plus longtemps pour avoir droit à un espace médiatique pluriel. Tudesq explique, qu'à la différence de l'Afrique française, beaucoup de colons en terre coloniale anglaise se sont dressés contre l'administration et que très tôt une opinion publique africaine restreinte s'y est formée dans les villes⁶⁵.

La rupture qui voit éclore une véritable presse africaine au Sénégal et en Afrique occidentale française, se produit à la veille de la Première Guerre mondiale selon Tudesq. Celui-ci identifie trois causes ayant accéléré cette évolution : les rivalités entre les communautés métisse et africaine d'une part, ensuite entre celles-ci et les représentants des maisons de commerce bordelaises qui dominaient l'économie de la colonie, et enfin les mésententes entre l'administration et les colons⁶⁶.

L'influence du contexte socio-économique sur l'émergence de la presse au Sénégal et en AOF est également mise en exergue pour le journaliste Thierry Perret⁶⁷. Ce dernier insiste cependant sur le fait que la presse sénégalaise est très marquée à l'origine par la partisanerie politique et se transforme en presse de propagande au service des leaders de la communauté métisse et africaine des Quatre communes. Selon Perret, le développement de la presse privée dévouée à la cause des colons, ne survient qu'en 1933 avec le lancement de *Paris-Dakar*, le premier quotidien d'informations en Afrique occidentale française⁶⁸.

⁶⁵ *Ibid.*, p. 31-33.

⁶⁶ *Ib.*, p. 43-44.

⁶⁷ Perret, *Le temps des journalistes...*, p. 18-21.

⁶⁸ *Ibid.*, p. 20.

Dans une étude que nous avons menée dans le cadre de notre mémoire de maîtrise, centrée sur *Paris-Dakar*, le premier quotidien d'informations à avoir vu le jour en Afrique occidentale française, nous faisons ressortir la prépondérance des enjeux politiques domestiques dans le développement de la presse dès la fin du XIX^{ème} siècle⁶⁹. Cette étude situe l'épicentre de l'éclosion de la presse écrite au Sénégal entre la dernière décade du XIX^{ème} siècle et le début du XX^{ème} siècle⁷⁰. Elle met l'accent sur la personnalité clivante de Blaise Diagne qui a suscité l'explosion du nombre de titres de presse destiné au petit corps électoral sénégalais, à cause notamment de ce qu'on a appelé le « Pacte de Bordeaux »⁷¹.

Mais notre étude insiste surtout sur le fait que les événements de la seconde guerre mondiale, de par leur impact considérable sur la vie sociale, économique et politique au Sénégal et en AOF, ont été l'occasion pour le seul quotidien d'informations existant, *Paris-Dakar*, de se transformer en puissant instrument de propagande, tour à tour vichyste et gaulliste, de l'administrations coloniale⁷². Dans une étude consacrée à l'histoire de la presse au Sénégal, le journaliste Moustapha Barry s'intéresse également à ce rôle de propagandiste jouée par les journaux au service de l'administration coloniale, particulièrement durant la phase de conquête de l'hinterland⁷³. Citant Pasquier, Barry soutient lui aussi que le groupe métis de Saint-Louis et les Africains des Quatre Communes ont été

⁶⁹ Niang, « Le journal Paris-Dakar... », p. 8-13.

⁷⁰ *Ibid.*, p. 11.

⁷¹ *Ib.*, p. 12 ; Le Pacte de Bordeaux désigne un accord entre Blaise Diagne et les milieux d'affaires bordelais pour favoriser les activités de ces derniers dans la colonie du Sénégal. Lire à ce propos Babacar Fall, *Le travail forcé en Afrique occidentale française, 1900-1946*, Paris, Karthala, 1993, p. 126-145.

⁷² *Ibid.*, p. 101-102.

⁷³ Moustapha Barry, *Histoire des médias au Sénégal, de la colonisation à nos jours*, Paris, L'Harmattan, 2013, p. 141-143.

les principaux artisans de l'enracinement de la presse dans la colonie du Sénégal, notamment à partir de 1900.

Cette histoire de la presse imprimée est donc beaucoup plus enracinée que celle de la radiodiffusion de masse dont les premiers pas au Sénégal sont fortement reliés aux événements de la seconde Guerre mondiale. Cet aspect transparaît beaucoup dans les monographies de Tudesq et de Bebey⁷⁴. Tous les deux sont d'accord que ces événements ont bouleversé la physionomie de la presse en contexte colonial en favorisant, à la fin des années 1930, l'implantation de la radio à Dakar, alors capitale de l'AOF. Cette initiative obéissait-elle à des préoccupations sécuritaires liées à la montée des tensions militaires en Europe? Cette thèse est soutenue par Saidou Dia qui souligne que la puissance colonisatrice, confrontée à la menace fasciste, avait le souci de contrer la propagande adverse qui pouvait toucher et influencer ses administrés⁷⁵. Les études de Tudesq, Bebey et Dia renvoient ainsi à l'utilisation de la radio comme instrument de commandement colonial.

Ce dernier aspect est également fortement présent dans l'analyse du rôle de la radio durant la période postindépendance. L'implication de la radio dans le processus de construction de l'État-nation postcolonial, mettant en avant des préoccupations identitaires, sociales, économiques et des quêtes de légitimation politique, ouvre en effet, également, la question de son utilisation comme outil de commandement.

⁷⁴ Tudesq *La radio en Afrique noire...* ; Bebey, *La Radiodiffusion...*

⁷⁵ Dia, « De la TSF coloniale à l'ORTS... »

2- La radiodiffusion de masse, un nouvel instrument de pouvoir convoité

Les enjeux de pouvoir qui entourent la radio au Sénégal après l'accession du pays à la pleine autonomie politique ou à l'indépendance, ont suscité une série d'études, émanant le plus souvent de professionnels des médias. Dans une thèse de doctorat de troisième cycle en sciences de l'information consacrée à l'évolution de la place et du rôle de la radio au Sénégal, Saïdou Dia démontre que celle-ci a été, dès l'indépendance du pays, au cœur du système politique sénégalais⁷⁶. Selon Dia, la radio a été constamment instrumentalisée durant la première décennie d'indépendance dans le but de conquérir ou de consolider des positions de pouvoir, comme en attestent les événements d'août 1960 (éclatement de la Fédération du Mali) ou de décembre 1962 (crise Senghor/Dia)⁷⁷. La conclusion qu'en tire Dia demeure que la radiodiffusion s'est révélée un moyen d'affirmation, de justification et de légitimation du nouveau pouvoir d'État⁷⁸.

Le souci du régime en place de se servir de la presse en général, et de la radiodiffusion nationale en particulier, pour renforcer ses bases est au cœur de l'étude du journaliste Moussa Paye consacrée aux relations entre la presse et le pouvoir au Sénégal⁷⁹. Le prétexte de la construction nationale sert selon lui à distiller les discours du pouvoir sénégalais dominés par les thèmes nationalistes et socialisants. Pour gagner l'adhésion des masses, Paye avance que le parti au pouvoir s'appuie sur des « volontaires de l'indépendance ». Ceux-ci sont des cadres issus des rangs du Part-État, formés pour animer des comités d'information sur lesquels s'adosse à son tour la radio en vue d'affiner sa propagande.

⁷⁶ *Ibid.*, p. 17.

⁷⁷ *Ib.*, p. 168.

⁷⁸ *Ib.*, p. 175.

⁷⁹ Paye, « La presse et le Pouvoir » ..., p. 331-377.

Avec un tel dispositif, indique l'auteur, les autorités mettent en place tous les outils pour endoctriner les masses⁸⁰.

La conséquence d'une telle politique de propagande est cependant d'aboutir à un « monologue autoritaire » dans le secteur radiophonique au Sénégal, explique Paye dans une deuxième étude qui offre une vision plus négative du rôle de la radio durant la première décennie d'indépendance⁸¹. Ce « monologue autoritaire », qui renvoie à l'emprise totale du Parti-État sur la radio, a pour conséquence d'amplifier le phénomène de la rumeur. Au point que celle-ci s'est alors érigée, selon Paye, en institution informelle de contradiction permanente de la radio officielle⁸². Cette rumeur publique, appelée par Senghor « *Radio Cancan* », « *Radio Njongolor* » ou « *Radio Sicap Baobab* », illustre selon l'auteur, les limites du rôle de la radiodiffusion nationale dans le contexte postcolonial. Celle-ci, en se mettant selon Paye au service d'une « clique » restreinte de la classe dirigeante, serait incapable de satisfaire les besoins d'information des masses⁸³.

Cette thématique revient dans l'étude que le politologue Ndiaga Loum consacre aux relations entre les médias et l'État au Sénégal, en théorisant ce qu'il appelle l'impossible autonomie⁸⁴. Selon Loum, au Sénégal, le poids des déterminismes sociaux l'emporte sur les tendances à l'autonomie professionnelle⁸⁵. Il souligne les limites culturelles (le poids du pouvoir maraboutique par exemple) et politiques (la frilosité de l'État) du travail des

⁸⁰ *Ibid.*, p. 332.

⁸¹ Moussa Paye, « De *Radio-Mali* aux stations Fm, la fin du monologue autoritaire » dans Momar Coumba Diop (dir.), *La société sénégalaise, entre le global et le local*, Paris, Karthala, 2002, p. 465-490.

⁸² *Ibid.*, p. 471.

⁸³ *Ib.*, p. 472.

⁸⁴ Ndiaga Loum, *Les médias et l'État au Sénégal, l'impossible autonomie*, Paris, l'Harmattan, 2003.

⁸⁵ *Ibid.*, p. 197.

médias, pour affirmer que l'information reste encore sous surveillance puisque n'assumant pas totalement la critique du système social⁸⁶.

La question de l'autonomie des médias en général et de la radio en particulier, est également largement abordée dans l'ouvrage de Kadialy Diakité qui a passé toute sa carrière de journaliste à *Radio Sénégal*⁸⁷. Diakité affirme que durant tout le règne du Parti-État, le travail des journalistes de la radio consiste essentiellement à vulgariser la politique gouvernementale et à se livrer à un culte de la personnalité centré sur le Chef de l'État⁸⁸. L'auteur défend cette thèse en analysant également la place occupée par les griots, appelés aussi « communicateurs traditionnels », dans le dispositif de propagande de la radio. Selon Diakité, le chef de l'État du Sénégal a toujours un griot attitré dont le temps d'antenne sert exclusivement à défendre le régime en place et son chef⁸⁹.

Le journaliste Karim Fall, auteur d'une étude sur les pouvoirs et les médias au Sénégal, est plus catégorique dans l'analyse du rôle de la radio et des enjeux qui l'entourent durant le règne du Parti-État⁹⁰. Il avance que la radio était un instrument de pouvoir directement géré par le président de la République, Léopold Sédar Senghor. En intervenant très souvent pour corriger la diction des journalistes à l'antenne, censurer des reportages ou

⁸⁶ *Ib.*, p. 200.

⁸⁷ Kadialy Diakité, *Promesses et désespoirs d'un service public, la Radiodiffusion Télévision Sénégalaise*, Paris, l'Harmattan, 2013.

⁸⁸ *Ibid.*, p. 149.

⁸⁹ *Ib.*, p. 160-161.

⁹⁰ Karim Fall, *Pouvoirs et médias au Sénégal et ailleurs*, Paris, l'Harmattan, 2014, 272 p.

manifester son mécontentement sur le traitement d'un sujet jugé sensible, le père de l'Indépendance illustre selon Fall toute l'importance stratégique que revêt la radio pour son régime⁹¹.

3- L'information radiodiffusée comme outil de développement du Sénégal indépendant

La relation entre la radiodiffusion et le projet de développement postcolonial fait l'objet de beaucoup d'études, le plus souvent centrées, dans l'exemple du Sénégal, sur l'expérience de la radio éducative rurale. Dans une étude parue en 1974, l'Unesco en arrive à la conclusion que la radio éducative rurale, expérimentée au Sénégal à partir de 1968, est un important levier de développement économique⁹². Selon l'organisation, des émissions radiophoniques permettent de transformer profondément le monde rural en enseignant de nouvelles méthodes culturelles, de diversifier l'agriculture, d'administrer et de gérer des coopératives⁹³. La pertinence de la radio dans le contexte postindépendance est corroborée par le rôle irremplaçable joué par celle-ci au Sénégal dans la remontée des revendications paysannes vers les centres de décision politiques, soutient l'Unesco⁹⁴.

Le journaliste Boubacar Sock, premier directeur de la radio éducative rurale, revient dans une étude parue en 1974, sur cette expérience originale de l'utilisation de la radio comme moyen de développement économique⁹⁵. La réussite de l'expérience de la radio

⁹¹ *Ibid.*, p. 40.

⁹² Unesco, « Les moyens d'information dans un contexte africain, Évaluation du projet pilote du Sénégal », *Études et documents d'information*, n°69, 1974, p. 3-58.

⁹³ *Ibid.*, p. 38.

⁹⁴ *Ib.*, p. 40-45.

⁹⁵ Boubacar Sock, « L'utilisation de la Radiodiffusion pour l'animation et l'éducation des Communautés de base. (L'expérience sénégalaise) », *Présence Africaine*, n° 107, mars 1978, p. 93-110.

éducative rurale s'explique par l'utilisation des groupes d'écoute collective, lesquels, à l'échelle de chaque village, sont des moyens d'exercice démocratique et de promotion rurale, soutient l'auteur⁹⁶. Sock identifie un deuxième facteur de succès : toutes les émissions sont réalisées dans les villages, au plus près du public cible⁹⁷. Il conclut en soutenant que les paysans sénégalais sont très soucieux de la pureté de leur langage et dénoncent souvent sa déformation de la part des cadres africains. En leur donnant directement la parole, la radio les a soustraits, selon Sock, de la périphérie pour les mettre au centre des préoccupations de la nation⁹⁸.

L'impact de la radio dans le développement des coopératives et la vulgarisation des techniques agricoles durant la première décennie d'indépendance, a été décisif selon l'historien Moustapha Samb, auteur d'une étude publiée en 1991⁹⁹. Samb relève en outre que cette expérience encourage la liberté d'expression et libère la parole au niveau des masses paysannes¹⁰⁰. Cette prise de parole des paysans est au cœur d'une longue étude parue en 2007 et signée par Michel Bourgeois qui compare la radio éducative rurale à un instrument destiné à encourager une politique de développement mieux concertée¹⁰¹. Bourgeois justifie cette idée par le fait que grâce à la radio, les paysans ont non seulement leur mot à dire sur les politiques qui leur sont destinées, mais arrivent à exercer une réelle pression

⁹⁶ *Ibid.*, p. 97-98.

⁹⁷ *Ib.*, p. 98.

⁹⁸ *Ib.*, p. 99-101.

⁹⁹ Samb, « *La presse parlée...* », 1991, p. 10.

¹⁰⁰ *Ibid.*, p. 79.

¹⁰¹ Michel Bourgeois, *Senghor et la décolonisation : Radio Disso, la révolte paysanne*, Paris, l'Harmattan, 2012, 456 p.

sur le personnel d'encadrement administratif¹⁰². Grâce à la radio, un dialogue inédit s'instaure entre les masses rurales et le pouvoir en place, selon Bourgeois, et évite ainsi des politiques de développement imposées par le sommet à la base¹⁰³.

4- Les fonctions socioculturelles assignées à la radio

Au moment même où les pays africains accèdent à l'indépendance, le volet culturel est une dimension centrale de la politique radiophonique en Afrique occidentale d'expression française selon le sociologue Beno Stengerb-Sarel¹⁰⁴. L'auteur souligne cependant que le schéma privilégié dans les programmes radiophoniques, met l'accent sur les centres urbains et les populations éduquées, et néglige la grande masse rurale¹⁰⁵. Il défend l'idée que la radio s'adapte moins aux pays africains qu'au mouvement de modernisation qui les transforme et que cela pose un énorme défi culturel pour les nouveaux pouvoirs postcoloniaux¹⁰⁶. Cette préoccupation est partagée par le journaliste Francis Bebey, auteur d'une étude sur la radio en Afrique noire, parue trois années après celle de Stengerb-Sarel¹⁰⁷.

Bebey est d'avis que la prise en compte de l'auditeur dans les programmes radiophoniques est le plus grand défi auquel se heurtent les nouveaux pouvoirs africains¹⁰⁸. L'auteur note que l'équation linguistique, du fait de l'analphabétisme et de la difficulté à

¹⁰² *Ibid.*, p. 351.

¹⁰³ *Ib.*, p. 352.

¹⁰⁴ Beno Stengerb-Sarel, *La radio en Afrique noire d'expression française*, Paris, Centre d'études des communications de masse de l'École pratique des hautes études, 1960, p. 108-126.

¹⁰⁵ *Ibid.*, p. 117.

¹⁰⁶ *Ib.*, p. 119.

¹⁰⁷ Bebey, *La Radiodiffusion en Afrique noire...*

¹⁰⁸ *Ibid.*, p. 9.

intégrer toutes les langues locales dans les programmes, est un obstacle qui pourrait gêner la bonne réception par les masses rurales des messages de la radio¹⁰⁹.

Le véritable enjeu demeure le rôle de la radio dans la définition de la nouvelle identité culturelle postcoloniale, selon le journaliste Jean-Vincent Tchienehom¹¹⁰. Il note une distorsion entre le discours des autorités politiques promettant de promouvoir la culture africaine et le caractère souvent extraverti de la programmation radiophonique¹¹¹. Tchienehom suggère que tout en voulant faire de la culture un instrument de libération, les pouvoirs africains se révèlent incapables de traduire cette ambition en actes¹¹². Patrice Zemoniaco rejoint pour sa part Bebey sur la problématique de l'utilisation des langues nationales dans le contexte postcolonial¹¹³.

L'auteur soutient que la radiodiffusion ne doit pas se transformer en musée pour préserver une quelconque culture passéiste mais plutôt être utilisée pour imposer une langue nationale en vue de bâtir de véritables nations¹¹⁴. Zemonico indique que la revalorisation de la culture africaine à travers les ondes passe par cette révolution linguistique¹¹⁵. Jean André Tudesq semble valider à posteriori ce point de vue dans une étude consacrée aux journaux et aux radios en Afrique au XXème siècle¹¹⁶. Selon Tudesq, l'utilisation privilégiée de certaines langues nationales comme le wolof au Sénégal, le bambara au

¹⁰⁹ *Ib.*, p. 56-57.

¹¹⁰ Jean-Vincent Tchienehom, « Des mass media pour promouvoir la personnalité africaine », *Présence Africaine*, n° 88, avril 1973, p. 70-79.

¹¹¹ *Ibid.*, p. 75.

¹¹² *Ib.*, p. 77.

¹¹³ Patrice Zemoniaco, « La radiodiffusion, une université populaire », *Présence Africaine*, n° 88, avril 1973, p. 29-49.

¹¹⁴ *Ibid.*, p. 39-40.

¹¹⁵ *Ib.*, p. 41.

¹¹⁶ André-Jean Tudesq, *l'Afrique parle, l'Afrique écoute. Les radios en Afrique subsaharienne*, Paris, Karthala, 2002, 198 p.

Mali et le swahili en Tanzanie a pour conséquence de modifier le rapport de force ethnico-linguistique dans ces jeunes États-nation et d'y renforcer à la fois l'unité et la culture nationale¹¹⁷.

5- L'étude globale de l'expérience originale sénégalaise

À la lumière de ce bilan historiographique, notre recherche doctorale a pour ambition principale d'étudier l'expérience sénégalaise, pionnière dans le contexte colonial français en Afrique. Le Sénégal a été un véritable laboratoire de l'instrumentalisation de la radio comme outil de commandement colonial. L'étude de cette expérience est demeurée jusque là un terrain quasi vierge et notre travail cherche à combler cette lacune. Déjà dans une étude datant de 2005 et consacrée au quotidien *Paris-Dakar*, nous mettions l'accent sur le rôle clé de la radio dans la diffusion de la propagande du gouvernement de l'AOF durant la seconde guerre mondiale¹¹⁸. Nous en tirions la conclusion que cette instrumentalisation de la radio a été décisive pour maintenir l'AOF sous la bannière de la France en dépit des défaites militaires subies par cette dernière. Une année plus tard, dans une autre étude consacrée à la période de l'autonomie politique et à la Fédération du Mali (1958-1960), nous mettions l'accent sur le soin particulier mis par le Haut commissariat de l'AOF de se servir de la radio pour maintenir le prestige de la France, alors en voie de déclin face aux revendications d'indépendance¹¹⁹.

Cette instrumentalisation de la radio semble se renforcer dans le contexte postcolonial. Elle s'inscrit en effet au Sénégal, après l'indépendance, dans une tentative inédite

¹¹⁷ *Ibid.*, p. 124.

¹¹⁸ Niang, « Le journal *Paris-Dakar*... », p. 49.

¹¹⁹ Niang, « La radio dans l'éclatement... », p. 32-34.

de faire de la radio l'accoucheuse d'un État-nation socialiste et négro-africain. La revue des études portant sur la radio en Afrique en général, au Sénégal en particulier, nous fait cependant entrevoir une lacune puisque aucune d'elles ne s'inscrit véritablement dans une démarche globale permettant d'appréhender correctement les dimensions idéologiques, économiques, culturelles, politiques, et sociales de cette expérience sénégalaise. Car si certaines études (Stengerb-Sarel, Bebey, Tudesq) sont spécifiquement dédiées à la radio-diffusion dans le contexte postcolonial, elles demeurent surtout centrées sur l'analyse de l'environnement politique, juridique et social du secteur radiophonique à l'échelle de tout le continent ou de plusieurs pays africains¹²⁰. Cette démarche généraliste et l'absence d'une étude minutieuse, dans une perspective historique, des programmes radiophoniques font que le traitement spécifique de notre problématique est absent dans ces études.

D'autres études (Dia, Samb) qui se sont intéressées à la place occupée au Sénégal par la radio dans le contexte postcolonial souffrent d'un manque d'étude fouillée de la programmation de *Radio-Sénégal* ainsi que de son impact sur l'évolution du pays¹²¹. Or, c'est à ce dernier niveau que nous entendons marquer notre originalité pour faire avancer les connaissances sur les trajectoires de l'État-nation postcolonial en Afrique et au Sénégal durant les deux premières décennies postindépendance.

La contribution principale que nous entendons apporter demeure donc d'étudier d'une part, minutieusement, la doctrine d'information élaborée par le régime de l'UPS, et d'autre part l'instrumentalisation ainsi que les programmes de *Radio-Sénégal* entre 1958

¹²⁰ Stengerb-Sarel, *La radio en Afrique noire* ; Bebey, *La Radiodiffusion en Afrique noire...* ; Tudesq, *L'Afrique parle...*

¹²¹ Dia, « De la TSF... » et Samb, « *La presse parlée...* »

et 1976. Il s'agit d'en étudier les impacts politiques, culturels, économiques et sociaux, tout en faisant la radioscopie du type d'État-nation qu'on a voulu construire à travers cette expérience. Nous voulons donc mettre en lumière une expérience originale de commandement postcolonial instrumentalisant massivement la radio dans un contexte particulier de construction nationale.

B- La construction de l'État en Afrique et au Sénégal

1- Le Parti-État, idéologie et nature

La mise en place de partis uniques dans les nouveaux États indépendants en Afrique, ainsi que leurs choix idéologiques, constituent un sujet très présent dans les études consacrées aux sociétés postcoloniales africaines. Dès 1960, l'homme politique malien Madeira Keita, prenant l'exemple du Rassemblement démocratique africain (RDA) qu'il a contribué à mettre en place pour donner naissance au parti-État en Guinée, au Soudan et en Côte d'Ivoire, défend l'option du parti unique. Celle-ci demeure à ses yeux la seule, dans le contexte particulier de l'après-indépendance, capable d'offrir un cadre idéologique cohérent pouvant favoriser la création d'États-nations viables¹²². L'option du parti unique ne trahit pas la démocratie pour autant qu'elle se mette au service de l'intérêt des masses populaires, selon Keita¹²³.

Cette position est également défendue par le juriste Zuccarelli, proche du pouvoir de Senghor. Il souligne dans son étude consacrée à l'Union progressiste sénégalaise (UPS) que le parti unique est dans les États nouvellement indépendants le seul moyen de réaliser

¹²² Madeira Keita, « Le parti unique en Afrique », *Présence Africaine*, n° 30, février-mars 1960, p. 267-273. Madeira Keita, cofondateur du Rassemblement démocratique africain (RDA) a été membre du premier gouvernement de la République du Soudan, chargé de l'Intérieur, et un des responsables du Parti-État.

¹²³ *Ibid.*, p. 177.

l'unité nationale¹²⁴. Zuccarelli considère que le parti unique puise ses racines dans l'Afrique précoloniale, en encourageant l'unanimisme et en cultivant le respect du chef¹²⁵. Cette vision est cependant battue en brèche par Benot. La recherche de constructions idéologiques originales de la part des partis au pouvoir au lendemain des indépendances, de même que les théories du rôle paternaliste du chef dans l'Afrique traditionnelle, cachent selon Benot le besoin de justifier la mise en place de régimes arbitraires¹²⁶. Il souligne que ces constructions idéologiques font souvent appel au jacobinisme français et au stalinisme, et subissent ainsi le poids de l'héritage colonial¹²⁷.

Analysant ces constructions idéologiques, le juriste Jacques Mariel Nzouankeu, proche de Senghor et de son successeur Abdou Diouf, livre une lecture différente de celle de Benot¹²⁸. Faisant l'historique des partis politiques sénégalais tout en s'intéressant à leur typologie, il relève l'importance du facteur idéologique dans l'identité de l'Union progressiste sénégalaise (UPS), le Parti-État qui gouverne le Sénégal au lendemain de son indépendance. L'étude de Nzouankeu met au crédit de l'UPS un socialisme à « visage humaniste » qui respecte les fondamentaux de la démocratie, et fonde son originalité sur une « relecture africaine » de Marx et d'Engels et l'affirmation senghorienne de la primauté du culturel sur l'économique¹²⁹.

¹²⁴ Zuccarelli, *Un parti politique africain...*, p. 88.

¹²⁵ *Ibid.*, p. 115-116.

¹²⁶ Benot, *Indépendances africaines*, p. 76.

¹²⁷ *Ibid.*, p. 76-77.

¹²⁸ Professeur de droit à l'Université de Dakar, il fut proche de l'UPS, devenue par la suite le Parti socialiste (PS), qui a gouverné le Sénégal de 1957 à 2000.

¹²⁹ Nzouankeu, *Les partis politiques sénégalais...*, p. 52.

Dans un chapitre paru dans le volume VIII d'Histoire générale de l'Afrique, les historiens Joseph Ki-Zerbo, Ali. A. Mazrui, Christophe Wondji et A.A. Boahen soumettent pour leur part à la critique les deux principaux arguments qui ont été à la base de la mise sur pied des Parti-États : l'impératif de réaliser l'unité nationale et le besoin d'accélérer le développement des territoires libérés du colonialisme¹³⁰. Ces arguments ont servi de prétexte pour expérimenter durant la première décennie postindépendance un syncrétisme idéologique qui cache, selon ces auteurs, un agenda politique ambiguë.

À l'appui de cette affirmation, ces auteurs mettent en avant le fait que la plupart des partis uniques qui ont essaimé dans les nouveaux États africains, adhèrent à l'idéologie socialiste, avec des adaptations locales, et une certaine distanciation vis-à-vis du marxisme léninisme¹³¹. Mais ces auteurs aboutissent à la conclusion que cette attirance pour le socialisme s'explique en grande partie par le fait que les tendances centralisatrices de cette idéologie sont de nature à justifier la monopolisation du pouvoir par un seul parti¹³².

L'idéologie du « socialisme africain » revendiquée par les partis-État est également étudiée par le juriste Albert Bourgi. Selon ce dernier, le socialisme revendiqué par Senghor, Nyéréré et Kwamé Nkrumah est une idéologie subordonnée aux réalités africaines et non l'inverse¹³³. La préoccupation principale des partis uniques reste avant tout, dans les premières années d'indépendance, l'émergence d'États forts selon Bourgi¹³⁴. L'historien et économiste Amady Aly Dieng relève également l'instrumentalisation de

¹³⁰ Elaigwu, « Construction de la nation... », p. 521.

¹³¹ *Ibid.*, p. 526.

¹³² *Ib.*, p. 517.

¹³³ Albert Bourgi, *Senghor et le socialisme*, Paris, Fondation Jean-Jaurès-Harmattan, 2007, p. 29.

¹³⁴ *Ibid.*, p. 30.

l'idéologie socialiste par les Partis-États. Les dirigeants africains sont seulement intéressés selon Dieng par la conception léniniste de ces partis, autrement dit par un centralisme démocratique qui leur permet d'exercer un pouvoir personnel, clanique et autoritaire¹³⁵. Le régime de parti unique se réduit alors le plus souvent au chef d'État, à sa police, à son armée, à l'armée étrangère qu'il a gardée à son service, et à quelques courtisans qui vivent sous son ombre¹³⁶.

2- Les promesses sociales, culturelles et économiques de l'Indépendance

Les projets de développement qui émergent au lendemain des indépendances ont également nourri de nombreuses études. Le sociologue Momar Coumba Diop et l'historien Mamadou Diouf proposent ainsi une étude critique du modèle socio-économique offert par le jeune État postcolonial sénégalais et qui fait du monde rural le pôle central du développement de la société¹³⁷. Selon les deux auteurs, le régime politique sénégalais a voulu très tôt expérimenter une administration fondée sur la participation des masses paysannes aux stratégies de développement. Mais ils arrivent à la conclusion qu'une logique clientéliste l'a emporté avec l'alliance nouée par le pouvoir avec les chefs religieux musulmans et adossée sur la perpétuation du modèle colonial de l'économie arachidière¹³⁸.

Diop et Diouf soutiennent que le mouvement coopératif mis en place au Sénégal, au lendemain de l'indépendance, est dévoyé et récupéré par les forces conservatrices de

¹³⁵ *Ib.*, p. 205.

¹³⁶ Amady Aly Dieng, « Le parti unique et les pays d'Afrique noire. Le cas du Sénégal », *Présence Africaine*, n° 185-186, janvier 2012, p. 195-207.

¹³⁷ Diop, *Le Sénégal sous Abdou Diouf...*, p. 62.

¹³⁸ *Ibid.*, p. 63.

la société, lesquelles en échange vont assurer une sorte de protection politique au régime en place¹³⁹. Cette alliance entre le pouvoir politique et ces forces conservatrices représentées principalement par les confréries religieuses musulmanes soufies, fondent ce qu'ils vont théoriser plus tard comme étant le « contrat social sénégalais¹⁴⁰ ».

Si ce modèle politique qui a triomphé au lendemain de l'indépendance est dévoyé, la responsabilité en incombe plutôt à l'élite intellectuelle, explique la philosophe Aminata Diaw¹⁴¹. Elle soutient que la séquence postcoloniale au Sénégal a vu une classe d'intellectuels, engendrée par la logique coloniale, prendre le contrôle du champ politique pour construire l'État et la Nation, tout en le verrouillant en imposant des normes d'inclusion et d'exclusion servant ses intérêts¹⁴². Finalement, selon A. Diaw, le projet de Senghor pour construire une nation sénégalaise se réduit essentiellement à une logique d'assimilation des élites dans le parti-État, donnant à l'alliance entre l'État et les intellectuels, une fonction purement instrumentale¹⁴³. Critiquant ce modèle, l'auteure soutient que l'État postcolonial s'est aménagé un espace d'autonomie en reléguant le reste de la société à la périphérie¹⁴⁴.

S'inscrivant dans la même perspective qu'Aminata Diaw, Momar Coumba Diop note que la première décennie des indépendances est celle des épreuves de force au sein

¹³⁹ *Ibid.*, p. 64.

¹⁴⁰ Ce concept est l'objet d'une étude publiée en 2002 par Mamadou Diouf, Momar Coumba Diop et Donal Cruise O'Brien. Lire à ce propos O'Brien, *La construction de l'État...*, p. 29-47.

¹⁴¹ Aminata Diaw, « La démocratie des lettrés », dans Momar Coumba Diop dir., *Sénégal, trajectoires d'un État*, Dakar, Codesria, 1992, p. 299-329.

¹⁴² *Ibid.*, p. 300.

¹⁴³ *Ib.*, p. 310.

¹⁴⁴ *Ib.*, p. 312.

de l'élite politique occidentalisée¹⁴⁵. Cette décennie est marquée selon lui par une continuité avec le système colonial comme l'illustrent une économie encore dominée par le capital étranger, une agriculture non performante, un système d'enseignement inadapté et un modèle politique senghorien basé sur l'achat d'allégeances¹⁴⁶. Mamadou Diouf considère, pour sa part, que l'État postcolonial, en s'arrogeant une mission messianique, principalement axée sur la construction nationale, a poussé la classe dirigeante à vouloir s'imposer dans l'imaginaire des gouvernés¹⁴⁷.

Diouf partage donc l'analyse de Momar Coumba Diop selon laquelle il y a une continuité institutionnelle de l'héritage colonial. Selon lui, les formes coloniales de pouvoir ont été recyclées par les nouvelles élites et cette logique a accouché d'un État très fortement centralisé doté d'une rationalité coloniale¹⁴⁸. Celle-ci est notamment illustrée, selon l'auteur, par la mise en place d'une administration très centralisée marquée par la tradition jacobine métropolitaine et une logique totalitaire symbolisée par le parti-État¹⁴⁹.

À contre-courant des conclusions de Diop et Diouf, le journaliste Jean-Pierre Biondi relève que le projet économique, centré sur l'agriculture, était dans une logique de démantèlement de la vieille pratique coloniale de la traite¹⁵⁰. Selon Biondi, contre vents et marées, la politique économique de Senghor a su affirmer la primauté du secteur rural, même si elle a accouché d'un bilan mitigé marqué par un secteur industriel embryonnaire dominé

¹⁴⁵ Momar-Coumba Diop, « Du socialisme au libéralisme : les légitimités de l'État », dans Momar Coumba Diop, dir., *Sénégal, trajectoires d'un État*, Dakar, Codesria, 1992, p. 13-38.

¹⁴⁶ *Ibid.*, p. 18.

¹⁴⁷ Mamadou Diouf, « Le clientélisme, la technocratie et après ? » dans Momar Coumba Diop, dir., *Sénégal, trajectoires d'un État*, Dakar, Codesria, 1992, p. 233-278.

¹⁴⁸ *Ibid.*, p. 248.

¹⁴⁹ *Ib.*, p. 249

¹⁵⁰ Jean Pierre Biondi, *Senghor ou la tentation de l'universel*, Paris, Denoël, 1993, p. 74.

par le capital étranger, d'une bourgeoisie administrative non productrice, d'un vaste secteur rural sous-équipé et d'un important sous-prolétariat urbain¹⁵¹.

Et si toutes les dimensions du projet postcolonial se retrouvent dans le contrat social qui caractérise le modèle politique, social et économique sénégalais¹⁵² ? C'est vers cette conclusion que tendent les historiens Donal Cruise O'Brien et Mamadou Diouf. Ce contrat, dont les racines plongent dans l'ère coloniale, revêtirait selon ces auteurs, la forme d'une alliance entre l'État postcolonial et les confréries religieuses soufies garantissant à ces dernières des privilèges, notamment dans le cadre de l'économie arachidière, en contrepartie d'une loyauté des masses paysannes assurée au pouvoir en place¹⁵³. Ce modèle « islamo-wolof » a permis, selon Cruise et Diouf, à l'État postcolonial de préserver, avec ses alliés religieux, sa position centrale aux plans politique, économique et social, garantissant une relative stabilité au Sénégal¹⁵⁴.

Dans une autre étude consacrée aux relations entre l'administration, les confréries religieuses et les paysanneries, Momar Coumba Diop et Mamadou Diouf soulignent que le contrôle de la paysannerie a été l'enjeu fondamental de la première décennie d'indépendance¹⁵⁵. Diop et Diouf relèvent que les nouvelles autorités ont voulu, en démantelant

¹⁵¹ *Ibid.*, p. 76.

¹⁵² Donal Cruise O'Brien, Mamadou Diouf, « La réussite politique du contrat social sénégalais » dans Donal Cruise O'Brien, Mamadou Diouf et Momar-Coumba Diop, *La construction de l'État au Sénégal*, Paris, Karthala, 2002, p. 10.

¹⁵³ *Ibid.*, p. 10.

¹⁵⁴ *Ib.*, p. 15.

¹⁵⁵ Momar Coumba Diop, Mamadou Diouf, « L'administration, les confréries religieuses et les paysanneries » dans Donal Cruise O'Brien, Mamadou Diouf et Momar-Coumba Diop, *La construction de l'État au Sénégal*, Paris, Karthala, 2002, p. 37.

l'économie de traite, se débarrasser non seulement des structures héritées de la colonisation, mais également de la classe maraboutique qui en était un rouage important¹⁵⁶. Mais cette stratégie échoue, car selon ces deux auteurs, le régime, pour assurer sa pérennité, s'est vu obligé de substituer la logique de clientèle à la logique administrative¹⁵⁷.

Roland Colin propose une lecture plus nuancée de cet échec car il estime que c'est au sein du Parti-État lui-même que se concentraient les résistances à la libération du monde rural¹⁵⁸. Selon Colin, l'animation rurale, lancée par le pouvoir postcolonial et consistant à conduire des séances de formation destinées aux paysans pour moderniser leurs techniques culturelles et leur compréhension des enjeux de développement, de par la radicalité de ses objectifs, était en porte à faux avec le conservatisme du Parti unique. Celui-ci, engoncé dans des structures à l'ancienne, n'était pas en mesure d'être le pivot de la transformation des rapports économiques et sociaux, explique-t-il¹⁵⁹.

La politique culturelle de l'État postcolonial, dont les principales ambitions étaient de revaloriser le patrimoine historico-culturel et de créer une nouvelle identité nationale, est également abordée dans certaines études. L'universitaire canadienne Elizabeth Harney qui consacre un ouvrage centré sur l'influence exercée par la pensée de Senghor sur l'évolution du Sénégal entre 1960 et 1995, souligne la place très importante de l'art et de la culture dans la vie du jeune État postcolonial sénégalais¹⁶⁰.

¹⁵⁶ *Ibid.*, p. 38.

¹⁵⁷ *Ib.*, p. 39.

¹⁵⁸ Roland Colin, « Léopold Sédar Senghor et la pratique du pouvoir : entre politique et développement, les défis et les risques » dans *Léopold Sédar Senghor, la pensée et l'action* (Actes de colloque), Assemblée nationale française/OIF, Paris, juin 2006, p. 137-148.

¹⁵⁹ *Ibid.*, p. 144.

¹⁶⁰ Elizabeth Harney, *In Senghor's Shadows, art, politics, and the avant-garde in Sénégal, 1960-1995*, Durham, Duke University Press, 2004, 316 p.

L'originalité de Senghor, selon Harney, demeure avant tout sa conviction que la culture est le principal véhicule de développement. L'auteure met en avant la volonté de Senghor de favoriser une revalorisation de la personnalité culturelle africaine, tout en prônant une « civilisation de l'universel ». Celle-ci se veut une symbiose de toutes les civilisations humaines, en rupture avec la rhétorique nationaliste à la mode en Afrique durant les deux premières décennies d'indépendance¹⁶¹. La Négritude prônée par Senghor est en fin de compte, selon Harney, un humanisme teinté d'une volonté de réappropriation de la culture africaine, et en même temps une contribution à cette « civilisation de l'universel¹⁶² ».

Cette double quête d'enracinement culturel et d'ouverture sur le monde donne naissance à « l'École de Dakar » au sens où l'entend, selon Harney, le sociologue Pierre Bourdieu, à savoir un champ clairement délimité de production artistique doté de ses propres paramètres¹⁶³. Cette École, très influencée par la Négritude prônée par Senghor, aboutit à un extraordinaire foisonnement culturel, notamment dans le secteur des arts visuels, célébrant « l'âme nègre » explique Elizabeth Harney¹⁶⁴. Mamadou Diouf pose en ce qui le concerne un regard plutôt sévère sur la Négritude. Senghor n'a pas voulu, malgré ses théories sur la Négritude, sacrifier l'héritage colonial et français au nationalisme et au recouvrement des cultures africaines, selon Diouf¹⁶⁵. Il donne l'exemple de la promotion par le

¹⁶¹ *Ibid.*, p. 43-44.

¹⁶² *Ib.*, p. 48.

¹⁶³ *Ib.*, p. 54.

¹⁶⁴ *Ib.*, p. 54-104.

¹⁶⁵ Mamadou Diouf, « Léopold Sédar Senghor et la construction de la nation sénégalaise » dans *Léopold Sédar Senghor, la pensée et l'action* (Actes de colloque), Assemblée nationale française/OIF, Paris, juin 2006, p. 171-189.

président sénégalais des concepts d'organisation et de méthode pour faire contrepoids à l'émotion à laquelle céderaient trop souvent les Africains¹⁶⁶.

Cette vision d'un pouvoir néocolonial incarné par Senghor revient assez souvent dans les études se rapportant aux premiers pas de l'État postcolonial. C'est ainsi que dans son ouvrage intitulé « *le Sénégal à l'heure de l'indépendance* » paru en 2007, Adama Baytir Diop, en explorant le projet politique, économique, culturel et social initié et exécuté par Mamadou Dia, entre 1957 et 1962, défend l'idée que c'est ce dernier et non Senghor, qui était porteur d'une politique de rupture avec l'ordre ancien¹⁶⁷. L'auteur soutient que Dia a voulu mettre fin à toutes les séquelles de la domination coloniale à travers un projet global de développement bien étudié, mais que sa disgrâce en décembre 1962 a donné un coup d'arrêt à cette perspective¹⁶⁸.

Dans son étude portant sur le volet culturel du projet de développement postcolonial, le philosophe Souleymane Bachir Diagne prend cependant le contrepied de Baytir Diop et juge plus positivement l'œuvre de Senghor en soutenant que l'art constitue le fondement de la philosophie politique de ce dernier¹⁶⁹. Diagne défend en outre une position diamétralement opposée à celle de Mamadou Diouf en indiquant que tout le projet culturel de Senghor reflète une démarche ethnologique dont la grande préoccupation est de rendre l'art africain visible, reconnu et acteur de la « civilisation de l'universel¹⁷⁰ ».

¹⁶⁶ *Ibid.*, p. 180.

¹⁶⁷ Adama Baytir Diop, *Le Sénégal à l'heure de l'indépendance : le projet politique de Mamadou Dia (1957-1962)*, Paris, l'Harmattan, 2007.

¹⁶⁸ *Ibid.*, p. 219.

¹⁶⁹ Souleymane Bachir Diagne, *Léopold Sédar Senghor, l'art africain comme philosophie*, Paris, Riveneuve, 2007, p. 11.

¹⁷⁰ *Ibid.*, p. 61.

IV- Problématique et hypothèses

À la lumière de la centralité assignée à la radio dans le dispositif colonial et le processus d'émergence du nouvel État-nation africain postcolonial, il nous semble intéressant de nous appesantir sur la problématique de la finalité d'un tel choix. Nous voulons en comprendre non seulement les grandes lignes, mais également les soubassements tout en relevant les forces et faiblesses. La radio sert-elle uniquement d'outil de propagande au colon français et ensuite au Parti-État et au régime africains qui lui succèdent, pour gérer des enjeux de conquête, de conservation et de légitimation du pouvoir et/ou devient-elle un instrument de développement favorisant des transformations sociales, culturelles, économiques et politiques ?

Cette problématique revêt deux dimensions. La première renvoie à la propagande et la seconde à la construction nationale dans ses divers volets. La dimension propagandiste de la radio ressort surtout dans l'absence d'une indépendance éditoriale puisque les journalistes sont considérés comme des fonctionnaires au service de la puissance coloniale ou de la jeune nation postcoloniale en devenir et donc placés directement sous la tutelle des autorités politiques qui définissent les contours de la propagande officielle diffusée sur les ondes de la radio¹⁷¹. Cette politique interdit aux journalistes tout discours critique pouvant remettre en cause les bases du régime en place. Dans le contexte colonial, seuls comptent les intérêts de la France qu'il s'agit de légitimer et de renforcer auprès des populations. Dans le contexte postcolonial par contre, qui occupe la majeure partie de notre étude, l'accent est mis sur le culte du Chef (de l'État et du Parti) et la magnificence de

¹⁷¹ Fall, *Pouvoirs et médias...*

tous les actes posés par son régime. La presse se trouve ainsi « enserrée dans un système reposant sur la propagande officielle, la censure, l'autocensure (...) »¹⁷².

La radiodiffusion de masse peut-elle alors, dans ce contexte marqué par la propagande au service du régime en place, se muer, dans la période postcoloniale, en outil d'éducation des masses, en instrument d'émancipation culturelle, en moyen d'émulation politique et économique ainsi qu'en outil pour forger une nouvelle conscience nationale au Sénégal ? Cette question, au cœur de notre problématique, nous ramène à « la relation étroite entre information et développement » établie par le Parti-État au pouvoir¹⁷³. En effet, selon Tudesq, « la politique du développement est d'abord fonction du système politique. Or le système politique africain repose principalement sur le parti unique et la concentration des pouvoirs entre les mains du chef de l'État avec deux compléments : l'armée et la radio qui apparaissent comme deux instruments de la politique gouvernementale »¹⁷⁴.

Dans la définition de la politique d'information portée par les nouvelles élites post-coloniales, émerge surtout une triple préoccupation : créer une nouvelle identité nationale, favoriser une nouvelle voie de développement aux couleurs d'un socialisme dit africain et asseoir un État fort. L'instrumentalisation de la radio par les forces politiques et sociales qui ont mené le Sénégal à l'Indépendance renvoie cependant à un certain nombre de questions qu'il convient de démêler. La radio est-elle juste un instrument de pouvoir aux mains d'un régime qui a pour ambition d'occuper, seul, tout l'espace public ?

¹⁷² Marie-Soleil Frère, *Presse et démocratie en Afrique francophone*, Paris, Karthala, 2000, p. 41

¹⁷³ Tudesq, *La radio en Afrique noire*, p. 93.

¹⁷⁴ *Ibid*, p. 93-97.

Ce cas de figure suppose que les enjeux de pouvoir l'emportent sur tout le reste et que la fonction première de la radio se limite à renforcer « les dirigeants en place par la propagande qu'elle diffuse¹⁷⁵ ». Si ce schéma est pertinent durant la période coloniale, il l'est davantage dans le contexte de l'État-nation postcolonial en devenir puisque la radio est fortement instrumentalisée durant les crises de régime et devient un élément décisif dans la bataille pour rallier l'opinion. Mais son rôle est à nuancer car dépassant les seuls enjeux de conquête et de conservation de pouvoir. La radio ne devient-elle pas en effet, également, une ressource stratégique au service d'un grand projet de développement ? Cette approche postule que l'information est « utilisée pour procéder de façon autoritaire ou persuasive à la transformation de la société¹⁷⁶ ».

L'Union progressiste sénégalaise (UPS) a incontestablement deux priorités à son agenda : la construction nationale et l'affirmation de l'autorité du nouvel État postcolonial. L'objectif final est de donner corps à une nouvelle société débarrassée des stigmates de l'ère coloniale, de construire une économie socialiste prospère et une nouvelle identité nationale pleinement assumée, en usant au besoin d'une propagande massive. La radio doit jouer, dans ce cadre, un rôle pivot irremplaçable d'éducation et de conscientisation des masses. L'hypothèse que ce grand dessein ne soit qu'un prétexte pour servir les intérêts du régime en place est cependant une piste sérieuse à étudier.

La manière dont la radio est utilisée lors de la dislocation de la Fédération du Mali, du divorce politique entre Senghor et Dia, ou encore lors des grandes grèves de 1968,

¹⁷⁵ *Ib.*, p. 6.

¹⁷⁶ *Ib.*

démontre en effet son importance dans la résolution des conflits sociaux et politiques post-coloniaux¹⁷⁷. Elle met surtout à nu la tendance du pouvoir en place à utiliser la radiodiffusion nationale pour préserver ses intérêts fondamentaux, entretenir un culte de personnalité autour du père de l'indépendance et vulgariser l'idéologie du parti au pouvoir.

Une autre hypothèse que nous pouvons envisager demeure que la centralité de la radio est à mettre en rapport avec sa compatibilité avec des sociétés marquées par la culture de l'oralité. « Le fait de la radio, le contact direct – même illusoire – qu'il crée, s'intègre à la civilisation orale africaine ainsi qu'aux modes de vie plus ou moins communautaires des villages¹⁷⁸ ». La radio semble même reproduire la culture de « l'arbre à palabres » comme l'atteste le système d'écoute collective mis en place par Mamadou Dia et poursuivi par Senghor.

Le transistor du village autour duquel se retrouvent tous les soirs les paysans pour dialoguer indirectement avec les animateurs de la radio éducative rurale remplacerait ainsi le fameux arbre à palabres. Ce concept de mode de résolution pacifique de conflits et de transmission de l'information dans l'Afrique traditionnelle a été ainsi récupéré par les régimes de Dia et de Senghor. Cette théorie se vérifierait par exemple à travers les émissions spécialement dédiées au monde rural sénégalais comme *Disso*, *La voix des coopératives* ou *Radio services*. La radio aurait ainsi recyclé l'ancienne pratique de la palabre africaine pour « réussir de façon inattendue, à pénétrer les véritables causes du malaise paysan et

¹⁷⁷ Magatte Lô, *Sénégal, l'heure du choix*, Paris, l'Harmattan, 1986, p. 63-68.

¹⁷⁸ Sternberg-Sarel, « La radio en Afrique noire ... », p. 108-126.

peut-être aussi à contenir, dans le même temps, un mouvement de mécontentement suffisamment grave pour devenir explosif ¹⁷⁹ ».

Enfin, on peut se demander si les professionnels de la radio n'ont pas joué, auprès des nouveaux pouvoirs postcoloniaux, le rôle naguère dévolu aux griots dans le contexte précolonial comme « voix du prince¹⁸⁰ » ? Le pouvoir traditionnel africain a souvent eu recours à ces maîtres de la parole pour jouer un rôle de médiation sociale, de propagandiste et de relais efficace d'informations orientées en fonction des intérêts de l'autorité régnante. Les journalistes-fonctionnaires qui officient au niveau des radiodiffusions nationales durant les deux premières décennies postindépendance semblent s'installer dans la même posture¹⁸¹.

Les nouveaux pouvoirs n'hésitent d'ailleurs pas à recycler des griots qui interviennent directement dans les stations de radio comme lecteurs de nouvelles en langues locales, thuriféraires, animateurs d'émissions ludiques et historiques ou comme reporters lors de certains grands événements politiques : congrès du parti au pouvoir, déplacements du président, etc. Le griotisme des temps modernes qu'incarne la radio serait ainsi un subtil détournement par les nouveaux régimes africains de pratiques sociales et de pouvoir bien ancrées dans l'Afrique précoloniale

¹⁷⁹ Bourgeois, *Senghor et la décolonisation...*, p. 18.

¹⁸⁰ Lilyan Kesteloot et Bassirou Dieng, *Les épopées d'Afrique noire*, Paris, Éditions Karthala et Unesco, 2009, p. 72.

¹⁸¹ Boubacar Mor Sock, « Griot-griotisme et la pratique du journalisme africain », *Ethiopiennes*, n° 11, Juillet 1977, p. 20-26.

V- Cadre conceptuel

L'étude de la place et du rôle de la radio au Sénégal depuis la première moitié du vingtième siècle fait ressortir les concepts clés de commandement, de prise de parole, *de gouvernementalité*, de nation, de propagande et, dans une certaine mesure, d'opinion publique. La notion de commandement qui rejoint dans une certaine mesure celle de la *gouvernementalité*, est définie par Achille Mbembé comme un ensemble de pratiques politiques, expérimenté en Afrique subsaharienne depuis la période coloniale et qui se poursuit encore aujourd'hui, pour diriger la cité et les individus¹⁸².

Selon Mbembé, la principale caractéristique du commandement en situation coloniale est le droit que s'octroie le colonisateur de disposer sans limite de ses administrés. Ce droit de disposer reposerait sur trois formes de violences : une violence fondatrice qui donne au colon un droit de conquérir d'autres contrées et peuples, une violence consubstantielle à la phase de conquête et enfin une violence pour maintenir et stabiliser l'ordre colonial établi¹⁸³. Ces trois violences s'agencent et forment une seule et même trame avec comme perspective de faire de l'État colonial le responsable d'une politique ôtant aux colonisés « toute qualité de sujet de droit¹⁸⁴ ».

Cette dernière caractéristique de l'État colonial est également la marque de la plupart des régimes africains qui ont succédé aux colonisateurs après l'indépendance. Cette thèse, défendue par Mbembe, repose selon lui sur la capacité démontrée par l'élite africaine gouvernant les États postcoloniaux africains à recycler à son profit les méthodes

¹⁸² Achille Mbembe, *De la postcolonie, essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris, Karthala, 2000, p. 41.

¹⁸³ *Ibid.*, p. 42-43.

¹⁸⁴ *Ib.*, p. 68.

d'assujettissement du commandement colonial. Pour appuyer et illustrer cette thèse, Mbembe soutient que la pratique générale du pouvoir dans l'Afrique postcoloniale s'est « située dans la continuité de la culture politique coloniale et dans le prolongement des aspects les plus despotiques des traditions ancestrales¹⁸⁵ ».

Le droit de commander du potentat postcolonial utilisant à la fois « les imaginaires ancestraux et les imaginaires d'importation » aboutit aux mêmes effets selon Mbembe, à savoir la transformation des administrés en sujets et non en citoyens¹⁸⁶. Ce type de commandement expliquerait alors la nature clanique, patrimoniale et/ou autoritaire des pouvoirs africains qui succèdent à l'administration coloniale¹⁸⁷. Il justifierait aussi que l'État postcolonial africain se définisse souvent comme le « seul garant de la collectivité émanicipée »¹⁸⁸. Il cherche en effet à s'occuper de tous les aspects de la vie des citoyens, dans les domaines économique, social, culturel et politique¹⁸⁹. Ce concept « d'État fort », omniprésent dans les discours des élites postcoloniales africaines, fait de celui-ci « l'organisateur du bonheur public »¹⁹⁰. Des structures d'embrigadement de la société, tels que le parti unique ou la presse de propagande, sont ainsi mises à contribution pour accoucher d'un État qui régenté tout l'espace social¹⁹¹.

Ce type de commandement et cet absolutisme politique ne seraient-il pas tout simplement une variante de la notion plus large de *gouvernementalité* ? Ce dernier concept,

¹⁸⁵ *Ib.*, p. 69.

¹⁸⁶ *Ib.*

¹⁸⁷ Jean-François Bayart, *l'État en Afrique : la politique du ventre*, Paris, Fayard, 2006, p. 407.

¹⁸⁸ Héli Béji, *Désenchantement national, Essai sur la décolonisation*, Paris, Maspero, 1982, p. 16.

¹⁸⁹ *Ibid.*, p. 65.

¹⁹⁰ Mbembe, *De la postcolonie*, p. 52.

¹⁹¹ *Ibid.*, p. 79.

proposé par Michel Foucault, se réfère à l'art de gouverner ciblant des populations, en se servant de l'économie politique et des instruments de sécurité¹⁹². Rapportée à l'environnement des administrations coloniales ou des jeunes États postcoloniaux en Afrique, cette notion foucaldienne de *gouvernementalité* renvoie ainsi à tous les procédés et techniques expérimentés par les pouvoirs en place pour influencer sur le comportement des individus pris isolément ou en groupe, pour les former, les diriger, et modifier au besoin leur manière de se conduire¹⁹³.

Pour donner corps à ce commandement et à cet art de gouverner, les pouvoirs en place recourent le plus souvent à la propagande. Cette propagande se situe dans la définition qu'en donnent Stéphane Corbin et Emmanuel Romain, à savoir une volonté de convertir les administrés au pouvoir de celui qui émet le message¹⁹⁴. Selon ces deux auteurs, ce type de propagande dans le contexte postcolonial par exemple, consiste surtout à héroïser certains personnages, à faire de certains événements des épopées, « le tout prenant la forme de récits fabuleux, sorte de légendes modernes mettant en valeur le régime et sa doctrine »¹⁹⁵. Le culte du père de l'indépendance, la vulgarisation des actions du régime et la défense de l'idéologie officielle du Parti-État sont ainsi les principales facettes de

¹⁹² Michel Foucault, *Sécurité, territoire, population : cours au Collège de France, 1977-1978*, Paris, Gallimard, 2004, p. 12-29.

¹⁹³ Béji, *Désenchantement...*, p. 19.

¹⁹⁴ Stéphane Corbin et Emmanuel Romain, « La propagande et l'usurpation de la démocratie » dans Alexandre Dorna, Jean Quellien, Stéphane Simmonet (dir.), *La propagande : images, paroles et manipulation*, Paris, l'Harmattan, 2008, p. 41-54.

¹⁹⁵ Jacques Lebourgeois, « Manipulation de l'histoire et réaction de la mémoire collective au travers des affiches de propagande soviétique : mystification historique et mémoire refoulée » dans Alexandre Dorna, Jean Quellien, Stéphane Simmonet (dir.), *La propagande : images, paroles et manipulation*, Paris, l'Harmattan, 2008, p. 89-105.

cette stratégie propagandiste des nouveaux régimes postcoloniaux africains soucieux d'asseoir leur pouvoir. Cette propagande pourrait aussi être définie comme une « action organisée en vue de répandre une opinion (...), une doctrine [qui] se propose de démultiplier son efficacité en transformant chaque récepteur en militant vecteur de son message »¹⁹⁶.

Cette définition de la propagande, au-delà des effets psychologiques et idéologiques de celle-ci, met aussi l'accent sur sa dimension comme technique d'influence « pour agir sur le peuple et obtenir son adhésion et sa fidélité »¹⁹⁷. Nous sommes ici au cœur d'une triple fonction assignée à la propagande selon Barry :

La propagande est légitimatrice, car il s'agit pour les dirigeants du Parti de convaincre le peuple de la justesse de la ligne politique, de façon à en faire un sujet partisan. Elle est persuasive, dans la mesure où l'éducation idéologique est continue et perpétuelle, ce qui signifie que la propagande n'est ni périodique, ni événementielle. Elle est détergente, car elle aide à débarrasser les esprits de toute idée contraire à la ligne tracée. La fonction détergente a pour corollaire la fonction intégrative et interprétative, qui s'appuie sur un arsenal d'arguments et de slogans¹⁹⁸.

La propagande de l'Union progressiste sénégalaise (UPS), portée principalement par la radio, semble s'inscrire dans cette définition suggérée par Barry, puisqu'elle instrumentalise un outil médiatique pour promouvoir l'édification du nouvel État-Nation. Elle se déploie par « tous les moyens servant à cristalliser les énergies populaires autour de thèmes bien définis et à provoquer l'adhésion inconditionnelle du peuple¹⁹⁹ ». L'UPS cherche l'adhésion consensuelle des Sénégalais sur les thèmes de développement fondés

¹⁹⁶ Alpha Ousmane Barry, *Parole futée, peuple dupé, discours et révolution chez Sékou Touré*, Paris, l'Harmattan, 2007, p. 115.

¹⁹⁷ *Ibid.*

¹⁹⁸ *Ib.*, p. 125.

¹⁹⁹ *Ib.*, p. 113.

d'une part sur un socialisme dit africain et d'autre part sur la promotion de valeurs culturelles ancrées dans la civilisation négro-africaine tout en restant ouvertes aux apports extérieurs. Il s'agit là des thèmes dominants du discours senghorien et de son régime qu'il fallait inculquer aux masses. La radio d'État, pour s'acquitter de cette tâche, met en place un dispositif éditorial destiné à propager cette bonne parole du régime auprès des auditeurs²⁰⁰.

Deux genres journalistiques, l'éditorial et la chronique, sont alors largement utilisés par la rédaction de *Radio-Sénégal* pour atteindre cet objectif. Ce choix n'est pas fortuit. L'éditorial est par excellence le genre journalistique adéquat pour conférer à une opinion exprimée sur un support d'informations, un caractère à la fois solennel et officiel. Il est en effet toujours, dans la pratique journalistique, le moyen qui permet de faire passer une prise de position du support d'informations et qui engage « la responsabilité de l'équipe toute entière ²⁰¹ ». La chronique, qui n'a pas la solennité de l'éditorial, n'engage par contre que la responsabilité de son auteur. Elle consiste en effet en « une conversation à bâtons rompus » sur un événement donné ²⁰².

À la différence de l'éditorial, une chronique n'a pas vocation à exprimer une ligne politique officielle. Elle est plutôt dans le registre d'une interprétation personnelle du chroniqueur sur des faits ou événements. Elle se situe à la frontière de la sacralité des faits que le journaliste a le devoir de rapporter sans les altérer et de la liberté de les interpréter²⁰³. C'est dans ce rôle d'interprétation par exemple que le plus célèbre des chroniqueurs

²⁰⁰ Niang, « La radio dans l'éclatement... ».

²⁰¹ CFPJ, *Glossaire des termes de presse*, Paris, GCFPJ, 1982, p. 52.

²⁰² *Ibid.*, p. 30.

²⁰³ *Ib.*

politiques de *Radio-Sénégal* durant la première décennie d'indépendance, Ousseynou Seck, s'évertue à commenter « librement » l'actualité. Mais cette interprétation étant toujours en faveur de Senghor et de son régime, ses chroniques qui revêtaient les habits de commentaires personnels, intégraient en fait le dispositif de propagande politique mis en place au service du pouvoir en place²⁰⁴.

Cette propagande a cependant revêtu au Sénégal une trajectoire particulière et subi des nuances qui la différencie de ce qui a été vécu ailleurs en Afrique. Elle a en effet cohabité à partir de la seconde moitié de la décennie 1960, avec une prise de parole assez libre concédée sur les ondes aux paysans. Il s'agit là de l'exécution d'une stratégie d'information qui débordait des seules préoccupations propagandistes. La création de la radio éducative rurale en 1965 et de l'émission *Disso* en 1968 s'inscrivent dans ce choix de donner la parole aux paysans pour qu'ils s'expriment et s'organisent comme une force sociale capable de se faire entendre par l'administration et les pouvoirs publics. Selon Michel Bourgeois, cette expérience de prise de parole a permis de faire bénéficier aux paysans sénégalais d'une totale liberté d'expression sur les ondes de la radio gouvernementale, au point que le pouvoir s'est vu obligé de tenir compte des opinions de cette importante frange de la population²⁰⁵. Cette prise de parole, même contrôlée, encadrée et délimitée dans un champ politique monolithique fait ressortir des prémisses de formation d'une opinion publique. Cette dernière notion renvoie en effet avant tout à la conscience

²⁰⁴ Ibrahima Sarr, « Abdoulaye Mbaye Pèkh : le griot de l'alternance » dans Momar Coumba Diop (dir.), *Le Sénégal sous Abdoulaye Wade*, Paris, Karthala, 2013, p. 816-817.

²⁰⁵ Bourgeois, *Senghor et la décolonisation...*, p. 22.

d'une opinion ou d'un sentiment largement partagé, pouvant se traduire par une mobilisation de masse²⁰⁶. Ce processus est souvent façonné par les médias, en conditionnant le public selon les discours délivrés par des groupes ou des gouvernements²⁰⁷.

Le conditionnement ici a trait à une volonté affichée par les pouvoirs publics de favoriser la naissance d'une nation sénégalaise. Souvent défini, selon la formule proposée par Ernest Renan comme « un désir commun, un vouloir commun de vivre ensemble », le concept de nation ne fait pas consensus dès qu'on l'applique à l'Afrique²⁰⁸. Selon Catherine Coquery-Vidrovitch par exemple, à partir du moment où la nation résulte avant tout de l'habitude de vivre ensemble dans un même État, même si celui-ci est né d'une situation de contrainte, on peut considérer que le processus national était déjà à l'œuvre dans les constructions administratives coloniales²⁰⁹. Pour Coquery-Vidrovitch, le concept de nation en Afrique est donc à considérer également par rapport à certains héritages coloniaux²¹⁰. Mais pour d'autres, le concept de nation n'est pertinent qu'en situation postcoloniale car il renvoie le plus souvent à la fusion de toutes les cultures et de tous les citoyens réunis dans le territoire nouvellement indépendant²¹¹.

La construction nationale se traduit alors par une politique d'appropriation du patrimoine culturel national, par une démarche transcendant les différences ethniques, une

²⁰⁶ Arnaud Mercier, (dir.), *Médias et opinion publique*, Paris, CNRS, 2012, p. 18.

²⁰⁷ *Ibid.*, p. 29.

²⁰⁸ Jacques Girault, et al., *Léopold Sédar Senghor, africanité, universalité*, Paris, l'Harmattan, 2002, 231.

²⁰⁹ Catherine Coquery-Vidrovitch, « De la nation en Afrique noire », *Le Débat*, n° 84, février 1995, p. 128.

²¹⁰ *Ibid.*

²¹¹ Pierre Kipré, « La crise de l'État-nation en Afrique de l'Ouest », *Outre-Terre*, n°11, février 2005, p. 30.

volonté de promouvoir un modèle de développement endogène centré sur les masses paysannes et de velléités de transformation dans une perspective nationaliste des structures socio-économiques héritées de la colonisation²¹².

La construction nationale, ainsi territorialisée, s'accompagne d'un effort pour créer un nouvel imaginaire, par le biais de symboles comme le drapeau, l'hymne, ou d'évocations historiques²¹³. Ce processus s'assimile, comme partout ailleurs, à une « invention de la tradition » avec tout ce que cela suppose comme éléments construits ou inventés en vue de légitimer cette quête de la nation²¹⁴. Tout ce processus est ensuite légitimé à travers les discours nationalistes et identitaires en choisissant la radio comme vecteur principal de leur diffusion auprès des masses²¹⁵. Les sources que nous avons exploitées ainsi que la méthodologie mise en avant visent à comprendre ce rôle central assigné à la radiodiffusion de masse ainsi que les fonctions assumées par celle-ci.

VI- Sources et méthodologie

Notre projet de recherche repose sur l'exploitation de diverses sources primaires et secondaires choisies selon leur pertinence par rapport à notre objet d'études. La périodicité considérée dans l'exploitation de ces sources concerne deux grandes séquences temporelles et thématiques : la période coloniale (1939-1959) d'une part et celle de l'autonomie politique suivie de l'indépendance du jeune État sénégalais (1956-1976) d'autre part. Pour

²¹² Gerti Hesseling, *Histoire politique du Sénégal, Institutions, droit et société*, Paris, Karthala, 1985, p. 359-380.

²¹³ *Ibid.*, p. 30-31.

²¹⁴ Eric Hobsbawm et Terence Ranger, (dir.), *L'invention de la tradition*, Paris, Éditions Amsterdam, 2006, p. 25.

²¹⁵ Diakité, *Promesses et désespoirs...*, p. 149-153.

la période coloniale, les sources primaires privilégiées concernent, sur la période 1930-1939, les archives conservées à la Bibliothèque nationale de France. Insuffisamment exploitées à ce jour dans toutes les études sur la radio en AOF, celles que nous avons privilégiées permettent pour la première fois d'avoir une idée claire de toutes les motivations qui ont présidé à la décision d'implanter une radiodiffusion de masse dans les colonies françaises d'Afrique. Les réflexions lancées dans les années 1920 par l'Association colonies-sciences, jusque-là négligées par toutes les recherches sur l'implantation de la radio en Afrique « française », sont essentielles pour comprendre le contexte politique et économique ayant favorisé la naissance de *Radio-Dakar*²¹⁶. Dans le contexte d'avant-guerre, il nous a semblé utile de nous intéresser à un autre aspect insuffisamment analysé à ce jour, à savoir la réflexion lancée dans les années 1930 par le gouvernement français lui-même sur ce sujet d'implantation d'une radio en Afrique²¹⁷.

Pour la période coloniale couvrant la double décennie 1939-1959, les archives sonores, quand elles existent, demeurent très mal conservées à la Radiodiffusion-Télévision sénégalaise (RTS). Les rares qui sont préservées à l'Institut national de l'audiovisuel de Paris sont trop parcellaires pour faire l'objet d'une exploitation pertinente. Pour contourner ces obstacles, nous avons pris le soin d'exploiter les archives du quotidien *Paris-Dakar*. Très proche de l'administration coloniale, ce journal était utilisé par celle-ci pour relayer ses messages. *Paris-Dakar* retranscrivait ainsi systématiquement les discours du

²¹⁶ Martelli-Chautard, « La Radiodiffusion aux colonies et en mer » ..., p. 241-250.

²¹⁷ Félicien Soulier-Valbert, « Le problème de la radiodiffusion coloniale », *Bulletin de l'Agence économique des colonies autonomes et des territoires africains sous mandat*, n° 303, juin 1934, p. 739-764.

gouverneur général de l'AOF prononcés sur les ondes de *Radio-Dakar*. Les communications politiques et administratives du pouvoir colonial relayées par la radio faisaient également l'objet d'une retranscription ou d'un compte rendu dans les pages de *Paris-Dakar*. Le journal rendait compte également régulièrement de la programmation de la radio. Cette proximité entre le journal *Paris-Dakar*, l'administration coloniale et *Radio-Dakar* nous permet ainsi de contourner en partie la difficulté d'accès aux archives sonores des années 1940 et 1950.

Concernant la période 1956-1959 correspondant à la semi-autonomie organisée par la Loi-cadre (janvier 1956-septembre 1958) et à la pleine autonomie politique dans le cadre de la Communauté Franco-africaine (octobre 1958-mars 1960), nous avons choisi de travailler sur des fonds documentaires conservés aux Archives nationales du Sénégal (ANS). Il y existe en effet, pour la période 1956-1963, un fond documentaire de 1056 dossiers répartis comme suit : 539 dossiers pour la vice-présidence et la présidence du conseil du gouvernement du Sénégal (1956-1962) ; 517 dossiers pour la Fédération du Mali (1959-1963)²¹⁸.

La série 2 couvrant les activités gouvernementales, et plus particulièrement la sous-série 2.5 intitulée « gouvernement fédéral – Information et Sécurité », fournissent des informations essentielles sur la radiodiffusion durant la séquence de la Fédération du Mali

²¹⁸ Archives nationales du Sénégal (ANS), fonds de la Vice-présidence du conseil et de la présidence du conseil du gouvernement du Sénégal (1956-1962), séries 00001 à 00539 ; fonds de la Fédération du Mali (1959-1963), séries 00001 à 00517. Ces deux fonds sont l'objet d'un répertoire précis. Voir Direction des archives du Sénégal, *Répertoire des fonds de vice-présidence et présidence du Conseil du gouvernement du Sénégal (1956-1962), Fédération du Mali (1959-1963)*, Dakar, 1967.

(FM)²¹⁹. Dans cette sous-série, les dossiers numérotés FM00112 à FM00123 donnent un aperçu sur la vie politique, sociale et culturelle dans la Fédération du Mali et au Sénégal entre janvier 1959 et août 1960. Cette sous-série met surtout l'accent sur la politique d'information du jeune État fédéral malien regroupant le Sénégal et le Soudan « français ». Le dossier FM00114 conserve par exemple des archives du ministère de l'Information et de la Sécurité du Mali relatives aux travaux tenus par le gouvernement fédéral pour définir la politique d'information de l'État malien et la gestion de *Radio-Mali*.

Nous nous intéressons ensuite à la série 3 portant sur les « affaires politiques et administratives », et qui concerne exclusivement le Sénégal. Ce fonds appelé « vice-présidence et présidence du conseil du gouvernement du Sénégal », couvre toute la gouvernance de Mamadou Dia durant la période de la semi-autonomie dans le contexte de la Loi-cadre, de l'autonomie politique dans le cadre de la communauté française et des trois premières années postcoloniales (1960-1962). Cette dernière partie en fait le seul fonds des ANS qui couvre à ce jour, une partie de la période postindépendance. Nous exploitons surtout la sous-série 3.1 intitulée « Relations avec les ministres ».

Cette sous-série traite de toutes les affaires politiques et administratives au Sénégal sur la période 1956-1962. Notre intérêt s'est particulièrement porté sur les dossiers numérotés de 00340 à 00343. Il s'agit de fonds documentaires sur la gestion du personnel et des services du ministère de l'Information, sur la politique d'ensemble de ce département ministériel, sur les stratégies du premier gouvernement sénégalais pour élargir l'implantation

²¹⁹ ANS, FM, séries : 0012-00123 Il s'agit de 11 dossiers d'archives assez complets sur la gestion administrative et politique de l'Information durant cette période charnière (janvier 1959-août 1960). Ils permettent de comprendre comment Soudanais et Sénégalais cherchent à contrôler ce secteur pour mieux asseoir leur influence au sein de la Fédération du Mali.

et l'impact de la radio, etc. Cette sous-série a un intérêt certain si on veut comprendre toute la dimension administrative de la gestion de *Radio-Sénégal* car elle recèle par ailleurs beaucoup de circulaires et de correspondances entre le ministère de l'Information et la Direction générale de la radio.

Elle regorge d'informations sur la gestion des ressources humaines : les mutations et affectations d'agents, les sanctions ou promotions administratives, l'organisation de l'organigramme de la rédaction, etc. Elle permet donc d'avoir une idée de l'étendue de la tutelle qu'exerce le ministère sur le fonctionnement et la gestion de la radio. La sous-série 3.1 nous est aussi très utile pour mesurer l'étendue des rivalités qui ont opposé Soudanais et Sénégalais pour le contrôle de la radio de la Fédération du Mali, entre janvier 1959 et août 1960.

L'analyse de ces archives permet de mieux cerner les motivations des élites sénégalaises et maliennes, l'originalité de la fonction assignée à la radio, les ambitions affichées par le régime en place, les obstacles rencontrés et les succès enregistrés. Le dossier FM00115 renferme par exemple beaucoup d'informations sur les interférences politiques dans la gestion de *Radio-Mali* et le positionnement éditorial de celle-ci. Son exploitation est donc susceptible de répondre en partie à nos questions sur les motivations du pouvoir en place dans l'instrumentalisation de la radio.

L'exploitation des documents officiels est également une piste d'information que nous privilégions dans les sources primaires pour mieux comprendre le contexte politique et institutionnel qui a permis de faire de la radiodiffusion un élément incontournable dans le dispositif du pouvoir postcolonial. Certains de ces documents souffrent cependant d'une absence de datation précise. Nous avons donc choisi de croiser les informations et leur

contexte pour essayer de combler cette faiblesse en essayant de situer les dates manquantes.

Nous mettons l'accent sur la période 1963-1976 non couverte par les fonds de la vice-présidence et de la présidence du Conseil du gouvernement du Sénégal et normalement prise en charge par le « fond Sénégal indépendant ». Ce fond n'a malheureusement, à l'heure actuelle, aucune existence matérielle aux Archives nationales du Sénégal. Pour toute la période post-1963 en effet, l'essentiel des archives demeure encore géré par les départements ministériels, dans des conditions de conservation souvent très précaires. Cette situation pose un véritable défi de conservation de la mémoire historique postindépendance du pays. Pour contourner le problème dans le cadre de ce travail de recherche, nous avons pris le soin pour la période 1963-1976, d'exploiter systématiquement les archives de la presse de l'époque, celles de *Dakar-Matin* le quotidien d'informations appartenant au gouvernement, en particulier.

Dakar-Matin présente pour nous l'avantage d'être à la fois un quotidien d'informations classique, traitant de l'actualité, et un support au service du parti-État et du « père de la nation²²⁰ ». Il retranscrivait systématiquement toutes les allocutions prononcées par Senghor sur les ondes de *Radio-Sénégal*. *Dakar-Matin* rédigeait également régulièrement des résumés de programmes ou d'émissions de *Radio-Sénégal*. Cette retranscription de discours et ces résumés constituent une source archivistique majeure et sauvent une partie de la mémoire se rapportant à la décennie 1960 dans la mesure où *Radio-Sénégal* a perdu

²²⁰ Archives Institut Fondamental d'Afrique noire (IFAN), Hebdomadaire *Échos d'Afrique noire*, P 1125 : années 1957-1961 ; Quotidien *Paris-Dakar* P.629 : années 1959-1961.

également beaucoup d'archives sonores de cette période. *Dakar-Matin* change son titre et devient *Le Soleil* en 1970. Ce changement n'a cependant aucune incidence sur la ligne éditoriale. L'exploitation des éditions du journal *Le Soleil* sur la période 1970-1976, permet également de pallier beaucoup d'insuffisances des archives sonores de *Radio-Sénégal*.

L'analyse des articles des quotidiens *Paris-Dakar* (1939-1960), *Dakar-Matin* (1961-1970) et *Le Soleil* (1970-1976) permet en outre d'avoir un regard varié sur des événements majeurs comme l'implantation de la radio au Sénégal, son utilisation durant la seconde guerre mondiale, l'éclatement de la Fédération du Mali, la proclamation de l'indépendance du Sénégal, la crise de décembre 1962, l'instabilité politico-sociale de 1968 ainsi que les célébrations du « senghorisme triomphant » qui se déploie entre 1963 et 1976. Il existe en effet dans *Dakar-Matin* et dans *Le Soleil*, pour cette dernière période considérée, une importante production d'articles sur le projet de société de l'UPS, la politique culturelle de Senghor, son discours sur la négritude, l'éducation, l'économie, etc. Ces articles concernent des événements majeurs comme les crises de régime, les congrès et conseils nationaux de l'UPS, l'organisation du Festival mondial des arts nègres en avril 1966, etc. Ils complètent, enrichissent ou précisent le contenu des archives sonores de *Radio-Sénégal* sur ces événements.

Ces archives sonores de la Radiodiffusion-Télévision du Sénégal (RTS) restent cependant le centre de nos sources. Nous avons effectué au mois de novembre 2015 une mission à la RTS dont l'objectif principal était de faire l'état des lieux concernant les archives sonores et d'effectuer un travail de recensement des émissions que nous entendons exploiter dans le cadre de ce travail de recherche. Cette mission a été suivie en juin

2019 d'un autre séjour de trois mois qui nous a permis d'actualiser l'état de la situation des archives sonores de la RTS tout en poursuivant l'exploitation de celles qui étaient pertinentes dans le cadre de cette étude. La RTS dispose d'une cellule multimédia qui centralise la gestion des fonds archivistiques sonores. 7000 éléments sonores y sont en processus de stockage numérique. Le constat que nous avons fait, lors de nos passages dans les locaux de la RTS, demeure que les bandes lisses lues sur des diagrammes restent le support d'archives dominant.

Le processus de numérisation, entamé au début des années 2000, est encore très timide. Nous avons également noté que le recensement des émissions souffre de beaucoup d'insuffisances. Seules quelques dizaines d'émissions sont répertoriées, de manière manuscrite, sur des supports en papier²²¹. Beaucoup d'émissions éducatives, sociales, culturelles et politiques sont recensées de manière anarchique, ne mentionnant pas souvent la date de diffusion²²². Parfois, elles sont tout simplement dépourvues de cotation. Pour pallier toutes ces insuffisances, nous avons mis en place un système d'identification basé sur le jour et le mois de diffusion, le titre de l'émission, le thème de celle-ci, ainsi que la date de diffusion, le tout précédé par la mention « Archives sonores RTS ». Par exemple pour une cotation d'une émission *Yété* diffusée le 1^{er} janvier 1968 et consacrée à l'hygiène d'une durée d'une minute trente secondes, notre cotation est ainsi dénommée : Archives sonores RTS : émission *Yété* sur l'hygiène, 1^{er} janvier 1968, 1'30.

²²¹ L'espoir d'une correction de ces insuffisances repose sur une numérisation de l'ensemble des émissions mais ce processus connaît un net ralentissement.

²²² Nous avons à ce jour répertorié 26 bandes lisses, dont certaines numérisées, renfermant des émissions culturelles, éducatives, historiques et politiques.

Il y a beaucoup d'émissions recensées dans notre méthodologie, comme *Yété* et *Keur Noflaye* par exemple, qui restent cependant difficiles à retracer²²³. Notre démarche a consisté à effectuer nous-mêmes des fouilles avec l'aide des employés locaux, pour retrouver le maximum de bandes. Nous avons accordé également une attention particulière aux bandes lisses non encore numérisées vu les menaces de détérioration pesant sur ces supports dans lesquels sont conservés des reportages relatifs aux événements couverts par notre recherche.

Leur stockage anarchique dans une salle située au premier niveau du siège de la RTS est une source de préoccupation majeure²²⁴. Malgré toutes ces difficultés, il reste qu'il y a eu suffisamment d'archives retracées permettant de mener à bien notre projet. Nous avons pu recenser par exemple 28 bandes lisses en bon état, représentant plus de 50 heures de programmes qui sont correctement répertoriées²²⁵. À 80%, ces bandes lisses portent sur des émissions culturelles, civiques et historiques qui sont au cœur de notre échantillonnage. Il s'agit d'émissions comme *Yété* ou *Keur Noflaye* à vocation éducative et civique, ou encore *Senegal Demb* qui restitue l'histoire du pays.

Dans le système d'archivage de la RTS, ces émissions se voient attribuer une cote commençant par EP. Les cotes EP0001 à EP003, EP007, EP 010, 011, 015, 019 et 022 renvoient par exemple à des émissions historiques et ludiques, destinées à vulgariser l'histoire du Sénégal ou à l'instruction civique des citoyens. Les cotes commençant par EP 206

²²⁴ Nous avons noté une nette détérioration par rapport à la situation qui y prévalait en 2007, lorsque nous y avons mené un travail d'investigations dans le cadre de notre mémoire de Diplôme d'études approfondies (DEA). Celui-ci était axé sur les archives de *Radio-Dakar* concernant la Fédération du Mali.

²²⁵ Il s'agit d'émissions répertoriées à l'aide d'une cotation, avec cependant une faiblesse : l'absence de date sur les cotations.

et se terminant par 221 renvoient essentiellement à l'émission *Sénégal Demb* destinée à valoriser les figures historiques de la résistance à la colonisation. Les cotes EP 272 et 275 et la bande estampillée 62B06 renferment des éléments de propagande politique se référant aussi bien à la Fédération du Mali qu'au Sénégal indépendant. Nous avons préféré là également harmoniser notre méthode de cotation basée sur le jour et le mois de diffusion, le titre de l'émission, le thème de celle-ci, ainsi que la date de diffusion, le tout précédé par la mention « Archives sonores RTS ».

La sélection des émissions repose sur le principe de leur pertinence par rapport à notre objet d'études et la problématique étudiée dans cette thèse. La radio éducative rurale, appelée également *Disso*, occupe ainsi une place importante dans notre travail²²⁶. Ce projet préparé depuis 1965 avec l'aide de l'UNESCO et l'implication personnelle du président Senghor aboutit trois ans plus tard à la production d'émissions spécifiquement dédiées aux plus de 80% de Sénégalais qui vivaient dans le monde rural. L'émission *Disso*, diffusée en langue nationale wolof, est ainsi « utilisée comme instrument de progrès social et économique du monde rural », d'où le réel engouement populaire suscité²²⁷.

²²⁶ *Disso* signifie « dialogue » dans la langue wolof.

²²⁷ Bourgeois, *Senghor...*, p.178. Plus de 2300 lettres émanant d'environ 500 villages seront réceptionnées entre 1969 et 1972. Preuve de l'importance prise par l'émission, le Président Senghor reconnut le 18 mars 1970, dans une déclaration faite devant le Conseil économique et social, l'existence d'un « malaise paysan » en prenant exemple sur les émissions *Disso*.

Nous avons également mis l'accent sur les émissions éducatives et parfois ludiques diffusées entre 1960 et 1976 et destinées à éveiller les masses. Nous nous intéressons particulièrement à la série *Keur Noflay* regroupant plusieurs types d'émissions²²⁸. Le dénominateur commun de celles-ci est qu'elles s'adressent aux couches populaires avec un contenu centré sur les problèmes des femmes, la santé infantile, l'hygiène, l'alphabétisation, les relations entre citoyens et administration, le civisme, etc. Le même rôle était assigné aux pièces de théâtre radiodiffusées comme *Coumba ak Samba* ou *Yété*²²⁹. Des émissions comme *l'École de la famille*, avaient une vocation éducative et s'adressait aussi bien aux écoliers qu'aux adultes. L'émission *Sénégal Dëmb*, destinée à vulgariser l'histoire nationale et exalter de grandes figures historiques érigées en héros, occupe également une importante place dans notre échantillonnage.

Ces émissions sociétales, sociales, culturelles et historiques sont pour la plupart diffusées, en totalité ou en partie, en wolof, langue que parlent ou comprennent plus de 80% des Sénégalais. Le dernier type d'émissions qui concerne notre échantillon a trait à la couverture des congrès et autres manifestations du parti au pouvoir, ainsi qu'aux éditoriaux de *Radio-Sénégal*²³⁰. Ces archives fournissent des indications assez pertinentes sur le conditionnement idéologique des populations et la propagande en faveur du régime en place auxquels se livrait la radio.

²²⁸ La traduction littérale de *Keur Noflaye* est « la maison du repos ». Cette émission proposait entre autres une production théâtrale intitulée « *Makhouredia Guèye, chauffeur de taxi* » narrant toutes les difficultés d'un citoyen en butte quotidienne aux lourdeurs de l'administration.

²²⁹ Le mot wolof *Yété* signifie « conscientiser ». Chaque pièce théâtrale était centrée sur une thématique précise.

²³⁰ Lamine Diakhaté et Ousseynou Seck, qui affichaient ouvertement leur proximité politique avec Senghor, étaient les éditorialistes vedettes de la radio, chargés de défendre le régime, particulièrement durant les périodes de crise. Lire à ce propos Paye, « La presse et le Pouvoir », dans Momar Coumba Diop, dir., *Sénégal, Trajectoires d'un État*, Dakar, Codesria, 1992, p. 331-377.

Les témoignages oraux de certains acteurs et témoins des événements faisant l'objet de notre étude sur le rôle joué par la radio durant les deux premières décennies postindépendance, constituent une étape importante pour compléter l'exploitation que nous avons fait des sources primaires. Nous avons obtenu dans ce cadre, le 26 octobre 2015, l'approbation du comité d'éthique de la recherche de l'Université de Sherbrooke. Cette instance a également approuvé un questionnaire qualitatif administré à un échantillon d'une dizaine de personnes composé essentiellement d'hommes politiques, de journalistes et de chroniqueurs de *Radio-Sénégal* en activité durant les périodes étudiées. Nous avons pu interroger des personnes qui ont joué un rôle clé ou été témoins de la mise en place de la doctrine d'information du parti-État, l'UPS. Déjà dans le cadre de notre projet de recherche DEA et en perspective d'une étude doctorale, nous avons pris le soin d'interroger des acteurs clés sur des sujets abordés dans ce projet.

Cette démarche était motivée par l'âge avancé de ces acteurs. Ce facteur nous incitait à recueillir avant qu'il ne soit trop tard, leurs témoignages, d'autant que certains n'ont jamais publié leurs mémoires. C'est le cas par exemple d'Abdoulaye Diack, directeur de *Radio-Sénégal* et partisan de Mamadou Dia au moment de la crise de 1962 et qui deviendra après cette date le principal architecte de la stratégie de captation de la radio au profit de Senghor. Ses témoignages dans ce travail de recherche ont une valeur d'autant plus importante, qu'ils demeurent les seuls qu'il aura livrés avant son décès sur des séquences extrêmement importantes de l'histoire du Sénégal, notamment sur la crise politique de décembre 1962 et les événements du « mai 68 » au Sénégal. L'entretien que nous avons eu avec Mbaye Diack, le leader du syndicat étudiant qui a lancé la grève de mai

68 à Dakar, constitue également un témoignage à notre connaissance unique sur ces événements de la part de cette personnalité aujourd'hui disparue.

C'est dans le même sillage que se situent également les témoignages recueillis auprès de quatre personnalités clé des décennies 1950, 1960 et 1970, qui ont occupé des postes ministériels de premier plan, à savoir Cheikh Hamidou Kane, Amadou Makhtar Mbow, Ousmane Camara et Assane Seck. Nous abordons essentiellement avec ces personnes leur vécu de certains grands événements politiques et sociaux par le biais de la radio : le combat pour l'indépendance, l'éclatement de la fédération du Mali, la crise de décembre 1962 entre Senghor et Dia, etc.

Les journalistes ayant directement pris part à l'application de la doctrine d'information du Parti-État, l'UPS, dans les années 1960 et/ou 1970, constituent le second bassin de nos sources orales. Nous avons pu ainsi recueillir les témoignages de El Hadj Amadou Mansour Sow, ancien rédacteur en chef de la radio sous la présidence de Senghor. Ils s'ajoutent à ceux, recueillis dans le cadre de notre projet DEA, de Massamba Thiam et Amadou Dème qui ont également occupé les mêmes fonctions durant la décennie 1960. Les témoignages de Abdel Kader Diokhané, le seul survivant de l'équipe de journalistes qui a développé le concept de la Radio éducative rurale et produit l'émission *Disso*, sont également une importante contribution à la compréhension de cette séquence importante du déploiement radiophonique sous le régime de Senghor.

Toute cette approche méthodologique consistant à faire appel à des sources orales, vise à mieux comprendre et préciser le contexte de mise en œuvre de la politique d'information du régime de l'UPS par le biais de *Radio-Sénégal*. En nous appuyant ensuite sur

les émissions politiques, culturelles, historiques, économiques, sociales et ludiques de *Radio-Sénégal*, ainsi que sur l'exploitation de toutes les sources écrites en rapport avec notre sujet, nous cherchons à cerner toutes les dimensions de ce projet de recherche. Celui-ci dévoile la radio au Sénégal comme un puissant appareil politique du régime colonial comme du nouvel État postcolonial, en même temps qu'un instrument fondamental de maintien d'ordre, de conquête, de conservation, de consolidation de pouvoir ainsi que de mise en œuvre d'un projet de société. Tout cela donne à l'expérience sénégalaise une dimension inédite et particulière qui justifie toute la démarche de ce projet de recherche.

Première partie

La radio au service de l'idéologie coloniale en Afrique occidentale française

Chapitre I : Naissance et développement de la radio coloniale : 1930-1957

Capitale administrative de l'Afrique occidentale française (AOF) depuis 1902, Dakar se dote en septembre 1939 du premier centre émetteur de radiodiffusion de masse destiné aux habitants des colonies françaises ouest-africaines. Mais un tel événement, en changeant le modèle de transmission de l'information jusque-là en vigueur au sein de la Fédération de l'AOF, influait-elle de manière substantielle sur le mode de commandement colonial¹ ? Pour répondre à cette question, ce chapitre s'intéresse d'abord à l'intense campagne de pression de la part de l'administration coloniale et des colons établis en AOF sur le gouvernement français pour favoriser l'implantation d'une station de radio. La radiodiffusion de masse devient en effet, dès son apparition en France métropolitaine au début des années 1920, un sujet très discuté dans la colonie du Sénégal, avec des relais efficaces à Paris militant pour son implantation rapide en AOF². Ce chapitre étudie ensuite les motivations politiques, sécuritaires et économiques qui, finalement, incitent le gouvernement français à concrétiser ce projet d'implantation d'une radio à Dakar.

Mais quel rôle conférer à *Radio-Dakar* ? Il semble que celui-ci ait évolué au gré des contextes politiques du moment. Les événements de la seconde guerre mondiale par exemple mettent en avant de forts enjeux sécuritaires. Dans le contexte tourmenté du conflit armé qui embrase l'Europe et d'autres régions du monde, l'administration coloniale entend utiliser la nouvelle station radio pour exercer plus de contrôle sur les habitants des colonies en usant de la propagande et d'une censure sur l'information. Les lendemains de

¹ Niang, « Le journal Paris-Dakar... », p. 8-9.

² Martelli-Chautard, « La Radiodiffusion aux colonies et en mer », p. 241-250.

la guerre mettent au contraire en avant par contre une doctrine d'information radiophonique plus en adéquation avec le projet colonial. Les priorités portent alors sur la diffusion de la langue et de la culture françaises pour en assurer le rayonnement, la volonté d'assimiler une partie des colonisés, ainsi que le maintien de l'ordre colonial face aux revendications d'émancipation qui se font jour après la Seconde Guerre mondiale. Cet agenda fait de la radio un important investissement au service du commandement colonial.

1- Un investissement au cœur du projet colonial

1-1 L'importance et le rôle de l'information dans la colonie du Sénégal

L'idée de connecter le Sénégal aux autres colonies d'Afrique occidentale et au reste du monde en utilisant la radiodiffusion de masse naissante, n'est pas dû à un hasard. Elle s'inscrit dans une continuité historique qui confère à ce territoire un rôle de pionnier en Afrique occidentale, en matière d'expérimentations commerciales et coloniales avec la France. Premier territoire de la côte ouest-africaine à être en contact avec des négociants européens, le Sénégal devient de ce fait très tôt, dès le XVIème siècle, alors même que le commerce triangulaire redoublait de dynamisme, un important terrain de concurrence entre maisons de commerce françaises³.

La traite des esclaves en Sénégal au XVIIIème siècle, qui se développe en parallèle d'une rude concurrence commerciale franco-anglaise, enclenche un processus de transformations économiques⁴. Celles-ci se traduisent notamment par la mise en place de plusieurs circuits commerciaux. Cette dynamique atteint son apogée avec la mise en place

³ Abdoulaye Ly, *La Compagnie du Sénégal*, Paris, Karthala, 1993, p. 13-15.

⁴ Ibrahima Seck, « Les Français et la traite des esclaves en Sénégal », *Dix-huitième siècle*, n° 44, janvier 2012, p. 49-60.

d'une économie arachidière dans la colonie du Sénégal, à partir du dernier tiers du XIX^e siècle, sous les efforts conjoints des maisons de commerce françaises et de l'administration coloniale⁵. La période 1885-1914 qui correspond au développement de cette filière arachidière, à l'exécution des plans de la conférence de Berlin, aux campagnes de pacification, à la colonisation de l'arrière-pays des territoires visés, et à la mise en place des administrations coloniales, favorise l'apparition d'une presse écrite largement contrôlée par ces maisons de commerce⁶. Celles-ci, à l'instar de *Maurel et Prom*, *Lafarge* ou *Delmas*, comptent une forte implantation locale datant au moins de la première moitié du XIX^e siècle⁷. Elles cherchent, en créant ou en soutenant des journaux, à disposer d'un levier de propagande pour non seulement défendre leurs intérêts économiques mais également influencer sur la vie politique locale.

À la veille de la Première Guerre mondiale, les besoins d'information entre l'arrière-pays et les centres urbains devenant plus importants, ces journaux montrent leurs limites, car ciblant essentiellement une élite urbaine concentrée à Dakar, Saint-Louis, Rufisque et Gorée. La puissance coloniale décide alors de mettre le cap sur le développement du réseau télégraphique sans fil favorisant ainsi une transmission plus rapide de l'information. L'acte de naissance d'une téléphonie sans fil (TSF) date du 12 juillet 1911, matérialisé par un arrêté du gouverneur général de l'AOF⁸. Il intervient dans un contexte qui

⁵ Céline Pessis, « Les sols sénégalais malades de l'arachide, 1944-1952 », *Monde(s)*, n° 4, février 2013, p. 127-144.

⁶ Niang, « Le journal Paris-Dakar... », p.9.

⁷ Georges Wesley Johnson, *Naissance du Sénégal contemporain : aux origines de la vie politique moderne (1900-1920)*, Paris, Karthala, 1991, p. 120-133.

⁸ Arrêté du gouverneur général de l'AOF n° 72 bis, *Journal officiel de l'AOF*, 18 novembre 1911, p. 746.

voit Dakar s'affirmer institutionnellement comme capitale de l'AOF, base militaire, port maritime et siège d'importantes maisons de commerce françaises.

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, la mise en place d'un système de radiodiffusion de masse est l'objet d'un grand intérêt en France et finit par se concrétiser à la fin des années 1920. Cette nouvelle donne bouleverse alors progressivement le paysage de l'information au sein de l'AOF qui se met à réfléchir au remplacement de la TSF par la radiodiffusion de masse. Certes la TSF a permis, en dépit de ses insuffisances techniques et de la rareté des investissements, de gérer entre le dernier quart du XIX^{ème} siècle et la fin de la première guerre mondiale, le flux d'informations dans les territoires de l'AOF puis entre celle-ci et la métropole, aux plans administratif, commercial et militaire⁹. Mais son impact était limité car la TSF n'était pas destinée au grand public. Le besoin de disposer d'une radiodiffusion de masse se substituant à la téléphonie sans fil (TSF) commence alors à être agité¹⁰.

L'idée de créer une station de radiodiffusion de masse en « terre française » d'Afrique gagne en popularité dès les années 1920, alors même que cet outil d'informations en est à ses balbutiements en France. Dès décembre 1921, la première radiodiffusion de masse émet à Paris. Elle est suivie, durant la décennie 1920-1930, par la naissance de nombreuses initiatives privées et étatiques qui favorisent l'implantation de plusieurs stations de radiodiffusion sur le sol français¹¹. La découverte par les Français de la métropole

⁹ Tenoux, « Des nouvelles de l'empire... », p. 74-103. Lire également à ce propos : « Le service radiotélégraphique de l'Afrique occidentale française », *Bulletin mensuel de l'Agence économique de l'Afrique occidentale française*, n°177, septembre 1935, p.265-268.

¹⁰ Miquel, *Histoire de la radio...*, p. 30-39.

¹¹ Ulmann-Mauriat (dir.), *Histoire de la radio*, p. 17-28. Il s'agit de la station de la Tour Eiffel, qui a servi comme instrument de communication pour les forces navales françaises durant la première guerre mondiale.

des avantages de ce nouvel outil d'information et de communication de masse qu'est la radio, ne laisse pas indifférents les habitants des colonies. Cette apparition de la radiodiffusion, outre la prouesse technique sans précédent qu'elle inaugure dans le mode de transmission de l'information, ouvre de nouvelles perspectives politiques, puisque l'information, destinée au grand public, n'est plus diffusée à des seules fins militaires, pour la marine marchande ou l'administration. Cette révolution de l'information pousse les habitants de la Fédération de l'AOF à exprimer le besoin de disposer de leur propre station de radio¹².

Ils entendaient, par cette revendication, ne plus dépendre des radios émettant à partir de la métropole et dont les programmes étaient loin de refléter leurs préoccupations¹³. Mais comment porter cette revendication et, surtout, convaincre les autorités françaises de favoriser l'implantation d'une radio en AOF ? Un groupe de réflexions sur la politique coloniale française s'investit beaucoup dans cette mission. Il s'agit de l'Association Colonies-Sciences. À l'occasion du congrès national de la radiodiffusion qui se tient à Paris du 14 au 16 novembre 1929, cette association y présente un rapport exclusivement consacré au thème de la radiodiffusion coloniale¹⁴. Elle y détaille notamment les objectifs et le cadre d'une politique de radiodiffusion pour les colonies françaises d'Afrique.

L'Association Colonies-Sciences définit d'abord l'utilité d'une radiodiffusion coloniale qui « offre le moyen de toucher non seulement les fonctionnaires, les colons isolés

¹² Tudesq, *La radio en Afrique noire...*, p. 9-11.

¹³ *Bulletin mensuel de l'Agence économique de l'Afrique occidentale française*, n° 128, août 1931, p. 266, Bibliothèque nationale de France, CIRAD, 2016-120610.

¹⁴ Martelli-Chautard, « La Radiodiffusion aux colonies et en mer », *op.cit.*

dans la brousse, mais encore à brève échéance les populations indigènes elles-mêmes¹⁵». La radio aurait également une utilité économique puisqu'elle « permettra de renseigner immédiatement les colons sur les fluctuations du marché des matières premières, tant dans la métropole que dans les pays étrangers et à la colonie elle-même. Ceux-ci ne seront plus à la merci d'intermédiaires aujourd'hui mieux renseignés qu'eux¹⁶ ».

Cette dernière prise de position révèle l'importance des motivations économiques dans la démarche des colons. Elle indique également le souci de mettre en place une politique radiophonique capable de transformer en opportunités commerciales l'accès des populations « indigènes » à des émissions radiophoniques qui leur seraient dédiées. L'Association Colonies-Sciences réclame ainsi l'aménagement de stations locales de radio dans les diverses colonies, en précisant que « leur rôle sera d'émettre des nouvelles répondant aux besoins de la clientèle locale indigène en particulier¹⁷ ».

Prenant en considération cette demande, un poste d'essai fut implanté dans la capitale de l'AOF, à la fin de l'année 1930, par le centre télégraphique de Dakar¹⁸. Ce poste diffuse durant l'année 1931 et au début de l'année 1932 une émission d'une heure, entre 19h15 et 20h15, trois fois par semaine : mardi, jeudi et samedi. L'émission en question concernait la diffusion de la musique ainsi que de nouvelles se rapportant à la Chambre de commerce de Dakar et à la météo¹⁹. Cette initiative locale venait combler un vide puisque les habitants de l'AOF se contentaient d'écouter jusque-là la radio anglaise ou des

¹⁵ *Ibid.*, p. 241-242.

¹⁶ *Ib.*, p. 242.

¹⁷ *Ib.*, p. 246

¹⁸ *Bulletin de l'enseignement de l'Afrique occidentale française*, n°83, avril-juin 1933 p.24. Bibliothèque nationale de France, département Droit, économie, politique, 8-JO-9516.

¹⁹ *Ibid.*

émissions diffusées depuis la France métropolitaine, dont la qualité de réception laissait à désirer. Celles-ci s'efforçaient néanmoins de répondre aux besoins d'informations des colonies.

La création du Poste de radio de Pontoise en mai 1931, décidée dans le sillage de l'exposition coloniale de Vincennes, s'inscrit dans ce cadre²⁰. Certaines émissions de ce poste colonial étaient certes conçues uniquement pour le public de l'AOF²¹. Mais elles se heurtaient à une triple défaillance : la mauvaise qualité technique persistante de leur réception, leur part très modeste dans la programmation globale du poste de Pontoise et, surtout, la difficulté éprouvée par les colons et les indigènes à se procurer des postes récepteurs²². Seuls quelques rares privilégiés disposaient de postes capables de réceptionner ce type d'émissions par le canal télégraphique, notamment à cause de leur caractère particulièrement dispendieux²³.

Ces difficultés ne faisaient pas l'affaire des maisons de commerce françaises qui entendaient défendre leurs intérêts en utilisant la radio pour mieux se renseigner sur l'évolution des marchés de matières premières. Or à ce niveau, elles dépendaient encore largement des stations de radio britanniques captées plus facilement dans les colonies françaises que les radios de la métropole. Le poste d'État de radiodiffusion coloniale de Pontoise en diffusant à partir du 4 octobre 1931 des émissions destinées aux colonies

²⁰ Soulier-Valbert, « Le problème de la radiodiffusion coloniale », p. 739-764.

²¹ *Bulletin de l'enseignement*, *op.cit.*, p. 25.

²² *Ibid.*

d'Afrique, entre 17h30 à 20h30, cherchait à rattraper ce retard. Mais l'effort s'avère insuffisant et surtout limité par l'indigence du parc de postes récepteurs disponibles pour les auditeurs.

Cette rareté de postes récepteurs s'expliquait par la volonté de l'administration coloniale d'encadrer strictement la diffusion de l'information dans les colonies pour éviter tout affaiblissement de son autorité. La législation encadrait ainsi sévèrement l'achat d'un poste radio sur le territoire de l'AOF. Le *Bulletin général des colonies* relève cette difficulté en publiant une étude dirigée par Maurice Martelli-Chautard²⁴. Parue en 1930, elle souligne que le principal obstacle du développement de la radio résidait dans le fait que les population « indigènes » se trouvaient dans la quasi impossibilité de se procurer ces postes récepteurs²⁵.

L'auteur de l'étude n'en encourageait pas moins la métropole à aller de l'avant dans le développement de la radiodiffusion dans ses colonies d'Afrique. En effet, Martelli-Chautard insiste dans son étude sur l'urgence d'engager des moyens importants pour non seulement « éveiller » les populations « indigènes », mais également pour défendre les intérêts économiques de la métropole dans ses colonies.

Un modeste effort financier, dont l'initiative privée pourrait assumer une partie, permettrait de doter notre empire colonial de l'incomparable moyen de propagande qu'est la radiodiffusion. On soupçonne mal les conséquences incalculables que l'adaptation progressive des indigènes à cette application nouvelle de la T.S.F. serait susceptible d'entraîner au point de vue politique, éducatif et économique, notamment pour les échanges commerciaux et nos exportations. Par le haut-parleur ou plus simplement par le récepteur à cristal, nos industriels et nos commerçants pourront, un jour plus proche qu'ils ne le croient, pratiquer une publicité sur des masses indigènes dont le pouvoir d'achat commence, dans certaines colonies, à s'accroître de façon considérable. Un intérêt national

²⁴ Maurice Martelli-Chautard, *Bulletin de l'Agence générale des colonies*, n° 255, année 1930, p. 575 ; BNF, CIRAD, 2012-231802.

²⁵ *Ibid.*

et des intérêts collectifs évidents nous incitent à ne pas différer d'un seul jour, dans ce domaine, l'ère des grandes réalisations de grande envergure, suivant un plan d'ensemble ²⁶.

Cette prise de position de Martelli-Chautard s'inscrit surtout dans le contexte de l'époque marqué par un retard des investissements français en matière de radiodiffusion coloniale, comparé à ceux de la Grande Bretagne, de l'Italie et de la Belgique²⁷. Une prise de conscience s'opère donc dès le début des années 1930 et enclenche un processus qui mène à la création de *Radio-Dakar*.

1-2 Le déclin de la Seconde Guerre mondiale

L'idée de créer un poste de radiodiffusion propre à l'AOF ne s'essouffle pas en dépit du démarrage des activités de la station coloniale de Pontoise en octobre 1931. Les autorités coloniales de l'AOF avaient mis en place en mai 1931 une structure de veille et d'encadrement dédiée aux questions de radiodiffusion. Elles avaient ainsi créé un comité de radiodiffusion de l'Afrique occidentale française placé sous la présidence du gouverneur général de l'AOF. Il était composé du gouverneur général, des lieutenant-gouverneurs des territoires de l'AOF, de l'inspecteur du réseau radiotélégraphique, de représentants de la chambre de commerce ainsi que de plusieurs institutions militaires et administratives. Ce comité avait pour mission de s'intéresser à tous les sujets touchant à la radiodiffusion coloniale et d'examiner les moyens de son développement en Afrique occidentale française²⁸.

²⁶ *Ib.*

²⁷ Soulier-Valbert, « le problème de la radiodiffusion coloniale... », p. 742-743.

²⁸ « Gouvernement général, la vie administrative. Création d'un comité de radiodiffusion », *Les annales coloniales*, n° 68, 3 mai 1931, p. 2 ; BNF, département philosophie, histoire, sciences de l'homme, 8-LC12-252.

La mise en place de ce comité intervenait dans un contexte marqué par un intérêt de plus en plus accru des stations de radio hexagonales pour les colonies. Le comité se donnait donc pour mission d'intervenir « dans la forme et la mesure où l'administration du groupe (de l'AOF) le jugera convenable, pour les émissions de postes de radiodiffusion qui pourraient être installés en Afrique occidentale française »²⁹. Ce comité traduisait surtout une forte volonté politique locale en faveur de la création d'une radio « aofienne ». L'installation d'une grande station radiophonique française en Afrique occidentale devenait une priorité dès l'exercice budgétaire 1930, puisque chaque colonie de la Fédération était dans l'obligation de participer aux financements destinés à ce projet.

C'est ainsi que pour l'exercice 1930, le territoire du Togo budgétisait par exemple 100.000 F pour le projet de *Radio-Dakar*³⁰. Mais les efforts consentis par les colonies étaient inégaux. Au début des années 1930, la colonie du Sénégal faisait par exemple inscrire dans son budget une colonne intitulée « participation à la construction du poste de radiodiffusion à Dakar »³¹. Mais bien souvent, aucune dotation financière n'accompagnait cette inscription dans le budget.

Ce peu d'empressement à traduire en actes une ambitieuse politique de radiodiffusion destinée aux colonies, fait l'objet de vives critiques dans certains cercles de défense des intérêts coloniaux de la France. Félicien Soulier-Valbert, secrétaire du comité français de radiodiffusion coloniale, produit ainsi en 1934 une étude qui dénonce la timidité du

²⁹ *Ibid.*

³⁰ Territoire du Togo, placé sous le mandat de la France, Budget local, Exercice 1931, p. 138-139, BNF FOL - LK 19-504.

³¹ C'est le cas par exemple pour l'exercice budgétaire 1934. Voir Compte définitif des recettes et des dépenses, Exercice 1934, République française, Gouvernement général de l'Afrique occidentale française, colonie du Sénégal, p. 141, BNF, département Droit, économie, politique, FOL-LK 19-441.

gouvernement français³². Il souligne que « ce ne sont pas les moyens techniques qui font défaut, mais plutôt l'argent nécessaire pour les utiliser et surtout une volonté ferme qui sache imposer à notre pays une politique de la radiodiffusion coloniale. Nous sommes en 1934, et aucun crédit ne figure à ce titre au budget du ministère des colonies³³ ».

Il est vrai qu'avec une capacité de 15 kilowatts, la radio de Pontoise, connue aussi sous le nom de *Radio-coloniale*, ne faisait pas le poids, comparée aux stations anglaise, belge et d'autres nations européennes qui avaient pris une longueur d'avance en Afrique au début des années 1930. Un constat que relève le 3 septembre 1936 l'hebdomadaire *La Gazette coloniale*, publiée à Paris³⁴. Le journal dénonce en même temps la qualité des émissions de la station de Pontoise qui ne prendraient pas suffisamment en compte les préoccupations des auditeurs établis dans les colonies³⁵.

Le projet d'implantation d'une radiodiffusion de masse connaît cependant un coup d'accélérateur en 1938 quand Georges Mandel, ministre des colonies, enjoint aux gouverneurs généraux d'AOF, d'AEF, d'Indochine et de Madagascar d'implanter un poste de radiodiffusion de masse sur leurs territoires³⁶. La montée des tensions politiques, annonciatrice des événements de la Seconde Guerre mondiale, n'était pas étrangère à cette initiative. Le ministre souligne dans son message aux gouverneurs généraux que l'objectif

³² Soulier-Valbert, « Le problème de la radiodiffusion coloniale », p. 739-764.

³³ *Ibid.*, p. 764.

³⁴ *La Gazette coloniale et l'empire français outre-mer*, organe politique et économique de la France des cinq parties du monde, jeudi 3 septembre 1936, n°252, p. 2, Bibliothèque nationale de France, département Droit, économie, politique, JO-20621.

³⁵ *Ibid.*

³⁶ *Le Nouvelliste d'Indochine*, 20 Novembre 1938, p. 2 (page de garde du journal indisponible donc impossible de connaître la numération de la publication à cette date même s'il est probable qu'il s'agisse du numéro 112 si l'on se fie aux éditions précédentes du journal). BNF, département Droit, économie, politique, GR FOL-JO-1399.

est de doter leurs territoires d'un « instrument efficace d'information et de propagande qui leur permettra de garder un contact avec les populations³⁷ ». À partir de cette instruction ministérielle, les autorités coloniales déploient de gros efforts pour accélérer l'implantation de la radiodiffusion.

L'AOF matérialise ces efforts peu avant le déclenchement des hostilités de la Seconde Guerre mondiale. C'est ainsi que le 10 septembre 1939, un émetteur de 500 Watts en ondes courtes est mis en service à Dakar, actant officiellement la naissance d'une radio destinée aux colons et aux populations indigènes. À partir de cette date, la radio devient pour les autorités françaises en charge de la politique coloniale, un instrument de gouvernance de choix en Afrique occidentale³⁸. La gestion politique et administrative durant les premières années de fonctionnement de *Radio-Dakar*, est dévolue au service français des Postes, télégraphes et téléphones (PTT) dont il devient un démembrement, avec en corollaire, dans un premier temps, une forte centralisation laissant peu de latitude à une implication des Africains.

Dès le début de l'aventure radiophonique en Afrique occidentale française, il devenait clair pour les autorités comme pour le lobby colonial s'activant en métropole, que la radiodiffusion offrait un atout de taille pour renforcer le contrôle de la puissance coloniale sur les populations locales. Ce dernier aspect est mis en avant par toutes les organisations proches des colons qui exigent l'implantation d'une radiodiffusion de masse en AOF. Félicien Soulier-Valbert rapporte ainsi, dans son étude consacrée à la radiodiffusion

³⁷ *Ibid.*

³⁸ Bebey, *La Radiodiffusion...*, p. 34-35.

coloniale, cette histoire qui en dit long sur la préoccupation de renforcer l'emprise de la France sur les populations « indigènes » :

On racontait il y a quelques années l'effet produit dans une ancienne capitale indigène de l'AOF, par le discours enregistré sur disque d'un ex-souverain récemment décédé. Il paraîtrait que l'administration actuelle n'a qu'à faire ressusciter cette voix pour obtenir une obéissance immédiate et absolue à ses moindres désirs. Est-il chimérique d'espérer qu'en conversant avec eux dans leur langue de questions qui sont propres à les intéresser, nous n'obtiendrons pas des races autochtones de notre Empire colonial beaucoup plus qu'on n'en a tiré ces derniers temps ? Toute la conduite des peuples n'est-elle pas basée au fond sur la confiance ? Or cette confiance, la radio l'établit en quelques instants³⁹.

Cette prise de position de Soulier-Valbert révèle que la radio était perçue comme un instrument de commandement colonial. Elle souligne en outre que les populations africaines étaient, dès le début, identifiées comme la cible prioritaire de la propagande radio-phonique destinée à servir les intérêts de la France.

2- Une politique éditoriale au service du gouvernement général de l'AOF

2-1 Une programmation « patriotique » entre 1939 et 1945

Les événements de la Seconde Guerre mondiale pèsent, dès le début, très lourdement sur les activités de la nouvelle station de radiodiffusion de l'AOF. Elle devient très vite un élément du dispositif de défense. La propagande qu'elle est censée diffuser doit à la fois discréditer l'adversaire et contribuer à souder l'Empire autour de la mère-patrie ⁴⁰. Les émissions de *Radio-Dakar* durant le second conflit mondial seront ainsi fortement marquées par une constante propagande de l'autorité politique centrale en direction des

³⁹ Soulier-Valbert, *op.cit.*, p. 749.

⁴⁰ Niang, *Le journal Paris-Dakar...*, p. 8-9.

populations dans le but de s'assurer la loyauté de celles-ci⁴¹. Le contenu de cette propagande évolue cependant au gré des rapports de force qui se modifient régulièrement sur le théâtre des opérations aussi bien en métropole qu'en outre-mer.

La tonalité des émissions devient ainsi hostile à l'Allemagne quand débute le conflit avec des commentaires dénonçant le « banditisme allemand »⁴². Un homme, André Demaison avait été dépêché par la métropole à Dakar pour mettre en place les structures chargées de la propagande⁴³. Il témoigne de la réussite de sa mission dans le journal *Paris-Dakar* en annonçant avoir mis en place un « Service des informations et de la propagande » dont les activités consistent, entre autres, à diffuser quotidiennement des communiqués sur le conflit⁴⁴. Le gouverneur général de l'AOF Léon Cayla n'hésite pas pour sa part, à s'adresser directement aux auditeurs en signant des proclamations diffusées par la station fédérale en vue de remonter leur moral⁴⁵. Il appelle les populations à se tenir « plus près que jamais de la Mère patrie »⁴⁶.

La stratégie de propagande du gouverneur général Cayla consiste alors à mettre à contribution les grands chefs musulmans. Le dignitaire musulman El Hadj Seydou Nourou Tall joue ainsi un rôle important dans cette stratégie de captation des masses africaines mise en place par l'autorité coloniale. La figure de Tall, qui s'est construite dès le début des années 1930 dans une posture de médiation politique et sociale entre administrés et

⁴¹ Bebey, *La Radiodiffusion...*, p. 35.

⁴² Niang, *Le journal Paris-Dakar...*, *op.cit.*, p. 33.

⁴³ Journaliste et écrivain, André Demaison devient Directeur de la radiodiffusion nationale en métropole, sous le régime de Vichy.

⁴⁴ *Paris-Dakar* du 18 novembre 1939, n°1153, p. 1. IFAN, 1933-1961, IAC, P 629.

⁴⁵ Il quitte son poste en juin 1940, après la défaite, pour être remplacé par Pierre Boisson aux idées plus proches de celles de Vichy.

⁴⁶ *Paris-Dakar* du 11 mai 1940, n°1303, p. 1. IFAN, 1933-1961, IAC, P 629.

administration coloniale, présentait un avantage de taille. Au contraire des chefs de canton généralement exécrés par les populations du fait de leurs exactions, Tall apportait avec lui l'aura d'une figure religieuse respectée et écoutée par une frange importante des fidèles musulmans⁴⁷. L'administration coloniale réalise donc très vite tout l'intérêt qu'elle pouvait tirer à se servir de Seydou Nourou Tall, d'autant plus que ce dernier, pour donner l'exemple, s'était même proposé pour s'engager comme tirailleur dès le déclenchement des hostilités avec l'Allemagne⁴⁸. Mais la France préféra l'utiliser plutôt comme propagandiste.

El Hadj Seydou Nourou Tall tient par exemple le 2 juin 1940, lors d'une prière spéciale organisée à Dakar, ces propos qui en disent long sur la propagande antiallemande qui se saisit de l'AOF : « O Dieu, nous te mettons en face des Allemands et nous nous réfugions près de Toi pour chercher un abri contre leur méchanceté et leurs offensives. Je te demande d'exterminer les Allemands, de les renverser, de repousser leurs stratagèmes »⁴⁹. L'imam de la grande mosquée de Dakar El Hadj Moustapha Diop se joignait également à ces prières largement relayées par la radio et *Paris-Dakar*, pour conjurer la menace allemande. Ils tiennent alors aux fidèles un discours destiné à peindre les Allemands sous les traits d'un peuple hostile et cruel.

L'intérêt de ces interventions des chefs musulmans locaux résidait dans le fait qu'elles étaient délivrées en langues locales, et qu'elles faisaient appel à la fibre religieuse

⁴⁷ Sylvianne Garcia, « Al Hajj Seydou Nourou Tall « grand marabout » tijani; l'histoire d'une carrière (1880-1980) » p. 247-276 dans David Robinson, *Le temps des marabouts : itinéraires et stratégies islamiques en Afrique occidentale française, v. 1880-1960*, Paris, Karthala, 1997, 584 p.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 254.

⁴⁹ *Paris-Dakar* du 4 juin 1940, n°1324, p.1 IFAN, 1933-1961, IAC, P 629.

des populations⁵⁰. Ces deux éléments étaient susceptibles de rendre leur réception plus aisée par les masses africaines. La tonalité antiallemande de la station, adoptée dès le déclenchement du conflit, est cependant abandonnée à partir du 22 juin 1940 à l'heure de la signature de l'armistice entre le troisième Reich allemand et le gouvernement de Pétain. Cet événement provoque le départ du gouverneur général Cayla, plutôt hostile à la collaboration avec les Allemands. La propagande antiallemande cède alors la place à une « drôle de guerre » d'information marquée par le souci de rester légitimiste sans que le renversement d'alliance ne soit assumé de manière ostentatoire⁵¹.

L'AOF se retrouve en effet en ce début du second semestre 1940 dans une position délicate, soucieuse de se préserver d'une occupation allemande directe tout en restant fermement dans le giron de Vichy⁵². Un homme, Pierre Boisson, gouverneur général de l'Afrique occidentale française, héros des batailles de la Première Guerre mondiale au même titre que le Maréchal Pétain, incarne cette posture qui transforme l'AOF en entité hostile aux Britanniques et aux Gaullistes au lendemain de l'Armistice⁵³. *Radio-Dakar* s'adapte à cette nouvelle réalité politique, en se mettant au service du gouvernement général de Boisson et du régime de Vichy.

⁵⁰ Les discours en pulaar de Seydou Nourou Tall et ceux en wolof de l'imam Diop faisaient l'objet de traductions en français sur les pages de *Paris-Dakar* et sur les ondes de *Radio-Dakar*.

⁵¹ Niang, « Le journal Paris-Dakar... », p. 8.

⁵² Dans plusieurs discours prononcés à *Radio-Dakar* et relayés par le journal *Paris-Dakar*, le gouverneur général Boisson dément toute présence allemande en AOF et toute forme de collaboration directe entre l'AOF et l'Allemagne, défendant une position dite « patriotique » sous la bannière du Maréchal Pétain. Des propos très tranchants sont par exemple rapportés dans l'édition (n°1717) du vendredi 19 septembre 1941 de *Paris-Dakar* qui retranscrit cette partie du discours de Boisson : « nous n'avons jamais été en contact avec les Allemands sauf ceux qui avaient internés pendant la guerre et que des compatriotes sont venus chercher après l'armistice. Depuis cette date, nous n'avons plus vu aucun Allemand ».

⁵³ Niang, « le journal Paris-Dakar... », p. 9.

Cette adaptation de *Radio-Dakar* s'accélère après le 25 septembre 1940, une date qui marque l'échec des forces navales et aériennes anglo-gaullistes dans leur tentative de prendre le contrôle de la capitale de l'AOF, Dakar. Fort de cette victoire militaire, Pierre Boisson s'appuie sur la radio de la Fédération pour entreprendre un intense travail de propagande visant à dépeindre les Gaullistes comme des traîtres et des vassaux des Anglais. Les mots « parjure, traître, déshonneur » reviennent souvent dans ses discours radiodiffusés pour qualifier le général De Gaulle ⁵⁴.

La défaite des gaullistes en septembre 1940 fournit également au gouvernement général de l'AOF le prétexte de vouloir faire triompher les idées de la « Révolution nationale » portées par le régime de Vichy⁵⁵. Celles-ci ambitionnaient de créer un « homme nouveau » dont les qualités premières seraient « l'esprit de discipline, l'esprit de soumission, l'esprit de sacrifice à l'égard de ses chefs »⁵⁶. Cet objectif de la « Révolution nationale » supposait dans le contexte de l'AOF, majoritairement habitée par des masses indigènes, considérées en métropole comme peu évoluées culturellement, la constitution d'une élite chargée de jouer un rôle d'avant-garde. C'est ainsi qu'est mis en place le service d'ordre légionnaire (SOL) qui « devient l'organisation unique de la Révolution nationale en AOF »⁵⁷.

Le gouverneur général assigne au SOL la tâche d'assurer un rôle d'agent d'exécution des ordres émanant du commandement territorial ⁵⁸. Le membre du SOL devient ce

⁵⁴ *Paris-Dakar* du 26 septembre 1940, édition spéciale non numérotée, p.1, IFAN, 1933-1961, IAC, P 629.

⁵⁵ Cantier, Jennings, *L'Empire colonial*, p. 78.

⁵⁶ *Ibid.*, p. 81

⁵⁷ *Ib.*, p. 80. Le Service d'ordre légionnaire (SOL), encouragé par le gouverneur général Boisson, se voit confier la tâche d'encadrer la société et d'y insuffler les idées de la Révolution nationale.

⁵⁸ *Ibid.*

français d'élite et modèle défini par la Révolution nationale, au service exclusif du maréchal Pétain et de son régime, dont il doit répandre la parole et faire exécuter les ordres. À travers ce paradigme, transparaît surtout le culte du chef infaillible au cœur du modèle politique de Vichy. Le triomphe de la Révolution nationale signifiait donc aux yeux de ses promoteurs, une soumission totale au régime de Vichy et à son Chef le maréchal Pétain considéré comme le sauveur de la France. Mais comment réussir cette stratégie d'implantation de la Révolution nationale en AOF ?

L'environnement semblait favorable à un tel embrigadement idéologique puisque les forces gaullistes, cantonnées dans les territoires de l'Afrique équatoriale française (AEF) ne constituaient plus une menace immédiate. Pendant deux années (septembre 1940-novembre 1942), le discours vichyste se répand sur l'AOF, en grande partie grâce à *Radio-Dakar*. Le gouverneur général s'attache les services de la section locale de la Légion des combattants dont il est membre et le président pour accomplir un travail de propagande utilisant largement le canal de la radio. Regroupant pour l'essentiel des anciens combattants de la Première Guerre et des engagés de la seconde, aussi bien européens qu'africains, les membres de cette Légion vouaient une admiration sans borne au Maréchal Pétain et entendaient entretenir le culte de sa personne ⁵⁹.

La Légion devient ainsi un rouage important de la propagande vichyste en AOF⁶⁰. Son pouvoir s'accroît considérablement au lendemain de l'armistice, devenant un auxiliaire du pouvoir colonial pour encadrer la population, contrôler l'information et réprimer

⁵⁹ La présidence de la Légion est assurée par Pierre Boisson en personne, dès sa création jusqu'en septembre 1942.

⁶⁰ *Ibid.*, p. 80.

toute velléité d'opposition au régime de Vichy. Cet embrigadement idéologique atteint son paroxysme avec la mise en place fin 1941, par la Légion, du Service d'ordre légionnaire (SOL) qui agit comme une milice supplétive et renforce les missions des forces de sécurité régulières ⁶¹.

Pour mieux réussir sa mission, la Légion dispose d'un temps d'antenne au niveau de *Radio-Dakar* pour faire passer ses messages de glorification de la figure du Maréchal. Elle animait ainsi des émissions d'une durée totale de quarante-cinq minutes, réparties entre le mercredi et le samedi, dont le contenu se résumait pour l'essentiel à louer le gouvernement de Vichy et son chef et à critiquer les anglais et les gaullistes⁶². Des messages brefs destinés à capter les esprits étaient également diffusés sur les ondes par la Légion tous les jours à midi, pendant deux minutes d'horloge, contribuant à populariser chez une partie des auditeurs des slogans de ralliement au Maréchal. Le travail de propagande de la Légion à la radio s'appuyait principalement sur une série d'activités dites patriotiques menées sur tout le territoire de l'AOF. Elles consistaient par exemple à des cérémonies de levée des couleurs mobilisant des autorités militaires et administratives, des notables et écoliers pour faire honneur au drapeau français⁶³.

La propagande vichyste à *Radio-Dakar* prenait également la forme d'une musique militaire, appelée *marche de l'infanterie de la marine*, diffusée quotidiennement et censée rappeler chaque jour aux auditeurs la gravité des événements en cours en même temps

⁶¹ Pierre Ramognino, « Le pétainisme sans Pétain. Révolution nationale et contrôle social en AOF- 1940-1943 », *Outre-mer*, tome 91, n°342-343, 1er semestre 2004, p. 65-82.

⁶² Catherine Akpo-Vaché, *L'AOF et la seconde Guerre Mondiale, la vie politique (septembre 1939-octobre 1945)*, Paris, Karthala, 1996, p. 81.

⁶³ Niang, « Le Journal Paris-Dakar... », p. 49.

qu'elle devait susciter leur patriotisme ⁶⁴. Des bulletins d'informations axés sur les événements de la seconde Guerre mondiale et préparés par le bureau d'information du gouverneur général permettaient d'informer les populations, sur une base quotidienne, de l'évolution des théâtres d'opération, mais en prenant le soin de censurer toutes les nouvelles défavorables à Vichy⁶⁵.

Ces émissions de propagande s'adressaient essentiellement aux colons et à leurs familles, mais également aux Africains dit « évolués » ou aux natifs des quatre communes (Dakar, Rufisque, Saint-Louis, Gorée) dont la qualité de citoyens français devenait une équation sans réponses dans le contexte troublé de l'époque⁶⁶. Ils étaient en effet particulièrement inquiets de voir leur nationalité française remise en cause par Vichy. Une rumeur allant dans ce sens était entretenue par les forces gaullistes ⁶⁷.

Le gouvernement général de l'AOF fait ainsi publier et diffuser régulièrement des avertissements à la « cinquième colonne » répandant ces rumeurs susceptibles de faire basculer les ressortissants des quatre communes dans le camp gaulliste⁶⁸. Ces avertissements visaient particulièrement les sympathisants gaullistes accusés « de faire croire aux populations africaines, tant de statut européen que de statut indigène, que sous le régime de la nouvelle constitution de la France, elles ne font plus partie de la communauté française et, de ce fait, sont exclues des fonctions publiques » ⁶⁹.

⁶⁴ Akpo-Vaché, *l'AOF et la Seconde Guerre mondiale...*, p. 81.

⁶⁵ *Ibid.*, p. 80.

⁶⁶ Ruth Ginio, « Les élites européennes et coloniales face au nouveau régime en Afrique occidentale française », dans J. Cantier, Eric Jennings (dir.), *l'empire colonial sous Vichy*, p. 235-263.

⁶⁷ Niang, « *Le Journal Paris-Dakar...* », p.46.

⁶⁸ *Paris-Dakar*, n°1482, 12 décembre 1940, p. 1, IFAN, 1933-1961, IAC, P 629.

⁶⁹ *Ibid.*

La volonté de contrer toute influence gaulliste, de stabiliser la situation politique et sociale tout en maintenant l'AOF sous l'autorité du Maréchal Pétain constituait finalement le ressort de cette propagande. Celle-ci reposait essentiellement sur le contrôle de l'information, la censure et le commentaire orienté des événements de la seconde Guerre Mondiale⁷⁰. La faible puissance de *Radio-Dakar*, seulement un kilowatt jusqu'en 1942, les difficultés des auditeurs à se procurer des postes radio, les politiques de brouillage des émissions entreprises par les britanniques et les forces gaullistes basées en AEF voisine, vont cependant constituer un sérieux frein à l'efficacité de cette propagande vichyste⁷¹.

À partir de novembre 1942, la situation politique de l'AOF bascule à nouveau avec le ralliement de Pierre Boisson aux Alliés. Ce ralliement ne s'accompagne pas cependant dans l'immédiat d'une remise en cause de la personne du Maréchal⁷². Dans ses vœux de nouvel an en janvier 1943, le gouverneur général Boisson salue ainsi la figure du général Giraud, artisan de la victoire alliée en Afrique du Nord, un événement qui a précipité son ralliement. Mais il entame son discours par cette formule : « Après le Maréchal, toujours⁷³ ». Malgré cette ambiguïté du discours entourant le Maréchal, le général Giraud est cependant célébré à la radio comme le nouvel héros de la France. Sa visite à Dakar le 5 janvier 1943 est l'occasion de reportages dithyrambiques à son endroit avec de nombreux superlatifs soulignant sa bravoure : « grand chef..., garant de l'unité impériale française...⁷⁴ ».

⁷⁰ Ginio, « Les élites européennes et coloniales... », p. 247.

⁷¹ Akpo-Vaché, *L'AOF et la Seconde Guerre mondiale...*, p. 81.

⁷² Niang, « Le journal Paris-Dakar... », p. 63.

⁷³ *Paris-Dakar* des 3 et 4 janvier 1943, n° 2110, p. 1, IFAN, 1933-1961, IAC, P 629.

⁷⁴ *Paris-Dakar* du 5 janvier 1943, n° 2111, p. 1, IFAN, 1933-1961, IAC, P 629.

Cette visite marque le début de la « dépaitinisation » de l'AOF. C'est dans ce sillage que s'inscrit le discours prononcé à Dakar le 7 janvier 1943 par le général Giraud. L'axe central de son propos relayé par la radio est la réaffirmation que la France continue le combat contre l'occupant allemand pour « libérer la France, et cela le plus tôt possible⁷⁵ ». L'intermède Giraud, qui dure jusqu'en août 1943, se traduit ainsi par la mise en place d'une propagande à nouveau antiallemande sans être anti-pétainiste puisque le Maréchal continue d'être présenté dans la presse aux ordres du gouvernement général comme un patriote⁷⁶.

La démission du gouverneur général Pierre Boisson en juin 1943 inaugure un nouveau cycle politique nécessitant une révision de la politique de propagande de *Radio-Dakar* et de toute la presse contrôlée par le gouvernement général. Le culte de personnalité entourant le Maréchal n'est plus d'actualité. Celui du général Giraud décline pour sa part, conséquence de sa perte d'influence au sein du comité français de libération nationale qui passe progressivement sous le contrôle du général De Gaulle. Le remplaçant de Boisson, le gouverneur général Pierre Cournarie, donne le ton de la nouvelle politique de l'AOF, dans un discours prononcé le 24 juillet 1943 sur les ondes de *Radio-Dakar*. Il y déclare notamment sa volonté de « *n'agir que par et pour la guerre* » contre les puissances de l'Axe⁷⁷.

La propagande de *Radio-Dakar* s'adapte à cette conjuration du nouvel homme fort de l'AOF, en se mettant totalement au service des objectifs politiques et militaires définis

⁷⁵ *Paris-Dakar* du 7 janvier 1943, n° 2113, p. 1, IFAN, 1933-1961, IAC, P 629.

⁷⁶ Niang, « Le journal Paris-Dakar... », p. 64.

⁷⁷ *Paris-Dakar* n°2284, 25-26 juillet 1943, p. 1, IFAN, 1933-1961, IAC, P 629.

par le comité français de la libération. De Gaulle devenant à partir d'août 1943 le chef incontesté de la France libre avec l'effacement du général Giraud, le culte de sa personne occupe alors à partir de ce moment et jusqu'à la fin du conflit, les ondes de *Radio-Dakar*. Ainsi donc, durant toute la durée de la Seconde Guerre mondiale, *Radio-Dakar* a dû réviser par quatre fois sa politique éditoriale. Elle est passée d'une propagande antiallemande (septembre 1939-juin 1940), à un ton très hostile aux puissances alliées (juillet 1940-octobre 1942), avant de connaître un intermède alliant pétainisme et hostilité aux Allemands (novembre 1942-juin 1943) et enfin un ralliement total à De Gaulle (à partir de juillet 1943). *Radio-Dakar* aura été utilisée comme porte-voix par les différentes administrations qui se succèdent en AOF, épousant à chaque fois docilement les choix politiques du moment de celles-ci.

2-2 Après la guerre, place au grand divertissement et à la diffusion de la culture française

Après la Seconde Guerre mondiale, la station fédérale desserre l'étau de la propagande politique pour faire place à des émissions au contenu plus léger. Cela se traduit notamment par l'importance des émissions divertissantes, musicales notamment, ainsi que la diffusion de pièces théâtrales et la présentation d'œuvres littéraires. Hormis les bulletins d'information dont le contenu reste l'apanage des services du ministère de la colonie, la musique et la culture constituent l'essentiel de la programmation de *Radio-Dakar* durant toute l'année 1950⁷⁸. À partir de janvier 1950, *Radio-Dakar* se dote d'une programmation

⁷⁸ Institut Fondamental d'Afrique Noire (IFAN), DOC Radiodiffusion de l'Afrique occidentale française, programme des émissions, janvier 1950-mars 1952, P 1283.

typique répartie en trois blocs d'émissions : une matinale de 7h00 à 8h00, une deuxième entre 12h et 13h30 et enfin une soirée démarrant à 18h20 pour finir à 23h00⁷⁹.

En cette année 1950, la station de Dakar n'offrait pas encore un programme en continu du matin au soir, mais plutôt des blocs d'émissions diffusés durant des tranches horaires bien définies. Les deux blocs d'émission diffusés en matinée et en après-midi brillaient par leur légèreté : des plages musicales et de brefs bulletins d'information centrés sur l'actualité métropolitaine. Le bloc d'émissions de la soirée était le moment de diffuser des concerts de musique classique, du théâtre lyrique, de déclamer les fables de la Fontaine ou de lire des ouvrages littéraires en entier. Il n'était pas ainsi rare que la tranche horaire allant de 20h30 à 22h15 soit entièrement consacrée à la lecture d'un roman⁸⁰.

Cette programmation perdure durant toute la première moitié de la décennie 1950. Elle semblait obéir à un besoin de changer complètement de registre après la période étouffante de la guerre. L'heure n'était plus aux discours martiaux mais à la diffusion de la culture française. En examinant une programmation typique proposée par *Radio-Dakar* durant cette période, on note l'absence de tout élément culturel africain. Cette situation explique sans doute qu'en ce début des années 1950, la station fédérale demeure encore « d'audience presque exclusivement européenne »⁸¹.

⁷⁹ *Ibid.*

⁸⁰ *Ib.*

⁸¹ Tudesq, *La Radio en Afrique noire...*, p. 27.

Même durant la seconde partie de diffusion de la station (étalée entre 18h20 et 23h00), la place de la musique demeure très importante avec 145 minutes de plages musicales contre 90 minutes consacrées à l'information et 85 minutes au théâtre et à la littérature. Là également, l'intégralité de la programmation musicale se concentre sur des tubes européens et américains, tandis que les chroniques littéraires privilégient de grands classiques français comme les fables de La Fontaine. Tout semble donc fait par *Radio-Dakar* pour satisfaire les goûts musicaux et culturels des métropolitains ayant élu domicile en AOF tout en faisant la promotion de la culture française. Les bulletins d'informations souffraient du même tropisme métropolitain puisqu'ils étaient pour l'essentiel des reprises de l'actualité en étropole.

À partir de 1956, avec la mise en place des gouvernements africains semi-autonomes et le démarrage du processus d'émancipation des territoires de l'AOF, *Radio-Dakar* étend ses programmes en diffusant de façon continue de 6h30 à 23h30. La lecture d'ouvrages littéraires, la diffusion de plages musicales et les bulletins de nouvelles meublent encore l'essentiel des programmes de la chaîne fédérale (cf Tableau : aperçu des émissions)⁸². La station ne semble ainsi s'adresser, plus que jamais, qu'aux élites européennes et coloniales en pratiquant un tropisme très métropolitain dans le choix du contenu des émissions. On peut par exemple s'interroger sur l'intérêt pour un auditeur africain à suivre les programmes de la fin de semaine (samedi et dimanche) qui étaient presque

⁸² IFAN, DOC Radiodiffusion de l'Afrique occidentale française, programme des émissions, octobre 1956-mai 1958, P 1283 bis.

totalelement accaparés par de longs concerts de musique française, de jazz ou de musique classique ⁸³.

Un aperçu du programme des émissions de *Radio-Dakar*, janvier 1950 – mars 1952

| Horaires du 9 au 13 janvier 1950 | | Programmes proposés | |
|----------------------------------|-------|-------------------------------------|-------------------------------------|
| Première émission | 07h00 | Musique variée | |
| | 07h15 | Journal Parlé | |
| | 07h40 | Quelques disques-Printemps tyrolien | Étoiles du bonheur |
| | | | Ah ! Que c'est bon |
| | | | Les musiques à personne |
| | | | Midinette à Paris |
| | 07h45 | Bulletin dicté | |
| | 08h00 | Fin de la première émission | |
| Deuxième émission | 12h00 | Bulletin dicté | |
| | 12h15 | Variétés musicales | Day dream, de Duck Ellington |
| | | | Au revoir, par Jean Dany |
| | | | Loin de toi, par Jean Dany |
| | | | Berceuse à mon amour, par Jean Dany |
| | 12h30 | Journal parlé | |
| | 12h45 | Reprise de variétés musicales | |
| | 13h00 | Déjeuner concert | |
| | 12h30 | Fin des émissions | |

Source : Institut Fondamental d'Afrique Noir (IFAN), DOC Radiodiffusion de l'Afrique occidentale française, programme des émissions, janvier 1950 – mars 1952, P 1283

Il est remarquable de constater, à la lumière du tableau ci-contre, le manque de diversification des programmes de la première partie de la journée, diffusés pendant 2 heures 30

⁸³ *Ibid.*

d'horloge. Ils étaient occupés à 65% de plages musicales (95 minutes) et à 35% de bulletins d'information (55 minutes). Ces plages musicales, ignorant complètement le folklore musical africain, se concentraient sur des tendances européennes et américaines de l'époque.

Chapitre II : La lente appropriation de la radio par les Africains en AOF

Dès sa création en septembre 1939, dans un contexte marqué par le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, *Radio-Dakar* fut confrontée à une grande problématique. Comment concilier sa politique éditoriale vouée à servir sans états d'âme le commandement colonial avec l'ambition de prendre en compte les aspirations des populations « indigènes » ? Cette question renvoie à celle de savoir à quelle couche de la population de l'AOF s'adressait en priorité *Radio-Dakar* ? L'environnement sociodémographique dans lequel elle évoluait était en effet assez hétérogène. L'AOF était habitée par deux types de populations aux intérêts pas forcément conciliables : d'une part, les Européens, eux-mêmes divisés en plusieurs sous-groupes (fonctionnaires coloniaux, militaires, négociants économiques ainsi que leurs familles) et les Africains d'autre part¹.

Les Africains non plus ne constituaient pas un groupe homogène, puisqu'émergeaient en leur sein au moins trois sous-groupes : les « évolués » selon le jargon colonial de l'époque, c'est-à-dire ceux qui avaient, aux yeux de la France, accédé à un certain niveau intellectuel et social qui les rendait aptes à l'assimilation; les « originaires » des quatre communes qui disposaient de la citoyenneté française; et enfin la masse des « indigènes » dont la plupart ne parlaient pas français et vivaient en dehors des grands centres urbains².

Ce chapitre s'intéresse donc à la politique éditoriale de *Radio-Dakar* par rapport à ces différents groupes tout au long des années 1940 et 1950. Comment *Radio-Dakar*

¹ Ginio, « Les élites européennes et coloniales... », p. 235-263.

² *Ibid.*, p. 247-263.

s'adressait à ces différents publics ? Deux hypothèses sont explorées. La première s'appesantit sur le fait que la station fédérale choisit une politique éditoriale privilégiant les intérêts des colons et une propagande vouée à servir la grandeur de la France dans ses colonies. Cette hypothèse repose principalement sur la proximité politique entre le gouvernement général de l'AOF et *Radio-Dakar* qui lui servait de relais de propagande. Elle repose aussi sur le postulat que diffusant essentiellement en français, et privilégiant des émissions répondant aux préoccupations des Européens, *Radio-Dakar* s'adressait surtout aux colons établis en AOF et ignorait dans une large mesure les masses africaines même si elle se prétendait la radio de toute la Fédération³.

Cependant après la Guerre, la France fait le constat, de l'inadaptation de sa radio coloniale par rapport à l'environnement humain dans lequel celle-ci se déploie. Cette prise de conscience, qui s'exprime à partir de 1950 au niveau de l'Assemblée parlementaire de l'Union française, aboutit à la création en 1956 de la Société de radiodiffusion de la France d'outre-mer (SORAFOM) chargée de rapprocher la radio des masses africaines⁴. D'où une seconde hypothèse qui émerge : l'apparition de la SORAFOM dans le contexte de la Loi-cadre obéissait-elle à une volonté de refonder la politique radiophonique sur une base non plus seulement de commandement colonial, en prenant mieux en compte les aspirations des Africains ?

Entre le 1^{er} juin 1957, date de démarrage des émissions de *Radio-Soudan* et le 28 novembre 1960 qui voit la Haute-Volta, dernier territoire de l'ex-AOF dépourvu de station radio, démarrer ses propres émissions radiophoniques, la SORAFOM se déploie avec

³ Dia, *De la TSF coloniale...*, p. 73-82.

⁴ Tudesq, *la radio en Afrique noire...*, p. 27-28.

force pour équiper les nouveaux États autonomes, se posant ainsi en garant de l'influence française dans ce secteur sensible de l'information⁵. Mais l'apparition de ce nouvel environnement radiophonique à partir de 1957 ne traduisait-elle pas un inexorable processus d'appropriation de l'outil radiophonique par les Africains dans leur combat pour s'émanciper de la tutelle coloniale ? La question de l'utilisation des langues africaines sur les ondes symbolise tout l'enjeu de cette volonté d'appropriation.

1- Les enjeux de l'utilisation des langues africaines

1-1 Un début de prise de conscience politique

Dès 1949, le sous-secrétaire d'État à la France d'Outre-mer Georges Gorse encourageait l'emploi de « langues indigènes » sur le réseau de la radiodiffusion coloniale⁶. Mais cet encouragement ministériel se heurte à un certain conservatisme qui continuait de privilégier une programmation très métropolitaine, éloignée de la culture et des langues des « indigènes ». Ce décalage entre les programmes de *Radio-Dakar* et les préoccupations des populations africaines se retrouve régulièrement au centre des débats à l'Assemblée de l'Union française, entre 1951 et 1954. Une commission interministérielle dans laquelle siège le député du Sénégal Léopold Sédar Senghor se penche sur la question et dépose le 14 mars 1951 un rapport qui prend position pour une radiodiffusion émettant en priorité pour les masses indigènes⁷.

Il recommandait par conséquent l'utilisation de langues « indigènes » et l'association des Africains à la production des émissions radiophoniques. Cette recommandation

⁵ Stenberg-Sarel, « La radio en Afrique noire... », p. 111.

⁶ Tudesq, *la radio en Afrique noire...*, p. 26.

⁷ *Ibid.*, p. 27.

de la commission interministérielle ne sera pas suivie d'effets dans l'immédiat. La situation évoluait très peu sur le terrain comme l'atteste une circulaire du ministère de la France d'outre-mer datée du 19 février 1953 qui déplore « des émissions presque exclusivement écoutées pour le moment par des Européens et une très petite minorité d'évolués⁸ ». Deux années plus tard, un long rapport publié au journal officiel dénonçait tous les travers de la radiodiffusion coloniale en Afrique : « fonctionnement technique défectueux, discothèque restreinte enchaînant les mêmes rengaines dans un style publicitaire, bulletins d'information empruntés aux journaux locaux, le tout dans une ambiance de 'radio de clocher' d'audience presque exclusivement européenne⁹ ».

Face au tableau peu reluisant peint par ce rapport officiel, les autorités françaises se décident alors à changer complètement de stratégie radiophonique dans leurs colonies d'Afrique. La question à résoudre était celle-ci : comment transiter d'une radio qui ne parle qu'aux Européens à une radio reflétant les besoins et les attentes des masses africaines habitant les territoires de l'AOF ? Cette volonté de corriger les dysfonctionnements et rapprocher la radio des populations africaines semble la principale raison de la création le 18 janvier 1956 de la SORAFOM. Elle va accélérer l'africanisation de la radio en favorisant la naissance de stations territoriales autonomes de *Radio-Dakar* dont la centralisation excessive et le contenu métropolitain des émissions ne répondaient plus aux attentes des masses africaines, surtout à partir de la seconde moitié des années 1950, marquée par

⁸ *Ibid.*

⁹ Rapport Junillon, annexe n° 98, séance du 17 mars 1955, *Journal officiel*, Documents Assemblée de l'Union française, 1955, p. 101-166 ; cité dans A-J Tudesq, *la radio en Afrique noire*, p.27.

l'intensification du combat politique des élites africaines pour l'autodétermination des territoires de l'AOF.

1-2 L'expérimentation des langues « indigènes » à l'antenne

L'utilisation des langues africaines sur les ondes de *Radio-Dakar* a été quasi inexistante durant les années 1940 et assez marginale sur la première moitié des années 1950. La période 1939-1945 a été synonyme de la transformation de *Radio-Dakar* en poste militaire voué à la propagande du gouvernement général dans ses allégeances politiques successives. Mais curieusement, l'utilisation des langues africaines durant cette période critique ne fut pas une priorité. Néanmoins, durant ces années 1940, même si la station fédérale s'adressait surtout aux Français établis en AOF, aux Africains « évolués » et aux « originaires », elle n'en avait pas moins pour ambition de s'intéresser également aux « indigènes » qui ne parlaient pas français¹⁰.

Radio-Dakar finit par intégrer des langues africaines, quoique modestement, dans sa programmation dès janvier 1950. Elle diffuse alors quotidiennement des bulletins d'information en langues wolof, arabe, bambara, peul et mossi dans la tranche horaire allant de 18h20 à 19h. Une sixième langue africaine, le soussou, s'ajoute à ce bloc d'informations à partir du 11 septembre 1950. Cette dynamique est renforcée l'année suivante quand *Radio-Dakar* augmente la tranche horaire attribuée aux programmes destinés aux Africains¹¹. À partir du 1^{er} janvier 1951, la station fédérale réserve aux informations en langues africaines les tranches horaires allant de 11 h 00 à 12 h 00 et de 18 h 00 à 19 h 00. Et entre

¹⁰ L'expression « originaires » désignait les natifs des quatre communes Dakar, Saint-Louis, Rufisque et Gorée.

¹¹ IFAN, DOC Radiodiffusion..., P 1283 bis, *op.cit.*

le mois de janvier et celui de juin 1951, le baoulé, le sarakolé et le fon s'ajoutent aux langues africaines parlées sur les ondes de la station ¹².

Cette introduction des langues africaines semblait répondre en partie aux critiques formulées l'année précédente par Georges Gorse, le sous-secrétaire à la France d'Outre-mer qui déplorait leur absence à l'antenne¹³. Le choix effectué semblait également obéir à une logique de privilégier les langues dites véhiculaires, c'est à dire utilisées comme moyen de communication entre différents groupes ethniques : le wolof au Sénégal, le bambara et le peul au Mali, au Sénégal, en Mauritanie, en Côte d'Ivoire et au Niger.

Ces émissions en langues africaines n'avaient cependant pas beaucoup de chances de tomber sur des oreilles européennes. *Radio-Dakar* adopte en effet une diffusion multi fréquences qui lui permet de s'adresser concomitamment à ses auditeurs européens et à son public africain¹⁴. La radio effectuait ainsi un décrochage de fréquences pour faire de la place pendant une à deux heures aux « émissions africaines ». Les bulletins d'informations en langue wolof étaient par exemple programmés sur la fréquence des 204 mètres exclusivement, entre 19h00 à 19h20, pendant qu'une autre émission en français était disponible sur la fréquence des 208 mètres.

Les auditeurs sénégalais avaient cependant le privilège de disposer depuis 1952 d'une autre radio basée à Saint-Louis du Sénégal et destinée aux habitants du territoire. Sa programmation prenait mieux en compte les attentes locales. *Radio-Saint-Louis* jouissait d'une relative autonomie vis-à-vis de la chaîne fédérale même si elle reprenait en

¹² *Ibid.*

¹³ Tudesq, *La radio en Afrique noire...*, op.cit., p. 26.

¹⁴ IFAN, DOC Radiodiffusion, P 1283 bis ...

relais plusieurs émissions de celle-ci, notamment les bulletins d'information. Les plus anciennes archives retrouvées pour cette station remontent à l'année 1956 mais elles donnent une indication sur ce qui la différenciait de la station fédérale, *Radio-Dakar*. Les programmes de *Radio-Saint-Louis* s'étalaient de 7 h 00 à 8 h 30, de 12 h 30 à 13 h 45 et de 18 h 00 à 22 h 30¹⁵.

L'analyse de la programmation de *Radio-Sénégal* souligne un effort, assez modeste cependant, d'africaniser l'offre d'émissions. Ainsi pour l'année 1956, les programmes sont déroulés en ondes pendant 7 heures 15 minutes, du lundi au vendredi. La musique et le folklore africains occupent une part totalisant 50 minutes, tandis que les bulletins d'information en langues locales avaient droit à 52 minutes en ondes¹⁶. La chaîne diffusait des bulletins d'information en langues wolof, sérère, peul et diola, tandis que les émissions musicales privilégient la découverte du folklore des différents groupes ethniques habitant le territoire sénégalais.

Les émissions dites africaines, d'un total de 102 minutes, représentaient moins du tiers des programmes de la station sénégalaise. Celle-ci reprenait encore majoritairement des émissions de la radio fédérale en se mettant en relais avec celle-ci plusieurs fois par jour¹⁷. Cette situation traduit toute la complexité de la Loi-cadre censée ouvrir les portes de l'autonomie politique et de l'africanisation de l'administration. Or ses effets dans le secteur radiophonique semblent bridés par une farouche résistance de l'administration co-

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ *Ib.*

¹⁷ *Ib.*

loniale à partager sur une base paritaire la gestion des programmes de la radio. L'africanisation des programmes durant toute la durée de la Loi-cadre (avril 1956-septembre 1958) reste ainsi assez timide puisque le Haut-commissaire de l'AOF reste la seule autorité qui a droit de regard sur ce qui est bon ou non à diffuser, y compris de la part des gouvernements semi-autonomes africains.

La vraie rupture n'intervient qu'en juin 1959 quand, au terme d'un long bras de fer, les autorités de la nouvelle Fédération du Mali prennent le contrôle éditorial de la station fédérale¹⁸. Elles assignent alors à la station la mission de procéder immédiatement à des enregistrements du folklore soudanais et sénégalais. Ainsi entre le 10 juillet et le 8 octobre 1959, des enregistrements portant sur la musique, l'histoire et la culture du Sénégal et du Soudan sont effectués et conservés dans une vingtaine de bandes d'une durée de deux heures d'horloge chacune¹⁹. Soudainement, sur les ondes, ce qui fut quelques mois auparavant la plateforme de diffusion de la culture française et occidentale, faisait de la place aux chants africains ainsi qu'à des reportages sur la culture et l'histoire africaine²⁰. Il en est ainsi de la grande vedette malienne Alima Dabo dont les chansons inondent soudainement les ondes de *Radio-Dakar*²¹.

La période allant de janvier 1959 à mars 1960 est certainement la plus intense dans la réappropriation de la station coloniale par le gouvernement autonome sénégalais

¹⁸ La Sorafom, qui finançait les deux tiers du budget de la radio, gardait un droit de regard sur les programmes mais va être marginalisée au point de s'effacer complètement de la gestion éditoriale à partir du 1^{er} janvier 1960. À partir de cette date, la station devient officiellement propriété exclusive de l'État malien.

¹⁹ ANS, rapport d'activités du Service fédéral de l'information et de la Radiodiffusion (1959-1960), Fonds Fédération du Mali (1959-1963), FM 00114.

²⁰ Voir chapitre I de la deuxième partie de notre travail, « les stratégies de conquête de l'indépendance par les ondes au temps de l'autonomie politique ».

²¹ Sékéné Mody Cissokho, *Un combat pour l'unité de l'Afrique de l'Ouest, la Fédération du Mali (1959-1960)*, Dakar, NEAS, 2005, p. 202.

et celui de la Fédération du Mali²². Faisant preuve d'un grand volontarisme politique, et alors même que les leviers du pouvoir étaient encore partagés avec la puissance coloniale, la décolonisation de *Radio-Dakar* était lancée et permettait ainsi de jeter les bases d'une radiodiffusion véritablement nationale.

2- Début de sénégalisation des ondes

2-1 *Radio-Saint-Louis* ou les particularités d'une expérience radiophonique « sénégalaise »

Le territoire du Sénégal sert, à partir de l'année 1952, de laboratoire d'expérimentation d'une radio plus proche des populations africaines. Avec la création de *Radio Saint-Louis* à cette date, il s'agissait de pallier non seulement le caractère très centralisateur de *Radio-Dakar* qui s'adressait à l'ensemble des territoires de la Fédération de l'AOF, mais surtout de concevoir des émissions susceptibles de capter l'intérêt des Sénégalais. Pour le gouvernement français, le moment était venu, cinq années après la fin du second conflit mondial, de faire évoluer la radiodiffusion coloniale vers une prise en compte des besoins des populations africaines.

C'est dans ce cadre qu'un arrêté en date du 25 avril 1950 instituait une commission mixte, composée de parlementaires et de divers ministères, et dont la mission était de favoriser cette évolution vers l'africanisation partielle des émissions de la radiodiffusion coloniale²³. La création en 1952 de *Radio-Saint-Louis* s'inscrit dans le sillage des travaux de cette commission qui préconisait notamment l'utilisation des langues africaines sur les

²³ *Ibid.*, p. 27. Parmi les membres cette commission figurait le député sénégalais Léopold Sédar Senghor.

ondes ainsi que le recrutement d'Africains pour produire des émissions culturelles ²⁴. Ces deux réformes sont appliquées à la nouvelle station de Saint-Louis du Sénégal dès les deux premières années de son existence ²⁵.

Radio Saint-Louis se voit ainsi attribuer dès le début la vocation de couvrir exclusivement le territoire du Sénégal en relayant des émissions diffusées par des stations métropolitaines et *Radio-Dakar* mais aussi en expérimentant des productions dans deux langues locales, le wolof et le pulaar ²⁶. Pour atteindre cet objectif, la station est dotée d'un émetteur d'un kilowatt en ondes moyennes, d'une unité d'enregistrement, de retransmission et de radioreportage. Ses capacités techniques sont donc modestes mais cadraient bien avec sa vocation de radio de proximité proposant des émissions sur la vie sportive, sociale et culturelle locale. La station amorça également dès son démarrage le recrutement d'Africains dans son personnel.

Un homme était au cœur de l'africanisation des émissions de *Radio Saint-Louis* : Papa Abdoul Sy, le premier Africain à exercer à partir de 1953 comme reporter radio en Afrique occidentale française. Nommé en 1954 directeur de *Radio-Saint-Louis* qui couvre désormais les territoires du Sénégal et de la Mauritanie, il acquiert l'année suivante une vraie formation journalistique grâce au studio-école de la Société de radiodiffusion de la

²⁴ *Ibid.*

²⁵ Dia, « De la TSF coloniale à l'ORTS... », p. 86-87.

²⁶ *Ibid.*, p. 87. Il s'agissait essentiellement de bulletins d'informations en pulaar produits par Papa Abdoul Sy et Djibril Racine Kane, et plus tard de bulletins en wolof produits par Alioune Diop « Addis » qui était instituteur de son état, et Mady Diallo.

France d’Outre-Mer (SORAFOM), chargé d’assurer la formation accélérée des journalistes et techniciens africains²⁷. Le rôle pionnier de Papa Abdoul Sy est d’autant plus remarquable que ses premières chroniques au micro de la radio interviennent bien avant la création de la SORAFOM le 20 janvier 1955. Car c’est seulement à partir de cette date qu’une politique volontariste fut mise en place par le gouvernement français pour doter chaque territoire de l’AOF d’une station de radio, en encourageant concomitamment le recrutement d’un personnel africain et la diffusion d’émissions en langues nationales²⁸.

2-2 Les premières émissions destinées au public sénégalais

Les premières émissions de *Radio Saint-Louis*, même celles animées par des Africains, n’imprimaient pas vraiment une dimension sénégalaise aux programmes de la station. Dès 1953, était ainsi lancée l’émission ludique, *le Disque des auditeurs* qui participe à populariser la station²⁹. Co-animée par Papa Abdoul Sy et Madame Jumaligini, cette émission faisait surtout la part belle aux chansons françaises. Il faut attendre l’année 1954 pour que démarre la diffusion d’émissions recoupant l’intérêt des auditeurs africains

Parmi celles-ci, on pouvait noter *Le carnet saint-louisien*, une chronique de la vie politique et sociale de la ville Saint-Louis alors chef-lieu de la colonie du Sénégal³⁰. Cette émission diffusait également des informations de service comme les heures d’arrivée et

²⁷ Il n’y a pratiquement pas d’écrits consacrés à la carrière pionnière de cet homme de radio sénégal-malien. Sa disparition en avril 2016 a cependant été l’occasion de la publication d’un long portrait, enrichi de témoignages de certains de ses contemporains, retraçant les grandes étapes de sa carrière professionnelle dans la radio, des années 1950 aux années 1970. <http://www.essor.ml/2016/04/disparition-de-abdoul-sy-une-des-dernieres-grandes-voix-de-radio-mali-sest-eteinte/> (consulté le 11 décembre 2016)

²⁸ Momar-Coumba Diop, *Le Sénégal à l’heure de l’information : technologies et société*, Paris, Karthala, 2002, p. 299.

²⁹ Dia, « De la TSF... », p. 80.

³⁰ *Ibid.*

de départ de l'autorail reliant Saint-Louis à la capitale fédérale Dakar ou relatives au trafic de l'aéroport de Saint-Louis. L'année 1955 marque une réelle rupture puisque *Radio Saint-Louis* ouvre sa programmation à des thématiques reliées à la valorisation de l'histoire africaine.

Deux émissions historiques, *Évocations historiques* et *Rendez-vous avec l'IFAN*, proposaient de vulgariser des pans de l'histoire africaine³¹. *Évocations historiques*, animée par Birahim Gallo Fall, entrait dans ce cadre. Elle dressait des portraits de personnalités comme Blaise Diagne ou Galandou Diouf. L'écrivain et dramaturge Abdoul Anta Ka s'efforçait de vulgariser les travaux de l'Institut fondamental d'Afrique noire (IFAN) sur le Sénégal et l'Afrique, à travers l'émission *Rendez-vous avec l'IFAN*³². Fall et Ka agissaient à titre de collaborateurs extérieurs de la station et ne faisaient donc pas partie du personnel de la radio. Leurs émissions détonnaient cependant par rapport à la mission de vulgarisation de l'idéologie coloniale assignée à la radiodiffusion.

Dans le contexte de l'époque, alors que le régime de l'autonomie n'est pas encore à l'ordre du jour et que l'autorité coloniale contrôlait encore totalement la politique radiophonique, l'existence de ce type d'émissions historiques constituait une véritable brèche dans la politique de propagande coloniale pratiquée par la radio. On peut penser cependant que le processus était parfaitement maîtrisé par l'autorité coloniale qui entendait ainsi libérer sur les ondes quelques espaces de liberté d'expression destinés aux Africains. Cette

³¹ *Ib.*

³² Fondé en 1936, l'IFAN, aujourd'hui intégré à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, s'investit dans des recherches multidisciplinaires centrées sur l'Afrique noire.

stratégie prudente était du reste dans l'esprit des conclusions de la Conférence de Brazzaville qui incitait à une participation contrôlée des Africains à la vie publique des colonies dans une perspective lointaine d'autodétermination³³.

Dans le contexte du milieu des années 1950, ce processus né de l'esprit de la Conférence de Brazzaville semblait en voie de maturation. La gestion de la politique éditoriale de *Radio Saint-Louis* illustre de plus en plus la volonté d'aller plus loin dans l'africanisation des émissions. *Saint-Louis Midi*, d'une durée de 45 minutes, animée par un journaliste européen, était l'émission de référence de la radio en matière d'informations. Cette émission accordait ainsi une place aux informations locales grâce à la participation de Papa Abdoul Sy et de Djibril Racine Kane qui y contribuaient comme journalistes³⁴.

La création de la station saint-louisienne doit être ainsi comprise comme le premier jalon de la « territorialisation » de la politique radiophonique française en AOF. Celle-ci connaît son apogée à partir du 23 juin 1956 avec l'adoption de la Loi-cadre qui ouvre la voie à la mise en place de radios dans tous les territoires de l'AOF. *Radio Saint-Louis* préfigurait également, dans une certaine mesure, la configuration de la politique radiophonique française après le référendum de septembre 1958.

Si un effort d'africanisation s'enclenche dès 1953, il reste que la gestion de *Radio-Saint-Louis* comme la conception et le contenu de ses émissions demeuraient essentiellement le fait des Européens, en dépit du rôle joué par Papa Abdoul Sy³⁵. La mise en place

³³ De Benoist, *l'Afrique occidentale française...*, p. 80.

³⁴ Niang, « La radio dans l'éclatement... », p. 33-34.

³⁵ Dia., p. 89.

de *Radio-Saint-Louis* semblait avant tout obéir à une volonté de la France de voir sa propagande toucher davantage les populations autochtones. Un rôle que *Radio-Dakar*, la station fédérale de l'AOF, du fait de sa centralisation excessive, ne pouvait jouer correctement. L'examen de la programmation de *Radio Saint-Louis* avant la Loi-cadre laisse apparaître en effet la prépondérance d'émissions conçues à Paris et portant sur des sujets ne cadrant pas forcément avec les préoccupations des auditeurs africains³⁶.

Des émissions comme *Les maîtres du mystère*, un dramatique radiophonique, *Anatomie et physiologie de la chanson*, consacrée aux artistes français, reflétaient le caractère généralement récréatif et centré sur la culture française de cette programmation. *Radio Saint-Louis*, malgré ses ouvertures sur l'histoire africaine et l'information locale, semblait, jusqu'en 1958, obéir à une logique coloniale de l'information. C'est seulement après cette date que le gouvernement autonome sénégalais dirigé par Mamadou Dia se résout à s'approprier la station saint-louisienne³⁷. Le premier jalon de cette rupture est posé un an plus tôt par le gouvernement autonome sénégalais. En vue de s'impliquer plus fortement dans la gestion technique, administrative et politique de *Radio Saint-Louis*, il rattache celle-ci, à partir de juin 1957, à la Direction de l'information qui dépendait du ministère de l'Intérieur et de l'Information³⁸. *Radio Saint-Louis* jusque-là autonome et desservant également le territoire de la Mauritanie, devient alors, par la même occasion, une composante de *Radio-Sénégal*. La nouvelle mission assignée à la radio sénégalaise et découlant de ce

³⁶ *Ibid.*, p. 77-81.

³⁷ Niang, « La radio dans l'éclatement... », p. 34.

³⁸ Décret n° 59-12 du 3 juin 1959 ; Voir S. Dia, p. 142.

rattachement était ainsi résumée : faire connaître le Sénégal et les Sénégalais au plan international, mieux faire connaître à ces derniers leur pays et les tenir informés des activités de leur gouvernement³⁹. À partir de ce moment, se met en place une politique radiophonique progressivement libérée de la tutelle coloniale.

³⁹ Samb, « La presse parlée... », p. 26.

Deuxième partie

Nouvelles élites et instrumentalisation de la radio

Chapitre I : Le rôle de la radio dans le processus de décolonisation

Le processus de décolonisation en cours en Afrique Occidentale Française (AOF) à partir de l'année 1956 pose très rapidement la question du rôle de la radiodiffusion dans celui-ci. La radio pouvait-elle assumer une triple dynamique d'appropriation, de transfert et d'africanisation du pouvoir destinée à aménager, dans l'édifice colonial, un nouvel espace politique pour les élites africaines ? La dynamique d'appropriation devait permettre à ces élites de s'insérer dans les différentes structures du pouvoir mises en place par la métropole. L'appropriation d'un travail gouvernemental destiné à gérer les affaires publiques des territoires que la France voulait bien déléguer à ces élites en était un des aspects les plus visibles. Ce processus ouvrait la voie à une dynamique de transfert de pouvoirs des autorités coloniales vers les élites politiques africaines. La conclusion de ces dynamiques devait se traduire par une africanisation progressive des leviers du pouvoir. Tel était le sens de la philosophie sous-tendant la mise en place de la semi-autonomie en vertu de la Loi-cadre¹.

Radio-Dakar fait alors l'objet d'une vigoureuse tentative de domestication de la part des nouvelles entités gouvernementales africaines semi-autonomes². Cette dynamique d'appropriation acquiert une place centrale dans le territoire du Sénégal où les autorités sénégalaises et maliennes développent des stratégies de conquête de l'indépendance en utilisant la radio comme moyen de vulgarisation du projet d'État-nation³. Le nouvel

¹ Hesseling, *Histoire politique...*, p. 161-162.

² Niang, « La radio dans l'éclatement... », p. 32-51.

³ ANS, FM 00115, GF (1959-1963), dossier Information et sécurité, *op.cit.*

environnement politique créé par la Loi-cadre à partir du second semestre de l'année 1956 fournit des leviers qui favorisent la recomposition du secteur de l'information en général, celui de la radiodiffusion en particulier.

La loi-cadre, censée favoriser l'émergence d'une semi-autonomie politique s'avère cependant, dans les faits, difficile à mettre en œuvre. D'une part, le processus de mise en place de cette loi est d'une grande lenteur avec des décrets d'application qui s'échelonnent au compte-gouttes, entre juin 1956, date du vote de la Loi par l'Assemblée nationale française, et avril 1957 date à laquelle ce marathon législatif arrive à son terme⁴. Durant cette période, la radiodiffusion reste encore essentiellement aux mains de l'autorité coloniale. D'autre part, l'administration coloniale se montre très frileuse sur le terrain quand vient l'heure de respecter le principe de la semi-autonomie dévolu aux nouveaux pouvoirs africains, particulièrement dans le secteur stratégique de l'information radiodiffusée.

Toutefois, deux événements créent un effet déclencheur de bouleversements rapides dans le paysage de la radiodiffusion en AOF. Il s'agit tout d'abord du référendum du 28 septembre 1958 qui débouche sur la mise en place de la Communauté franco-africaine, laquelle prend officiellement la succession de l'Afrique occidentale française avec la transformation des territoires composant celle-ci en États autonomes associés à la

⁴ La Loi-cadre provoque dès son adoption une évolution politique majeure. La suppression du double collège électoral et l'extension de la qualité d'électeurs et d'éligibles à tous les habitants de l'AOF marquent la fin d'une époque, celle de l'administration directe des populations par le pouvoir colonial sans interférence de pouvoirs autochtones élus. L'élection des Assemblées territoriales qui tiennent lieu de parlements nationaux se fera désormais au suffrage universel direct. Ces Parlements élisent et investissent à leur tour les membres du Conseil du gouvernement, lequel administre désormais le territoire, sous la houlette d'un vice-président choisi parmi les membres de l'Assemblée territoriale. La présidence du Conseil du gouvernement est dévolue au chef du territoire nommé par le gouvernement français mais avec des pouvoirs limités aux grands secteurs de souveraineté : télécommunications, sécurité et défense. Lire à ce propos De Benoist, *L'Afrique occidentale française...*, p. 285-370.

France⁵. Cette nouvelle séquence politique qui s'ouvre à la fin de l'année 1958 est très importante car elle s'accompagne en janvier 1959 de la naissance de la Fédération du Mali regroupant le Soudan et le Sénégal. Dans ce nouvel environnement politique, on relève de nombreuses frictions entre d'une part une administration coloniale en déclin et poussée dans ses derniers retranchements, mais qui développe encore des réflexes de conservation de son pouvoir, et les gouvernements sénégalais et maliens autonomes d'autre part. Ces derniers se lançaient dans une dynamique d'appropriation de la radiodiffusion destinée à servir leur combat anticolonial.

1- Les stratégies de conquête de l'indépendance par les ondes

1-1 Les défis de la Loi-cadre et de la semi-autonomie

Radio-Dakar avait pris l'habitude, dès la mise en place des gouvernements semi-autonomes en juin 1956, de faire des comptes rendus détaillés des activités gouvernementales, donnant largement la parole aux ministres et au vice-président, tous africains⁶. La prise de parole de cette nouvelle élite politique africaine demeure en cette année 1956, l'une des conséquences les plus marquantes de l'adoption de la Loi-cadre. Elle suscite cependant, dans un premier temps, la méfiance de l'autorité coloniale. Celle-ci, amenée dorénavant à cohabiter avec un pouvoir africain semi-autonome, se montre particulière-

⁵ Sur les huit territoires composant l'AOF, seule la Guinée-Conakry opte pour l'indépendance immédiate suite au référendum du 28 septembre 1958, les autres acceptant le statut d'États associés autonomes. Voir De Benoist, *l'Afrique occidentale française...*, p. 409-431.

⁶ ANS, FM 00115, GF (1959-1963), dossier Information et sécurité- Répertoire des reportages et interviews effectués par la radiodiffusion fédérale.

ment sourcilleuse sur la préservation de ses pouvoirs régaliens tandis que les gouvernements semi-autonomes africains entendaient s'affirmer pour imposer leur autorité et leur légitimité.

Cette situation crée à l'occasion des conflits de compétence et de préséance entre l'administration coloniale et les nouveaux gouvernements semi-autonomes. Les relations entre Mamadou Dia, le vice-président du conseil de gouvernement du Sénégal, et le Haut-commissaire de l'AOF, Gaston Cusin, deviennent ainsi très conflictuelles. Le premier cherchait à affirmer l'autonomie de son gouvernement, tandis que le second veillait à préserver l'autorité de l'administration coloniale, en jouant au besoin sur toutes les ambiguïtés de la Loi-cadre quant à la délimitation précise des pouvoirs dévolus à chaque partie. C'est dans ce contexte que s'inscrit, par exemple, la décision prise le 23 décembre 1956 par Gaston Cusin de censurer la diffusion d'un discours de Mamadou Dia, sur les antennes fédérales de *Radio-Dakar* au motif qu'il porte atteinte à l'autorité et à l'intégrité de la République Française⁷.

Ce discours, prononcé le 20 décembre 1956 devant l'Assemblée territoriale du Sénégal, critiquait une nouvelle fois la Loi-cadre dont Mamadou Dia ne cessait de dénoncer les contradictions, mais exposait également une vision de rupture par rapport au modèle économique colonial. Les équipes de conseillers de Dia étaient alors en train de définir le cadre politique devant guider la mise en place du premier Plan quadriennal économique. Les bases de ce plan préparé avec l'aide d'équipes d'économistes emmenés par le Père

⁷ Dia, *Afrique le prix...*, p. 109-113.

Louis-Joseph Lebreton, reposant sur une vision à la fois humaniste et de rupture avec le capitalisme, était une source d'inquiétude pour l'administration coloniale française⁸.

Ce plan en gestation était basé sur le postulat que les masses paysannes devaient être le principal moteur du développement économique du Sénégal⁹. Il visait donc à créer les conditions d'une véritable révolution agricole en utilisant les instruments de la planification, et d'une approche participative des masses rurales par le biais de la coopérative autogérée par les paysans¹⁰. Ce projet politique et économique porte en particulier la marque du père Louis-Joseph Lebreton qui entendait accompagner le gouvernement de Mamadou Dia dans sa détermination à démanteler dans un délai n'excédant pas quatre années, l'économie de traite héritée de la colonisation. Ce démantèlement avait, entre autres objectifs, l'ambition de mettre fin à la monoculture arachidière en vue d'aboutir à la diversification agricole¹¹.

Il devait favoriser également la mise en place d'un système d'animation inclusif et la création de coopératives paysannes de développement en vue de libérer les énergies dans le monde rural. Une « animation rurale », menée sur le terrain et destinée à former les paysans sur des techniques culturelles innovantes tout en les incitant à assumer une démarche proactive vis-à-vis du gouvernement comme force sociale, est un des éléments les plus innovants de ce plan de développement socio-économique.

⁸ Charles Becker, Pierre-Paul Misséhoungbé et Philippe Verdin, *Le père Lebreton, un dominicain économiste au Sénégal*, Dakar, Fraternité Saint-Dominique, 2007, p. 11-18.

⁹ Gouvernement du Sénégal, *Premier plan de développement de la République du Sénégal*, Paris, La documentation française, 1962.

¹⁰ *Ibid.*, p. 92.

¹¹ Becker (dir.), *Le père Lebreton...*

Toute cette stratégie de libération nationale s'appuyant sur le paysannat reflétait en fin de compte la détermination politique du gouvernement semi-autonome dirigé par Mamadou Dia à explorer une voie de décolonisation économique radicale. Et pour arriver à ses fins, il fait le choix d'une économie participative et humaine, théorisée par le père Louis-Joseph Lebreton, l'économiste Henri Desroche et le Professeur François Perroux¹². Cette conception idéologique dit privilégier « les voies et moyens d'une gestion territorialisée par les acteurs de l'économie, en visant l'harmonisation optimale des facteurs répondant aux besoins humains¹³ ».

Les équipes du Père Lebreton qui assistaient Mamadou Dia, poussaient donc ce dernier à liquider les bases de l'économie coloniale, pour promouvoir une économie s'appuyant sur les masses paysannes et un socialisme de type autogestionnaire. L'approche était de « dépasser les clivages entre la pensée révolutionnaire marxiste du développement économique et social et une approche humaniste, socialiste, et inspirée par la culture endogène africaine »¹⁴. Ce sont ces idées en faveur d'un socialisme à la fois humaniste, communautaire et africain plaidées par Mamadou Dia dans son discours qui irritent au plus haut point l'administration coloniale. Celle-ci entendait marquer son territoire et réaffirmer la suprématie de son autorité sur celle du gouvernement semi-autonome de Dia. Pour justifier la censure de ce dernier à la radio, Cusin invoque le risque que ce discours

¹² Économiste et homme d'église, Desroche joue un rôle important aux côtés du Père Lebreton et initie notamment la création de l'École nationale d'économie appliquée (ENEA) dotée de collèges dédiés à la coopération, à l'animation et à l'aménagement du territoire.

¹³ Roland Colin, *L'économie humaine au défi de la décolonisation : Lebreton, Desroche, Perroux au Sénégal avec Mamadou Dia. De la fondation d'économie et humanisme à l'engagement premier Nord Sud (1941-1953, Colloque, Abbaye d'Ardenne, Caen, 21-22 juin 2012)*, Paris, Hermann, 2014, p. 349.

¹⁴ *Ibid.*, p. 31.

n'ait pour « résultat d'arrêter tous les investissements »¹⁵. Le discours de rupture de Dia liguait également contre lui le patronat local, essentiellement composé encore de représentants de maisons de commerce françaises¹⁶. Celles-ci entendaient le fragiliser pour refréner la radicalité de son projet de décolonisation.

Le conflit entre Dia et le représentant de la métropole au Sénégal Gaston Cusin fut également nourri par la délicate question de l'interprétation des pouvoirs issus de la Loi-cadre dans le secteur de l'information. Quand Dia exprime, par exemple, sa volonté de s'impliquer dans les négociations en cours entre la SORAFOM et le territoire sénégalais concernant la gestion de la chaîne de radio territoriale, il se heurte au refus du Haut-commissaire de la France en AOF. Celui-ci donne, en effet, des instructions au « chef du territoire » sénégalais pour négocier seul ladite Convention, sans l'implication du nouveau gouvernement semi-autonome sénégalais¹⁷. L'enjeu était alors de garder la mainmise de la France sur la radio. Cette situation est dénoncée par Mamadou Dia qui accuse le Haut-commissaire de l'AOF d'avoir violé l'esprit de la Loi-cadre de 1956 qui affirme l'africanisation progressive du mode d'administration des territoires aofiens¹⁸.

Cette volonté de l'administration coloniale de garder le contrôle sur le secteur de la radiodiffusion était manifestement contraire à l'esprit de la Loi-cadre et même aux délibérations du Grand Conseil de l'AOF. Faisant office de parlement de l'AOF depuis son institution le 29 août 1947, le Grand Conseil veillait sur tout ce qui touchait aux textes

¹⁵ *Ib.*, p. 111.

¹⁶ Paul Thibault, « Dia, Senghor et le socialisme africain », *Esprit* n°320, septembre 1963, p. 332-338.

¹⁷ Le terme de gouverneur disparaît du vocabulaire administratif au lendemain de la mise en place de la Loi-cadre. Les gouverneurs prennent alors le titre de « chef du territoire ». Voir De Benoist, *L'Afrique occidentale française...*, p.312-313.

¹⁸ *Ibid.*, p. 113.

législatifs de la Fédération¹⁹. En effet, réuni le 29 août 1957 lors d'une séance chargée de répertorier les services relevant du Haut-commissariat de la Fédération et ceux sous la tutelle des nouveaux gouvernements territoriaux, le Grand Conseil avait classé les secteurs de l'information générale, de la presse et de la documentation dans les « services d'administration générale nécessaires à la gestion des services communs »²⁰. Cela signifiait qu'ils ne relevaient pas exclusivement de l'ancien gouvernement général mais également des nouveaux gouvernements africains semi-autonomes. On note cependant l'ambiguïté de la formulation. Le concept de « services nécessaires à la gestion des services communs » était suffisamment flou pour susciter les interprétations les plus contradictoires, créant dans la foulée un rapport de forces dans lequel chacune des deux parties entendait s'imposer.

L'élite politique africaine, qui se retrouvait pour l'essentiel dans les Assemblées territoriales, dans les conseils de gouvernement et les nouvelles équipes municipales élues en 1957 au suffrage direct grâce aux dispositions de la Loi-cadre, se met alors en ordre de bataille. L'enjeu pour elle est de maîtriser l'information radiodiffusée, dans un contexte où l'administration coloniale refuse de lui faciliter la tâche²¹. Le gouvernement semi-autonome du Sénégal codirigé par Mamadou Dia fait donc de la révision de la convention liant la SORAFOM au Sénégal l'axe de sa stratégie du contrôle progressif de la radiodiffusion. Cette convention plaçait *Radio-Dakar* sous le contrôle administratif et éditorial exclusif de la SORAFOM qui, en retour, prenait en charge son financement²².

¹⁹ De Benoist, *l'Afrique occidentale...*, p. 167-168.

²⁰ *Ibid.*, p. 348-349.

²¹ Tudesq, *la radio en Afrique noire...*, p. 32-33.

²² *Ibid.*

L'interprétation divergente des textes aura des conséquences négatives sur les relations entre la tutelle coloniale et le gouvernement semi-autonome sénégalais, sous la conduite du vice-président Mamadou Dia. À Chaque fois que celui-ci pose des actes visant clairement à asseoir les bases du futur État souverain sénégalais, il est l'objet d'un recadrage du Haut commissaire de l'AOF. Cette situation provoque des échanges épistolaires tendus entre les deux personnalités²³. Mamadou Dia, se prononçant sur la relation entre son gouvernement et l'administration coloniale, interpelle le Haut-commissaire Cusin pour l'inviter à ne pas « se méprendre sur le sens d'une cohabitation » qui a « besoin de prendre en considération notre détermination politique profonde »²⁴.

Dia considère que son autorité « ne repose pas uniquement que sur la loi » mais « s'appuie essentiellement sur la confiance qui résulte de l'expression démocratique-d'une assemblée élue au suffrage universel ²⁵ ». Cette tension était nourrie par la volonté affichée par le gouvernement semi-autonome sénégalais, de s'atteler dans un premier temps à remodeler le cadre juridique, réglementaire et administratif du secteur de l'information et dans un second temps à définir un contenu de l'information ancré dans les cultures et le contexte sénégalais².

À cette époque, le gouvernement semi-autonome sénégalais ne comportait pas de département ministériel s'occupant exclusivement de l'information. Ce secteur était toutefois délégué au ministère de l'Intérieur, preuve du caractère stratégique qu'il avait aux

²³ Dia, *Afrique, le prix...*, p. 105-123.

²⁴ *Ibid.*

²⁵ *Ibid.*, p. 111.

yeux de Mamadou Dia ²⁶. Sous sa houlette, une conférence des ministres chargés de l'information en AOF, réunie les 14, 15 et 16 décembre 1957 à Dakar, s'attèle à redéfinir les rapports avec la SORAFOM²⁷. Cette rencontre accouche cependant de décisions peu claires, aggravant les divergences sur la gestion du secteur de la radiodiffusion.

La conférence décide en effet de placer les comités supérieurs des programmes des radios sous la tutelle des ministres africains chargés de l'information. En revanche, la composition de ces comités devait être fixée par la SORAFOM et le chef du territoire, c'est-à-dire donc par la France. Celle-ci se donnait également les moyens de garder un certain contrôle sur la ligne éditoriale puisque la conférence convenait que les chefs de stations ainsi que les responsables des « journaux parlés » étaient proposés par la SORAFOM. Ajoutant à la confusion, la conférence décida que la prise de fonction de ces responsables était assujettie à l'agrément du conseil de gouvernement²⁸.

1-2 La brèche ouverte par le référendum de septembre 1958

En définitive, les dispositions contradictoires de la Loi-cadre ne seront partiellement surmontées qu'au lendemain du référendum de septembre 1958 créant la Communauté franco-africaine. À partir de cette date, les gouvernements semi-autonomes africains acquièrent un statut de gouvernements pleinement autonomes et compétents sur toutes les affaires internes. *Radio-Dakar*, encore gérée par la SORAFOM, se met à diffuser des

²⁶ Arrêté n°3780 du 24 mai 1957, *Journal Officiel du Sénégal*, p 521-522.

²⁷ Dia, « De la Tsf coloniale... », p. 120-121.

²⁸ Cette disposition provoque plus tard de vives tensions entre la Fédération du Mali et la Sorafom au sujet de la nomination des personnels de Radio-Dakar. Voir dans chapitre II, « Dislocation du Mali ou le premier « coup d'État » radiophonique post indépendance ».

comptes-rendus réguliers des activités gouvernementales africaines. La communauté européenne vivant à Dakar et dans les autres territoires de l'AOF ne semblaient pas cependant apprécier ce début d'africanisation des programmes de la radio. *Échos d'Afrique*, un journal que dirige Maurice Voisin, un des journalistes européens les plus en vue de Dakar à cette époque, se fait l'écho de ce mécontentement, alors que le projet de Fédération du Mali est sur le point d'aboutir²⁹.

S'il y a demain un exécutif fédéral, il faut que la France conserve en Afrique un poste puissant d'émissions radio pour sa propagande. Demain, il y aura certainement un ministre de l'Information fédéral. Et ce ministre demandera, c'est certain, la Direction de *Radio Inter AOF*, tout comme le gouvernement du Sénégal contrôle *Radio-Sénégal*. Généralement, les intellectuels africains que l'on va mettre dans tous ces postes seront des hommes d'extrême gauche. Ils auront tout en main pour influencer le « cher auditeur »³⁰.

Certaines prédictions de Voisin se révèlent justes car un nouveau chapitre s'ouvre au lendemain le 1^{er} janvier 1959 avec la naissance d'un État fédéral malien déterminé à placer sous sa coupe *Radio Inter AOF*. À cette date, le Sénégal prend le statut d'État associé à la France dans le cadre de la Communauté franco-africaine mais également d'État fédéré au Soudan³¹. La conséquence de cette pleine autonomie acquise par le gouverne-

²⁹ Il entretient de très mauvaises relations avec l'administration locale, publie régulièrement des articles à scandale et cumule les procès en diffamation. Voir Niang, « la radio dans l'éclatement de la Fédération... », p. 18.

³⁰ *Échos d'Afrique Noire*, n° 347, Noël 1958 (le journal n'indique pas une date précise de parution mais se contente de cette précision qui suggère que la sortie de cette édition est intervenue dans la dernière semaine de décembre 1958).

³¹ Le bureau de coordination du comité de coordination du Rassemblement démocratique africain (RDA), la formation politique majoritaire au sein de la Fédération, réuni à Paris, avait opté le 7 octobre 1958 pour le choix du statut d'État par les territoires de l'AOF. Durant le premier trimestre 1959, la plupart des ex-territoires de l'AOF, qui avaient voté en faveur de leur adhésion dans la Communauté franco-africaine le 28 septembre de la même année, se dotent d'une constitution, renforçant ainsi leurs attributs d'États autonomes. Lire à ce propos De Benoist, *L'Afrique occidentale...*, p. 428.

ment du Sénégal est qu'il cesse d'être présidé par le représentant de la France et n'a dorénavant pour chef que Mamadou Dia. Les pièges de la Loi-cadre, avec ses décrets d'application aux interprétations antagoniques, sont-ils pour autant levés dans le domaine de la radiodiffusion ?

La situation politique prévalant au lendemain du référendum du 28 septembre 1958 est en vérité loin de simplifier la gestion du secteur de la radiodiffusion. Elle va au contraire la complexifier davantage avec la décision du Sénégal et du Soudan de se regrouper pour former une Fédération le 1^{er} janvier 1959. Prenant le nom mythique du Mali, cette Fédération ainsi que ses deux États fédérés se dotent de constitutions au mois de janvier 1959³². Leurs relations avec la France, en cette année 1959, sont ponctuées de débats vifs sur le processus d'autodétermination et l'avenir de la Communauté. Les gouvernements maliens et sénégalais prennent conscience, dans ce contexte, de l'importance de la radiodiffusion comme instrument de promotion de leur projet politique. Le Mali lance alors une vigoureuse stratégie d'appropriation de la radiodiffusion.

1-3 Le Mali s'approprie *Radio-Dakar*

L'année 1959 s'avère décisive puisque les gouvernements sénégalais et malien affichent leur détermination à liquider l'héritage colonial dans le secteur de l'Information. Le gouvernement autonome dirigé par Mamadou Dia finit par obtenir gain de cause dans

³² La Fédération du Mali est la première à se doter d'une constitution le 17 janvier 1959, suivie quelques jours plus tard par ses États fédérés, le Soudan le 23 janvier et le Sénégal le 24 janvier.

sa volonté de devenir l'interlocuteur de la SORAFOM. Il signe le 27 juin 1959 une Convention d'assistance technique avec la France³³. Celle-ci s'engageait aux termes des nouvelles dispositions de la convention à impliquer le gouvernement sénégalais dans la préparation du budget de la radio et à obtenir son accord avant toute désignation de l'agent principal de la station. Cette convention pose cependant la question de l'étendue de la souveraineté du nouvel État sénégalais. Le lien avec la France, loin d'être rompu, fait seulement l'objet d'un réaménagement pour un partage de responsabilités entre l'ex-puissance coloniale et le nouvel État autonome du Sénégal. On est donc loin d'une rupture radicale³⁴. C'est plutôt en fédérant ses efforts avec le Soudan dans le cadre du Mali que le gouvernement sénégalais aboutit à des concessions majeures de la France.

La Fédération du Mali met en effet en place un Conseil fédéral chargé de définir les programmes de la radiodiffusion³⁵. Neuf des dix membres de ce Conseil sont directement nommés par les gouvernements malien, sénégalais et soudanais, la France n'y étant représentée que par la SORAFOM. La mise en place de ce conseil fédéral de programmes se traduit immédiatement par une modification substantielle de la ligne éditoriale. La station devra désormais appuyer les vues et les objectifs du gouvernement fédéral malien. Ainsi, entre le 6 juillet et le 8 octobre 1959, la radiodiffusion fédérale de Dakar met en ondes un total de 89 reportages et interviews centrés sur les activités du gouvernement

³³ Tudesq, *La radio en Afrique noire...*, p. 33.

³⁴ Patrick Dramé, Bocar Niang, « Si vous faites l'âne, je recours au bâton ! », Mamadou Dia et le projet de décolonisation du Sénégal : lignes de force, limites et perceptions (1952-1963) », *Outre-mers*, revue d'histoire, n° 402-403, juin 2019, p. 127-150.

³⁵ ANS, FM0015, GF (1959-1963), dossier Information et sécurité – arrêté 59/9 créant un Conseil fédéral de programmes de la radiodiffusion fédérale.

autonome³⁶. En examinant le détail de ces reportages, on relève une nette tendance à favoriser la diffusion de la parole des officiels du gouvernement et des responsables du parti au pouvoir et le souci certain de vulgariser les réalisations du gouvernement. L'inauguration ou l'équipement de structures médicales (hôpitaux et maternités), industrielles (l'usine des phosphates de Taïba), de services (la grande poste de Dakar) ou scolaires témoignent d'une volonté de mettre l'accent sur les réalisations des gouvernements sénégalais et malien en matière de politique économique et sociale ³⁷.

À cela s'ajoute un culte de personnalité entourant les leaders politiques de la Fédération du Mali dont les activités officielles font l'objet d'une couverture radiophonique intense. Au mois de juillet 1959, par exemple, sur 39 reportages diffusés, 22 concernent les activités du président Modibo Keita, du vice-président Mamadou Dia et des membres du gouvernement. Il s'agit généralement de couvertures de déplacements officiels à l'intérieur du pays comme à l'extérieur de la Fédération du Mali.

Le reste des reportages concerne essentiellement les activités de la grande centrale syndicale de l'ex-AOF, l'Union générale des travailleurs d'Afrique noire (UGTAN), celles de l'Union progressiste sénégalaise (UPS) le parti au pouvoir sur le territoire du Sénégal, et du Parti fédéral africain (PFA), la formation politique qui dirige la Fédération du Mali. Les meetings politiques animés à l'intérieur du pays par Mamadou Dia font ainsi l'objet de longs comptes rendus. Le binôme « activités gouvernementales-propagande du

³⁶ ANS, FM 00115, GF (1959-1963), dossier Information et sécurité- Répertoire des reportages et interviews effectués par la radiodiffusion fédérale.

³⁷ *Ibid.*

parti au pouvoir et de ses organisations satellites » occupe ainsi en ce début du second semestre 1959, l'essentiel du travail de reportage de *Radio-Dakar*.

Si la radio fédérale se fait le porte-voix du PFA, elle fait également le même travail pour l'UPS mais nous n'avons relevé nulle part pour la période considérée, une propagande centrée sur les activités de l'US/RDA, le parti au pouvoir au Soudan français, le territoire qui formait la Fédération du Mali avec le Sénégal. Ce constat suggère que la station fédérale servait les intérêts du gouvernement fédéral malien mais également plus spécifiquement ceux du pouvoir sénégalais, lequel disposait pourtant d'une station territoriale mais techniquement moins puissante que la radio de la Fédération³⁸.

Les programmes des mois d'août et de septembre 1959 sont plus variés. Outre les reportages habituels sur les activités de Modibo Keita, de Mamadou Dia, du gouvernement et du parti au pouvoir, la radio met à l'antenne des émissions sur la vie sociale, culturelle et sportive au Sénégal et dans le reste de l'AOF : des expositions de peinture, une manifestation culturelle dans le Walo, au Nord du Sénégal ou le gamou de Tivaouane³⁹. Des reportages sur le forage de Sangalcam, en périphérie de Dakar, des manifestations sportives, des cérémonies de remise de diplômes, sur l'aéroport de Dakar, témoignent d'un traitement accru de l'actualité sénégalaise dans les programmes⁴⁰.

En dépit de la « sénégalisation » et de la « malianisation » de plus en plus poussées des programmes, *Radio-Dakar* couvre encore le reste de l'Afrique occidentale française.

³⁸ *Ibid.*

³⁹ Le Gamou de Tivaouane est une manifestation religieuse annuelle, célébrant la naissance du Prophète Mohamed. Se déroulant dans la ville de Tivaouane, il regroupe chaque année des dizaines de milliers d'adeptes de la confrérie soufie des Tidianes.

⁴⁰ Les remises de diplôme dans les établissements supérieurs semblent un motif récurrent de reportages pour *Radio-Dakar*. Ces cérémonies étaient souvent présidées par des membres du gouvernement.

La station dakaroise continue ainsi d'organiser des duplex avec les autres territoires de l'AOF quand l'actualité le commande. Il en est ainsi, par exemple, de ce duplex organisé le 21 juillet 1959 depuis Bamako pour couvrir la conférence des femmes d'Afrique de l'Ouest qui s'y tient. On relève également plusieurs duplex avec Paris pour couvrir les débats du Sénat de la Communauté franco-africaine⁴¹. *Radio-Dakar* continue également de couvrir certaines activités officielles du Haut-commissaire de la République française en AOF, comme par exemple la réception qu'il organise le 20 juillet à l'honneur d'élèves officiers africains⁴². Mais l'actualité sénégalaise et malienne occupait dorénavant la majeure partie des programmes.

Cette irruption des personnalités politiques sénégalaises sur les ondes, amorcé sous la Loi-cadre, constituait un véritable bouleversement tandis que la radio devenait peu à peu un moyen incontournable d'informations centré sur les préoccupations des auditeurs africains. Ainsi que le souligne un témoin de l'époque, il devient soudainement « frappant de constater combien les Africains, qu'ils soient dotés de postes récepteurs à domicile ou tributaires de haut-parleurs des halls d'information, judicieusement créés par l'administration dans tous les grands centres », étaient « assidus aux émissions de nouvelles qu'ils écoutent avec une gravité qui force le respect⁴³ ».

⁴¹ Le Sénat de la Communauté est un des organes législatifs mis en place au lendemain du référendum de septembre 1958. Regroupant la République française et ses ex-possessiones coloniales africaines dans le cadre de la Communauté franco-africaine, il cesse d'exister le 31 décembre 1960, suite aux vagues d'indépendances enregistrées cette année-là.

⁴² ANS, FM 0115, *op.cit.* Les activités du Haut-commissaire font cependant l'objet d'un traitement beaucoup plus discret comparé aux reportages consacrés à Modibo Keita, Mamadou Dia et, dans une certaine mesure, Léopold Sédar Senghor, président de l'Assemblée territoriale.

⁴³ Paul-Henri Siriex, *Une nouvelle Afrique, AOF 1957*, Paris, Plon, 1957, p. 88-89.

La Fédération du Mali ainsi que ses deux composantes, le Sénégal et le Soudan, se lancent alors dans une politique de réappropriation de la radiodiffusion de masse pour faire aboutir leur projet de nation. Déjà dès le 30 avril 1959, la fédération du Mali se dote d'un service fédéral de l'information, composé d'une division de la presse et d'une division de la radiodiffusion, au service exclusif des populations du Mali et des intérêts de l'État malien⁴⁴. Le 10 juillet 1959, le ministère fédéral de l'Information et de la sécurité publie un arrêté créant un conseil fédéral de programmes de la radiodiffusion fédérale et précisant ses attributions⁴⁵.

L'arrêté ministériel stipulait ainsi la création d'une section des programmes pour donner corps à un service d'informations pleinement opérationnel. La section des programmes est chargée de « la production artistique et du journal parlé, en accord avec un plan de programme établi chaque année en vue de fixer le cadre général des programmes radiophoniques suivant leur nature, leur volume, leurs horaires, les langues employées, la destination à tel ou tel public, en fonction de la portée des émissions, les radio-services, etc. »⁴⁶. Ces décisions traduisaient une nette volonté de décoloniser la radiodiffusion de masse en lui donnant un contenu local, avant même que le territoire malien et ses composantes soudanaises et sénégalaises n'accèdent à une complète indépendance politique.

⁴⁴ ANS, FM0115, *op.cit.*, dossier Information et sécurité- Décret n°59/41 du 30 avril 1959.

⁴⁵ ANS, FM 0115, *op.cit.*, dossier Information et sécurité- Arrêté 59/9 créant un Conseil fédéral de la Radiodiffusion fédérale.

⁴⁶ *Ibid.*

2- L'information radiophonique aux couleurs du Mali

2-1 Élaboration d'une doctrine d'information au service de l'indépendance

Si la naissance de la Fédération du Mali le 1^{er} janvier 1959 peut être considérée comme une étape décisive dans la réappropriation de la radiodiffusion, c'est particulièrement par rapport au volontarisme de ses dirigeants pour élaborer une doctrine d'information au service de l'objectif d'indépendance nationale. Le premier décret organisant le secteur de l'Information au sein de la Fédération s'inscrit dans ce cadre. Il définit la mission de la Radiodiffusion en ces termes : « informer, éduquer et distraire les populations [et] assurer le rayonnement de la Fédération à l'intérieur comme à l'extérieur, au moyen de bulletins d'informations, de reportages, enquêtes, chroniques, interviews et émissions diverses⁴⁷ ». Pour concrétiser un tel programme, les plus hautes autorités maliennes et sénégalaises tentent de définir une doctrine d'information cohérente.

C'est tout le sens de la conférence sur l'information qui se tient le 8 février 1960 à Dakar sous la houlette du président du conseil de la Fédération Modibo Keïta et du vice-président Mamadou Dia⁴⁸. Elle avait pour objectif principal de définir une stratégie d'instrumentalisation de la radio dans le sens des objectifs politiques de la nouvelle classe dirigeante qui se prépare à l'indépendance. Pour la première fois, une politique d'information clairement nationaliste est définie et des instructions fermes sont données pour que la station fédérale et les stations de radio du Sénégal et du Soudan relaient la stratégie des gouvernements autonomes de ces deux États. Modibo Keïta indique ainsi que dorénavant

⁴⁷ ANS, FM0115, dossier Information et sécurité, article 4 du titre II du décret n°59/4 du 30 avril 1959.

⁴⁸ ANS, FM 00118, GF (1959-1963), dossier Information et sécurité- Compte rendu de la conférence sur l'information du 8 février 1960. Cette conférence avait au préalable, les mois précédents, fait l'objet de plusieurs réunions de préparation dans le cadre de commissions regroupant les ministres de l'information malien, sénégalais et soudanais ainsi que des cadres et responsables du secteur de l'information.

Radio Sénégal et *Radio Soudan* vont assurer un rôle d'éducation et d'information des populations en utilisant plus largement à l'antenne les langues africaines.

On note là une volonté de véritablement décoloniser le contenu de la radio ainsi que de le populariser auprès des populations dont la majorité ne comprenait pas le français encore prédominant à l'antenne. Le président de la Fédération émet, durant cette conférence, des critiques sur le traitement éditorial des nouvelles par *Radio-Sénégal* qui « reprend l'AFP et même ses commentaires. Cela manque de cachet politique parce qu'un organisme d'information a également un caractère d'information et un caractère éducatif⁴⁹ ». Le vice-président Mamadou Dia se livre lui, lors de cette conférence, à un exposé sur ce que doit être un bon traitement de l'information :

L'information ne consiste pas seulement à recueillir des nouvelles de l'extérieur et à les répercuter telles quelles à l'intérieur du pays. Les nouvelles de l'extérieur doivent être transformées de façon à être mises à la disposition de la population. Il y a là un travail original à faire compte tenu de notre contexte politique et social. Il ne suffit pas seulement de recueillir des informations et de les diffuser, mais nous devons aussi faire connaître davantage le Mali à l'extérieur. Faire connaître notre action, celle du Parti, celle du Gouvernement, celle de nos Assemblées. A l'heure actuelle notre Information est totalement insuffisante⁵⁰.

Les autorités maliennes et sénégalaises enjoignaient aux journalistes de la radio-diffusion à remplacer la propagande coloniale par celle des nouvelles élites locales. Les autorités sénégalaises et maliennes expriment également lors de cette conférence leur volonté de donner une portée internationale à leur combat pour l'émancipation. Elles entendaient ainsi porter le plus loin possible la voix de la Fédération du Mali qui est née dans

⁴⁹ ANS, FM 00118, GF (1959-1963), dossier Information et sécurité- Compte rendu de la conférence sur l'information du 8 février 1960.

⁵⁰ *Ibid.*

la douleur, suscitant au début l'hostilité de la Guinée, du Conseil de l'Entente et la méfiance de la France⁵¹. Pour donner corps à cette ambition, elles décident d'acquérir en juin 1959, un puissant émetteur de 100 KW. Entre le 1^{er} janvier et le 31 mai 1960, 175 duplex sont réalisés avec des radios européennes, américaines et africaines. *Radio-Mali* était devenue pour les questions africaines, le « correspondant de la plupart des stations européennes, américaines et asiatiques⁵² ».

La station se lance dans la diffusion d'émissions en langue anglaise et institue des cours d'anglais pour une catégorie de son personnel. Des projets étaient également mis sur pied pour initier des émissions en portugais, en arabe et en espagnol et une diffusion en continu de six heures du matin à zéro heure⁵³. Le contenu de ces émissions en langues étrangères consistait essentiellement à résumer l'actualité malienne pour faire connaître la Fédération et les actions de son gouvernement à l'étranger, mais également à donner le point de vue malien sur l'actualité internationale.

Radio-Mali recevait des bandes d'actualités de la BBC de Londres et faisait parvenir à celle-ci et à d'autres stations internationales des reportages et enquêtes radiophoniques sur la vie politique et culturelle de l'ex-AOF. Pour porter la voix du Mali à l'extérieur, quatre sections sont créées à l'intérieur de la station pour couvrir l'Europe, l'Asie, l'Afrique et l'Amérique. Dans chacune de ces sections, ont été formés des spécialistes à

⁵¹ Le Conseil de l'Entente est créé en mai 1959 à l'initiative de l'Ivoirien Félix Houphouët Boigny, rival du Sénégalais Léopold Sédar Senghor et du Soudanais Modibo Keita, pour faire contrepoids à la Fédération du Mali. Il regroupe alors, outre la Côte d'Ivoire, la Haute Volta, le Niger et le Dahomey.

⁵² *Ibid.*

⁵³ *Ibid.*

qui l'ordre a été donné « de ne pas répercuter les nouvelles telles quelles mais de faire un travail de rédaction, selon l'optique du Mali⁵⁴ ».

C'est ainsi que fut instituée à partir du 4 janvier 1960, une émission quotidienne, appelée *La Voix du Mali*, dont la vocation était de donner une lecture des grands faits de l'actualité internationale conforme aux intérêts du Mali. Pour souligner l'importance de ce choix éditorial, Lamine Diakhaté, le directeur de la station donne l'exemple de l'exécution de Caryl Chessman, un Américain accusé d'être un tueur en séries et dont la cause soulevait des passions dans l'opinion publique en raison de doutes pesant sur sa culpabilité⁵⁵. Les commentaires de *Radio-Mali* sur cette affaire, avaient été repris selon lui « par toutes les agences de presse internationales⁵⁶ ».

La recommandation du Président Keïta en faveur d'une radio diffusant des commentaires reflétant les positions idéologiques du Mali, signifiait que les journalistes de la station fédérale étaient avant tout perçus comme des auxiliaires de l'information au service exclusif des priorités et des objectifs fixés par le gouvernement. Celui-ci entendait en faire des propagandistes efficaces pour non seulement conditionner l'auditeur en fonction de l'idéologie du parti au pouvoir, mais également éviter que les nouvelles diffusées par les médias étrangers ne soient pas de nature à déstabiliser la Fédération du Mali.

2-2 Le travail de propagande des autorités maliennes entre 1959 et 1960

⁵⁴ *Ib.*

⁵⁵ Simon Grivet. « L'asphyxie du bourreau. La peine de mort dans la Californie des années 1960 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 87, n°3, 2007, p. 86-95.

⁵⁶ ANS, FM 00118, GF (1959-1963), dossier Information et sécurité- Compte rendu de la conférence sur l'information du 8 février 1960.

Le dépouillement des archives sonores disponibles à la *Radio-Télévision Sénégalaise* (RTS) concernant les années 1959 et 1960 permet de se faire une idée sur les stratégies développées par le nouveau pouvoir africain en place pendant le régime de l'autonomie⁵⁷. En 1959, les autorités maliennes se sont surtout mobilisées en vue de faire connaître la nouvelle entité fédérale, son histoire et les actions de son gouvernement⁵⁸. En se fiant aux archives disponibles, on constate que la retransmission des discours des trois hommes forts de la Fédération, Modibo Keita, Mamadou Dia et Léopold Sédar Senghor occupe une large place dans les programmes de *Radio-Dakar* durant le premier semestre de l'année 1959⁵⁹. La session de l'Assemblée constituante du Mali tenue le 17 janvier 1959 fait ainsi l'objet d'une retransmission exhaustive⁶⁰.

Ces reportages de la radio sur les circonstances de la création de la Fédération et la vie institutionnelle de celle-ci durant l'année 1959 mettent en avant une propagande centrée principalement sur le thème de l'unité africaine. On y retrouve également plusieurs interventions d'hommes politiques de l'AOF favorables aux thèses fédéralistes et dont le discours confortait celui des autorités maliennes. Ces archives demeurent cependant pauvres en ce qui concerne les reportages sur la vie sociale, culturelle et économique de

⁵⁷ Les archives sonores pour l'année 1959 se limitent à trois bandes lisses dont deux seules sont exploitables sur des lecteurs. La RTS a entrepris de transférer sur des CD, des cassettes audio et disques durs d'ordinateurs, les éléments sonores contenus dans les bandes lisses non détériorées. Beaucoup d'archives sonores sur l'année 1959 ont tout simplement été perdues.

⁵⁸ Archives sonores RTS. Bande 59 B 08- Émission spéciale 2 sur l'Histoire du Mali : « Discours prononcé à Saint-Louis, Place Faidherbe à Saint-Louis, 12 décembre 1959 ».

⁵⁹ Archives sonores RTS, Bande 59 B 09 : « Émission spéciale naissance Mali. Orateurs : Maurice Yaméogo (Haute Volta), Léopold Sédar Senghor (Sénégal), Sadibou Hane (Mauritanie), Modibo Keita (Soudan). Septembre 1959 ».

⁶⁰ La cotation sur la bande 59 B 09 ne permet de certifier que la retransmission s'est effectuée dès le 17 janvier 1959 ou s'il s'agit, compte tenu du caractère conflictuel des relations entre Maliens et Français sur la gestion des programmes de la station, d'un enregistrement qui a été diffusé sur les ondes de *Radio-Dakar* plus tard.

la Fédération durant sa première année d'existence. La seule trace qui fait exception à la règle est la diffusion d'une série d'émissions spéciales consacrées à l'histoire du Mali et de ses grandes figures⁶¹.

Les archives sonores de l'année 1960 sont plus fournies et plus diversifiées. Cela peut s'expliquer par le fait que c'est seulement à partir du 1^{er} janvier 1960 que la gestion de la ligne éditoriale de la station, devenue *Radio-Mali*, est passée sous le contrôle exclusif de l'État malien⁶². Les enregistrements que nous avons analysés portent majoritairement sur les activités de l'Assemblée fédérale, du président du conseil de la Fédération Modibo Keita, du vice-président Mamadou Dia et du président de l'Assemblée fédérale, Léopold Sédar Senghor⁶³. Mais l'angle de traitement de ces activités privilégie toujours la reproduction partielle ou intégrale des discours officiels, donnant aux reportages en question la forme d'une succession de monologues⁶⁴.

Les élites au pouvoir semblent également soucieuses de faire connaître l'histoire du Mali aux Sénégalais et aux Soudanais⁶⁵. L'institution d'une semaine du Mali est le prétexte pour la radio de revenir largement sur le passé « glorieux » de l'empire du Mali dont la nouvelle Fédération est censée être la continuatrice. La radio diffuse également ponctuellement des émissions dont le but est de valoriser l'histoire et la culture africaines.

⁶¹ Archives sonores RTS – 59 B 08, *op. cit.*

⁶² Niang, « La radio dans l'éclatement... », p. 35.

⁶³ Archives sonores RTS, Bande 60 B 03 : « signature des accords franco-maliens 4 avril 1960; discours de Michel Debré ».

⁶⁴ En guise d'exemple, *Radio-Dakar* transmet le 4 avril 1960 une longue allocution de 17 minutes prononcée par Léopold Sédar Senghor à la conférence constitutive de la centrale syndicale du Mali. Ce discours est suivi de nombreuses autres allocutions de participants.

⁶⁵ Archives sonores RTS, Bande 60 B 10 : « Historique du Mali. Octobre 1960 ».

Elle retransmet ainsi une conférence de Léopold Sédar Senghor au séminaire des jeunes du Mali, axée sur « la préhistoire et les groupes ethniques d'Afrique noire⁶⁶ ».

Cette conférence de Senghor illustre l'état d'esprit qui régnait à l'époque au sein de l'élite politique de la Fédération. Centrée sur la promotion d'un panafricanisme militant et une forme de résurrection culturelle et civilisationnelle magnifiant l'Afrique précoloniale, la stratégie des dirigeants maliens était fondée sur le paradigme d'une refondation historique destinée à effacer toutes les négations de la parenthèse coloniale. Le choix du nom Mali pour ce regroupement fédéral entre le Soudan et le Sénégal était donc à la fois un puissant référent politique et culturel, et en même temps une manière de conjurer la balkanisation en cours de l'ex-AOF⁶⁷.

Senghor, Dia et Keïta ont voulu, dans un contexte marqué par un puissant débat opposant fédéralistes et partisans d'une voie solitaire vers l'indépendance, marquer un grand coup politique en restaurant d'une manière symbolique le Mali. Celui-ci fut en effet un des plus puissants empires précoloniaux de l'ouest-africain entre le XIII^e le XVI^e siècles⁶⁸. Ils entendaient ainsi réhabiliter un espace géopolitique précolonial majeur qui s'est illustré comme le « cœur historique et stratégique à partir duquel s'étaient établies, dès le Moyen-âge, les premières hégémonies⁶⁹ ».

⁶⁶ Archives sonores RTS, Bande 60 B 06 : « Conférence de M. Senghor au séminaire des jeunes du Mali : « préhistoire et les groupes ethniques d'Afrique noire. Conférence politique du Mali à Bamako du 21 au 22 mai (interview Senghor travaux sommet de la Communauté). (4') Déclaration Senghor 3 avril. Juin 1960 ».

⁶⁷ Ndiaye, *L'échec de la Fédération...*, p. 12-14.

⁶⁸ Youssouf Tata Cissé et Wa Kamissoko, *La grande geste du Mali*, Paris, Karthala, 2000.

⁶⁹ Catherine Coquery-Vidrovitch (dir.), *l'Afrique Occidentale au temps des Français, colonisateurs et colonisés, c. 1860-1960*, Paris, La découverte, 1992, p.160.

Cette réhabilitation historique intervenait dans un contexte où la parole de la nouvelle élite politique africaine, dont la diffusion était rare au moment de la Loi-cadre, avait progressivement pris ses quartiers sur les ondes de *Radio-Dakar* rebaptisée *Radio-Mali*. Le nouveau pouvoir en place à Dakar avait également initié une politique de valorisation par les ondes des symboles du nouvel État-nation en gestation. Une émission de vulgarisation de l'hymne du Mali, en chant et en kora, était ainsi programmée pour lui donner un cachet populaire⁷⁰. L'un des indicatifs de la radio était également une chanson du guinéen Kouyaté Sory Kandia, déclinée avec des notes de kora et glorifiant l'épopée du Mali⁷¹.

Ce travail de réappropriation historique avait-il vraiment prise sur l'auditeur malien ? Était-il de nature à favoriser l'émergence d'une conscience nationale malienne ? Tel semblait le but visé par les autorités maliennes. Mais il est permis de douter aussi de l'efficacité de cette stratégie au regard de l'accumulation des différends entre Soudanais et Sénégalais. Ces derniers notamment, comme le révéleront ultérieurement les discours prononcés lors de l'éclatement de la Fédération du Mali, avaient tendance à percevoir les Soudanais établis à Dakar et sur le territoire sénégalais, comme des envahisseurs et des étrangers. « Numériquement inférieurs, les Sénégalais sentaient peser sur eux une menace de plus en plus lourde qui ne pouvait conduire qu'à leur dépersonnalisation alors que leur pays assurait l'essentiel des dépenses de la Fédération »⁷².

⁷⁰ Archives sonores RTS, Bande 60 B 08 : « Proclamation de l'Indépendance le 20 juin 1960. Discours du Président Senghor, du Président Lamine Guèye. Hymne du Mali (nouveau), discours du Président Modibo Keita ».

⁷¹ *Ibid.*

⁷² Ndiaye, *L'échec de la Fédération...*, *op.cit.*, p. 32.

Cette donnée traduit toutes les contradictions de cette période marquée par un discours militant panafricaniste d'une bonne frange de l'élite politique symbolisée par Sékou Touré, Modibo Keïta, Mamadou Dia, Léopold Sédar Senghor, mais également du triomphe de la mise en place progressive de plusieurs États-nations en devenir, au lendemain du référendum de septembre 1958. Ce tournant, résumé à travers le concept de *balkanisation*, marque le triomphe d'une ligne politique défendue par l'Ivoirien Félix Houphouët-Boigny⁷³. La *balkanisation* favorisait l'accès à l'indépendance de chaque territoire de l'AOF et la mise en place de structures de coopération plus souples entre eux, en lieu et place d'une Fédération contraignante que défendaient Dia, Keïta et Senghor⁷⁴.

Outre les enjeux liés à la préservation d'une Fédération sur les décombres de l'AOF, la formation et la consolidation de la nouvelle nation malienne deviennent donc une priorité pour le trio Senghor-Dia et Keïta. Les archives sonores de *Radio-Mali* font entrevoir une stratégie soucieuse de faire connaître aux auditeurs le travail gouvernemental, de répandre la parole des leaders politiques au pouvoir et de créer un patriotisme autour des nouvelles entités étatiques. Tous les déplacements officiels des membres du gouvernement font ainsi l'objet de longs reportages à la radio. Ils concernent souvent des inaugurations d'ouvrages socio-économiques comme des forages, des installations ferroviaires ou encore des écoles. Les ministres étaient aussi interviewés parfois pour rendre compte des activités de leur département, comme par exemple ce 21 août 1959 quand le secrétaire

⁷³ Christian Valentin, *Trente ans de vie politique avec Léopold Sédar Senghor*, Paris, Belin, 2016, p. 65-66. Le mot balkanisation est un néologisme créé par Senghor après le vote de la Loi-cadre pour parler du morcellement territorial guettant l'AOF à l'image de celui de la région des Balkans.

⁷⁴ *Ibid.*, p. 71-73.

d'état à la Jeunesse expose le programme des tournées culturelles à travers le territoire sénégalais⁷⁵.

Les voyages officiels de Keïta, Senghor et Dia à l'extérieur du Mali servent de prétexte pour répandre la parole de ces derniers sur les ondes. *Radio-Dakar* organise par exemple le 8 juillet 1959 un duplex avec Tananarive pour interviewer Modibo Keïta et Mamadou Dia, à l'occasion de la réunion du conseil exécutif de la Communauté. La station animait également une émission intitulée *Visages du Mali* consistant à présenter les grandes infrastructures de la Fédération. L'émission de *Visages du Mali* diffusée le 22 août 1959, par exemple, était consacrée au Port de commerce de Dakar⁷⁶. La propagande politique n'était pas en reste. Le congrès des jeunes de l'UPS qui se tient à Mbour, fait ainsi l'objet, durant trois jours, du 1^{er} au 3 août 1959, d'une grande couverture médiatique avec une succession de discours des responsables du parti diffusés à l'antenne.

Toutes ces émissions démontrent que les autorités maliennes et sénégalaises ont très tôt intégré la radio dans leur stratégie de légitimation, par le biais d'une information volontairement tournée vers la valorisation de l'action gouvernementale et la popularisation des activités du parti au pouvoir. Cette stratégie était mise en œuvre dans un contexte particulier, puisque l'indépendance devenait le sujet dominant des discussions en cours entre la France et ses États associés dans le cadre de la Communauté franco-africaine issue

⁷⁵ ANS, FM 00115, GF (1959-1963), dossier Information et sécurité- Répertoire des reportages et interviews effectués par la radiodiffusion fédérale.

⁷⁶ *Ibid*

du référendum de septembre 1958⁷⁷. L'enjeu était donc de jeter les bases politiques, économiques et culturelles d'un État-nation capable de s'affranchir de la tutelle coloniale.

2-3 Le bras de fer avec la France pour décoloniser la radiodiffusion

Les initiatives des autorités maliennes et sénégalaises pour s'approprier la radio se heurtent cependant à l'hostilité de la France et de certains autres États de la Communauté qui n'entendaient pas laisser le Mali gérer seule la station fédérale. Après la création de la Communauté franco-africaine, au lendemain du référendum de septembre 1958, la question de la propriété de *Radio-Dakar* devient un enjeu de taille opposant la Fédération du Mali, née officiellement le 1^{er} janvier 1959, et la France. Un troisième protagoniste se mêle rapidement du conflit. Il s'agit du Conseil de l'entente, créé le 29 mai 1959, et regroupant la Côte d'Ivoire, la Haute-Volta, le Dahomey et le Niger. Celui-ci proclame que *Radio-Dakar* est un patrimoine appartenant à l'ensemble des pays de l'ex-AOF et que le Mali ne saurait en être l'unique propriétaire⁷⁸. Cette thèse est ouvertement soutenue par la France qui voyait d'un mauvais œil les revendications maliennes sur la station fédérale.

Le bras de fer avec la France a débuté dès que Modibo Keïta et Mamadou Dia, respectivement président et vice-président de la Fédération du Mali, ont décidé de faire passer *Radio-Dakar* sous la souveraineté malienne. Cette option est entérinée par l'Assemblée fédérale du Mali qui adopte le 12 avril 1959 une loi organique créant un service fédéral de l'information⁷⁹. Ces initiatives maliennes créent une situation juridico-politique

⁷⁷ La Fédération du Mali proclame officiellement son indépendance le 20 juin 1960. Lire à ce propos De Benoist, *L'Afrique occidentale française...*, p. 489-493.

⁷⁸ Niang, « La Radio dans l'éclatement... », p. 34.

⁷⁹ ANS, FM 0115, *op.cit.* Loi n° 59/17 portant création d'un Service fédéral d'information, promulguée par décret n°59/23 du 2 mai 1959.

complexe. *Radio-Inter*, le nouveau nom de *Radio-Dakar* après le référendum de septembre 1958, se retrouvait prise en tenailles entre les ambitions de la Fédération du Mali qui s'en estimait l'héritière légitime, l'emprise de la France via la SORAFOM qui assurait encore son financement, et les convoitises des autres territoires de la Communauté franco-africaine⁸⁰.

La crise atteint son apogée le 20 avril 1959 lorsque *Radio-Inter* cesse d'émettre et que des scellés interdisent l'accès aux locaux. Le Haut-Commissaire Pierre Messmer et le ministre de l'information du Mali Tidjani Traoré en étaient venus à constater l'impossibilité de continuer l'exploitation de la radio fédérale, au regard du fossé qui séparaient les parties en conflit sur ce dossier. Des négociations engagées les 10 et 15 avril 1959 entre la France et le Mali sur le statut de la radio s'étaient en effet soldées par un échec. Un nouvel échec est enregistré lorsque la question est soulevée à l'échelon fédéral le 25 avril 1959 lors d'une réunion des ministres de l'information de l'ensemble des territoires de la Communauté à Paris.

Devant ce blocage, le Conseil exécutif de la Communauté, réuni à Paris les 4 et 5 mai 1959, décide de mettre en place un « Comité de programme » pour permettre une reprise provisoire des émissions en attendant qu'une Commission de dévolution des biens qui doit se réunir en juin, ne règle définitivement la question de *Radio-Inter*⁸¹. Cette décision, à laquelle les délégués soudanais et sénégalais ont refusé d'apporter leur caution, permet à *Radio-Inter* de reprendre ses émissions le 15 mai 1959 à 12h GMT, après 25 jours de silence total.

⁸⁰ *Ibid.*

⁸¹ Dia, "De la Tsf coloniale...", *op.cit.*, p.129.

Un accord est cependant trouvé le 27 juin 1959 entre les autorités maliennes et la France qui signent une convention d'aide et de coopération relative à l'exploitation des installations de radiodiffusion de la Fédération du Mali. Aux termes de cet accord, le chef de la station est proposé par la France mais ne peut être nommé sans l'agrément du gouvernement malien⁸². Les plans d'équipement sont élaborés par la Fédération du Mali qui peut solliciter pour leur exécution l'aide de la France. La France est représentée dans le comité Supérieur des programmes, mais sa composition est établie par la Fédération du Mali. Malgré le statut encore hybride de la station fédérale dans laquelle la SORAFOM garde des positions fortes, *Radio-Inter* passe symboliquement sous la souveraineté de la Fédération du Mali le 1^{er} juillet 1959 et devient *Radio-Mali*⁸³.

Il faut dire que le Mali ne perd pas de temps à assumer une pleine souveraineté dans le secteur de la radiodiffusion. Alors que la convention signée le 27 juin 1959 organisait une sorte de partage de souveraineté franco-malien, les autorités maliennes décident seules d'augmenter considérablement la puissance de la station fédérale en passant la commande d'un émetteur de 100 KW. Cette décision prise au mois de juin 1959, au moment même de la signature de la convention précitée, est perçue comme un fait accompli par

⁸² Cette disposition crée un bras de fer au mois de juillet 1959, chaque camp rejetant le candidat proposé par l'autre, avant qu'un compromis ne soit trouvé sur le nom de Moussa Diop, secrétaire général de *Radio-Mali*. Une véritable bataille de positionnement avait auparavant provoqué l'apparition d'une Direction bicéphale : Lamine Diakhaté, Directeur de la radiodiffusion avait pris possession du bureau du chef de la station, pour assumer à titre provisoire cette fonction. Cet acte vaudra au Mali une vigoureuse protestation du gouvernement français à travers une interpellation écrite du ministre d'Etat chargé de l'Aide et de la Coopération, Robert Lecourt (la date exacte de la correspondance est illisible sur le document conservé aux Archives) adressée au président du Conseil de la Fédération du Mali pour lui demander de respecter la légalité en rétablissant Maurice Laval, directeur adjoint, dans ses fonctions de chef de station par intérim.

⁸³ Elle supporte encore les 2/3 du budget de la station fédérale au titre de la convention signée le 27 juin.

les autorités françaises qui protestent vigoureusement. En témoigne la lettre que le ministre d'État français chargé de l'aide et de la coopération avec les États de la Communauté, Robert Lecourt, adresse le 18 août 1959 au Président Modibo Keïta⁸⁴.

Robert Lecourt s'en prend au projet du gouvernement malien d'acquiescer ce puissant émetteur de 100 KW et dénonce d'avoir « été complètement tenu à l'écart de cette opération dont je n'ai été informé que par hasard »⁸⁵. Il menace ensuite de faire supporter au Mali les frais de fonctionnement de la station fédérale alors même que la convention du 27 juin convenait d'une clé de répartition des 2/3 pour la France contre 1/3 pour le Mali. « Il ne serait pas logique de faire une dépense d'investissement de cet ordre et de ne pas consentir les frais de fonctionnement qu'elle entraînera » écrit Lecourt qui relève « une violation de la convention dans sa lettre, du moins une attitude qui pourrait être interprétée comme une preuve de méfiance bien étrangère à l'esprit du contrat »⁸⁶.

Mais au-delà de cette péripétie autour de l'acquisition du puissant émetteur, c'est bien le contrôle politique de la station qui fonde l'essentiel du bras de fer entre français et maliens. Dans une correspondance précédente en date du 25 juillet 1959, adressée au président Modibo Keïta, Lecourt remettait en cause la nomination par le gouvernement malien de Lamine Diakhaté comme chef de la station. Il juge cette décision sans effets puisque seul le représentant français est « habilité à disposer des fonds de la station et qu'aucun engagement de dépense concernant la station ne peut être fait sans son accord

⁸⁴ ANS, FM 0115, *op.cit.* Lettre du ministre d'État français chargé de l'aide et de la coopération n°2462/cal du 18 août 1959.

⁸⁵ *Ibid.*

⁸⁶ *Ib.*

préalable »⁸⁷. Le ministre français s'appuie sur l'article 2 de la Convention liant depuis le 27 juin 1959 la SORAFOM au Mali et prévoyant que le Directeur de la radio est nommé par la France mais que cette nomination n'est définitive que si elle acquiert l'agrément du gouvernement malien.

Excédé, Modibo Keita adresse de Bamako où il se trouvait, la lettre de Lecourt à son ministre fédéral de l'Information, Tidiani Traoré, basé à Dakar, avec cette simple annotation : « il est souhaitable d'en finir avec cette question de direction de *Radio-Mali* »⁸⁸. Cette instruction présidentielle semble démontrer que le Président Modibo Keita en était venu à la conclusion que la rupture devenait inévitable et que l'heure était venue, pour le Mali, de prendre ses responsabilités en gérant seul la station. Cette analyse se fonde sur le fait que le dernier trimestre de l'année 1959 est mis à profit par le Mali pour accélérer l'africanisation de la station, provoquant de vives réactions de la France mais également une véritable rébellion d'une partie du personnel de la radio qui refusait de perdre ses avantages de fonctionnaires français et de subir des baisses salariales⁸⁹.

Le 10 juillet 1959, le ministre fédéral de l'Information Tidiani Traoré publie un arrêté créant « un conseil fédéral de programme de la Radiodiffusion fédérale ». L'article 1 de l'arrêté ministériel souligne que : le « conseil fédéral de programmes assistera le ministre dans ses tâches d'orientation et de contrôle du plan des programmes de la station

⁸⁷ *Ibid.*

⁸⁸ *Ib.*

⁸⁹ Des licenciements sont prononcés contre les agents les plus récalcitrants à l'image d'Edgar Guèye, apprenti opérateur à *Radio-Mali*, licencié pour avoir refusé que son salaire soit ramené de 19.500 à 5000 f Cfa. Cette mesure est pourtant désapprouvée par Modibo Keita dans une note confidentielle adressée à Tidiani Traoré, le ministre fédéral de l'Information. Ce dernier prend des mesures similaires contre d'autres agents de la radio. La grande proximité qui existait entre Keita et Traoré explique sans doute la marge de manœuvre dont disposait le ministre.

fédérale de Radiodiffusion du Mali »⁹⁰. En clair, le ministre malien de l'Information entendait récupérer des prérogatives jusque-là dévolues à la SORAFOM.

La rupture semblait inéluctable vu d'une part la volonté farouche de l'État fédéral malien de contrôler le contenu des programmes ainsi que la gestion de la station, et d'autre part la frustration de plus en plus grande des Français de voir leur influence retranchée alors qu'ils supportaient l'essentiel des financements. Cette situation atteint son paroxysme lorsqu'en date du 1^{er} Octobre 1959, le ministre Lecourt dénonce la ligne éditoriale de *Radio-Mali* et donne l'exemple d'une interview du président de la Guinée Sékou Touré diffusée sur les ondes de la station dakaroise et assimilée à de la propagande hostile à la France⁹¹.

Cette interview de Touré avait été diffusée le 17 août 1959 sur les ondes de *Radio-Mali* alors même que les relations entre la France et la nouvelle Guinée indépendante étaient particulièrement houleuses. L'autorité française supportait particulièrement mal qu'une station de radiodiffusion qu'elle finançait à hauteur d'environ 75% du budget total et dont elle était censée contrôler en partie la ligne éditoriale, diffuse le discours de Sékou Touré. Celui-ci avait une tonalité radicalement anticolonialiste et ouvertement hostile à la Communauté franco-africaine que la Guinée a été la seule dans l'ex-AOF à refuser d'intégrer lors du référendum de septembre 1958. Cette affaire illustre toute l'ambiguïté des accords franco-maliens qui ne tranchaient pas ouvertement et de manière explicite la question du contrôle politique de *Radio-Mali*.

⁹⁰ ANS, FM 0115, dossier Information et sécurité. Arrêté 59/9, Ministère de l'Information et de la Sécurité de la Fédération du Mali, 10 juillet 1959.

⁹¹ ANS, *Ibid.*, Lettre du ministre d'État français chargé de l'aide et de la coopération du 1^{er} octobre 1959.

L'affaire *Radio-Mali* dévoile en outre, parfois, le ton particulièrement condescendant des autorités françaises envers la nouvelle élite politique africaine qui prend possession des nouveaux territoires autonomes. Cette attitude interroge, d'une part sur la difficulté de l'administration française à s'accommoder de cette nouvelle autonomie africaine et d'autre part sur la difficulté de celle-ci à déployer son agenda politique. Dans cet ordre d'idées, on peut s'étonner qu'en ce dernier trimestre de l'année 1959, le président du Mali soit interpellé directement, de manière parfois abrupte par le ministre français de la coopération, alors que le destinataire de ces correspondances aurait dû être logiquement le ministre malien de l'Information. Lecourt se permet même parfois de donner des directives au président malien :

Je vous demande en conséquence pour assurer l'avenir de la coopération technique entre le Mali et la République Française, de bien vouloir, en répondant à ma lettre précitée, prendre les mesures qui s'imposent pour permettre aux responsables techniques de l'appareil mis à votre disposition d'exercer leurs fonctions tant qu'il n'y a pas été mis fin par la procédure convenue. En particulier, l'organe mis à votre service par la République Française ne saurait être financièrement engagé par les décisions d'un agent qui n'a pas été désigné dans les conditions prévues au contrat⁹².

Modibo Keita s'accommode apparemment bien de cette situation, puisqu'il se contente à chaque correspondance du ministre français de répercuter celle-ci à son ministre de l'Information⁹³. Son attitude pourrait être assimilée à de la résistance passive compte-tenu du fait que le fonctionnement de *Radio-Mali* dépendait encore beaucoup des fonds français. En effet, durant le premier trimestre de l'année 1959, alors même que la station

⁹² ANS, FM 0115, dossier Information et sécurité- Lettre 1287/cot du ministre d'État français chargé de l'aide et de la coopération du 26 juillet 1959.

⁹³ *Ibid.*

était partiellement passée sous souveraineté de la nouvelle Fédération, la SORAFOM supportait l'essentiel de la gestion financière. Voulant certainement faire payer aux autorités maliennes leur témérité en matière de politique radiophonique et leur velléité d'indépendance, la France met en avant de nouvelles règles budgétaires à partir du mois de juin 1959. Dorénavant la SORAFOM ne supporte plus que les 2/3 du budget, le tiers restant étant à la charge de l'État malien⁹⁴. Le budget de fonctionnement de *Radio-Mali* au second semestre 1959 était arrêté par la SORAFOM à 113 millions de francs métro. La France demanda donc au Mali de verser dans un compte bancaire dédié, le tiers de la somme, soit 37,5 millions de francs métro⁹⁵.

Les autorités maliennes contestent cette répartition et suscitent un nouveau bras de fer qui exaspère les autorités françaises et pousse celles-ci à accélérer leur retrait pur et simple de la gestion de *Radio-Mali*⁹⁶. Le projet de convention signé le 27 juin 1959 prévoyait pourtant que la France devait accompagner encore le Mali jusqu'en 1962. Elle indiquait cependant qu'une des deux parties pouvait dénoncer cette disposition à tout moment. Le retrait de la France est officiellement notifié au Mali le 30 octobre 1959 et le ministre Lecourt confirme que la Convention d'assistance technique entre la France et l'État malien cesse le 31 décembre de la même année⁹⁷. Pour la République française, à partir du 1^{er} janvier 1960, *Radio-Mali* va fonctionner dorénavant « comme une radio d'État

⁹⁴ ANS, FM 00115, Lettre du Directeur Général de la SORAFOM, M. R. Pontillon, ref S/I.640/3533, au Président du gouvernement de la Fédération du Mali, en date du 30 juin 1959.

⁹⁵ *Ibid.*

⁹⁶ ANS, FM 00121, Lettre du Directeur Général de la SORAFOM, M. R. Pontillon, réf S/I.70/6321, au Président du gouvernement de la Fédération du Mali, en date du 10 Novembre 1959.

⁹⁷ ANS, FM 00121, Lettre du ministre d'État chargé de l'Aide et de la coopération au Président du gouvernement de la Fédération du Mali, en date du 10 décembre 1959.

sans interposition d'organismes intermédiaires entre le Mali et le Ministère d'Aide et de Coopération »⁹⁸.

Prenant la succession de la République française, le gouvernement malien met en place à partir du 1^{er} janvier 1960 un nouvel organigramme qui parachève le contrôle de la station par les autorités maliennes. Celles-ci venaient ainsi, après moult péripéties dans leur bras de fer avec la France, de disposer seules, d'une arme politique et idéologique de sensibilisation et de mobilisation qu'était la station fédérale de radiodiffusion, mais avec toutes les conséquences budgétaires que ce changement induisait. Ce bras de fer franco-malien autour de la gestion de *Radio-Mali* démontre que la prise de contrôle de celle-ci par les gouvernements autonomes malien et sénégalais est le résultat d'un rapport de forces que ces derniers ont su créer en leur faveur.

Alors que le soleil se couchait lentement sur l'empire colonial français en Afrique occidentale, durant toute l'année 1959 et le premier trimestre de 1960, il devenait difficile pour la France de brider la prise de parole des institutions africaines autonomes mises en place au lendemain du référendum du 28 septembre 1958. La bataille qui a opposé la France, via la SORAFOM, au Mali sur l'enjeu de l'instrumentalisation de la radiodiffusion, préfigurait en même temps, le rôle central que celle-ci allait jouer dans la construction de l'État-nation postcolonial. Le Sénégal constitue de ce point de vue un véritable laboratoire d'expérimentation de la radiodiffusion comme outil de commandement dans le contexte postcolonial.

⁹⁸ ANS, FM 00121 : « Note de présentation » du ministère français de l'Aide et de la Coopération, 31 octobre 1959.

Chapitre II : La transformation de la radio en appareil politique au cœur de l'État senghorien

Comment le régime de Senghor conçoit la fonction de la Radiodiffusion et comment procède-t-il afin de transformer *Radio-Sénégal* en appareil éducatif, politique et idéologique? Cette réflexion, au cœur de ce chapitre, vise à comprendre jusqu'à quel point le rôle assigné à la radio par le nouveau pouvoir sénégalais qui succède aux autorités coloniales puis maliennes, permet de favoriser le processus de construction d'un nouvel État-Nation. Pour traiter cette problématique, ce chapitre s'intéresse aux moyens mis en œuvre par le parti-État, l'Union progressiste sénégalaise (UPS), Dia et Senghor pour favoriser un environnement propice visant la domestication de la radio en vue de servir les intérêts de légitimation du pouvoir en place.

Très tôt, ces deux leaders s'attellent à utiliser la radio pour combattre les particularismes régionaux en prenant notamment en charge la délicate question d'une bonne intégration des régions périphériques dans ce processus de construction nationale¹. La création de stations radiophoniques autonomes en Casamance, au Sénégal Oriental, dans la région du Fleuve et, dans une certaine mesure, au Sine Saloum, obéit à cette stratégie. Dia et Senghor imaginent ensuite, dans un contexte marqué par la rareté des postes radio individuels, une politique de « transistorisation » et d'écoute collective. Car durant la période coloniale, la radio était, jusqu'à la fin des années 1950, largement inaccessible aux populations du fait de la modestie du parc de transistors. Faute de licences d'importation que l'administration coloniale octroyait au compte-gouttes, la vente des transistors était

¹ UJAO, *Le pluralisme radiophonique en Afrique de l'Ouest*, Dakar, Panos, 1993, p. 104-122.

très limitée². Pour pallier cette faiblesse héritée de la période coloniale et permettre au plus grand nombre d'acquérir des postes transistors, le gouvernement de Mamadou Dia entreprend entre 1960 et 1962 une politique très volontariste en favorisant leur importation massive et en aménageant des mesures fiscales pour diminuer fortement leur prix d'acquisition. Senghor poursuit à partir de 1963 cette « transistorisation » de l'espace d'information.

À travers la « révolution du transistor » qui se déroule au Sénégal, essentiellement durant la première décennie postindépendance (1960-1970), l'on assiste à la tentative du régime de l'UPS d'expérimenter une stratégie inédite. Il s'agit de faire de la radio le principal pourvoyeur d'informations et de propagande au service du père de l'indépendance et de son régime, en direction notamment des masses rurales. Pour un pouvoir qui a fait du paysannat, lequel constituait plus de 80% de la population, la base de sa politique et le réservoir naturel de ses soutiens, mettre les transistors à la disposition des paysans permettait de viser deux objectifs³. Il s'agissait de permettre que la propagande du régime atteigne ces derniers en s'assurant leur fidélité, et d'autre part que cet éveil contrôlé des masses rurales soit un levier du développement et de la modernisation du monde agropastoral dans le cadre de l'option du socialisme africain. Ce chapitre se penche sur cette politique de « transistorisation » afin de comprendre dans quelle mesure elle ouvre la voie à une popularisation de la radio dans la société sénégalaise en même temps qu'elle permet au parti-État de tenter la vulgarisation de son discours auprès des populations.

² Dia, « De la TSF coloniale... ». Cette limitation des importations traduisait une volonté de l'administration coloniale de contrôler la circulation de l'information, auprès des masses autochtones notamment.

³ Donal Cruise O'Brien, « Des bienfaits de l'inégalité : l'État et l'économie rurale au Sénégal », *Politique africaine*, n° 14, juin 1984, p. 34-48.

1- Comment l'État-UPS met en place sa stratégie d'information radiodiffusée

1-1 Les investissements radiophoniques dans le Plan de développement

La radiodiffusion apparaît comme une priorité pour les nouvelles autorités sénégalaises dès les lendemains de la proclamation de l'indépendance acquise le 4 avril 1960. Le premier Plan quadriennal de développement du pays pour la période 1961-1964 illustre largement cette tendance⁴. Ce plan, qui recense les priorités du pays en matière de stratégie de développement, affecte au secteur de la radio, des crédits conséquents.

Sur un budget total de 92 milliards 67 millions de francs, il accorde au Ministère de l'Information 450 millions de francs. La radiodiffusion se taille la part du lion avec 335 millions pour l'acquisition d'un puissant émetteur de 200 kilowatts coûtant 150 millions, un matériel de reportage et d'émission pour 100 millions, l'aménagement des installations à 40 millions. L'installation d'antennes à longue portée pour émetteur en onde courte est prévue à 35 millions, ainsi qu'un poste de station régionale à Saint-Louis à 10 millions⁵.

Ces prévisions budgétaires du Plan indiquent concernant les crédits affectés au secteur de l'information, un ratio de plus de 80% pour la radiodiffusion. Elles sont le révélateur d'un véritable choix de faire de la radio le cœur de la stratégie d'information du pouvoir postcolonial. Déjà, au moment de l'indépendance, la radio dominait le secteur de l'information en termes de personnel, de déploiement technique et de positionnement éditorial. Au total, en 1960, un effectif de 150 travailleurs était recensé à *Radio-Sénégal* selon

⁴ République du Sénégal, *Premier plan quadriennal de développement pour la période de 1961-1964*, Rufisque, Imprimerie nationale, 1962, 174 p.

⁵ Diop, *Sénégal : trajectoires...*, p. 332.

les compilations du ministère de la Radiodiffusion et de la Presse ⁶. Au moment du lancement du Plan de développement quadriennal en 1961, le parc technique de la radiodiffusion nationale s'établit comme suit : deux émetteurs ondes tropicales de 100 et 4 kilowatts, deux émetteurs ondes moyennes respectivement de 10 et 8 kilowatts⁷. L'acquisition d'un émetteur de 200 kilowatts prévue dans le cadre du Plan quadriennal visait à pallier cette faiblesse de diffusion de *Radio-Sénégal* sur ce canal des ondes moyennes⁸.

L'importance du niveau d'équipement de *Radio-Sénégal* au moment de l'indépendance s'explique par le fait qu'elle a hérité des émetteurs de l'ancienne station fédérale de l'Afrique occidentale française (AOF). Le complexe processus de liquidation des infrastructures communes aux territoires de l'AOF qui a lieu au dépérissement de cette entité a abouti à la cession de *Radio Inter* d'abord au Mali puis au Sénégal⁹. Les autorités sénégalaises avaient du coup, en 1960, une longueur d'avance sur toutes les autres ex-colonies françaises en matière d'équipement radiophonique.

Mais si l'infrastructure technique était conséquente, il reste que le schéma radiophonique en place gardait encore l'héritage de la période de l'AOF qui privilégiait une approche de gestion très centralisée. Tout était essentiellement concentré à Dakar et au Sénégal tandis que les anciens territoires de l'AOF étaient dépourvus jusqu'à la fin des années 1950 d'équipements radiophoniques conséquents. Ce schéma se reproduisait à

⁶ ANS, VP 00342, Ministère de la Radiodiffusion et de la Presse, 1957-1962 : « Rapport pour la réunion d'experts sur le développement des moyens d'information en Afrique », p. 2. Nous conservons cette appellation d'origine des Archives nationales du Sénégal même si le bon intitulé officiel pour la période concernée est « ministère de l'Information, de la Presse et de la Radiodiffusion ». À noter que ce département ministériel a changé plusieurs fois de dénomination durant la décennie 1960.

⁷ *Ibid.*

⁸ *Ib.*, p. 3

⁹ Niang, « La Radio dans l'éclatement... », p. 32-41.

l'échelle du territoire sénégalais car, excepté Saint-Louis dans le nord, toute l'infrastructure radiophonique se retrouvait à Dakar¹⁰. Or pour le nouveau pouvoir postcolonial sénégalais, la prise en compte de la périphérie était stratégique pour réussir la construction nationale.

1-2 Le souci de souder l'unité nationale

La construction nationale posait des défis particuliers en dehors du pays wolof et du bassin arachidier et commandait d'assurer une bonne couverture radiophonique des régions périphériques, la Casamance au sud, le Sénégal-oriental et la région du Fleuve au nord en y implantant des stations de radio autonomes rattachées à *Radio-Sénégal*¹¹. Ces trois régions avaient la particularité de partager de longues frontières avec des pays voisins aux relations compliquées voire heurtées avec le Sénégal : la Guinée-Conakry, la Gambie, le Mali, la Mauritanie, en plus du territoire bissau-guinéen sous occupation coloniale portugaise¹². La région du Sine-Saloum ne posait certes pas des défis du même ordre mais

¹⁰ *Ibid.* Saint-Louis du Sénégal est dotée d'une station radio en 1952. Ce poste devient en 1958 un bien commun des territoires du Sénégal et de la Mauritanie que cette radio desservait. Il est démantelé, et respectivement transféré à Dakar et Nouakchott après les indépendances. *Radio Saint-Louis* est ressuscitée comme station régionale autonome de *Radio-Sénégal* en 1961.

¹¹ Saint-Louis était la capitale administrative de la région du Fleuve. La station régionale *Radio Saint-Louis* couvrait à l'époque la vallée du Fleuve frontalière de la Mauritanie. Elle diffusait beaucoup en Pular pour prendre en compte les populations pularophones vivant dans cette zone et à cheval entre les deux pays.

¹² La lutte armée lancée par Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (PAIGC) en vue de libérer le territoire de la Guinée-Bissau, frontalier de la Casamance, de la domination coloniale portugaise créait beaucoup de tensions entre le Portugal et le Sénégal. Le PAIGC bénéficiait d'un temps d'antenne à *Radio-Sénégal* en langue créole pour sa propagande à destination des populations de Guinée-Bissau. Le choix de la langue créole posait cependant problème car celle-ci n'était comprise que par une petite portion de Bissau-guinéens mais le pouvoir senghorien semblait frileux de laisser déployer la propagande du PAIGC dans des langues autochtones parlées également au Sénégal. Lire à ce propos Diop, *La société sénégalaise...*, p. 470.

des particularités y existaient et justifiaient l'implantation également d'une station radiophonique autonome¹³.

Pour permettre à la radiodiffusion nationale de jouer le rôle de ferment de l'unité nationale, le pouvoir senghorien veille donc à ce que certaines particularités régionales soient prises en compte. C'est ainsi qu'il convient de comprendre l'implantation de ces stations radiophoniques, rattachées à *Radio-Sénégal*, à la périphérie du pays. Ces stations régionales de *Radio-Sénégal* donnent une large place aux langues d'usage local car c'est dans ces contrées que se recrute l'essentiel des 20% de Sénégalais qui ne parlent ni ne comprennent le wolof, la langue nationale véhiculaire du pays. Le régime ne pouvait prendre le risque de les exclure de sa politique d'information et de propagande. Il était également conscient que la Vallée du Fleuve, la Casamance et le Sénégal-oriental qui partagent une grande proximité ethnolinguistique avec des pays voisins devaient avoir droit à un traitement particulier en matière de politique radiophonique.

La région sud de Casamance, séparée du reste du pays par l'enclave gambienne, présentait une situation prioritaire. C'est ainsi qu'à la fin du mois d'août 1960, le gouvernement acquiert deux antennes dédiées à l'augmentation du rayon de diffusion de *Radio-Sénégal* vers la région sud¹⁴. Mais estimant cet effort insuffisant, il crée et met en service le 4 avril 1961 une station régionale radiophonique à Ziguinchor, la capitale administrative

¹³ *Radio-Kaolack* qui couvrait le Sine Saloum prenait en compte pour sa part, dans la définition de son programme, sa proximité géographique avec la Gambie, pays anglophone enclavé dans le Sénégal et dont la politique identitaire était très affirmée pour se démarquer de son voisin sénégalais. Elle diffusait ainsi des émissions en langue mandingue, très parlée en Gambie, mais ultra minoritaire dans la région de Sine Saloum.

¹⁴ ANS, VP 00342, Ministère de la Radiodiffusion et de la Presse, 1957-1962 : « Rapport pour la réunion d'experts sur le développement des moyens d'information en Afrique », p. 2.

de la région de Casamance¹⁵. L'autre région périphérique qui préoccupait particulièrement les autorités sénégalaises, le Sénégal-Oriental frontalier de la République du Mali, fait aussi l'objet d'une grande attention. Les populations qui y vivent, dont beaucoup sont des locuteurs de la langue bambara, la plus parlée au Mali, avaient une proximité culturelle avec les maliens. Les émissions de *Radio-Bamako* rencontraient ainsi un certain succès dans le Sénégal-oriental¹⁶. Cette situation était potentiellement dangereuse pour le régime de Senghor du fait de ses mauvaises relations politiques avec celui de Bamako.

Les ressentiments nés de l'éclatement de la Fédération du Mali étaient encore vifs. *Radio-Bamako*, dont la puissance de diffusion a pu augmenter considérablement grâce à l'aide fournie par la Chine populaire et les pays du camp socialiste, n'épargnait alors guère le pouvoir de Dakar qualifié tour à tour de traître à la cause fédérale malienne, de valet de l'impérialisme et d'illégitime¹⁷. L'éclatement de la Fédération du Mali avait eu pour conséquence de voir des journalistes sénégalais très engagés en faveur de la cause fédérale, s'installer à Bamako.

Il s'agit pour l'essentiel de Doudou Guèye, Racine Kane, Mamadou Talla et Mocketar Kébé. Ce contingent de journalistes sénégalais, à l'exception de Kébé qui entame une carrière d'enseignant, devient l'ossature de la propagande anti-sénégalaise de *Radio-Bamako*. Racine Kane devient même le directeur de *Radio-Bamako* de 1960 à 1968, date du

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ Après l'éclatement de la Fédération du Mali en août 1960, le Soudan décide de s'appeler dorénavant « Mali ». *Radio-Soudan* devient du coup *Radio-Mali*. Toutes nos références à *Radio-Mali* dans ce texte concernent cependant la Fédération du Mali qui regroupaient le Soudan et le Sénégal entre janvier 1959 et août 1960. Pour la période d'après août 1960, en vue d'éviter toute confusion, nous avons pris le soin d'appeler la radiodiffusion nationale de la nouvelle République du Mali, *Radio-Bamako*.

¹⁷ Niang, « La radio dans l'éclatement... ». Lire également à ce propos Cissokho, *Un combat pour l'unité de l'Afrique de l'ouest...*, *op.cit.*

renversement de Modibo Keita, le président malien, par un coup d'État militaire. À tous, Modibo Keita enjoint de se comporter « en patriotes, chargés d'orienter le développement idéologique de la population¹⁸ ». Face à un Mali hostile et doté d'une radio très militante, il fallait donc faire du Sénégal-Oriental une place forte de la régionalisation de l'information pour contrer toute forme de déstabilisation et renforcer l'unité nationale.

C'est ainsi que cette partie du pays est dotée en 1968 d'une station autonome avec une programmation adaptée à son environnement culturel et géopolitique. La station régionale du Sénégal oriental dénommée *Radio-Tamba* est équipée d'un émetteur de 2 kW qui arrose les pays limitrophes puis d'émetteurs relais installés à Bakel, Kédougou et Goudiry. *Radio-Tamba* a alors rayonné dans toute la sous-région, émettant en français, en anglais et dans les douze langues nationales comprises au Mali, en Guinée, en Mauritanie et en Gambie¹⁹. *Radio-Tamba* offre même la particularité de privilégier les langues locales au détriment des langues nationales quand on étudie la clé de répartition linguistique de sa programmation. Ainsi, si 90% du programmes sont diffusés dans les langues nationales, il reste que « 30% sont affectés au Mandika, 15% au Wolof, 10% au Poular, 10% au Soninké, 10% au Bassari, 10% au Bedik, 5% au Dialonké. Le reste, 10%, est réparti entre le Hassania, le Diola, le Mancagne et le Sérère²⁰ ».

La question des stations régionales et du traitement de l'information en direction des régions périphériques éclaire d'un jour nouveau la stratégie du pouvoir postcolonial.

¹⁸ Perret, *Le temps des journalistes...*, p. 24.

¹⁹ Diop, *La société sénégalaise, op.cit.*, p. 469. Tamba est le diminutif de Tambacounda, la capitale administrative du Sénégal oriental. Un changement de dénomination fait qu'aujourd'hui le Sénégal oriental est devenu officiellement la région de Tambacounda.

²⁰ Ibrahima Diallo, *The politics of national languages in postcolonial Senegal*, Amherst, Cambria Press, 2010, p.151.

Celle-ci est souvent présentée comme procédant d'une volonté d'imposer un État jacobin, dans une démarche unificatrice et uniformisatrice, pour que la nouvelle identité nationale en construction se fasse au détriment des particularismes régionaux. Cette vision est certes très présente dans le cadre du modèle islamo-wolof qui prédomine dans les choix du régime, mais elle est loin de résumer toute la démarche du pouvoir²¹. De manière générale, celui-ci veille à ce que tous les aspects de la vie nationale se reflètent dans la programmation radiophonique. Tous les secteurs jugés vitaux de l'activité gouvernementale sont ainsi représentés dans le conseil d'administration de *Radio-Sénégal*.

Ce conseil était composé de représentants du Président de la République, du Conseil économique et social, des ministères de l'information, de l'Intérieur, des Finances, de l'Éducation nationale, du Plan et du développement, de la Culture, des Forces armées, de la Fonction publique, des Affaires étrangères, des Finances et de représentants d'organismes choisis en raison de leur qualification professionnelle²². Cette forme de représentation dans le conseil d'administration était censée refléter le caractère à la fois national et transversal de la mission de la radiodiffusion. Elle était également un gage pour que les programmes de la radio soient le reflet de toute la diversité de la société.

En analysant le profil des départements ministériels représentés dans le conseil d'administration, l'on retient au moins cinq principaux domaines prioritaires. Il s'agit des

²¹ Voir chapitre II de la quatrième partie : Négritude et modèle islamo-wolof au cœur des enjeux de la nouvelle identité culturelle promue par *Radio-Sénégal*. Selon une étude conduite par O'Brien, en 1975, « la chaîne nationale de Radio-Sénégal diffusait à 56% en wolof, contre 28% en français, 5% en pulaar, 5% en serer, 3% en diola et 2% en mandinka ». Lire à ce propos Donal B. O'Brien, *Symbolic confrontations : muslims imagining the state in Africa*, C. Hurst & Co, 2003, p. 131.

²² Arrêté ministériel n°19432 M.I.T en date du 22 décembre 1967, Journal officiel de la République du Sénégal (JORS) n°3937 du 20 janvier 1968, p. 52.

activités agro-pastorales, éducatives, culturelles ainsi que tout ce qui touche à l'information et à la sécurité. La notion de radio éducative commence à prendre forme. *Radio-Sénégal* diffuse ainsi chaque semaine « 14h50 d'émissions éducatives pour répondre à sa vocation »²³. Elles se déclinent à travers des programmes qui assurent des cours d'alphabétisation, d'éducation civique ou de gestion du budget familial. Il s'agit principalement des émissions *L'École de la radio*, *l'École de la famille*, *la bonne ménagère*, *la voix des coopérateurs*, *Hommes et initiatives*, etc.²⁴. Un important effort est fait pour remplacer les émissions élaborées jadis par la Société de radiodiffusion de la France d'outre-mer (SORAFOM)²⁵. Il s'agit de « décoloniser » le programme de la radio, mais aussi de l'insérer dans un cadre politique nouveau.

1-3 Le tournant de 1960-1961 dans la mutation vers une Radio au cœur de l'État postcolonial

Ainsi pour faire de la radio le support de l'idéologie de l'UPS, d'importants changements sont opérés entre 1960 et 1961. 18 mois seulement après l'indépendance, le temps imparti aux informations passe de 26 à 30% et la vulgarisation de la culture de 9 à 15,5%²⁶. Ces tendances prouvent que le concept de radio éducative est né bien avant que des émissions phare comme *Disso*, *Yété* ou *Keur Noflaye* ne soient mises en place durant la seconde

²³ *Ibid.*, p. 4.

²⁴ *Ib.*

²⁵ La Sorafom devient après les indépendances des territoires de l'ex Afrique occidentale française (AOF) l'Office de coopération radiophonique (Ocora). Voir Louise M. Bourgeault, *Mass media in sub-saharan Africa*, Bloomington, Indiana university press, 1995, p. 71-72; Stemberg-Sarel, « La radio en Afrique noire... », p. 115.

²⁶ ANS, VP 00342, Ministère de la Radiodiffusion et de la Presse, 1957-1962 : « Rapport pour la réunion d'experts sur le développement des moyens d'information en Afrique », document non daté.

moitié de la décennie 1960. Elles indiquent également que les choix éditoriaux et idéologiques de la radiodiffusion nationale, privilégiant la culture et l'éducation populaire, ont été initiés durant la période où Mamadou Dia était au pouvoir. Le pouvoir de Senghor n'aura donc fait que poursuivre et renforcer une stratégie en œuvre sous le magistère du président du Conseil et faisant de la radio la pierre angulaire de la politique d'information du régime²⁷.

En matière de traitement de l'actualité, le *journal parlé* devient vite, dès 1960, l'une des plages horaires les plus importantes de la programmation de *Radio-Sénégal*. Il permet non seulement de diffuser les informations se rapportant aux activités du Parti-État, mais d'interpréter tous les faits d'actualité selon l'optique idéologique du régime à travers notamment des éditoriaux et des chroniques politiques. Ainsi dès 1961, le *journal parlé* permit de confectionner quotidiennement 4 bulletins d'informations complets en français.

Et tous les jours, huit bulletins d'informations sont rédigés dans les langues nationales suivantes : deux en Wolof, un en Bambara, Sarakholé, Mandingue, Pulaar, Diola et Sérère²⁸. Trois chroniques politiques étaient lues en ondes quotidiennement²⁹. Cette dernière statistique prouve l'importance de la place du commentaire dans le travail des journalistes qui présentaient le bulletin d'informations. Il s'agissait de commentaires militants car il fallait, au-delà de la couverture factuelle de l'actualité, donner le point de vue du Parti-État.

²⁷ ANS, FM 00114, GF (1959-1963), dossier Information et sécurité : compte rendu de la conférence d'Information du 8 février 1960.

²⁸ ANS, VP 00342, Ministère de la radiodiffusion et de la Presse, « Rapport... », *op. cit.*

²⁹ *Ibid.*

La nature militante de la radio, qui se transforme progressivement en appareil idéologique d'État, prend ainsi forme durant les deux premières années postindépendance. Cette mutation est facilitée par le fait qu'elle est « perçue dès le début des années 1960 comme un instrument majeur de la technologie du commandement, c'est-à-dire du mode de gouvernement des populations »³⁰. Elle est également un moyen de faire de la radio un instrument pour endiguer toutes les menaces visant la pérennité du régime. L'idée est bien résumée par Abdoulaye Diack, directeur de *Radio-Sénégal* entre 1961 et 1962, qui utilise la formule « radio de régime pour sauver le régime »³¹.

La pertinence de cette formule se vérifie notamment lors de l'utilisation qui est faite de la radio durant toute la décennie 1960 quand le régime est confronté à trois crises politiques majeures : la rupture de la fédération du Mali en août 1960, le conflit entre Dia et Senghor en décembre 1962, et enfin la crise sociale et scolaire de mai 1968. Le propos de Diack se matérialise à travers l'importante propagande déployée à chacune de ces crises, contre les adversaires du moment³².

Le positionnement en « radio de régime pour sauver le régime » adopté par *Radio-Sénégal* converge également avec les principes d'éducation, d'information et de divertissement édictés par Obèye Diop et qui tiennent lieu de doctrine d'information. Car ultimement, ces principes restent ici confinés dans un cadre visant à contrôler l'information radiodiffusée pour lui ôter tout pouvoir subversif et lui assigner un rôle de rempart pour

³⁰ Diop, *Le Sénégal à l'heure...*, p. 22.

³¹ Entretien avec Abdoulaye Diack, ancien Directeur de *Radio-Sénégal*. Entrevue réalisée par nous le 25 octobre 2007 à Dakar dans le cadre d'un projet de recherche sur le rôle de la radio dans les crises politiques de l'État postcolonial (projet DEA).

³² Voir Partie III : L'instrumentalisation de la radio dans les crises politiques de l'État postcolonial : les exemples de la Fédération du Mali et du Sénégal.

sauvegarder les intérêts du pouvoir en place. La radio devient un instrument affecté à « la production de l'obéissance, à la consolidation du fait étatique et au contrôle des idées et des représentations »³³.

Mais la décennie 1970 marque une évolution dans la mise en œuvre de cette politique de contrôle de l'information et de propagande. Une révision de la doctrine d'information du pouvoir s'opère en effet lors du 8ème congrès de l'UPS tenu les 16, 17 et 18 décembre 1972 à Dakar. Elle met en avant le concept de radio formatrice de « citoyens plus conscients et participant activement au développement de leur pays³⁴ ». Le concept de radio éducative, balbutiant jusque-là, devient le centre de la programmation de *Radio-Sénégal*.

Celle-ci est invitée à favoriser une plus grande interaction avec ses auditeurs pour en faire non plus seulement des sujets passifs qui reçoivent les mots d'ordre du régime, mais des acteurs enthousiastes des changements politiques souhaités visant à créer une nation. Injonction est donc faite à la radiodiffusion nationale, par le parti-État, d'avoir une démarche pédagogique pouvant permettre aux auditeurs de s'approprier tous les objectifs du pouvoir. Le rapport du huitième congrès de l'UPS illustre la démarche à suivre en fournissant quelques exemples :

Expliquer, par exemple, le sens de l'impôt, de son mécanisme, et la dépense publique d'infrastructures ou d'équipements collectifs, l'intérêt pour le cultivateur d'utiliser de l'engrais des semences sélectionnées et un matériel agricole tout en lui indiquant comment faire, expliquer pourquoi il faut et comment porter tels soins aux enfants³⁵.

³³ Diop, *Le Sénégal à l'heure...*, p. 22.

³⁴ ANS, UPS, 1972 : « VIIIème congrès de l'Union progressiste sénégalaise. Rapport sur la presse et l'information », BI III 4° 2522, *op.cit.*, p. 8.

³⁵ *Ibid.*, p. 9.

Ces instructions sont révélatrices de la démarche du parti-État pour influencer le contenu des émissions radiophoniques au point de suggérer des thèmes à privilégier. L'UPS souhaite ainsi faire de la radio un moyen de renforcement de la participation des citoyens à l'œuvre de construction nationale. Il s'agit au-delà des aspects liés à la propagande politique, de renforcer la conscience citoyenne, civique, sociale et économique des populations. Les exemples fournis par l'UPS dans ses recommandations à *Radio-Sénégal* servent à la fois d'incitatif et de justificatif à la programmation de la station privilégiant des thématiques comme la famille, la santé ou l'agriculture.

Cette démarche souligne que le régime n'avait pas que des préoccupations liées à la diffusion de sa propagande politique mais entendait également adopter une démarche qui met l'accent sur l'éducation et la formation de citoyens conscients des enjeux de développement social et économique qui interpellent le jeune État. La transformation de *Radio-Sénégal* en ressource stratégique d'État obéit donc à un agenda qui dépasse le seul cadre de la propagande.

Elle se place aussi dans une politique d'ensemble qui intègre des préoccupations d'éducation des différentes catégories de la société sénégalaise concernées par la lutte pour le développement, au premier rang desquelles les femmes et les paysans. C'est dans ce cadre qu'il convient de situer les efforts entrepris par les autorités pour propulser la vente des transistors en vue de permettre une large diffusion des programmes de la radio. Cette action constitue, après la définition et la concrétisation d'une nouvelle doctrine d'information, y compris en direction des régions éloignées et des zones périphériques du pays qui posait des défis particuliers dans le processus de construction nationale, le deuxième jalon de la transformation de la radio en ressource stratégique de l'État postcolonial.

2- La « transistorisation », un moyen de popularisation de l'information

2-1 L'importance sociologique du transistor

L'importance accordée à la radio commandait de permettre aux masses d'accéder au contenu diffusé par *Radio-Sénégal*. Pour y parvenir, le gouvernement sénégalais entreprend de favoriser une « révolution de transistor » synonyme de facilitation de l'acquisition des postes récepteurs individuels par les auditeurs. En ce début de la décennie 1960, le poste transistor relevait encore du luxe et seuls quelques milliers de privilégiés pouvaient se l'offrir. Pour permettre à chaque citoyen d'avoir accès à un récepteur radio dans sa cellule familiale, les nouveaux pouvoirs publics entreprirent d'en favoriser une importation massive tout en aménageant une fiscalité permettant de rendre le prix d'acquisition accessible au plus grand nombre.

Le gouvernement supprime ainsi en 1962 la taxe sur les importations radiophoniques³⁶. Avant même l'application de cette mesure destinée à diminuer le coût de vente des postes récepteurs individuels, la vente des transistors connaît une courbe de croissance non négligeable. 5700 postes sont vendus durant les quatre premiers mois de 1960 ; 8500 postes durant les quatre premiers mois de 1961³⁷.

Cette croissance des ventes est le signe d'un intérêt nouveau des Sénégalais pour *Radio-Sénégal* qui propose de plus en plus un contenu dans les langues nationales et centré sur des sujets culturels, historiques et sociaux proches des préoccupations des auditeurs. Le développement du parc de transistors est aussi encouragé par la décision prise en 1960 par le gouvernement sénégalais de commander 100 000 récepteurs, au coût de 30 F CFA

³⁶ Diop, *Le Sénégal à l'heure...*, p. 298.

³⁷ ANS, VP 00342, Ministère de la radiodiffusion de la Presse, 1957-1962 : « Rapport pour la réunion... », *op.cit.*, p.1.

par unité, livrable sur une durée de trois ans³⁸. Au total, le parc de transistors au Sénégal, estimé à 125 000 postes en 1960, soit un ratio de 47 postes pour 1000 habitants, ne cessera d'augmenter³⁹.

La mesure de détaxer la vente des transistors en 1962 favorise la croissance du parc. Celui-ci augmente de plus de 100% durant la première décennie postindépendance, passant de 125 000 en 1960 à 267 000 unités en 1969⁴⁰. On note cependant un ralentissement de la croissance du parc dès le début de la deuxième décennie postindépendance puisque ce chiffre stagne à 290 000 postes radio en 1976⁴¹. L'explication pourrait être que le début des années 1970 coïncide avec une conjoncture économique difficile marquée notamment par une sécheresse ayant forcé les paysans, confrontés à des pertes de revenus, à revoir certaines dépenses de prestige.

Il s'y ajoute que ces statistiques officielles sur le parc des postes radio sont probablement en deçà de la réalité. Car devenue une acquisition de prestige très convoitée, le transistor fait partie des articles faisant l'objet d'une fraude à l'importation très active à la frontière avec la Mauritanie et, surtout, la Gambie⁴². Cet intérêt pour le transistor revêt même des aspects sociologiques. Le poste radio devient en effet dans les années 60 et 70 « un gadget hautement socialisé qui renvoie l'image, particulièrement significative, de

³⁸ ANS, FM00118, Conférence de coordination de l'information au Mali : travaux de la commission fédérale de coordination de l'information, 1960. La période couverte par cette commande n'est cependant pas précisée.

³⁹ Dia, « De la Tsf coloniale... », p. 12.

⁴⁰ *Ibid.*

⁴¹ *Ib.*, p. 13.

⁴² Certaines études estiment par exemple que 70% des importations commerciales de la Gambie se retrouvent frauduleusement sur le territoire sénégalais et les transistors font partie du lot des articles frauduleux importés. Lire à ce propos Moustapha Gueye, *Le commerce régional du Sénégal (1900-1997)*, Paris, ANPT, 2003, p. 262.

l'intégration réussie d'une technologie occidentale dans une société traditionnelle africaine »⁴³.

Durant les décennies 1960 et 1970, le transistor figurait parmi les cadeaux souvent offerts par le prétendant à sa fiancée avant l'officialisation du mariage, « à côté de la montre-bracelet, de la machine à coudre, des noix de cola et de la dot symbolique »⁴⁴. De nombreux ouvrages font référence à cette fascination des jeunes femmes sénégalaises pour le transistor considéré comme un objet de prestige au moment de se marier⁴⁵.

Cette intégration du transistor dans les mœurs sociales et culturelles, combinée au volontarisme du gouvernement durant les deux premières décennies postindépendance, crée les conditions d'une popularisation de la réception des émissions de *Radio-Sénégal*. Cette évolution du transistor dans la société sénégalaise trouve également un terreau favorable dans les ressorts de la civilisation orale encore si caractéristique de la société sénégalaise dont l'écrasante majorité des habitants ne sait ni lire, ni parler le français la langue officielle⁴⁶.

Mais malgré cette politique du gouvernement, il reste que le parc des transistors rapporté à la population totale du pays demeurait nettement insuffisant⁴⁷. Or comment

⁴³ Dia, « De la Tsf coloniale... », p. 14.

⁴⁴ *Ib.*

⁴⁵ Lire à ce propos Issa Laye Thiaw, *La femme seereer, Sénégal*, Paris, l'Harmattan, 2005, 282 pages.; Jean Poirier, *Sénégal, Cuba*, Paris, Société des Écrivains, 2012, 62 pages.

⁴⁶ La proportion des adultes sénégalais analphabètes atteint 94% en 1960 selon certaines estimations. Lire à ce propos Mamadou Lamine Diallo, *Le Sénégal, un lion économique? : essai sur la compétitivité d'un pays du Sahel*, Paris, Karthala, 2004, p. 14.

⁴⁷ Alors que le parc des transistors n'atteint pas 270.000 postes récepteurs, le Sénégal compte une population de 3,9 millions d'habitants en 1970. Voir Giles Pison, Karen A. Foote, Kenneth Hill, et al., *Les changements démographiques au Sénégal*, Paris, INED, 1997, p. 28.

permettre aux masses de participer à la vie nationale par le biais de la radio dans un contexte marqué encore par la raréfaction du transistor ? C'est pour trouver une solution à ce problème que le gouvernement du Sénégal met en place un système original de Centres régionaux d'information (CRI) et de postes d'écoute collective (PEC).

Le CRI permet, au niveau de chacune des 7 régions du pays, de prendre en compte, entre autres, les besoins locaux en matière d'écoute radiophonique. Un commissaire régional était ainsi nommé à la tête de chaque CRI. Il était secondé par des « volontaires de l'indépendance » qui étaient chargés d'impulser sur le terrain des initiatives d'écoute collective des émissions de *Radio-Sénégal*⁴⁸. L'objectif est de vulgariser la politique gouvernementale et de « toucher les masses les plus isolées et les moins prêtes à en saisir la portée »⁴⁹.

2-2 Les vertus du *Penc* ressuscitées à travers les PEC

Concrètement, à défaut d'avoir un transistor dans chaque village, le CRI en dotait les chefs-lieux de cercles et d'arrondissement en créant des postes d'écoute collective (PEC). Les frais d'installation sont supportés par l'État tandis que la gestion est confiée aux auditeurs. Cette gestion incombe souvent à l'instituteur, l'infirmier ou l'ancien combattant des guerres coloniales habitant la localité⁵⁰. En 1962, on dénombrait 145 PEC répartis dans tout le pays. Le PEC, implanté principalement dans les localités de l'arrière-pays, apparaît ainsi comme la première ébauche d'une « tribune radiophonique rurale

⁴⁸ Mamadou Lamine Diallo, *Le Sénégal, un lion économique ? Essai sur la compétitivité d'un pays du Sahel*, Paris, Karthala, p. 5.

⁴⁹ *Ibid.*

⁵⁰ Dia, « De la Tsf coloniale... », p. 228.

[vouée] au renforcement de l'encadrement politique des populations » paysannes⁵¹. L'autre grand intérêt que représente le PEC demeure sa capacité à faire remonter les informations émanant du monde rural vers le sommet de l'État.

On découvre à travers l'expérience des PEC une sorte de mise en place d'une radio éducative rurale huit ans avant que l'émission de *Disso* ne soit lancée avec l'aide de l'Unesco⁵². Vu l'orientation du gouvernement Dia en faveur des coopératives paysannes et du socle idéologique socialiste qui sous-tend celle-ci, le pouvoir comprend très vite que les paysans sont le cœur de cible de sa politique d'encadrement, de formation et d'information. Le PEC est donc le moyen de contourner l'obstacle de l'insuffisance du parc de transistors pour favoriser un éveil paysan et transformer le monde rural sénégalais⁵³.

Dans un environnement où le gouvernement perçoit le journaliste sénégalais « avant tout [comme] un patriote au service de l'idéal et des objectifs définis par la constitution de la République du Sénégal », le PEC était l'instrument naturel de vulgarisation de la politique d'information du régime auprès des paysans⁵⁴. Le PEC ressuscitait ainsi le *Penc*⁵⁵. Celui-ci renvoie dans la culture wolof à une assemblée générale « qui se déroule dans le périmètre de l'arbre à palabres⁵⁶ ». Le *Penc* était jadis, dans la société tradition-

⁵¹ Diop, *Le Sénégal à l'heure...*, p. 319.

⁵² *Disso* est l'émission phare qui consacre, en 1968, le concept de radio éducative rurale.

⁵³ Patrick Dramé, Bocar Niang, « Si vous faites l'âne, je recours au bâton ! », Mamadou Dia et le projet de décolonisation du Sénégal : lignes de force, limites et perceptions (1952-1963) », *Outre-mers*, revue d'histoire, n° 402-403, juin 2019, p. 127-150.

⁵⁴ ANS, VP 00342, Ministère de la radiodiffusion de la Presse, 1957-1962 : « Formation et recherche en matière d'information », p. 1.

⁵⁵ *Penc* signifie en wolof une assemblée généralement tenue en plein air, sous un grand arbre, dans la société traditionnelle wolof, d'où l'expression « arbre à palabres ».

⁵⁶ Diop, *Le Sénégal contemporain...*, p. 344.

nelle wolof, l'assemblée délibérative permettant de discuter des sujets interpellant la communauté. L'arbre à palabres renvoie à « l'espace public où les grandes questions qui engagent l'avenir de la collectivité villageoise, sont évoquées et discutées »⁵⁷. Le *Penc* empruntait dorénavant le canal de la radiodiffusion pour favoriser cet esprit d'échanges et de prise de parole.

Le système consistait à équiper les villageois de postes de transistors assez puissants, dotés d'amplificateurs et de hauts parleurs, en vue de créer les conditions d'une écoute collective des émissions de *Radio-Sénégal*. Le poste était placé dans un endroit stratégique du village pour recréer chaque soir un décor d'assemblée dans lequel les participants débattent de divers sujets inspirés par les émissions radiophoniques. Premier directeur de la radio éducative, Boubacar Sock a supervisé la mise en place de ces groupes d'écoute collective dans les communautés villageoises. Il en explique la structuration.

Le groupe d'écoute se présente comme une structure d'avant-garde dans la voie de la participation et de la modernisation : les personnes qui en font partie, qu'elles soient des membres simples ou des responsables, ont été retenues essentiellement à cause de la confiance qu'elles inspirent à leurs compatriotes et de leur aptitude à remplir les rôles conformes aux destinées du groupe. Ce sont en général des personnes mûres, actives, rompues aux responsabilités familiales et sociales et ouvertes à l'évolution du monde extérieur. Nous avons donc bien à faire à une espèce d'élite, capable, semble-t-il, d'assimiler, de discuter et de transmettre les éléments d'une connaissance indispensable à la vraie participation et à la modernisation. En résumé, le groupe d'écoute collective peut être défini comme une institution villageoise dans laquelle tous les problèmes d'organisation sociale et de développement peuvent être discutés à partir des thèmes d'émission de la radio-éducative⁵⁸.

⁵⁷ François Barbey Weabey, *Le jour où le soleil s'est levé au pays de Djibéto*, Saint-Denis, Publibook, 2011, p. 25.

⁵⁸ http://ethiopiennes.refer.sn/spip.php?page=imprimer-article&id_article=323 : Boubacar Sock, « La radio, moyen de communication pour le développement », *Éthiopiennes*, revue socialiste de culture négro-africaine, n° 54, octobre 1975 [consultée le 1^{er} novembre 2019].

L'originalité de ce système d'écoute collective de la radio tient aussi à son mode de gestion. Chaque responsable de PEC est secondé par un comité d'écoute dans lequel siègent également les agents administratifs travaillant avec le monde rural. Ces derniers ont pour mission de répondre à toutes les questions des villageois dans le cadre des débats suscités par les émissions de la radio. « L'accueil de la population fut enthousiaste et les demandes d'implantation de nouveaux postes affluent au ministère de l'Information⁵⁹ ». Reproduisant le principe de l'arbre à palabres, les paysans essayaient de tirer les leçons des émissions. Que fallait-il en retenir? Que faut-il changer dans leur mode vie pour s'adapter aux messages véhiculés par la radio?

Pour être certain que le système mis en place donne des résultats probants, le gouvernement initie en décembre 1961 une enquête d'opinion auprès des PEC pour mesurer l'impact de cette expérience⁶⁰. Moins de deux ans après l'indépendance, cette étude était destinée à la fois à mesurer le taux de pénétration de la radio auprès des populations tout en mesurant l'efficacité des postes d'écoute collective⁶¹. Malgré les limites de cette enquête d'opinion gérée par le ministère de l'Information à partir d'une démarche purement quantitative, elle permet de relever des tendances intéressantes.

Par exemple, « sur les 55 réponses recueillies, 5 seulement déclarent n'avoir rien changé dans leur village depuis l'arrivée de la radio⁶² ». Une quinzaine restent dans des généralités en évoquant une « prise de conscience, un éveil national ». Par contre toutes

⁵⁹ Dia, « De la TSF coloniale... », p. 196.

⁶⁰ Ministère de l'information, de la radiodiffusion et de la presse, enquête auprès des postes d'écoute collective au Sénégal- 10-18 décembre 1961. Cité dans Dia, « De la TSF coloniale... », p. 244.

⁶¹ *Ibid.*

⁶² *Ib.*

les autres réponses insistent sur trois thèmes majeurs : l'hygiène, l'éducation des enfants et l'éducation civique. Cela donne ce florilège de réponses :

Certaines mères ont appris à se laver les seins avant de donner à téter à leurs enfants; les commerçants ne volent plus les paysans car chacun entend les prix fixés; le village connaît un peu mieux les activités du gouvernement; en liaison avec l'animation rurale, nous avons fait de l'investissement humain pour construire la maison de l'animation et nettoyer le village; on note une augmentation notable de la scolarisation; les adhérents à la coopérative sont plus nombreux; nos enfants ont une meilleure éducation; on note une modération sensible de la dot; les rapports entre parents et maîtres sont meilleurs; on note une meilleure connaissance des rapports avec l'administration; on note une fréquentation accrue des centres médicaux, des visites prénatales et une meilleure hygiène dans les maisons; on lutte mieux contre le gaspillage et les usuriers; on utilise beaucoup plus rationnellement les instruments agricoles et les engrais; on a clôturé l'école et la mosquée; on a créé une troupe théâtrale au village, etc.⁶³.

L'enquête met en évidence indiscutablement l'impact des émissions dédiées à l'agriculture, à la famille et aux enfants. Les thèmes abordés dans une émission comme *la bonne ménagère* étaient il est vrai centrés sur un assez grand nombre de sujets touchant à la vie quotidienne des foyers sénégalais. Ils pouvaient par exemple porter sur la problématique de l'alimentation de l'enfant. « Chaque tranche d'âge, entre la première semaine et le quinzième mois de la vie de l'enfant faisait l'objet d'une émission⁶⁴ ». Cette enquête permet de voir également qu'une partie des paysans essaie de mettre en œuvre les conseils prodigués par la radio pour améliorer leur technicité.

Les résultats de cette enquête, s'ils offrent des informations intéressantes, ne sauraient, cependant, être tenus comme un reflet fidèle des réalités du terrain. En effet, le

⁶³ *Ib.*

⁶⁴ *Ib.*, p. 255.

nombre de questionnaires remplis et retournés au ministère de l'Information, de la Radio-diffusion et de la Presse, 55 au total, paraît trop faible. À titre d'exemple, seuls 4 PEC du Sénégal oriental, 8 de Diourbel, 8 de Casamance et 7 du Sine Saloum ont pris part à l'étude. Les conclusions de cette enquête ne peuvent être donc représentatives mais les indications qu'elles fournissent sur l'attente des auditeurs en matière de programmation radiophonique sont intéressantes pour comprendre la perception des auditeurs sur l'offre éditoriale de *Radio-Sénégal*.

Par exemple, quand on a demandé aux membres des PEC de nommer les émissions qu'ils écoutent le plus souvent, ils citent par ordre d'importance, *Regard sur le Sénégal d'autrefois* (appelé aussi *Senegaal Demb* en wolof), *La voix des coopérateurs*, les émissions religieuses musulmanes, *la bonne ménagère*, *le journal parlé*, *l'école de la radio* (émission d'apprentissage destinée aux adultes), *usagers de la route attention*, *jeunesse espoir du monde*, *l'école et la famille*, *la femme dans la voie du développement*⁶⁵.

Le fait que la première émission plébiscitée par les auditeurs soit celle qui raconte l'histoire du jeune État sénégalais témoigne de l'attente qu'il y avait à ce niveau au sein des auditeurs, moins de deux ans après l'indépendance. Il illustre également le parti-pris des nouvelles autorités pour imposer un nouveau récit historique qui rompt avec la période coloniale. La popularité de la thématique de la modernisation de l'agriculture se comprend également par le fait que depuis 1960, le gouvernement, désireux de concrétiser son projet de société socialiste, lance l'expérience des coopératives. Une émission comme *la Voix*

⁶⁵ Ministère de l'information, de la radiodiffusion et de la presse, enquête auprès des postes d'écoute collective au Sénégal- 10-18 décembre 1961. Cité dans Dia, « De la TSF coloniale... », p. 240.

des coopérateurs était censée prolonger le travail des équipes des techniciens de l'animation rurale qui, sur le terrain, essayaient d'impulser dans le monde agro-pastoral une dynamique de modernisation et de participation paysanne⁶⁶.

Le gouvernement sénégalais a ainsi dès 1962 une bonne moisson d'informations lui permettant de lancer dans la seconde moitié de la première décennie postindépendance une radio éducative rurale⁶⁷. Il s'y ajoute que le transistor est petit à petit devenu un véritable phénomène dans les campagnes sénégalaises. En 1964, sur les 180 000 postes radio individuels officiellement recensés dans le pays, 105 000 sont localisés dans le monde rural, contre 44 000 à Dakar et 38 000 dans les autres villes⁶⁸. L'écoute radiophonique gagnait en même temps en importance comme l'indique une grande enquête d'opinion menée en 1964 par l'Institut français d'opinion publique (IFOP). Selon celle-ci, 65% des Sénégalais adultes, toutes origines confondues disent écouter tous les jours la radio et près de 90% disent l'écouter au moins plusieurs fois par semaine⁶⁹.

Les résultats de ce travail de terrain basé sur un échantillonnage scientifique révèlent également que 80% des Sénégalais considèrent la radio comme leur « premier moyen d'information⁷⁰ ». L'écoute de la radio atteint ainsi des proportions très élevées aussi bien en ville que dans le monde rural puisque la quasi-totalité des citadins, de même que trois habitants des campagnes sur quatre déclarent écouter la radio « au moins de temps en temps⁷¹ ». Cette dernière statistique montre le succès de la politique des PEC initié en

⁶⁶ Dramé, Niang, « Si vous faites l'âne... », p. 127-150.

⁶⁷ Diop, *Le Sénégal à l'heure...*, p. 319.

⁶⁸ Dia, « De la TSF coloniale... », p. 227.

⁶⁹ *Ibid*, p. 229.

⁷⁰ Diop, *Le Sénégal à l'heure...*, p. 319.

⁷¹ *Ibid*.

1961 dans le monde rural. La mise en service à partir de 1962 d'un émetteur ondes moyennes de 200KW a également, probablement, participé à ce développement du taux de pénétration radiophonique en créant « une extension significative du réseau de diffusion⁷² ».

Huit ans plus tard, en 1972, une autre étude sur l'impact de la radio confirme ces grandes tendances, même si l'introduction de nouvelles émissions à vocation civique en donne une autre lecture. L'émission *Sénégal d'autrefois* y conserve son premier rang, mais elle est respectivement suivie par *Keur Noflaye* devenue la référence des programmes à contenu éducatif et civique et *Disso* l'émission dédiée aux paysans, aux pêcheurs et aux éleveurs⁷³. Ces deux dernières émissions, qui semblent répondre aux directives du huitième congrès de l'UPS, édictées en décembre 1968 en faveur d'un renforcement du concept éducatif de la radio, marquent le tournant pris par *Radio-Sénégal* durant la décennie 1970 pour créer une mobilisation autour des thèmes du civisme, de la santé publique, ainsi que de la participation des femmes et des paysans au processus de construction nationale.

En définitive, tout ce processus qui aboutit à l'utilisation de la radiodiffusion pour favoriser des transformations sociales profondes dans la société peut être considéré comme une particularité propre au nouvel État postcolonial sénégalais. Ce niveau d'instrumentalisation de la radio ainsi que la politique dite de « transistorisation » démontrent l'engagement de l'UPS, de Senghor et de Dia de faire de la radiodiffusion une ressource stratégique pour formater le nouvel État et accompagner le processus de construction nationale. La définition en 1960 d'une doctrine d'information axée sur l'éducation des

⁷² *Ib.*

⁷³ Dia, « De la TSF coloniale... », p. 371.

masses, suivie en 1968 d'une remise à jour mettant l'accent sur la participation populaire autour des projets de développement social et économique, sont le témoignage d'une stratégie politique bien mûrie.

La seconde moitié des années 1960 et la décennie 1970 permettent ainsi l'approfondissement de cette expérience à travers le concept de radio éducative qui englobe des préoccupations de propagande, de contrôle, de formation et d'information des masses, en privilégiant les paysans, les jeunes et les femmes. Cette transformation de la radio en appareil éducatif, politique et idéologique de l'État senghorien se place dans une perspective dont l'objectif ultime demeure la construction d'une nation conforme au projet de société porté par le parti-État, l'UPS. Mais celle-ci ne suit pas une trajectoire linéaire avec notamment de multiples crises politiques dans lesquelles la radio joue également un rôle essentiel voire décisif.

Troisième partie

**L'instrumentalisation de la radio dans les crises politiques de
l'État postcolonial : les exemples de la Fédération du Mali et
du Sénégal**

Chapitre I : La bataille radiophonique entre Soudanais et Sénégalais au temps de la Fédération du Mali (1959-1960)

Ce chapitre se propose de mettre en exergue les péripéties de la crise politique qui très tôt ébranle les fondements de la Fédération du Mali après sa naissance en janvier 1959. Confronté à des contradictions d'ordre économique, social, idéologique, culturel et politique opposant Soudanais et Sénégalais, l'édifice fédéral malien s'écroule en août 1960. Mais quel rôle joue la radio dans ce processus de décomposition de la Fédération ? Comment se positionne-t-elle à l'heure de l'éclatement du Mali ? Est-elle un élément de propagande clé qui pèse sur le destin final de la Fédération et/ou plutôt un instrument parmi tant d'autres que le président de la Fédération Modibo Keïta, le vice-président Mamadou Dia et le président de l'Assemblée fédérale Léopold Sédar Senghor utilisent simplement dans une perspective de renforcer chacun leur poids politique au sein de l'ensemble fédéral ?

Ces questions, qui résument la complexité de la problématique étudiée dans ce chapitre, nous renvoient en fin de compte à la place et au rôle très tôt assignés à la radio-diffusion de masse dans le dispositif institutionnel de la Fédération du Mali. Il s'agit de comprendre et d'expliquer dans quelle mesure le traitement de l'information, encadré par le nouvel État postcolonial dans une perspective de consolidation du pouvoir africain succédant à l'autorité coloniale, sert également d'instrument de conquête de pouvoir. Car c'est une véritable bataille radiophonique qui oppose en août 1960 Modibo Keïta d'une part, Léopold Sédar Senghor et Mamadou Dia d'autre part, dans une volonté de chacun

de ces deux camps d'instrumentaliser la radio pour évincer l'adversaire¹. L'étude des différents épisodes de cette bataille dans ce chapitre a pour objectif d'en saisir les enjeux politiques et idéologiques, les conséquences sur le partage de pouvoir entre Soudanais et Sénégalais, et enfin le positionnement de la radio comme instrument de prise et/ou de consolidation du pouvoir d'État.

Dans cette perspective, l'éclatement de la Fédération du Mali peut-il être considéré comme un exemple typique de l'instrumentalisation de la radio pour renverser un pouvoir et lui substituer un autre ? La crise malienne se déroule dans un contexte bien particulier. Elle survient à un moment charnière de transition d'un régime d'autonomie avancée vers l'indépendance pendant lequel l'écoute de la radio se vulgarise auprès des masses populaires. La radio devient alors le principal moyen d'information utilisé aussi bien par le pouvoir en place que par les populations. L'éclatement de la Fédération du Mali, intervenant alors que le processus de décolonisation arrive à son terme, permet de revisiter l'hypothèse que la radio peut être considérée comme un instrument politique déterminant dans le contexte d'une crise de régime. Il pose également la question du partage et de la transmission du pouvoir politique dans les nouveaux pays qui émergent durant le processus de décolonisation et la façon dont la radio aborde ce sujet.

¹ Niang, « La radio dans l'éclatement... », *op.cit.*

1- La radio au cœur de la dislocation du Mali

1-1 Les rivalités soudano-sénégalaises pour le contrôle de la radio fédéraliste

Les batailles de positionnement entre soudanais et sénégalais sur fond de lutte d'influence entre Modibo Keïta, président de la Fédération du Mali, le vice-président Mamadou Dia et le Président de l'Assemblée fédérale Léopold Sédar Senghor, marquent l'évolution de *Radio-Dakar*, devenue ensuite *Radio-Mali*, durant toute l'existence de la Fédération malienne, entre janvier 1959 et août 1960. La première crise qui survient dans la gestion de la radio est le refus du ministre sénégalais de l'Information de l'époque, Obèye Diop, de se soumettre à l'autorité hiérarchique du ministre fédéral de l'Information, Tidjani Traoré, un soudanais. Les deux hommes étalent souvent en public leurs divergences lors des réunions organisées pour harmoniser la politique d'information au niveau de la Fédération.

Obèye Diop qui est, avec le ministre de l'Intérieur du Sénégal Valdiodio Ndiaye, l'homme politique le plus proche de Mamadou Dia dans l'attelage gouvernemental de la Fédération, se comporte comme le gardien des intérêts de ce dernier dans le secteur sensible de l'information. Il n'hésite pas, dans certaines circonstances, de contredire Tidjani Traoré, pour défendre ce qu'il considère comme les intérêts de son mentor politique et du Sénégal. Lors de la conférence nationale de l'information tenue le 12 février 1960 en présence de Keïta et Dia, M. Tidjani Traoré évoque, par exemple, l'agrément accordé à une société chargée de produire en masse des postes récepteurs bon marché destinés au public

sénégalais et soudanais. Sur ce sujet, Obèye Diop marque alors brutalement son désaccord, provoquant un échange tendu entre les deux hommes². Celui-ci juge, en effet, peu transparent le processus de sélection de ladite société, provoquant la colère de Traoré. Sur cet incident, ni Mamadou Dia, ni Modibo Keïta ne croient bon cependant de se prononcer, si l'on se fie au compte rendu dressé à l'issue de la rencontre³. S'agissait-il peut-être d'une stratégie pour ne pas envenimer la discorde entre leurs deux partisans ou transposer celle-ci à leur niveau ?

Ce climat délétère est alourdi par l'inimitié opposant cette fois-ci le sénégalais Lamine Diakhaté, directeur de la radiodiffusion fédérale et son ministre de tutelle, le soudanais Tidjani Traoré. Diakhaté démissionne d'ailleurs le 23 mars 1960 de son poste de Directeur de *Radio-Inter*, se plaignant de l'absence de « la nécessaire solidarité devant exister entre le chef d'un département ministériel et l'un de ses collaborateurs les plus immédiats⁴ ». Lamine Diakhaté, contrairement au diaïste Obèye Diop, est lui un proche de Senghor. Mais comme ce dernier, il entretient des relations de plus en plus difficiles avec Tidjani Traoré au fur et à mesure que celles entre Senghor et Modibo Keïta se détériorent. Il veillait, d'une certaine manière, à gérer les intérêts de Senghor dans le département de l'information. Ce secteur faisait ainsi l'objet d'une bataille par procuration entre Mamadou Dia, Modibo Keïta et Léopold Sédar Senghor à travers respectivement leurs hommes liges que sont Obèye Diop, Tidjani Traoré et Lamine Diakhaté.

² Archives nationales du Sénégal (ANS) FM 00114, Conférence de coordination de l'Information du Mali, rapport d'activités du Service fédéral de l'Information et de la Radiodiffusion, 12 février 1960.

³ *Ibid.*

⁴ ANS FM 00117, activités syndicales et politiques ; correspondances, fiches et notes, 1960. À cette date, la station n'était pas pris le nom de *Radio-Mali*.

Remplacé en mars 1960 à la tête de la radio par le soudanais Sidiki Dembélé, Diakhaté est alors muté à la Direction de l'Information du Mali. Pas pour longtemps, puisqu'il démissionne de ce dernier poste quelques mois seulement après y avoir été nommé, car s'estimant à nouveau marginalisé par Tidjani Traoré⁵. Ces divergences entre Diakhaté et son ministre de tutelle prennent de telles proportions qu'elles semblent particulièrement irriter le président Keïta. Ce dernier regrette ainsi dans une correspondance que Tidjani Traoré « ait toujours des difficultés avec les collaborateurs qu'il s'est choisi lui-même⁶ ». À Lamine Diakhaté, il reproche dans une autre correspondance, « la facilité avec laquelle il se décharge de ses fonctions⁷ ».

Dans les faits, le départ de Lamine Diakhaté et son remplacement par le soudanais Sidiki Dembélé se traduisent par des changements notables dans la programmation de *Radio-Inter* devenue quelques mois plus tard *Radio-Mali*, celle-ci mettant de plus en plus au programme des contenus culturels et historiques bambara. Selon Moussa Paye, auteur d'une étude sur la radio fédérale malienne, « la monopolisation de la radio par les griots soudanais qui chantaient les louanges de Soundjata, l'ancêtre de Modibo Keïta, tout cela fut de nature à faire naître et à faire développer chez les Sénégalais un phénomène de rejet vis à vis des nouveaux associés qui faisaient plutôt figure de conquérants⁸ ». Les émis-

⁵ République du Sénégal, ministère de l'Information, de la Presse et de la Radiodiffusion (MIPR), *Livre blanc sur le coup d'État manqué du 19 au 20 août 1960 et la proclamation de l'Indépendance du Sénégal*, Dakar, MIPR, 1960, p. 8.

⁶ ANS FM 00117, activités syndicales et politiques ; correspondances, fiches et notes, 1960. À cette date, la station n'était pas pris le nom de *Radio-Mali*.

⁷ *Ibid.*

⁸ Ndiaye, *L'échec de la Fédération...*, p. 32.

sions d'inspiration soudanaise deviennent prépondérantes tandis que les principaux indicateurs de la programmation sont tirés de la musique de Banzoumana Cissokho⁹. Tout semble indiquer alors que les Soudanais sont dans une dynamique d'assurer la prééminence de leurs valeurs culturelles.

Il est intéressant ici de noter que le Soudan, devenu par la suite la République du Mali, avait mis sur pied, sous la direction de Modibo Keita, une importante politique culturelle dès son accession à l'indépendance. Cette politique culturelle visait notamment à restaurer les valeurs culturelles et le patrimoine historique dont la source était l'empire du Mali qui a principalement rayonné entre le 13^{ème} et le 14^{ème} siècles¹⁰. Celle-ci s'illustre notamment sur les champs musical et théâtral par la création d'un ensemble instrumental et d'un ballet national. Soundjata, le maître d'œuvre de la création de l'empire du Mali, se voit attribuer une place importante dans cette politique culturelle. Cette dynamique de restauration n'a donc pas manqué d'avoir un certain poids au niveau de la radio fédérale.

Aux yeux du pouvoir sénégalais, il devient clair que Modibo Keita et l'Union soudanaise-RDA entendent faire main basse sur la politique d'information en général et sur la radiodiffusion fédérale en particulier. Certains Sénégalais en arrivent alors à craindre un phénomène de dépersonnalisation de leur héritage culturel. Cette situation crée une

⁹ Paye, « De Radio-Mali aux stations Fm... », dans Momar Coumba Diop, dir., *La société sénégalaise, entre le local et le global*, Paris, Karthala, 2002, p. 467. L'auteur estime à 60% la proportion des émissions d'origine soudanaise dans la programmation de *Radio-Dakar* durant ce premier semestre 1960.

¹⁰ Youssouf Tata Cissé, Wa Kamissoko, *La geste du Mali, des origines à la fondation de l'Empire*, Paris, Karthala, 2007, 2^e édition, 428 p.

vive tension au sein de la station fédérale dont une partie du personnel sénégalais, soutenue par le ministère sénégalais de l'Information, s'oppose ouvertement à l'attitude des Soudanais.

Ces rivalités entre Soudanais et Sénégalais qui se manifestent en sourdine à travers les ondes, traduisent en vérité de profondes divergences politiques et idéologiques. Les Soudanais portent un projet politique prônant une rupture radicale par rapport à l'héritage colonial français. Le Sénégal par contre, sous la houlette du président Senghor, entend pratiquer une indépendance accommodante avec les intérêts fondamentaux de l'ex-puissance coloniale. La structuration même des régimes soudanais et sénégalais laissait entrevoir des divergences idéologiques profondes. Le Soudan vit depuis la fin de l'année 1959 sous un régime de parti unique après l'absorption de toutes les formations politiques d'opposition par l'US-RDA de Modibo Keita¹¹. Devenue parti unique, celle-ci prit un ensemble de mesures qui semblaient impensables en territoire sénégalais.

L'une des plus emblématiques mesures décidées par l'US-RDA est la suppression pure et simple de la chefferie traditionnelle au Soudan, à l'instar de ce qu'entreprend Sékou Touré en Guinée, au moment même où Dia prend au contraire l'initiative de verser des salaires aux chefs traditionnels du Sénégal, sans doute pour s'assurer de leur appui politique¹². Alors que les autorités sénégalaises, malgré un régime de Parti-État de fait mis en place, entretiennent une situation de formalisme démocratique, les responsables sou-

¹¹ Ndiaye, *L'échec de la Fédération...*, p. 111.

¹² *Ibid.*, p. 111-112.

danais défendent en ce qui les concerne le « principe de la supériorité de l'appareil politique sur le personnel administratif ¹³ ». Le secteur de la Justice permet de mesurer cette différence de tempérament entre les deux partenaires de la Fédération. Là où Senghor théorise le principe de l'indépendance de la Justice du pouvoir politique même si dans la pratique la réalité est autre, les Soudanais tiennent un discours sans concession sur l'assujettissement du pouvoir judiciaire à l'autorité du parti au pouvoir¹⁴. Faisant écho aux discours de Senghor à ce sujet, le journal *Essor* contrôlé par le pouvoir soudanais et paraissant à Bamako dénonçait « la justice telle qu'elle est conçue dans les pays d'Occident (...) [qui] prend l'allure d'une défense préférentielle de l'individu contre la société¹⁵ ».

Le socialisme prôné par l'Union soudanaise est également beaucoup plus radical que celui de l'Union progressiste sénégalaise (UPS). L'expérience socialiste conduite par Dia et Senghor au Sénégal n'aboutissait pas à une rupture radicale avec les intérêts français et le schéma économique mis en place par le colonialisme alors que le Soudan se tourne dès son indépendance vers une économie planifiée et socialiste qui s'inspire du modèle soviétique¹⁶. Or Senghor critique volontiers le socialisme scientifique et défend un socialisme dit africain et humaniste. Alors que le socialisme de l'Union soudanaise « se rattache plus directement à Karl Marx¹⁷ ».

Christian Valentin livre à ce propos un témoignage édifiant. Il rapporte que lors d'un voyage officiel effectué au Soudan du 15 au 25 novembre 1959 et auquel il a pris

¹³ Pauline Fougère, « État, idéologie et politique culturelle dans le Mali postcolonial (1960-1968), mémoire de maîtrise, Université de Sherbrooke, 1992, p. 45.

¹⁴ Ndiaye, *L'échec de la Fédération...*, p. 111-112.

¹⁵ Cité dans Benot, *Indépendances africaines...*, p. 77.

¹⁶ Pauline Fougère, « État, idéologie... », p. 60-62.

¹⁷ Ndiaye, *L'échec de la Fédération...*, p. 114.

part en sa qualité de Directeur de cabinet de Senghor, celui-ci et sa délégation furent stupéfaits du caractère anti-démocratique du régime soudanais. Ils comprirent à cette occasion que le projet de Fédération n'a pas d'avenir même s'ils n'ont fait aucune déclaration publique à propos de cette prophétie. Rendant compte de ce voyage qui s'avère capital pour l'avenir du Mali, Valentin pose un regard sans concessions sur le Soudan.

La différence était considérable avec Bamako où les autorités organisèrent à notre arrivée un accueil officiel, où le politique le disputait au militaire. Nos hôtes eurent à cœur de nous faire une démonstration de force en faisant défiler les militants de l'Union soudanaise-RDA en rangs serrés et disciplinés. On aurait dit des milices prêtes à la révolution pour imposer ses vues. C'était bien un parti unique au service de lui-même, qui n'avait rien de démocratique. On sentait nettement la différence avec le Sénégal. Il n'y avait pas d'explication à solliciter. Le spectacle parlait de lui-même. La délégation sénégalaise, peu surprise, assistait, grave, sans être dupe. Elle gardait ses impressions pour elle et pour le lendemain. (...) Après dix jours d'un périple tout en contraste, Senghor et sa délégation s'en retournèrent au Sénégal où, sur le tarmac de l'aéroport de Dakar, l'attendaient Mamadou Dia et son gouvernement. (...) Chacun exprima son opinion sur le déroulement de ce voyage : les uns et les autres exprimaient leurs doutes quant à la pérennité de la Fédération malienne, tant le fossé culturel et politique était visible et large entre les deux États fédérés. (...) Dès lors, il existait peu de chances pour que la Fédération du Mali perdure¹⁸.

L'étendue de ces divergences explique les difficultés qui se dressent sur le chemin du Parti fédéral africain (PFA), regroupant l'US-RDA et l'UPS, à se transformer en véritable parti unifié. L'Union Progressiste sénégalaise (UPS) s'agace très vite de ce qu'elle considère comme une ingérence de la part du Président de la Fédération, Modibo Keita. Celui-ci n'hésite pas à intervenir dans les débats internes de l'UPS. C'est ainsi qu'invité au congrès de ce parti le 2 juillet 1960, Keita « prit violemment à partie les responsables politiques sénégalais et le gouvernement pour les accuser de lenteur dans l'africanisation

¹⁸ Valentin, *Trente ans de vie politique...*, p. 85- 87.

des cadres¹⁹ ». Le plus grave aux yeux des autorités sénégalaises est ce qu'elles considèrent comme une tentative de noyautage de leur parti, l'UPS, par les Soudanais.

Selon ce qui est rapporté dans le livre blanc publié par le gouvernement sénégalais après l'éclatement de la Fédération, « dans certaines sous-sections du Parti [l'UPS], à Dakar, les Soudanais essayaient de s'emparer des postes clés » grâce à un plan qu'aurait planifié Modibo Keïta. Ce dernier aurait mis à leur disposition d'importants moyens financiers et matériels pour noyauter l'UPS²⁰. Ces soupçons des autorités sénégalaises, qui étalaient au grand jour le malaise au sommet de l'État malien, faisaient partie des causes immédiates qui ont précipité l'éclatement de la Fédération du Mali. Toutes ces divergences politiques et idéologiques ne pouvaient épargner la radio vu le rôle central qui lui est assigné d'informer et d'éduquer des masses.

1-2 Le destin du Mali scellé sur les ondes

L'instrumentalisation de la radio est l'une des clés de la crise qui aboutit à la dislocation de la Fédération du Mali le 20 août 1960. Avant cette date fatidique, les tensions entre soudanais et sénégalais se multiplient sur de nombreux sujets²¹. Les premiers étaient résolument hostiles à la candidature de Senghor pour prendre la succession de Keïta dont le mandat de président de la Fédération arrivait à expiration en théorie le 1^{er} septembre 1960, date prévue de la réunion du congrès chargé d'élire son successeur²².

¹⁹ *Ibid.*, p. 88.

²⁰ République du Sénégal, *Livre blanc...*, *op.cit.*

²¹ El hadj Ibrahima Ndao, *Sénégal, histoire des conquêtes démocratiques*, Dakar, NEAS, 2003, p. 240-257.

²² République du Sénégal, *Livre blanc...*, p. 7. La candidature de Senghor au poste de président de la Fédération avait été unanimement entérinée par le bureau politique de l'UPS depuis le 21 juin, au lendemain de la proclamation de l'indépendance du Mali. Le même bureau politique proposait le sénégalais Lamine Guèye au poste de Président de l'Assemblée fédérale.

Un accord politique conclu le 21 mai 1960 à Bamako, à l'issue de négociations ardues engagées depuis le mois d'avril 1960, règle sur le papier la question du partage des postes entre les deux États fédérés. Au Sénégal reviennent les postes de Président de la Fédération, de vice-président chargé de la Défense ainsi que la présidence de l'Assemblée fédérale tandis que le Soudan doit assumer la présidence du gouvernement et les Affaires étrangères²³.

La concrétisation de cet accord de partage de responsabilités s'avère difficile. Les deux camps, soudanais et sénégalais, semblent avoir rompu tout pacte de confiance comme l'illustre un incident révélé le 13 août 1960. Ce jour-là, les soudanais prétendent que le bureau du PFA, situé dans les locaux de l'Assemblée fédérale, a fait l'objet d'un cambriolage, sans doute pour s'emparer de dossiers politiques confidentiels²⁴. L'accusation, portée par le secrétaire administratif du PFA, Doudou Guèye, un des rares responsables sénégalais à se ranger derrière Modibo Keïta, est démentie par les autorités sénégalaises. L'affaire révèle à quel point soudanais et sénégalais se méfient les uns des autres dans un climat politique tendu.

Le principal point de blocage entre les deux camps avait trait au veto posé par les soudanais à propos de la candidature de Senghor à la présidence de la Fédération. Ils suggèrent celle du sénégalais Lamine Guèye qu'ils décrivent plus consensuel, en plus d'être de confession musulmane. Pour Modibo Keïta et ses partisans, la figure de Lamine Guèye

²³ Valentin, *Trente ans de vie politique...*, p. 87.

²⁴ République du Sénégal, *Livre blanc...*, p. 7

est plus susceptible d'être acceptée par les Soudanais majoritairement musulmans²⁵. Selon le témoignage de Christian Valentin qui a vécu de l'intérieur ces tractations, Senghor, pour débloquer la crise, était prêt à renoncer à sa candidature et proposer celle de Mamadou Dia mais ce dernier a catégoriquement refusé. Dia exige plutôt le respect de l'accord de Bamako et de laisser le Sénégal décider seul de l'identité des personnalités à proposer aux postes qui lui sont réservés²⁶.

La crise entre les deux États fédérés devient dès lors ouverte. Un nouvel épisode survient le 23 juillet 1960 quand Mamadou Dia, vice-président et ministre de la Défense de la Fédération propose en conseil des ministres le colonel Amadou Fall au poste de Chef d'État-major de l'armée malienne. Cette proposition est rejetée par Modibo Keita qui nomme à la place le colonel Abdoulaye Soumaré. Mamadou Dia refuse alors de contresigner le décret de nomination mais celui-ci est néanmoins publié au Journal officiel. À partir de cet épisode, la cassure semble irréparable et la question est de savoir quelle forme allait prendre le divorce entre Soudanais et Sénégalais ?

La réponse tombe dans la nuit du 19 au 20 août 1960 quand une bataille radio-phonique oppose les deux camps et scelle le destin de la Fédération. Le témoignage que nous confie Ousmane Noël Mbaye, journaliste présent dans les studios de *Radio-Mali* durant cette fameuse nuit, permet de restituer une partie du film des événements les plus saillants alors en cours.

J'étais assis tranquillement dans le studio en train de passer de la musique classique lorsque des agents du ministère de l'Information ont fait irruption dans le local avec une bande. Ils m'ont dit qu'elle contenait

²⁵ *Ibid.*, p. 88.

²⁶ Valentin, *Trente ans de vie politique...*, p. 87.

une importante déclaration du président Modibo Keïta. Ils me demandent de la diffuser en boucle pendant un certain temps. Sans même deviner ce que contenait la bande, je l'ai donné au technicien Samba Bâ et j'ai introduit en direct le sujet à l'attention des auditeurs en ces termes : « Ne quittez pas l'écoute ; vous allez entendre une importante déclaration du président Modibo Keïta »²⁷.

Il était 22 h 15 le 19 août 1960 lorsque la voix de Modibo Keïta délivre un discours sommaire qui vient compléter deux décrets signés dans la soirée déchargeant le vice-président Mamadou Dia de ses fonctions de ministre chargé de la Défense, et décrétant d'autre part l'état d'urgence. La bande diffusée signe donc la disgrâce du vice-président du conseil de gouvernement fédéral et la détermination du président Modibo Keïta à contrôler à son profit la situation. Ousmane Noël Mbaye ne se doute pas un seul instant des conséquences politiques du geste qu'il vient de poser.

Le dispositif de sécurité pré positionné à cet instant devant les locaux n'est pas particulièrement impressionnant. « Je n'ai franchement rien remarqué d'anormal » témoigne Mbaye²⁸. Les ordres donnés par Modibo Keïta au colonel Soumaré, chef d'état-major de l'armée malienne, sont plutôt destinés à sécuriser l'émetteur de *Radio Mali* à Rufisque²⁹.

Après avoir passé à plusieurs reprises la bande sonore, je suis rentré tranquillement à la cité universitaire où j'habitais. D'habitude, *Radio-Sénégal* fermait une demi-heure avant *Radio Mali*. Or il était 23 heures quand j'arrive à la cité universitaire et que j'entends *Radio Sénégal* continuer d'émettre. C'était inhabituel. Le speaker répétait ce refrain : « ne quittez pas ; vous allez entendre une déclaration du président Senghor »³⁰.

²⁷ Niang, « La radio dans l'éclatement... », p. 51.

²⁸ *Ibid.*

²⁹ Ndiaye, *L'échec de la Fédération...*, p.133.

³⁰ Niang, « La radio dans l'éclatement... », p. 51.

La suite est ponctuée par les discours des autorités sénégalaises qui, toute la nuit du 19 au 20 août, galvanisent les auditeurs sénégalais pour les mobiliser contre les « envahisseurs » soudanais. Les autorités sénégalaises réussissent à faire investir l'émetteur de Rufisque, par la gendarmerie, acquise à leur cause, prenant le contrôle de *Radio-Mali* et coupant ainsi le son à Modibo Keita et à ses partisans. Il ne restait plus que *Radio-Sénégal*, qui devient dans la nuit du 19 au 20 août une tribune pour Senghor et Mamadou Dia³¹. Ayant fait main basse sur les puissantes installations de *Radio-Mali* qui fusionne dans la foulée avec sa consœur sénégalaise pour devenir *Radio Sénégal*, cette dernière est dorénavant dotée de moyens de diffusion conséquents capables de porter sur l'ensemble du territoire le message des dirigeants sénégalais.

La concentration des institutions de la Fédération du Mali à Dakar, en territoire sénégalais, favorise certainement ce dénouement de la crise en faveur des leaders sénégalais. Ces derniers ont un contrôle du terrain au plan politique, avec la possibilité de s'appuyer sur l'UPS pour mobiliser les militants du parti. Ils maîtrisent en outre la situation sécuritaire puisqu'ils peuvent compter sur la loyauté des forces de sécurité sénégalaises qui gardent leur autonomie par rapport à l'armée malienne encore embryonnaire. La maîtrise de ces deux leviers, politique et sécuritaire, leur garantissent manifestement une certaine supériorité sur les soudanais. La rapidité avec laquelle ils soustraient la radio du contrôle du camp favorable à Modibo Keita valide largement cette thèse.

2- L'enjeu de la bataille radiophonique : l'affirmation de l'indépendance du Sénégal

2-1 Les ressorts de la guerre des ondes entre Keita, Dia et Senghor

³¹ *Ibid.*

Trois protagonistes se retrouvent aux avant-postes dans la propagande radiophonique que déclenchent les autorités sénégalaises³². Il s'agit de Léopold Sédar Senghor, secrétaire général de l'UPS, de Mamadou Dia, président du gouvernement sénégalais et de Obèye Diop, ministre de l'Information. Leurs discours radiodiffusés donnent le point de départ d'une mobilisation sans précédent. La journée du 20 août 1960 est particulièrement chargée avec la lecture sur les ondes, sur un ton très solennel, d'une résolution adoptée par le comité exécutif de l'UPS appelant à la mobilisation de la patrie et des militants du parti au pouvoir. Suivent un reportage sur les conseils des ministres tenus dans la nuit du 19 au 20 août, une déclaration de El Hadj Falilou Mbacké, khalife général des mourides, une déclaration de Cheikh Tidiane Sy, un des leaders de la confrérie des Tidianes et la lecture de la chronique « Fait du jour » par Lamine Diakhaté, l'ancien Directeur de *Radio-Mali* devenu membre du cabinet du président Senghor³³.

En consultant les archives sonores de *Radio-Sénégal*, on est frappé par la virulence des propos tenus sur les ondes, notamment par Mamadou Dia et Léopold Sédar Senghor³⁴.

³² Archives sonores RTS, Bande 60 B 14 : « Coup d'État du 19 août 1960 à Dakar ». L'essentiel des événements de la nuit du 19 au 20 août 1960 est résumé dans cette bande 60 B 14 des Archives de *Radio-Sénégal*. Elle ne contient toutefois pas le discours de Modibo Keita prononcé dans la nuit du 19 août et qui a déclenché les hostilités.

³³ Un premier Conseil des ministres se réunit vers 0 heure sous la présidence de Mamadou Dia. Valdiodio Ndiaye (pourtant absent de la réunion) fut nommé ministre de la Défense nationale cumulativement à ses fonctions de ministre de l'Intérieur tandis que le Colonel Amadou Fall était promu Chef d'État-major général des armées. Il sera interrompu pour réunir l'Assemblée législative qui avait été convoquée par décret signé par Mamadou Dia, à 0 heure 30. Le Conseil des ministres se réunit à nouveau à 2 heures du matin et nomma Doudou Thiam ministre des affaires étrangères, Gabriel d'Arboussier ministre de la Justice et Abdoulaye Fofana ministre des Postes et Télécommunications, de la Marine marchande et des transports aériens. Cette deuxième séance du Conseil des ministres fut aussi l'occasion de procéder à la répartition des services entre les différents départements ministériels, et d'une série d'initiatives destinées à adapter les accords franco-maliens à la nouvelle situation du Sénégal née de l'éclatement de la Fédération.

³⁴ La Bande 60 B 14 de *Radio-Sénégal* contient l'intégralité des discours de Dia et Senghor sur les événements de l'éclatement de la Fédération.

Le président Dia choisit dans un premier temps de s'exprimer en wolof, la langue comprise par la majorité des Sénégalais, en ces termes :

Sénégalaises, Sénégalais, vous nous avez confié la responsabilité de gouverner ce pays. Forts de la confiance que vous nous avez témoignée, nous l'avons libéré du colonialisme, en association avec nos amis soudanais, auxquels d'ailleurs nous avons délégué une partie des compétences qui revenaient normalement au Sénégal. Modibo Keïta a éprouvé le besoin d'abuser de la force qu'il détenait pour s'en servir contre notre peuple, espérant sans doute que les Sénégalais seraient suffisamment veules pour tolérer que lui, Modibo Keïta, venu de Bamako, puisse disposer d'eux à sa guise. C'est bien mal connaître les Sénégalais. (...) Nous n'accepterons pas d'être réduits en esclavage sous quelque prétexte que ce soit ³⁵.

Ce discours de Dia, qui évoque la volonté des Soudanais de réduire en esclavage les Sénégalais, est la preuve que les autorités et une partie de l'opinion publique sénégalaises, digèrent mal la place grandissante acquise par les partisans de Modibo Keïta dans les institutions politiques de la Fédération du Mali. Perçus par une partie des sénégalais comme des envahisseurs, les Soudanais commencent à faire l'objet d'un sentiment de xénophobie.

C'est dans ce contexte qu'il convient d'apprécier l'expression « venu de Bamako » qu'utilise Dia dans son discours. Prononcée en wolof, elle pourrait renvoyer à un certain complexe de supériorité nourri par certains sénégalais vis-à-vis des soudanais. Il y avait en effet « chez les sénégalais un complexe de supériorité à l'égard des ressortissants des autres territoires d'Afrique noire, des soudanais en particulier, plus pauvres, plus frustes et tenus éloignés de l'arène politique jusqu'à la fin de la deuxième Guerre mondiale³⁶ ».

En jouant sur ce registre de manière subtile, Dia a certainement pour objectif de mobiliser des populations sénégalaises qu'une intense propagande à la radio cherche à

³⁵ Archives sonores RTS, Bande 60 B 14 : « Coup d'État du 19 août 1960 à Dakar ».

³⁶ Ndiaye, *l'échec de la Fédération...*, p. 31.

mobiliser autour du thème de la défense de la patrie contre les soudanais. Cette ligne de combat adoptée par Dia est d'autant plus surprenante que Senghor a par la suite fustigé cette propension de ses compatriotes à cultiver un complexe de supériorité vis-à-vis des autres africains noirs. Senghor, dans son discours au peuple sénégalais à l'occasion de son accession à la présidence de la République du Sénégal déclare en effet : « Sénégalaises, Sénégalais, depuis 15 ans, je vous ai toujours mis en garde contre une certaine maladie inoculée par le colonialisme et que j'appelle 'Sénégalite'. C'était un complexe de supériorité³⁷ ».

Le discours de Senghor prononcé sur les antennes de *Radio-Sénégal* en français, durant la nuit du 19 au 20 août 1960 cultive pourtant, également, à l'instar de celui de Dia, un certain souci de faire appel au patriotisme des Sénégalais. Comme Dia, Senghor parle d'un péril esclavagiste si le camp de Modibo Keïta l'emporte.

Citoyennes, citoyens du Sénégal, c'est le secrétaire général de l'UPS qui vous parle. Comme vous le savez, Modibo Keïta, poussé par une ambition folle, vient de tenter un coup de force contre le peuple sénégalais (...). Sénégalaises, Sénégalais, l'heure est grave, je n'ai pas besoin de vous le dire. Jamais le Sénégal n'a été dans une telle situation (...). Ce que l'on veut, c'est vous réduire en esclavage. Vous ressuscitez aujourd'hui la bravoure et l'honneur de vos ancêtres, d'un Ndiadiane Ndiaye et d'un Lat Dior Diop. Pour ma part, je suis prêt à mourir, comme tous les leaders de l'UPS, vous aussi, n'est-ce pas, pour que vive le Sénégal³⁸.

Le discours de Senghor laisse entrevoir une forte volonté de mobilisation des militants du parti unique de fait au pouvoir, l'UPS. En se prévalant de son titre de secrétaire général de l'UPS et non de ses fonctions officielles de Président de l'Assemblée fédérale, Senghor s'adresse moins à l'ensemble de ses concitoyens qu'à sa base politique dans un

³⁷ Cité dans Ndiaye, *L'échec de la Fédération*, ..., p. 31.

³⁸ Archives sonores RTS, Bande 60 B 14 : « Coup d'État du 19 août 1960 à Dakar ».

objectif de sauver le régime du « péril soudanais. Le discours de Senghor met aussi en avant des figures historiques sénégalaises dans un objectif clair de susciter une fierté nationale chez les sénégalais. Le recours à ces figures érigées en héros nationaux participe également des efforts des pères de l'indépendance sénégalaise, Senghor et Dia, à construire un imaginaire national reposant sur des « référents moraux, culturels, historiques » pouvant servir de mythe fondateur de la nation sénégalaise³⁹.

Le discours de Modibo Keita, délivré quelques heures plus tôt, était pourtant à la fois sommaire et sobre dans les termes choisis :

Maliens, vous avez en mémoire le serment solennel du 17 janvier 1959 prêté par les constituants. Par-delà ce serment que nous nous sommes librement donnés et que nous avons réédité en juin dernier, il est fait obligation au gouvernement de maintenir l'intégrité du territoire national. Ce serment, nous le tiendrons envers et contre tous. Vive le Mali ⁴⁰.

Modibo s'érige ainsi dans son discours en défenseur de la Fédération du Mali et de la légalité dans un souci de présenter les autorités sénégalaises comme les fossoyeurs de celle-ci. Ce bref discours était précédé de la lecture des communiqués annonçant la destitution de Mamadou Dia comme ministre de la Défense et la proclamation de l'état d'urgence.

Cette bataille radiophonique opposant Soudanais et Sénégalais est également marquée par l'intervention des chefs des deux principales confréries musulmanes du Sénégal dont les discours, livrés en wolof, étaient censés faire basculer la situation en faveur de Senghor et Dia. Falilou Mbacké pour les mourides et Cheikh Tidiane Sy pour les tidianes,

³⁹ Charton Hélène et Fouéré Marie-Aude, « Présentation », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, février 2013, n° 118, p. 10.

⁴⁰ Seule la retranscription est disponible. Cité dans Ndiaye, *L'échec de la Fédération...*, p. 133.

développent principalement deux thèmes : la nécessaire fidélité des populations aux autorités sénégalaises et la préservation de la paix avec les citoyens soudanais vivant au Sénégal « qui ne sauraient être tenus pour responsables des agissements de leurs leaders⁴¹ ».

Ces interventions des chefs des confréries tidiane et mouride s'inscrivent dans une certaine continuité de pratiques initiées par les autorités coloniales françaises qui faisaient jouer un rôle d'intermédiation sociale et politique à certains marabouts. L'objectif principal visé était essentiellement d'affecter aux marabouts un « rôle d'auxiliaires en se présentant comme une courroie de transmission des décisions coloniales⁴² ». Même s'ils n'avaient pas de charges administratives, leur statut social était reconnu « par l'autorité coloniale (par souci du profit, du maintien de l'ordre et de la paix sociale) [et] vont permettre à l'État colonial d'atteindre les sociétés rurales par leur médiation⁴³ ».

Cette alliance entre les marabouts et l'administration coloniale est donc d'une certaine façon reconduite avec le nouveau pouvoir postcolonial. Dans le contexte de décomposition de l'ensemble fédéral malien, où l'on vit les derniers moments du processus de décolonisation, la prise de position des deux principales confréries musulmanes en faveur de Dia et Senghor scelle officiellement « le contrat social sénégalais »⁴⁴. Celui-ci se traduit par l'alliance du politique et du religieux pour garantir la stabilité du régime politique sénégalais lequel, en retour, garantit aux forces religieuses soufies musulmanes des positions de pouvoir économiques, sociales et politiques. Ce soutien des marabouts est une

⁴¹ Archives sonores RTS, Bande 60 B 14. : « coup d'état du 19 août 1960 à Dakar ».

⁴² O'Brien, *La construction de l'État...*, p. 34.

⁴³ *Ibid.*

⁴⁴ Donal Cruise O'Brien, « Les négociations du contrat social sénégalais », in Donal Cruise O'Brien, Momar Coumba Diop, Mamadou Diouf, *La construction de l'État au Sénégal*, Paris, Karthala, 2002, p.83-93

contribution majeure dans cette bataille téléphonique durant la nuit du 19 au 20 août 1960 qui tourne rapidement à l'avantage des autorités sénégalaises.

Celles-ci s'assurent également de la loyauté des forces de sécurité et de défense sénégalaises. Même la gendarmerie fédérale, sur laquelle pense s'appuyer Modibo Keïta, bascule rapidement dans le camp de Dia et Senghor car constituée majoritairement d'éléments sénégalais. « Les locaux de la radio vont être gardés par les parachutistes qui ont pris le relais des gardes républicains », témoigne Ahmed Bachir Kounta, alors chroniqueur à *Radio-Sénégal*⁴⁵. Il analyse le rôle joué par la radio durant ces heures en ces termes :

Modibo Keïta a plutôt utilisé *Radio Mali* pour rendre publiques ses décisions. Mamadou Dia va riposter en utilisant à son tour *Radio Sénégal* pour s'opposer à sa destitution. Senghor en fera de même, en accusant Modibo d'être mû par une ambition folle. La radio, c'était la principale source d'information et surtout un puissant moyen de propagande pour le gouvernement. À l'époque, tout ce que la radio disait était considérée comme parole sacrée. Quand les événements ont éclaté, tout le monde écoutait la radio pour s'informer. Je me trouvais à Saint-Louis auprès de ma mère. La propagande battait son plein : c'était Lat-Dior contre Soundjata⁴⁶.

Dia et Senghor, solides alliés de circonstance contre l'ennemi commun Modibo Keïta, instrumentalisent ainsi la radiodiffusion pour parachever leur victoire sur ce dernier et se lancer dans une bataille de légitimation du nouvel État indépendant sénégalais. La capacité de l'UPS à mobiliser rapidement ses militants pour s'ériger en bouclier autour des bâtiments officiels et des principales autorités sénégalaises, est également un appui qui favorise la victoire de celles-ci. Dès après la diffusion des discours de Dia et Senghor sur les ondes de *Radio-Sénégal*, des militants UPS de Dakar « commencent à se masser

⁴⁵ Niang, « La radio dans l'éclatement... », p. 49.

⁴⁶ *Ibid.*

autour de l'Assemblée législative pour la protéger » tandis que « ceux de brousse se préparent à arriver par camions entiers »⁴⁷. L'UPS met également à contribution l'Union des travailleurs sénégalais, la principale organisation syndicale, pour décréter notamment la paralysie du secteur ferroviaire qui demeure le principal moyen de transport entre le Soudan et le Sénégal. Ainsi, « les cheminots arrêtent les trains, tandis que la Direction de Dakar-Niger, à Thiès, est occupée par la gendarmerie et la garde républicaine. La circulation des trains comme les communications téléphoniques avec Bamako sont interdites⁴⁸ ». Toutes les conditions étaient ainsi réunies pour isoler les cadres politiques soudanais présents à Dakar et faire avorter toute tentative de leur part de renverser la situation en leur faveur.

2-2 La proclamation radiophonique de la « sécession » du Sénégal

Le véritable enjeu de la bataille radiophonique qui se déroule dans la nuit du 19 au 20 août 1960 dans les locaux de *Radio-Sénégal* est de transformer le retrait du Sénégal de la Fédération du Mali en affirmation de l'indépendance du pays. Les autorités sénégalaises poursuivent un double objectif : d'une part proclamer la naissance d'un État sénégalais indépendant et par là-même la fin de la Fédération du Mali et d'autre part, susciter une reconnaissance internationale de cette indépendance sénégalaise. Le journaliste officiant à l'antenne au petit matin du 20 août 1960 résume bien cette préoccupation dans ses commentaires. « La nuit la plus longue est terminée. (...) Désormais, il n'y a au Sénégal qu'un

⁴⁷ République du Sénégal, *Livre blanc...*, 1960, p. 19.

⁴⁸ *Ibid.*

seul gouvernement sénégalais, qu'une seule information sénégalaise, qu'une seule radio-diffusion, qu'une seule information au service du peuple selon les objectifs de l'Union progressiste sénégalaise⁴⁹ ».

Dans un premier temps, il fallait donner une base légale à l'acte de « sécession » selon la terminologie utilisée par les partisans de Keïta pour qualifier le retrait sénégalais du Mali. Ainsi en même temps qu'ils incitent par le biais de la radio à l'occupation des rues par les militants de l'UPS et les partisans du régime, Dia et Senghor s'attèlent durant toute la nuit à stabiliser le pays. Un conseil de ministre convoqué nuitamment le 20 août 1960, à 0h 30, par le président du Conseil Mamadou Dia, prend d'importantes décisions dans le secteur de la défense.

Valdiodio Ndiaye, cumulativement à ses fonctions de ministre de l'Intérieur, est nommé ministre de la Défense tandis qu'un autre fidèle de Dia, le colonel Amadou Fall est nommé chef d'état-major de l'armée sénégalaise. Ces décisions ont pour objectif de prendre le contrôle des forces de défense et de les soustraire de l'influence des hommes fidèles à Modibo Keïta.

Concomitamment à ces mesures sécuritaires, un rapide front législatif s'ouvre avec la convocation de l'Assemblée législative vers 1 heure du matin. 67 députés sur un total de 80 sont joints en urgence. Ils votent un projet de loi « abrogeant les lois et décrets portant transfert de compétence au profit de la Fédération du Mali et proclamant l'indépendance du Sénégal⁵⁰ ». Cette proclamation de l'indépendance s'accompagne du vote d'une loi instaurant l'état d'urgence sur toute l'étendue du territoire du Sénégal et d'une

⁴⁹ Archives sonores RTS, Bande 60 B 14. : « coup d'état du 19 août 1960 à Dakar ».

⁵⁰ *Ibid.*

autre conférant au gouvernement du Sénégal le pouvoir de gouverner par ordonnance pendant trois mois, en contournant donc au besoin l'Assemblée législative.

Au fur et à mesure que ces lois sont votées, des communiqués sont lus à la radio pour informer les populations tandis que les discours de Dia et Senghor étaient par la suite transmis sur les ondes⁵¹. Il est important de noter que c'est Mamadou Dia qui a été le maître d'œuvre de cette session décisive de l'Assemblée législative puisque Senghor, officiellement occupé à des tâches de mobilisation des militants, ne s'y est joint qu'au milieu des débats.

Dès son arrivée à l'assemblée législative, Senghor y prononce un discours dans lequel il révèle que les sous-sections de l'UPS sont transformées en milices populaires. Mais il demande aussi aux membres du parti au pouvoir de « faire respecter la vie de nos camarades soudanais » et d'éviter toute forme d'exactions en leur rencontre. À 2 heures du matin, un nouveau conseil des ministres procède à la réorganisation des services administratifs pour prendre acte de la fin de la Fédération du Mali, tandis que de nouvelles nominations sont décidées à la tête de certains ministères stratégiques⁵². Il fallait donner corps à la proclamation de l'indépendance en mettant rapidement en place une administration et un gouvernement dotés de tous les instruments juridiques pour remplir leur mission.

Pendant toute la nuit du 19 au 20 août, les milices populaires de l'UPS occupent non seulement les devantures de l'Assemblée législative, mais également la place Protêt, l'actuelle Place de l'indépendance à Dakar. « Puis des camions y amenèrent paysans et

⁵¹ Archives sonores RTS, Bande 60 B 14. : « coup d'état du 19 août 1960 à Dakar ».

⁵² Doudou Thiam fut nommé ministre des affaires étrangères, Gabriel d'Arboussier ministre de la Justice et M » Abdoulaye Fofana ministre des Postes et des Télécommunications.

jeunes de la brousse, la plupart armés comme ils le pouvaient⁵³ ». Au petit matin du 20 août, la victoire des autorités sénégalaises est totale tandis que Modibo Keïta, les ministres et hauts fonctionnaires soudanais sont assignés à résidence.

Le 21 août, ils quittent le Sénégal pour rejoindre Bamako à bord d'un train du Dakar-Niger spécialement affrété pour l'occasion. La Fédération du Mali avait volé en éclat et le Sénégal indépendant était né. Les autorités sénégalaises n'étaient dorénavant préoccupées à partir de cet instant qu'à obtenir la reconnaissance officielle de la France, de l'Organisation des nations-unies (ONU) et du reste de la communauté internationale.

Tous ces débats à l'Assemblée législative ainsi que la proclamation de l'indépendance sont l'objet d'une retransmission ou de comptes rendus sur les antennes de *Radio-Sénégal* malgré l'heure tardive durant laquelle se livre cette bataille radiophonique. Ce recours à la radio a permis une mobilisation efficace et rapide des militants de l'UPS dont la présence physique sur les lieux stratégiques de Dakar durant toute cette nuit constitue, avec le ralliement des forces de défense, la clé de la victoire des Sénégalais sur les Soudanais. Nous assistons là à la manifestation de plusieurs phénomènes : la transformation de la radio en auxiliaire de propagande des élites du nouvel État postcolonial en gestation, son affirmation comme principale source d'information pour les populations et sa capacité à jouer un rôle moteur dans la gestion d'une crise de régime.

Les événements d'août 1960 démontrent ainsi la puissance acquise par la radio dès les premières heures de l'indépendance. Il est difficile d'imaginer l'épilogue de la crise sans la guerre radiophonique que se sont livrés Keïta, Dia et Senghor et qui favorise

⁵³ République du Sénégal, *Livre blanc...*, *op.cit.*, p. 22. Les paysans sénégalais ayant rejoint la capitale sénégalaise étaient pour la plupart armés d'arcs et de flèches.

largement ces deux derniers au détriment du premier. En jouant la carte du patriotisme sénégalais contre les envahisseurs soudanais, Dia et Senghor démontrent que la radio peut se transformer en puissante arme politique et en efficace outil de propagande pour défaire un adversaire politique.

Tirant avantage d'être sur leur propre territoire, de la proximité des infrastructures de défense (l'armée sénégalaise) et de propagande (les studios de *Radio-Sénégal* très vite investis), les autorités sénégalaises ont eu tous les atouts à leur portée pour imposer leur suprématie dans un contexte où les institutions naissantes et encore fragiles de la Fédération du Mali ne pouvaient permettre à Modibo Keïta de l'emporter. Ayant appris de cette expérience, Dia et Senghor désormais seuls maîtres à bord sur le territoire du Sénégal nouvellement indépendant, ne vont pas tarder à vouloir rééditer le coup de la manipulation de la radio, quand vient le temps de leurs affrontements politiques.

Chapitre II : La « bataille » de *Radio-Sénégal* durant la crise de décembre 1962

La première décennie postindépendance a été généralement marquée dans l'ex-Afrique occidentale française (AOF) par des soubresauts politiques liés à la difficulté de bâtir des États forts, des nations stables et de tenir les promesses culturelles, sociales et économiques de la lutte anticoloniale¹. Le Sénégal n'a pas échappé à cette règle avec la crise politique de décembre 1962 ayant opposé le président de la République Léopold Sédar Senghor et le président du Conseil Mamadou Dia². Le Sénégal vit en effet la particularité d'instituer à son accession à l'indépendance un régime constitutionnel bicéphale où le pouvoir d'État est partagé entre un président de la République, Léopold Sédar Senghor, garant des institutions de la République et un président du Conseil du gouvernement, Mamadou Dia chargé de définir et de conduire la politique du gouvernement³.

La radiodiffusion nationale est-elle alors l'instrument décisif qui permet de trancher la crise politique et institutionnelle de décembre 1962 au profit de l'un des deux camps en lutte pour le pouvoir ? Cette problématique est à relier au contexte particulier de mise en place du système de parti-État qui devient le seul cadre toléré dans lequel s'expriment les positions politiques en principe consensuelles. Aussi bien Dia que Senghor appartiennent à l'Union progressiste sénégalaise (UPS), le Parti-État qui a conduit le pays à l'indépendance et contrôle depuis lors tout l'espace politique⁴. À partir de

¹ David Gardinier, « The Path of Independence in French Africa : Recent Historiography » dans Maurice Demers et Patrick Dramé, *Le Tiers-Monde postcolonial. Espoirs et désenchantements*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2014, p. 11.

² Mamadou Diouf « Le clientélisme, la technocratie et après ? » dans Momar Coumba Diop (dir.), *Sénégal, trajectoires d'un État*, Paris, Karthala, 1992, p. 246-251.

³ Valentin, *Trente ans de vie...*, p. 101-122.

⁴ Nzouankeu, *Les partis politiques...*, p. 51.

cette date, l'UPS relègue à la marge les rares partis d'opposition encore légaux ou tolérés, pour se confondre avec l'espace public qu'il domestique systématiquement par le biais notamment d'une propagande utilisant la radio comme principal levier. Mais malgré l'omnipotence qu'il s'arroge, le Parti-État n'est pas à l'abri de contradictions internes avec les partisans respectifs de Senghor et Dia s'entredéchirant pour défendre les intérêts politiques de ces deux leaders qui se partagent le pouvoir à la tête de l'exécutif sénégalais.

Ce régime politique bicéphale, inédit dans l'espace de l'ex-AOF, débouche en décembre 1962 sur une crise politique majeure lorsque Senghor, Dia et leurs entourages respectifs, se lancent dans un combat pour imposer leur camp comme dépositaire unique du pouvoir d'État, en recourant à des stratégies dans lesquelles la radiodiffusion de masse tient un rôle décisif⁵. Il s'agit de savoir si la radio, investie d'une fonction éminemment politique et idéologique, peut servir de principal bouclier de défense ou d'instrument de renversement du régime politique en place⁶. Nous sommes ici dans un registre particulier, celui d'un régime qui se fissure suite à des contradictions internes et dont les factions en lutte font du contrôle de la radio un immense enjeu politique.

1- Un instrument de propagande décisif lors la crise de décembre 1962

1-1 La guerre des entourages ou l'art d'user de la propagande

La radio occupe une place particulière dans le déclenchement des événements de décembre 1962 qui aboutissent au divorce politique entre Dia et Senghor. Les divergences entre les deux hommes, sourdes pendant des mois, ont pris en 1962 des allures de guerre

⁵ Christian Roche, *Léopold Sédar Senghor et Mamadou Dia, rupture d'une amitié*, Paris, l'Harmattan, 2017, p. 127-136.

⁶ Paye, « De Radio-Mali aux stations FM... », p. 470-475.

de tranchées entre leurs partisans jusqu'à déborder de manière inattendue sur les ondes de *Radio-Sénégal*⁷. Au début du mois d'octobre 1962, le ministre de l'Intérieur Valdiodio Ndiaye, partisan déclaré de Mamadou Dia, se livre à une critique du président de la République Senghor lors d'une déclaration radiodiffusée⁸. Ses propos, tenus au retour d'une tournée européenne destinée à nouer des jumelages entre des villes suisse (Le Locle), allemande (Gelsenkirchen), italienne (Aoste), française (Narbonne) et la ville de Kaolack dont il est le maire, remettent en cause la qualité de l'hymne national sénégalais. Or celui-ci est essentiellement l'œuvre de Senghor.

Quand j'ai eu à comparer notre hymne à des hymnes étrangers de trois pays, je me suis rendu compte que le nôtre manquait peut-être de gravité. Je crois que nous gagnerions peut-être à changer d'hymne. Évidemment, ce que je dis là est peut-être un peu grave. Tout hymne, quel qu'il soit est une invitation au recueillement. Or, j'ai le sentiment très net que notre hymne n'arrive pas à obtenir un tel résultat. Notre hymne sent un peu la musique foraine. Les paroles de cet hymne font honneur à notre chef d'État. Ce sont des paroles qui témoignent de ses talents poétiques, mais il y a une certaine disproportion, une certaine dissonance entre les paroles et la musique qui en constitue le support⁹.

On peut noter ici que les propos de Valdiodio Ndiaye s'inscrivent ouvertement dans une tentative de délégitimer le président Senghor sur un sujet particulièrement sensible et symbolique. Ces propos font-ils partie d'un complot dont les actes sont en train d'être exécutés ? Le ministre de l'information, Obèye Diop, proche de Dia, est ainsi accusé par les partisans de Senghor de susciter la production de dépêches d'agences et une

⁷ Paye, « La presse et le pouvoir », *op.cit.*, p. 333.

⁸ *Dakar-Matin* n°448 du 3 octobre 1962, p. 1 : « Valdiodio Ndiaye, retour à Dakar. Le ministre de l'Intérieur nous livre ses impressions de voyage ».

⁹ *Ibid.* Le journal gouvernemental retranscrit les paroles de cette interview accordée à la radio par Valdiodio Ndiaye. Le fait que le journal reproduise ces propos démontre à quel point les organes d'information demeuraient encore sous l'influence du camp de Dia. Nous n'avons pas retrouvé les traces d'une telle interview dans les archives de la RTS et tout indique qu'elle a été perdue comme nous l'ont assuré les responsables en charge des archives de la radio. À propos de cet incident, lire également Mansour Bouna Ndiaye, *Panorama politique du Sénégal ou les mémoires d'un enfant du siècle*, Dakar, NEA, 1986, p. 139.

campagne de presse à l'étranger. Celles-ci présenteraient Senghor « comme un homme fini, dépassé par l'évolution politique du Sénégal, cherchant refuge dans ses poèmes, derrière les grilles de son Palais ou dans ses voyages à l'extérieur¹⁰ ». L'homme qui rapporte ces propos, Magatte Lô, a de sérieux différends avec Dia auquel il dispute le contrôle politique de la région de Diourbel. Cette idée est notamment appuyée par Roland Colin, ancien directeur de cabinet de Dia. Selon Colin, Magatte Lô vit en Dia « un ennemi personnalisé au sein du Parti, et ne manqua pas une occasion de lui en faire grief auprès de Senghor¹¹ ». Mais Lô est loin d'être seul dans ce combat livré aux partisans de Dia.

Les députés Ousmane Ngom et Moustapha Cissé traînent également, ouvertement, des rancœurs contre le président du Conseil qu'ils considèrent comme responsable de leurs déboires politiques dans leurs fiefs, tandis que Théophile James, député de Gossas « avait des intérêts personnels solidement liés au « milieu des traitants » et des « coopératives dévoyées » dont Dia avait imposé le redressement¹² ».

La présentation en filigrane des adversaires de Dia montre ainsi « un chapelet de tensions liées soit à un jeu de pouvoir interne dans l'UPS, soit aux conséquences des décisions prises par le chef du Gouvernement dans le cadre de la nouvelle politique¹³ ». La vaste étendue des inimités suscitées par Dia au sein du parti au pouvoir mais aussi dans beaucoup de secteurs de la société, notamment les confréries musulmanes, interroge également sur sa capacité à rassembler et à créer une large adhésion autour de sa personne

¹⁰ Magatte Lô, *Sénégal : l'heure du choix*, Paris l'Harmattan, 1986, p. 34.

¹¹ Colin, *Sénégal notre pirogue...*, p. 264.

¹² *Ibid*

¹³ *Ib.*

au-delà d'un cercle restreint de fidèles. Cet aspect de sa personnalité pourrait expliquer en partie les infortunes politiques qui seront les siennes.

Les mauvaises relations entre Dia et les influents marabouts des confréries musulmanes sont ainsi un élément essentiel permettant de comprendre les multiples facettes de la crise de décembre 1962. Dia est en effet engagé, depuis 1957, dans un processus de transformations économiques du monde rural sénégalais portant les germes d'un conflit avec ces chefs religieux¹⁴. Le projet de coopératives porté par le gouvernement de Dia vise, en partie, à libérer les paysans sénégalais de toute forme d'exploitation de la part de grands producteurs. Or parmi ces derniers, on compte beaucoup de marabouts qui ont notamment investi la filière arachidière¹⁵.

Dia critiquait en outre ouvertement le conservatisme et même l'opportunisme de certaines de ces forces religieuses musulmanes. Plusieurs années après sa disgrâce, Dia s'interroge ainsi, dans une allusion directe aux confréries : « qu'attendre d'une religion dont les porte-parole en sont arrivés à confondre la soumission à Dieu à la soumission au régime établi quels que soient ses vices, la fidélité à la loi coranique à la fidélité de l'arbitraire du prince régnant¹⁶ » ?

Dia entretenait des relations heurtées avec toutes les familles religieuses. L'hostilité s'installe par exemple entre lui et l'influent marabout Seydou Nourou Tall, interlocuteur privilégié de l'administration coloniale française des années 1930 à l'indépendance,

¹⁴ Mohamed Mbodj, « La crise trentenaire de l'économie arachidière » dans Momar Coumba Diop, *Sénégal, trajectoires d'un État*, Dakar, Codesria, 1992, p. 98.

¹⁵ O'Brien, *La construction de l'État...*, p. 54-56.

¹⁶ Mamadou Dia, *Islam, sociétés africaines et culture industrielle*, Abidjan, NEA, 1975, p. 90.

et qui voit son influence menacée par le nouveau pouvoir postcolonial¹⁷. Seydou Nourou Tall se rapproche ainsi de Senghor et, plus tard, manœuvre pour faire condamner à une lourde peine le président du Conseil¹⁸. La même défiance existe également avec le marabout de la confrérie tidiane Cheikh Tidiane Sy. Ce dernier, une forte personnalité qui s'accommode difficilement de celle du président du Conseil, soutient le 18 décembre 1962 la motion de censure déposée à l'Assemblée nationale par les partisans de Senghor pour destituer Dia.

Sa relation avec les chefs religieux est empreinte de raideurs et de tensions. Le journaliste Bara Diouf fait à ce propos un témoignage édifiant. « J'ai vu une fois Mamadou Dia hausser la voix contre Serigne Falilou Mbacké », le puissant chef de la confrérie musulmane mouride, confie-t-il¹⁹. Ce rapport de défiance avec les chefs religieux musulmans est habilement exploité par le camp adverse. Au plus fort de la crise, on fait même croire au chef de la confrérie mouride que Dia et Valdiodo Ndiaye, son ministre de l'Intérieur, s'apprêtent à l'arrêter²⁰.

Ces conflits de Dia avec les figures des principales confréries religieuses du pays aggravent davantage les tensions et sont exploités par ses adversaires pour le combattre²¹. Mansour Bouna Ndiaye, responsable politique de l'UPS, rapporte à ce propos qu'un véritable travail d'approche est entrepris par le camp de Senghor pour exacerber la crise de

¹⁷ Garcia, « Al Hajj Seydou Nourou Tall ... », p. 247-276.

¹⁸ Entretien avec Ousmane Camara, Procureur général près la Haute Cour de justice au procès de Mamadou Dia, le 23 octobre 2007, à son domicile du Plateau, Dakar. Entrevue réalisée dans le cadre d'un projet de recherche sur le rôle de la radio dans les crises politiques de l'État postcolonial (projet DEA).

¹⁹ Entretien avec Bara Diouf, ancien Directeur général du quotidien pro gouvernemental *Le Soleil*, proche de Senghor, à son domicile du Plateau, Dakar, décembre 2007. Entrevue réalisée par nous dans le cadre d'un projet de recherche sur le rôle de la radio dans les crises politiques de l'État postcolonial (projet DEA).

²⁰ Mansour Bouna Ndiaye, *Panorama politique du Sénégal...*, *op.cit.*, p.141.

confiance entre Dia et les chefs religieux. Selon lui, « un travail d'intoxication se fait en direction des chefs religieux ; Cheikh Tidiane Sy pour l'appui éventuel d'une motion de censure ; Seydou Nourou Tall, à qui l'on fait comprendre que l'armée française était en face de l'île de Gorée, prête à appuyer Senghor en cas de conflit avec Mamadou Dia ; le khalife général des Mourides El Hadj Falilou Mbacké, sur qui on fait peser la menace d'une arrestation imminente par Mamadou Dia et Valdiodio Ndiaye²² ». On peut s'interroger à ce niveau sur l'efficacité de la réactivité du régime de Dia face à tous ces complots prêtés aux partisans de Senghor. Comment un homme qui contrôlait tous les services de sécurité et de renseignement se retrouve à ce point inefficace à contrer les velléités de ses opposants dans le monde influent des confréries musulmanes ?

Un témoignage que nous confie le juge Ousmane Camara, le procureur général près la Haute Cour de justice qui a jugé Mamadou Dia après son arrestation en 1962, montre en effet à quel point l'hostilité des religieux vis-à-vis de Dia était profonde. Il raconte qu'après avoir lu un réquisitoire dans lequel il reconnaît la culpabilité de Dia tout en plaidant des circonstances atténuantes « pour services rendus à la Nation », il provoque l'ire du marabout Seydou Nourou Tall. Celui-ci souhaite plutôt l'application d'une peine maximale contre l'ex-président du Conseil.

Quelques jours après le réquisitoire, Seydou Nourou Tall nous a rejoint dans le bureau de Guillabert [André Guillabert, ministre de la Justice]. Il enlève le turban vert qui couvre toujours sa tête et s'allonge à même le sol. Il dit : « je ne quitte pas ce bureau si vous ne révoquez pas Ousmane Camara ». Devant cette situation, il [Guillabert] a pris le « téléphone blanc » [la ligne téléphonique directe qui permet de joindre le président Senghor] pour parler directement à Senghor. Ce dernier quitte alors précipitamment le Palais pour se rendre au 8^{ème} étage du building administratif [siège du ministère de la Justice]. Senghor a enlevé ses

²² Ndiaye, *Panorama...*, p.141.

chaussures. Il est venu s'accroupir devant Seydou Nourou Tall et a commencé à lui parler des problèmes qu'il a eus dans le passé avec les juges lors de son divorce avec sa première épouse. Ceux-ci avaient mis tout le tort sur lui, explique-t-il. « Magistrats yi nio melnonou ! » [« Les magistrats sont ainsi faits ! »]. Il implore séance tenante le pardon du marabout. Ce dernier se lève alors et déclare : « balnako ! » [« Je lui pardonne ! »]. Ce pauvre vieillard était instrumentalisé. Voir Senghor enlever ses chaussures devant lui m'a quand même marqué²³.

Ousmane Camara confirme dans ses mémoires publiées en 2010 ce fameux épisode avec Seydou Nourou Tall qu'il nous a révélé en 2007. Il propose également une lecture très détaillée des causes du conflit opposant Dia aux chefs religieux musulmans. Selon Camara, la relation s'est certes dégradée suite au projet de réforme agraire porté par Dia dans son désir de moderniser l'agriculture sénégalaise et d'impliquer activement par le biais des coopératives les paysans de base, une approche susceptible d'affaiblir les intérêts détenus par les marabouts dans le circuit arachidier²⁴.

Ces chefs religieux, qui se recrutent aussi bien dans la confrérie mouride que dans celle des tidianes disposent de quotas de production arachidière acquis depuis les années 1930 et qui leur assurent une certaine puissance économique. En initiant une réforme qui ambitionne de libérer les petits paysans de toute tutelle des grands producteurs traditionnels et de les regrouper dans des coopératives, Dia s'engage dans une voie portant les

²³ Entretien avec Ousmane Camara, Procureur général près la Haute Cour de justice au procès de Mamadou Dia, le 23 octobre 2007, à son domicile du Plateau, Dakar. Entrevue réalisée dans le cadre d'un projet de recherche sur le rôle de la radio dans les crises politiques de l'État postcolonial (projet DEA).

germes d'un affaiblissement social et économique des grands « marabouts-agriculteurs²⁵ ».

Ousmane Camara fournit cependant une autre cause qui lui semble encore plus déterminante dans la détérioration des relations entre Dia et les chefs religieux musulmans.

Lorsque Mamadou Dia a évoqué l'institution prochaine d'un conseil supérieur islamique pour servir d'interface entre le gouvernement et les familles religieuses, des esprits malveillants ont vu dans cette entreprise l'arrêt de mort des autorités religieuses traditionnelles. C'est ainsi que Seydou Nourou Tall a été convaincu que le Président du Conseil avait l'ambition de placer à la tête de ce conseil supérieur, Ibrahima Seck, khalife de Thiénaba, localité proche de Khombole, lieu de naissance de Mamadou Dia. Seydou Nourou a pris la tête de ce que l'on pourrait qualifier d'opposition religieuse. La rumeur a couru qu'au début du mois de novembre 1962, Seydou Nourou Tall aurait organisé à Thiès un conclave d'une trentaine de chefs religieux appartenant à la famille omarienne (descendants de El Hadj Omar Tall) venus du Fouta, du Mali et la Guinée. Toutes ces personnes en retraite dans la maison d'une personnalité religieuse auraient « travaillé » pour précipiter la chute de Dia.²⁶

Dans ce climat politique tendu, la guerre des entourages fait rage, au gré des flux et des reflux des contradictions entre Dia et Senghor et alourdit davantage l'atmosphère politique ambiante. Valdiodio Ndiaye, par exemple, ministre de l'Intérieur et considéré comme le numéro deux du gouvernement, concentre sur lui l'hostilité des partisans de Senghor mais également de certaines forces sociales. Car comme cela s'est passé avec les religieux, les relations du camp Dia avec les autorités coutumières ne sont pas non plus au beau fixe. Le journaliste français Paul Marie de la Gorce écrit ainsi que Valdiodio Ndiaye, bras droit de Dia, s'était brouillé avec beaucoup de notables de la région du Sine Saloum

²⁵ Momar Coumba Diop, Mamadou Diouf, « L'administration, les confréries religieuses et les paysannes », dans Donal Cruise O'Brien, Momar Coumba Diop, Mamadou Diouf, *La construction de l'État au Sénégal*, Paris, Karthala, 2002, p. 36-42.

²⁶ Camara, *Mémoires d'un juge africain...*, p. 138-139.

dont il est issu car « il se montrait hostile aux hiérarchies traditionnelles voire ancestrales de l'arrière-pays²⁷ ». Cette attitude est d'autant plus paradoxale que Valdiodio Ndiaye est lui-même issue de ces milieux de notables de « par ses origines sociales et familiales » mais semble avoir privilégié son affiliation idéologique au socialisme porté par le parti-État dans sa volonté proclamée de procéder à de profondes transformations sociales²⁸. D'où l'hostilité qu'il suscite auprès de notables de la région du Sine Saloum (centre du Sénégal) dont il est issu²⁹.

Paul Marie de la Gorce, réputé à l'époque expérimenté et bien informé sur les questions africaines, suggère là une hypothèse jusque-là négligée dans l'analyse des origines de la crise de 1962. À savoir que Dia avait choisi de ne pas démanteler les chefferies traditionnelles même s'il les méprisait, peut-être par manque de courage politique ou par opportunisme car soucieux de s'appuyer sur elles pour élargir les bases sociales du régime³⁰.

Pourquoi cette ambivalence, cette hésitation à démanteler les chefferies traditionnelles ? Dia n'a pas tranché cette question qui ne faisait pas l'unanimité au sommet de l'État. Car si pour le président du Conseil ces chefferies issues de « structures précoloniales devaient être combattues autant sinon plus que les séquelles du colonialisme, Senghor, chantre de la négritude, portait un jugement plus nuancé³¹ ». Une fois de plus,

²⁷ Paul Marie de la Gorce, « Sénégal, le poids du passé », *France Observateur* du 20 décembre 1962.

²⁸ *Ibid.*

²⁹ Le Sine Saloum, dominé politiquement par Valdiodio Ndiaye, était représenté par quinze députés à l'Assemblée nationale et pesait d'un grand poids sur l'échiquier politique national. Voir à ce propos Jean Lacouture, « Coup de force à Dakar », *Le Monde* du 18 décembre 1962.

³⁰ Linda J. Beck, « Le clientélisme au Sénégal : un adieu sans regrets », dans Momar Coumba Diop (dir.), *Le Sénégal contemporain*, Paris, Karthala, 2002, p. 529-547.

³¹ Paul Marie de la Gorce, « Sénégal... ».

on se retrouve dans une situation où Dia cède et se rallie à Senghor sur des questions politiques fondamentales.

Dia aborde sans détour cette question de ses relations avec les notables religieux dans ses mémoires. Dans l'argumentaire qu'il développe pour défendre sa démarche, il commence par mentionner l'existence au Sénégal d'une longue tradition de prébendes octroyées aux marabouts par l'administration coloniale. Or indique-t-il, tout change avec son gouvernement, notamment concernant les prêts bancaires. « Je prêtais à ceux des chefs religieux qui étaient vraiment travailleurs et qui rembouraient leurs dettes. C'étaient des prêts à la production, que je refusais d'accorder aux mauvais payeurs. Cela, aussi, était un nouveau style qui n'a pas plu » écrit-il³².

La politique de socialisation menée par son gouvernement a été en outre perçue comme un danger mortel par une bonne partie de la classe maraboutique, celle issue de la confrérie mouride en particulier. En instituant notamment des champs collectifs dans le cadre des coopératives de paysans, le sentiment s'est propagé en milieu mouride qu'il voulait abolir les champs dits du mercredi appelés « tollu alarba » en langue wolof³³. Ces champs appartenaient à des marabouts mourides dont les disciples se transformaient en main d'œuvre gratuite dévouée à faire fructifier les affaires agricoles de leur chef religieux.

Toute une stratégie a été déployée alors pour créer la suspicion, voire l'hostilité des milieux religieux envers moi. On a convaincu le Khalife des Mourides que la politique de création et de vulgarisation des champs collectifs de mon gouvernement visait la destruction « des champs du mercredi ». Mon acharnement à consolider les coopératives paysannes avait été, également, présenté comme une volonté de saper l'autorité que la chefferie religieuse exerçait sur le monde rural. (...) Toutes sortes de

³² Dia, *Afrique, le prix...*, p. 175.

³³ *Ibid.*

calomnies se donnèrent libre cours : on est allé dire au Khalife des Mourides « ce que veut Mamadou Dia, c'est ta destitution ; il va provoquer une réunion des musulmans et il est certain qu'avec les jeunes cadres islamiques qu'il a envoyés à l'étranger, ton autorité va complètement disparaître »³⁴.

Ces problèmes avec la classe maraboutique constituent en vérité une facette des divergences entre Dia et Senghor qui affectent profondément l'unité du parti au pouvoir, l'UPS. La politique économique, agricole et de socialisation du gouvernement dirigé par Dia finit par susciter « une opposition constituée à la fois des confréries musulmanes et des intérêts commerciaux français »³⁵.

Or le rôle des confréries a été déterminant dans les succès politiques de Senghor, partisan également de ménager les intérêts français en vue de préserver une relation spéciale avec l'ancienne puissance coloniale³⁶. Cette fracture idéologique entre les deux hommes renvoie donc à des orientations fondamentales sur le projet socialiste du parti au pouvoir que Dia voyait comme un moyen de mener de profondes transformations socio-économiques³⁷.

Il semble donc que les deux hommes à la tête de l'État sénégalais n'ont plus la même lecture politique du projet socialiste qui cimente leur alliance et leur supposée amitié. Dans ces conditions, la rupture devient inévitable comme le démontre le lent mais constant désagrégement de l'unité du parti-État, l'Union progressiste sénégalaise (UPS), tout au long de l'année 1962. Le troisième congrès de l'UPS, réuni à Thiès du 2 au 6 février 1962, est ainsi l'occasion d'escarmouches révélatrices de cette tension, malgré

³⁴ *Ib.*, p. 175-176.

³⁵ Vaillant, *Vie de Léopold Sédar ...*, p. 374.

³⁶ *Ibid.*

³⁷ Diop, *Le Sénégal sous Abdou Diouf...*, p. 34-35.

l'unanimité de façade affichée³⁸. Roland Colin, ancien directeur de cabinet de Dia entre 1957 et 1961, rapporte ainsi que c'est à partir de ce congrès que les députés frondeurs vont s'afficher clairement senghoristes, même si le parrain pressenti se garde jusqu'au dernier moment d'offrir ouvertement son parrainage. Senghor n'hésite d'ailleurs pas à arbitrer publiquement en faveur de Mamadou Dia à chaque fois qu'une fronde se fait jour, tout en manifestant, en privé, de graves réserves à l'encontre de son compagnon de route³⁹.

Cette attitude de Senghor vis à vis de Dia révèle toute la complexité des relations entre les deux hommes depuis le début de leur compagnonnage politique en 1946. Le premier semble plus ferme à défendre ses intérêts politiques là où Dia finit toujours par s'incliner devant Senghor au nom de l'amitié. Le référendum de septembre 1958 qui a vu Dia finir par rejoindre la position de Senghor pour voter oui à la constitution de la communauté franco-africaine portée par De Gaulle en est l'illustration la plus emblématique.

Et après l'indépendance, le renoncement à une rupture radicale avec l'ex-puissance coloniale dans certains domaines, comme celui de la défense, par exemple, avec la préservation d'une présence militaire française sur le sol sénégalais, porte la marque d'un ralliement aux thèses de Senghor. On peut y déceler une sorte de fascination de Dia envers Senghor suggérant que le rapport des forces entre les deux hommes était moins marqué qu'on ne l'a dit en faveur du premier comme le rapporte une partie de la presse française⁴⁰. Paul Marie de la Gorce se livre à ce propos à une analyse sur la personnalité de Senghor.

³⁸ Seydou Madani Sy, *Les régimes politiques sénégalais de l'indépendance à l'alternance politique, 1960-2008*, Paris, Karthala, 2009, p. 33-34.

³⁹ Colin, *Sénégal notre pirogue...*, p. 265.

⁴⁰ La presse française a abondamment couvert la crise, offrant une couverture moins partisane que celle assurée par les médias contrôlés par le pouvoir de Senghor. Voir à ce propos Awa Ly, *Le Sénégal dans la presse française, 1956-1968 : un traitement privilégié ?* Paris, l'Harmattan, 2003, 224 p.

« Le président du Sénégal est un homme qui n'aime pas précipiter les choses, qui ne cherche pas à devancer l'heure de l'action ; par tempérament, il incline à laisser les crises mûrir et s'aggraver, jusqu'au point où elles éclatent au grand jour : alors soit qu'il ait souhaité ce dénouement, soit qu'il se résigne à l'inévitable⁴¹ ».

Cette description de ce journaliste français est une indication complémentaire accréditant la thèse que Senghor était plus stratège politique que Dia. Celui-ci donne l'impression d'être prêt à sacrifier ses principes et convictions politiques au nom de son amitié avec Senghor pour préserver leur alliance. Cette stratégie diaïste semble cependant montrer ses limites à partir de novembre 1962, quand la crise entre les deux hommes, aggravée par leurs entourages respectifs, atteint un point de non-retour. Tout se passe comme si une répartition des rôles incitait Senghor à rester sur la réserve, à minorer en public l'importance de la crise qui couve pendant que ses partisans exécutent méthodiquement leur plan dont l'objectif ultime est de déposer le président du Conseil en initiant une motion de censure au Parlement⁴².

Cette hypothèse est validée par Cheikh Hamidou Kane, alors Commissaire au Plan, et l'un des rares membres du gouvernement qui ne s'affiche pas ouvertement en faveur de l'un des deux hommes forts de l'exécutif sénégalais. Il rapporte ainsi ce propos que lui confie Senghor lors d'une audience :

« Il y a des gens qui préparent une motion de censure mais je ne suis pas d'accord ; la politique qu'applique Mamadou Dia est celle qu'il nous faut. Et même s'ils devaient déposer une motion, il faudrait qu'au préalable, le Parti en discute ». Dans la soirée, je me suis rendu à la résidence de Mamadou Dia mais je ne lui ai pas transmis le message de

⁴¹ Paul Marie de la Gorce, « Sénégal, le poids du passé », *France Observateur* du 20 décembre 1962.

⁴² Lô, *Sénégal : l'heure du choix...*, 106 p.

Senghor car je commençais à avoir des doutes sur l'attitude de ce dernier. S'il était sincère et s'il avait tapé sur la table, les initiateurs de la motion de censure auraient sans doute tout arrêté.⁴³

Qu'en est-il de l'état d'esprit de Mamadou Dia et de son entourage ? Cheikh Hamidou Kane nous confie ce témoignage :

J'ai demandé à Mamadou Dia quelle serait son attitude si les députés se réunissaient pour le vote de la motion ? « Je n'accepterai pas car ils n'ont pas le droit de le faire » a-t-il répondu. Valdiodio a dit la même chose. J'ai dit que je ne suis pas d'accord avec Valdiodio car le parti n'est pas une instance constitutionnelle⁴⁴.

Cette crise sourde, qui mine de l'intérieur la cohésion du régime, a également des enjeux diplomatiques et géostratégiques⁴⁵. Paul Marie de la Gorce raconte comment le camp de Senghor suscite des rumeurs destinées à présenter Mamadou Dia comme un dangereux pro-soviétique après que ce dernier ait entrepris un voyage officiel à Moscou. Or selon lui, il est infiniment probable que « ce voyage n'avait guère plus de signification que celui de n'importe quel homme d'État africain⁴⁶ ». Mais l'entourage de Senghor fait naître des rumeurs insistantes prêtant à Dia une volonté de provoquer un renversement d'alliance géostratégique. Sur cette question, Mamadou Dia indique dans ses mémoires avoir juste voulu une diversification des partenaires extérieurs du Sénégal pour « éviter la vassalisation de fait qui résultait de l'acceptation de liens privilégiés avec l'ex-puissance coloniale⁴⁷ ». Dia rapporte pourtant avoir, dès son arrivée à Moscou, déclaré publiquement qu'il n'était pas marxiste-léniniste. À l'en croire, cette précision de taille provoque même

⁴³ Entretien avec Cheikh Hamidou Kane, ancien Commissaire au Plan, entre 1960 et 1962. Réalisé le 18 Octobre 2007, à son domicile du Point E à Dakar. Entrevue réalisée par nous dans le cadre d'un projet de recherche sur le rôle de la radio dans les crises politiques de l'État postcolonial (projet DEA).

⁴⁴ *Ibid.*

⁴⁵ Paul Thibaud, « Dia, Senghor et le socialisme africain » ...; *op.cit.*

⁴⁶ De la Gorce, « Sénégal, le poids du passé... » .

⁴⁷ Dia, *Afrique, Le prix...*, p.166.

la colère des autorités soviétiques et faillit faire avorter ce voyage de Moscou⁴⁸. Mais rien n'y fit, la propagande de ses adversaires en fait un agent de Moscou en puissance.

Si les attaques des senghoristes ne faiblissent pas, il demeure que c'est seulement au dernier trimestre de l'année 1962 que Senghor assume publiquement une confrontation avec le camp de Dia. Il exige notamment le limogeage d'Obèye Diop car « celui-ci le minimisait et sabotait ses voyages quand il l'accompagnait dans ses déplacements⁴⁹ ». Il demande également le changement de postes ministériels pour Valdiodio Ndiaye et Josphe Mbaye, respectivement ministres de l'Intérieur et de l'Économie rurale. Bref, le camp senghoriste réclamait tout simplement le bannissement ou la rétrogradation des ministres diaïstes les plus en vue.

Dia donne en apparence satisfaction à ces exigences en changeant de ministères Valdiodio Ndiaye (qui permute de l'Intérieur vers les Finances), Joseph Mbaye (devenu ministre des Transports et des télécommunications), tandis que Obèye Diop quitte l'équipe gouvernementale. Mais en même temps, cumulativement à ses fonctions, le président du Conseil s'adjuge les ministères de la Défense et de la Sécurité et prend sous son contrôle le département de l'Information. Il nomme à cette occasion deux ministres délégués près de la Présidence du Conseil chargés de l'assister dans ses nouvelles tâches. Dia cède donc juste en apparence à Senghor mais dans la réalité, les rapports de force au sein du gouvernement n'ont pas évolué vu qu'il garde sous son contrôle les secteurs de l'Information, de la Défense et de la Sécurité qu'il prend soin de superviser dorénavant personnellement⁵⁰.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 167.

⁴⁹ *Ib.*, p.192.

⁵⁰ Voir à ce propos l'intéressant témoignage de Camara, *Mémoires d'un juge africain*, p.88-89.

Dans ces conditions, la formation de ce nouveau gouvernement, le 12 novembre 1962, loin de sceller la réconciliation, semble même exacerber la tension entre les deux camps ainsi que leurs rancœurs. La rupture s'enclenche le 14 décembre, soit un mois après la mise en place de la nouvelle équipe gouvernementale lorsque 41 députés, sur un total de 61 présents dans l'hémicycle, déposent une motion de censure contre le gouvernement de Dia. Le Sénégal vit alors trois jours dramatiques durant lesquels chacun des deux camps se livre à toutes sortes de pressions et d'intimidations⁵¹. Mobilisant alliés et partisans, chaque camp s'engage dans une véritable course contre la montre pour prendre le dessus sur l'autre. L'épilogue aura pour épiscène les studios de la radiodiffusion nationale.

1-2 La rédaction de *Radio-Sénégal* écartelée entre Dia et Senghor

Ballotés durant de longs mois entre Senghor et Dia qui se livrent en coulisse une guerre sans merci, les responsables et journalistes de la radio nationale sont interpellés sur un choix à faire entre les deux camps adverses. Certains sont, pour des raisons idéologiques, de sincères partisans de l'un des deux adversaires au sommet de l'État. Senghor pouvait ainsi compter sur le soutien indéfectible de Lamine Diakhaté qui garde depuis 1959, une influence considérable dans le secteur de l'information, pour l'avoir cogéré avec les soudanais durant l'intermède fédéral malien. Il intervenait comme éditorialiste dans le journal d'informations diffusé en français sur les ondes⁵². Ousseynou Seck spécialiste de chroniques et commentaires en langue wolof était aussi catalogué comme un senghoriste

⁵¹ Une description et une analyse détaillées de ces événements sont rapportées dans De Benoist, *Léopold Sédar Senghor...*, p. 128-135.

⁵² Lamine Diakhaté, *Sénégal 1963, la nation en question, Préface de L. S. Senghor*, Dakar, Ministère de l'information et des télécommunications, 1963, 45 p.

indéfectible. Alors que Dia peut surtout compter sur le nouveau directeur de la radio Abdoulaye Diack qui affiche une nette affinité idéologique avec le président du Conseil⁵³. Mais au-delà de ces hommes acquis à la cause de Dia ou Senghor par convictions idéologiques, une bonne partie de la rédaction semble neutre et seulement intéressée à faire son travail de journalistes d'État sans état d'âme.

Écartelée entre le camp de Senghor et celui de Dia, la rédaction de *Radio Sénégal* joue cependant jusqu'au bout la carte de la prudence. À la faveur du remaniement ministériel intervenu le 12 novembre 1962 et marqué par le départ du gouvernement d'Obèye Diop, ses anciennes compétences de ministre de l'Information sont rapatriées à la présidence du Conseil avec comme gestionnaire un ministre délégué, Alioune Tall. Ce dernier s'empresse de nommer alors à la tête de *Radio-Sénégal* un fonctionnaire considéré comme sûr et fidèle : Abdoulaye Diack. La rédaction est, en ce qui la concerne, composée de journalistes réputés professionnels mais sans états d'âme par rapport à la tutelle politique très stricte exercée par le gouvernement. *Radio-Sénégal* reste muette sur la crise qui pointe à l'horizon au sommet de l'État et s'abstient de la relater durant toute la première quinzaine du mois de décembre 1962. Le pays vit en outre sous l'état d'urgence, promulgué depuis le 20 août 1960, jour de l'éclatement de la Fédération du Mali. Ce régime d'état d'urgence en vigueur depuis deux années, est de nature à renforcer les réflexes d'autocensure au niveau de la radiodiffusion.

La radio se contente donc des comptes rendus officiels résultant des différentes instances de l'UPS. Déjà, en octobre 1962, à l'issue du Conseil national du parti, alors que

⁵³ Paye, « La presse et le pouvoir », p. 335-336.

la crise est à son paroxysme, le rapport sur la situation interne de la formation politique au pouvoir lu par Ousmane Ngom préfère s'en prendre à des ennemis imaginaires. Il fustige alors les « prophètes du mal » qui ont « prédit la catastrophe, l'écroulement de l'édifice commun : l'UPS, que nous avons durant tant d'années construite, avec notre sueur, parfois même avec notre sang⁵⁴ ». Ces propos finissent cependant par susciter la curiosité des auditeurs sur cette crise qui couve et que nie le parti au pouvoir dans sa communication officielle. Les auditeurs sont édifiés sur la véritable nature de la crise le 17 décembre 1962, jour de dépôt au Parlement de la motion de censure contre Dia.

Dans un premier temps, le gouvernement de Dia instaure une stricte censure sur les débats entourant cette motion de censure. *Radio-Sénégal*, après un moment de flottement durant laquelle, elle diffuse de la musique en lieu et place des programmes habituels, donne ensuite la parole en début d'après-midi au ministre de l'information qui annonce l'échec d'un « coup de force » intenté par une partie des parlementaires. Ces derniers, délogés du Parlement par les forces de l'ordre, réussissent pourtant quelques heures plus tard à se réunir au domicile du président de l'Assemblée nationale, Lamine Guèye et votent majoritairement la motion de censure. D'un strict point de vue juridique, le gouvernement est tombé tandis que les partisans de Dia, déplaçant le débat sur un terrain plus politique, assimilent la démarche des députés frondeurs à une subversion⁵⁵.

Cette information sur le vote de la motion de censure est dans l'immédiat ignorée par la radio, preuve que les partisans de Dia la contrôlent encore largement. Les heures qui suivent sont donc l'occasion d'un bras de fer durant lequel les partisans de Senghor

⁵⁴ Archives sonores RTS, Bande 60 B 14, *op.cit.*

⁵⁵ Jacqueline Sorel, *Léopold Sédar Senghor, l'émotion et la raison*, Paris, Sépia, 1995, p. 157-158.

tentent de reprendre le contrôle de la radiodiffusion nationale pour parachever leur victoire sur le camp de Dia et quérir le soutien des populations. Le camp de Dia n'entendait pas cependant se laisser faire. En apparence, le rapport de forces lui est favorable puisqu'il exerce de fait un contrôle quasi absolu sur la gestion éditoriale de la radiodiffusion nationale même si quelques poids lourds de la rédaction (Diakhaté, Seck) étaient des senghoristes affichés. Les talents de stratège démontrés jusque-là par Senghor ainsi que l'émotivité des réactions de Dia prompt à invoquer son amitié avec ce dernier lorsque vient l'heure de trancher les différends, allaient cependant peser sur la balance et accélérer le dénouement de la crise.

2- Dia et Senghor à l'assaut de la radio

2-1 Propagande et manipulations pour sceller la victoire sur l'adversaire

La bataille pour le contrôle de la radio constitue, avec le ralliement des forces armées et de sécurité, l'élément décisif qui départage les camps de Senghor et de Dia. Cette bataille connaît divers rebondissements, notamment les 17 et 18 décembre 1962. Durant ces deux journées décisives, les protagonistes de la lutte de pouvoir au sommet de l'État sénégalais semblent avoir bien assimilé le constat selon lequel « dans les coups d'État ou les révolutions, les bâtiments de la radio sont un enjeu décisif, le nouveau pouvoir s'introduisant par une allocution à la radio⁵⁶ ».

Ce scénario se vérifie dans les événements des 17 et 18 décembre 1962 qui voient culminer la lutte de pouvoir opposant Senghor à Dia. Jamais sans doute, même aux heures

⁵⁶ Tudesq, *Les médias en Afrique...*, p. 6.

sombres de l'éclatement de la Fédération du Mali, la radio n'a été l'objet d'autant d'attentions, de compétitions et n'a pesé à ce point sur l'issue du conflit. On assiste en effet durant ces deux journées à une « manœuvre de cache-cache opérée, dans le studio du journal parlé de 20 heures, entre partisans de Senghor et partisans de Dia : techniciens civils de la radio, comme forces de l'ordre (gendarmes et para-commandos)⁵⁷ ».

Le Directeur de la radio à l'époque Abdoulaye Diack explique le rôle qui était le sien durant ces moments : « Alioune Tall [ministre délégué chargé de l'Information] était un partisan de Mamadou Dia ; je me suis donc rangé du côté de ce dernier. Un tel comportement procédait d'un principe d'État : obéir à mes chefs, en particulier au ministre qui m'avait nommé. Mais je n'étais pas un homme politique, même si j'avais des sympathies pour le PAI »⁵⁸. Ce témoignage est certainement à nuancer car les sympathies diaïstes de Diack sont un élément déterminant ayant conduit à sa nomination à un moment clé où le camp de Dia tenait à placer à la tête de la radiodiffusion une personnalité sûre et loyale. Mais si la direction de la radio était diaïste, le personnel ne l'était pas cependant à 100%. Il s'y ajoute que les partisans de Senghor essaient très rapidement de retourner la direction de la station. Ils font ainsi appel au corps des parachutistes dont les chefs étaient loyaux à Senghor, pour sécuriser les locaux de la radio alors gardés par les gendarmes réputés loyaux à Dia.

⁵⁷ Dia, *Afrique, Le prix...*, p. 211.

⁵⁸ Entretien avec Abdoulaye Diack Directeur de *Radio-Sénégal* au moment de la crise de 1962. Entrevue réalisée par nous le 25 Octobre 2007 à Dakar (à son bureau de la CNCA, Place de l'Indépendance). Entrevue réalisée dans le cadre d'un projet de recherche sur le rôle de la radio dans les crises politiques de l'État postcolonial (projet DEA).

Abdoulaye Diack raconte ainsi qu'il est assiégé par les partisans de Senghor qui sont venus le voir pour qu'il change d'allégeance politique. Le témoignage qu'il livre sur cet épisode décrit la situation extrêmement tendue et confuse qui règne alors dans les locaux de *Radio-Dakar* :

J'ai refusé de céder [aux partisans de Senghor]. Du coup, le 17 Décembre, à un moment donné, je me suis retrouvé au milieu de deux troupes armées, d'un côté les paras, partisans de Senghor, de l'autre, les gendarmes qui étaient du côté de Mamadou Dia. Chaque camp pointait ses armes contre moi, et j'avais une mitrailleuse des paras posée sur mon côté droit et une autre des gendarmes sur mon côté gauche. La scène avait pour cadre le couloir qui menait aux studios. Et chacun de menacer de tirer si je bougeais⁵⁹.

Ce témoignage de Diack illustre l'instrumentalisation des forces de sécurité et de défense par Dia et Senghor durant cette crise. Le premier pensait pouvoir s'appuyer sur la garde républicaine et la gendarmerie tandis que Senghor comptait sur les unités de l'armée nationale grâce à la loyauté démontrée par le chef d'État-major, Jean Alfred Diallo, dès le début de la crise⁶⁰. Habib Thiam, alors directeur de cabinet du ministre des affaires étrangères Doudou Thiam, révèle dans ses mémoires avoir été désigné par Senghor pour servir d'agent de liaison avec le commandant Alfred Diallo.

J'ai assuré, cette nuit-là, plusieurs fois, assis dans une jeep militaire, avec à côté de moi un soldat, mitraillette en bandoulière, la liaison avec l'état-major général des forces armées au camp Dial Diop, dirigé, alors, par le commandant Jean-Alfred Diallo. Une fois même, ma voiture a croisé, à l'entrée du camp, celle du ministre Joseph Mbaye qui accomplissait sans doute la même mission, mais pour Mamadou Dia, que moi auprès de Jean-Alfred Diallo avec lequel il était parent par alliance. La question était de savoir quel message à la nation, celui de Senghor ou de Mamadou Dia, serait diffusé par la radio et aussi de quel côté pencherait l'armée⁶¹.

⁵⁹ Entretien avec Abdoulaye Diack, *op.cit.*

⁶⁰ La garde républicaine est démantelée au lendemain de la crise et ses membres réaffectés dans la police et la gendarmerie.

⁶¹ Habib Thiam, *Par devoir et par amitié*, Monaco, Du Rocher, 2001, p. 39.

La présence de forces armées à l'intérieur des studios et des locaux de la radio, faillit ainsi dégénérer en affrontement armé sanglant dans la soirée du 17 décembre. Le point d'orgue de la tension est atteint lors de la diffusion de la grande édition d'information du soir à 20 heures. Les Sénégalais sont accrochés à leur transistor pour suivre les événements. Au début du journal, on entendit d'abord le président Senghor qui annonce d'une voix martiale avoir « réquisitionné les forces militaires ». Le Président souligne au passage l'occupation de l'Assemblée nationale par des forces obéissant aux ordres de Dia et l'arrestation de plusieurs députés qui lui sont fidèles. Au moment précis où dans son discours Senghor proclame que dans toutes les régions, les commandants militaires doivent se mettre sous ses ordres, sa voix fut brutalement coupée⁶².

Puis ce fut la voix du président du Conseil Dia que les auditeurs entendirent. Ce dernier commençait ainsi son discours : « des événements graves ont amené le gouvernement à prendre, en vertu de la loi sur l'état d'urgence, des mesures exceptionnelles. C'est une tentative de subversion à laquelle nous avons voulu faire face⁶³ ». À cet instant précis, la voix du Président du Conseil est à son tour coupée. Une musique ininterrompue prend alors le relais⁶⁴. Comment une telle situation, marquée par la diffusion en quelques minutes seulement, des discours interrompus de Senghor et Dia, est-elle possible, ajoutant à la tension et à la confusion ambiantes ? Car à cet instant précis, les auditeurs sont inca-

⁶² Paye, « La presse et le pouvoir » ..., p. 333.

⁶³ « Crise au Sénégal, tentative de coup d'État de Mamadou Dia contre Senghor », *L'Humanité* du 18 décembre 1962.

⁶⁴ *Ibid.*

pables de savoir qui, de Dia ou de Senghor, détient encore la réalité du pouvoir. Le directeur de la radio Abdoulaye Diack apporte à ce propos un témoignage qui éclaire sur les circonstances de ce moment de confusion.

Dans les faits, la radio était neutralisée. Il y a eu des flottements cependant. À un moment donné, quand les gens ont voulu faire passer le discours de Senghor, on a lâché la bande et c'est moi qui ai arrêté le discours de Senghor. Et quand j'ai voulu passer le discours de Dia, il a été interrompu au niveau des émetteurs de Rufisque. J'ai demandé et finalement obtenu l'évacuation du personnel de la radio. Je leur ai ordonné de partir. Mais au lieu de rentrer, ils se sont massés devant le siège de la radio où ils ont été rejoints par d'autres personnes. La situation était donc dangereuse. J'ai dit aux gendarmes et aux paras : « si vous tirez, il y aura beaucoup de victimes alors que cette foule n'y est pour rien ». À force de parlementer, je me rends compte que les commandants des gendarmes et des paras avaient des liens de parenté. Le responsable des gendarmes était le beau-frère du responsable des paras. J'ai joué sur cette fibre pour faire baisser la tension. Je pense que si je n'étais pas sur place et ainsi pris en otage, les paras et gendarmes se seraient entretenus⁶⁵.

Les propos de Diack suggèrent qu'un bain de sang n'est évité que de justesse le 17 décembre 1962 au siège de la radio assiégée par deux forces armées antagoniques et que chacun des deux camps en présence, celui de Senghor et celui de Dia, semble prêt à recourir à ses soldats loyaux pour prendre le dessus. Dans ce contexte, seul l'attentisme des parachutistes et des gendarmes ainsi que le sens de marchandages du Directeur de la radio expliqueraient donc qu'on ait évité le pire⁶⁶.

Habib Thiam apporte dans ce cadre un témoignage assez circonstancié qui renseigne sur la tension autour du bâtiment de la radio nationale et la pression qu'exercent les forces politiques engagées dans cette bataille. Il indique qu'une délégation conduite par le directeur de cabinet de Senghor André Guillabert et dans laquelle il prenait part,

⁶⁵ Entretien avec Abdoulaye Diack Directeur de *Radio-Sénégal* au moment de la crise de 1962. Entrevue réalisée par nous le 25 Octobre 2007 à Dakar (à son bureau de la CNCA, Place de l'Indépendance dans le cadre d'un projet de recherche sur le rôle de la radio dans les crises politiques de l'État postcolonial (projet DEA).

⁶⁶ Sy, *Les régimes politiques sénégalais...*, p. 33-40.

avait dans un premier temps tenté de faire diffuser le message de Senghor avant d'être chassé des lieux par les gendarmes.

À notre arrivée devant la radio [dont le siège sis sur le Boulevard de la République est assez proche du Palais présidentiel], un peloton de gendarmes armé jusqu'aux dents nous attendait et nous demanda de rebrousser chemin sur un ton rude. André Guillabert essaya de parlementer en rappelant sa position de vice-président de l'Assemblée nationale. Le chef de gendarmes se contenta de dire : 'Fichez-moi le camp !' et fit pointer vers nous les armes de son peloton. La délégation ne demanda pas son reste et retourna précipitamment au palais de la République⁶⁷.

La réalité est que les équipements de la radio sont de facto inaccessibles aux deux camps puisque les parachutistes fidèles à Senghor et les gendarmes acquis à Dia se neutralisent. Devant cette situation, les proches de Senghor, en conclave avec lui au palais de la République, imaginent alors un plan consistant à utiliser les émetteurs de la station de relais de Rufisque pour faire passer le discours de Senghor. Il restait cependant à régler le problème technique consistant à transformer des installations de relais en studios. Magatte Lô apporte à ce sujet un témoignage fort imagé :

Le chef de la station, un Français, manchot, nous reçût aimablement et me demanda si le message en question était enregistré sur bande magnétique. Il m'expliqua que si ce n'était pas le cas, il ne pourrait pas être diffusé à partir de la station, car elle ne disposait pas de micro. Devant ma déception et après quelques moments de réflexion, il coupa le fil d'un téléphone, l'enroula autour de la borne d'un appareil et m'expliqua que par ce micro improvisé il était possible de transmettre le message⁶⁸.

Ces propos de Magatte Lô prouvent qu'il y a une faille dans le dispositif de sécurité mis en place par les partisans de Mamadou Dia. Il est difficile de comprendre qu'une infrastructure aussi importante que la station de relais de Rufisque n'ait pas fait l'objet davantage d'attention et de sécurisation, surtout dans un contexte où les studios de *Radio-*

⁶⁷ Thiam, *Par devoir...*, p. 40.

⁶⁸ Lô, *L'heure du choix...*, p. 77.

Sénégal demeurent inutilisables. C'est sans doute conscient de l'importance de cette installation stratégique que Senghor approuve le recours à la station d'émetteurs pour prendre l'ascendant sur le camp de Dia.

Cette station est certes investie par les mêmes forces qui neutralisent les locaux de *Radio Sénégal* sis sur le boulevard de la République à Dakar. Mais le député Magatte Lô, qui dirige la fronde des parlementaires ayant voté la motion de censure contre Dia, bénéficie dans ces circonstances d'un véritable coup de destin. Écrasés par la fatigue ou dépassés par les événements, les gendarmes présents à la station d'émetteurs de Rufisque, fidèles au camp de Dia et faisant face aux parachutistes qui sont eux du côté de Senghor, ne sont apparemment pas dans les dispositions pour se battre.

À notre arrivée à la station de Rufisque, vers 0h15, nous fûmes reçus par un jeune lieutenant parachutiste qui nous conduisit vers le chef de la station. À l'intérieur de l'immeuble, des gendarmes étaient étendus à même le sol, chacun sur une couverture de laine, le fusil à portée de la main. Ils nous regardèrent passer sans broncher. Mon garde du corps nous suivait à deux pas, le doigt sur la gâchette⁶⁹.

Magatte Lô, une fois devant son micro improvisé, fait croire aux auditeurs qu'il était dans les locaux de la radio à Dakar. Il lut alors intégralement, en wolof et en français, le discours de Senghor. Ainsi aux premières heures du 18 décembre, il s'installe dans l'esprit des auditeurs que le camp de Senghor a gagné, puisque la radio est passée sous son contrôle. Après avoir lu le message de Senghor, Lô appelle alors les Sénégalais à descendre dans la rue pour manifester leur soutien au vainqueur.

Malgré l'heure tardive, tout le Sénégal était à l'écoute. Dès que j'eus terminé de lire le message du Président à la radio, les foules déferlèrent dans les rues de la capitale, comme dans les plus petits villages de la campagne, pour acclamer le nom de Senghor. (...) Les chefs militaires se rencontrèrent alors pour reconstituer l'unité de l'armée. Conduits par

⁶⁹ Lô, *L'heure du choix...*, p. 77

le Chef de d'État-major, Jean Alfred Diallo, ils se présentèrent tour à tour à Maître Lamine Gueye, à Mamadou Dia et à Senghor pour se mettre aux ordres de celui-ci ⁷⁰.

Le témoignage de Magatte Lô sur les foules qui « déferlèrent dans les rues » est cependant à nuancer. Les nombreux articles des envoyés spéciaux de la presse française dépêchés à Dakar concordent presque tous sur le manque de débordements populaires durant ces moments de crise. Même si dans la journée du 19 décembre 1962, le quotidien français *Paris Presse* rapporte que « les grandes artères de la capitale ont été sillonnées par des voitures et des cars chargés de militants vêtus aux couleurs sénégalaises battant tam tam ou klaxonnant sur trois notes : Li-ber-té ou UPS (parti de M. Senghor)⁷¹ ». Les camps de Dia et Senghor ont tout fait pour mobiliser la rue en leur faveur. Le journaliste français Serge Maffert rapporte à ce propos un événement qu'il qualifie de « bataille de hauts parleurs ».

Dia avait passé la nuit de lundi à mardi retranché dans son bureau, au deuxième étage d'un building administratif qui abrite le gouvernement du Sénégal. De la fenêtre, il lançait par hauts parleurs des harangues enflammées à une foule clairsemée. De l'autre côté de l'avenue, aux fenêtres du Palais de Senghor, d'autres hauts parleurs répondaient et s'efforçaient de couvrir sa voix. (...) À 8 heures du matin, Dia se retira dans sa grande villa dont le jardin fut aussitôt rempli par une foule de femmes en robes de gala : étoffes flamboyantes, turbans chatoyants. Venues des faubourgs de Dakar et des environs, elles constituaient une charmante barrière protectrice contre un éventuel raid de parachutistes. Un calme plat régna toute la journée dans la villa de Dia où s'étaient retrouvés huit ministres de Dia et collaborateurs de celui-ci. Mais, à 16 heures, les parachutistes qui, d'un bout à l'autre, ont été le fer de lance de Senghor, encerclaient la maison. À 18h30, une voiture noire emmenait Dia, le visage crispé, l'œil sévère, entouré du procureur de la République et de policiers, vers une destination inconnue. Le reste de la maisonnée devait être arrêtée ensuite ⁷².

⁷⁰ *Ibid.*, p. 79

⁷¹ *Paris Presse* du 20 décembre 1962, page 1.

⁷² Serge Maffert, « Les paras sénégalais s'excusaient en bousculant la foule », *France Soir* du 20 décembre 2018.

Le 18 décembre, à 6 heures du matin, Ousseynou Seck, un des lecteurs de nouvelles les plus écoutés de la radio, spécialiste de longues chroniques politiques en wolof pour défendre le pouvoir en place, conscient lui aussi que le vent a tourné, enregistre ses premiers commentaires incendiaires contre Mamadou Dia. Il a eu auparavant une séance de travail avec Magatte Lô qui lui fournit les grandes lignes politiques du commentaire à faire sur les ondes. Celui-ci devait prendre la forme d'une violente charge destinée à ruiner l'image et le crédit du Président du Conseil. Les commentaires d'Ousseynou Seck finissent de sonner l'hallali du régime incarné par Dia⁷³. Le courage physique de Magatte Lô et des circonstances qui tiennent aussi au hasard et à la chance ont ainsi permis à Senghor de gagner la décisive bataille de la radio.

Mais les événements de décembre 1962 ont révélé le rôle décisif de l'armée dont les principaux chefs, emmenés par le colonel Jean-Alfred Diallo, se sont rangés du côté de Senghor. Cette intervention des militaires laisse des traces puisque ces derniers s'impliquent indirectement dans la gestion de l'après-crise. Un témoignage de Cheikh Hamidou Kane, ancien ministre du Plan, proche de Dia sans être hostile à Senghor, en atteste.

Au mois d'avril 1963, je suis approché par l'officier Momar Ngary Deh avec qui j'étais lié depuis le temps où j'étais Commissaire au Plan car à ce titre, j'ai eu à animer plusieurs conférences pour l'armée, en particulier le Génie que dirigeait alors Jean-Alfred Diallo. Momar Ngary Deh me transmet un message de Jean Alfred Diallo qui souhaitait me rencontrer. Je les ai alors reçus. Jean Alfred Diallo me dit : « Nous savons combien vous avez été mortifiés par les événements. Nous le sommes aussi. Dans ces conditions, nous voulons limiter les dégâts et la mauvaise influence des entourages. Vous devez accepter d'être Secrétaire Général du Gouvernement et Directeur de cabinet [du Président] pour constituer une barrière contre ces entourages et éviter les problèmes ». Je les ai remerciés de leur confiance et de leur démarche. Mais j'ai décliné l'offre en leur rappelant que dans le passé, j'avais refusé une offre

⁷³ Paye, « La presse et le pouvoir... », p. 334.

plus importante. Je leur ai dit que la meilleure aide qu'ils pouvaient fournir, c'était de dissuader Senghor d'organiser un procès [de Dia]⁷⁴.

Au-delà de la nature bicéphale du régime politique qui porte à terme les germes d'une confrontation d'egos et de conflits de compétences entre les deux têtes de l'exécutif, Senghor et Dia, la crise de 1962 révèle surtout la fragilité de la symbiose idéologique entre ces deux hommes qui mettent en avant leur supposée amitié. Celle-ci est cimentée en principe par des convictions autour d'une idéologie socialiste que partagent les deux hommes.

Mais en mettant en place après quatre années de gestation (1957-1961) le premier Plan de développement, un projet coopératif et d'investissements massifs dans le monde rural dont l'objectif est de bâtir un projet socialiste adossé sur des masses paysannes soustraites de l'influence des marabouts, des notabilités et des compagnies de traite arachidière, Dia s'engage dans un processus susceptible d'affaiblir les élites maraboutiques et les positions économiques de l'ex-puissance coloniale.

Ce processus de socialisation assez radicale est certainement un élément-clé qui explique le fossé qui se creuse entre Dia et Senghor. Ce dernier est partisan d'une approche plus modérée dans l'exécution du premier Plan de développement économique censé jeter les bases d'une économie socialiste. Dans ces conditions, la confrontation était inévitable avec Senghor bénéficiant du « soutien de la France, du capital étranger et des confréries musulmanes⁷⁵ ». La crise de 1962 est donc celle de l'État postcolonial dans sa tentative

⁷⁴ Entretien avec M. Cheikh Hamidou Kane ancien commissaire au Plan au moment de la crise de 1962. Entrevue réalisée par nous les 18 et 19 octobre 2007 dans le cadre d'un projet de recherche sur le rôle de la radio dans les crises politiques de l'État postcolonial (projet DEA).

⁷⁵ Hesselning, *Histoire politique du Sénégal...*, p. 237.

de définir sa nature institutionnelle et ses assises idéologiques. Le triomphe de Senghor sur Dia est ainsi une clarification politique après une ambivalence idéologique dans laquelle navigue le Sénégal depuis 1957, date inaugurant la période d'autonomie, jusqu'à décembre 1962 date à laquelle prend fin le magistère du président du Conseil.

La radio est l'outil décisif de propagande qui a permis, au plus fort de la confusion engendrée au sommet de l'État par la crise de décembre 1962, aux partisans de Senghor de rallier à leur cause la base militante du parti-État, l'UPS, ainsi qu'une partie de la population. Certes, d'autres facteurs expliquent également la réussite des partisans de Senghor, notamment l'incapacité de Dia, homme fort du gouvernement, à anticiper ces événements des 17 et 18 décembre 1962. Ce dernier avait théoriquement un net avantage sur Senghor vu qu'il contrôlait la radio avant l'éclatement de la crise et disposait d'une réelle influence sur une partie substantielle de l'appareil d'État et des forces de sécurité. Ses hésitations et son comportement émotif vis-à-vis de son « ami » Senghor sonnent ainsi, dans les circonstances, comme un aveu de faiblesse que ses adversaires ont su habilement exploiter.

Cette attitude incite à s'interroger sur le style de gouvernement qui a été celui de Mamadou Dia entre 1957, l'année de sa prise de fonction à la tête du gouvernement autonome doté de larges attributs de souveraineté, et la crise de décembre 1962 qui provoque sa chute. Une certaine radicalité dont il se fait le chantre dans sa volonté de décoloniser et de moderniser la société sénégalaise, se heurte toujours à une certaine incapacité de sa part à se libérer de la figure tutélaire de Senghor, hésitant jusque dans les derniers instants de la crise de décembre 1962 à prendre l'initiative d'une rupture définitive avec ce dernier. Cette hésitation lui est d'autant plus fatale qu'il n'a pas su se donner les moyens de gagner

la « bataille de la radio » dont l'issue, favorable à Senghor, a ultimement permis de précipiter sa chute. Le président Senghor, conscient sans doute du caractère stratégique de la radio dans sa victoire sur Dia, se décide de la transformer en instrument de choix de son commandement politique.

2-2 Le basculement dans le culte de personnalité senghorien

L'épilogue de la crise de décembre 1962 fait basculer le Sénégal dans un présidentialisme dont la caractéristique principale est une concentration absolue du pouvoir d'État entre les mains d'un seul homme. Senghor se considère dorénavant comme la clé de voute de la vie nationale et convoque à l'occasion la culture africaine pour justifier sa posture de père de la nation⁷⁶. Dans ce contexte, le rôle redéfini de la radiodiffusion nationale est celui d'un appareil politique voué exclusivement à entretenir le culte de personnalité du « père de la nation », à le célébrer comme le seul point focal de l'État-nation postcolonial en gestation et à vulgariser auprès des masses les messages et les promesses de développement de son régime. Un nouveau dispositif d'information est mis en place au lendemain des événements de décembre 1962. Il se traduit par une implication très forte du président de la République au niveau de la gestion éditoriale de la radio qui se met à son service exclusif⁷⁷.

Il s'agissait pour le pouvoir de tirer les enseignements de la crise de décembre 1962 en imposant dans l'imaginaire collectif l'idée qu'il n'existe dorénavant qu'un seul père de la nation, à savoir Léopold Sédar Senghor. À partir de janvier 1963, un culte de la

⁷⁶ Diop, *Sénégal, trajectoires...*, p. 306-312.

⁷⁷ Fall, *Pouvoirs et médias...*, p. 37-49.

personnalité du désormais seul chef de l'État se répand sur les ondes. Le symbole de ce changement est le commentateur de radio Ousseynou Seck qui « tous les jours, animait une chronique de 45 minutes à une heure d'horloge, consacrée à la défense de la politique de Senghor⁷⁸ ».

Ousseynou Seck, vêtu presque toujours d'un grand boubou blanc et ample, arpentant les couloirs de la radio, devient le symbole de cette reprise en main senghorienne de la radio. « Il était tout dévoué à la défense de Senghor et prêt à vilipender ses ennemis. C'était un homme de Senghor accompli, sans réserve et sans nuance⁷⁹ ». En vérité, l'Information est, durant cette période, directement gérée à partir de la présidence de la République. Le plus grand thuriféraire du régime de Senghor, Ousseynou Seck, devient en même temps conseiller à la présidence de la République. Cette proximité avec le chef de l'État est le gage qu'il « connaissait la direction du vent car il avait l'oreille de Senghor »⁸⁰. Sa maîtrise parfaite de la langue wolof faisait le succès des chroniques de Seck auprès des auditeurs qui aimaient son style châtié⁸¹. Grâce à lui, le bulletin des nouvelles en français était entièrement traduit en wolof.

Personne dans la rédaction ne pouvait prédire le contenu des commentaires d'Ousseynou Seck qui disposait d'une autonomie totale par rapport aux responsables de la radio,

⁷⁸ Entretien avec Abdoulaye Diack, ancien Directeur de *Radio-Sénégal*. Entrevue réalisée par nous le 25 octobre 2007 à Dakar dans le cadre d'un projet de recherche sur le rôle de la radio dans les crises politiques de l'État postcolonial (projet DEA).

⁷⁹ *Ibid.*

⁸⁰ Entretien avec Massamba Thiam, ancien rédacteur en chef adjoint de Radio Sénégal et ancien chef de service de la Chaîne nationale au moment de la crise de 1968, à son domicile à Dakar. Entrevue réalisée par nous le 6 décembre 2007 dans le cadre d'un projet de recherche sur le rôle de la radio dans les crises politiques de l'État postcolonial (projet DEA).

⁸¹ Ousseynou Seck a été également un interprète (français-wolof) au tribunal de Dakar grâce à sa bonne maîtrise de la langue wolof.

selon Massamba Thiam ancien rédacteur en chef adjoint de la station. « Il développait librement sa propagande, après avoir traduit le bulletin français des nouvelles en wolof. Il choisissait un sujet de commentaires qui pouvait ne pas être rattaché au bulletin des nouvelles », souligne Thiam convaincu que cela faisait suite à des instructions reçues à la présidence ⁸². Ouseynou Seck, sans doute le chroniqueur le mieux informé de la rédaction sur l'état d'esprit et les intentions de Senghor, utilisait d'ailleurs régulièrement une formule toute faite qui lui permettait d'annoncer aux auditeurs l'imminence d'une grande nouvelle : « Gaal gui dem na guedj indalé djeune bou rey⁸³ ». Une telle formule était devenue pour les auditeurs l'indice qu'un ministre ou un important responsable est sur le point d'être limogé.

Mais au-delà de la personnalité d'Ouseynou Seck et de son rôle singulier dans la rédaction de *Radio-Sénégal*, il reste que le dispositif d'information mis en place au lendemain de la chute du gouvernement de Mamadou Dia obéit à une volonté de renforcer l'assise populaire du régime. L'hyper-présidentialisme qui caractérise celui-ci à partir de 1963 se traduit par une propagande soutenue et centrée sur les autocélébrations du régime du parti unique de fait de l'UPS. Le pouvoir, conscient que le statu quo n'offrait plus de garanties suffisantes pour la survie du régime, semblait déterminé à conjurer tous les dysfonctionnements qui ont été à la base de la crise entre Dia et Senghor.

Au plan institutionnel par exemple, Senghor confie à Cheikh Hamidou Kane qu'il ne veut plus d'un régime parlementaire et entend pratiquer un présidentialisme sans nuance.

⁸² Entretien avec Massamba Thiam.

⁸³ « La pirogue partie en haute mer est revenue à la terre ferme avec une grosse prise de poissons ».

En février 1963, je rencontre Senghor à sa demande. Je l'entends demander de son bureau : « où est Cheikh ? » Il se lève du fond de son bureau pour venir à ma rencontre ; il a les larmes aux yeux ; il enlève ses lunettes pour les essuyer. Il me dit : « tout cela a dû te faire mal, mais si je n'avais pas arrêté Mamadou Dia, c'est lui qui m'aurait arrêté. Je veux t'envoyer comme ambassadeur soit en France, soit cumulativement aux Usa et à l'Onu, le temps de modifier la Constitution car le régime parlementaire ne nous convient pas ; il nous faut un régime présidentiel fort. Je veux présenter un tandem, avec toi comme vice-président ». Je lui ai répondu que cette rupture avec Mamadou Dia était une calamité et qu'il fallait arrêter ce processus qui menait vers le procès. Je lui ai dit qu'à mon avis, le Président du Conseil avait commis une faute, et qu'au besoin on pouvait le destituer, et nommer un autre. Mais je ne pouvais pas accepter tout ce qui pouvait consacrer la rupture. Il a paru déçu et dépité devant cette réponse⁸⁴.

Ce présidentialisme se caractérise également à partir de 1963 par l'inclinaison de Senghor à garder un lien permanent avec l'arrière-pays en effectuant régulièrement de grandes tournées dans le monde rural largement relayées par la radio nationale. La volonté de s'assurer la fidélité des paysans qui constituent la majorité de la population explique certainement une telle assiduité. Il prend également en charge personnellement les questions sociales susceptibles de provoquer le soulèvement des syndicats et des populations citadines réputées plus frondeuses⁸⁵. Ainsi la période 1963-1967 se caractérise par une forte personnalisation du pouvoir et une volonté de reprise en main de Senghor encore secoué par le souvenir du bicéphalisme au sommet du pouvoir partagé avec Dia entre 1957 et 1962.

Mais ce présidentialisme fait l'objet d'un léger desserement après la crise scolaire et sociale de 1968. Le régime lance ainsi une initiative inédite le 12 avril 1969 avec la création du Club Nation et Développement⁸⁶. Cette structure ouverte à des hommes et

⁸⁴ Entretien avec Cheikh Hamidou Kane, *ibid*.

⁸⁵ Voir chapitre II de la Quatrième partie : Prise de parole de Senghor sur les ondes : entre art professoral et paternalisme.

⁸⁶ Ndao, Sénégal, *Histoire...*, p. 340-341.

femmes non membres du parti au pouvoir est censée devenir une voix représentative de toute l'élite du pays et la pourvoyeuse de réformes du régime⁸⁷. Cette dynamique emmène également le pouvoir à alléger le caractère hyper présidentiel du régime avec la nomination en 1970 d'un Premier ministre pour seconder le Président de la République. Elle se traduit surtout par la reconnaissance le 8 août 1974 d'un parti d'opposition, le Parti démocratique sénégalais (PDS), dès lors que rien au plan légal ne s'y oppose puisque l'article 3 de la Constitution de 1963 précise bien que « les partis politiques concourent à l'expression du suffrage⁸⁸ ».

Ce principe du pluralisme politique reconnu par la Constitution était jusque-là ignoré par le régime de l'UPS qui lui a préféré une politique d'intégration et d'absorption des forces d'opposition pour renforcer le présidentielisme senhorien. Le régime est cependant soucieux d'encadrer la brèche ouverte par la reconnaissance du PDS. C'est tout le sens des réformes engagées en 1976, quand la loi n°76-26 du 6 avril 1976 précise les conditions de création des partis en fixant à trois le nombre maximum de formations politiques permises, celles-ci devant chacune se référer à trois courants idéologiques : le socialisme démocratique (occupé déjà par l'UPS), le libéralisme (étiqueté au PDS) et le marxisme léninisme conféré au Parti africain de l'Indépendance (PAI)⁸⁹.

⁸⁷ Babacar Ba, *Club Nation et Développement du Sénégal*, Paris, Présence africaine, 1972, 323 p.

⁸⁸ Gouvernement du Sénégal, *Constitution de la République du Sénégal : 3 mars 1963*, Dakar, Imprimerie nationale, 1963, 27 p.

⁸⁹ *Ibid.* En décembre 1978, un quatrième courant idéologique se référant au conservatisme, fut reconnu par les autorités et inséré à la loi régissant l'existence des partis. Le Mouvement républicain sénégalais (MRS) fut ainsi reconnu comme le parti des conservateurs.

Cette décision marque officiellement la fin de la forme la plus achevée du présidentialisme mise en place en 1963 et du senghorisme triomphant. Le « père de l'indépendance » apprend à nouveau à s'accommoder de l'existence d'une opposition officielle. L'UPS qui devient en 1976 le Parti socialiste et pose sa candidature pour intégrer l'Internationale socialiste, partage dorénavant l'espace public avec des forces d'opposition déterminées à lui contester son monopole du pouvoir⁹⁰. Cette vague de réformes, inaugurée avec l'institution du Club nation et développement en 1969, pose l'hypothèse qu'elle pourrait être une des conséquences de la grave crise sociale et politique de 1968 qui a démontré les limites de l'hyper présidentialisation du régime.

⁹⁰ Antoine Tine, *Le Sénégal, sous Senghor et Diouf, une démocratie buissonnière?* Paris, l'Harmattan, 2017, p.13-14.

Chapitre III : La crise de 1968 ou quand la radio se transforme en force de défense du régime

Après la période 1963-1967 marquée par un senghorisme triomphant se traduisant par un culte de personnalité célébrant Senghor comme père de la nation, homme d'État, poète, chantre de la négritude, par des investissements culturels de prestige et par le grand déploiement du parti unique de fait, l'Union progressiste sénégalaise (UPS), le régime fait face à une contestation de grande envergure à partir de mai 1968⁹¹. Ce chapitre étudie le positionnement de la radio d'État dans une crise qui, contrairement aux précédentes, ne met pas en face des forces issues de la même matrice politique. Comment se déploie alors, dans ce contexte particulier, la radiodiffusion nationale dans sa défense du régime de Senghor ? Car durant cette contestation, des forces externes au système politique officiel, notamment les associations scolaires et estudiantines et des forces politiques évoluant dans la clandestinité, jouent un rôle majeur dans une violente remise en cause du pouvoir en place⁹².

À cette contestation se joint cependant une partie significative des syndicats proches de l'UPS, le parti unique. Cette conjonction de forces donne à la crise de 1968 une coloration à la fois politique et sociale, en plus de faire chanceler le régime de Senghor face aux coups portés par une opposition certes disparate mais déterminée dans ses méthodes de lutte privilégiant l'arme de la grève et des manifestations de rue. Comment comprendre cette remise en cause du pouvoir de Senghor alors que ce dernier s'est employé

⁹¹ Abdoulaye Bathily, *Mai 1968 à Dakar ou la révolte universitaire et la démocratie – Le Sénégal cinquante ans après* – Deuxième édition revue et augmentée, Paris, l'Harmattan, 2018, p. 64-69.

⁹² *Ibid.* Le Parti Africain de l'Indépendance (PAI), d'obédience marxiste-léniniste, et le Front national Sénégalais (FNS) mené par l'universitaire Cheikh Anta Diop comptaient alors parmi les forces politiques clandestines les plus connues.

depuis la disgrâce de Mamadou Dia en décembre 1962 à enserrer la société sénégalaise dans une propagande à grande échelle de l'UPS et un culte de personnalité du père de la nation ? Des hypothèses peuvent être esquissées. L'une d'elle pourrait trouver sa source à travers les graves difficultés économiques qui accablaient le pays. Mais comment expliquer alors que le monde rural, qui semblait le plus souffrir de ces difficultés, se soit tenu à l'écart de cette contestation portée plutôt par des forces citadines ?

Une autre hypothèse pourrait privilégier l'échec de la stratégie du senghorisme triomphant amorcée après la crise de décembre 1962 et qui a abouti six ans plus tard à un système politique totalement verrouillé ne laissant à ses adversaires que le choix d'un mode de contestation violent. La crise de 1968 surgit en effet « dans un contexte de renforcement de l'omnipotence du régime postcolonial senghorien⁹³ ». En éliminant du champ politique légal tous ses opposants, celui-ci pensait avoir les coudées franches pour déployer sans grands heurts le projet de société porté par l'UPS. C'est cette certitude que remettent en cause les événements de mai 1968 dont les enjeux obligent le régime à recourir à une propagande radiophonique d'un genre nouveau puisque les opposants visés débordent du cadre politique classique et intègre des forces sociales, la jeunesse scolaire et estudiantine ainsi que des syndicats, dotées d'un grand potentiel déstabilisateur.

⁹³ Patrick Dramé, « Le Palais, la Rue et l'Université en Mai 1968 au Sénégal », dans Patrick Dramé et Jean Lamarre (dir.), *1968, des sociétés en crise : une perspective globale*, Québec, PUL, 2009, p. 81.

1- Les facteurs favorisant le déclenchement de la crise

La crise de 1968 surgit dans un contexte national marqué par une crise économique aiguë exacerbée par plusieurs facteurs. Le premier tient sans doute à une persistance de ce que Senghor appelle « la détérioration des termes de l'échange⁹⁴ ». Cette formule sert à illustrer la tendance baissière des cours mondiaux des matières premières vendues par les pays du Tiers-monde aux nations développées. L'arachide, qui était la principale ressource agricole exportée et génératrice de revenus du Sénégal, subit en effet les méfaits de la sécheresse et d'une chute drastique de son prix sur le marché mondial⁹⁵. Il s'y ajoute que l'économie sénégalaise, formatée du temps de l'Afrique occidentale française (AOF) à servir un large marché à la grandeur de celle-ci, traversait des difficultés d'adaptation à la nouvelle réalité postcoloniale⁹⁶. Cette récession financière et économique cause un impact social énorme puisque le SMIG [le salaire minimum] qui était de 7626 francs à l'indépendance en 1960, avait perdu 66% de sa valeur en 1968⁹⁷.

D'autres facteurs entrent en considération, notamment un contexte international marqué par la montée de revendications politiques et sociales ainsi que le soulèvement de la jeunesse un peu partout dans le monde contre l'ordre établi. Au Sénégal, ce contexte est également marqué par une décolonisation inachevée et illustrée par la mainmise française sur l'économie sénégalaise, la présence massive de l'assistance technique française dans tous les domaines de la vie nationale y compris à la présidence où les conseillers

⁹⁴ Vaillant, *Vie de Léopold Sédar Senghor...*, p. 390.

⁹⁵ Bathily, *Mai 68...*, p. 54-55.

⁹⁶ *Ibid.*

⁹⁷ *Ib.*

détachés par la France occupent les positions-clés auprès de Senghor⁹⁸. Dans ce contexte de frustrations sociales et politiques et en l'absence d'une opposition légale, l'Université a vocation à devenir l'épicentre de la contestation. Elle offre un cadre de repli à la contestation politique et s'oppose à l'État « par rapport à la contradiction entre son idéologie centrée sur le retour aux valeurs africaines et l'influence et le contrôle français dans la formulation des programmes⁹⁹ ».

L'utilisation de la radio par le régime, en privilégiant le monde rural et le culte de personnalité du père de la nation, montre également ses limites en zone urbaine, là où se concentrent les forces syndicales et la jeunesse scolarisée. À y regarder de près, on note que *Radio-Sénégal*, à travers la chaîne nationale, privilégie sans conteste l'auditoire paysan et les femmes durant cette période qui s'écoule de 1960 à 1968. Ce choix fondamental, hérité de la gouvernance de Mamadou Dia, néglige incontestablement les attentes de certaines forces sociales comme les intellectuels, les élèves, les étudiants et enfin les forces syndicales¹⁰⁰. Une enquête commanditée par le ministère de l'Information et destinée à comprendre les attentes des auditeurs permet de comprendre la distorsion entre l'offre éditoriale de *Radio-Sénégal* et les besoins de ces forces sociales négligées dans la mise en place des programmes radiophoniques.

Menée entre janvier et mars 1964, cette enquête démontre que les salariés ouvriers, par exemple, comptent parmi les plus fidèles auditeurs de *Radio-Sénégal*¹⁰¹. Il ressort de

⁹⁸ *Ib.*, p. 59-62.

⁹⁹ Dramé, « Le Palais... », p. 85.

¹⁰⁰ Diop, *La construction de l'État...*, p. 37.

¹⁰¹ Pierre Fougereyrollas, *Modernisation des hommes, l'exemple du Sénégal*, Paris, Flammarion, 1967, p. 83-86.

cette enquête sociologique que 77% des ouvriers écoutent régulièrement la radio chez eux et que 89% parmi eux préfèrent les émissions d'information. Parmi les émissions de *Radio Sénégal* écoutées par ordre de préférence, les ouvriers citent les informations, les émissions musicales, la religion, l'histoire et les sports. Mais malgré cet intérêt des ouvriers, *Radio-Sénégal* ne met pas en place des émissions spécifiques destinées à ce public-cible.

Alors que le front social bouillonne, que les syndicalistes se soucient de la détérioration de leur pouvoir d'achat, les étudiants de l'amélioration de leurs conditions de vie et d'études, que certaines forces politiques rêvent d'en découdre avec un régime accusé de néocolonialisme, *Radio Sénégal* diffuse ses émissions ludiques, d'éducation agricole et féminine. Les rares émissions de débat ou de culture sont confinées dans la programmation de la chaîne Inter destinée en principe au public basé hors des frontières sénégalaises. C'est, par exemple, le cas de l'émission hebdomadaire *Table ronde*, d'une durée de 30 minutes, en français, censée porter sur des thèmes d'actualité, mais jamais sur des questions politiques d'ordre interne pouvant gêner le régime en place.

La radio, outre ses sujets de prédilection sur l'agriculture et les femmes, ne relaie au plan politique que la parole du président Senghor et de ses partisans¹⁰². Elle devient ainsi aphone sur les problèmes socio-économiques qui assaillent les populations urbaines, sauf lorsqu'il s'agit, à travers des éditoriaux, chroniques de certains membres de la rédaction ou des discours fleuve du Chef de l'État de flétrir « l'ennemi intérieur »¹⁰³. À partir du mois de juin 1966, avec l'absorption du PRA-Sénégal par l'UPS et la nomination de ses principaux dirigeants à la tête de départements ministériels stratégiques, cette dernière

¹⁰² Lamine Diakhaté, *Sénégal 1963, op.cit.*, 1963.

¹⁰³ *Ibid.*

formation parachève sa mutation en parti-État¹⁰⁴. Dès lors, « il fut impossible au Sénégal de critiquer la politique du gouvernement dans le cadre d'un parti légal d'opposition »¹⁰⁵. Ce rôle est désormais essentiellement repris par les forces syndicales et estudiantines qui sont privées d'antenne à la radio. Il semble y avoir alors un divorce entre le pays réel et celui magnifié dans les éditoriaux de Lamine Diakhaté ou les chroniques de Ousseynou Seck. Dans ce contexte, les élections législatives et présidentielles de février 1968, massivement remportées par l'UPS, s'assimilaient à une autocélébration d'un système politique complètement fermé. Le réveil est dur cependant pour le régime après ce scrutin-plébiscite avec une série de grèves scolaires qui gagnent peu à peu tout le système éducatif, avec comme épiscetre cependant l'Université de Dakar.

2- Une « radio de régime pour sauver le régime »

Déclenchée en mars 1968, la grève estudiantine se transforme au mois de mai de la même année en une vaste contestation politico-sociale d'autant plus massive qu'elle reçoit le soutien décisif de l'Union nationale des travailleurs du Sénégal (UNTS). Pour juguler la contestation, le régime de Senghor déploie alors une vaste propagande destinée à faire échec au mouvement de contestation, en s'appuyant particulièrement sur la radio-diffusion nationale. *Radio-Sénégal* se comporte, durant toute la crise de 1968, en organe de propagande sans nuance, avec un discours au service exclusif du gouvernement. La particularité de ce discours est qu'il recourt systématiquement à la stigmatisation et à la

¹⁰⁴ Animé principalement par Assane Seck, Abdoulaye Ly et Amadou Mokhtar Mbow, le PRA-Sénégal réussit jusqu'en 1966 à garder une existence légale malgré l'occupation de tout l'espace public par l'UPS qui se comporte comme un parti unique de fait et un parti-État. Lire à ce propos les mémoires de Assane Seck, *Sénégal, émergence d'une démocratie moderne, 1945-2005 : un itinéraire politique*, Paris, Karthala, 360 p.

¹⁰⁵ Gerti Hesseling, *Histoire politique du Sénégal...*, op.cit., p. 257.

diabolisation des forces syndicales et estudiantines au prix parfois d'une fabrication pure et simple de fausses informations destinées à décrédibiliser celles-ci¹⁰⁶.

C'est là la principale différence avec le type de propagande déployé en 1960 contre les Soudanais et en 1962 contre Mamadou Dia et ses partisans. Celui-ci se concentrait sur un discours politique centré sur la trahison supposée de ces adversaires. Alors que les étudiants et les syndicalistes devenaient des ennemis « construits » grâce à des « informations » savamment orientées et/ou élaborées. Dès le début des troubles à l'Université de Dakar, le pouvoir en place comprend en effet qu'au-delà de la répression, le combat contre les grévistes passe par une maîtrise et une orientation de l'information. Abdoulaye Diack, secrétaire d'État à l'Information dans le gouvernement, met en place ce qu'il appelle alors « une stratégie de communication destinée aux populations hésitantes qui n'avaient pas choisi leur camp »¹⁰⁷. Il décrit ainsi ladite stratégie :

J'avais non seulement avec moi les journalistes de la radio, mais également une équipe de militants, dans laquelle il y avait par exemple Moustapha Niasse, pour faire face à la propagande des étudiants qui faisaient montre d'engagement et d'une grande détermination. Nous avons fait de la radio un instrument de propagande pour sauver le régime qui à un moment donné, était vacillant même si Senghor a, durant tous ces événements, fait preuve de sang-froid. Face à la détermination des étudiants, nous avons choisi l'affrontement. J'ai mis en place une rédaction de combat contre la grève composée entre autres de Moustapha Niasse, Tidiane Daly Ndiaye, Djibril Ba et Ibrahima Dème. On fabriquait des bulletins d'informations pour battre en brèche les arguments des étudiants et les discréditer. On relayait les positions de l'État car il fallait tenir bon. Notre rôle dans le dispositif de défense du régime était très important. À tel point que c'est moi, Secrétaire d'État à l'Information, et non le ministre de l'Intérieur, qui a fait arrêter les syndicalistes grévistes et procéder à leur déportation à Dodji. Je coordonnais en permanence mes actions avec Senghor¹⁰⁸.

¹⁰⁶ Bocar Niang, Pascal Scallon-Chouinard, « Mai 68 au Sénégal et les médias... », *op.cit.*, p. 165-166.

¹⁰⁷ Entretien avec Abdoulaye Diack, *op.cit.*

¹⁰⁸ *Ibid.*

Une fois encore, Ousseynou Seck qui s'était déjà illustré en décembre 1962, fait office de principal propagandiste du Parti-État, l'UPS, comme le corrobore ce témoignage de Massamba Thiam :

Nous n'avions aucun contrôle sur ses commentaires. Vu sa proximité avec Senghor, il en savait apparemment plus que nous sur ce qu'il fallait dire ou faire. Il disposait d'une totale liberté de commentaires parce que assis sur le bon fauteuil. Du coup, il développait librement sa propagande¹⁰⁹.

Ousseynou Seck devient d'ailleurs l'une des cibles des grévistes qui saccagent au mois de juin 1968 sa maison¹¹⁰. Sans se laisser démonter par un tel événement, il aura le lendemain, au micro de *Radio-Sénégal*, ce commentaire cinglant et lapidaire à l'adresse des étudiants : « Lougne ma defal, kougne ko defal sa baye mou wakh¹¹¹ ». Cette formule devient par la suite une de ses expressions favorites.

Mais selon Assane Seck, ministre de l'Éducation nationale au moment des faits, si « Ousseynou Seck savait sortir des phrases dures » contre les grévistes, cela ne saurait résumer la stratégie d'instrumentalisation de la radio. Il donne son propre exemple, ayant eu à utiliser la station radiophonique pour poser des actes beaucoup moins passionnés mais tout aussi efficaces.

Lors d'une visite à l'université, ayant trouvé sur les murs des images qui heurtaient la sensibilité, j'ai tout simplement invité sur la radio nationale nos compatriotes à se rendre à l'université pour y voir ce que font certains étudiants. Tout fut alors effacé ou brouillé et rendu illisible par les auteurs sans aucune confrontation violente¹¹².

¹⁰⁹ Entretien avec Massamba Thiam, *op.cit.*

¹¹⁰ À propos de ces émeutes, lire Omar Guèye, *Mai 1968 au Sénégal : Senghor face aux étudiants et au mouvement syndical*, Paris, Karthala, 2017, p. 59-64.

¹¹¹ « Si ton père recevait ce que je reçois du régime, il en aurait également dit du bien ». Lire à ce propos Moussa Paye, « La presse et le pouvoir », dans Momar Coumba Diop (dir.), *Sénégal, trajectoires d'un État*, Paris, Karthala, p. 333-334.

¹¹² Entretien avec Assane Seck à son domicile de la Médina à Dakar le 11 octobre 2007. Entrevue réalisée dans le cadre d'un projet de recherche sur le rôle de la radio dans les crises politiques de l'État postcolonial (projet DEA).

Cette anecdote illustre un fait : les étudiants eux-mêmes ne sont pas insensibles à ce que dit la radio même si elle symbolise à leurs yeux une machine à propagande du gouvernement. Ils avaient le souci de ne pas brouiller leur image, notamment auprès des populations urbaines, les plus susceptibles de soutenir leur cause. Le recours à la radio pour discréditer les étudiants peut se justifier par une certaine panique qui s'est emparée du régime mais également par l'efficacité reconnue à cet outil médiatique pour atteindre une large partie des populations, en s'adressant notamment à celles-ci dans les langues nationales¹¹³.

Mbaye Diack, président de l'Union démocratique des étudiants sénégalais (UDES) au moment de la grève, révèle un curieux échange avec le recteur d'alors de l'université de Dakar, le français Paul Teissier. « Le 29 mai 1968, Tessier convoque l'UDES et l'Union des étudiants de Dakar (UED), au rectorat. Il m'interpelle en ces termes : M. Mbaye Diack, Senghor m'a dit qu'il faut que vous fassiez une lettre pour dire que vous ne cherchez pas à renverser son régime. Êtes-vous prêt à écrire et signer une telle lettre ? Je lui ai répondu qu'il n'en était pas question¹¹⁴ ».

Cette conviction partagée par le président Senghor que les grévistes cherchent à renverser son régime explique certainement le fait que *Radio-Sénégal* se positionne dans une stratégie de défense du gouvernement et de ses positions. C'est l'UPS qui dicte à la radio ses éditoriaux dont la fonction est « d'attaquer ou de contre-attaquer pour répondre

¹¹³ Sur l'importance du facteur linguistique dans le paysage radiophonique africain, lire Louis Martin On-guéné Essono, *Langues et médias en Afrique noire francophone, analyse (socio) linguistique et didactique*, Paris, Publibook, 2017, p. 365.

¹¹⁴ Entretien avec Mbaye Diack, ancien président de l'UDES à Dakar, à son bureau de la présidence de la République le lundi 29 octobre 2007. Entrevue réalisée dans le cadre d'un projet de recherche sur le rôle de la radio dans les crises politiques de l'État postcolonial (projet DEA).

aux tracts des grévistes » selon Ibrahima Dème, rédacteur en chef de la station au moment des faits et un des éditorialistes de l'époque avec Djibril Ba et Massamba Thiam¹¹⁵. En écoutant les chroniques et émissions de l'époque, l'on est frappé par le fort engagement politique des journalistes aux côtés du pouvoir. C'est ainsi que le soir même du déclenchement de la grève générale, l'éditorialiste de la radio dresse un bilan qui traduit le mépris affiché à l'égard des grévistes. Il affirme que « pendant qu'à Dakar la section régionale de l'Union nationale des travailleurs du Sénégal (UNTS) refusait à obtempérer aux paroles de sagesse et aux règles les plus élémentaires de prudence ; pendant que ses dirigeants obstinés décidaient de déclencher une grève générale illimitée illégale, l'ensemble des travailleurs du Sénégal ont refusé de les suivre dans leur aventure¹¹⁶ ».

Ce type de commentaires égrenés à la radiodiffusion nationale tente donc de démontrer que la grève n'avait eu qu'un impact limité à Dakar et qu'elle avait connu un échec retentissant à l'intérieur du pays¹¹⁷. Dans ce cadre, les correspondants régionaux sont largement mis à contribution pour démolir l'action des syndicalistes. Un bilan par chefs lieu de département est établi en insistant sur l'échec de la grève. Le correspondant local de la radio lit des communiqués émanant de l'administration locale, de bureaux dissidents de l'UNTS locale et des sections de l'UPS¹¹⁸. Cela se concrétisait par des commentaires dans les reportages : « Il n'y a pas eu de grève à Bambey. Tous les secteurs

¹¹⁵ Entretien avec Ibrahima Dème, rédacteur en chef et directeur de l'information de Radio-Sénégal entre 1964 et 1968, réalisé à Dakar le 5 janvier 2008. Entrevue réalisée par nous dans le cadre d'un projet de recherche sur le rôle de la radio dans les crises politiques de l'État postcolonial (projet DEA).

¹¹⁶ Archives RTS Bande B 68 05 : « Grèves et mouvements sociaux », 1968.

¹¹⁷ L'impact de la grève de 1968 en dehors de la capitale est l'objet d'une étude dans Gueye, *Mai 1968...*, p. 64-71.

¹¹⁸ Le contrôle exclusif du pouvoir de Senghor sur la radio et les journaux locaux faisait de la presse étrangère la seule source médiatique pouvant donner une information plus indépendante sur les événements de mai 1968. La presse française en général et le quotidien français *Le Monde* en particulier jouent sur ce

d'activité ont refusé le mot d'ordre de grève ». Cette phrase est suivie d'enregistrements sonores comme la lecture d'une résolution des parents d'élèves condamnant la grève, celle d'une motion de soutien du comité d'entreprise local. Mais c'est le correspondant de *Radio-Sénégal* à Richard Toll qui s'illustre le plus avec ce commentaire : « au moment où nous émettons, voici la physionomie. Pourcentage des grévistes : Préfecture zéro, Santé zéro, Perception zéro, Secteur agricole zéro, Élevage zéro, Eaux et forêts zéro, ONCAD zéro, Mairie zéro, OCS zéro, Contrôleurs économiques zéro, IRAS zéro, TP zéro¹¹⁹ ».

Et pour bien frapper l'esprit des auditeurs, le journaliste appuie chaque fois sur la prononciation du mot zéro. Les reportages des correspondants de *Radio-Sénégal* sont également truffés de qualificatifs peu amènes sur les grévistes : « poignée de syndicalistes à la solde de l'étranger ; caractère politique et non corporatiste de la grève¹²⁰ ». Le pouvoir prend ainsi le parti de manipuler l'information pour l'orienter dans le sens de ses intérêts. Et il le fait sans états d'âme, n'hésitant pas à recourir à des stratagèmes pour remettre en cause le patriotisme des grévistes présentés comme des agents au service de l'étranger ou comme des athées¹²¹. Les étudiants grévistes sont également dépeints comme étant des communistes. Cette dernière accusation peut particulièrement faire mal dans un pays où le fait religieux en général, islamique en particulier, bénéficie d'une certaine sacralité. Cette stratégie dénote que le but poursuivi était avant tout de décrédibiliser l'adversaire

registre un important rôle. Lire à ce propos Bocar Niang et Pascal Scallon-Chouinard, « Mai 68 » au Sénégal et les médias : une mémoire en questions », *Le Temps des médias*, n°26, janvier 2016, p. 163-180.

¹¹⁹ Archives RTS Bande B 68 05 : « Grèves et mouvements sociaux », 1968.

¹²⁰ *Ibid.*

¹²¹ Cette accusation était récurrente puisque les étudiants grévistes étaient présentés comme des communistes, comme nous l'a confirmé Mbaye Diack, l'un des principaux leaders estudiantins (entretien à Dakar le 29 octobre 2007)

pour faire échec à son combat. Abdoulaye Diack résume tout cela à travers cette formule : « c'était une radio de régime pour sauver le régime¹²² ».

Avec le recul, se pose la question de la mutation de l'Union des travailleurs du Sénégal (UNTS) de force syndicale proche du Parti-État à force sociale contestant le régime senghorien ? Sa participation aux grèves déclenchées dans un premier temps par les étudiants de l'université de Dakar donne indéniablement à la crise une dimension populaire et politique. L'on pourrait penser que l'UNTS conservait encore en elle cette combativité et cette tradition de lutte héritée de la période coloniale. Le pouvoir postcolonial n'avait tout simplement pas achevé le travail de domestication de cette force syndicale frondeuse¹²³.

En effet, « jusqu'en 1968, l'État postcolonial a entretenu avec le syndicalisme des relations de contrôle moins brutales : sa faiblesse – c'est un État désarticulé – ne l'autorisait pas à exiger du mouvement syndical un reniement total de son unité et de son indépendance qui constituaient sa force à l'époque coloniale¹²⁴ ». D'où la reprise en main opérée par le régime à la faveur de la crise de mai 1968 pour susciter la naissance d'une nouvelle centrale, la Confédération nationale des travailleurs du Sénégal (CNTS), laquelle remplace non seulement l'UNTS comme force syndicale hégémonique, mais devient une organisation officiellement affiliée au Parti-État¹²⁵. Cette reprise en main passe également

¹²² Entretien avec Abdoulaye Diack, *op.cit.*

¹²³ Gueye, *Mai 1968...*, p. 247-249.

¹²⁴ Mar Fall, *L'État et la question syndicale au Sénégal*, Paris, l'Harmattan, 1989, p. 11.

¹²⁵ Babacar Diop Buuba, « Les syndicats, l'État et les partis politiques » dans Momar Coumba Diop (dir.), *Sénégal, trajectoires d'un État*, Paris, Karthala, 1992, p. 485-486. Kalidou Diallo, « Le mouvement syndical, crises et recompositions » dans Momar Coumba Diop (dir.), *La société sénégalaise entre le local et le global*, Paris, Karthala, 2002, p. 445-452.

par une prise de parole du président Senghor qui se déploie par des discours offensifs à la radio contre ce qu'il appelle « l'ennemi intérieur ».

3- Une propagande bâtie sur la fabrique d'un ennemi intérieur

Secoué par la radicalisation des étudiants après la rupture des négociations le 26 mai 1968, suivie d'une grève générale illimitée déclenchée le 31 mai par l'UNTS, le président Senghor choisit de multiplier les discours à la nation. L'analyse du contenu de ces allocutions dénote une certaine combativité de sa part, mais également une volonté de discréditer ses adversaires auprès de l'opinion publique. Ses discours recouvrent souvent un ton paternaliste et autoritaire délivré suivant le schéma du « père de la nation » qui parle à ses enfants.

L'on comprend donc bien ici que le recours à la rhétorique de la paternité recouvrait d'abord pour Senghor un enjeu de construction hégémonique du pouvoir qui, au nom d'une réduction essentialiste de l'identité nationale, visait à inscrire les populations dans l'assignation politique subordonnée de « cadets politiques¹²⁶ ».

Dès que des violences éclatent à l'Université de Dakar le 27 mai 1968, la communication est directement prise en main par la présidence de la République. Un communiqué signé par le chef de l'État est diffusé le jour même sur les ondes de la radiodiffusion nationale. Ce dernier y informe les parents d'élèves que « tous les élèves des établissements secondaires ou techniques qui auront fait la grève des cours, de composition ou des examens, seront renvoyés définitivement, de tous les établissements publics du Sénégal ¹²⁷ ». Ce communiqué semble produire ses effets puisque le jour même, la Fédération nationale

¹²⁶ Havard, « Senghor ? Y'en a marre ! L'héritage senghorien... », p. 75-86.

¹²⁷ *Dakar-matin*, n° 2146 du 28 mai 1968, p. 1.

des parents d'élèves enjoint ses membres, « parents, tuteurs ou correspondants à conduire leurs enfants le mardi 28 mai à 8 heures dans leurs établissements respectifs¹²⁸ ».

Ces résolutions ne réussissent pas à entamer la détermination des grévistes qui mettent à exécution avec succès leur mot d'ordre le 28 mai. Et le 29 mai, un nouveau communiqué du Président Senghor annonce que « les lycées et collèges de la région de Cap-Vert et de la ville de Saint-Louis seront fermés jusqu'à nouvel ordre à partir du mercredi 29 mai 1968¹²⁹ ». Le 30 mai, un arrêté du gouverneur de la région du Cap-Vert lu sur les ondes témoigne de la fermeté des autorités, puisqu'il confirme non seulement la fermeture de tous les établissements scolaires décidée la veille par le Chef de l'État, mais décide également de celle, de jour comme de nuit, de tous les établissements recevant du public : salles de cinéma, théâtres, cabarets, dancings, restaurants et bars.

L'arrêté du gouverneur élargit également cette interdiction à toute autre forme de rassemblement public : séances de tam-tam, bals publics, chants religieux, manifestations sportives. Enfin l'arrêté du gouverneur interdit un rassemblement sur la voie publique de plus de cinq personnes, et menace de traduire devant un Tribunal de simple police tout contrevenant. De son côté, le bureau politique de l'UPS se réunit en session extraordinaire le jour même du déclenchement de la grève à l'Université et annonce dans un communiqué laconique avoir décidé « un certain nombre de décisions qui seront fermement appliquées » tout en demandant à ses militants de « rester mobilisés et de renforcer à tous les niveaux leur vigilance¹³⁰ ».

¹²⁸ *Dakar-matin* n° 2147 du 29 mai 1968, p.1.

¹²⁹ *Dakar-matin* n° 2148 du 30 mai 1968, p.1.

¹³⁰ *Ibid.*

Signe de la nervosité et de la détermination des autorités, un couvre-feu est décrété de 20 heures à 6 heures, dans la soirée du 30 mai et l'état d'urgence proclamé. Et dans un communiqué diffusé en toute dernière heure sur les ondes de la radio, le Président Senghor indique que « devant les incendies de voitures, bris de vitrines et pillages perpétrés par les manifestants, les forces de l'ordre ont reçu l'autorisation de tirer à vue sur les pillards et les incendiaires »¹³¹.

La crise atteint son paroxysme le 31 mai quand les syndicats regroupés dans l'UNTS se joignent aux étudiants en décrétant une grève générale. Cette fois-ci, c'est le ministre de la Fonction publique et du Travail, Abdoul Ndiaye qui monte au créneau à travers une déclaration radiodiffusée. Il annonce que la grève est illégale au regard des dispositions du Code du Travail et que l'État a pris toutes les dispositions pour assurer la sécurité des travailleurs non-grévistes. Une fois ce dispositif de répression annoncé, Senghor entreprend le 30 mai de parler directement aux Sénégalais à travers un discours fleuve diffusé sur les ondes de la radio¹³².

Il fustige l'UDES qu'il accuse de porter « une revendication politique » puisqu'il s'agit de « détruire, avec les structures de notre jeune État, l'indépendance nationale elle-même, sans laquelle nous n'avions aucune raison de vivre ». Dans ce discours radiodiffusé particulièrement dur, Senghor manie également l'ironie à l'égard des grévistes car selon

¹³¹ *Dakar-matin* n° 2149 du 31 mai 1968, p.1.

¹³² Ce discours devait être prononcé le 31 mai au soir comme annoncé dans l'édition du *Dakar-Matin* de la veille. Mais le Président Senghor allait réviser ses plans suite à la diffusion le 30 mai du tract du bureau régional du Cap-Vert de l'UNTS appelant à une grève illimitée à partir de zéro heure. Lire à ce sujet l'intéressant article publié par l'hebdomadaire *Afrique Nouvelle* de la semaine du 6 au 12 juin 1968, n°1087.

lui « il est curieux qu'ils aient attendu la révolte des étudiants de Paris pour faire la « même chose que les toubabs », pour singer les étudiants français sans modifier une virgule ¹³³».

Ce discours tranche avec la modération affichée par le ministre de l'Éducation nationale, Amadou Makhtar Mbow qui, le 27 mai 1968, lance un vibrant appel aux étudiants, avec force chiffres, pour démontrer la bonne volonté de l'État et les efforts fournis pour satisfaire les revendications du monde scolaire¹³⁴. Le ministre de l'Éducation nationale dresse un bilan complet de l'année scolaire 1967-1968 en insistant particulièrement sur les avantages sociaux auxquels bénéficient les étudiants de l'Université de Dakar. Il révèle notamment que le boursier du Sénégal le moins favorisé perçoit 11.250 francs Cfa, ce qui dépasse parfois le salaire mensuel de nombreux travailleurs sénégalais et caracole loin devant le revenu du paysan qui « ne dépasse pas 40.000 francs par an ¹³⁵ ».

Le ministre se lance dans une très longue dissertation dans laquelle il est remarquable de noter une absence totale de toute attaque contre les étudiants, pour persuader ces derniers de renoncer à leur grève et d'entamer des négociations avec le gouvernement. Cette attitude conciliante d'Amadou Makhtar Mbow finit d'ailleurs par exaspérer le président Senghor qui le fait remplacer à ce poste le 6 juin 1968 par son ex-camarade du PRA-Sénégal Assane Seck, tandis que Mbow devient ministre de la Culture, de la Jeunesse et des Sports. Mbaye Diack, l'ancien président du syndicat étudiant UDES propose une autre analyse de ce remplacement de Mbow par Seck. Cet épisode de la crise est

¹³³ *Dakar-matin*, n° 2149 du 31 mai 1968, p.1.

¹³⁴ *Dakar-matin*, n°2146 du 28 mai 1968, p.1.

¹³⁵ *Ibid.*

selon lui à relier également à des luttes internes opposant les ex-dirigeants du PRA-Sénégal, le dernier parti d'opposition absorbé par le parti-État, l'UPS, en juin 1966¹³⁶.

Amadou Makhtar Mbow était à un moment donné dans de bonnes dispositions car il était convaincu que nos revendications étaient de nature purement corporatiste. Il était donc disposé à trouver des solutions. Mais le clan dur du PRA-Sénégal incarné par Abdoulaye Ly et Assane Seck, l'a emporté. J'étais convaincu que tôt ou tard, il y aurait des négociations. Bien qu'écarté, Amadou Makhtar Mbow a beaucoup œuvré pour la réussite de celles-ci. Il avait pour émissaire Iba Der Thiam¹³⁷.

Amadou Makhtar Mbow offre pour sa part une lecture des événements qui fait apparaître une véritable divergence entre lui d'une part, Senghor et les autres membres du gouvernement d'autre part.

Quand les étudiants ont déclenché leur mouvement de grève, il y avait une nette tendance à choisir la répression comme réponse. Or je ne voulais pas de la répression. J'ai refusé qu'on investisse l'université et j'ai protesté quand c'est arrivé. Je ne me voyais pas réprimer les étudiants. Il fallait plutôt dialoguer. Mais au-delà de cet aspect, j'étais en désaccord avec Senghor sur l'orientation de l'Université de Dakar car j'étais convaincu qu'elle ne devait plus être une université française. J'étais partisan d'en faire une université africaine, gérée du point de vue administratif par un groupe d'États africains, et dotée d'un Conseil pédagogique qui jouerait pleinement son rôle. Senghor n'en a pas voulu. Dans ces conditions, il a appelé Assane Seck¹³⁸.

Sur le rôle de ses ex-camarades du PRA-Sénégal, Amadou Makhtar Mbow reconnaît qu'ils ont été durant ces événements à la fois « les bras séculiers et les bulldozers du président Senghor. Des gens qui se réclamaient de la gauche étaient prêts à réprimer très durement une grève d'étudiants et de syndicalistes¹³⁹ ». Assane Seck a une autre lecture

¹³⁶ À propos des enjeux politiques posés par cette absorption du PRA, voir Aminata Diaw, « La démocratie des lettrés », dans Momar Coumba Diop (dir.), *Sénégal, trajectoires d'un État*, Paris, Katthala, 1992, p. 310-312.

¹³⁷ Entretien avec Mbaye Diack, *op.cit.*.

¹³⁸ Entretien avec Amadou Makhtar Mbow, à son domicile du Point E à Dakar, en décembre 2007. Entrevue réalisée par nous dans le cadre d'un projet de recherche sur le rôle de la radio dans les crises politiques de l'État postcolonial (projet DEA).

¹³⁹ *Ibid.*

puisqu'il justifie son arrivée à la tête du ministère de l'Éducation nationale par le fait qu'avec Mbow, « il y avait un blocage total du dialogue entre les étudiants et le gouvernement¹⁴⁰ ». Amadou Makhtar Bow écarté du ministère de l'Éducation nationale, le discours des autorités se radicalise davantage et prend même parfois le ton de l'imprécation.

Senghor s'adresse une nouvelle fois le 13 juin 1968 aux Sénégalais, par le biais de la radio, au lendemain de l'accord conclu entre le gouvernement et l'UNTS, un événement censé mettre fin à la crise. Après cette accalmie obtenue avec la centrale syndicale, le président Senghor choisit de cibler cette fois-ci non pas « l'ennemi intérieur » comme il le faisait dans ses discours des semaines précédentes, mais de supposées visées impérialistes de puissances extérieures. « Ce qui intéresse l'adversaire-pour ne pas dire l'ennemi, ce qui intéresse le nouvel impérialisme, c'est le Cap-Vert. C'est Dakar, avec son nœud de communications internationales et son infrastructure industrielle » indique-t-il dans son allocution radiodiffusée du 13 juin au lendemain de l'accord conclu avec l'UNTS¹⁴¹. La pertinence de ces propos est questionnable car ils semblent une fois de plus s'inscrire dans une stratégie visant à présenter les grévistes comme les bras armés d'intérêts étrangers qui veulent déstabiliser le Sénégal.

Si le contenu des discours présidentiels a eu pour cibles principales les étudiants, les syndicalistes et l'opposition clandestine, il importe de noter que dans leur forme, les adresses du Président Senghor se caractérisaient par leur longueur. Ce qui lui attirait les sarcasmes de ses adversaires qui parlaient de longs monologues. Il essaiera par la suite de

¹⁴⁰ Assane Seck, *Sénégal, émergence d'une démocratie*, Paris, Karthala, 2005, p. 93.

¹⁴¹ *Dakar-matin* n° 2159 du 14 juin 1968, p. 6.

corriger cette mauvaise habitude comme l'illustre ce témoignage du rédacteur en chef adjoint de *Radio Sénégal* au moment de la crise de 1968, Massamba Thiam :

Je me rappelle qu'un jour, il a prononcé un discours d'une durée de deux heures devant le Conseil national [de l'UPS]. Nous l'avons synthétisé en 35 minutes, ce qui est déjà un résumé-fleuve. Alioune Sène ministre de l'Information qui était opposé à nous, dit à Senghor que nous l'avons censuré. Mar Diouf, directeur de cabinet de Senghor, me rapporte alors qu'il est très fâché. Alors que je couvrais un événement à la Présidence, la présentation de lettres de créances d'un ambassadeur, le Président m'interpelle en ces termes : Massamba, on m'a dit que vous m'avez censuré à la radio. Je lui réponds alors : M. le Président, aucun auditeur n'écouterait un discours de deux heures. Nous avons essayé de le résumer en 35 minutes. Cela l'a convaincu. Après la cérémonie, il a sorti une circulaire demandant que désormais ses discours fassent l'objet de résumés¹⁴².

Durant la crise, les autorités incitent également les leaders d'opinion et les associations qui leur sont proches à manifester leur soutien, à travers notamment des communiqués que la radio diffusait à longueur de journée. On relève dans ce florilège de communiqués de soutien, ceux de plusieurs sections régionales de l'UNTS, rappelant ainsi que la grève a été essentiellement portée par le bureau régional du Cap-Vert de la centrale syndicale¹⁴³.

Mais c'est surtout du côté des confréries musulmanes dont le poids spirituel et social demeure central dans la société sénégalaise que le pouvoir de Senghor a pu trouver comme en 1960 et en 1962, des renforts pour soutenir sa légitimité auprès des populations¹⁴⁴. L'efficacité et le caractère massif de sa propagande ainsi que sa capacité à couper les grévistes des masses rurales et des forces sociales qui lui sont favorables, comme les confréries religieuses, permettent en fin de compte au régime de survivre à la révolte de

¹⁴² Entretien avec Massamba Thiam, *op.cit.*

¹⁴³ Cap-Vert était à l'époque la dénomination officielle de la région couvrant Dakar et ses environs.

¹⁴⁴ Guèye, *Mai 1968...*, p. 254-257.

mai 1968. Mais ses fondements ayant été ébranlés, il lui fallait trouver vite d'autres sources de régénération. La décennie 1970 va ainsi être celle de beaucoup d'expérimentations politiques pour permettre au pouvoir de Senghor de consolider ses bases.

Quatrième partie

**La domestication de l'information au service de la construction de l'État-nation au temps du senhorisme triomphant
(1963-1976)**

Chapitre I : L'information radiodiffusée à travers le filtre de l'encadrement politique, de la propagande, du contrôle et de la censure

La mission assignée à la radiodiffusion nationale par le régime de Senghor répondait-elle aux besoins d'encadrement de la société par le parti-État, l'UPS, à travers une propagande, un contrôle et une censure bien élaborés ? Cette question est au cœur de ce chapitre qui étudie la gestion de l'information radiodiffusée par le régime de Senghor. Celui-ci avait conscience qu'une information non contrôlée, voire non censurée de sa part pouvait se révéler potentiellement dangereuse en mettant à nu les défaillances et les vulnérabilités du pouvoir en place. Quelle frontière tracer dans ce contexte entre information, propagande, encadrement, censure et contrôle ¹? Ces notions seraient-elles inextricablement liées dans la démarche éditoriale de *Radio-Sénégal* ?

L'enjeu au cœur d'une telle problématique demeure de faire jouer à la radio un rôle clé dans le processus de légitimation populaire du régime et de construction d'un nouvel État-nation. En chargeant la radiodiffusion nationale de diffuser ce qui tenait lieu d'idéologie officielle, à savoir le socialisme africain et la négritude, ces deux repères de la pensée senghorienne devenaient des éléments incontournables de la politique éditoriale mise en place². Ce chapitre s'intéresse ainsi aux techniques et aux contenus éditoriaux

¹ Il n'est pas aisé de définir une frontière entre contrôle et censure, celle-ci signifiant pour certains « contrôle exercé sur la circulation de l'information, le plus souvent par le pouvoir politique ». Lire à ce propos Étienne F. Augé, *Petit traité de propagande : à l'usage de ceux qui la subissent*, Paris, De Boeck Supérieur, 2015, p. 247. La notion de contrôle dans notre étude se limite au cadre administratif mis en place pour organiser le travail des journalistes de la radio. Ceux-ci travaillent notamment sous le contrôle d'une direction de l'information qui définissait le cadre alors que la censure ne s'exerçait que sur les sujets sensibles, le plus souvent reliés à la politique et à la personne du président de la République.

² La Fondation Jean Jaurès a publié en 2007 les actes d'un important colloque consacré à la vie et à l'œuvre de Senghor, à ses idées socialistes et à sa conception de la négritude. Fondation Jean Jaurès, *Senghor et le socialisme*, Paris, l'Harmattan, 2007, 90 p. Lire également à ce propos Janet. G. Vaillant, *Vie de Léopold Sédar Senghor : noir, français et africain*, Paris, Karthala, 2006, 448 p.

déployés par *Radio-Sénégal* pour populariser cette pensée senghorienne et le programme du régime de l'Union progressiste sénégalaise (UPS), mais également à l'interprétation des faits d'actualité selon l'optique politique du régime en place. Il s'agit d'examiner comment, par le biais de l'éditorial et de la chronique politique, un discours idéologique s'est imposé dans l'offre éditoriale de la radiodiffusion nationale³.

1- Les techniques d'endoctrinement du Parti-État à travers les éditoriaux et chroniques politiques

1-1 La déconstruction mémorielle sur Mamadou Dia et l'obsession du « chef sans rival »

La lecture d'un éditorial ou d'une chronique a toujours accompagné la diffusion de l'essentiel des bulletins d'information sur *Radio-Sénégal* durant les décennies 1960 et 1970⁴. À travers un éditorial ou une chronique, il s'agissait pour un membre de la rédaction de la radio ou un responsable du régime d'interpréter un fait d'actualité ou un sujet, selon l'optique idéologique du parti-État et du « Père de la nation ». Les éditoriaux et les chroniques politiques avaient pour objectif d'inculquer aux auditeurs la bonne attitude qu'il convenait d'adopter face au flot continu d'informations qui leur parvenait, en leur disant ce qu'en pensait le régime en place. L'enjeu ici était moins de mettre à la disposition des populations l'information vraie, mais la bonne interprétation de celle-ci en fonction des intérêts du pouvoir en place.

Cette fonction interprétative assignée à l'éditorial et aux chroniques en fait par conséquent des supports destinés à influencer l'opinion des auditeurs, par exemple sur des

³ Diakhaté, *Sénégal 1963*.

⁴ L'édition d'informations est appelée « journal parlé » dans le jargon de *Radio-Sénégal*.

sujets comme le socialisme africain et la négritude. On est ici sur le terrain de l'endoctrinement compris comme « le fruit d'une manipulation politique concertée visant à inculquer à tous la même vision cohérente et structurée du monde⁵ ».

Journaliste féru de littérature et admirateur de Senghor, Lamine Diakhaté inaugure ainsi en 1963 une série d'éditoriaux destinés à asseoir l'image d'un Senghor en pleine possession de ses moyens aux plans intellectuel, politique et idéologique⁶. Avec l'élimination politique de Mamadou Dia, l'ex-président du Conseil et la seule personnalité du régime susceptible de se poser en alter ego, un nouveau cycle politique s'ouvre exigeant de reformater l'image de Senghor comme seule incarnation du pouvoir d'État et comme l'unique bénéficiaire du prestige que confère celui-ci. Senghor devenu un chef sans rival au sommet de d'État avait le souci de se construire une nouvelle image.

Il s'évertue avec le concours de la radio à conforter sa réputation d'intellectuel de dimension mondiale, d'un père de la nation proche de son peuple et initiateur d'un « socialisme africain » censé faire le bonheur des masses sénégalaises⁷. L'actualité nationale, internationale, et même parfois l'information la plus anodine deviennent donc des prétextes pour chanter la gloire de Senghor et de son régime, érigés en modèles de perfection.

Le quatrième congrès de l'Union progressiste sénégalaise (UPS) tenu en octobre 1963, la première manifestation politique de ce genre à se réunir après la perte de pouvoir

⁵ André Duhamel et France Jutras, *Enseigner et éduquer la citoyenneté*, Québec, PUL, 2005, p. 152.

⁶ Lamine Diakhaté, *Sénégal 1963 : éditoriaux*, Ministère de l'information et des télécommunications, 1963, 33 p. Lamine Diakhaté, *Sénégal 1963, la nation en question : éditoriaux*, Préface de L. S. Senghor, Dakar, Ministère de l'information et des télécommunications, 1963, 45 p. Ces deux opus, dont un préfacé par Senghor, retranscrivent les principaux éditoriaux lus par Diakhaté sur les antennes de *Radio-Sénégal* durant l'année 1963. Avec une traçabilité aujourd'hui quasi inexistante au Sénégal mais conservés dans plusieurs bibliothèques étrangères, ces opus permettent de sauver de l'oubli les éditoriaux de Lamine Diakhaté qui ont disparu des archives sonores de *Radio-Sénégal*.

⁷ Harney, *In Senghor's...*, p. 83.

de Mamadou Dia, est ainsi une occasion saisie par *Radio-Sénégal* pour défendre des thèmes politiques chers à Senghor. Ce congrès provoque une avalanche d'éditoriaux chantant les louanges du père de la nation et pourfendant ses adversaires. Le 14 octobre 1963, Lamine Diakhaté lit sur les antennes un texte consacrant le quatrième congrès de l'UPS comme étant celui de « la vérité, de la tension morale et d'un retour aux sources de notre éthique »⁸. Abordant la question du Plan de développement qui a été au cœur des débats de ce congrès, et sans jamais nommer Mamadou Dia, l'éditorialiste se livre d'abord au procès de la gestion de ce dernier en dénonçant ceux qui ont fait du Plan « une panacée, un remède miracle, comme une baguette magique ayant pouvoir d'enrayer tous nos maux »⁹.

Senghor est présenté comme celui qui a sauvé la patrie de l'abîme, en référence aux événements de décembre 1962 qui ont abouti à la destitution du président du Conseil Mamadou Dia. Près d'un an après cet événement, le procès de ce dernier continue donc sur les ondes. Sans jamais le nommer, Lamine Diakhaté dénonce ainsi dans son éditorial du 15 octobre 1963 un bilan jugé dramatique de la gouvernance de Dia :

Au lendemain des événements des 17 et 18 décembre 1962, nous avons trouvé une situation qui, pour n'être pas catastrophique, n'en était pas moins dramatique. Notre économie avait cessé de progresser. Nos réserves étaient épuisées. Les capitaux avaient fui. Le plan dont on parlait comme d'un instrument à miracles, accusait un retard de plus de dix-huit mois. Le déséquilibre s'était installé, confortablement, dans les divers secteurs de l'activité de la nation¹⁰.

⁸ Éditorial lu à l'antenne le 14 octobre 1963. Diakhaté, *La nation en question : éditoriaux...*

⁹ *Ibid.*

¹⁰ Éditorial lu à l'antenne le 15 octobre 1963, Diakhaté, *La nation en question : éditoriaux...*

Cette précaution de langage correspond à l'ambiance de l'époque puisqu'une fois passé le procès de Dia et de ses compagnons condamnés à purger leur peine à Kédougou dans l'extrême-Est du Sénégal, la stratégie du pouvoir est d'effacer le souvenir et le nom des condamnés dans la mémoire collective. Par contre, tout doit être fait pour renforcer la figure de Senghor comme père de la nation¹¹. Cette dernière stratégie incitait donc les propagandistes du régime à toujours rappeler les pages sombres d'un passé récent correspondant forcément dans l'argumentaire posé aux années de pouvoir de Dia. Senghor revêtait ainsi les habits d'un père qui a sauvé le pays du désastre. Ce discours, celui d'un senghorisme triomphant, ne cessera plus alors, de refléter la démarche éditoriale de *Radio-Sénégal*.

1-2 Le senghorisme triomphant comme enjeu éditorial majeur

Après s'être livrée à la déconstruction de l'ère Dia, la radio s'évertue de présenter Senghor comme le sauveur de la nation, paré de qualités hors du commun. Diakhaté, pour capter l'attention de l'auditeur, n'hésite pas à recourir à toutes sortes de stratagèmes, y compris de se lancer dans des confidences pour mieux conforter son analyse. Le 16 octobre 1963, il commence son éditorial en relatant une conversation tenue dans son bureau avec un expatrié qui s'y est déplacé pour lui confier combien il a été « ému en entendant le rapport du secrétaire général de l'UPS » lors du congrès de ce parti¹². Diakhaté met alors dans la bouche de cet étranger dont le nom n'est pas cité, des commentaires exaltant « le courage et la lucidité du secrétaire général de l'Union progressiste sénégalaise¹³ ».

¹¹ Dramé et Niang, « Si vous faites l'âne... », p. 127-150.

¹² Éditorial lu à l'antenne le 16 octobre 1963, Diakhaté, *La nation en question : éditoriaux...*

¹³ *Ibid.*

La défense du « socialisme africain » comme fondement idéologique du régime était aussi une ligne d'argumentation puissante dans cette politique éditoriale vouée au culte du senghorisme. Ainsi pendant six jours consécutifs, du 14 au 20 octobre 1963, les éditoriaux lus à l'antenne de *Radio-Sénégal* sont consacrés à deux thèmes : tirer les enseignements du congrès de l'UPS qui vient de se tenir et plaider la pertinence du socialisme africain prôné par Senghor face aux partisans du communisme. L'éditorialiste Lamine Diakhaté se livre pendant toute cette période post-congrès au culte de personnalité de Senghor et à la promotion de ses conceptions socialistes. Le 14 octobre, il proclame ainsi « l'adhésion de nos militants, représentants authentiques de toutes les couches de la nation, au programme du Chef de l'État et de son gouvernement ». L'éditorialiste dépeint Senghor comme étant « un homme d'État digne de ce nom, c'est-à-dire, fidèle à l'éthique de vie de son peuple »¹⁴.

Le thème de l'idéologie occupe ainsi une grande place dans les éditoriaux de *Radio-Sénégal* au début de la décennie 1960. Dans une volonté affichée de confronter la gauche marxiste sénégalaise qui combat le socialisme africain défendu par Senghor, l'éditorialiste se lance souvent dans de longues tirades destinées à prouver la supériorité de l'option idéologique de celui-ci. « Nous sommes des socialistes, et pour nous, le socialisme c'est la raison opérant sur le réel. Notre réel, celui d'un pays à développer et qui cherche la méthode la plus efficace à ce développement¹⁵ ». En proclamant « nous sommes socialistes », l'éditorialiste de la radio dévoile à quel point l'UPS apparaît comme un Parti-État voulant représenter seul toute la nation sénégalaise au nom d'une « idéologie

¹⁴ Éditorial lu à l'antenne le 14 octobre 1963 ; Diakhaté, *La nation en question : éditoriaux...*

¹⁵ Éditorial lu à l'antenne le 17 octobre 1963, Diakhaté, *La nation en question : éditoriaux...*

nationale »¹⁶. Ce qui suppose donc, dans la bouche du journaliste, que tout Sénégalais épouse et adhère à l'idéologie de l'UPS. Cette proclamation trahit également une totale inféodation de l'éditorialiste au régime dont il défend farouchement la ligne idéologique.

Une technique de propagande développée par l'éditorialiste consistait également à étudier les enjeux du congrès de l'UPS sur les différentes couches de la population. Le 19 octobre 1963, Diakhaté souligne ainsi que « le IV^e congrès de l'Union progressiste sénégalaise aura été le congrès de la Femme sénégalaise¹⁷ ». Diakhaté note en effet qu'à l'occasion de cette manifestation statutaire du parti-État, les femmes du Sénégal ont revendiqué de participer à l'essor de la nation. Il cite une déléguée qui a déclaré à la tribune du congrès que les femmes ne doivent plus être confinées « à l'électoratisme ». Ramenant tout au secrétaire général du parti et à sa vision, l'éditorialiste présente cette revendication féminine comme un retour « aux sources de la négritude où l'espoir de vie était entre les mains de la femme¹⁸ ». On retrouve là une préoccupation très constante dans la philosophie politique de Senghor qui entendait faire de l'amélioration de la condition féminine un axe majeur de sa politique de développement. Cet objectif explique l'importance des émissions dédiées aux femmes dans la programmation de *Radio-Sénégal*.

Mais les éditoriaux de la radio pouvaient emprunter différentes thématiques qui touchent des sujets divers pas forcément connectés à la réalité sénégalaise, même si ultimement, l'objectif demeure de refléter les priorités et la coloration politique du régime senghorien. La proximité de celui-ci avec la France transparaissait par exemple dans les

¹⁶ Béji, *Désenchantement national*, p. 24.

¹⁷ Éditorial lu le 19 octobre 1963, Diakhaté, *La nation en question : éditoriaux....*

¹⁸ *Ibid.*

choix de certains sujets. La disparition de l'intellectuel français Jean Cocteau et de la chanteuse Édith Piaf le 11 octobre 1963 fait par exemple l'objet d'un long hommage sur les antennes de *Radio-Sénégal* à travers un éditorial lu par Lamine Diakhaté. Employant des termes dithyrambiques, il déclare que Cocteau et Piaf « descendaient tous les deux, des cimes de l'Olympe, le front rayonnant, les mains chargées des fruits de la Création¹⁹ ».

L'importance donnée à cet événement reflète d'une part la francophilie dans laquelle baigne le Sénégal trois ans après son accession à l'indépendance. Tout événement dans la France hexagonale le devient donc automatiquement au Sénégal au point de susciter un éditorial. L'hommage rendu par Lamine Diakhaté reflète d'autre part la force des thématiques liées à l'art durant cette période et s'inscrit en droite ligne à l'importance que leur accorde Senghor. L'année 1963 est par exemple celle de l'inauguration du Théâtre national Daniel Sorano, un investissement de 400 millions de F CFA présenté comme « l'un des plus beaux d'Afrique » par la propagande du régime et qui s'inscrit dans l'ambitieuse politique culturelle de Senghor²⁰. C'est également l'année où les préparatifs du Festival mondial des arts nègres bat son plein avec la mise en place des structures chargées de travailler à la réussite de cet événement d'abord programmé pour l'année 1965, avant d'avoir lieu finalement en avril 1966.

Les éditoriaux pouvaient également être instrumentalisés pour inciter les auditeurs à aller voter pour l'UPS et le président Senghor. Les commentaires de Lamine Diakhaté consacrés à la campagne électorale des élections législatives et présidentielles prévues le 1er décembre 1963, les dernières à se tenir avec la participation de l'opposition avant

¹⁹ Éditorial lu le 11 octobre 1963. Voir Diakhaté, *La nation en question : éditoriaux...*

²⁰ *Dakar-matin* n° 1267 du 26 juin 1965, p. 3 : « Inauguration du Théâtre national Daniel Sorano ».

l'ouverture démocratique du milieu des années 1970, illustrent jusqu'à quel point la radiodiffusion se refuse à traiter les partis d'opposition à équidistance du parti-État.

Ainsi le 29 novembre 1963, l'éditorial lu à l'antenne est une violente charge contre l'opposition. Cette date coïncide avec le dernier jour d'une campagne électorale marquée par des violences entre partisans de l'UPS et ceux des partis d'opposition en particulier. L'occasion est saisie par Diakhaté pour s'attaquer à une opposition mue par « une vocation de terrorisme », qui « semble oublier que ce qui frappe l'opinion mondiale, ce ne sont ni les graffiti, ni les incendies, ni les attaques à mains armées, ni les injures²¹ ».

Parlant du Parti-État, l'éditorialiste utilise toujours le pronom possessif « nous » pour s'en faire le défenseur. Ce « nous » semble à ses yeux incarner une sorte de relation fusionnelle entre l'UPS et le peuple.

Malgré tout ce qui s'est passé, nous demeurons optimistes, quand il s'agit de l'avenir de notre pays. Cet avenir, l'Union progressiste sénégalaise travaille à le réaliser. À cette entreprise, notre Parti, fort de sa cohésion, fort de son potentiel de vertus, fort de ce qu'il représente les aspirations de toutes les Sénégalaises et de tous les Sénégalais, notre Parti qui demeure fidèle à sa vocation de rassembler tous les fils du Sénégal, convie toutes les Sénégalaises et tous les Sénégalais²².

Il arrivait aussi qu'un éditorial soit entièrement dédié au père de la Nation, en lui attribuant parfois des qualités supérieures censées le distinguer parmi les humains. Ainsi le 9 décembre 1963, Léopold Sédar Senghor réélu huit jours plus tôt avec un score de 100% des votants, a droit à un véritable panégyrique de la part de l'éditorialiste²³. À l'entame de la lecture de son éditorial, il souligne que c'est un « témoignage au nom des six

²¹ Éditorial lu le 29 novembre 1963. Diakhaté, *La nation en question : éditoriaux...*

²² *Ibid.*

²³ Diakhaté, *La nation en question...*, p. 31-33.

cent poètes et hommes de culture de soixante pays » qui s'étaient réunis en septembre 1963 à Knokke-le-Zout en Belgique. Et de rapporter ce message qu'il met dans la bouche de ces derniers : « vous direz à Léopold Sédar Senghor que tout président de la République qu'il est, c'est à nous qu'il appartient. Nous sommes ses frères de lait ²⁴ ».

Il lit à l'antenne les noms d'une trentaine d'intellectuels européens, africains, asiatiques et américains qui, indique-t-il, lui ont confié « cette phrase simple, vigoureuse dans sa sincérité. Voilà le message des poètes et hommes de culture du monde à l'un des leurs »²⁵. Un véritable culte de la personnalité suit ce message rapporté de Belgique puisque Senghor est décrit par l'éditorialiste en ces termes : il est l'incarnation « d'une vision, la vigueur de cette passion fleurie sur les bords de la mer Égée et de la Méditerranée et qui apporta à l'océan qui baigne les côtes du Sénégal cette teinte vert-bleue, signe de rencontres fécondes, signe de synthèse, au troisième jour. De cette rencontre, de cette synthèse, a surgi la voix pure et grave de l'enfant prodigue²⁶ ».

Ce type d'éditoriaux à la gloire du père de la nation bat en brèche l'idée selon laquelle Senghor était allergique au culte de la personnalité²⁷. Certes, pour coller sans

²⁴ *Ibid.*, p. 31.

²⁵ *Ib.*, p. 32.

²⁶ *Ib.* ; L'éditorialiste faisait au préalable référence à « l'helléniste Sédar Senghor » qui a remis en cause « la parole de Platon ».

²⁷ Cette thèse est notamment défendue dans ses mémoires par l'ancien président sénégalais Abdou Diouf qui a longtemps été son collaborateur avant de lui succéder en décembre 1980. Il soutient que Senghor n'aimait pas les discours laudatifs, ni les panégyriques à son honneur. Il donne notamment l'exemple de Caroline Diop, ancienne responsable des femmes de l'UPS qui aurait provoqué la colère du président et reçu des sanctions, suite à un discours jugé très laudatif. Voir Abdou Diouf, *Mémoires*, Paris, Seuil, 2014, p. 111-112. Les éditoriaux et les reportages de *Radio-Sénégal* consacrés à Senghor que nous avons étudiés sont pourtant à l'opposé de cette affirmation. Senghor a également préfacé donc cautionné un des deux opuscules retranscrivant les éditoriaux de Lamine Diakhaté et dont certains transforment l'éditorialiste en laudateur du Président. Voir Lamine Diakhaté, *Sénégal 1963, la nation en question, Préface de L. S. Senghor*, Ministère de l'information et des télécommunications, 1963, 45 p.

doute à la personnalité et au profil de Senghor, ces panégyriques étaient teintés d'un certain intellectualisme et de beaucoup de pédantisme dans le français utilisé. Mais leur contenu restait très louangeur vis-à-vis de sa personne. Il y avait également un souci de présenter Senghor sous les traits d'un intellectuel de dimension mondiale que le reste du monde envie aux Sénégalais. Il s'agit là du message subliminal qui ressort des propos tenus très souvent à l'antenne par Lamine Diakhaté.

2- Un système d'encadrement, de contrôle et de censure de la parole radiophonique

2-1 L'emprise de Senghor sur la rédaction entre 1963 et 1974

Le président Senghor entretenait une relation spéciale avec la radio qu'il considérait comme le média le plus apte à consolider les bases de son régime. Après les événements de décembre 1962, il n'hésite pas à superviser personnellement, à distance, la gestion éditoriale de *Radio-Sénégal*, soucieux sans doute d'exercer un contrôle total sur celle-ci. Son intérêt pour le travail de la radio se manifestait à un double niveau. D'une part, il agissait comme un auditeur attentif guettant les moindres dérapages dans le travail des journalistes et n'hésitant pas à les admonester. Ces dérapages pouvaient concerner la qualité du français employé à l'antenne ou le traitement des informations considérées comme sensibles. Mais le président agissait également comme une sorte de super rédacteur en chef, intervenant dans la définition des programmes et imposant des thèmes à développer à l'antenne.

Senghor accordait une importance particulière au français employé à l'antenne qui se devait d'être irréprochable à ses yeux. Il n'hésitait pas à publier des décrets pour codifier l'usage des expressions qui lui semblaient les plus problématiques²⁸. Il justifiait cette posture par sa volonté de faire de la radio un instrument éducatif dont l'une des premières vocations serait d'apprendre aux Sénégalais à bien parler français. C'est l'argument qu'il utilise en 1966 dans une demande adressée au gouvernement français pour faire prolonger le contrat de deux journalistes français travaillant à *Radio-Sénégal* à titre de coopérants. Pour convaincre les autorités françaises, il y présente *Radio-Sénégal* comme « un organisme d'éducation dont l'une des attributions est d'apprendre à parler correctement et avec l'accent idéal ²⁹ ».

Les termes de cette demande dévoilent non seulement une francophilie assumée mais également une certaine quête d'assimilation culturelle puisque le français doit être parlé avec « l'accent idéal », c'est-à-dire précise Senghor dans sa lettre, dans un accent emprunté « à la bourgeoisie parisienne » qui serait selon lui le meilleur recommandé par « le Traité de prononciation française »³⁰. Cette demande, adressée à un ministre français, ne témoigne-t-elle pas également d'une certaine dévalorisation protocolaire des présidents africains dans leurs relations avec l'ex-puissance coloniale ? Cette posture d'un président africain demandant à un ministre français de bien vouloir prolonger le contrat de deux coopérants français prouve que six ans après l'indépendance, une certaine asymétrie protocolaire continue d'imprégner les relations entretenues par les membres du gouvernement

²⁸ Journal officiel de la République du Sénégal n° 4476 du 28 février 1976.

²⁹ Centre des archives contemporaines (CAC), versement 1981 0443, art.70, cité dans Patrick Weil et Stéphane Dufoix (dir.), *L'esclavage, la colonisation, et après...*, Paris, PUF, 2005, p. 335.

³⁰ *Ibid.*

français avec les chefs d'États des ex-colonies. Les lettres du ministre de la coopération française adressée au président de la Fédération du Mali entre 1959 et 1960, au sujet de *Radio-Dakar*, reflétaient ainsi une certaine condescendance et n'avaient aucun égard pour le titre de Chef d'État de ce dernier. Que l'interlocuteur de Senghor sur un dossier traitant de la radiodiffusion soit un ministre français est une forme de continuation de cette asymétrie protocolaire relevée déjà avec Keïta. Cette affaire ne reflète-t-elle pas enfin, une nouvelle fois, la personnalité ambivalente du chanteur de la négritude qu'était Senghor, à la fois champion d'un certain patriotisme culturel africain, mais dont la francophilie nourrissait toutes les accusations d'être un suppôt de la France, tout dévoué à la langue et à la culture de celle-ci ?

Senghor prenait certainement très au sérieux le rôle de la radio dans la diffusion de la langue française avec « l'accent idéal ». Il n'hésitait pas ainsi à convoquer au Palais présidentiel les membres de la rédaction de *Radio-Sénégal* pour leur faire des remarques sur leur ponctuation³¹. L'audience que le président Senghor accorde le 23 février 1968 à des journalistes de *Radio-Sénégal* constitue un exemple très illustratif. D'après le compte rendu qu'en donne le quotidien gouvernemental, il commence d'abord par exprimer sa fierté de constater que la radio diffuse « des informations objectives et des émissions d'une haute tenue qui pouvaient se placer au rang des meilleures radiodiffusions des pays développés »³². À titre anecdotique, il leur reproche d'être venus à l'audience sans leurs enre-

³¹ *Dakar-matin* n°2073 du 26 février 1968, p. 1 : « Le Président L. Senghor a reçu les journalistes et animateurs de la Radiodiffusion nationale ».

³² *Ibid.*

gisseurs en vue de permettre une diffusion de ses propos à l'antenne. Mais ceux-ci confirment surtout la réputation prêtée au président Senghor d'être un fidèle auditeur des émissions de *Radio-Sénégal*. Car après cet hommage, le chef de l'État sénégalais se livre à quelques remarques, notamment sur la façon de prononcer des journalistes.

Il révèle ainsi avoir « personnellement acheté » des traités de prononciation française « à l'intention des agents de la Radiodiffusion ». Le Président s'exprima en ces termes : « si je vous remets ces livres, ce n'est pas parce que vous ne prononcez pas bien, mais c'est parce que la radio a un grand rôle, un rôle important dans l'information et dans l'éducation des masses. Et dans notre monde il faut toujours tendre vers la perfection »³³. El hadj Amadou Mansour Sow qui a intégré la rédaction de *Radio-Sénégal* en 1974 apporte un témoignage saisissant sur ces fameuses rencontres entre le président Senghor et les journalistes.

Chaque année, nous avions une grande réunion au Palais présidentiel au cours de laquelle il revenait sur certains aspects. Je me rappelle une fois, il a interpellé en ces termes une consœur : « Oui, Madame, lisez-moi ces deux noms ». Il écrivit sur un tableau ces deux noms : Paul et Paule. La dame prononce de la même manière : « Paul, Paul ». Sa réaction fuse : « Mais non! Quand c'est un homme c'est Paul! Et quand c'est une femme c'est Pauuule! [en étirant le son « o » et en appuyant sur la terminaison] C'est ça la différence. Vous êtes dans une radio. C'est important quand vous dites le nom d'une femme, de marquer le « o »³⁴.

Le Président Senghor insistait également beaucoup sur la rythmique des phrases prononcées par les journalistes et les animateurs. Ces derniers avaient donc droit à un cours présidentiel spécial.

Le Président Senghor nous parle aussi de la rythmique. Et là, il fait venir une petite calebasse. C'était un très bon batteur. Il chantonne en battant

³³ *Ib.*

³⁴ Entretien avec El Hadj Amadou Mansour Sow, membre de la rédaction de *Radio-Sénégal* de 1974 à 2005, le 29 juillet 2019 à son domicile sis au Sacré-Cœur à Dakar.

sur la calebasse : « kay niou bané, mane bané wouma légui. Bala may bané souf sedd³⁵ ». Il voulait montrer la progression dans la rythmique. Je me rappelle que je me suis mis à rigoler. Le ministre [de l'information] me regarde d'un air très réprobateur. Il a recommencé et je me mets à rire à nouveau. Parce que je comprenais que ce monsieur avait également de l'humour. Il avait également envie de nous faire rire. Mais les gens avaient tellement peur que personne n'osait rire même quand il racontait des blagues. Je riais car je n'avais rien à me reprocher. Au contraire, j'étais chargé d'encadrer les gens que le président trouvait mauvais lecteurs³⁶.

Durant ces deux premières décennies postindépendance, le président Senghor prend souvent la posture du grammairien et du Professeur pour corriger souvent ce qu'il considère comme des errements de ses concitoyens dans le maniement de la langue française. Cette posture traduit certainement d'un point de vue psychologique, émotionnel, intellectuel et politique une francophilie qui puise dans les tréfonds de son parcours académique, parlementaire et personnel³⁷. Comme le note Smith, « par son parcours scolaire d'élite, Léopold Sédar Senghor a incarné jusqu'à l'excès le modèle du lettré francophone « gréco-latin³⁸ ». Cette posture lui sert parfois de prétexte pour brimer ses opposants comme le démontrent les interdictions du film *Ceddo* du cinéaste Ousmane Sembène ou

³⁵ « Viens jouer avec moi. Non je ne joue pas maintenant. J'attends tard le soir pour jouer ». Le choix du mot wolof « bané » (qui peut se traduire en français par « jeu amoureux ») suggère qu'il s'agit d'un poème à connotation érotique.

³⁶ Entretien avec El Hadj Mansour Sow.

³⁷ Vaillant, *Vie de Léopold Sédar Senghor...*

³⁸ Étienne Smith, « « Senghor voulait qu'on soit tous des Senghor ». Parcours nostalgiques d'une génération de lettrés », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 118, n°2, 2013, p. 89.

le journal d'opposition *Siggi* du Professeur Cheikh Anta Diop³⁹. Car comme pour le français, il veille à la pureté de l'orthographe des langues nationales et n'hésite pas sur ce terrain également à légiférer via des décrets contraignants⁴⁰.

En fin de compte, même lorsqu'il se pare de sa toge de Professeur dans sa gestion du pouvoir, il s'agit pour Senghor d'un moyen de déployer subtilement un certain autoritarisme politique. Sa posture « professorale » vis-à-vis des journalistes de la radio nationale s'inscrit dans cette dynamique autoritaire. Elle est également un révélateur de la pratique d'un purisme linguistique destiné à « contenir les éléments dissidents ou bien à les exclure du processus national de l'information »⁴¹.

Mais les interventions de Senghor ne se limitaient pas qu'à corriger les fautes de langue des journalistes. Il influençait également beaucoup le choix des thèmes éditoriaux. Le premier exemple de cette stratégie est fourni en 1964 quand il met à contribution les médias d'État dans sa stratégie de reprise en main de l'administration sénégalaise réputée être une création et un bastion de son adversaire déchu, Dia. Ce dernier, ayant assumé l'essentiel du pouvoir entre 1957 et décembre 1962, est le véritable père de l'administration sénégalaise postindépendante. Pour réussir l'embrigadement des fonctionnaires dans la stratégie de mobilisation de l'UPS, Senghor initie avec le concours de la radio, des

³⁹ Le président Senghor, arguant que le mot *Ceddo* (titre de « guerrier » dans la société wolof) doit s'écrire avec un seul « d », utilise ce prétexte pour interdire ce film très critique de son compatriote Ousmane Sembène. Le même subterfuge est utilisé contre l'universitaire Cheikh Anta Diop quand il lance le journal d'opposition *Siggi* (qui signifie « Relever la tête » en langue nationale wolof), soulignant qu'il doit s'écrire avec un seul « g ». Les arguments présidentiels sont pourtant contestés par des linguistes sénégalais de renom, à l'image de Pathé Diagne. Lire à ce sujet Gerti Hesseling, *Histoire politique...*, p. 355.

⁴⁰ Décret n° 75-1026 du 10 octobre 1975 relatif à l'orthographe et à la séparation des mots en wolof, JORS du 8 novembre 1975; Loi n° 77-55 du 10 avril 1977 relative à l'application de la réglementation en matière de transcription des langues nationales, JORS du 7 mai 1977.

⁴¹ Hesseling, p. 135.

séries de rencontre avec les cadres supérieurs et intermédiaires de l'administration à travers ce qu'il appelle « l'animation du building »⁴². Il s'agit d'une référence au building administratif, un imposant bâtiment qui fait face au Palais présidentiel et qui regroupe la majorité des départements ministériels.

Cette stratégie d'intervention dans la politique éditoriale est surtout mise en pratique par Abdoulaye Diack redevenu directeur de la radiodiffusion nationale en février 1965, fonction qu'il a déjà occupée sous le gouvernement de Dia⁴³. Coopté dans le bureau politique de l'UPS en 1963, Diack se voit confier cette tâche de faire de la radio une tribune de choix pour diffuser les discours et les idées de Senghor et mettre en place d'efficaces mécanismes d'encadrement de l'information.

2-2 Les mécanismes de l'encadrement de l'information

Ces mécanismes d'encadrement de l'information à *Radio-Sénégal* ont été bien décrits par un membre de la rédaction qui l'a vécu en interne et en a subi les conséquences. Journaliste de la radio d'État entre 1968 et 1974, Karim Fall, aujourd'hui disparu, a essayé de camper, quoique très brièvement, dans un ouvrage consacré aux médias en général, la politique d'information radiodiffusée pratiquée par Senghor. La cheville ouvrière de la censure était le directeur de la rédaction, selon Fall.

Identifié comme un homme loyal au régime, il devait absolument relire tous les commentaires et passer au peigne fin tous les reportages abordant des questions politiques. Il s'agissait de la première ligne de censure puisque le dernier mot appartenait au directeur de la radio qui, ultimement, pouvait seul autoriser la diffusion à l'antenne. S'il arrivait que tel papier ou tel son n'était pas dans la ligne officielle, c'est-

⁴² *Dakar-matin* du 25 avril 1964, n° 915, pages 1 et 5 : « L'animation du building : le Chef de l'État enjoint aux agents des services centraux d'apporter une contribution positive à la construction de notre Nation ».

⁴³ *Dakar-Matin* du 15 février 1965 n°1159, page 7 : « M. Abdoulaye Diack, nouveau directeur de la Radiodiffusion nationale ».

à-dire conforme à ce qu'attend le gouvernement, papiers ou sons sont purement et simplement censurés, le son détruit, le papier jeté à la poubelle ⁴⁴.

Karim Fall insiste également sur le rôle joué par le président Senghor dans ce mécanisme d'encadrement.

Après la diffusion du journal parlé comme l'on disait à l'époque, il arrivait que le directeur de la radio en personne vienne à la rédaction pour transmettre aux journalistes, les remarques du président de la République sur la diction, l'orthographe de tel ou tel mot, son insatisfaction quant à la manière dont tel sujet sensible avait été traité. Le plus souvent, il s'agissait d'économie, de politique ou de la couverture dont tel ou tel chef religieux bénéficiait ou non lors d'un déplacement ou d'une manifestation ⁴⁵.

Le régime tient à ce que le directeur de la radio veille à la bonne organisation de ce strict encadrement des journalistes par le pouvoir politique. Ainsi, alors que cette tâche est normalement dévolue au responsable de la rédaction, c'est le directeur de la radio qui supervisait directement celle-ci. « J'animais une réunion de la rédaction au cours de laquelle les journalistes présentaient leurs « papiers. Je faisais le tri entre ce qui allait passer ou pas à l'antenne », révèle ainsi Abdoulaye Diack ⁴⁶. Ce dernier assume ainsi avoir instauré un contrôle total sur la rédaction pour écarter toute information pouvant paraître favorable aux grévistes lors des mouvements de grève du « mai 68 » dakarois. Ce contrôle prenait parfois la forme de la propagande. Dans ce cas de figure, *Radio-Sénégal* « fabriquait des bulletins d'information pour battre en brèche les arguments des étudiants et les discréditer », justifie-t-il.

⁴⁴ Fall, *Pouvoirs et médias...*, p. 40.

⁴⁵ *Ibid.*

⁴⁶ Entretien avec Abdoulaye Diack...

Ce contrôle épousait également la forme d'une censure en bonne et due forme qui consistait à empêcher de diffusion toute information jugée non compatible avec la ligne politique du régime. Au début des années 1970, cette censure prend une forme beaucoup plus élaborée encore, dans un contexte où l'ouverture démocratique se concrétise pourtant avec la légalisation du Parti démocratique sénégalais (PDS). Une censure s'abattait par exemple sur tout évènement dont « l'organisateur appartenait à l'opposition⁴⁷ ». El Hadj Amadou Mansour Sow qui cumule une longue carrière à *Radio-Sénégal* dont il a gravi tous les échelons, apporte à ce niveau un témoignage saisissant. Recruté en 1974 comme journaliste présentateur du « journal parlé », Sow devient ultérieurement le rédacteur en chef, le directeur de la rédaction, le directeur des programmes avant d'être promu directeur de la radiodiffusion nationale.

Un incident qui est survenu alors que j'étais rédacteur en chef c'est que j'ai eu toutes les peines du monde à obtenir une interview de Me Abdoulaye Wade chef de l'opposition. On nous l'aurait refusé si je l'avais demandé officiellement. Lors de la réunion de rédaction, j'ai désigné un reporter. Abdoulaye Wade était très réticent car il n'avait pas confiance en la RTS. Je lui dis non, je vous donne la garantie que tout se passera bien. J'envoie mon reporter mais un journaliste de la rédaction se retire en douce et va informer le directeur de la radio. Entre temps, le reporter est revenu. On a fait le montage et tout mais 10 minutes avant le démarrage du journal, un ordre venu du ministère décrète l'embargo sur l'interview de Wade. Et le journaliste qui a fait cette interview a été tellement touché qu'il est tombé malade. Il est resté une semaine sans venir au travail. J'étais furieux, pas seulement pour avoir raté un très bon élément à mettre dans le journal mais aussi pour n'avoir pas tenu ma parole donnée à Me Wade⁴⁸.

L'exemple de l'ancien président du Conseil Mamadou Dia, emprisonné de décembre 1962 au mois de mars 1974, est un cas d'école en matière de censure à *Radio-Sénégal*. Si des éditoriaux pourfendant le régime de Dia sont diffusés durant l'année 1963,

⁴⁷ *Ibid.*

⁴⁸ Entretien avec El Hadj Amadou Mansour Sow...

le nom de celui-ci devint tabou par la suite sur les antennes de *Radio-Sénégal*⁴⁹. Sa libération qui intervient en mars 1974, loin de marquer un dégel sur le front de l'information radiodiffusée, provoque au contraire un incident très révélateur de la force de la censure qui sévissait. En effet, à cette occasion, le journaliste Karim Fall lit à l'antenne un éditorial qui ayant fortement déplu à Senghor, provoque immédiatement son licenciement de la radio.

L'interprétation que Karim Fall fait de cet événement diffère cependant du témoignage qu'en rapporte Mansour Sow qui présentait avec lui en binôme le journal parlé. Karim Fall explique son licenciement par le fait que dans son éditorial lu à l'antenne à 20 heures le 5 mars 1974, il faisait le constat de « la disproportion qui, à ses yeux, existait entre la longue peine des prévenus et le motif supposé de leur délit »⁵⁰. Et que par conséquent, il a préconisé la réintégration de Mamadou Dia « dans la vie politique et dans les institutions du pays »⁵¹. Toujours est-il que cet éditorial avait été au préalable approuvé par le Directeur de la rédaction et le ministre de l'information. Manque de vigilance de leur part? Toujours est-il que l'éditorial fait scandale puisque désapprouvé par Senghor tandis que son auteur est expulsé de *Radio-Sénégal* vingt-quatre heures après les faits.

Mansour Sow, présentateur du journal parlé en binôme avec Karim Fall, et témoin oculaire de ces événements donne un témoignage qui éclaire les raisons du courroux présidentiel.

Karim Fall faisait chaque semaine un éditorial. Un jour, il arrive après la réunion du comité directeur de l'UPS, avec son édito. Il annonce la

⁴⁹ Dramé et Niang, « Si vous faites l'âne... », p. 127-150.

⁵⁰ Fall, *Pouvoirs et médias...*, p. 42.

⁵¹ *Ibid.*

décision prise, par le président Senghor, de gracier Mamadou Dia, l'ancien président du Conseil. En voulant démontrer la mansuétude du président, il termine son éditorial avec cette phrase que je n'oublierai jamais : « désormais, dans sa grande mansuétude, le président Senghor a ainsi libéré Mamadou Dia et ses complices. Dorénavant, il leur a même permis de recouvrer leurs droits politiques. Dorénavant, la chose publique ne sera plus l'affaire de la minorité mais celle de tous les fils du peuple ». Je vous laisse imaginer l'impact d'une telle déclaration. Il semble que Senghor a immédiatement convoqué Daouda Sow, le ministre de l'Information pour lui faire part de sa réprobation⁵².

Cette déclaration coûte cher à Karim Fall qui est licencié malgré sa grande proximité avec l'UPS. Mais les péripéties qui entourent ce licenciement d'un journaliste engagé aux côtés du parti au pouvoir en disent long sur la préoccupation du régime de ne jamais laisser prospérer une quelconque velléité d'indépendance dans les commentaires lus à l'antenne. Le sujet qui concerne l'ancien président du Conseil Mamadou Dia faisait partie des lignes rouges qu'aucun membre de la rédaction ne devait franchir. Mais comment licencier Karim Fall alors que son édito avait été, par manque de vigilance, approuvé par le Directeur de la rédaction et le ministre de l'information? L'avocat commis par l'État trouve un subterfuge.

Karim, il archivait chez lui tous les éditos qu'il écrivait. Donc le document n'était plus là. L'avocat dit alors que finalement le document, c'est du papier qui appartient à la radio. Il a emmené du matériel de la radio chez lui donc c'est du vol. On ne pouvait pas le licencier au nom de ce qu'il a écrit puisque c'était approuvé. Mais on l'a licencié pour avoir soi-disant volé un document de la radio. Je me rappelle d'ailleurs de ce qu'ils ont écrit : subtilisation d'un élément du journal parlé⁵³.

Au-delà du cas Karim Fall, resté emblématique de la dynamique de contrôle sous Senghor, il reste que celle-ci était pleinement assumée par le régime qui la justifiait par la nécessité de consolider la construction nationale et de préserver l'État de toute forme de

⁵² Entretien avec El Hadj Amadou Mansour Sow...

⁵³ *Ibid.*

déstabilisation. Le rapport sur l'information présenté au huitième congrès de l'UPS indique ainsi que « la censure s'exercera chaque fois que les nouvelles en provenance de l'étranger ont pour but manifeste de semer la subversion par, notamment, la diffusion de fausses nouvelles, lorsque l'entreprise menée ainsi tend à saper les fondements de l'État, de l'unité nationale »⁵⁴. La censure devient ainsi un élément officiellement intégré dans la doctrine d'information du Parti-État même si elle est assortie de justifications liées à la nécessité de protéger le processus de construction du nouvel État-nation.

Pour le Parti-État, « une liberté d'expression qui irait à l'encontre de nos objectifs d'unité et de construction nationale n'a pas sa place⁵⁵ ». Toute la politique éditoriale de *Radio-Sénégal* est dès lors construite autour du projet de promouvoir les idéaux de l'Union progressiste sénégalaise (UPS) considérée par le régime comme le dépositaire légitime de cette ambition de créer un solide État-nation. Elle passait également par le choix de faire de Senghor un repère central de la nation, lui parant au passage une stature paternelle et professorale pour mieux faire passer ses discours et l'idéologie portée par le Parti-État.

Il y a cependant une certaine difficulté à caractériser le type d'encadrement politique en place autour de la radiodiffusion nationale. Tout était fait pour la transformer en une « radio aux ordres » car comme en témoigne Mansour Sow, « vous ne disiez que ce qu'on vous autorisait à dire et ce qu'on vous demandait de dire⁵⁶ ». Cette réflexion souligne à quel point la notion de propriété que le régime développe sur « sa » radio l'autorise à dessiner seul le cadre dans lequel doit s'exprimer la parole des journalistes. Cette posture

⁵⁴ ANS, BI III 4° 2522, UPS, 1972 : « VIIIème congrès de l'Union progressiste sénégalaise. Rapport sur la presse et l'information », p. 16.

⁵⁵ *Ibid.*, p. 9.

⁵⁶ Entretien avec El Hadj Amadou Mansour Sow...

de « donneur d'ordres » adopté par l'État senghorien amalgame dès lors information et propagande, censure, contrôle et encadrement. C'est toute la complexité de la doctrine d'information du régime de l'UPS qui, parce qu'elle concerne un large processus de construction nationale et de consolidation d'un pouvoir politique, fait appel dans sa mise en œuvre, à des éléments hétérogènes

3- Les activités de l'UPS dans la programmation radiophonique

3-1 L'apologie de la bonne gouvernance politique par le Parti-État

La couverture des activités de l'Union progressiste sénégalaise (UPS) faisait partie des tâches quotidiennes de la rédaction de *Radio-Sénégal*. Celle-ci avait l'impérieuse obligation de rendre compte des manifestations d'envergure nationale du parti comme le conseil national et le congrès. La lecture des communiqués émanant du bureau politique, du comité central et de divers organes du parti-État faisait également partie de la routine du « journal parlé »⁵⁷. Le sixième congrès de l'UPS tenu par exemple les 5, 6 et 7 janvier 1968 constitue une illustration parfaite de cette tendance de la radio à se transformer en porte-voix du parti-État⁵⁸. L'évènement, en plus des retransmissions en direct, a droit à une longue synthèse de 58 minutes dans le « journal parlé » en français. Pour s'acquitter de cette tâche de résumer le discours du président Senghor, deux journalistes s'évertuent pendant près d'une heure d'horloge à en ressortir les grands axes et les principales annonces. En écoutant la synthèse entrecoupée toutes les minutes d'extraits de discours, on retrouve les thèmes favoris de la pensée politique de Senghor : la défense des valeurs cul-

⁵⁷ Entretien avec El Hadj Amadou Mansour Sow...

⁵⁸ Archives sonores RTS, B-UPS-68, janvier 1968 : « sixième congrès de l'UPS, 5, 6 et 7 janvier 1968 ».

turelles de la négritude, du socialisme africain, la promotion de sa vision de développement basée sur l'agriculture et les coopératives paysannes, de l'éducation et de l'économie familiale⁵⁹.

Chacun de ces thèmes fait l'objet d'un petit résumé de la part du journaliste suivi d'illustrations sonores du discours du président. Il est remarquable de noter que les journalistes commencent toujours leur propos en parlant du « camarade Léopold Sédar Senghor⁶⁰ ». Ils s'expriment donc en adoptant une posture de militants, encartés ou non, de l'UPS. Ce manque de distance exprimée par les journalistes reflétait la philosophie de l'époque puisque les employés de la radio étaient avant tout considérés comme des fonctionnaires au service de l'État, lequel se confondait au parti au pouvoir.

À écouter le résumé du rapport de politique générale lu devant les congressistes de ce sixième congrès de l'UPS tenu en janvier 1968, on note la proximité des thèmes abordés par Senghor avec ceux constituant la substance des émissions de *Radio-Sénégal*. Senghor consacre par exemple une partie de son discours, la plus applaudie par les congressistes, « à la répression de la corruption et de la pratique des 30%⁶¹ ». Il indique par exemple que certains fournisseurs devant livrer 10 caisses de champagne à un organisme public, « n'en donnent que 9 et le reste va au fonctionnaire » corrompu⁶². Il promet une lutte sans merci contre ces corrupteurs et ces corrompus. L'omniprésence du thème de la lutte contre la

⁵⁹ *Ibid.*

⁶⁰ *Ib.*

⁶¹ Archives sonores RTS, B-UPS-68, janvier 1968 : « sixième congrès de l'UPS, 5, 6 et 7 janvier 1968 ». La pratique des 30% dont parle Senghor fait référence à la rumeur voulant que ce soit le pourcentage que prélèvent les fonctionnaires véreux sénégalais lors de l'exécution des marchés publics.

⁶² *Ibid.*

corruption dans le discours de Senghor et le programme de l'UPS s'explique en grande partie par la volonté du régime de renforcer sa crédibilité auprès des populations.

Cinq ans après la défaite politique de l'ancien président du Conseil Mamadou Dia qui garde l'image d'un homme incorruptible et partisan d'une saine gestion des deniers de l'État, la tentation est encore grande pour le régime senghorien de pratiquer une fuite en avant sur ces thèmes pour ne pas laisser à l'opposition, renforcée par les partisans de Dia, le monopole de la dénonciation de la corruption. Dans ce contexte, le détournement de deniers publics a été présenté comme le fléau menaçant le développement économique et social. L'adoption d'une loi « portant répression des détournements commis au préjudice de l'État, des collectivités publiques et des personnes morales d'intérêt public » s'inscrit dans cette croisade contre la corruption et la mauvaise gestion⁶³.

Cette campagne anti-corruption s'accroît au début de cette année 1968 car le régime de Senghor fait face à des contestations très vigoureuses de la part de l'opposition clandestine et du mouvement scolaire et étudiantin qui ne se privent de flétrir « la corruption du régime » pas à travers des tracts. Ce fait constitue un indicateur que la politique de répression des détournements de deniers public lancée depuis janvier 1964, ne produisait pas les effets escomptés auprès de l'opinion publique.

Car ce thème de la dénonciation de la mauvaise gouvernance du régime de Senghor accusé de plus s'intéresser à ses poèmes et à son image à l'extérieur qu'à la bonne gestion du pays, était récurrent dans les rangs des adversaires du gouvernement. Celui-ci avait donc le souci de mettre à contribution le parti-État pour produire un discours visant à

⁶³ Loi 64-28 du 7 avril 1964 citée dans Gaye Daffé, Abdoulaye Diagne, *Le Sénégal face aux défis de la pauvreté : les oubliés de la croissance*, Paris, Karthala, 2008, p. 330.

déconstruire les critiques et les dénonciations de ses adversaires et à projeter l'image d'un pays résolument engagé sur la voie d'un développement harmonieux. C'était tout le sens des nombreux rapports, très touffus et agrémentés de nombreux chiffres et statistiques, produits lors des congrès et conseils nationaux de l'UPS que le secrétaire général du parti s'évertuait à lire durant de nombreuses heures et que la radio nationale relayait largement.

3-2 L'éducation des masses au cœur des préoccupations du régime

C'est donc pour rester fidèle à cette préoccupation d'inculquer les valeurs de bonne gouvernance que le parti-État s'évertuait à éduquer les masses sur un ensemble de thématiques censées favoriser le développement économique et social. Le président Senghor saisisait souvent les congrès de l'UPS pour promouvoir des thèmes assortis ensuite de mots d'ordre de mobilisation des populations. Le sixième congrès de l'UPS tenu en janvier 1968 est par exemple l'occasion pour le secrétaire général de l'UPS de parler longuement de la mauvaise manie des Sénégalais à « mal gérer leur budget familial » et à s'adonner à des gaspillages de toutes sortes⁶⁴. « Même ceux qui ont des frigidaires jettent les restes des repas au lieu de les conserver » déclare par exemple Senghor⁶⁵.

Il justifie sa croisade anti-gaspillage par le fait que « nous ne serons pas de bons gérants de l'État si nous ne savons pas équilibrer notre budget familial⁶⁶ ». Pour Senghor, le gaspillage constitue « l'épidémie et la maladie la plus grave » auxquelles fait face le Sénégal dans la mesure qu'il encourage le phénomène de la corruption⁶⁷. Il se dit attristé

⁶⁴ Archives sonores RTS, B-UPS-68, janvier 1968 : « sixième congrès de l'UPS, 5, 6 et 7 janvier 1968 ».

⁶⁵ *Ibid.*

⁶⁶ *Ib.*

⁶⁷ *Ib.*

de voir « des membres de notre élite trainés devant nos tribunaux parce qu'ils ont dépensé plus qu'ils n'ont gagné », brocardant au passage « les plus humbles des travailleurs » qui s'offrent des domestiques et un train de vie au-dessus de leurs moyens⁶⁸.

Le secrétaire général de l'UPS énumère alors les trois commandements pour équilibrer le budget familial : « ne pas dépenser plus que ce qu'on ne gagne, n'emprunter que ce qu'on peut rendre; renoncer aux dépenses inutiles »⁶⁹. Pour montrer sa détermination, le régime de Senghor ira d'ailleurs jusqu'à mettre à contribution la police pour réprimer les Sénégalais qui s'adonnent à des gaspillages lors des baptêmes, mariages et autres cérémonies familiales⁷⁰. Le régime met ensuite à contribution *Radio-Sénégal* afin d'inculquer aux masses les vertus de la sobriété et de la rigueur dans la gestion du budget familial. Celle-ci lance une série d'émissions destinées à enseigner aux ménagères comment bien gérer les dépenses familiales et prévenir les gaspillages

Tandis que la bonne ménagère avait tous les jours à sa disposition un conseiller qui lui dictait à l'antenne des astuces pour bien gérer le budget familial, celui-ci s'évertuait également à lui enseigner comment bien conserver les aliments, maintenir l'hygiène dans la maison, rendre l'eau toujours potable dans les canaris, etc. Cette politique senghorienne n'est pas cependant une innovation. Elle s'inscrit dans une tradition inaugurée par l'auto-

⁶⁸ *Ib.*

⁶⁹ Archives sonores RTS, B-UPS-68, janvier 1968 : « sixième congrès... », *op. cit.*

⁷⁰ En février 1967, le président Senghor promulgue une loi destinée à réprimer les gaspillages notés lors des cérémonies familiales. La loi 67-04 du 24 février 1967 permet ainsi à la police de mettre fin à toute cérémonie familiale ou manifestation privée des citoyens jugées dépensières. Lire à ce sujet Fatou Sow, *Genre et fondamentalismes*, Dakar, Codesria, 2018, p. 99.

rité coloniale qui avait institué un service d'hygiène et même un code pénal dissuasif destiné à contraindre les populations autochtones à adopter des comportements destinés à maintenir l'hygiène et la propreté dans leur environnement de tous les jours⁷¹.

La grande nouveauté demeure ici que c'est l'UPS qui devient le pourvoyeur idéologique d'une telle politique et non pas l'autorité coloniale tandis que la radio est mise à contribution pour son exécution au nom de la construction nationale. De mission de civilisation, l'approche pour enseigner aux Sénégalais à respecter les codes d'hygiène devient ainsi un impératif pour réussir la construction de la nouvelle nation. Le constat est ainsi fait que des politiques ayant cours durant la colonisation sont parfois recyclées et récupérées par le nouvel État-nation postcolonial dans sa volonté d'asseoir son hégémonie.

Cette volonté est également très présente lorsque Senghor insiste dans son discours sur la nécessité de renforcer l'efficacité et la productivité des coopératives paysannes ou de l'enseignement scolaire de base. Il annonce ainsi l'institution d'un enseignement rural qui devient « une branche spéciale de l'enseignement technique »⁷². Cet enseignement, indique-t-il, sera « adapté aux réalités négro-africaines ». Le régime de Senghor prend ainsi le soin de créer une École nationale des cadres ruraux, un centre de perfectionnement rural, un centre de formation horticole et maraîchères, tandis que les centres d'animation rurale s'emploient à l'éducation civique des paysans. Les cadres et agents ruraux chargés de former les paysans et les éleveurs pour améliorer la productivité de ces derniers et moderniser leur technicité, vont ainsi servir de cheville ouvrière des émissions de *Radio-Sénégal* destinées au monde rural.

⁷¹ Archives sonores RTS, B-UPS-68, janvier 1968 : « sixième congrès. ».

⁷² *Ibid.*

Une fois encore l'omniprésence des thèmes dédiés aux agriculteurs (*bayekat*), aux éleveurs (*samekat*) et aux pêcheurs (*napekate*) dans le discours de Senghor explique l'importance qui leur est accordée dans les programmes de *Radio-Sénégal*⁷³. Le choix stratégique du régime de s'adosser sur les masses paysannes s'explique par un souci de renforcer sa légitimité populaire et pour faire contrepoids à un monde citadin moins légitimiste et plus frondeur. Il s'explique également par le souci de réussir le projet socialiste senghorien qui fait du monde rural l'épicentre de son modèle de développement. La mise en place d'émissions radiophoniques comme *Disso* ou la *radio scolaire* semble répondre à cette préoccupation. Ainsi, à écouter la retransmission des discours prononcés par Senghor, l'on voit à quel point ils servent de fil conducteur idéologique pour mettre en place les émissions à *Radio-Sénégal*.

Cette forte présence de l'UPS sur les ondes de la radiodiffusion nationale connaît un net développement à partir du congrès du parti tenu les 27, 28 et 29 novembre 1969. Celui-ci vote en effet une résolution « qui demandait l'élévation du niveau général et doctrinal de la tribune du Parti » à la radio. C'est pour mettre en œuvre cette résolution qu'une série d'émissions radiophoniques est consacrée exclusivement au Parti-État. Ainsi la radio se met à diffuser « chaque jour des informations sur la vie du parti et deux magazines hebdomadaires consacrés à l'UPS⁷⁴ ».

Une émission hebdomadaire intitulée *La tribune de L'Union progressiste sénégalaise*, animée en wolof et en français par le Centre d'études et de recherches socialistes

⁷³ Les mots wolofs *Bayekat*, *samekat*, *napekat*, qui désignent respectivement les paysans, les éleveurs de bétail et les pêcheurs revenaient souvent dans les discours de Senghor et les émissions de la radio.

⁷⁴ ANS, UPS, 1972 : « VIIIème congrès de l'Union progressiste sénégalaise. Rapport sur la presse et l'information », p. 3. BI III 4° 2522.

(CERES), permet au parti-État de s'adresser directement aux populations sur divers sujets d'actualité sans passer par les journalistes de la rédaction. Une autre émission, *La voix de l'Union UPS des enseignants et étudiants en langue arabe*, diffusée chaque vendredi, « traite de thèmes religieux, économiques, politiques et culturels et montre que la démarche du Parti n'est pas incompatible avec les préceptes du coran⁷⁵ ».

Ainsi à chaque conseil national ou congrès du parti, l'évènement était non seulement retransmis en direct sur les antennes de la station, mais il faisait également l'objet de très longues synthèses en français et de résumés dans les six langues nationales. La traduction en wolof revenait « au brillantissime ministre des Affaires étrangères, Amadou Karim Gaye, qui dans un wolof unique, clair, précis comme le scientifique qu'il était, docteur vétérinaire, homme de grande culture, rendait le discours présidentiel intelligible, compréhensible et à la portée de tout le monde », témoigne Karim Fall, journaliste à *Radio-Sénégal* de 1968 à 1974⁷⁶. Ce dernier indique ainsi que « ce type d'évènement occupait l'antenne de *Radio-Sénégal*, toute la journée et jusqu'au soir⁷⁷ ».

Cette stratégie de saturation des ondes de la part de l'UPS et de son secrétaire général répondait à une volonté d'occuper tout l'espace public et de n'en céder aucune parcelle aux contradicteurs du pouvoir en place. Est-elle efficace et assure-t-elle une adhésion des auditeurs au discours du parti-État ? Une étude d'opinion menée en 1972 auprès d'un échantillon limité à la population dakaroise et sous la supervision du ministère de l'Information fournit quelques indicateurs qui incitent à la prudence par rapport à la

⁷⁵ *Ibid.*

⁷⁶ Fall, *Pouvoirs et médias...*, p. 41.

⁷⁷ *Ib.*,

bonne réception de cette propagande du parti au pouvoir⁷⁸. Selon cette étude réalisée pour mesurer la popularité des émissions de *Radio-Sénégal* auprès des auditeurs dakarois, 32% parmi ces derniers trouvent qu'il y avait « trop de discours » à la radio contre 27,7% qui disent qu'il y en a assez, et 24% « sans opinion »⁷⁹. Seuls 14,9% indiquent qu'il n'y en a pas assez⁸⁰. Ces chiffres traduisent incontestablement un « effet de saturation » ressenti par au moins un tiers des auditeurs face à la déferlante de la propagande du Parti-État et permet de s'interroger sur son efficacité.

Les discours et interventions du Président de la République avaient droit à un traitement particulier. Quand ce dernier éprouvait le besoin de s'adresser à ses concitoyens via la radio, le directeur de la radio se rendait en personne au palais présidentiel avec son équipe de techniciens, preneurs de son, ingénieur set électriciens pour enregistrer le discours du président de la république. Et c'est le directeur de la radio lui-même « qui se chargeait du montage du son, enfermé dans son bureau où il disposait de tout le matériel nécessaire⁸¹ ». Les discours devaient être expurgés de toussotements, de souffles, de tremblements dans la voix. « Tout devait couler de façon ininterrompue pendant des heures et des heures » indique Karim Fall⁸².

Ce témoignage rejoint largement celui que nous a confié Massamba Thiam, rédacteur en chef adjoint de *Radio-Sénégal* en 1968, lequel insiste cependant davantage sur l'autocensure dont faisaient montre les membres de la rédaction plutôt que les pressions

⁷⁸ Dia, « De la TSF coloniale... », p. 377.

⁷⁹ *Ibid.*

⁸⁰ *Ib.*

⁸¹ Fall, *Pouvoirs et médias.*, p. 41.

⁸² *Ib.*

directes du pouvoir⁸³. Il semble que les journalistes de la radiodiffusion nationale, encartés ou non au sein du parti au pouvoir, avaient fait le choix de renoncer à toute forme d'autonomie vis-à-vis de celui-ci par conformisme ou par conviction. Cette situation n'excluait pas de temps à autre des velléités d'indépendance qui étaient toujours vite étouffées pour obliger les récalcitrants à rester dans la « ligne de parti » ou à se faire exclure.

⁸³ Entretien avec Massamba Thiam, ancien rédacteur en chef adjoint de Radio Sénégal et ancien chef de service de la Chaîne nationale au moment de la crise de 1968, à son domicile à Dakar. Entrevue réalisée par nous le 6 décembre 2007 dans le cadre d'un projet de recherche sur le rôle de la radio dans les crises politiques de l'État postcolonial (projet DEA).

Chapitre II : La prise de parole de Senghor sur les ondes : entre art professoral et paternalisme

L'importance accordée à la radiodiffusion nationale par Léopold Sédar Senghor, père de l'indépendance et chef de l'État sénégalais entre avril 1960 et décembre 1980, est un des aspects marquants de son mode de gouvernance. La radio étant le support médiatique privilégié par Senghor pour parler aux Sénégalais, il l'utilise pour diffuser sa pensée et expliquer les objectifs de ses politiques. Il s'y exprime également pour contenir toute forme de crise susceptible de destabiliser son régime. C'est à l'étude de ce choix du père de la nation et du contenu de ses discours que se penche ce chapitre. Quels sont les axes stratégiques du discours senghorien sur les ondes de *Radio-Sénégal* et pour quels objectifs ? Ces questions traduisent la problématique du caractère multidimensionnel du discours présidentiel.

Plusieurs hypothèses peuvent en effet être esquissées pour comprendre la parole senghorienne sur les ondes. Le premier président sénégalais pourrait avoir choisi la radio pour renforcer son image et sa vocation de père de la nation. Le mode de communication politique adopté par Léopold Sédar Senghor à travers les ondes n'hésite pas en effet à user de tous les ressorts paternalistes quand il s'adresse aux populations. Adoptant la posture de celui qui transmet le savoir à son peuple, il peaufine le mythe du professeur et du père de famille qui éduque ses enfants. Mais la stratégie de saturation des ondes ne semble pas s'adresser qu'aux Sénégalais ni répondre qu'à des objectifs de renforcement des assises populaires de son régime.

Avec des discours fleuves répétés à longueur d'années sur des sujets parfois savants, déclinés en français sur les thèmes du socialisme, de la négritude, du dialogue des

cultures et de la « civilisation de l'Universel », Senghor semble dépasser des considérations purement politiques et paternalistes. Il pourrait avoir choisi la radio pour conforter son prestige international et son image de président intellectuel respecté et écouté. Cette stratégie de saturation, loin de banaliser le discours senghorien, semble s'inscrire dans une volonté de sacraliser celui-ci pour conférer à Senghor une dimension exceptionnelle aussi bien sur la scène interne qu'à l'international. Que ce soit pour s'adresser à des intellectuels ou gérer des crises politiques et/ou économiques internes, les discours de Senghor à la radio constituent donc un terrain à défricher pour en comprendre les motivations et les objectifs.

1- Les subtilités de la prise de parole senghorienne

1-1 Des adresses radiophoniques hebdomadaires comme mode de gestion de crise

Le choix de discourir à la radio pour désamorcer ou peser sur une crise devient une stratégie de gouvernance pour Senghor. Cette stratégie ayant fait ses preuves en août 1960, lors de l'éclatement de la Fédération du Mali et en décembre 1962, lors du différend avec Dia, le régime choisit d'en user très souvent. Plusieurs mois après sa victoire acquise sur Dia, Senghor opte ainsi pour une communication directe avec les auditeurs sous forme d'allocutions hebdomadaires sur les ondes de *Radio-Sénégal*. Il annonce cette décision le 11 septembre 1963, de retour d'un voyage effectué en France, à la veille du congrès de l'UPS prévu le 10 octobre et des élections de décembre de la même année¹. Inaugurés le

¹ *Dakar-matin* n° 731, 12 septembre 1963, page 1 : « Le retour du Président Senghor à Dakar ouvre une importante période politique : 10 octobre, congrès de l'UPS- 1^{er} décembre : élections législatives et présidentielles ». La décision de Senghor de s'adresser chaque semaine aux Sénégalais n'est pas annoncée dans le titre de l'article signé par Abdoulaye Bâ mais mentionnée à l'intérieur de celui-ci. Le journal rapporte comme suit les propos de Senghor tenus à l'aéroport devant la presse : « Le président Senghor a fait part de sa décision de s'adresser par la voix des ondes chaque semaine au peuple sénégalais qui malgré peut-être

13 septembre 1963, ces discours radiophoniques hebdomadaires, diffusés chaque vendredi dans la soirée, étaient destinés à discuter de tous les problèmes de la nation². Ils étaient, le lendemain de leur diffusion, intégralement transcrits dans le quotidien gouvernemental *Dakar-matin*, ce qui permet d'en suivre la trame même si les archives sonores de *Radio-Sénégal* n'en gardent présentement que peu de traces.

L'allocation radiodiffusée du 13 septembre 1963 est essentiellement consacrée aux difficultés économiques que traverse le pays. Le président Senghor commence par justifier son initiative de s'adresser chaque semaine aux Sénégalais :

C'est à obtenir votre adhésion, votre concours que visent les allocutions. Je le sais, vous le savez, nous avons nos défauts. Le peuple sénégalais a, du moins, ce don d'être pourvu d'une intelligence ouverte. Il est sensible à l'argumentation. Pas à n'importe quelle argumentation, mais à celle qui s'appuie sur le réel : sur des faits concrets. À l'occasion donc de chacune de mes allocutions, je vous présenterai un problème. Je vous analyserai les données de ce problème et les solutions concrètes qu'a choisies le gouvernement pour le résoudre. Je suis convaincu qu'après explication, vous me donnerez votre accord, vous me donnerez surtout votre concours³.

Senghor décide de consacrer tout son discours à la situation économique difficile du pays et aux mesures d'austérité et de rigueur prises pour y faire face. Il commence par dresser un tableau peu reluisant puisque l'arachide sénégalaise, jusque-là achetée à un prix subventionné par la France, doit être alignée dans quelques mois sur les cours mondiaux du fait de nouveaux accords commerciaux avec la communauté économique européenne (CEE). Cette nouvelle réalité, combinée à un « ralentissement des activités commerciales

quelques défauts, est intelligent et a l'esprit ouvert, pour l'entretenir des problèmes importants qui se posent et lui indiquer les solutions que le gouvernement entend prendre ».

² Au fil du temps, le jour de diffusion a varié et n'était plus forcément pas le vendredi.

³ *Dakar-Matin* n° 733, 14 septembre 1963, p. 1 : « Inaugurant hier une série d'allocutions radiodiffusées. Le Président Senghor annonce au pays les mesures de rigueur et d'austérité nécessaires ».

liées, jadis, au commerce de l'arachide » auront pour conséquences de causer d'importantes diminutions de recettes fiscales à l'État du Sénégal⁴. Face à cette « détérioration des termes de l'échange » comme il qualifiait cette baisse des cours mondiaux sur les produits destinés à l'exportation, Senghor annonce aux Sénégalais une série de mesures destinée sans doute à frapper l'esprit des auditeurs.

Il s'agit du gel du recrutement des fonctionnaires et de la suppression de la plupart des avantages matériels conférés à certains d'entre eux : droit au logement, à une voiture de fonction ou aux subventions sur l'eau, le gaz et l'électricité⁵. D'autres mesures fortes sont également annoncées : la stabilisation des recrutements dans la fonction publique sauf pour les élèves et étudiants des écoles nationales, la suppression des voyages en première classe pour les hauts fonctionnaires ou encore la suppression de certaines heures supplémentaires.

La fin de ces privilèges est censée combler une partie des pertes de recettes fiscales tout en cultivant la rigueur et l'austérité budgétaires. Pour justifier une telle politique, Senghor entend faire preuve de pédagogie, en donnant les chiffres de la crise financière dans laquelle est englué l'État, tout en apparaissant comme un homme qui ne cache rien à son peuple sur la gravité de la situation économique du pays.

Ce passage de son allocution est particulièrement illustratif de cette stratégie de communication :

Malgré cette évolution peu souriante de nos recettes budgétaires, les dépenses de l'État augmentent rapidement. Si nous n'avions pas le courage de stabiliser les effectifs de fonctionnaires – civils et militaires –

⁴ *Ibid.*

⁵ Il précise que les ministres et les membres du bureau de l'Assemblée nationale, non concernés par ces mesures, ont néanmoins consenti à se les appliquer.

ainsi que le coût unitaire de l'agent de l'État, les dépenses de fonctionnement atteindraient en 1964-1965, 50 250 millions ; ce qui représenterait un déséquilibre d'au moins 15 milliards en trois ans ⁶.

Après avoir tenu ce discours « de vérité » sur la situation économique et financière et annoncé les mesures de rigueur et d'austérité jugées nécessaires, le président Senghor promet aux auditeurs des mesures d'assouplissement dans sa prochaine allocution hebdomadaire.

Mais ce premier discours donne une idée de la stratégie politique qui se cache derrière cette initiative de s'adresser aux Sénégalais chaque semaine. En prenant soin de préciser qu'à chaque allocution, il leur exposera un problème, le président Senghor délivre en même temps un message aux auditeurs, à savoir que le pays va mal et qu'il est temps d'en parler sans tabou. Mais hors de question de mettre ces difficultés du pays sur le compte de défaillances du régime puisque Senghor, avec force d'arguments chiffrés, désigne le coupable à travers des « mots étranges » qui vont revenir sans cesse dans ses discours durant les décennies 1960 et 1970 : la « détérioration des termes de l'échange ». Celle-ci, qui se traduit par un appauvrissement des caisses de l'État, est provoquée selon le président Senghor par les accords commerciaux imposés par la communauté économique européenne et la chute des cours mondiaux de certains produits d'exportation du Sénégal⁷.

⁶ *Dakar-Matin* n° 733, 14 septembre 1963, p. 1 : « Inaugurant hier une série d'allocutions radiodiffusées. Le Président Senghor annonce au pays les mesures de rigueur et d'austérité nécessaires ».

⁷ L'expression « mots étranges » est empruntée à Janet G. Vaillant qui écrit dans son ouvrage consacré à Senghor, qu'à l'annonce du décès de ce dernier, « le monde s'inclinait pendant que les ondes radio donnaient à entendre cette voix unique qui redisait des mots étranges que l'on n'entendait plus depuis longtemps, comme « négritude », « socialisme africain » ou « détérioration des termes de l'échange ». Lire à ce propos Janet G. Vaillant, *Vie de Léopold Sédar Senghor : noir, français et africain*, Paris, Karthala, 2006, p. 410.

La stratégie peut alors se résumer en ces termes : dire toute la vérité sur la situation difficile du pays et faire appel au patriotisme des auditeurs pour qu'ils comprennent l'inévitabilité des mesures d'austérité. Le passage de son premier discours où il déclare : « je suis convaincu qu'après explication, vous me donnerez votre accord, vous me donnerez surtout votre concours », est un mélange de sentimentalisme, d'émotion et d'autorité pour convaincre des auditeurs dont il a pris soin de flatter auparavant « l'intelligence »⁸. Il manie en même temps dans chacun de ces discours hebdomadaires l'ironie et l'humour pour dédramatiser la situation. « Je le sais, vous le savez, nous avons nos défauts » glisse-t-il ainsi au milieu de sa première allocution alors qu'il égrène les mesures d'austérité⁹. On remarque également que l'annonce de celles-ci étaient atténuée la semaine suivante par des décisions censées les adoucir.

Ainsi le 20 septembre 1963, il annonce que les retenues fiscales opérées sur les salaires des fonctionnaires seront dorénavant abaissées pour aider ces derniers à faire face à la fin de leurs privilèges de logement. Il annonce dans la foulée le rattachement à la présidence de la République du service des logements des fonctionnaires pour prévenir les abus relevés dans le passé. Cette deuxième allocution est également l'occasion pour Senghor de faire appel à l'arme de l'humour pour séduire les auditeurs. Dans le but peut-être de mieux faire passer la pilule amère de la rigueur et de l'austérité. Il lance ainsi cette boutade à l'antenne : « pendant tout ce mois d'août, je me suis demandé s'il n'y avait de

⁸ *Dakar-Matin* n° 733, 14 septembre 1963, p. 1 : « Inaugurant hier une série d'allocutions radiodiffusées. Le Président Senghor annonce au pays les mesures de rigueur et d'austérité nécessaires ».

⁹ *Ibid.*

solution magique pour sortir de notre sous-développement : par exemple un gris-gris particulièrement efficace. Encore que je ne croie pas beaucoup aux gris-gris »¹⁰.

Le régime semble conscient que cette année 1963, la première du senghorisme triomphant, est cruciale. La situation économique particulièrement difficile que vit le Sénégal, et dont parle Senghor, pouvait atténuer le plébiscite espéré lors des élections présidentielles et législatives programmées au mois de décembre. La décision de Senghor de s'adresser chaque semaine aux Sénégalais relèverait donc d'une stratégie pour jouer la carte de la franchise et de la transparence en recourant aux talents de pédagogue de Senghor. Ces causeries de par leur tonalité et leur déploiement avaient ainsi tous les airs de cours magistraux sur des thèmes dont seul le président-Professeur pouvait juger de la pertinence.

1-2 L'organisation et la méthode, deux nouveaux piliers du senghorisme triomphant

À partir du mois d'octobre 1963, le discours hebdomadaire présidentiel devient beaucoup plus ramassé, prenant dans la transcription publiée le lendemain, moins d'un quart de page du journal *Dakar-Matin*, alors qu'il occupait plus de la moitié de la première page dans les éditions précédentes. Les thématiques deviennent également plus éclectiques. Elles peuvent cependant majoritairement être regroupées dans deux nouveaux concepts doctrinaux lancés par Senghor et appelé « organisation et méthode ». Senghor est en effet convaincu que le combat pour le développement ne peut être gagné sans la discipline et l'efficacité qu'insufflent ces deux concepts. Son gouvernement crée même plus tard, en

¹⁰ *Dakar-matin* n° 739, 21 septembre 1963, p. 1 : « Le Président de la République, M. Léopold Senghor expose dans sa deuxième allocution radiophonique les assouplissements apportés aux mesures d'austérité ».

1968, un Bureau Organisation et Méthode (BOM) chargé exclusivement d'encourager des stratégies dans ce sens¹¹. Aucun thème ne semble alors devoir échapper à cette logique « méthodique » voulue par Senghor.

L'allocution radiophonique présidentielle diffusée le 4 octobre 1963 est ainsi consacrée à « l'ordre des noms et prénoms »¹². Non sans indiquer qu'il est conscient que certains auditeurs trouveront le thème abordé « futile », il rappelle que depuis le 3 juillet 1963, suite à un décret du président de la République, obligation est faite aux Sénégalais et à l'administration de toujours faire précéder les noms de famille des prénoms.

Le président indique même aux administrations la façon de publier les noms et prénoms sur les documents : « Prenons un exemple concret : soit une liste d'élèves et de soldats. Les noms de famille seront à la droite de la feuille de papier, classés par ordre alphabétique selon leur première lettre : A, B, C, etc. À gauche, pour chaque nom de famille, les prénoms seront classés dans le même ordre¹³ ». La semaine suivante, le 11 octobre, jour du quatrième congrès de l'UPS, il n'a pu tenir sa causerie radiophonique hebdomadaire. Il faut dire que sa parole a par contre inondé les ondes ce jour-là avec la lecture d'un rapport fleuve de politique générale présenté aux congressistes.

Ce congrès enregistre deux événements : l'absorption par l'UPS du Bloc des masses sénégalaises (BMS), un des derniers partis d'opposition encore dans la légalité, renforçant l'évolution en cours vers un système de parti-État ainsi que la désignation de Senghor comme candidat aux élections présidentielles du 1^{er} décembre 1963. Ce dernier

¹¹ Joseph-Roger de Benoist, Hamidou Kane, *Léopold Sédar Senghor*, Paris, Beauchesne, 1998, p. 150.

¹² *Dakar-matin* n° 751, 5 octobre 1963, p. 1 : « L'allocution hebdomadaire du président de la République. De l'ordre des noms et prénom ».

¹³ *Ibid.*

événement oblige Senghor à suspendre ses causeries hebdomadaires à partir du 25 octobre 1963. Une semaine plus tôt, le 18 octobre, il avait entretenu les auditeurs d'un thème centré sur la nécessité de bien entretenir les bâtiments administratifs. Et c'est à un appel au civisme et au respect des symboles de l'État que se livre chef de l'État sénégalais dans cette dernière chronique avant le scrutin présidentiel. À la veille de l'ouverture officielle de la campagne électorale, Senghor se met à sillonner à partir du 1^{er} novembre le pays et ses discours de meetings vont prendre le relais comme l'illustre toutes les Unes du journal *Dakar-matin* entre le 1^{er} et le 30 novembre 1963.

La proximité de la date des élections présidentielles et législatives de décembre 1963 a ralenti mais pas interrompu la diffusion des discours radiophoniques hebdomadaires du président. Le 13 novembre 1963, Senghor choisit cependant un sujet inattendu en consacrant toute son allocution à Gaston Berger, ancien directeur de l'enseignement supérieur en France et caractérologue réputé dont la grand-mère est une sénégalaise originaire de Saint-Louis. « Si je m'adresse à vous ce soir, ce n'est point pour vous parler austérité ou mesures de rigueur. Je ne vous parlerai même pas de la campagne électorale, qui s'ouvre samedi. Je veux simplement vous demander de communier, vous avec moi, tous ensemble, dans le souvenir d'un des nôtres, d'un fils de notre terre du Sénégal, qui fut l'un des meilleurs d'entre nous¹⁴ ».

La mémoire de Gaston Berger, décédé en 1960, fait l'objet d'une récupération de la part du régime de Senghor qui le présente comme un Sénégalais bien qu'il est Français

¹⁴ *Dakar-matin* n° 783, 13 novembre 1963, p. 1 : « Une allocution du Président Léopold Sédar Senghor à l'occasion de l'émission d'un timbre à l'effigie de Gaston Berger ». L'université de Saint-Louis porte aujourd'hui le nom de Gaston Berger.

et a accompli toute sa carrière professionnelle en France. Mais Gaston Berger, qui jouit d'une grande considération en France pour être le fondateur de la caractérologie et de la prospective, avait assumé avant sa mort avoir du sang noir et sénégalais dans ses veines, comme le rappelle Senghor dans son discours. La récupération de sa mémoire et l'émission d'un timbre à son effigie par le Sénégal sont à mettre au compte de la volonté du jeune État de s'offrir un héros capable de susciter la fierté des Sénégalais et de renforcer leur sentiment d'appartenance.

Après le démarrage de la campagne électorale officielle le 16 novembre 1963, Senghor interrompt la diffusion de ses discours hebdomadaires. Il les reprend le 20 décembre 1963, près de trois semaines après l'élection présidentielle qu'il remporte avec un score de 100% des votants¹⁵. Dans ce dernier discours de cette série pour l'année 1963, il revient sur les modalités d'application des mesures d'austérité touchant les logements administratifs¹⁶. La principale annonce faite a trait aux fonctionnaires non propriétaires qui pourront rester dans leurs logements de fonction jusqu'à ce qu'ils puissent faire des acquisitions immobilières par le biais de la Société immobilière du Cap-Vert (SICAP). Cette structure a été mise en place par le gouvernement pour encourager l'accès à la propriété.

Le pouvoir, semble soucieux avec ce type de mesures sociales destinées à la classe des fonctionnaires, de prévenir une contestation. Après avoir été réélu « par 100% des

¹⁵ *Dakar-matin* n° 803, 6 décembre 1963, p. 1 : Résultats définitifs des élections : le Président Senghor élu avec 1.149.935 suffrages, soit 85,08% des inscrits et 100% des votants. Les législatives : 94,2% des voix pour l'UPS, 5,8% à l'opposition ».

¹⁶ *Dakar-matin* n° 815, 21 décembre 1963, p. 1 et 4 : « Le Chef de l'État expose les modalités d'application des décisions prises au sujet des logements administratifs ».

votants », Senghor est conscient que ce plébiscite officiel n'a pas pour autant fait disparaître ses opposants qui se recrutent surtout à Dakar et dans les centres urbains qui concentrent l'essentiel des travailleurs salariés et des organisations syndicales. Une fronde s'était exprimée sur le terrain politique à l'issue de la campagne électorale avec des violences qui se sont produites à Dakar le 1er décembre 1963.

Ces émeutes attribuées par le pouvoir aux sympathisants de l'opposition, se sont soldées, selon le décompte fait par le journal pro-gouvernemental *Dakar-Matin*, par un bilan de huit morts et « plus de 80 blessés »¹⁷. Suite à ces événements meurtriers qui ont endeuillé la fin de la campagne électorale, *Radio-Sénégal* est mise à contribution par le régime pour donner une large publicité à un décret présidentiel. Celui-ci interdit « les rassemblements de plus de 50 personnes de jour et de plus de 10 personnes la nuit »¹⁸. Dans un contexte aussi tendu, la mise en place de mesures sociales pour rendre la nouvelle politique d'austérité moins amère, participe de cette stratégie de calmer ces segments frondeurs de la société.

Au-delà des mesures d'austérité qu'il annonce, le président Senghor profite de ses adresses radiophoniques pour également se lancer dans des dénonciations de mauvais comportements relevés dans l'administration ou la société sénégalaise d'une manière générale. Le 10 janvier 1964, il s'en prend par exemple aux fonctionnaires indélicats¹⁹. Ce sont « les abus en matière de meubles administratifs » qui sont l'objet de l'indignation

¹⁷ *Dakar-matin* n° 800, 3 décembre 1963, p. 1 : « La liste des morts »; « Les émeutiers ont aussi pillé des magasins avenue Maginot ».

¹⁸ *Ibid.*

¹⁹ *Dakar-matin* n° 831, 11 janvier 1964, p. 1 : « Les abus en matière de meubles administratifs dénoncés par le chef de l'État ».

présidentielle. Senghor révèle que plusieurs fonctionnaires attributaires de logements administratifs, se sont retrouvés devant des locaux vides, les occupants précédents ayant volé selon lui le mobilier pourtant propriété de l'État. Il dit engager la « responsabilité personnelle du ministre des finances » qui doit traquer ces voleurs et les traduire devant la justice²⁰. La semaine suivante, c'est également courroucé que le président parle aux auditeurs en annonçant des mesures de redressement dans les services de santé victimes également selon lui de vols de médicaments, mais aussi d'actes d'indiscipline et de problèmes de qualification du personnel²¹. Le thème de la bonne gouvernance demeure ainsi un des grands axes de la communication présidentielle dans ces discours.

Laissant de côté les courts formats et les sujets sectoriels, Senghor consacre toute la thématique du 24 janvier 1964 à l'élaboration du deuxième Plan quadriennal de développement, consacrant au sujet, avec force chiffres et démonstrations idéologiques, un très long discours axé notamment sur les coopératives paysannes²². Les discours hebdomadaires radiodiffusés du président servaient aussi parfois à répliquer aux tracts de l'opposition dénonçant son régime ou révélant des affaires gênantes. Ainsi, alors que son allocution du 31 janvier 1964 devait être entièrement consacré à expliquer l'emprunt national que devait lancer son gouvernement, il a été obligé, comme il le révèle lui-même à l'antenne, de répondre à un tract diffusé la veille et abordant une scabreuse affaire de prêts non réglementaires dont se serait rendu coupable un cadre de l'UPS gérant une structure

²⁰ *Ibid.*

²¹ *Dakar-matin* n°837, 18 janvier 1964, p. 1 : « Le président annonce des mesures de redressement dans les services de santé ».

²² *Dakar-matin* n°843, 25 janvier 1964, p. 4 : « Le président Senghor parle de l'élaboration du deuxième Plan quadriennal ».

de crédit. Le président tout en dénonçant l'exploitation qu'en fait l'opposition, promet des sanctions exemplaires contre tout coupable dans cette affaire²³.

Ce passage de son discours consacré à l'opposition montre que celle-ci est loin d'être aphone même si elle est privée de tribune sur la radiodiffusion nationale. Ses moyens d'expression restaient certes assez confidentiels et limités, se contentant souvent de tracts distribués clandestinement. Mais ce contre-discours de l'opposition qui faisait contrepoids au monologue du pouvoir était particulièrement craint et pris au sérieux par Senghor qui n'hésitait à lui affubler toute sorte de sobriquets pour le ridiculiser. À propos de ces tracts et autres rumeurs inspirés par ses opposants, il parlait de « Radio trottoir » ou « Radio Cacan » dans un souci de décrédibiliser leurs auteurs²⁴.

Alternant dénonciation des mauvaises conduites et annonces de mesures à caractère social, le président Senghor aborde deux thèmes importants pour son régime en ce début de l'année 1964 : l'épineuse question des militaires démobilisés et dont beaucoup appartenaient aux régiments coloniaux²⁵. Pour ces derniers, il annonce une série de mesures destinées à leur réinsertion. Mais le thème qui retient le plus l'attention est celui de l'unité nationale avec l'adhésion du PRA-Sénégal à l'UPS. Il s'agit en fait d'une aile dissidente de ce parti, le PRA-Rénovation. Il présente cet événement comme un grand succès de sa politique visant à faire de l'UPS le dépositaire de l'unité nationale²⁶.

²³ *Dakar-matin* n°849, 1^{er} février 1964, p. 1 et 3 : « Senghor annonce l'emprunt national qui sera émis le 10 février ».

²⁴ Duasenge Ndundu Ekambo, *Radio trottoir : une alternative de communication en Afrique contemporaine*, Louvain nouveau, Cabay, 1985, 238 p.

²⁵ *Dakar-matin* n° 866, 22 février 1964, p. 6 : « L'allocution du chef de l'État ».

²⁶ *Ibid.*

Les allocutions présidentielles pouvaient connaître des pauses du fait du calendrier chargé de Senghor : visites à l'étranger, réception d'hôtes, cérémonies protocolaires, manifestations statutaires de l'UPS. Ainsi, après son adresse du 21 février 1964, Senghor ne renoue avec les auditeurs que trois semaines plus tard pour leur entretenir cette-fois d'habitat et d'aménagement urbain, évoquant au passage le démantèlement de certains bidonvilles tout en promettant l'aide de l'État aux futurs déguerpis²⁷. Comme on le voit, Senghor profite de sa communication hebdomadaire, pour faire des annonces impopulaires, en prenant soin toujours de les expliquer et de les justifier sur un ton qui emprunte à la fois à la persuasion et à l'autorité, tout en exprimant une certaine magnanimité pour atténuer les dures conséquences.

Ce format hebdomadaire de communication avec le peuple, en ce qu'il introduit une sorte de proximité avec les auditeurs, permet au président Senghor, en utilisant parfois le canal de l'humour, de dédramatiser ses annonces sur des sujets politiquement et socialement délicats ou de prendre la posture du père qui éduque ses enfants. La campagne agricole qui s'approche est ainsi l'objet d'un long développement le 20 mars 1964. Le président y disserte notamment sur les moyens d'augmenter de 25% la productivité arachidière sur une période de trois ans²⁸. Au-delà des paysans auxquels il s'adresse ici, il s'agit pour lui d'apprendre aux auditeurs, chacun dans un domaine précis où il évolue, à être à la hauteur des enjeux de développement.

²⁷ *Dakar-matin* n° 883, 14 mars 1964, p. 1 : « Le chef de l'État parle d'urbanisme et d'habitat ».

²⁸ *Dakar-matin* n°889, 21 mars 1964, p. 1 et 4 : « Le président Senghor parle de la prochaine campagne agricole ».

1-3 Les limites de la saturation des ondes au milieu de la décennie 1960

Senghor suspend ces discours hebdomadaires à partir du mois d'avril 1964. L'une des explications qui pourrait justifier cette situation demeure son agenda particulièrement chargé avec de longues et répétitives tournées dans le monde rural et ses nombreux voyages à l'étranger où il lui arrive de séjourner plus d'un mois d'affilée. Pour le seul mois de juillet 1964 par exemple, le président Senghor séjourne plus de 12 jours à l'extérieur du pays pour des visites officielles en Égypte, en France et en Italie²⁹. Le 31 juillet 1964, il quitte à nouveau le pays pour passer ses vacances en France et ne rentre qu'un mois plus tard, le 4 septembre 1964³⁰. Une dizaine de jours plus tard, le 15 septembre, il entame des visites officielles qui le mène en Haute-Volta, au Brésil et à Trinidad et Tobago qui le tiennent à nouveau éloigné du pays pendant deux semaines. Durant ces longues absences, il était suppléé par son ministre d'État chargé des affaires étrangères, Doudou Thiam qui faisait office de numéro deux du régime depuis l'éviction de l'ancien président du Conseil Mamadou Dia.

Les années 1964, 1965 et 1966 sont également très chargées au plan culturel avec le lancement des grands projets culturels, symbolisés par la pose de la première pierre du musée Dynamique, la préparation du Festival mondial des arts nègres, le lancement des

²⁹ Éditions *Dakar-matin* n° 976, 9 juillet 1964, p.1 : Le président Senghor partira lundi pour le Caire via Paris » ; n° 987, 24 juillet 1964, p.1 : « Reçu hier par Paul VI, le chef de l'État était attendu ce matin à Dakar-Yoff » ; n° 988, 25 juillet 1964, p. 1 : « Le président Senghor au Caire et en Italie. Au cours de la Conférence de l'OUA et à l'occasion de sa visite à Paul VI, le chef de l'État est intervenu pour concilier le différend entre musulmans et chrétiens soudanais ».

³⁰ Éditions *Dakar-matin* n° 993, 31 juillet 1964, p.1 : « Le président Senghor est arrivé à Orly. Avant son retour à Dakar, dans un mois environ, le chef de l'État pense rencontrer le général De Gaulle » ; n° 1023, 5 septembre 1964, p. 1 : « Le Président Senghor de retour à Dakar. Prochains entretiens sénégal-ivoiriens sur les problèmes de regroupement régional » ; n° 1036, 21 septembre 1964, p. 1 : « S'adressant à Rio de Janeiro au gouverneur Lacerda, le président Senghor lance l'idée d'une communauté luso, afro-brésilienne » ; n° 1044, 30 septembre 1964, p. 1 : « Le Président Senghor dans l'île de Tobago »

activités de la radio scolaire³¹. Senghor remplace donc ses adresses radiophoniques hebdomadaires par des points de presse tenus dans le salon présidentiel de l'aéroport de Dakar à chaque retour de voyage officiel. Ces points de presse sont souvent l'occasion d'annoncer de grandes décisions politiques.

Il prend également soin d'organiser deux fois l'an, de grandes conférences de presse de plusieurs heures d'horloge auxquelles sont conviés les correspondants des organes de presse étrangers³². Ces derniers étaient d'ailleurs les seuls qui osaient poser les questions relatives à une possible amnistie des prisonniers politiques dont le plus célèbre était Mamadou Dia, l'ancien président du conseil. Retransmises en direct à la radio, ces grandes conférences de presse durant lesquelles étaient abordées ces questions politiques d'habitude taboues sur les antennes de *Radio-Sénégal*, constituaient des moments certes de propagande mais également de relâche du contrôle exercé sur la radiodiffusion nationale.

Ces discours radiophoniques symbolisent en fin de compte la dimension paternelle et professorale revêtue par le style de pouvoir de Senghor. En prenant par exemple le soin de parler à l'antenne de certains thèmes qui peuvent paraître anecdotiques comme la disposition des noms de famille sur les feuillets scolaires ou des meubles administratifs, Senghor démontre qu'il veut utiliser la radio pour éduquer les Sénégalais sur plusieurs aspects de leur vie quotidienne et professionnelle. Cette posture du Professeur, il l'arbore également quand il parle aux Sénégalais (et Africains) de leurs origines, de leur culture,

³¹ Voir Chapitre II : Négritude et modèle islamo-wolof au cœur des enjeux de la nouvelle identité culturelle promue par *Radio-Sénégal*.

³² *Dakar-Matin* n°1257, 15 juin 1965, p. 1 : « Dans sa conférence de presse, le Président a rappelé l'effort budgétaire réalisé par le Sénégal et souligné son attachement tant à l'OCAM qu'à l'OUA ».

de leurs langues, en n'hésitant pas à élaborer des théories qui lui sont propres. Mais en fin de compte, tout cela vise l'objectif de porter la bonne information au peuple et donc d'assurer un bon contrôle de celle-ci. C'est là qu'intervient la dimension politique de ces interventions radiophoniques, celle du père de la Nation qui parle à ses « enfants » pour s'assurer de leur fidélité.

2- L'évolution sémantique de la politique d'information durant la décennie 1970

2-1 Décret présidentiel créant le mot « Médiat » : une invention senghorienne

Avec le tournant du multipartisme inauguré en 1974 par la reconnaissance du Parti démocratique sénégalais (PDS) et l'institution d'un multipartisme à trois courants en 1976, le président Senghor fait évoluer sa doctrine en matière d'information. Les médias en général et la radio en particulier ont dorénavant, officiellement, non pas un rôle de propagande mais de médiation. Le décret n°76-154 du 6 février 1976 crée ainsi un nouveau concept français pour désigner les organes de presse à travers le mot *médiat*. Son usage devient même obligatoire sur tout le territoire sénégalais pour désigner tout ce qui a trait à la presse³³. Cela obligeait tout organe de presse fabriqué au Sénégal d'écrire toujours dans ses colonnes le mot *media* à la façon voulue par Senghor dans son décret.

Un non respect du décret présidentiel aurait été perçu comme un affront au Chef de l'État et pouvait valoir à ses auteurs une interdiction de parution. L'interdiction du film

³³ L'usage du mot *médiat*, bien que toujours régi par le décret présidentiel de 1976, est tombé en désuétude depuis environ deux décennies, particulièrement à la faveur de l'alternance au pouvoir intervenue en février 2000 avec l'arrivée au pouvoir du Parti démocratique sénégalais (PDS). Son utilisation a aujourd'hui pratiquement disparu alors que jusqu'en 2000, elle était d'usage dans tous les documents écrits de l'État ou dans les articles publiés dans le quotidien gouvernemental *Le Soleil*.

Ceddo de Sembène Ousmane et du journal *Siggi* de l'opposant Cheikh Anta Diop, officiellement pour n'avoir pas respecté un code d'écriture décrété par Senghor, démontre que le régime prenait très au sérieux l'application de ces décrets présidentiels sur l'usage des mots³⁴. Dans l'esprit de Senghor, son innovation concernant les médias n'était pas du néologisme car « le mot médiat est formé de l'adjectif français médiat, ate, employé comme substantif sous sa forme masculine³⁵ ». Le décret entend plutôt mettre fin à l'utilisation du terme mass media « employé par les Anglo-saxons » et qui « est le type même du néologisme hasardeux et hybride composé qu'il est de l'anglais mass, « masse », et du latin media, adjectif employé ici au nominatif neutre pluriel »³⁶.

Senghor, une fois de plus, se pose en défenseur de la langue française menacée selon lui par des impuretés linguistiques. Et pour cela, il n'hésite pas à devancer l'Académie française, qu'il intègre plus tard en juin 1983, après son départ de la tête du Sénégal, pour franciser certains de ces anglicismes lorsqu'il ne crée tout simplement pas de nouveaux mots à coup de décrets présidentiels. La création du mot *médiat* était à la fois un moyen de combattre l'utilisation du terme originellement anglo-saxon de mass media mais aussi une occasion de lui donner une nouvelle définition plus conforme à ses conceptions politiques et philosophiques.

Unique pays du monde à légiférer pour imposer l'utilisation du mot *médiat* et lui conférer une définition originale, puisque d'adjectif signifiant intermédiation, il devient un concept désignant les médias, le Sénégal de Senghor voulait par là-même affirmer le

³⁴ Voir dans la section « L'emprise de Senghor sur la rédaction entre 1963 et 1974 », pages 250 et 251.

³⁵ Journal officiel de la République du Sénégal n° 4476 du 28 février 1976 : décret n°76-154 du 6 février 1976 relatif à l'usage des mots « gubernatorial » et « médiat », p. 305.

³⁶ *Ibid.*

caractère incontournable de ces derniers pour organiser la communication entre les pouvoirs publics et les populations. Il s'agissait donc d'une évolution sémantique pour caractériser la propagande du régime à l'heure où l'hégémonie de celui-ci dans l'espace public est fortement remise en cause par la nouvelle opposition légale. Cette évolution est caractéristique également de la propension de Senghor, détenteur d'une agrégation en grammaire française, à cultiver une singularité dans le monde francophone en se faisant le gardien de la pureté linguistique dans l'usage du français.

2-2 La survivance des réflexes de Parti-État dans un nouvel espace public partagé

Le rôle de la radio comme principal organe propagandiste du régime ne subit cependant aucun changement majeur en dépit de ces révisions sémantiques décidées par Senghor et qui proposent une nouvelle définition de la place des médias dans la société sénégalaise. La radio nationale refuse ainsi, très souvent, de diffuser les communiqués du nouveau parti d'opposition, le PDS, alors que le moindre compte rendu d'une réunion statutaire de l'UPS est largement relayé à l'antenne. Tenant une conférence sur le thème "Presse et démocratie", le 17 décembre 1977, Obèye Diop le chargé de propagande du parti-État, l'UPS devenue le Parti socialiste (PS), justifie l'ostracisme dont souffre la nouvelle opposition légale sur les antennes de *Radio-Sénégal* en ces termes :

Il ne saurait être question de traiter le PDS autrement qu'il en est pour le PS. En effet, tout le monde entend à la radio le communiqué des deux partis politiques. Mais ceux du Bureau politique du PS sont concis et précis. Pourquoi laisser à l'autre parti le soin de transformer la radio en tribune, en autorisant la publication de communiqués qui ont l'allure d'un article de presse³⁷?

³⁷ Moussa Paye, « la presse et le pouvoir... », p. 331-377.

Désireuse d'intégrer l'Internationale socialiste, l'UPS avait donné des gages car une des conditions de cette intégration était de partager l'espace public avec d'autres forces politiques³⁸. Par voie de conséquence, Senghor avait le souci de se distinguer dans un environnement africain marqué par l'autoritarisme en se posant comme un démocrate, une image plus compatible avec sa réputation de grand intellectuel et d'humaniste. L'institution du multipartisme en 1976, même si celui-ci restait limité à trois partis, permet ainsi à l'UPS de gagner une certaine honorabilité démocratique au plan international³⁹.

En intégrant l'Internationale socialiste durant cette année 1976 qui clôt symboliquement le cycle politique du « senghorisme triomphant » avec le retour de l'opposition légale, un nouvel environnement moins favorable au déploiement d'une propagande sans limite se mettait en place. Il fallait dorénavant compter avec la prise de parole de la nouvelle opposition politique, même si celle-ci restait marginalisée dans les « médiats » d'État pour la rendre la moins audible possible⁴⁰. L'ex-UPS gardait sur la scène nationale les réflexes d'un Parti-État qui n'entendait nullement desserrer l'étau de la censure sur la radio publique.

Les décennies 1960 et 1970 constituent ainsi de la part de l'Union progressiste sénégalaise (UPS) et son chef, un moment d'exploration d'une politique d'information à

³⁸ Réuni du 27 au 29 décembre 1976, le 9^{ème} congrès de l'UPS décide que celle-ci change de dénomination pour devenir le Parti socialiste (PS). L'UPS avait intégré le mois précédent, en novembre, l'Internationale socialiste grâce au soutien déterminant du PS français alors dirigé par François Mitterrand qui considère que l'institution du multipartisme levait le principal obstacle à l'admission des socialistes sénégalais. Lire à ce propos Hesseling, *Histoire...*, p. 276.

³⁹ L'institution du multipartisme limité à trois formations politiques est consacrée par la loi 76-01 du 19 mars 1976 portant révision de la constitution publiée au Journal officiel de la République du Sénégal n° 4483 du 3 avril 1976, p. 501.

⁴⁰ Nous utilisons ici la seule écriture officielle du mot « media » admise au Sénégal à partir de février 1976. Journal officiel de la République du Sénégal n° 4476 du 28 février 1976 : décret n°76-154 du 6 février 1976 relatif à l'usage des mots « gubernatorial » et « médiat », p. 305.

tout point de vue hétérodoxe. Le régime de l'UPS avait la volonté de conserver et consolider son pouvoir dans un contexte où des forces politiques et sociales lui contestaient son hégémonie. Cela passait par une bonne diffusion de l'idéologie de la négritude et du socialisme africain par la radiodiffusion nationale qui a répandu, jusqu'à la saturation, la parole du Parti-État et de Senghor et pratiqué un long monologue. Cet endoctrinement idéologique était mû par des enjeux de conservation de pouvoir. Mais derrière cet objectif stratégique assigné à *Radio-Sénégal*, existe également une démarche qui s'inscrit dans la seule dynamique de construction d'un État et d'une nation.

L'encadrement de l'information radiodiffusée dévoile ainsi des nuances prouvant que tout n'était pas que volonté de faire la propagande ou de défendre le régime en place. Des expériences comme *la radio scolaire*, *la radio éducative rurale* ou *Keur Noflaye* que *Radio-Sénégal* a tentées sont la preuve que cette politique d'encadrement dépasse parfois les limites d'une partisanerie. Les discours hebdomadaires de Senghor qui essaient de jouer la carte de la transparence avec le peuple et traitent de la bonne gouvernance, de l'éducation, des incivilités ou de l'histoire du pays constituent un exemple typique du caractère complexe de la stratégie d'information du régime.

Cinquième partie

**Le modelage d'une nation négro-africaine et socialiste adossée
sur la civilisation islamo-wolof**

Chapitre I : Négritude et modèle islamo-wolof au cœur des enjeux de la construction de l'identité culturelle promue par *Radio-Sénégal*

Le projet culturel du régime de Senghor se confond en grande partie à l'idéologie de la Négritude. Celle-ci constitue la principale substance des prises de position du président Senghor sur l'identité culturelle qu'il souhaite imprimer sur le jeune État sénégalais qui naît le 4 avril 1960. Comment ce discours sur la négritude était-il alors relayé par *Radio-Sénégal* ? Cette question est au cœur de la première partie de ce chapitre qui sonde la problématique du conditionnement idéologique des masses sénégalaises pour imposer la négritude comme l'idéologie officielle en matière de politique culturelle.

Radio-Sénégal s'évertue à relayer l'idéologie de la Négritude à travers la retransmission et les résumés des allocutions de Senghor sur ce thème. Celui-ci saisissait plusieurs tribunes pour traiter ce thème : congrès et conseil national de l'UPS, visites officielles, discours à l'occasion des nombreuses distinctions d'honoris causa décernées par des universités américaines, asiatiques, européennes et africaines, etc.¹. La voix de Senghor dissertant sur la négritude et les valeurs de civilisation négro-africaines devient ainsi familière aux auditeurs.

¹ À titre d'exemple, il est docteur honoris causa de l'université Laval à Québec en septembre 1966. Des dizaines d'universités, parmi les plus réputées dans leur zone géographique en ont fait de même. L'ouvrage que lui consacre en 2006 la Bibliothèque historique de la ville de Paris prétend même que Senghor détient « la plus vaste collection de diplômes honoris causa ». Une preuve de l'aura intellectuelle de celui qui est considéré dans beaucoup de cercles comme un immense intellectuel, un grand poète et un des pères de la Négritude. Lire à ce sujet, Jean-Gérard Bosio, *Léopold Sédar Senghor : le poète et les peintres*, Catalogue d'exposition (Paris, Bibliothèque historique de la ville de Paris, 21 septembre-22 octobre 2006), Paris, Bibliothèque historique de la ville de Paris 2006, p. 44.

Cette promotion de la nouvelle identité culturelle du jeune État sénégalais dépasse cependant la seule référence à la négritude. Elle passe également par la mise en avant du patrimoine historique et religieux national. Ce sujet, abordé dans la seconde partie de ce chapitre, s'intéresse à la réhabilitation des grandes figures historiques et religieuses qui constitue un pan important de la programmation de *Radio Sénégal*. Celle-ci lance ainsi des émissions comme *Sénégal Demb* ou *le Sénégal d'autrefois* dont la popularité auprès des auditeurs prouve l'existence d'une soif du public de connaître davantage l'histoire du nouvel État et des royaumes précoloniaux dont il est issu². Le point commun de ces émissions demeure cependant qu'elles sont majoritairement animées par des griots wolofs. Ceux-ci, naturellement, donnent une prépondérance aux figures historiques et musulmanes issues du pays wolof. Cette situation pourrait paraître paradoxale puisque Senghor est membre de l'ethnie minoritaire sérère. Il est également un chrétien dans un pays très majoritairement musulman.

Pourquoi et comment donc *Radio-Sénégal*, qui est inféodée à l'UPS et au président Senghor, promeut-elle ce que certains chercheurs ont appelé le modèle islamo-wolof³? La radio ne devient-elle pas ainsi, au cours des deux premières décennies postindépendance, l'instrument qui permet, à travers des émissions traitant de l'histoire du pays wolof et des grandes figures religieuses qui en sont issues, de forger une identité négro-

² *Sénégal d'autrefois* était une sorte de résumé en français de *Sénégal Demb*. D'une durée moyenne d'une quinzaine de minutes, cette émission dressait des portraits des grandes figures historiques et religieuses du pays.

³ Ce modèle, qui repose essentiellement sur l'alliance entre le pouvoir étatique et le pouvoir spirituel incarné par les confréries islamiques soufies du pays, a fait l'objet de nombreuses études de la part notamment des universitaires Momar Coumba Diop, Mamadou Diouf et Donal Cruise O'Brien. Lire à ce propos O'Brien, *La construction de l'État...*

africaine adossée à l'islam et à la civilisation wolof ⁴ ? Il s'agit là d'une autre problématique qui interpelle sur le rôle et l'influence de la radio dans le modelage culturel de la nation sénégalaise. Ces choix autour de l'islam et du wolof entrouvrent également une question centrale : contredisent-ils ou au contraire renforcent-ils l'ambition nourrie dès le début par les pères de l'indépendance, Dia et Senghor, de favoriser la cohésion nationale qui nécessitait à priori une prise en compte de toutes les composantes ethnoculturelles de la nouvelle nation en construction ?

1- La négritude instrument de modelage de l'identité culturelle

1-1 Une idéologie pour justifier les choix du régime et interpréter l'actualité

Radio-Sénégal s'est attelée dès le début des années 1960, à faire de la négritude, l'idéologie culturelle inspirée par le père de la Nation, un des axes majeurs de sa politique éditoriale. Senghor conférait en effet à la négritude le rang d'une idéologie pensée par et pour les Noirs. Celle-ci rompt selon lui avec la propension des Négro-Africains à toujours imiter et à s'abreuver idéologiquement chez les autres⁵. Seul parmi les promoteurs de la négritude à diriger un pays, Senghor avait donc le souci de faire du Sénégal un modèle de nation bâtie sur les fondements de cette idéologie⁶.

La célébration de la négritude fait ainsi partie des constantes de la politique éditoriale de la radiodiffusion nationale. Elle s'investit pour imposer le discours sur la négritude

⁴ Mamadou Diouf, *Histoire du Sénégal : le modèle islamo-wolof et ses périphéries*, Paris, Maisonneuve et Larose, p. 78.

⁵ *Ibid.*

⁶ Léopold Sédar Senghor, Aimé Césaire et Léon-Gontran Damas sont généralement considérés comme les trois principaux promoteurs de la négritude. Lire à propos du dernier, souvent le moins cité, Hanéta Vété-Congolo, *Léon-Gontran Damas : une négritude entière*, Paris, l'Harmattan, 2016, 274 p.

comme un référent idéologique majeur et incontournable au moment même où il fait l'objet de nombreuses critiques décrivant « une négritude servante »⁷. L'écrivain nigérian Wole Soyinka trouve la rhétorique sur la négritude « artificielle » car « les peuples africains n'ont jamais perdu leur négritude »⁸. La promotion de cette pensée cherche donc également à contrer ses pourfendeurs. Elle se fait à travers la retransmission des allocutions de Senghor, les émissions musicales, théâtrales et littéraires, ainsi que les éditoriaux lus sur les antennes de *Radio-Sénégal*. Lamine Diakhaté, ministre de l'Information, devient le porte-voix de cette bataille pour la négritude à travers une série d'éditoriaux qu'il lit presque quotidiennement sur les antennes de la radio.

Le 21 septembre 1963, l'éditorial qu'il lit est par exemple un appel au peuple pour s'approprier ce concept. Il rappelle d'abord que « l'histoire a voulu que la négritude fut pensée, élaborée et proférée par un Sénégalais »⁹. Et après une longue démonstration pour prouver la pertinence de cette philosophie, l'éditorialiste est convaincu que « la négritude conserve son pouvoir dynamique d'expression, de transcendance et de traduction d'un monde en évolution, soucieux de participer à l'édification de la civilisation de l'Universel¹⁰ ». Ce propos insiste sur une dimension de la négritude qui revenait souvent dans la propagande du régime, à savoir l'apport senghorien et donc sénégalais dans la gestation

⁷ Pathé Diagne, *Léopold Sédar Senghor ou la négritude servante de la francophonie au Festival panafricain d'Alger : trente ans après*, Dakar, Sankoré, 2002, 296 p.

⁸ Wole Soyinka, *Conversations with Wole Soyinka*, Mississippi, UPM, 2001, p. 10.

⁹ Diakhaté, *Sénégal 1963...*, p. 17.

¹⁰ *Ibid.*

de ce mouvement identitaire du monde noir dont les premiers jalons ont été posés au 19^{ème} siècle en Amérique et dans les Caraïbes¹¹.

Même des faits d'actualité à priori sans lien direct avec la négritude étaient le prétexte à une propagande sur le sujet. L'assassinat du président américain John F. Kennedy fait ainsi l'objet d'un très long éditorial lu à l'antenne de *Radio-Sénégal* le 18 novembre 1963¹². Après avoir rendu un hommage dithyrambique au disparu, l'éditorialiste s'affaire à établir un lien entre le président Kennedy, Senghor et la négritude. Il commence par déclamer, parlant du disparu : « ce soir, par ma voix, la Négritude lui renouvelle son message fraternel de chaleur et de lumière. Car John F. Kennedy ne vécut que pour la chaleur de la paix, que pour la lumière de la compréhension, de l'amitié¹³ ».

Radio-Sénégal se veut donc à ce point la voix de la Négritude qu'elle n'hésite point à se faire la porte-parole de celle-ci sur un événement de portée mondiale. Cette attitude témoigne également du militantisme dont fait preuve l'éditorialiste dont la voix personifie ici l'opinion de la Négritude, c'est-à-dire de Senghor, le parrain de l'idéologie culturelle officielle. Mais puisque l'objectif ultime est de faire les louanges de ce dernier, l'éditorialiste de *Radio-Sénégal* raconte alors une séquence destinée sans doute à frapper l'esprit des auditeurs. Parlant de Kennedy, il déclare : « son sourire n'était pas de compassion, ni ses compliments de circonstance, lorsqu'en octobre 1961, il écouta Léopold Sédar Senghor qu'il avait interrogé, lui parler de la négritude, somme des valeurs de civilisation

¹¹ Lire, à propos de cette gestation de la négritude hors d'Afrique, Patrick Dramé, *L'Afrique postcoloniale en quête d'intégration : s'unir pour survivre et renaître*, Montréal, PUM, 2017, 190 p.

¹² Diakhaté, *La nation en question...*, p. 23-26.

¹³ *Ibid.*

négro-africaines, mais partout, mais surtout, partie importante de la somme des valeurs humaines »¹⁴.

C'est seulement vers la fin de son éditorial que Lamine Diakhaté commente « l'action énergique et inlassable » du président Kennedy en faveur des Noirs américains¹⁵. Mais c'est pour mieux rebondir sur le président Senghor qui, renseigne l'éditorialiste, a rendu hommage à Kennedy. Il déclare ainsi : « C'est cet homme de foi, que la négritude salue. C'est cette foi que la négritude conserve dans l'action de John F. Kennedy. Cette foi, le chef de l'État l'a dit hier, la Négritude la conservera intacte, pour que triomphe la paix dans ce monde dur et implacable¹⁶ ». Cet exemple indique la manie qu'avait *Radio-Sénégal* à toujours interpréter les faits d'actualité, aussi éloignés qu'ils aient été des réalités locales, selon une optique favorable au père de la nation et à son régime.

Mais c'est en prononçant ses multiples discours retransmis à la radio que Senghor en profitait pour toujours revenir sur son thème favori, la négritude. Les discours prononcés lors de la réception de ses nombreuses distinctions de doctorat honoris causa étaient particulièrement prisés par le président sénégalais pour aborder différentes dimensions de la négritude¹⁷. L'organisation du Festival mondial des arts nègres (Fesman) en avril 1966 est cependant l'évènement qui a été le prétexte pour produire une quantité impressionnante de discours, d'émissions et de prestations culturelles sur la négritude sur les ondes de *Radio-Sénégal*.

¹⁴ *Ib.*, p. 24-25.

¹⁵ *Ib.*, p. 25.

¹⁶ *Ib.*

¹⁷ Léopold S. Senghor, « Pourquoi une idéologie négro africaine », *Présence africaine*, n° 82, 2ème trimestre 1972, p. 11-38.

1-2 Le FESMAN, un grand moment d'émulation culturelle

Pensé dès 1960 par le président Senghor, le Festival mondial des arts nègres (FESMAN) est organisé six ans plus tard à Dakar, du 1^{er} au 24 avril 1966¹⁸. La capitale sénégalaise accueille durant 24 jours des expositions et des rencontres présentées par le régime comme étant le plus grand évènement culturel, jamais organisé, du monde noir. « Pendant trois semaines, quelque dix mille visiteurs représentant trente-sept nations, des centaines d'artistes, poètes, musiciens et écrivains ont pu apprécier un large programme de conférences, films, représentations de théâtre et spectacles de toutes sortes¹⁹ ». Le Fesman est précédé des mois durant par une grande campagne promotionnelle sur la scène nationale, africaine et internationale²⁰.

Au plan intérieur, une intense mobilisation radiodiffusée, utilisant le support des groupes artistiques locaux, fut organisée. Des dizaines de groupes artistiques, notamment le *Cercle de la jeunesse de Louga*, sont mis à contribution pour chanter l'évènement dans les langues nationales²¹. Certaines de ces productions sont devenues des classiques. Il s'agit notamment du titre *festival* chanté en wolof par la voix de Mada Thiam sous les

¹⁸ David Murphy, *The First World Festival of Negro Arts, Dakar 1966*, Oxford, Oxford University Press, 2016, 224 p.

¹⁹ Vaillant, *Vie de Léopold Sédar Senghor*..., p. 382.

²⁰ Cette campagne promotionnelle est soutenue par l'Unesco qui avait offert son patronage.

²¹ Fondé en 1951, le cercle de la jeunesse de Louga s'est rapidement positionné comme une véritable école populaire de ballet, de danse et de musique. Basé à Louga dans le Nord du pays, il a formé des générations d'artistes. Lire à ce propos Babacar Fall, *Le travail au Sénégal au XXe siècle*, Paris, Karthala, 2011, p. 27.

poussées du saxophoniste Bira Guèye²². Plusieurs semaines avant le démarrage de l'évènement, la radio se met à diffuser après le bulletin d'informations un « spécial festival » qui servait à informer sur les préparatifs du Fesman.

Des reportages d'une durée moyenne de dix minutes étaient diffusés quotidiennement pour permettre à l'auditeur de saisir les objectifs de l'organisation du festival. Le 23 mars 1966, le journaliste qui réalise l'émission « spécial festival » insiste sur le fait que le Fesman n'est « ni une kermesse, ni un carnaval », mais le moment de « faire l'inventaire des valeurs de civilisation du monde noir » tout en constituant « la première défense et illustration de la négritude²³ ». Mais quel est le sens du premier festival mondial des arts nègres? Pour répondre à cette question, le journaliste fait passer à l'antenne la réponse que fournit Senghor. Selon celui-ci, « le premier festival mondial des arts nègres a très précisément pour objet de manifester avec les richesses de l'art nègre traditionnel, la participation de la négritude à la civilisation de l'universel²⁴ ». Senghor souligne au passage que l'évènement « est sans précédent dans les annales africaines²⁵ ».

Le journaliste termine l'émission en rappelant la liste des hôtes de marques présents, citant l'empereur d'Éthiopie, Hailé Sélassié venu rehausser de sa présence l'évènement du 14 au 17 avril 1966, ainsi qu'André Malraux, ministre d'état français chargé des affaires culturelles et d'autres hautes personnalités. La présence d'Aimé Césaire, Léon

²² Très populaire, le titre *festival* de Mada thiam et Bira Guèye, n'a cessé d'être passé à l'antenne jusqu'à la fin de la décennie 1970, preuve que le Fesman avait laissé un souvenir intact plusieurs années après son organisation.

²³ Archives sonores RTS, Bande Fesman 26031966 : « Spécial Festival mondial des arts nègres, un magazine du journal parlé, 26 mars 1966, 1 heure, 11 minutes, 48 secondes ». À une semaine de l'ouverture du Fesman, *Radio-Sénégal* se consacre ainsi, juste après la diffusion de la grande édition du journal parlé, à expliquer aux auditeurs, pendant plus d'une heure d'horloge, toute la programmation du festival.

²⁴ *Ibid.*

²⁵ *Ib.*

Damas et Alioune Diop, comptant parmi les plus éminentes figures de la négritude à l'époque avec Senghor, ainsi que celle des dirigeants de la communauté afro-descendante de l'Amérique et des Caraïbes à l'image du réputé sociologue Saint Clair Drake, donnent au Fesman une dimension exceptionnelle. La présence de ces personnalités témoigne également du souci du régime UPS de se servir de l'évènement pour rehausser son prestige international en espérant également des retombées positives sur l'image du père de la nation sur la scène intérieure. Ce dernier volet s'insère dans le discours servi par l'éditorialiste Lamine Diakhaté qui présente souvent Senghor comme l'homme que le monde envie aux Sénégalais²⁶.

Durant toute la durée du Fesman, la radio présente également à ses auditeurs des reportages sur les différentes expositions. La radiodiffusion diffuse ainsi des reportages sur l'art traditionnel exposé au Musée Dynamique, « l'artisanat vivant » au village artisanal de Soumbédioune et « l'art contemporain » au Palais de justice. Des reportages sont aussi consacrés à d'autres expositions organisées à l'hôtel de ville de Dakar, au centre Magin et à la Chambre de commerce de Dakar. Les cérémonies officielles et le grand colloque présidé par Senghor, André Malraux et la Direction générale de l'Unesco sont également l'objet de très longues retransmissions sur l'antenne de *Radio-Sénégal*. Le point commun de tous ces reportages demeure qu'ils célèbrent la négritude dans sa version senghorienne, à savoir la mise en avant des arts nègres « pour promouvoir une représentation cohérente d'un africanisme moderne²⁷ ».

²⁶ Diakhaté, *La nation en question...*, p. 32.

²⁷ Harney, *In Senghor's shadow...*, p. 49.

Un reportage consacré au *Musée Dynamique* est ainsi l'occasion pour le journaliste de parler d'objets d'art traditionnels en provenance du Cameroun qui y sont exposés. Il s'agit selon le conservateur interrogé, d'une « collection puisée dans les trésors royaux puisqu'il s'agit de trônes de rois bamiléké, de rois du Bandioum, de rois du Bafoutt, des pièces uniques qui n'ont jamais été transportées et qui pour la première fois seront présentées en dehors du contexte où elles ont été conçues comme des trésors sacrés²⁸ ». Le reportage parle également des masques sacrés, des tambours et lits royaux qui représentent un art traditionnel africain authentique. Cette célébration de l'art traditionnel africain témoigne de la place que cette discipline occupe dans la politique de Senghor qui se dit convaincu que « l'art nègre est au milieu du XXe siècle une source jaillissante, un élément essentiel de la civilisation de l'universel qui s'élabore sous nos yeux²⁹ ».

Un des moments forts du Festival a d'ailleurs été la visite qu'effectue Senghor au Musée Dynamique, accompagné de Malraux. Il déclare à cette occasion :

Nous voici donc dans ce *Musée Dynamique* qui sera le vrai centre du premier Festival mondial des arts nègres, qui en sera dans l'avenir, le témoignage le plus significatif. D'aucuns prétendent que les chefs d'œuvre de l'art nègre n'ont rien appris à l'Europe, ni à l'Amérique, tout au plus quelques recettes techniques. L'art nègre est entré désormais au musée vivant de l'art³⁰.

Ce commentaire de Senghor a le mérite de restituer le contexte de la construction du *Musée Dynamique* conçu comme un temple ouvert à des œuvres de toutes origines

²⁸ Archives sonores RTS, Bande Fesman 30031966 : « Spécial Festival : activités pré-festival, le *Musée Dynamique*..., Magazine spécial du journal parlé, 30 mars 1966, 1 heure, 4 minutes, 30 secondes ».

²⁹ *Ibid.*

³⁰ *Ib.* L'inauguration du *Musée Dynamique*, à vingt-quatre heures de l'ouverture officielle du Fesman, démontre l'importance de cet ouvrage aux yeux de Senghor.

mais mettant en évidence « la négritude comme esthétique nationale³¹ ». Considérant l'ouvrage comme l'aboutissement de sa vision d'une politique culturelle faite d'enracinement sur l'Afrique et d'ouverture sur le monde, Senghor a choisi donc le Fesman pour donner une notoriété internationale au *Musée Dynamique*. Ce musée devient ainsi très vite, dans la seconde moitié du vingtième siècle, l'un des très rares en Afrique, à accueillir des expositions de grands artistes européens et américains, comme en témoigne celle consacrée en 1972 à Pablo Picasso. Ce dernier choix n'était pas neutre puisque l'artiste espagnol est présenté par Senghor comme l'archétype même de l'artiste qui démontre qu'il ne saurait y avoir de « génie original sans enracinement dans la terre originaire³² ».

Pendant les 24 jours qu'a duré le Fesman, la radio s'attèle à créer un véritable intérêt chez les auditeurs avec des « directs » sur les arrivées des nombreuses délégations à l'aéroport de Dakar et des entrevues avec les invités et visiteurs étrangers. Le journaliste Ibrahima Dème tend ainsi son micro aux visiteurs les plus en vue et aux chefs de délégation pour recueillir leurs impressions. On note ainsi l'entrevue qu'accorde au journaliste, le martiniquais Aimé Césaire, co-fondateur avec Senghor du concept de la négritude. Après avoir félicité « le président poète Léopold Sédar Senghor », Césaire déclare au micro de *Radio-Dakar* que le Fesman va renforcer « la légitimation du concept de la négritude et montrer l'extraordinaire unité du monde nègre malgré sa diversité³³ ».

³¹ Anne Gaugue, *Les États africains et leurs musées : la mise en scène de la Nation*, Paris, l'Harmattan, 1997, p. 19.

³² *Ibid.*

³³ Archives sonores RTS Bande Fesman 30031966 BIS : « Spécial Festival : arrivée des délégations, magazine spécial du journal parlé du 30 mars 1966 ; 1 heure 10 minutes ».

Le ministre d'État français aux affaires culturelles André Malraux, une des vedettes de ce Fesman, développe pour sa part un discours lyrique dès sa descente d'avion, quand le journaliste de *Radio-Sénégal* lui tend le micro :

Il est évident que l'Afrique a besoin de sa conscience dans le domaine de l'esprit. Ce qui est tenté ici est la première tentative, non pas dans un article de revue mais dans la réalité, de donner à l'Afrique sa conscience. C'est le Sénégal qui en a pris la responsabilité. Aujourd'hui nous sommes ensemble vous et moi en train de faire un travail parmi d'autres mais quand nous serons morts, on dira l'Afrique a commencé à trouver sa conscience profonde un jour lorsque le Sénégal a pris la responsabilité de lui apporter ou de lui proposer cette conscience. Et ce jour-là, dans 50 ans ou dans 100 ans, les images que vous êtes en train de prendre, ce que moi je suis en train de dire, résonnera dans la mémoire des hommes d'Afrique parce que ce sera l'une des plus belles choses que le Sénégal ait jamais faites³⁴.

Ce commentaire de Malraux ainsi que celui de Césaire et d'autres participants interrogés semblent indiquer que la campagne de presse internationale du régime autour de l'évènement est un succès. La perception d'ensemble qui s'en dégage est qu'avec ce Fesman, quelque chose d'inédit pour le monde noir était en train de se passer. Les reportages de *Radio-Sénégal* vont d'ailleurs dans ce sens en insistant sur les nombreuses activités organisées dans le cadre du festival qui comporte des volets politique avec la célébration de Senghor, intellectuel avec l'organisation d'un grand colloque scientifique, culturel avec les nombreuses expositions et enfin un volet émulateur avec l'institution de prix pour honorer les meilleurs talents du monde noir dans la littérature, le cinéma et la musique.

³⁴ *Ibid.*

Concernant le prix de la littérature, le jury fut présidé par Lamine Diakhaté, anciennement ministre de l'information et éditorialiste à *Radio-Sénégal*, mais qui est également écrivain³⁵. Au micro de *Radio-Sénégal*, il rappelle que le Fesman « est le festival de la négritude » et qu'il est donc légitime de saisir l'occasion pour « décerner un prix pour le meilleur roman, le meilleur recueil et le meilleur essai écrit par un noir³⁶ ». Le choix du jury a porté sur 200 livres écrits en français et 209 en anglais, édités entre janvier 1962 et septembre 1965. Un prix est également décerné à la meilleure œuvre cinématographique produite par un noir. Il a mis en compétition une vingtaine de pays participants et 120 films couvrant une multitude de thématiques. Paulin Vieira, détaché par le gouvernement sénégalais pour s'occuper de ce prix cinématographique précise cependant au micro de *Radio-Sénégal* que tout film admis en compétition doit obligatoirement porter « sur l'Afrique ou le monde noir³⁷ ».

Le journaliste révèle dans son reportage que la séance inaugurale de cette compétition cinématographique a lieu au cinéma *Palace* et a été marquée par la projection du film de Sembène Ousmane, *Borom Sarett*. La présence d'Ousmane Sembène dans la programmation officielle peut cependant surprendre quand on considère sa posture très critique vis à vis du régime de Senghor. Le choix porté sur son film *Borom Sarett* l'est également³⁸. Pour une rare fois, une courte interview d'Ousmane Sembène est diffusée sur

³⁵ Il est l'auteur de nombreux ouvrages publiés sous forme de recueils de poèmes, nouvelles et romans. Un de ses ouvrages emprunte partiellement une posture autobiographique : lire à ce propos Lamine Diakhaté, *le Sahélien de Lagos*, Dakar, NEA, 1984, 157 p.

³⁶ Archives sonores RTS Bande Fesman 041966 : « Spécial Festival, prix de littérature, musique et de cinéma ».

³⁷ *Ibid.*

³⁸ Produit en 1962, *Borom Sarett* est un court métrage qui brosse le portrait d'un charretier besogneux confronté aux aléas d'une vie de misère et d'une administration hostile. Il brosse en filigrane une critique contre

les ondes puisque ce dernier « a autorisé que son film *Borom Sarett* ouvre la grande séance inaugurale » du Fesman dédiée aux activités cinématographiques³⁹. Curieusement cependant, les propos de Sembène diffusés à l'antenne portent non pas sur ce film, mais sur un autre, *La Noire de...*, qui est une chronique sur le racisme. Il s'inspire d'un fait divers narrant les déboires d'une femme de ménage sénégalaise emmenée en France par ses patrons blancs anciennement coopérants à Dakar et qui finit par se suicider car incapable de supporter le racisme dont elle est victime.

Les commentaires de Sembène sur cette thématique du racisme en plein festival sur la négritude seraient-ils, aux yeux des autorités de la radiodiffusion, plus recevables que d'éventuelles critiques contre une administration qui persécute un *Borom Sarett*⁴⁰? C'est là une hypothèse à considérer. Mais le simple fait que le régime de Senghor accepte de programmer un film comme *Borom Sarett* dans le cadre du Fesman et que son auteur s'exprime sur les antennes de *Radio-Sénégal* marquent cependant une ouverture envers un cinéaste opposé à Senghor. Ce fait témoigne également de la démarche inclusive des autorités qui entendent créer une sorte d'union nationale autour de l'évènement.

Une autre discipline culturelle, à savoir la musique, fait partie des priorités du FESMAN. Un reportage, réalisé au centre Magin où a élu domicile le jury, permet de donner aux auditeurs toutes les informations sur le grand prix du Festival du meilleur disque. Le journaliste souligne que ce prix met en compétition « 15 pays participants et

le modèle d'État postcolonial sénégalais. Lire à ce propos Éric Makédonsky, *Le Sénégal, la Sénégalie, volume I*, Paris, L'Harmattan, 1987, p. 20-21.

³⁹ Archives sonores RTS Bande 041966 JP : « Spécial Festival du journal parlé ».

⁴⁰ *Borom Sarett* signifie charretier en wolof.

100 disques » et porte à la fois sur la musique africaine traditionnelle comme moderne⁴¹. La thématique musicale est du reste très présente à ce Fesman avec l'exposition d'instruments de musiques traditionnels au Centre culturel français. Le journaliste dépêché sur place insiste sur la dimension historique et culturelle d'instruments comme la kora, témoin des épopées des royaumes du mandé, de la flûte idiom, du tama sénégalais, etc.⁴².

L'institution de ces différents prix de littérature, de musique et de cinéma souligne le souci des organisateurs de ne pas cantonner le Fesman à la seule catégorie des arts visuels et traditionnels, mais de l'élargir à toutes les disciplines de la culture. Il s'agissait de transformer le FESMAN en événement culturel inclusif abordant tous les aspects de la civilisation noire, tout en saisissant le moment pour célébrer Senghor.

Toutes ces célébrations semblent également s'insérer dans le cadre plus large du concept des « lieux de mémoire ». Cette notion polysémique est définie par Pierre Nora comme étant « toute unité significative, d'ordre matériel ou idéal, dont la volonté des hommes ou le travail du temps a fait un élément symbolique du patrimoine mémoriel d'une quelconque communauté⁴³ ». En tentant, à travers le FESMAN, d'imposer les arts nègres comme un élément central de la culture, du passé et du présent des africains et des afro-descendants, Senghor s'inscrit incontestablement dans cette démarche mémorielle.

⁴¹ *Ib.*

⁴² Archives sonores RTS Bande 041966 BIS : « Spécial Festival, vernissage d'expositions », avril 1966 (jour non précisé).

⁴³ Pierre Nora, *Les lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, 1999, p. 2226.

1-3 L'apogée du senghorisme triomphant

Mais l'un des moments les plus marquants du FESMAN aura été l'organisation d'un colloque scientifique, du 1^{er} au 7 avril 1966, dans les locaux de l'Assemblée nationale sénégalaise, sur le thème de « l'art nègre dans la vie du peuple ». Le journaliste précise dans un de ses reportages consacré à l'évènement que le dit colloque réunit « 30 parmi les plus hautes personnalités mondiales connues pour leur talent ou leur connaissance dans les différentes disciplines de l'art et de l'humanisme nègre⁴⁴ ». Mais avant que ces personnalités ne délivrent leurs exposés scientifiques, la séance inaugurale est marquée par des discours qui font l'éloge du président Senghor.

Ils sont largement relayés par la radio. Sur ce registre, c'est André Malraux le ministre d'État français aux affaires culturelles, qui se distingue le plus. Versant dans un lyrisme rare, Malraux déclare, parlant de Senghor qui est présent dans la salle : « Nous voici donc dans l'histoire. Pour la première fois, un chef d'État prend entre ses mains périssables le destin d'un continent. Jamais il n'était arrivé, ni en Europe, ni en Asie, ni en Amérique, qu'un Chef d'État dise que ce qui est maintenant de l'avenir de l'Esprit, nous allons tenter ensemble de le faire⁴⁵ ».

Commentant ce discours, le journaliste de *Radio-Sénégal* dira que « le verbe et la présence de Malraux subjuguèrent l'assistance⁴⁶ ». Il indique que ce discours a procuré à celle-ci une « jouissance intellectuelle extrêmement élevée » et qu'elle gardera longtemps

⁴⁴ Archives sonores RTS Bande 01041966 : « Spécial Festival, colloque à l'Assemblée nationale », 1^{er} avril 1966 ; 1h05'.

⁴⁵ *Ibid.*

⁴⁶ *Ib.*

à la mémoire « quelques-uns des aphorismes dont ce discours fut charpenté et qui appellent à la méditation⁴⁷ ». Les interventions très appuyées de Malraux, à l'époque très proche de De Gaulle dont il est la caution intellectuelle du régime, constituent un véritable événement dans ce FESMAN, pour deux raisons au moins. D'une part, on n'avait encore jamais vu une personnalité de premier rang française déployer un tel respect et un hommage aussi appuyé et lyrique à un président africain en exercice. D'autre part, les effusions que se manifestent Malraux et Senghor durant ce FESMAN traduisaient une sorte d'intérêt intellectuel mutuel entre deux personnalités qui étaient convaincues d'être de « grands esprits » ou de « grandes intelligences ». La collaboration littéraire ultérieure entre les deux hommes illustre d'ailleurs cet intérêt⁴⁸.

Radio-Sénégal relaie beaucoup les discours de Malraux sans doute également pour démontrer que Senghor avait l'appui enthousiaste de la France, tout en soulignant la réussite du FESMAN. Celui-ci a cependant connu quelques échecs comme le démontre un reportage consacré à une conférence de presse de Souleymane Sidibé, commissaire national du FESMAN. Sidibé consacre en effet une large part de son intervention à la défection à la dernière minute de l'artiste sud-africaine exilée en Guinée, Myriam Makeba.

Après avoir accepté depuis un an [de venir au Fesman], ce qui lui avait valu d'être invitée personnellement par monsieur le président de la République, Myriam Makéba vient de faire connaître au dernier moment, à six jours seulement du festival, qu'elle ne pouvait pas accorder sa participation, à moins qu'il ne fut donné satisfaction à des exigences financières incompatibles à la fois avec nos possibilités et la bienséance qui était de mise en pareille circonstance. Le comportement de cette artiste nous a à la fois surpris et peiné comme vous le pensez. Ce manque de courtoisie, c'est le moins que j'en puisse dire, à l'égard du chef de l'État sénégalais, n'a pas manqué de nous surprendre. Fort heureusement nous avons eu de larges compensations à de telles défections et c'est ainsi que

⁴⁷ *Ib.*

⁴⁸ André Malraux publie en 1975 un ouvrage dont une partie est consacrée à des entretiens avec Senghor. Voir André Malraux, *Hôtes de passage : le miroir des limbes*, Paris, Gallimard, 1975, 235 p.

j'ai le plaisir de vous confirmer la venue de la grande artiste Joséphine Baker qui a tenu, en dépit de son état de santé et de l'avis même de ses médecins, non seulement à être parmi nous mais à se produire sur scène où elle présentera et ouvrira la grande soirée de variétés le jeudi 21 avril [1966] au Théâtre national Daniel Sorano⁴⁹.

La déception des autorités sénégalaises se comprend puisque Myriam Makéba est en ce milieu des années 1960, l'une des plus grandes vedettes noires de la scène musicale. Que *Radio-Sénégal* donne une si grande publicité à cet échec des autorités sénégalaises à faire venir la vedette sud-africaine peut sembler surprenant quand on connaissait la manie à l'époque de la radiodiffusion nationale à passer sous silence tout ce qui pouvait ressembler à une contre-performance du régime.

L'absence de Myriam Makéba, à l'époque très proche du président guinéen Ahmed Sékou Touré, pourrait également s'expliquer par les mauvaises relations entre celui-ci et Senghor. Le leader guinéen qui menait une politique culturelle centrée plutôt sur la liquidation de tout ce qui pouvait ressembler à ses yeux à des stigmates du colonialisme, était un adversaire déclaré de l'idéologie de la négritude qu'il assimilait à une « cinquième colonne » de l'impérialisme⁵⁰. Il défendait l'idée selon laquelle la culture se doit d'être au service de « la conception révolutionnaire socialiste de la vie, bref l'idéologie du Parti⁵¹ ».

⁴⁹ *Ibid.*

⁵⁰ Ahmed Sékou Touré, *La négritude et la 5^{ème} colonne*, Conakry, Imprimerie nationale Patrice Lumumba, 1972, 376 p. L'expression « cinquième colonne », très utilisée par Ahmed Sékou Touré pour désigner ses opposants, renvoyait dans le vocabulaire de la révolution guinéenne à tous ceux qui étaient considérés par le régime comme des traîtres au service de l'impérialisme.

⁵¹ Ahmed Sékou Touré, *La révolution culturelle*, Conakry, Imprimerie nationale Patrice Lumumba, 1969, p. 111.

En fin de compte, le FESMAN a été, au-delà des considérations purement artistiques et culturelles mises en avant, un grand moment politique du « senghorisme triomphant ». Celui-ci se déployait à travers le FESMAN pour souder le peuple autour du régime de l'UPS. Ce moment politique met également en avant des considérations géopolitiques avec le soutien massif déployé par la France sans doute soucieuse de renforcer un allié dont la francophilie et la posture intellectuelle en faisaient un modèle aux antipodes de l'image négative largement répandue à l'époque de présidents africains peu instruits et parfois tout droit sortis des casernes avec un grade d'officier subalterne voire de sous-officier, pour exercer le pouvoir d'état suprême à la faveur d'un coup d'État militaire⁵².

Le festival mondial des arts nègres permet enfin à Senghor de prétendre à un renforcement de son leadership africain, contesté par le leader guinéen Sékou Touré avec qui il avait de fortes divergences idéologiques, mais également par le président ivoirien Houphouët Boigny son grand rival politique depuis les années 1950. La radiodiffusion nationale devient donc, dans le cadre de cette stratégie politique, l'instrument qui relaie la transformation du FESMAN en célébration du « senghorisme triomphant ».

2- Popularisation du patrimoine artistique national à travers les émissions ludiques

2-1 L'invention d'une culture « nationale »

La promotion et la vulgarisation du patrimoine artistique national ont été, depuis l'indépendance du pays acquise en 1960, une priorité de *Radio-Sénégal*. Au nom du nécessaire brassage culturel des populations, les différentes communautés du pays sont

⁵² Ce cycle des présidents issus de coups d'État militaires est inauguré en Afrique francophone dès janvier 1963 avec l'assassinat du père de la nation togolaise moderne Sylvanus Olympio, par des militaires togolais qui avaient combattu en Indochine et en Algérie, dans l'armée coloniale. Un des meneurs de cette opération, le sergent Eyadéma devient par la suite pendant près de 40 ans, le président du Togo, de 1967 à 2005.

mises à contribution pour créer et enrichir un patrimoine artistique commun à toute la nation⁵³. Ce volet culturel devait permettre de répondre à trois missions assignées à la radio, à savoir divertir les auditeurs, les informer sur les richesses culturelles de leur pays et les éduquer selon les préceptes de la négritude. L'importance des thèmes culturels dans la programmation de la radiodiffusion témoigne, dès l'accession à l'indépendance, d'une réelle volonté d'utiliser à des fins culturelles ce support d'informations et de propagande. Ainsi, entre 1960 et 1968, la chaîne nationale de *Radio-Sénégal* consacre 36% de ses émissions aux variétés musicales, au folklore et au théâtre⁵⁴.

Ces statistiques ne prennent pas en compte la valorisation de certains aspects de la culture sénégalaise à travers les émissions historiques qui étaient l'occasion de donner en direct des prestations de *khalam* et de chants traditionnels⁵⁵. Elles ne prennent pas non plus en compte les émissions sportives dédiées à la lutte et qui avaient un cachet culturel indéniable. Ainsi au cours de la décennie 1960 et une partie de celle qui suit, la diffusion des *bakk* étaient l'occasion pour les auditeurs de se familiariser avec le folklore des différentes communautés du pays⁵⁶. Le *bakk* servait à glorifier le lutteur en insistant sur les valeurs de *Jom* et de *fayda*, à galvaniser ses supporters et à mettre en avant la culture de sa communauté d'origine⁵⁷.

⁵³ Diop, « Le rôle de l'Information... ».

⁵⁴ Dia, « De la TSF coloniale ... », p. 204.

⁵⁵ *Khalam* : guitare traditionnelle chez les wolofs.

⁵⁶ *Bakk* : ce mot wolof pourrait se traduire par « galvaniser ». Dans le cadre de la lutte traditionnelle, il s'agit d'un ensemble de chants et sonorités traditionnels, soutenus par le tam-tam, pour galvaniser les lutteurs et les supporters de celui-ci.

⁵⁷ *Jom, fayda* : mots wolof signifiant respectivement courage et dignité.

Il devenait familier pour l'auditeur, tous les samedis, à 13h45, sur la chaîne nationale d'écouter ces *bakk* pendant une heure d'horloge dans le cadre de l'émission *Arènes sénégalaises* dédiée aux combats de lutte⁵⁸. Chaque écurie de lutteur faisait alors la démonstration de ses talents en matière de *bakk*. Selon Magib Sène, journaliste s'occupant de sport à *Radio-Sénégal* à partir de 1962, « chaque lutteur s'efforçait d'être un poète dans la composition des *bakk*⁵⁹ ». Il cite des lutteurs comme « Mame Guorgui Ndiaye et Ndiouga Tine [qui] étaient reconnus comme étant de grands poètes. On enregistrait leurs *bakk* pour les diffuser dans les émissions »⁶⁰.

Des traditions culturelles ancestrales pratiquées dans la lutte traditionnelle et jadis confinées au village se retrouvaient ainsi revalorisées à l'échelle nationale par la radio. C'est là un exemple qui démontre que la radiodiffusion nationale, dépassant sa mission de servir de support de propagande au régime de l'UPS, savait aussi s'investir dans un processus de revivification des valeurs culturelles ancestrales. La préoccupation de revaloriser une culture authentiquement sénégalaise et négro-africaine sert incontestablement de fil conducteur à toutes ces émissions sur la lutte sénégalaise.

Après la diffusion d'*Arènes sénégalaises*, il était d'usage avant le début du bulletin d'informations de passer également des chants de *kassak* ou d'autres genres musicaux traditionnels⁶¹. Après le bulletin d'information, la programmation culturelle du samedi reprenait sur la chaîne nationale à 21h30. Le griot Abdoulaye Nar Samb prend alors place

⁵⁸ *Dakar-Matin* annonçait souvent un jour à l'avance, généralement le vendredi, dans sa rubrique Radioprogramme, les lutteurs à l'honneur de ces émissions de *Radio-Sénégal* très prisées par les auditeurs.

⁵⁹ Entrevue avec Magib Sène journaliste spécialisé en sports à *Radio-Sénégal* de 1960 à 1993 ; réalisée le 7 août 2019 à son domicile des HLM, Dakar.

⁶⁰ *Ibid.*

⁶¹ *Kassak* : mot wolof désignant des chants initiatiques dans les cérémonies de circoncision des garçons.

pour relater une partie de l'histoire du Sénégal au son du *khalam* dans sa *Soirée sénégalaise* tandis qu'un programme de musique et de ballet termine les émissions de la journée⁶².

2-2 Un ensemble lyrique pour revivifier la tradition musicale

La vulgarisation du folklore national atteint un nouveau palier en 1965 avec la création d'un Ensemble lyrique traditionnel dans lequel la majorité des grandes composantes ethniques sont représentées. Car tous les témoignages concordent sur le fait que « Senghor voulait retrouver sur scène toutes les sensibilités linguistiques et culturelles du Sénégal. Pour intégrer cet Ensemble lyrique, chaque artiste passe une série d'auditions données par un jury de professionnels⁶³ ».

Une fois sélectionnés, les artistes suivent un apprentissage permanent : chacun doit progressivement comprendre et restituer fidèlement des éléments de la culture de chaque ethnie du pays. Chaque artiste doit en effet être en mesure de chanter, sans accent, en diola, en sérère, en wolof, en pulaar, en bambara et en mandingue, les principales langues parlées dans le pays⁶⁴.

Le travail musical de cet Ensemble lyrique était systématiquement enregistré par des techniciens du *Théâtre national Daniel Sorano* ou par *Radio-Sénégal* qui jouait ainsi à la fois un rôle de « maison de disque » et de gardien du patrimoine musical traditionnel. Le contenu des chansons reflétait toujours le souci de vulgariser les préoccupations socio-politiques du régime. Les enregistrements des décennies 1960 et 1970 célèbrent ainsi

⁶² *Dakar-matin* n° 1084, 14 novembre 1964, p. 3 : Radioprogramme.

⁶³ Témoignage de Massamba Guèye, directeur général du *Théâtre national Daniel Sorano*, rapporté dans <https://musique.rfi.fr/actu-musique/musique-africaine/album/20140206-ensemble-lyrique-traditionnel-Sunugaal-Gii> : « Le renouveau de l'ensemble lyrique traditionnel » [consulté le 16 août 2019].

⁶⁴ <https://musique.rfi.fr/actu-musique/musique-africaine/album/20140206-ensemble-lyrique-traditionnel-Sunugaal-Gii> : « Le renouveau de l'ensemble lyrique traditionnel » [consulté le 16 août 2019].

l'unité nationale, les paysans, la lutte contre la corruption et les gaspillages, etc. Il est remarquable de constater, sur la vingtaine de bandes que nous avons étudiées, l'absence de toute forme de chansons laudatives en l'honneur du père de la nation Senghor. Cette situation résulte certes du souci de ce dernier d'assigner à l'Ensemble lyrique une tâche de « fécondation du fonds culturel traditionnel » comme l'affirme un opuscule de propagande du ministère de l'Information⁶⁵.

Mais il y a eu également, manifestement, le souci de faire tenir à l'Ensemble lyrique son rang de véhicule qui promeut la culture de la nouvelle nation et de porte-voix des messages du régime sans céder à la tentation des chansons laudatives. Cette dernière tâche était affectée à la griotte du président, Yandé Codou Sène dont les chansons déclinées majoritairement en langue sérère à la gloire du président Senghor, passaient souvent à l'antenne. Ses chansons avaient un caractère hagiographique et faisaient de Senghor un digne descendant des Guelwars⁶⁶. Le titre *Léopold* dans lequel elle fait la démonstration de l'ascendance aristocratique de Senghor, était l'un des plus connus de son riche répertoire à la gloire du président repris sur l'antenne de *Radio-Sénégal*⁶⁷. Cette dimension hagiographique est cependant très peu présente dans les créations musicales de l'Ensemble lyrique traditionnel.

⁶⁵ Ministère de l'information et des télécommunications, *Sénégal AN VIII*, Dakar, MIT, 1968, p. 25.

⁶⁶ Les Guelwars sont une lignée de princes qui ont donné naissance à plusieurs royaumes dans le pays sérère. Leurs origines que certains remontent au Gabou, font l'objet de beaucoup d'hypothèses historiques. Lire à ce propos Sarr « Abdoulaye Mbaye Pèkh... », p. 816.

⁶⁷ Ce titre, enregistré originellement dans les studios de *Radio-Sénégal*, a fait l'objet de plusieurs récupérations sur la toile. Elle peut être écoutée par exemple sur Youtube. Voir <https://www.youtube.com/watch?v=rGSWJy-LLk> [écoutée le 18 août 2019].

L'une des rares exceptions demeure la chanson dédiée au premier président de l'Assemblée nationale Lamine Guèye, suite au décès de ce dernier en mai 1968⁶⁸. Celui-ci demeure, à notre connaissance, le seul homme politique contemporain de Senghor à avoir droit à cet honneur de l'ensemble lyrique traditionnel⁶⁹. L'émotion suscitée par sa disparition lui vaudra même le titre posthume de « père de la nation » dans la chanson éponyme que lui consacre le griot Abdoulaye Mboup. Cette exception et cet hommage s'expliquent par l'itinéraire politique de Lamine Guèye qui domine la scène politique sénégalaise au lendemain de la seconde guerre mondiale, quand il se fait élire député à l'Assemblée nationale française en août 1945⁷⁰.

Il représentait les populations du premier collège électoral composé des habitants des quatre communes Dakar, Rufisque, Saint-Louis et Gorée qui avaient la qualité de citoyens français. Sa suprématie politique est ensuite contestée par Senghor, élu député du second collège électoral constitué des populations habitant hors de ces quatre communes, considérées comme des sujets français et peu évoluées par le système colonial⁷¹. La séparation entre les deux hommes, tous les deux membres de la section sénégalaise de l'Internationale ouvrière (SFIO, l'ancêtre du futur Parti socialiste français) dirigée par Guèye, est actée en 1948 quand Senghor crée son propre parti, le Bloc démocratique sénégalais (BDS)⁷². Cette formation politique, renforcée par l'adhésion de Mamadou Dia, remporte

⁶⁸ Archives sonores RTS Bande 01ELT69 : titre Lamine Guèye.

⁶⁹ Blaise Diagne, le premier député noir, a également eu droit à une chanson de l'Ensemble lyrique. Mais sa célébration est plus à ranger dans le registre de l'évocation des figures historiques du pays.

⁷⁰ Doudou Sidibé, *Démocratie et alternance politique au Sénégal*, Paris, l'Harmattan, 2006, p. 19-29.

⁷¹ Hesseling, *Histoire politique du Sénégal...*, p. 155-168.

⁷² *Ibid.*

très largement, à la faveur de l'unification du corps électoral qui met fin à la surreprésentation accordée aux ressortissants des quatre communes, les élections législatives de 1951.

Celles-ci finissent de marginaliser politiquement Lamine Guèye et de consacrer Senghor comme le nouvel homme fort, tout en scellant un début d'alliance entre ce dernier et les principales figures de l'islam confrérique sénégalais de l'Époque, El Hadj Falilou Macké, Serigne Ababacar Sy et Seydou Nourou Tall⁷³. Lamine Guèye finit par accepter en 1958 de fusionner sa formation politique, le Parti socialiste sénégalais (PSS), avec le Bloc populaire sénégalais (BPS) et d'intégrer les institutions du nouvel État après l'Indépendance⁷⁴. La nouvelle formation politique fusionnée prit alors le nom de l'Union progressiste sénégalaise (UPS) érigée de fait en parti-État⁷⁵.

Ayant accepté la stratégie de transformation de l'UPS en parti-État, Lamine Guèye, qui a la particularité d'avoir été l'ancien mentor politique de Senghor dans la SFIO avant de devenir son proche collaborateur dans le nouvel État sénégalais indépendant, devenait un exemple réussi de la stratégie de mise en place du « senhorisme triomphant ». C'est cet itinéraire particulier et exceptionnel que le régime a tenu à honorer par la voix de Laye Mboup, un artiste considéré par certains comme la plus grande star de la musique sénégalaise au milieu des années 1970. Cette chanson dédiée à Lamine Guèye a

⁷³ Ndao, *Sénégal, histoire...*, p. 136-143.

⁷⁴ Benoist Saul Lhoni, *L'Afrique des blocs et l'indépendance des États africains : mythes et réalités*, Paris, Acoria, 2016, p. 56. Le Bloc démocratique sénégalais (BDS) devient le Bloc populaire sénégalais (BPS) en 1956 après avoir fusionné avec d'autres mouvements politiques, notamment le mouvement autonome casamançais (MAC) et deux ans plus tard la fusion avec le Parti socialiste sénégalais (PSS) de Lamine Guèye donne naissance à l'UPS. Le parti-État poursuit jusqu'à l'ouverture démocratique du milieu des années 1970 cette stratégie d'absorption de ses adversaires.

⁷⁵ *Op.cit.*

contribué à populariser sa carrière artistique avec des enregistrements dans les studios de *Radio-Sénégal*, complétés par ses prestations dans l'Ensemble lyrique traditionnel⁷⁶.

Les thèmes des chansons de *l'Ensemble lyrique* enregistrées par *Radio-Sénégal* et diffusées sur les antennes se subdivisaient généralement en trois catégories : la reprise d'un folklore traditionnel puisé dans le patrimoine des communautés ethnolinguistiques, des chansons à vocation éducative pour susciter l'éveil des masses sur les thèmes du développement socio-économique, et enfin des chants pour vulgariser l'histoire du pays. Dans la première catégorie, on peut considérer que les auditeurs de *Radio-Sénégal*, quel que soit leur appartenance ethnique, pouvaient se retrouver dans la restitution du folklore national par l'Ensemble lyrique.

C'est ainsi par exemple que le folklore mandingue connaît un réel succès sur les antennes grâce aux prestations de Lalo Kéba Dramé et de Soundioulou Cissokho⁷⁷. Ils s'inscrivent tous les deux dans la lignée des griots du Mandé⁷⁸. Spécialisés dans l'évocation des généalogies de la noblesse et des hauts faits d'arme des rois et utilisant la *kora*, une sorte de harpe traditionnelle africaine, ces griots sont appelés « maîtres de la parole »

⁷⁶ Archives sonores RTS Bandes 061966ELT : « collection de prestations de l'Ensemble lyrique traditionnel », juin 1966.

⁷⁷ Archives sonores RTS Bandes 021966ELT et 04T66ELT : « Prestations Lalo Kéba Dramé ; Soundioulou Cissokho et ses épouses », février et avril 1966.

⁷⁸ Le Mandé fait référence à cet espace géographique considéré comme le foyer historique des Mandingues et qui se trouvent à cheval entre les territoires actuels de La Mauritanie, du Sénégal, de la Gambie, de la Guinée, du Mali, de la Côte d'Ivoire et de la Sierra-Léone. Sa structure étatique précoloniale la plus connue fut l'empire du Mali dont la création est intervenue au XII^{ème} siècle et dont l'apogée est généralement située au XIV^{ème} siècle. Lire à ce propos Djibril Tamsir Niane, *Kouroukan fougá : Soundjata et l'assemblée des peuples, la charte du Mandé*, Abidjan, NEI, 2010, 175 p.

par leur capacité à conserver dans la mémoire collective des faits historiques multiséculaires⁷⁹. Ils mettent en scène un art oratoire capable de conférer une « stature semi-léendaire » aux nobles et rois qu'ils chantent⁸⁰.

Originaire de la Gambie, Lalo Kéba Dramé voit ses chansons, déclinées au son de la *kora* et célébrant l'épopée du mandé, souvent programmées sur l'antenne de *Radio-Sénégal*. Ses notes de *kora* et celles de Soundioulou Cissokho deviennent même l'indicateur de plusieurs émissions et s'invitent souvent lors des cérémonies officielles organisées au Palais présidentiel comme par exemple lors des dîners de gala offert par le président Senghor à ses hôtes de marque. On assiste là à une sorte de récupération du rôle naguère joué par ces griots dans les fastes des cours royales des empires successifs du Mandé.

Toujours est-il que comparé à son poids démographique, le groupe mandingue était surreprésenté dans la mise en exergue du patrimoine musical traditionnel lors des cérémonies officielles⁸¹. De manière générale, et sans qu'une explication claire ne puisse être donnée à ce phénomène, on a constaté une distorsion dans le niveau de représentation des six principales composantes ethnolinguistiques du pays dans la composition de l'ensemble lyrique traditionnel. Le premier groupe linguistique du pays, les wolofs, est naturellement le plus représenté avec des des ténors comme Fatou Kassé, Abdoulaye Mboup, Ndiaga Mbaye, Amadou Ndiaye Samb, Samba Diabaré Samb et Khar Mbaye Madiaga⁸².

⁷⁹ Mamoussé Diagne et Lilyan Kesteloot, *Les preux et le Sage : l'épopée du Kayor et autres textes wolof*, Paris, Orizon, 2014, p. 12.

⁸⁰ *Ibid.*

⁸¹ Les Sénégalais parlant le mandinka ne dépassent guère 6%. Lire à ce propos Mamadou Diop, *Politique linguistique et éducative : le cas du bilinguisme français/pulaar à l'école élémentaire au Sénégal*, Saint-Denis, Publibook, 2018, p. 25.

⁸² Archives sonores RTS Bandes 01121969ELT et 051970ELT : « compilation de prestations de l'Ensemble lyrique traditionnel », décembre 1969 et mai 1970.

Le répertoire musical mandingue et bambara suit avec une représentation sans commune mesure avec le poids démographique de ces deux groupes ethniques⁸³. *Miniamba* de Fanta Sakho ou *Kémé Bourama* de Mahawa Kouyaté, de célèbres airs du folklore mandingue et bambara deviennent très familiers aux auditeurs de *Radio-Sénégal*.

Il est difficile de donner une explication à cette forte représentativité de la culture bambara et mandingue dans la restitution du folklore national par la radiodiffusion. Est-ce un héritage de l'éphémère expérience de la Fédération du Mali ? Cette hypothèse est d'autant plus plausible que le président Senghor éprouvait une réelle fascination pour l'empire du Mali, et celui qui l'a précédé dans l'ouest-africain, l'empire du Ghana, consacrant même à celui-ci un poème considéré par Lilyan Kesteloot comme le plus abouti de l'œuvre poétique senghorienne⁸⁴.

Lors de la formation de la Fédération du Mali en janvier 1958, c'est Senghor qui aurait pesé de tout son poids pour baptiser le nouvel ensemble fédéral regroupant le Sénégal et le Soudan du nom du Mali, en souvenir de l'empire du même nom qui a marqué le moyen âge ouest-africain⁸⁵. Un choix qui ne pouvait qu'agréer les Soudanais culturellement, géographiquement et historiquement plus liés à l'héritage impérial malien. On avait en effet noté à cette époque la tendance de *Radio-Mali*, qui a été absorbée par *Radio-Sénégal* après l'avortement de l'expérience fédérale, à saturer l'antenne avec la musique

⁸³ *Ibid.*

⁸⁴ Lilyan Kesteloot, « En relisant le Kaya Magan de Léopold Sédar Senghor », *Éthiopes* no 53, 1^{er} trimestre 1991, p. 67-82.

⁸⁵ Vaillant, *Vie de Léopold Sédar Senghor*..., p. 351.

bambara, au grand bonheur des auditeurs soudanais, suscitant un début de grogne chez les Sénégalais⁸⁶.

La culture pulaar était pour sa part principalement valorisée par Samba Diop et Abdoulaye Idy Seck tandis que les porte-voix des sérères étaient principalement Sombel Faye et Khady Diouf⁸⁷. Le folklore diola est le seul, parmi ceux des six principales communautés ethnolinguistiques du pays, que nous n'avons pas retrouvé dans les archives de l'Ensemble lyrique traditionnel consultées. Cette faiblesse du folklore diola dans la production artistique de *Radio-Sénégal* et de *l'Ensemble lyrique* est d'autant plus surprenant que les autorités sénégalaises nourrissaient une réelle crainte de voir des velléités autonomistes nourries par une partie de l'élite casamançaise remettre en cause la cohésion nationale. La fusion entre le Mouvement autonome casamançais (MAC) et le Bloc démocratique sénégalais (BDS), le parti de Senghor, pour donner naissance au Bloc populaire sénégalais (BPS) en 1956, participait de cette volonté de prévenir toute idée de sécession ou d'autonomie de la Casamance⁸⁸.

La deuxième catégorie de création artistique de *l'Ensemble lyrique* consistait à populariser les grandes figures de l'histoire nationale. Les prestations de Lalo Kéba Dramé à la radio, étaient l'occasion de vulgariser l'histoire de la région naturelle de Casamance, faisant partiellement contrepoids à la tendance très wolofocentriste de la radio de restituer *le Sénégal d'autrefois*⁸⁹. Une fois encore, cette évocation se rapportait surtout aux

⁸⁶ Diop, *La société sénégalaise...*, p. 467.

⁸⁷ Archives sonores RTS Bande 061966 ELT: « Cheikhou Tall diarama ; Ensemble lyrique traditionnel », juin 1966 .

⁸⁸ Assane Seck, *Sénégal, émergence d'une démocratie moderne, 1945-2005 : un itinéraire politique*, Paris, Karthala, 2005, p. 41-45

⁸⁹ Titre de l'émission éponyme portant sur l'histoire du Sénégal.

royaumes mandingues et faisait peu cas du pays diola. L'élévation à la fin de la décennie 1970 et au début des années 1980 d'Aline Sitoe Jatta au rang d'héroïne nationale s'inscrit certainement dans cette volonté de corriger cette faiblesse de l'évocation des figures diola dans le récit historique national⁹⁰.

Contrairement au terroir diola, le Fouta voyait par contre beaucoup de ses figures historiques érigées au rang de héros, aidé en cela par les chanteurs pulaar qui revenaient souvent sur l'histoire des almamy et résistants à la pénétration coloniale dans la vallée du Fleuve Sénégal ou le Boundou⁹¹. La part belle revenait incontestablement au Fouta Toro avec une place spéciale pour le jihadiste et résistant anti-colonial El Hadj Omar Tall là où une figure marquante comme Abdoul Bocar Kane fait l'objet d'évocations plus rares⁹².

Ces choix sont révélateurs d'une sélection opérée dans la valorisation des figures historiques du récit national. Celui-ci, qui privilégie la mémoire, repose sur des choix du régime ayant des fondements basés sur des préoccupations plus idéologiques et politiques qu'historiques. La marginalisation d'Abdoul Bokar Kane, pourtant un des plus grands résistants anticoloniaux dont la lutte contre les Français dans le Fouta, s'est échelonnée sur plus de trois décennies, entre 1858 et 1891, en est une illustration. Elle indique que ce travail de mémoire du régime pour écrire un récit conforme à ses préoccupations, a pu

⁹⁰ Des révoltes contre l'administration françaises éclatèrent en 1943 en Casamance. Suspectée d'être une instigatrice du mouvement, Aline Sitoe Diatta fut déportée au Soudan français où elle meurt en exil. Lire à ce propos Wilmetta Jesvalynn Toliver, *Aline Sitoe Diatta : Addressing historical silences through senegalese culture*, Stanford, Sanford University, 1999, 636 p.

⁹¹ Archives sonores RTS Bandes 061966 ELT BIS : « collection de prestations de l'ensemble lyrique traditionnel », juin 1966.

⁹² À propos des Almamy et des grandes figures historiques du Fouta Toro, lire l'ouvrage de référence d'Oumar Kane, *La première hégémonie peule : le Fuuta Toro de Koli Tengella à Almaami Abdul*, Paris, Karthala, 2004, 670 p.

aussi négliger ou ignorer des pans entiers de l'histoire du jeune État sénégalais⁹³. Ce récit, relayé par l'Ensemble lyrique traditionnel, restait cependant majoritairement confiné dans le moule islamo-wolof.

Comme pour les griots mandingues, la mise en scène chez les artistes wolofs privilégiait des techniques orales destinées à rendre captivantes les narrations des faits d'histoire ou l'évocation des généalogies en recourant à « un souffle poétique qui les arrache à la contingence⁹⁴ ». Pour ces griots wolofs, les récits proposés étaient toujours déclamés au son du *xalam*. Amadou Ndiaye Samb et Samba Diabaré Samb ne se lassaient pas ainsi de chanter le héros national Lat Dior Diop Ngoné Latyr et les bourbas du Djolof comme Ndiadiane Ndiaye, Alboury Ndiaye ou Bouna Alboury Ndiaye ainsi que les deux grandes figures de l'islam soufi sénégalais, Cheikh Ahmadou Bamba et El Hadj Malick Sy⁹⁵.

Le choix du régime de l'UPS de célébrer la figure de Lat Dior comme le principal héros national ne fait certes pas l'unanimité chez les historiens. Mais ce choix, grâce au renfort des griots mobilisés par le régime à travers les antennes de *Radio-Sénégal*, finit par s'imposer dans la mémoire collective comme un des référents historiques les plus importants de la nation sénégalaise en construction. Ce fait illustre l'importance de la radio-diffusion comme support de création et de vulgarisation de l'histoire du nouvel État. Les objectifs, priorités et préoccupations du moment des autorités sénégalaises semblaient

⁹³ On doit à David Robinson un des premiers et rares travaux sur la figure d'Abdoul Bokar Kane. Lire à ce propos David Robinson, *Chiefs and clerics: Abdul Bokar Kan and Futa Toro, 1853-1891*, Gloucestershire, Clarendon Press, 1975, 239 p.

⁹⁴ Mamoussé Diagne, *Les preux et le Sage : l'épopée du Kayor et autres textes wolof*, Paris, Orizon, 2014, p. 12.

⁹⁵ *Ibid.*

tous converger à un choix d'une figure centrale du moule islamo-wolof, tout en mettant en avant des figures de la périphérie capables de refléter la pluralité ethnolinguistique.

Mais au-delà de la préoccupation de vulgariser une mémoire mettant en avant le sacrifice de résistants à la pénétration coloniale, il demeurait que la priorité restait la légitimation du pouvoir en place aux yeux de la population. La troisième catégorie artistique qui caractérisait le travail de *l'Ensemble lyrique traditionnel* demeurait ainsi la vulgarisation des messages du régime. Quand il a fallu par exemple développer la vocation touristique du pays, Abdoulaye Mboup a composé le titre *Tourisme*⁹⁶. Celui-ci, chanté en wolof, s'adressait principalement aux Sénégalais invités à découvrir leur pays.

Il s'agissait manifestement de développer le tourisme au moment même où le pays lançait une grande campagne dans ce sens. L'importance de ce thème est illustrée par la place que lui accorde la radio dans ses bulletins d'informations. Une émission du journal parlé du mois de janvier 1974 est ainsi consacrée en grande partie à ce thème. Pendant une trentaine de minutes, le journaliste fait revivre aux auditeurs les merveilles du village de vacances du Cap Skirring en Casamance et parle des facilités accordées aux nationaux pour y séjourner⁹⁷.

Un autre titre célèbre de l'ensemble lyrique, intitulé *Baylène*, chanté en wolof par Ndiaga Mbaye, est également censé promouvoir le développement économique du pays⁹⁸.

⁹⁶ Archives sonores RTS Bandes ELT66 : « Abdoulaye Mboup ». Datation absente sur la bande même si l'année 1966, durant laquelle Mboup a intégré l'Ensemble lyrique traditionnel, est suggérée par le gestionnaire des archives.

⁹⁷ Archives sonores RTS Bande 011974 : « magazine du journal parlé, le village de vacances du Cap Skirring », 26 mn 55 s, janvier 1974. Le jour de diffusion du reportage n'est pas précisé.

⁹⁸ Archives sonores RTS Bande 061970 ELT : collections de prestations des artistes de l'Ensemble lyrique traditionnel, juin 1970. *Baylène*, mot wolof pouvant signifier : « allez cultiver les terres », juin 1970

Le morceau incite les Sénégalais à développer l'agriculture présentée comme « la clé du développement ». Les thématiques sociales comme le divorce, la mendicité ou la place de la femme dans la société figurent également en bonne place dans le répertoire de l'Ensemble lyrique. Celui-ci centre ainsi ses activités dans la fécondation du patrimoine artistique national, la glorification des figures historiques précoloniales ou qui ont marqué la lutte anticoloniale, et sur la vulgarisation des mots d'ordre culturels, économiques et sociaux du régime de Senghor. *L'Ensemble lyrique traditionnel* se positionne ainsi comme le porte étendard d'un art militant pour soutenir le projet de société du parti au pouvoir, l'UPS.

Au-delà de *l'Ensemble lyrique traditionnel*, la radio procédait souvent à des enregistrements du folklore national en déplaçant des équipes à l'intérieur du pays ou en conviant dans ses studios, des artistes des différentes communautés du pays. Ce procédé a par exemple permis de faire connaître au grand public des aspects méconnus du folklore pulaar. L'artiste Guelaye Aly Fall, dont la renommée rayonnait également sur les populations pulaarophones des pays environnants, celles de la Mauritanie en particulier, popularise ainsi le *pékâne*⁹⁹. Ce style de chansons mystiques propres à la caste des pêcheurs pulaar appelés *Soubalbé* était décliné sur un air monocorde¹⁰⁰. N'ayant jamais sorti un album, ses chansons archivées à *Radio-Sénégal* demeurent aujourd'hui ses seules œuvres enregistrées connues.

⁹⁹ Archives sonores RTS Bande 011961 : « 01-12ELT1969 enregistrement de Guelaye Aly Fall », janvier 1961. Lire également Oumar Djiby Ndiaye, *Le Pékâne : poésie épique des pêcheurs peuls*, Paris, l'Harmattan, 2016, 238 p.

¹⁰⁰ Le mot pulaar *Soubalbé* est le pluriel de *Tioubalo* qui signifie membre de la caste des pêcheurs.

Outre Guelaye Aly Fall, un autre artiste, Samba Diop, une star des années 1960 et 1970 chez les Pulaar du Sénégal et de la Mauritanie, en plus de ses prestations dans *l'Ensemble lyrique traditionnel*, a également procédé à beaucoup d'enregistrements dans les studios de la radiodiffusion¹⁰¹. Sa spécialité demeurerait le *lélé*, une technique de chanson lyrique pulaar évoquant pêle-mêle l'amour, la nature et des pérégrinations dans différentes contrées¹⁰². Le *lélé*, souvent décliné sur fond de sonorités *khodou*, avait plus une fonction ludique même s'il faisait une part belle à la déclamation de la généalogie de l'aristocratie pulaar composée principalement des foubés et torodos¹⁰³.

Cette spécialisation lui a valu le surnom de Samba Diop Lélé devenu son nom d'artiste. Ses nombreuses compositions sont gardées principalement dans des bandes lisses dont une infime partie seulement a malheureusement fait l'objet à ce jour d'une numérisation¹⁰⁴. D'autres artistes, très populaires dans leurs communautés et parfois même au-delà, et qui n'ont jamais sorti d'album, ont été également « produits » par *Radio-Sénégal*. Il s'agit par exemple de Saloum Dieng considéré comme le père du *Ndaga*¹⁰⁵.

¹⁰¹ Archives sonores RTS Bande 011970 : « enregistrement Samba Diop Lélé, janvier 1970 (datation suggérée par l'archiviste. Les enregistrements de Sannba Diop Lélé à *Radio-Sénégal* ont démarré en vérité dès le début de la décennie 1960). Comme beaucoup de Pulaar sénégalais, Samba Diop Lélé a également des racines mauritaniennes. Il dédiera d'ailleurs en 1960, une de ses chansons à la Mauritanie, pour célébrer l'accession à l'indépendance de celle-ci.

¹⁰² Camel Tracks, *Critical perspectives on sahelian literatures*, Trenton, Africa world press, 2003, p. 26.

¹⁰³ Le *khodou*, sorte de guitare traditionnelle, est une version du *khalam* chez les Pulaar.

¹⁰⁴ Archives sonores RTS Bande 051970SDL : « Enregistrements de Samba Diop Lélé », mai 1970. L'absence de numérisation et les difficultés d'archivage des bandes lisse dans lesquelles sont conservés ces enregistrements, font peser une grave menace à ce patrimoine artistique. Voir Bocar Niang, « La radio dans l'éclatement de la Fédération du Mali », mémoire de DEA, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, 2006.

¹⁰⁵ Le *ndaga* est un genre musical très rythmé qui fait souvent appel à l'utilisation de calebasses. Il est surtout propre aux populations du Saloum, dans le centre du Sénégal. Le *ndaga* a souvent trait à des panégyriques permettant à des griots de chanter leurs nobles ou à des chants d'amour.

Voir <https://www.senepius.com/culture/saloum-dieng-un-patrimoine-national> [page consultée le 20 août 2019].

Yandé Codou Sène la griotte du président Senghor et Samba Diabaré Samb le roi du *Khalam* peuvent aussi, dans une certaine mesure, être rangés dans ce registre¹⁰⁶.

On retrouvait également dans la programmation de *Radio-Sénégal* des émissions culturelles ayant pour vocation de refléter la diversité ethnique du pays. La chaîne nationale de *Radio-Sénégal* annonce ainsi le 12 décembre 1964, le lancement d'une nouvelle émission intitulée *Le Fouta à l'écoute*, diffusée le samedi de 17 heures à 18h30 et destinée à restituer le riche patrimoine culturel et l'histoire des halpulaars¹⁰⁷. C'est elle qui a principalement permis de renforcer la notoriété de vedettes comme Guelaye Aly Fall et Samba Diop Lélé. Le même type d'émissions radiophoniques est mis en place pour les communautés locutrices des cinq autres langues nationales : bambara, sarakholé, diola, sérère et wolof. Mais une fois encore, la prédominance du wolof reste écrasante puisque cette langue occupe, à elle-seule, « plus de 60% du temps accordé » à l'antenne à ces émissions culturelles¹⁰⁸.

Missionnée pour revivifier le patrimoine artistique du pays, *Radio-Sénégal* en se déployant pour refléter la diversité ethnolinguistique du pays, a ainsi su effectuer un immense travail d'enregistrement des éléments du folklore national. Elle a ainsi révélé au grand public des pans du patrimoine artistique n'ayant auparavant jamais fait l'objet au préalable de recensement à des fins de diffusion en masse. Ce travail a surtout permis,

¹⁰⁶ Yandé Codou Sène sort cependant un album en duo avec Youssou Ndour en 1995 tandis que Samba Diabaré Samb enregistre un album et participe dans les années 1990 et 2000 à quelques collaborations avec des artistes, notamment Baaba Maal. Mais l'essentiel de l'enregistrement de leur répertoire, produit dans les années 1960 et 1970, est le fait de *Radio-Sénégal* ou du Théâtre national Daniel Sorano.

¹⁰⁷ *Dakar-matin* n° 1107, radioprogramme, 12 décembre 1964, p. 5.

¹⁰⁸ Amadou Kanouté, « Les langues nationales à la RTS : de radio-Dakar à radio-Sénégal (1939-2003) », mémoire de maîtrise en sciences de l'Information et de la communication, CESTI, UCAD, 2003, p. 8.

dans un pays très marqué par la dynamique islamo-wolof, d'introduire des éléments de diversité dans la présentation et la définition de l'identité du nouvel État sénégalais. *L'Ensemble lyrique traditionnel*, dont les créations musicales sont popularisées par la radiodiffusion nationale, joue à ce titre un rôle de creuset culturel national. Il a également été un instrument de vulgarisation de l'histoire nationale dont les grandes figures font l'objet d'un véritable culte à travers notamment l'émission *Sénégal Demb*.

3- *Sénégal Demb* canal de réhabilitation des grandes figures de l'histoire nationale

3-1 Création et popularisation d'un récit historique national

Le régime senghorien avait le souci de populariser un récit national qui s'imposerait comme l'histoire officielle du nouvel État. Ce récit mélangeait à la fois l'exaltation des entités précoloniales comme le Djolof, le Cayor, le Fouta Toro ou le Mandé ayant précédé le Sénégal contemporain et celle des figures de la résistance à la pénétration coloniale, et privilégiait les sources puisées dans la tradition orale. Mais ce récit était également un construit idéologique dans la mesure où il mettait en avant une démarche centrée sur le pays wolof et les figures de l'Islam soufi qui lui sont rattachées. C'est dans ce cadre qu'il convient de situer « la fabrication d'une histoire nationale autour du Cayor et de Lat Dior » si caractéristique de ces années 1960 et 1970¹⁰⁹. Toute la programmation de l'émission *Senegal Demb* témoigne de ce parti pris dans lequel les pouvoirs successifs du Cayor sont exaltés tandis que la figure tutélaire de Lat Dior Ngoné Latyr Diop devient centrale¹¹⁰.

¹⁰⁹ Ibrahima Sarr « Abdoulaye Mbaye Pèkh... », p. 816.

¹¹⁰ Mamadou Diouf, *Le Kajoor au XIXe siècle*, Paris, Karthala, 2014, 328 p. Le Cayor se prononce également Kajoor en wolof (prononcer alors Kadior).

L'importance de la place prise par celui-ci est si grande que lors d'une émission de *Senegal Demb* un auditeur pose la question de savoir « si tous les Sénégalais portant le patronyme Diop, sont les descendants de Lat Dior Ngoné Latyr Diop¹¹¹ »? Il faut noter que dans ces premières années postindépendance, le régime de Senghor, à la recherche d'un récit national construit autour d'un symbole historique puissant, érige à Lat Dior Ngoné Latyr Diop une stature de héros national. La place très importante qui lui est accordée est à l'origine d'une croyance répandue selon laquelle tous les Diop du Sénégal sont ses descendants.

Les animateurs de l'émission Élimane Diouf et Assane Marokheya Samb corrigent cependant cette fausse croyance en rappelant que Lat-Dior, dont les faits d'armes n'ont pas encore un siècle, au moment de la diffusion de l'émission, ne saurait être à l'origine de l'histoire des Diop. *Senegal Demb* essaie ainsi d'avoir une démarche pédagogique malgré l'approche hagiographique qui la caractérise. Celle-ci prédomine cependant quand les animateurs abordent le parcours des souverains des différentes entités précoloniales. Ils sont souvent présentés comme des résistants lors du dépérissement de ces entités à l'arrivée des Européens. Ainsi dans une émission de *Sénégal Demb* diffusée durant le mois de janvier 1970, le narrateur commence son propos ainsi : « Alboury Ndiaye né en 1845,

¹¹¹ Archives sonores RTS Bande 011970 SD : *Senegal Demb* : « Lat Dior Ngoné Latyr Diop », 28 mn 19 s, janvier 1970 (jour de diffusion non indiqué sur la bande archivée). Lat Dior, dernier Damel du Cayor, meurt en 1886 à Dékheulé, tué par les Français, payant de sa vie son opposition à la construction d'un projet de chemin de fer traversant son royaume, symbole de la pénétration coloniale. Son refus de ce projet est assimilé à de l'héroïsme et devient un symbole fort de la lutte anticoloniale mis en avant par les autorités post-coloniales dans la construction d'un nouvel imaginaire national.

commence à régner comme *Buurba Jolof* en 1875 après avoir fait ses preuves de bravoure sur plusieurs champs de bataille¹¹² ».

Il s'en suit pendant une dizaine de minutes la présentation des personnes qui composent le cabinet royal et des alliances matrimoniales des composantes aristocratiques de la société au Djolof qui assuraient l'équilibre du pouvoir¹¹³. Le griot relate enfin les grandes batailles dans lesquelles Alboury Ndiaye s'est illustré avant de le dépeindre comme l'homme qui a résisté avec bravoure aux colons avant de s'exiler au Fouta puis au Niger¹¹⁴. Cette manie à toujours faire l'hagiographie du souverain, à l'héroïser, à dépeindre son royaume sous les meilleurs traits et à résumer son bilan en une brillante œuvre anticoloniale demeurent les traits communs des émissions *Sénégal Demb*.

Dans ce registre, Lat Dior, une fois de plus, avait droit à un traitement spécial. L'émission du 21 novembre 1964, d'une durée exceptionnelle de plus d'une heure d'horloge, lui est presque dédiée en totalité. Les animateurs Elimane Diouf et Assane Marokheya Samb s'y évertuent à dépeindre Lat Dior comme « l'homme qui a combattu pendant 33 ans les colons français¹¹⁵ ». Ils trouvent donc normal que « cet homme qui a des faits d'arme difficilement égalables, prenne une place prépondérante dans l'histoire du Sénégal¹¹⁶ ». Cette prise de position qui résume toute la trame de l'émission, est une traduction fidèle de la version officielle de l'histoire qu'entend promouvoir le régime

¹¹² Archives sonores RTS 011972: "*Senegal Demb*, Alboury Ndiaye. *Buurba Djolof*", janvier 1972 (date de diffusion suggérée pour cette production du début de la décennie 1970) ; 41 mn, 43 sec. En wolof signifie le "souverain du Djolof".

¹¹³ *Ibid.*

¹¹⁴ *Ib.*

¹¹⁵ Archives sonores RTS 011970 SD: "*Senegal Demb*, Lat Dior Ngoné Latyr Diop", *op.cit.*.

¹¹⁶ *Ibid.*

senghorien. Mais résiste-elle aux faits? L’histoire du dernier Damel du Cayor Lat Dior Ngoné Latyr a fait l’objet de plusieurs études qui sont loin de réconcilier les chercheurs et les rapporteurs de la tradition orale sur la justesse d’ériger ce dernier en principal parangon de la lutte anticoloniale au Sénégal¹¹⁷.

Comme pour beaucoup de ses prédécesseurs sur le trône du Cayor, il est établi que la relation de Lat-Dior avec le colonisateur n’a pas emprunté un cours linéaire et que des moments de coopération ou de coexistence pacifiés avec celui-ci ont ponctué son règne¹¹⁸. Cette déclaration, à propos des « 33 ans de résistance de Lat Dior », relève cependant clairement d’une élaboration non factuelle s’inscrivant dans une perspective hagiographique et mémorielle. Toutes les sources orales situent vers 1846 la date de naissance de Lat Dior tandis que sa mort intervient en 1886 lorsqu’il est tué sur le champ de bataille par les Français dans la localité de Dekheulé¹¹⁹. Cette borne chronologique permet difficilement de valider le mythe des « 33 ans de résistance anticoloniale » pour un homme qui n’a vécu que 40 ans et n’a régné comme Damel que 17 années, de 1862 à 1879. Cette séquence interroge donc sur la qualité de la transmission de l’histoire par ces gardiens de la tradition orale. « Tous les griots ne sont pas égaux en talent, mais tous sont tenus à un minimum de fidélité à l’histoire. Et donc les griots ne peuvent pas trop s’écarter des faits,

¹¹⁷ Deux livres permettent d’avoir un bon aperçu de cette vision binaire sur Lat Dior. Il s’agit de l’ouvrage de Mamadou Diouf, *Le Kajor au XIX^e siècle*, Paris, Karthala, 2014, 328 p.; celui-ci privilégie une approche scientifique dans l’étude de l’itinéraire de Lat-Dior et relève parfois toute la complexité de son parcours. Lire également Ibrahima Masseck Diop, *La grande épopée de Lat-Dior*, Dakar, Maguilen, 2017, 185 p. ; ce livre privilégie la tradition orale et une démarche partiellement hagiographique.

¹¹⁸ John Johnson, al, *Oral epics from Africa: vibrant voices from a vast continent*, Bloomington, Indiana University Press, 1997, p. 211.

¹¹⁹ *Ibid.*

quitte à les enjoliver et les interpréter, ce qu'ils font parfois magnifiquement », estime ainsi l'universitaire Lilyan Kesteloot¹²⁰.

Le choix porté sur les souverains du Cayor en général et sur Lat Dior en particulier semble s'insérer dans une stratégie plus large du régime senghorien d'instituer des mémoires. Celle-ci chercherait moins à régénérer un passé en déshérence qu'à se placer dans une « conquête symbolique, d'occupation de l'espace et de revendication de légitimité¹²¹ ». Il s'agit donc plus d'un « acte de pouvoir » et d'un outil de préhension fabriquant des « mémoires attachées à des représentations collectives, à des figures héroïsées ou à des emplacements significatifs » dans un objectif visant, entre autres, à renforcer les bases du régime senghorien¹²².

3-2 Les royaumes wolofs et l'islam au cœur du récit vulgarisé par *Radio-Sénégal*

Les griots appelés aussi « maîtres de la parole » peuvent-ils être de bons transmetteurs de l'histoire au point que cette tâche leur soit dévolue par le régime de Senghor par le canal de la radiodiffusion nationale? Le problème est que ces dits maîtres de la parole exposent parfois celle-ci à toutes sortes de manipulations oratoires pour la rendre plus captive. « Spécialiste de l'évocation des généalogies et des hauts faits d'arme d'hommes hors normes qui peuplent le panthéon oral », le griot est souvent un « récitant d'épopées qui privilégie l'art du bien-dire¹²³ ». Cette liberté prise avec les faits historiques va dans

¹²⁰ Mamoussé Diagne, *Les preux et le Sage : l'épopée du Kayor et autres textes wolof*, Paris, Orizon, 2014, p. 9.

¹²¹ Jean-Pierre Chrétien et Jean-Louis Triaud, *Histoire d'Afrique : les enjeux de mémoire*, Paris Karthala, 1999, p. 11.

¹²² *Ibid.*

¹²³ *Ibid.*, p. 12.

le sens du construit idéologique qui définit le soubassement de ces émissions, à savoir l'élaboration d'une mémoire historique conforme aux lignes définies par le régime en place.

Sous le régime de Senghor, l'ancien royaume du Cayor devient ainsi « un espace imaginé dans lequel éclot un discours manipulé : le discours idéologique des résistances à la colonisation¹²⁴ ». Comment expliquer cette centralité du Cayor dans la stratégie du pouvoir senghorien et de *Radio-Sénégal* d'écriture de l'histoire officielle? La longueur de l'épopée des souverains du Cayor, qui s'étale sur quatre siècles, pourrait constituer une piste. Elle offre en terme chronologique un récit historique ininterrompu entre le 16^{ème} et le 19^{ème} siècles¹²⁵. Et pour l'essentiel, il s'agit d'une épopée de « vainqueurs qui dominèrent leurs voisins (Waalo, Djolof, Sine et Saloum) par les armes ou par les alliances matrimoniales¹²⁶ ». Cette dynamique de la victoire se brise certes en 1886 avec la mort de Lat Dior qui met fin à l'indépendance du Cayor. Mais les circonstances de cet écroulement politico-militaire permettent, en puisant dans la mythologie de la résistance à la pénétration coloniale, de présenter Lat-Dior en martyr de cette cause et de l'élever au rang de héros national.

Ce choix pourrait s'expliquer par la volonté du nouveau pouvoir postcolonial de construire une sorte de roman historique adossé sur des héros susceptibles d'entretenir un certain orgueil national et de souder le nouvel État autour d'une figure exemplaire. L'exemplarité de ceux qui, à l'instar de Lat Dior, ont payé de leur vie leur hostilité à la

¹²⁴ Diouf, *Le Kajoor au XIX^{ème} siècle...*, p. 5.

¹²⁵ Diagne, *Les preux et le Sage...*, p. 7.

¹²⁶ *Ibid.*

colonisation, permet de donner de la substance à ce choix. La devise « on nous tue, on ne nous déshonore pas », que le régime a choisie pour la nouvelle armée nationale du pays, s'inscrit dans cette stratégie de récupération guerrière de la mémoire à des fins de construction d'un imaginaire national¹²⁷.

Outre le Cayor, les autres royaumes précoloniaux wolof occupent également une place prédominante dans la narration de l'histoire officielle nationale à l'image du Djolof et des autres royaumes issus de son éclatement, le Baol et le Walo¹²⁸. Ainsi l'émission du 7 novembre 1964, consacrée à l'histoire de la famille de Ngaraff au Cayor et au Baol, insiste sur les alliances matrimoniales qui ont longtemps marqué les relations entre les deux entités¹²⁹. Mais après le Cayor, c'est surtout le Djolof qui semblait avoir les faveurs des griots de *Senegal Demb*.

En novembre 1964, une auditrice originaire du Djolof, dans le nord du pays, fait parvenir aux narrateurs de l'émission une question pour savoir si le règne de Ndiadiane Ndiaye, le premier souverain du Djolof, peut être considéré comme « le début de l'histoire du Sénégal¹³⁰ »? Cette question fait l'objet d'une réponse sans ambiguïté de Chérif Fall, un des animateurs de *Senegal Demb* qui souligne que « l'histoire du Sénégal ne démarre

¹²⁷ Certaines sources prêtent au gouverneur de la colonie du Sénégal Faïdherbe d'avoir eu ce commentaire à propos des soldats de Lat-Dior : « ceux-là on les tue, on ne les déshonore pas ». Lire à ce propos Philippe Bonnichon, Pierre Geny et Jean Nemo (dir.), *Présences françaises outre-mer (XVI^e-XXI^e siècles). Tome I – Histoire : périodes et continents*, Paris, 2012, Karthala, p. 516.

¹²⁸ Jean Boulegue, *Les royaumes wolof dans l'espace sénégalais (XIII^e-XVIII^e siècle)*, Paris, Karthala, 2013, 504 p.

¹²⁹ Archives sonores RTS Bande 1964 : « *Senegal Demb*, famille Ngaraff », année 1964 (jour et mois absent sur la cotation).

¹³⁰ Archives sonores RTS Bande 031964 : « *Senegal Demb*, Ndiadiane Ndiaye », mars 1964 (jour de diffusion absent sur la cotation).

pas avec Ndiadiane Ndiaye même si celui-ci est le repère le plus ancien souvent retenu quand on relate le récit historique national¹³¹ ».

Mais cette tendance à faire de Ndiadiane Ndiaye le point de départ de l'histoire du Sénégal a été entretenue par les gardiens de la tradition orale. Le griot Assane Marokheya Samb n'hésite pas ainsi à proclamer que « Ndiadiane, on peut dire que c'est le Sénégal. Si on retranche sa descendance du peuple sénégalais actuel, il en resterait très peu. Ses descendants se retrouvent dans toutes les contrées du pays¹³² ». Cet exemple sur Ndiadiane Ndiaye illustre la difficulté, quatre ans après l'indépendance du Sénégal, à s'accorder sur le bornage chronologique du récit historique ayant trait à la période précoloniale. Mais la célébration dans *Senegal Demb* des grandes figures de l'histoire précoloniale, en privilégiant la récitation de leur arbre généalogique princier et le rappel de leurs faits d'armes sur les champs de bataille, permet de mettre l'accent sur des « traditions aristocratiques de dignité et de sacrifice¹³³ ».

L'émission s'intéressait également aux grandes figures qui ont contribué à l'implantation de l'Islam au Sénégal. Pour cette dernière thématique, deux figures émergeaient du lot et revenaient très souvent dans les commentaires. Il s'agit de Cheikh Ahmadou Bamba et El Hadj Malick Sy, respectivement le fondateur de la confrérie mouride et le chef de la branche la plus influente de la confrérie de la Tidjania au Sénégal¹³⁴. Des *khasidas* accompagnaient toujours les commentaires d'Alassane Ndiaye ou des griots exaltant

¹³¹ *Ib.*

¹³² Cité dans Lilyan Kesteloot, Bassirou Dieng, *Les épopées d'Afrique noire*, Paris, Karthala, 2009, p. 252.

¹³³ Ibrahima Sarr « Abdoulaye Mbaye Pèkh, *op.cit.*, p. 816.

¹³⁴ Archives sonores RTS Bande 01969 : « Regard d'Alou », janvier 1969 (jour de diffusion non précisé), 11 mn, 30 sec.

« la résilience de Cheikh Ahmadou Bamba face aux persécutions du colon » ou du « leadership de Maodo Malick Sy dans la propagation de la Tidjania » au Sénégal¹³⁵. Dans le cadre du contrat social qui caractérisait le régime politique régissant le Sénégal, adossé sur l'alliance entre le pouvoir de Senghor et les puissantes confréries soufis, l'exaltation des chefs des confréries islamiques soufies du pays s'inscrivait dans une dynamique servant les intérêts de légitimation du régime en place.

Ce choix du régime senghorien et de *Radio-Sénégal* dévoile une certaine continuité par rapport à la période coloniale. Les autorités françaises avaient en effet également privilégié l'alliance avec les autorités religieuses soufies, dont les plus importantes sont implantées au cœur du pays wolof, comme un des fondements de légitimation de leur autorité politique¹³⁶. Une des conséquences de tels choix aura donc été d'amplifier l'essor et l'importance de l'histoire et de la culture wolof. Il est donc logique que la langue wolof ait été, à la place du français pourtant langue officielle, le véhicule linguistique privilégié pour concevoir les émissions de *Sénégal Demb* et transmettre l'histoire « fabriquée » du pays. Durant la première décennie postindépendance, le Sénégal, à l'instar des autres ex-colonies françaises, avait pourtant choisi de faire du français la langue officielle tout en se questionnant sur la place à accorder aux langues nationales¹³⁷.

Le régime fait finalement le choix de reconnaître la place prépondérante du wolof en l'utilisant massivement dans ses stratégies d'information ou de propagande, tout en se

¹³⁵ *Ibid.* ; *khassidas* : poèmes religieux déclamés en arabe ou wolof.

¹³⁶ David Robinson, Jean-Louis Triaud, *Le temps des marabouts : itinéraires et stratégies islamiques en Afrique occidentale française*, Paris, Karthala, 1997, 583 p.

¹³⁷ Pathé Diagne, « Langues africaines, développement économique et culture nationale, Réflexions sur la première décennie des indépendances en Afrique noire », *Présence africaine*, numéro spécial, 1972, p. 370-407.

gardant cependant d'en faire une ou la langue officielle. Le régime évite même de donner l'impression de privilégier le wolof puisque la constitution du pays accorde le statut national à six langues sur la trentaine parlées dans l'espace sénégalais, les autres étant d'usage local. Ces six langues nationales étaient censées être les véhicules linguistiques utilisés pour bâtir la nation¹³⁸. Mais bien qu'ayant un statut officiellement égal à celui de cinq autres langues nationales, le wolof occupe de fait une place prédominante et demeure la langue la plus utilisée dans la diffusion des programmes de *Radio-Sénégal*. *Sénégal Demb*, entièrement réalisée en wolof, même si elle était censée conter l'histoire du Sénégal dans toute sa diversité ethnique, se concentrait le plus souvent sur le pays wolof. Le choix linguistique opéré ici a donc apparemment une grande influence sur le contenu. Il trahit en même temps un parti-pris du pouvoir en place qui fait le choix d'un certain pragmatisme, le wolof étant la langue la plus communément utilisée par les Sénégalais pour communiquer entre eux.

Car si la Négritude est chez Senghor une philosophie d'ensemble pour réarmer et réhabiliter la civilisation négro-africaine, il reste qu'il a compris très tôt les « avantages » à insérer l'identité culturelle sénégalaise dans le format islamo-wolof¹³⁹. L'historien Mamadou Diouf assimile ce modèle islamo-wolof à une matrice « qui définit un centre de référence et ordonne les sociétés autres que wolof selon un axe dont l'Islam est le signe de culture et d'organisation sociale et politique¹⁴⁰ ». On est en présence d'une dynamique

¹³⁸ Il s'agit du wolof, sérère, pulaar, diola, sarakholé et mandingue.

¹³⁹ O'Brien, *La construction de l'État au Sénégal...*

¹⁴⁰ Mamadou Diouf, *Histoire du Sénégal*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2001, p. 9.

qui donne à la société sénégalaise « une forte connotation identitaire wolof¹⁴¹ ». Le modèle islamo-wolof recouvre également une dimension politique clientéliste à travers l'alliance entre le religieux et le pouvoir temporel¹⁴². Cette dimension permet à Senghor de surmonter le handicap que pouvait constituer son appartenance à une minorité religieuse et linguistique¹⁴³.

Il s'y ajoute que Senghor a défendu, avant d'être président de la République, le concept d'un bilinguisme qui verrait une langue nationale acquérir un statut proche de celui du français¹⁴⁴. On peut penser que dans le cas du Sénégal, un tel rôle aurait naturellement été dévolu au wolof. Mais une fois arrivé au pouvoir, Senghor n'a cependant jamais franchi le pas pour concrétiser, d'un point de vue constitutionnel, une telle ambition. De peur de réveiller une opposition des autres composantes linguistiques du pays et de compromettre ainsi la construction nationale? C'est là une hypothèse à considérer. Mais il a contourné cette officialisation de jure en la remplaçant par une sorte d'officialisation de fait qui a encore cours aujourd'hui au Sénégal où il est devenu une tradition que les autorités officielles traduisent leurs discours en wolof lorsqu'elles ne les tiennent pas seulement dans cette langue.

Le phénomène d'assimilation culturelle synonyme de wolofisation noté dans l'espace sénégalais ne serait-il pas dès lors une conséquence de ces choix linguistiques et de

¹⁴¹ *Ibid.*, p. 78.

¹⁴² Momar Coumba Diop, *Le Sénégal contemporain*, Paris, Karthala, 2002, p. 466.

¹⁴³ Chaker Ladji, *Bourguiba-Senghor : deux géants de l'Afrique*, Paris, l'Harmattan, 2008, p. 212. Selon Ladji, le poids démographique du groupe wolof ne cesse de progresser depuis l'indépendance. De 36% seulement à l'indépendance, il atteignait près de 44% en 1988. Il s'y ajoute que plus de 80% des Sénégalais parlent et comprennent le wolof.

¹⁴⁴ Papa Alioune Ndao, *La francophonie des « pères fondateurs »*, Paris, Karthala, 2008, p. 49-51.

ces discours privilégiant le pays wolof à travers des émissions comme *Sénégal Demb*? Selon Abdoulaye Bara Diop, « l'expansion du wolof n'est pas seulement un fait démographique, mais aussi un phénomène culturel, par l'assimilation d'autres entités, particulièrement les Sereer¹⁴⁵ ». Le rôle de la radio dans la mise en place et la propagation de ce phénomène culturel semble indéniable. On ne peut exclure également chez Senghor, pourtant un amoureux de la culture sérère qui peuple ses poèmes et malgré l'évocation continue dans son œuvre littéraire de ce qu'il appelle « son royaume d'enfance », le souci de faire du wolof un instrument d'unification de la nation.

L'influence du modèle d'État jacobin faisant du français la langue unificatrice de la nation française a-t-elle déteint sur lui ? Le fait que le statut national n'a été reconnu qu'à six langues sur la trentaine parlées au Sénégal, tout en conférant dans les faits au wolof un traitement particulier, est une preuve, parmi d'autres, d'une politique linguistique favorisant une dynamique d'unification nationale. Et naturellement la radio était l'instrument idéal pour parvenir à cet objectif.

En fin de compte, *Radio-Sénégal*, en relayant massivement le discours du régime sur la négritude et en favorisant le modèle islamo-wolof, se comporte en appareil idéologique d'État missionné pour modeler durant les décennies 1960 et 1970 l'identité du nouvel État sénégalais. Ce modelage a en grande partie cherché à récupérer les traditions historiques de l'ancien royaume du Cayor devenues dans la démarche de la radio « l'épine dorsale, le faisceau d'indices qui nourrit un discours identitaire¹⁴⁶ ». Ce choix présentait

¹⁴⁵ Abdoulaye Bara Diop, *La famille wolof*, Paris, Karthala, 2012, p. 7.

¹⁴⁶ Mamadou Diouf, *Le kajoor au XIX^e siècle*, op. cit., p. 5

l'avantage d'offrir aux auditeurs un exemple qui prouvait qu'ils avaient une histoire enracinée, ce qui répondait à certaines préoccupations sur l'historicité du monde noir posées par l'idéologie de la négritude. Il offrait en même temps l'opportunité de développer un discours nationaliste sur l'opposition à la pénétration coloniale.

Chapitre II : La radio éducative au service du développement civique, social et économique

L'utilisation de la radiodiffusion par le pouvoir de l'Union progressiste sénégalaise (UPS) entre 1960 et 1976 a-t-elle réellement servi à favoriser le développement civique, social et économique? Cette problématique est au cœur du concept de « radio éducative » étudié dans ce chapitre¹. Ce concept, lancé d'abord au début des années 1960 par l'Organisation des nations-unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) qui en avait une vision essentiellement scolaire, fait ensuite l'objet d'une appropriation originale au Sénégal. Le pouvoir de l'UPS a en effet pour ambition d'utiliser la radio comme outil non pas seulement de scolarisation, mais également d'éducation des masses et d'impulsion du développement du pays². L'éducation civique par exemple occupait une place importante dans les préoccupations du régime en place qui voulait en faire le canal adéquat en vue de former des citoyens conscients des enjeux de développement.

En étudiant cette démarche du pouvoir de l'UPS dans ce chapitre, il s'agit de situer les forces et les limites de l'instrumentalisation de *Radio-Sénégal* à des fins de formation civique et de développement socio-économique. Les émissions à contenu civique, social et économique de *Radio-Sénégal* sur la période 1960-1976 peuvent-elles être considérées comme des incitatifs destinés à élever la conscience civique de la population et le niveau économique du pays ou plutôt comme des supports d'embrigadement des populations dans une perspective de renforcement du pouvoir en place? Cette question est au cœur de

¹ Abdoulaye Fofana et André Terrisse, *L'éducation civique au Sénégal*, Paris, Nathan, 1963, 126 p.

² Ce concept, encouragé par l'Unesco dès le début des années 1960, considère la radio comme un levier privilégié de généralisation de l'éducation dans un contexte de pénurie des enseignants dans les nouveaux États postcoloniaux, africains notamment. Lire à ce propos Unesco, Agence française de développement, *Le numérique au service de l'éducation en Afrique*, Paris, Unesco Publishing, 2015, p. 56-57.

la pertinence et de l'efficacité ou non de ce projet radiophonique original porté par le parti-État, l'UPS.

Les ébauches de réponses se retrouvent dans l'analyse de plusieurs échantillons d'émissions diffusées par *Radio-Sénégal*, mais également dans des témoignages d'acteurs ainsi que dans quelques études que les deux principaux initiateurs de la radio éducative, Michel Bougeois et Boubacar Sock, ont eu à mener sur le sujet, dans son volet destiné aux populations du monde rural notamment³. Boubacar Sock, Directeur de la radio éducative rurale à partir de 1972 et Michel Bourgeois, désigné par l'Unesco pour assister le Sénégal dans cette expérience radiophonique, sont en effet des acteurs clé dans la mise en place des émissions éducatives rurales décrites comme un « terrain de rencontre et de dialogue » entre les autorités et les paysans⁴.

Outre l'analyse de ces émissions permettant d'éclairer d'un jour nouveau les motivations des autorités et le discours des paysans sénégalais, nous nous intéressons aussi à l'expérience originale de l'écoute collective. Le principe était simple : à l'échelle des communautés villageoises, il s'agissait de réunir tous les soirs les paysans autour d'un poste de transistor pour écouter les émissions, débattre des sujets abordés et décider des questions à soumettre aux autorités étatiques pour régler les problèmes domestiques.

L'histoire de cette libération de la parole paysanne durant les deux premières décennies postindépendance nous permet d'étudier la pertinence de notre problématique en

³ Michel Bourgeois, *Senghor et la décolonisation ; Radio Dissoo, la révolte paysanne*, Paris, 2011, l'Harmattan, 2011, 453 p.

⁴ *Op. cit.*, p. 59.

considérant à la fois ses enjeux économiques centrés sur une volonté exprimée par le régime en place de favoriser la participation paysanne au processus de développement économique, mais également politiques par rapport au mode de gestion de certaines formes de fissures dans le consensus voulu par le Parti-État. Notre problématique permet enfin de questionner la pertinence d'utiliser la radio comme instrument de développement dans un contexte de construction d'un nouvel État-Nation.

Deux émissions emblématiques symbolisent cette volonté du régime de s'occuper de l'éducation des masses en utilisant la radio d'État. Il s'agissait de *keur Noflaye* et de la *radio scolaire*. La première mettait en avant un comédien très populaire à l'époque, Mak-hourédia Guèye, pour soutenir la campagne de lutte contre certaines tares de la société sénégalaise : le goût de l'argent facile, le non-respect du bien public, la cupidité, l'égoïsme, la corruption, le manque d'hygiène, etc. La *radio scolaire* s'adressait pour sa part aussi bien aux enseignants, aux élèves qu'au grand public et entendait jouer un rôle pédagogique de premier plan⁵. Cette vocation éducative et de développement assignée à la radio ne devient-elle pas ainsi le fondement de l'originalité de la politique radiophonique du régime de l'UPS durant les deux premières décennies postindépendance?

1- *Radio-Sénégal*, une plateforme de civisme et de promotion de la citoyenneté

1-1 Promotion d'une citoyenneté vertueuse

Le théâtre a été durant les décennies 1960 et 1970 le principal support utilisé par *Radio-Sénégal* pour se transformer en plateforme de diffusion de messages destinés à renforcer le civisme et le sens de la citoyenneté des Sénégalais. Ce choix s'explique en partie

⁵ Diop, *Politique linguistique...*, p. 65-66.

par l'importance qu'accordait Senghor à cet art. Il était convaincu que le théâtre « en tant qu'art total [est une] occasion de visualisation optimale de la vie⁶ ». Ainsi, à partir de 1960, *Radio-Sénégal* inaugure une série de pièces théâtrales sonores qui servent à la fois à féconder les talents artistiques mais aussi à vulgariser les messages du régime. L'émission *Théâtre de chez nous* est la première tentative de se servir de ce genre artistique comme moyen de divertissement radiophonique et support de diffusion de messages civiques.

Diffusée dès la première année de l'indépendance tous les samedis de 14h45 à 15h45, elle présente une pièce qui pouvait être centrée sur des thèmes légers comme *la déception amoureuse*⁷. *Théâtre de chez nous* jouait également un rôle de conscientisation en campant et en stigmatisant souvent des situations de prévarication ou de corruption sociale. Elle pouvait ainsi être consacrée à la dénonciation des détournements de deniers publics qui gangrène l'administration sénégalaise⁸. Cette thématique est à relier aux mots d'ordre de moralisation de la vie publique lancés à l'époque par le pouvoir de Senghor⁹.

Au fil du temps, *Théâtre de chez nous* essaie de peser sur les questions sociétales en insistant notamment, durant la décennie 1960, sur l'éducation civique des auditeurs. L'émission se met à diffuser un sketch dénommé *Yété* qui en devient petit à petit l'épine dorsale¹⁰. Interprété par la troupe *Yewou*, ce sketch diffusé à l'antenne permet d'aborder

⁶ Marcelin Vounda Etoa, *Le siècle de Senghor : actes de du colloque international des 16 et 17 avril 2003 à Yaoundé*, Yaoundé, PUY, 2003, p. 184.

⁷ Thème abordé par exemple dans l'émission diffusée le 15 novembre 1964. Voir *Dakar-matin* n° 1084, 14 novembre 1964, p. 3 : Radioprogramme.

⁸ *Dakar-matin* n° 1107, 12 décembre 1964, p.5 : « Radioprogramme ».

⁹ Vaillant, *Vie de Léopold Sédar Senghor...*, p. 126.

¹⁰ « Yété » : « conscientiser » en langue nationale wolof.

des sujets divers comme l'inscription sur les listes électorales, l'importance pour chaque Sénégalais(e) d'acquérir une carte d'identité nationale, de déclarer la naissance de son enfant à l'état civil, de limiter le montant de la dot, d'éradiquer l'alcoolisme ou la délinquance juvénile, etc.¹¹.

Une émission *Yété* est par exemple dédiée aux premiers trois thèmes précités¹². Elle plante le décor d'un village où les habitants ne disposent pas de documents administratifs - bulletin de naissance, carte d'identité nationale- et ne sont pas inscrits sur les listes électorales. Dans un wolof châtié, chacun des acteurs, hommes et femmes, joue à merveille des partitions : celles de l'analphabète qui ignore ses droits civiques, de la femme perdue dans les dédales administratifs, etc., le tout agrémenté de situations cocasses et comiques. La pièce finit par offrir les solutions à ce beau monde pour régulariser sa situation : « se présenter à la mairie avec des témoins pouvant attester de la filiation et disposer ainsi de tous ses papiers administratifs¹³ ».

La pièce rappelle également à la fin que voter pour choisir ses députés et son président « est un droit et un devoir pour tout citoyen et que ne pas le faire constitue un manquement vis-à-vis de sa patrie¹⁴ ». On voit que durant cette décennie 1960, le régime de Senghor en menant ce type de campagnes d'éducation civique et de promotion de la citoyenneté à la radio, a le souci de renforcer la participation des paysans à la vie publique.

¹¹ « Yewou » signifie « Réveil » en wolof. Le ton est annoncé à travers cette dénomination puisque l'objectif de l'émission est de favoriser l'éveil citoyen des auditeurs.

¹² Archives sonores RTS, Bande 12021969 : « Émission yété du 12 février 1969 » ; 4 mn 11 sec.

¹³ *Ibid.*

¹⁴ *Ib.*

Ces derniers constituant son réservoir électoral « naturel », il avait intérêt à une participation massive des paysans au processus électoral. L'enjeu était moins de gagner les élections puisque les seuls compétiteurs étaient le Parti-État et ses candidats, que d'obtenir une importante participation populaire au plébiscite électoral du régime. La radio servait ainsi de plateforme pour atteindre cet objectif en empruntant le véhicule du théâtre militant pour faire passer auprès des auditeurs les messages chers au régime de Senghor.

1-2 *Keur Noflaye*, plateforme pour ériger « l'homme nouveau »

Radio-Sénégal opte ensuite pour un format plus court à la place des longues pièces théâtrales radiodiffusées. Maniant l'arme de l'humour et de l'ironie pour faire passer ses messages d'éducation civique et citoyenne, l'émission *Keur Noflaye* devient dans la seconde moitié de la décennie 1960 le symbole de cette nouvelle vague théâtrale. Elle devient surtout une des émissions préférées des auditeurs de *Radio-Sénégal* durant les années 1960 et 1970¹⁵. Comprenant le sketch théâtral *Makhouredia Guèye chauffeur de taxi*, la diffusion de *Keur Noflaye* poursuit l'objectif de renforcer le civisme des citoyens.

Le sketch *Makhourédia Guèye, chauffeur de taxi* campait ce dernier dans le rôle d'un employé exploité par un patron vénal Aladjì Mor dont il était le souffre-douleur¹⁶. Celui-ci y représentait le symbole de toutes les déviances de la société sénégalaise : vénalité, insensibilité au sort de son employé, cupidité, avarice, égoïsme, etc. Aladjì Mor était l'antithèse de l'homme nouveau sénégalais que le projet postcolonial voulait faire émerger. Un homme que le régime voulait dévoué à sa patrie et aux valeurs du socialisme

¹⁵ « *Keur Noflaye* » est une expression wolof qui signifie littéralement « maison du repos ». Elle renvoie cependant un message subliminal qui incite à viser la perfection dans la vie de tous les jours.

¹⁶ *Dakar-matin* n° 1077, 7 novembre 1964, p. 3.

africain bien loin des défauts de Aladji Mor. Ainsi tous les soirs, les auditeurs avaient droit à cette tirade musicale chantée en wolof qui ouvrait le sketch à l'antenne : "Aladji Mor, Aladji Mor bayil ninga néké mbaay. Rewmi tawate nala, chauffeurs yi dioy nagnou, Aladji Mor, Aladji Mor bayil ninga néké mbaay" ¹⁷.

Cette chanson annonçait la couleur puisque la pièce servait toujours un scénario construit autour des roueries et le goût pour l'enrichissement illicite du personnage Alaji Mor. La pièce jouée à l'antenne le 1^{er} février 1972 commence par un résumé de la pièce. Le narrateur commence par expliquer en wolof la trame du numéro qui sera joué dans quelques minutes : « vous allez une fois encore avoir droit au comportement incroyable de Aladji Mor dont la cupidité dépasse l'entendement et qui constitue un anti-modèle pour la société. Il est tout le contraire de Makhouredia Guèye dont le sérieux et l'honnêteté forcent le respect ¹⁸ ».

Le portrait campé de Alaji Mor dans la pièce était d'abord celui d'un père irresponsable puisqu'il élève 13 enfants dans la même concession mais ne consent dépenser que 15 francs par jour pour les nourrir, malgré une fortune amassée grâce à un parc d'une vingtaine de taxis ¹⁹. Il renvoie une image totalement opposée à celle de Makhourédia Guèye qui, malgré ses faibles moyens, se préoccupe de la bonne alimentation de ses enfants ²⁰. Cette séquence rejoint la thématique développée par des émissions comme *la*

¹⁷ "Aladji Mor, Aladji Mori, arrête ton mauvais comportement. Tu fais du tort à ton pays, tu fais souffrir les chauffeurs, Aladji Mor, Aladji Mor, il faut arrêter ton mauvais comportement ». Traduit littéralement du wolof par nous.

¹⁸ Archives sonores RTS, Bande 01021972 : « Mkahourédia Guèye, chauffeur de taxi » du 1^{er} février 1972, 13 mn, 1 sec.

¹⁹ *Ibid.*

²⁰ *Ib.*

bonne ménagère et centrée sur la gestion des affaires familiales, avec des volets qui concernent la santé infantile, la nécessité d'une alimentation équilibrée, etc. D'autres thèmes qui épousent les idéaux senghoriens sont également présents dans les succulents dialogues de la pièce qui mettent en scène la dyarchie Alaji Mor-Makhouredia Guèye.

L'objectif était de faire émerger un « homme nouveau », décolonisé, nationaliste, conscient et engagé sur les questions de développement de son pays²¹. Le déploiement de la pièce radiophonique correspondait à l'air du temps puisque le régime senghorien avait le souci de placer ces thèmes au cœur de sa stratégie politique à savoir réarmer moralement le pays autour des thématiques de l'honnêteté, du sérieux et du travail. Il avait également pour souci de se légitimer sur un plan moral en convoquant la thèse de la dénonciation de la corruption après les événements de décembre 1962 qui ont abouti à l'éviction de Mamadou Dia.

La popularité de l'émission prouvait en tout cas que les auditeurs restaient sensibles à la démarche du régime. Ainsi Makhourédia Guèye, « au hasard de ses courses, à travers les coups de klaxon, les coups de frein, les dérapages et les jurons, va partout, voit tout et rencontre une humanité variée : gens riches, fonctionnaires, commerçants, villageois qui viennent chercher fortune en ville, voyous, coquettes, écoliers, etc.²² ». L'ensemble donne lieu à une galerie de portraits brossés avec un humour incisif par le héros du feuilleton. « Grâce à ce mélange de réalité et de fiction, les auditeurs vivent pendant 15 minutes chaque semaine, avec le chauffeur de taxi, des démêlés qu'eux-mêmes connaissent et observent quotidiennement. Et c'est sans doute la principale raison du succès

²¹ Daniel Delas, *Léopold Sédar Senghor, le maître de la langue : biographie*, Paris, Aden, 2007, p. 121.

²² Dia, « De la tsf colonial... », p. 260.

de l'émission. Des personnages à leur image racontent leur vie et leurs problèmes, relatant les menus faits qu'eux-mêmes vivent²³ ».

Le thème de « L'homme nouveau » qui charriait le personnage de Makhourédia Guèye pouvait se comprendre. Dans le contexte de l'immédiat postindépendance, la prétention de vouloir faire émerger « un homme nouveau » continuait en effet de caractériser le discours politique de l'élite politique qui a conduit la lutte anticoloniale. Elle s'est assignée la tâche de bâtir un nouvel État-nation. Il s'agissait de faire des citoyens des nouveaux États des prototypes achevés et des produits du projet de société porté par le père de la nation et le Parti-État. Senghor a été, selon Vaillant, profondément impressionné par le livre d'Alain Locke, *The New Negro*²⁴. C'est de cette fascination qu'il tirerait son obsession du « nègre nouveau » qui renvoie « à l'homme nouveau aux nouvelles attitudes qu'il espérait voir apparaître chez les Noirs de langue française²⁵ ».

Cette volonté de faire émerger un homme nouveau sénégalais et africain est à mettre aussi en rapport avec l'option socialiste du pouvoir. Car ce concept est très présent dans l'histoire de la gauche, celle marxisante et communiste notamment. Ce qui fait dire à Nicolas Martin qu'en la matière, « Senghor professe une philosophie sociale proche de celle de Mao-Tse-toung » dont la théorie politique est pleine de références et de professions de foi sur l'homme nouveau à inventer²⁶. Dans le discours de Senghor et de l'UPS,

²³ *Ibid.*

²⁴ Alain Locke, *The New Negro*, New York, Simon and Schuster, 1999 (1925), 467 p; cité dans Janet G. Vaillant, *Vie de Léopold Sédar Senghor. Noir, Français, Africain*. Paris, Karthala, 2006, p. 126.

²⁵ *Ibid.*

²⁶ Nicolas Martin, *Senghor et le monde : la politique internationale du Sénégal*, Paris, ABC, 1979, p. 98.

l'homme nouveau signifiait tout simplement un citoyen imprégné des valeurs de la négritude et d'un socialisme humaniste aux couleurs africaines. Cette réinvention de l'homme s'inscrirait alors d'une part dans une rupture par rapport à toutes les formes d'aliénation héritées de l'esclavage, de la colonisation et des aléas historiques auxquels ont été confrontés les Africains, et d'autre part dans un projet de société qui se veut non capitaliste.

Cette dernière option est résumée dans une formule que Senghor citait très souvent dans ses ouvrages et discours : « l'homme est au commencement et à la fin du développement. Car celui-ci est fait par et pour l'homme²⁷ ». Cette philosophie s'oppose notamment à toute forme d'exaltation du profit et de l'individualisme et enferme la collectivité dans une célébration et une exaltation de l'humanisme. Elle justifie alors que la radio soit instrumentalisée pour devenir un vecteur de développement civique, économique et social en vue d'accoucher d'un nouveau type de citoyen. Cette instrumentalisation permet ainsi de véhiculer, de combattre et promouvoir plusieurs thèmes jugés importants par le pouvoir d'État. La dénonciation de la dépigmentation de la peau à laquelle s'adonnent certaines femmes est ainsi très présente dans les sketches²⁸. Makhouredia Guèye qui se pâme de la beauté d'une de ses passagères à la noirceur d'ébène célèbre ainsi des canons de beauté plus compatibles avec la négritude²⁹. « Elle est belle car elle ne s'est pas dépigmentée la peau » lâche ainsi Makhouredia Guèye en parlant d'une dame, dans un de ses dialogues solitaires qu'il consacre à ses passagers embarqués dans son taxi³⁰.

²⁷ Léopold Sédar Senghor, *Liberté Socialisme et planification*, Paris, Seuil, 1964, p. 364.

²⁸ Léopold S. Senghor, *Chants d'ombres, suivis de Hosties noires, poèmes*, Paris, Seuil, 1956, 152 p. Archives sonores RTS 72NOF12 – 72NOF06

²⁹ Archives sonores RTS DEC 1970 : « Makhouredia Guèye, chauffeur de taxi », 10 mn, 8 sec (dans la collection du début de la décennie 1970 mais date précise de diffusion non indiquée).

³⁰ *Ibid.*

Cette phrase traduit une bonne assimilation d'un des plus célèbres poèmes de Senghor dédiés à la beauté de la femme noire. Le premier couplet de ce poème intitulé *femme nue, femme noire*, traduit un parti pris esthétique et racial de la part du chantre de la négritude :

Femme nue, femme noire,
Vêtue de ta couleur qui est vie, de ta forme qui est beauté!
J'ai grandi à ton ombre; la douceur de tes mains bandait mes yeux.
Et voilà qu'au cœur de l'Été et de Midi, je te découvre Terre promise,
du haut d'un haut calciné.
Et ta beauté me foudroie en plein cœur, comme l'éclair d'un aigle³¹.

Ce poème de Senghor composé juste après la seconde guerre mondiale s'inscrit aussi dans le combat pour promouvoir la négritude dans un contexte où les aspirations identitaires se superposent à des revendications anticoloniales. Recourant selon certains à une forme de « racisme anti raciste », le poème de Senghor se veut une farouche défense de l'esthétique nègre³². Dans sa stratégie de vulgariser les idées de la négritude, le poème *femme nue, femme noire*, déclamé à de nombreuses occasions sur les ondes de *Radio-Sénégal*, inspire ainsi Makhourédia Guèye dans ses sketches. Mais l'utilisation de sketches de théâtres pour faire passer les messages du régime n'était pas que l'apanage de *Makhouredia Guèye chauffeur de taxi*.

³¹ Abiola Irele, *Poems of Leopold Sedar Senghor*, Cambridge, CUP, 1977, p. 44. Lire également à ce propos Pape Samba Moussa, *Léopold Sédar Senghor : philosophe de la culture*, Paris, l'Harmattan, 2011, p. 20.

³² On doit l'expression « racisme anti raciste » à l'intellectuel français Jean-Paul Sartre. Lire Jean-Paul Sartre, « Orphée noir », Préface à Léopold Sédar Senghor, *l'Anthologie de la nouvelle poésie nègre et malgache de langue française*, Paris, PUF, 2015, 9^{ème} réédition (1948), 276 p.

1-3 *Coumba ak Samba*, du théâtre au service du droit des femmes

La série théâtrale *Coumba ak Samba* jouait pratiquement le même rôle politique et social. Elle mettait en scène un couple, Samba et son épouse Coumba, originaires de l'arrière-pays et établis à Dakar. Ils connaissent une vie de labeur mais sont quotidiennement confrontés aux contradictions de cette frange de la population de souche citadine récente, partagée entre la solidarité avec la communauté villageoise dont elle est issue et un individualisme propre à la vie en ville. Le sketch durait sept à dix minutes et permettait à travers le dialogue du couple de délivrer des messages sur des thèmes chers au régime.

En épluchant les pièces de *Coumba ak Samba* jouées à la radio en 1976, l'on voyage à travers des thématiques qui revenaient souvent dans les discours du président Senghor à cette époque. Un sketch est par exemple consacré au thème du gaspillage dans les cérémonies familiales ainsi qu'au surendettement des ménages³³. L'artiste Babou Faye qui incarne le personnage de Samba, parle de ses soucis à propos des dépenses pour célébrer le baptême de son neveu au village³⁴. Samba insiste auprès de sa femme sur la nécessité de tenir leur rang de « citadins nantis » auprès de la famille restée au village à l'occasion de ce baptême. « Comme nous habitons la ville, le village s'attend à ce que nous supportions toutes les dépenses. On va leur donner nos économies et notre bœuf » déclare-t-il³⁵.

³³ Archives sonores RTS Bande 1976CAS : « Coumba ak Samba : cérémonies familiales et gaspillage », année 1976, 7 mn 9 sec. Cette pièce a essentiellement été jouée et diffusée en 1976. Malheureusement les jours et mois de diffusion ne sont jamais précisés sur beaucoup des bandes archivées.

³⁴ *Ibid.*

³⁵ *Ib.*

Sa femme le raisonne en lui parlant des dettes qui accablent déjà le ménage, de la nécessité de ne pas vivre au-dessus de leurs moyens, de juste inciter les villageois à se contenter de dépenses symboliques. La pièce se termine sur la résolution finalement prise par Samba de ne plus s'endetter et se ruiner financièrement pour le baptême du fils de son neveu en dénonçant au passage des gaspillages nuisibles pour le développement du pays. Contrairement à la série *Makhourédia*, cette capsule théâtrale prend une tonalité plus insistante sur les messages éducatifs véhiculés et ne recourt que très peu à l'ironie ou à l'humour. Elle prend la forme d'une capsule de propagande idéologique plutôt que d'une œuvre théâtrale classique.

De manière récurrente *Coumba ak Samba* aborde par exemple le thème de l'hygiène très présent dans les préoccupations du régime. Dans une série de trois épisodes diffusés en février 1976, Coumba sermonne ainsi son mari sur ses habits et chaussures sales³⁶. Toute la série tourne autour d'un différend entre Samba et Coumba causé par une épidémie de gale qui sévit dans la concession familiale. Coumba réclame à Samba l'achat de savon pour laver les enfants³⁷. Samba, réticent, veut recourir à de la pharmacopée traditionnelle pour traiter la gale qui frappent ceux-ci. Nous sommes là également dans une démarche très senhorienne consistant à inculquer aux citoyens les bons comportements en matière de propreté et d'hygiène.

Les droits de la femme dans le couple est également un thème qui revient très souvent dans les capsules de *Coumba ak Samba*. La vision traditionnaliste de Samba

³⁶ Archives sonores RTS Bandes 011976CAS : « Coumba ak Samba : L'hygiène corporelle et la propreté », février 1976. Premier épisode : 8 mn 36 sec, deuxième épisode : 6 mn 18 sec ; troisième épisode : 7 mn 33 sec.

³⁷ *Ibid.*

d'avoir une femme soumise et dévouée à son mari est battue en brèche par les foucades de Coumba qui revendique le respect de son mari, et le droit d'être consultée dans la prise de certaines décisions engageant le couple³⁸. L'importance accordée à ce thème cadre bien avec l'importance que le régime accorde à la promotion féminine comme levier de développement social et économique. L'adoption d'un nouveau code de la famille, en 1973, traduit du reste l'engagement du pouvoir de Senghor à conquérir des espaces de liberté pour les femmes sénégalaises en dépit d'un contexte social et religieux réfractaire à de telles évolutions³⁹.

Malgré le fait qu'il reconnaisse le mari comme l'unique chef de famille et légalise la polygamie, le nouveau code de la famille fait l'objet d'une vive dénonciation de certains membres des puissantes confréries du fait des nouveaux droits accordés aux femmes, comme le principe du consentement mutuel pour le divorce. Certains le considéraient comme incompatible avec les prescriptions islamiques⁴⁰. Le pouvoir senghorien a dû user de beaucoup de persuasion pour convaincre les puissantes confréries musulmanes soufies de ses bonnes dispositions à l'égard de l'Islam. L'importante place des émissions musulmanes dans les programmes de la radio participe certainement de cette stratégie visant à les rassurer.

³⁸ Archives sonores RTS Bande 1976CAS : « Coumba ak Samba : violences conjugales et droits de la femme dans le couple », 6 mn 23, année 1976.

³⁹ Doudou Ndoye, *Code de la famille du Sénégal annoté : les textes et la jurisprudence*, Dakar, EJA, 2007, 364 p. Lire également à ce propos Muriel Gomez-Perez (dir.), *Islam politique au sud du Sahara, Identités, discours et enjeux*, Paris, Karthala, 2005, p. 301.

⁴⁰ *Ibid.*

1-4 La radio scolaire, un prolongement de l'école...

Au-delà de ces questions sociétales dans lesquelles s'investissait la radio éducative, celle-ci se voulait également le prolongement de l'école. Le concept de radio scolaire était à ce titre destiné à jouer un rôle pivot de vulgarisation du français la langue officielle⁴¹. Expérimentée en juin 1963, la radio scolaire lance officiellement ses activités durant la période qui s'étale d'octobre 1963 à juin 1964. Sa gestion est confiée au Centre de recherches et de production pour l'information et l'éducation des masses (CIEM), une structure rattachée au ministère de l'Information. Tous les jours de classe, le matin entre 8h30 et 9h30, sur la chaîne nationale, elle s'adresse aux maîtres et élèves de l'école primaire du cours élémentaire deuxième année (CE2) et du cours élémentaire moyen (CEM1 et CEM 2) à qui elle propose des séances de lectures et de récitations en langue française suivies d'exercices phonétiques. Des émissions littéraires et d'éducation civique étaient également au programme⁴².

La décision d'utiliser la radio pour apprendre aux jeunes sénégalais à parler français était surtout motivée par l'insuffisance du nombre d'enseignants aptes à faire face à l'énorme défi de scolariser les élèves dans une langue étrangère. Face à ce besoin, le gouvernement sénégalais « recruta hâtivement des moniteurs au niveau du certificat d'études primaires. Et ainsi, en quelques années, toutes les petites classes - celles où s'acquièrent les habitudes de langage – eurent pour maîtres des moniteurs sans formation pédagogique

⁴¹ *Dakar-matin* n° 1080, 11 novembre 1964, p. 3 : « La radio scolaire connaîtra cette année un nouvel essor ».

⁴² *Ibid.*

suffisante et qui parlaient un français fort éloigné des normes du français standard⁴³ ». Or lorsque ces jeunes Sénégalais entrent à l'école à l'âge de six ans environ, le français est pour eux une langue étrangère puisqu'ils possèdent déjà une langue maternelle, et que « la grande majorité d'entre eux entendent du français pour la première fois en entrant en classe⁴⁴ ».

Pour pallier ces insuffisances, la radio scolaire lance l'émission *Pour parler français*. Destinée aux écoliers, elle était réalisée par le Centre de linguistique appliqué de Dakar (CLAD) sous la direction d'un phonéticien, secondé par un ingénieur électronicien, un radioélectricien et deux techniciens de laboratoire⁴⁵. Les orateurs étaient recrutés parmi les étudiants de l'Université de Dakar. Chaque matin, entre 8h et 8h15, les élèves ont droit à un cours radiophonique réparti en trois parties. Il commence par un dialogue joué plusieurs fois durant lequel le maître mime les actions ou fait des dessins au tableau; une deuxième partie comporte le découpage phrase par phrase du dialogue qui est répétée par les élèves; et enfin il y a une partie qui met en évidence des difficultés phonétiques du dialogue, tandis que des exercices et des conseils sont donnés pour aider à les surmonter⁴⁶.

Pour bien réceptionner ce cours radiophonique diffusé tous les matins sur la chaîne nationale, le gouvernement dote chaque classe d'un récepteur radio. Celui-ci était souvent

⁴³ Guy Mandery, « La radio scolaire au service de l'enseignement du français au Sénégal. Rapport présenté au IX^e colloque international sur les problèmes de langues secondes, Tunis, 24-27 avril 1968 et au séminaire de l'URTNA sur le rôle de la radiodiffusion et de la télévision dans le développement social, Dakar, 17-26 juin 1968 », *Centre de linguistique appliquée de Dakar (CLAD)*, XXXIX bis, 1968, p. 2. IFAN, 4^o-BRO-3193.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 3.

⁴⁵ *Ib.*, p. 7.

⁴⁶ Le caractère matinal des émissions avait eu pour effet de lutter contre les retards des maîtres et des élèves. Mandery, p. 9.

enveloppé dans un coffret de bois pour le protéger de la poussière et des chocs⁴⁷. Le bouton de recherche de l'émission était toujours bloqué sur la longueur d'onde de la station, une antenne extérieure de dix mètres branchés pour améliorer la qualité de réception et deux hauts parleurs de vingt centimètres de diamètre ajoutés pour une meilleure répartition sonore⁴⁸.

Mais la radio scolaire pouvait-elle réellement renforcer l'enseignement du français au Sénégal? Un bilan de cette expérience établi en 1968 permet de déceler des motivations de pureté linguistique qui se cache derrière cette initiative. Selon le rapport bilan publié en 1968 sur cette expérience, « en donnant comme modèle à imiter, du français parlé par des Français, la radio scolaire arrête net le processus de créolisation de la langue française en Afrique francophone⁴⁹ ».

Ce postulat idéologique, outre qu'il confirme le rôle assigné à la radio de renforcer la place du français comme langue officielle du pays, reflète surtout la politique de Senghor qui tenait à ce que les Sénégalais la parlent avec perfection. Sa propension à légiférer pour un bon usage des expressions françaises et à convoquer les journalistes de la radio pour corriger leur élocution et prononciation l'illustre parfaitement. Cette obsession de pureté linguistique et de crainte de créolisation de la langue française était renforcée par la force du wolof dans la société sénégalaise puisque plus de 80% des Sénégalais

⁴⁷ Mandery, « La radio scolaire... », p. 5.

⁴⁸ *Ib.*

⁴⁹ *Ib.*, p. 13. Le terme « créolisation » fait référence aux langues créoles principalement parlées dans les Antilles par les descendants des esclaves africains et qui mélangent des termes français à des mots d'origine africaine.

parlent ou comprennent cette langue nationale⁵⁰. Mais cette force du wolof est contrebalancée par le caractère officiel accordé à la seule langue française qui demeure de ce fait « la clé qui ouvre les portes de la promotion sociale⁵¹ ». À défaut de remplacer le wolof par le français, il fallait donc empêcher une « pollution linguistique » du second par le premier.

Mais au-delà de la formation pédagogique en français prise en charge par le Centre de linguistique appliquée de Dakar (CLAD) dans le cadre de l'émission matinale *Parler français*, destinée aux élèves, moniteurs et maîtres, la radio scolaire diffusait également d'autres d'émissions. Celles-ci revêtaient plusieurs formes. La série *Hommes et techniques* par exemple, diffusée par la radio scolaire le dimanche à 11h 30, était destinée à renforcer la culture générale des élèves⁵². La radio scolaire s'adressait également aux adultes et au grand public. Durant l'année 1964, elle produit ainsi 60 émissions de court format d'une durée de quinze minutes, diffusées le vendredi de 18h45 à 19h, alternativement en français et en wolof, sur des sujets aussi divers que la géographie et l'économie du Sénégal, son agriculture, l'hygiène et la nutrition, la gestion du budget familial, etc.⁵³. Ces exemples prouvent que la radio scolaire ne s'adressait pas qu'aux jeunes garçons et aux jeunes filles du cycle primaire de l'enseignement. Elle était conçue également pour être un outil de formation pour adultes.

⁵⁰ Michel Malherbe et Cheikh Sall, *Parlons wolof : langue et culture*, Paris, l'Harmattan, 1989, p. 7.

⁵¹ Pierre Dumont, *Le français et les langues africaines au Sénégal*, Paris, Karthala, 1983, p. 24. L'ouvrage de Dumont présente un intérêt certain car il a dirigé comme assistant technique prêté par la France l'expérience de la méthode CLAD pour renforcer l'enseignement du français au Sénégal. L'ouvrage est en outre préfacé par Senghor, trois ans après son départ du pouvoir. Il s'y attèle à défendre vigoureusement la méthode CLAD que son successeur a fini par abolir sous la pression des syndicats d'enseignants qui ne croyaient plus en son efficacité.

⁵² *Dakar-matin* n° 1080, p. 3.

⁵³ *Ibid.*

À côté de *la radio scolaire*, un autre concept était mis en avant pour cette fois-ci aider les parents dans l'encadrement pédagogique des enfants. Il s'agit de l'émission *l'École de la famille* diffusée à 21 heures, tous les dimanches. Officiant à l'antenne, l'animateur Cheikh Fall s'évertuait pendant trente minutes, à prolonger les activités de l'école dans les foyers en donnant aux parents des conseils dans l'encadrement pédagogique de leurs enfants. Dans une émission diffusée le 8 novembre 1965 par exemple, il attire l'attention des parents sur « la nécessité qu'il y a, pour eux, d'examiner avec la plus grande attention les observations et annotations diverses que les maîtres portent sur les cahiers et livrets des écoliers⁵⁴ ».

On peut cependant légitimement se questionner sur l'efficacité de l'expérience d'une émission emblématique comme *Parler français* qui portait comme dessein de placer la langue de l'ex-colonisateur au cœur de la société vu son statut de « langue officielle ». Or en 1976, le nombre de Sénégalais sachant lire et écrire le français ne dépassait guère les 16,3%⁵⁵. Ce taux, un des plus bas en Afrique francophone, est un des grands paradoxes de l'État senghorien. Celui-ci, le plus engagé sans doute d'un point de vue politique et idéologique dans l'ex AOF, en faveur de la langue française pour laquelle s'investit massivement sa radio, a toujours enregistré des résultats médiocres en matière d'alphabétisation en français. Le taux d'alphabétisation de la population sénégalaise n'était ainsi que de 23% quand Senghor quitte le pouvoir en 1980⁵⁶. Ces chiffres prouvent que l'utilisation

⁵⁴ Émission *École de la famille* du 8 novembre 1964; annoncée dans *Dakar-matin* n° 1077, 7 novembre 1964, p. 3.

⁵⁵ Direction de la prévision et de la statistique, *Tableau de bord annuel de la situation sociale au Sénégal*, Dakar, DPS, 1991, p. 38.

⁵⁶ Instituts de recherches marxistes, *Recherches internationales*, Paris, IRM, 1996, p. 30.

de la radio comme prolongement de l'école classique à laquelle elle sert de support pédagogique est une expérience innovante dans sa démarche mais décevante dans ses résultats. Cela explique que les syndicats d'enseignants aient obtenu sa suppression après le départ de Senghor.

HORAIRES DES ÉMISSIONS DE LA RADIO-SCOLAIRE SUR LES ANTENNES DE RADIO-SÉNÉGAL, 1963-1964

| Horaires | Lundi | Mardi | Mercredi | Jeudi | Vendredi | Samedi | Dimanche |
|---------------|---------------|--------------------------------|-------------------------------|--------------------------------|-------------------------------|-------------------|----------------------|
| 08h30 – 09h00 | Récitation CE | Lecture CE | Récitation CE (rép) | | Lecture CE (rép) | Éducation civique | |
| 09h00 – 09h30 | Lecture CM | Récitation CM | Lecture CM (rép) | | Récitation CEM (rép) | | |
| 11h30 – 11h50 | | | | | | | Hommes et techniques |
| 14h00 – 14h30 | | | | Émission enfantine | | | |
| 15h30 – 16h00 | | | | | | Conte | |
| 18h45 – 19h00 | | Éducation populaire (français) | Éducation populaire (ouoloff) | Éducation populaire (français) | Éducation populaire (ouoloff) | | |
| 21h10 – 21h40 | | | Pédagogie culture générale | | | | |

Source : Dakar-matin n°1080, 11 novembre 1964, p.3 : « La radio scolaire connaîtra cette année un nouvel essor ».

2- L'éveil d'une conscience paysanne à travers l'émission *Dissoo*

2-1 La radio éducative rurale, une particularité sénégalaise

La radio éducative rurale (RER) est un concept lancé sur les ondes de *Radio-Sénégal* dès l'indépendance en 1960. Dans un premier temps, elle s'est matérialisée à travers l'émission hebdomadaire *l'Animation dans le développement*, d'une durée de 30 minutes, réalisée par la Direction du service du développement rural et la radiodiffusion nationale. La parole y est principalement donnée aux cadres intermédiaires intervenant dans le domaine de l'animation rurale. Celle-ci est en effet l'axe central de la politique de formation et d'information mise en place, dès l'indépendance, par le gouvernement dirigé par Mamadou Dia, pour faire des paysans, des éleveurs et des pêcheurs les forces motrices du développement économique et social du pays. Selon Dia, l'animation rurale se confondait à « un outil puissant d'éducation populaire centrée sur le développement »⁵⁷.

La radio était perçue par le gouvernement sénégalais comme un instrument pouvant accélérer cette dynamique d'animation rurale. C'est ainsi qu'en 1965, grâce à l'assistance de l'Unesco, le gouvernement sénégalais met en place un projet radiophonique expérimental dont l'objectif est de donner directement la parole aux paysans et non plus seulement aux cadres administratifs de l'animation rurale. L'idée de ce projet est d'autant plus pertinente aux yeux des autorités sénégalaises que le Sénégal post-indépendant est confronté à une crise agricole et alimentaire sans précédent marquée notamment par l'effondrement du prix et de la production de l'arachide⁵⁸.

⁵⁷ Dia, *Afrique, le prix...*, p. 155.

⁵⁸ Claude Freud, *et al.*, *L'arachide au Sénégal : un moteur en panne*, Paris, Karthala, 1997, p. 10-14.

La production arachidière, qui était d'un million de tonnes commercialisées en 1965, s'effondre à 450.000 tonnes en 1971⁵⁹. Du coup, c'est toute la base de l'économie sénégalaise qui s'est retrouvée ébranlée puisque la production arachidière représente 35% de la production intérieure brute et 80% des exportations du pays⁶⁰. Cette situation provoque également l'effondrement des revenus des paysans et un profond malaise dans le bassin arachidier qui est le cœur agricole du Sénégal. En 1965, les 135 000 salariés que compte le Sénégal et leurs familles ne représentent que le huitième de la population totale. Le reste est constitué de paysans et d'éleveurs. Or le revenu annuel par actif du monde rural stagne à 45 000 F Cfa, soit dix fois moins que celui du travailleur du secteur privé qui est de 470 200 F Cfa et beaucoup moins encore que celui du fonctionnaire dont le revenu moyen annuel est de 514 500 F Cfa⁶¹. Commentant ces chiffres, le président Senghor déclare que « les prolétaires, ce sont les paysans » et non pas les fonctionnaires ou les employés du secteur privé qui recourent souvent à la grève⁶² ».

Il comprend surtout le danger que cette faiblesse de revenus des paysans peut engendrer pour son régime dans un contexte où les masses paysannes sénégalaises devaient supporter en sus les difficultés nées de la chute du prix et de la production de l'arachide. L'idée d'une radio éducative rurale revêtait dans ce contexte un aspect révolutionnaire puisqu'elle impliquait de libérer la parole paysanne sur les ondes de la radio nationale

⁵⁹ Bourgeois, *Senghor et la décolonisation...*, p. 165.

⁶⁰ *Ibid.*, p. 172-173.

⁶¹ Ces chiffres sont fournis par le président Senghor le 13 juin 1969 dans un message à la nation radiodiffusé suite à un mouvement de grève décrété par l'Union nationale des travailleurs du Sénégal (UNTS). Voir *Dakar-Matin* n° 2460 du 14 juin 1969, p. 4. Cette grève aboutit à la marginalisation de la direction de l'UNTS par l'aile favorable à une alliance avec le parti au pouvoir l'UPS, et se conclut par la création le 14 juin 1969 de la Confédération nationale des travailleurs du Sénégal (CNTS). Elle remplace l'UNTS et devient un syndicat apparenté à l'UPS. Voir *Dakar-Matin* n° 2461 du 16 juin 1969, p. 1.

⁶² *Dakar-Matin* n° 2460 du 14 juin 1969, p. 4.

pour permettre un dialogue quasi direct entre le sommet de l'État et les masses paysannes. L'émission est donc appelée *Dissoo* puisque ce mot wolof faisait justice dans sa signification étymologique à cette dimension de dialogue et de concertation. Mais comment libérer la parole paysanne sur les ondes tout en faisant de cette expérience radiophonique un instrument de règlement des maux qui accablent le monde rural sénégalais?

C'est pour solutionner une telle problématique qu'une commission interministérielle est mise en place par décret du président de la République en vue de définir le programme de la radio éducative rurale ainsi que le contenu de toutes les émissions radiophoniques à vocation éducative⁶³. Cette commission comprend les représentants d'une dizaine de ministères s'occupant de l'information, de l'éducation, de l'animation rurale, de l'alphabétisation, de la santé publique, des affaires sociales, de l'économie rurale, de l'enseignement technique et des Affaires culturelles. La radio nationale et la Société de développement et de vulgarisation agricole (SODEVA) y étaient également représentées.

La mission assignée à cette commission est de « déterminer l'orientation générale ainsi que les règles de réalisation, de diffusion et d'exploitation des programmes de la radio éducative⁶⁴ ». Se réunissant au moins une fois par trimestre, la commission orientait et contrôlait le travail de celle-ci. À ce titre, elle détermine le « programme d'émissions à

⁶³ Décret n°68-226 du 28 février 1968 portant création d'une commission interministérielle de la radio éducative, JORS n°3949 du 16 mars 1968 p. 317. Au-delà de la radio éducative rurale, cette commission avait pour mission de définir les programmes de toutes les émissions à caractère éducatif comme celles destinées par exemple aux femmes au foyer, aux parents d'élèves, aux éleveurs, aux pêcheurs, etc. Cette mission multidisciplinaire justifie la présence de représentants de beaucoup de ministères dans la structure.

⁶⁴ *Ibid.*

réaliser, contrôle leur réalisation et apprécie les résultats obtenus⁶⁵ ». Elle avait donc préséance sur la rédaction de *Radio-Sénégal* pour tout ce qui touchait à la conception du contenu des émissions à caractère éducatif.

Ainsi remarque-t-on que sur les onze membres siégeant dans cette commission, la radio nationale n'y compte qu'un seul représentant. Celui-ci y assumait un rôle de « secrétariat de la commission » et des groupes de travail constitués pour définir les programmes⁶⁶. Cela signifie que les programmes de la radio éducative sont moins le fait de la rédaction de *Radio-Sénégal* que celui du parti au pouvoir, du gouvernement et de l'administration, les journalistes se contentant d'exécuter les ordres émanant de ceux-ci et de réaliser les émissions. Les journalistes deviennent dans ce contexte de simples auxiliaires chargés d'exécuter une politique éditoriale concoctée par les autorités étatiques.

La diffusion expérimentale des émissions *Dissoo* démarre le 18 décembre 1968 en direction d'un « public-cible de 800.000 ruraux vivant dans la zone arachidière chevauchant les régions administratives de Thiès, du Sine-Saloum et de Diourbel⁶⁷ ». En même temps, 180 postes récepteurs sont distribués à des villages pour organiser des groupes d'écoute collectifs et favoriser la bonne réception des émissions par les paysans. Ce projet expérimental cogéré par l'État du Sénégal et l'Unesco prend fin en 1971. *Dissoo* et la radio éducative rurale deviennent alors officiellement, à partir de cette date, une partie

⁶⁵ *Ib.*

⁶⁶ *Ib.*

⁶⁷ Dia, *De la TSF coloniale...*, p. 268. Ces trois régions administratives, Thiès, Diourbel et Sine Saloum, étaient appelées «le bassin arachidier» du fait qu'elles produisaient l'essentiel de la production d'arachide du pays. L'arachide était à l'époque le principal produit d'exportation du pays. Les quatre autres régions administratives du pays, Saint-Louis, Cap-Vert, Casamance et Tambacounda étant plus spécialisées dans les cultures vivrières (riz, mil, sorgho) ou maraîchères.

intégrante de la programmation de *Radio-Sénégal* qui en a l'entière responsabilité même si le contenu reste une prérogative de la commission interministérielle de la radio éducative.

2-2 Une dissidence paysanne sous contrôle

Destinée aux paysans, éleveurs et pêcheurs, l'émission *Dissoo* se déploie dès lors pour rendre effective la prise de parole paysanne. Trois émissions hebdomadaires en constituaient la trame : les deux, assez brèves, remplissaient une fonction plutôt éducative les lundi et mercredi. D'une durée de 15 minutes, elles étaient l'occasion d'aborder rapidement des problématiques liées aux techniques culturales ou aux intrants agricoles. La troisième émission, d'une durée de deux heures d'horloge, diffusée le vendredi à partir de 20 heures, permettait de diffuser des reportages de terrain, de donner la parole aux paysans, aux éleveurs et aux pêcheurs, ainsi qu'aux techniciens des structures d'encadrement du monde rural.

L'instant d'une soirée, et pendant deux heures, l'antenne de la chaîne nationale de *Radio-Sénégal* se transformait en agora permettant aux paysans de dénoncer des autorités administratives, de faire part de leurs inquiétudes sur la qualité des semences agricoles et des engrais, l'insuffisance des pluies, la santé animale, de demander des conseils pour améliorer les techniques agricoles, etc. Abdel Kader Diokhané qui participe dès 1970 comme journaliste à l'expérience de *Dissoo*, apporte ce témoignage sur le format de l'émission.

Les paysans suivaient chaque émission de la radio éducative rurale, assis en groupe autour du transistor. Après l'écoute, ils débattaient du thème de l'émission et ensuite ils se concertaient entre eux et un secrétaire du groupe se chargeait de synthétiser et ensuite des lettres étaient envoyées à la radio pour faire part aux autorités de leurs opinions. L'État mettait

à la disposition de ces groupes des enveloppes déjà affranchies de sorte qu'ils n'avaient pas besoin de payer les frais d'expédition de la poste. Il leur suffisait juste de mettre l'adresse : Radio éducative rurale. Émission Disso, BP 1765 Dakar. Comme la plupart du temps les paysans ne parlent pas le français, ils utilisaient le wolofal dans leurs correspondances. La radio avait recruté un traducteur et moi je confectionnais le bulletin *Dissoo* sur la base de ces traductions⁶⁸.

À la fois espace de lamentations, de dénonciation, de dialogues et d'apprentissage, *Dissoo* se veut un exemple achevé d'une émission de radio éducative rurale interactive. L'émission diffusée le 4 avril 1976 résume d'une manière assez précise cet état d'esprit et le type de doléances adressées par les paysans au gouvernement. Cela donne ce genre d'interpellations adressées aux autorités : « Certes vous nous accordez à crédit des *hilaires*, des semences et de l'engrais » commence par énumérer un paysan⁶⁹. Et de poursuivre, plus revendicatif : « Mais pourquoi donc vous ne nous accordez pas aussi à crédit du ciment pour qu'on puisse construire des maisons en dur afin de ne plus habiter des cases qui sont souvent ravagées par des incendies. Pourquoi vous ne nous accordez pas des crédits pour acquérir des charrettes pour nous aider dans nos déplacements⁷⁰ »?

Ce passage de l'émission, centré sur l'habitat et le transport, prouve que des questions autres qu'agricoles pouvaient figurer dans les plaintes formulées par les paysans. Mais l'animateur de l'émission essaie de donner une tonalité positive à toutes ces complaints : « nous fêtons aujourd'hui le 16^{ème} anniversaire de notre indépendance. Souvenons-nous qu'il n'y a pas si longtemps, régnait la disette dans nos campagnes. Aujourd'hui

⁶⁸ Entrevue réalisée avec Abdel Kader Diokhané, journaliste et animateur de Disso depuis 1970 jusqu'à nos jours, le 8 août 2019 à Dakar.

⁶⁹ C'est nous qui avons traduit en français le propos tenu en wolof. *Hilaire* : un outil de semence agricole.

⁷⁰ Archives sonores RTS, Bande 04041976DIS : « Émission Disso. Spécial Indépendance; réponses aux lettres des paysans », 4 avril 1976, 11 mn, 57 sec.

c'est la prospérité et les priorités ne concernent plus de combattre la famine mais d'améliorer notre environnement. Pour cela, nous devons entretenir le culte de l'effort et du travail⁷¹ ».

Cet exemple démontre que la tonalité des commentaires des paysans diffusés à l'antenne ainsi que celle des lettres lues par la rédaction de la radio éducative rurale étaient parfois très revendicatives. L'hypothèse que les paysans aient réussi à construire et à s'approprier un discours de résistance sur le dos du pouvoir ne peut être écartée. Il s'agirait alors d'une « résistance déguisée » du paysannat sénégalais à travers des discours prenant « des formes conçues pour obscurcir leurs [véritables] intentions ».⁷² Mais dans le contexte de l'époque, marqué par la censure ou le contrôle de l'information, une certaine modération s'exerçait tout de même dans les commentaires du journaliste animant l'émission pour en atténuer la portée subversive. La stratégie du gouvernement était certes de donner la parole aux paysans mais sans jamais oublier de valoriser en retour celle du pouvoir « qui travaille pour les masses paysannes et le bonheur du peuple⁷³ ».

Un profond sentiment d'injustice irradie la campagne sénégalaise comme le prouve une série de commentaires de paysans ainsi que de lettres lues à l'antenne⁷⁴. Ainsi ce paysan ressortissant du village de Darou Karim, dans la région de Diourbel, au centre du pays, interpelle les autorités en mai 1969 pour dénoncer la corruption et l'incompétence

⁷¹ *Ibid.*

⁷² James C. Scott, *Domination and the arts of resistance: hidden transcripts*, Yale University Press, 2008, p.

⁷³ Archives sonores RTS, Bande 04041976DIS : « Émission Disso. Spécial Indépendance; réponses aux lettres des paysans », 4 avril 1976, 11 mn, 57 sec

⁷⁴ Certaines lettres de paysans lues à l'antenne et dont la trace n'existe plus dans les archives audios de la RTS ont été traduites du wolof au français et compilées dans l'ouvrage de Michel Bourgeois. Nous avons fait le choix d'en exploiter certaines dans ce travail pour compléter l'analyse des bandes sonores de *Disso* encore conservées dans les archives de *Radio-Sénégal*.

dans le pays⁷⁵. Au micro du journaliste qui l'interroge dans le cadre de l'émission, il sert une véritable dénonciation du pouvoir en place :

Vous avez beau dire, mais tant qu'il n'y a pas de changement dans les attitudes, le pays restera tel quel. Quand dans un pays, ce sont les mal-honnêtes qui dirigent et les honnêtes qui suivent, rien ne va. Or telle est notre situation. Et puis, puisque vous cherchez la vérité, ne vous élevez plus contre ceux qui vous la disent dans vos émissions. Dans ce pays, on parle beaucoup mais on ne réalise rien du tout. Et il y a le fait que ceux qui travaillent ne sont pas payés en retour⁷⁶.

En juin 1969, un témoignage saisissant d'un cultivateur originaire de Guinaway-Diamm dans la région du Sine Saloum, en plein bassin arachidier, dénonce avec virulence les violences et la brutalité de l'État à l'encontre des paysans qui n'arrivent pas à éponger leurs dettes vis-à-vis des sociétés publiques d'encadrement du monde rural :

Nous paysans, travaillons 8 mois sur 12 pour ne gagner que moins de 15000 F. Si nos dettes ne sont pas entièrement réglées, on nous jette au secco et on nous saupoudre et on nous bat comme bête de somme. Or il se trouve que si le fonctionnaire qui gagne 100.000 F par mois détourne un million de l'État, on ne le saupoudre pas, on ne le bat pas. On le met simplement en prison. On lui trouve un bureau et sa femme lui envoie à chaque repas des poulets bien rôtis. Sommes-nous donc inférieurs aux fonctionnaires? Sont-ils plus citoyens que nous paysans⁷⁷?

Ce témoignage prouve que près d'une décennie après l'indépendance, la violence de l'État postcolonial emprunte beaucoup encore aux méthodes de coercition de l'administration coloniale. Les punitions corporelles et l'humiliation publique étaient en effet les armes utilisées jadis en AOF pour contraindre les autochtones de s'acquitter des corvées dans le cadre du travail forcé ou de payer l'impôt de capitation⁷⁸. La même tradition est

⁷⁵ Les semences et les engrais étaient cédés à crédit aux paysans qui avaient l'obligation de tout rembourser après la récolte agricole. Beaucoup avaient de la difficulté à honorer cette obligation.

⁷⁶ Bourgeois, p. 220.

⁷⁷ *Ibid.*, p. 220-221.

⁷⁸ Fall, *Le travail forcé*.

maintenue, jusqu'au début des années 1970, par l'État postcolonial envers les paysans sénégalais débiteurs vis-à-vis de l'administration fiscale, suscitant chez ces derniers un profond sentiment d'humiliation⁷⁹. Cette situation pose le problème de la nature de l'État postcolonial africain, lequel emprunte le plus souvent, durant les deux premières décennies postindépendance du moins, un mode autoritaire et violent⁸⁰.

L'opportunité offerte par *Dissoo* est aussi saisie par les paysans pour lancer une large dénonciation de la corruption de l'administration. Il en est ainsi de ce paysan de Ndiendieng dans la région du Sine Saloum, au centre du pays, qui déclare que « le chef d'arrondissement a tout vendu à un certain Oumar Dièye de Kaolack. Aucun paysan n'a rien reçu à ce sujet, et même le reste a été distribué à ses petits copains⁸¹ ». Ce mécanisme de détournement et de corruption fait l'objet d'un long et minutieux témoignage dans une lettre transmise par un paysan du nom d'Amadou Mballo originaire de Salikeguen, dans la région de Casamance, en juillet 1969.

Je vous écris cette lettre pour vous faire savoir comment on a partagé le mil. Tous les magasins sont pleins de mil. Le Préfet a donné 2 ou 3 sacs par village et les gens ont eu deux kilos, d'autres 3 kilos. Il donne surtout le mil aux fonctionnaires de Kolda; il a donné 15 sacs de mil au Service de la trypano et 15 sacs à l'ONCAD, 15 sacs à l'Agriculture, 15 sacs aux eaux et Forêts, 15 sacs à l'élevage; employés de la mairie : 20 sacs, Anciens combattants : 60 sacs. Il a fourni tous les fonctionnaires de Kolda. Il a préféré donner aux fonctionnaires qu'aux cultivateurs. Il a aussi bien fourni les chefs de quartier qui sont à Kolda. C'est pour boucher et fermer les yeux de ceux-ci parce que c'est eux qui connaissent pourquoi le mil est venu. Je crois bien qu'il faut fournir les pauvres des villages, plutôt que les fonctionnaires qui ont leur solde, Les villageois sont toujours là pour essayer de se renseigner sur le mil. Quand ceux-ci viennent chez le préfet, celui-ci appelle Yoro Diaw et ce dernier les renvoie comme des chiens⁸².

⁷⁹ Ibrahima Samba Bocoum, *crise de l'arachide au Sénégal : itinéraire d'un témoin indépendant*, Paris, l'Harmattan, 2017, p. 32.

⁸⁰ Achille Mbembe, *De la postcolonie, essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, p. 52.

⁸¹ Bourgeois, p. 226.

⁸² *Ibid.*

Cette liberté de ton pourrait s'expliquer en partie par le fait que l'anonymat était parfois de mise chez les paysans qui expédiaient ce type de lettres à la radiodiffusion nationale. Certains se contentaient de donner des informations très vagues sur leur identité ou leur adresse pour qu'il ne soit pas possible de les retracer. En écoutant l'émission *Disso* diffusée le 29 août 1976, le journaliste à l'antenne félicite ainsi un paysan qui a décliné son identité, donné son adresse et celle de la coopérative à laquelle il appartient dans sa lettre⁸³. « Ce paysan est un modèle que devraient suivre tous ceux qui nous envoient des lettres. Beaucoup omettent volontairement leurs noms et leurs localités et pensent qu'il faut se cacher quand on critique. Il ne nous facilite pas la tâche car il nous est alors difficile de faire le suivi de leurs problèmes »⁸⁴. Selon Abdel Kader Diokhané, il n'y avait pourtant aucune censure exercée sur les paysans.

La seule limite posée était les insultes. Senghor ne voulait pas voir relayées des insultes à l'antenne. Il était convaincu que c'était nécessaire de laisser s'exprimer librement les paysans car dans sa vision ils constituaient les développeurs du pays. Donc dans sa conception, ils doivent pouvoir parler de leurs problèmes, mais avec la manière c'est-à-dire sans insulter. Mais il n'y avait pas de censure. Et les paysans disaient : la radio rurale est notre député car elle fait le travail que devait faire notre député. Nous-mêmes comme journalistes de la radio éducative rurale, nous étions indépendants dans notre façon de travailler. Nous n'avions pas par exemple besoin, comme c'était d'usage à l'époque, d'aller faire une visite de courtoisie au gouverneur quand nous passions dans une région⁸⁵.

⁸³ Archives sonores RTS Bande 29081976DIS : « Émission *Disso* : santé animale ; amélioration des techniques culturales ; disponibilité des intrants ; réponse aux lettres des paysans », 29 août 1976, 31 mn, 28 sec.

⁸⁴ *Ibid.*

⁸⁵ Entrevue réalisée avec Abdel Kader Diokhané, journaliste et animateur de *Disso* depuis 1970 jusqu'à nos jours, le 8 août 2019 à Dakar.

Aucune donnée ne permet de retracer le cas d'une poursuite judiciaire ou d'une persécution contre un paysan suite à ses commentaires sur les ondes de la radio éducative rurale. Mais il est probable que la violence étatique qui s'exerce encore sur les paysans en délicatesse avec leurs impôts soit un des facteurs qui sème la méfiance de ces derniers. La peur inhiberait ainsi certains paysans invités à s'exprimer dans *Dissoo* qui préféreraient envoyer des lettres anonymes. Mais cet anonymat avait l'inconvénient de brider l'esprit de cette émission qui reposait sur le principe de l'interactivité. Une autre dimension de cette émission résidait en effet dans la capacité de l'équipe de la radio éducative rurale à descendre sur le terrain pour aller vérifier les faits signalés par les paysans ou à mettre en rapport ces derniers avec les services étatiques compétents.

Un exemple est fourni par cet afflux de lettres en provenance de plusieurs localités du Djolof, dans le Nord du pays, signalant un problème de disponibilité de semences agricoles et de traitement de la santé bovine. « Cela fait beaucoup de plaintes sur ces sujets. Nous allons nous rendre sur place pour savoir ce qui se passe », promet ainsi le journaliste⁸⁶. Ce dernier donne également des conseils aux auteurs de ces lettres en leur indiquant les démarches administratives à entreprendre et les autorités à contacter. Cet exemple prouve que la mission assignée à la radio éducative rurale allait au-delà du fait de donner seulement la parole aux paysans. Elle jouait aussi un rôle de médiation et d'intermédiation entre ces derniers, l'État et les organismes d'encadrement du monde agropastoral. Elle incarnait et justifiait ainsi l'idée que Senghor se faisait de la radio comme

⁸⁶ Archives sonores RTS Bande 29081976DIS : « Émission *Disso* : santé animale ; amélioration des techniques culturelles ; disponibilité des intrants ; réponse aux lettres des paysans », 29 août 1976, 31 mn, 28 sec.

instrument de médiation au point de décréter que l'usage du mot « médiat » est légalement le seul qui sied pour la définir⁸⁷.

Comment des paysans analphabètes pouvaient-ils rédiger ces lettres très bien élaborées ? Comment arrivaient-ils à les acheminer jusqu'à la radio alors qu'ils habitent souvent des localités très reculées et dépourvues de tout. Selon Abdel Kader Diokhané, le plus souvent, les paysans ne dépensaient rien pour faire acheminer leurs lettres⁸⁸. Des enveloppes préaffranchies étaient distribuées aux groupes d'écoute collectifs aux frais de l'État.

Concernant l'obstacle linguistique, il convient certainement ici de reconsidérer la notion d'analphabétisme dans le contexte sénégalais. Celle-ci s'applique dans l'entendement général à celles et ceux qui ne savent ni lire, ni comprendre et encore moins écrire le français promue langue officielle. Elle ignore le plus souvent une réalité : beaucoup de Sénégalais savent lire et écrire l'arabe, puisqu'en tant que musulmans, ils ont fait des études coraniques. L'usage du *wolofal* qui consiste à écrire le wolof en utilisant l'alphabet arabe, est par conséquent largement usité dans les campagnes sénégalaises⁸⁹. El Hadj Mar Diop, un lettré en arabe, avait été ainsi recruté comme traducteur des lettres des paysans écrites wolofal en wolof parlé.

⁸⁷ Journal officiel de la République du Sénégal n° 4476 du 28 février 1976 : décret n°76-154 du 6 février 1976 relatif à l'usage des mots « gubernatorial » et « médiat », p. 305.

⁸⁸ Entrevue réalisée avec Abdel Kader Diokhané, journaliste et animateur de *Disso* depuis 1970 jusqu'à nos jours, le 8 août 2019 à Dakar.

⁸⁹ L'usage du wolofal est notamment notable dans l'écriture des correspondances privées dans les campagnes ou de poèmes à caractère religieux au sein des confréries soufies. Lire à ce propos Geneviève Ndiaye-Correard. *Les mots du patrimoine : le Sénégal*, Paris, Archives contemporaines, 2006, p. 573.

Des techniciens de l'ONCAD, de la SODEVA et d'autres structures chargées de l'encadrement du monde rural répondaient en direct aux interpellations et promettaient de faire le suivi⁹⁰. Finalement *Dissoo* aura été une émission de médiation, au sens senghorien de ce terme pour caractériser les médias, entre la base paysanne, les techniciens de l'animation rurale d'une part et le gouvernement d'autre part. L'exercice a eu aussi pour objectif de « libérer les esprits de l'obsession de la misère tout en faisant prendre conscience de l'urgence et de l'importance des réformes⁹¹ ». Cela passait par une prise de parole non bridée des paysans sur les ondes de *Radio-Sénégal* et l'élévation de ceux-ci au rang de citoyens avec des droits et devoirs, et non plus seulement des sujets du régime du Parti-État.

L'expression du malaise paysan sur les ondes a incontestablement permis de donner une dimension pacifique à celui-ci et d'amortir son potentiel déstabilisateur pour le régime de Senghor⁹². Elle a aussi été un moment de partage, même timide, du débat public. Celui-ci est resté monopolisé par le seul discours du Parti-État, l'UPS et du régime senghorien qui en est l'émanation. Mais avec *Dissoo* et la prise de parole paysanne, des espaces se sont libérés dans le système pour laisser s'exprimer les critiques et les difficultés qui se font jour dans le monde rural.

Cette concession du pouvoir a probablement facilité la transition qui débute en 1974 avec l'acceptation du régime de partager cette fois-ci l'espace politique avec d'autres

⁹⁰ L'Office national de coopération et d'assistance pour le développement (ONCAD) et la Société de développement agricole (SODEVA) sont les deux principales entreprises étatiques chargées d'impulser la modernisation de l'agriculture sénégalaise.

⁹¹ *Ibid.*

⁹² Bourgeois, *Senghor et la décolonisation...*, *op.cit.*

forces. Cette évolution se matérialise avec la reconnaissance du Parti démocratique sénégalais (PDS) comme nouveau parti d'opposition et débouche deux ans plus tard, en 1976, à la fin officielle du système du Parti-État, remplacé par un multipartisme limité dans un premier temps à trois formations politiques. La radio, en libérant la parole des paysans, semble avoir participé indirectement à cette évolution qui referme un cycle politique d'un quart de siècle de « monologue autoritaire », entre 1960 et 1976⁹³. Durant toute cette période, l'UPS s'est attelée à ne concéder aucune forme de dissidence ou de dissonance dans le débat public, sauf lorsqu'elle essaie de les récupérer à son profit comme le prouve l'expérience de *Disso*. Celle-ci traduit en fin de compte toute la complexité de la politique d'information mise en place par le régime de Senghor pour atteindre des objectifs de commandement politique et/ou de développement socio-économique.

⁹³ L'expression « monologue autoritaire » est du journaliste Moussa Paye qui a consacré plusieurs études au contrôle politique de la radiodiffusion au Sénégal. Lire à ce propos Moussa Paye, « De Radio Mali aux stations FM, la fin du monologue autoritaire » dans Diop, *La société sénégalaise...*, p. 465-490.

CONCLUSION GÉNÉRALE

La radiodiffusion de masse peut-elle être un appareil de commandement politique, un outil d'éveil des masses, un instrument d'affirmation identitaire et d'émancipation culturelle, un moyen de développement économique ainsi qu'un canal pour forger une nouvelle conscience nationale ? Cette problématique au cœur de notre étude suggère de prime abord l'importance acquise par la radio dans l'histoire du Sénégal, au vingtième siècle. Celle-ci est en effet difficilement dissociable de la forte imbrication entre d'une part l'évolution politique du pays, l'implantation puis l'utilisation de la radiodiffusion de masse d'autre part.

L'introduction de celle-ci dans l'espace sénégalais dans la première moitié du vingtième siècle a inauguré un nouveau cycle en matière de prise de parole. Jusqu'en 1939, la seule parole audible et admise dans l'espace public est celle du colonisateur soucieux de s'en servir pour améliorer l'efficacité de son mode de commandement. Elle empruntait alors des canaux traditionnels comme la presse imprimée, pour s'adresser à une élite, ou des collaborateurs locaux (interprètes, chefs traditionnels ou religieux, etc.) chargés de la relayer auprès des masses rurales le plus souvent analphabètes et peu en contact avec la culture de l'occupant colonial¹. Dans ce contexte, l'arrivée de la radiodiffusion de masse en 1939, dans un moment de fragilisation de la métropole confrontée à la menace nazi, introduit un changement de paradigme.

À la disposition d'un commandement colonial soucieux du maintien de l'ordre intérieur dans un contexte de conflit, cette radio a essentiellement versé dans la propagande sécuritaire entre 1939 et 1945, avant de s'ouvrir timidement après le conflit à des

¹ Tamba M'bayo, *Muslim interpreters in colonial Senegal, 1850-1920: mediations of knowledge and power in the lower and middle Senegal river valley*, Lexington, LB, 2016, 234 p.

préoccupations plus idéologiques. Celles-ci recouvraient entre 1946 et 1956 une ambition de mieux diffuser la culture et la langue françaises, en droit fil de la politique d'assimilation des populations indigènes qui figurait en ce moment dans l'agenda colonial. Car « la politique d'assimilation fut pendant plus de cent ans, au Sénégal et ailleurs, le but ultime de la France, et la langue française, un instrument efficace qui se voulait au service de cet objectif ² ». Ce n'est qu'à partir de 1956 que l'administration coloniale française renonce et consent une timide ouverture faisant de la place à l'élite africaine, dans le cadre de la semi autonomie favorisée par la Loi-cadre. Pour la première fois apparurent de petites brèches dans le dispositif mis en place jusque-là pour diffuser exclusivement la parole coloniale, en permettant au gouvernement semi-autonome de Mamadou Dia de disposer de quelques temps d'antenne parcimonieusement octroyés et surveillés par le Haut-commissaire de l'AOF.

Cette séquence s'élargit après le référendum de septembre 1958 qui permet aux territoires de l'ex AOF de passer du statut de la semi autonomie de la Loi-Cadre à la pleine autonomie dans le cadre de la Communauté franco-africaine. À partir de ce moment, le gouvernement Dia eut accès de manière beaucoup plus étendue aux infrastructures de la radio. Mais le système colonial n'était pas encore totalement liquidé et les litiges sur la gestion radiophonique furent nombreux avec la métropole. La séquence coloniale avait encore du mal à se refermer, et survivait par certains aspects jusqu'au milieu de l'année 1959 avant que la Fédération malienne, regroupant le Sénégal et le Soudan, n'affirme sa pleine souveraineté sur les ondes.

² Christian Valentin, discours prononcé lors de la VIIIe assemblée générale de l'AIPLF qui s'est tenu à Paris du 7 au 14 juillet 1977 cité dans Dumont, *Le français et les langues africaine...*, p. 316.

Que retenir de cette séquence coloniale ? On pourrait dire qu'en dépit des aléas techniques du début et des limitations causées par la rareté des postes récepteurs, il est clair que l'arrivée de la radio décloisonnait la capacité à transmettre l'information sans passer par le filtre des canaux traditionnels utilisés jusque-là. Si cette capacité a été exclusivement captée par l'autorité coloniale pendant deux décennies, entre 1939 et 1958, c'est une autre histoire qui s'écrit pour les deux décennies suivant cette dernière date. Après le référendum de septembre 1958, le Sénégal à l'instar des autres territoires de l'ex Afrique occidentale française excluant la Guinée-Conakry, laquelle avait choisi la voie de la pleine indépendance, entre dans la Communauté franco-africaine avec un statut d'État pleinement autonome et associé à la métropole. Doté d'un gouvernement responsable sur presque toutes les affaires internes, le pays, associé au Soudan dans la Fédération du Mali, fait le choix d'une radiodiffusion au centre des enjeux de pouvoir.

La séquence malienne, courte puisque n'ayant duré que 20 mois, fut cependant un moment essentiel d'expérimentation de l'utilisation de la radio comme moyen de peser de façon décisive sur ces enjeux de pouvoir. Ceux-ci ont tourné essentiellement, entre janvier 1959 et août 1960, dates respectives de la mise en place et de l'implosion de la Fédération malienne, sur des préoccupations et des stratégies de conservation, d'élargissement, d'ac-caparement et d'exclusion du pouvoir d'État au niveau des élites soudanaises et sénégalaises qui se disputent la direction de l'attelage fédéral. Pour la première fois, le 20 août 1960, on vit un président, celui de la Fédération du Mali Modibo Keita tenter d'utiliser la radio pour écarter ses adversaires sénégalais Senghor et Dia, avant d'être officiellement délégitimé par ces derniers à travers les ondes. Ce fut le premier coup d'État enregistré dans l'histoire de l'Afrique subsaharienne, même si les avis peuvent être partagés d'un

point de vue juridique et politique, sur sa nature et pour savoir qui du Soudanais ou des deux leaders sénégalais, en est l'initiateur et/ou l'auteur. Mais l'essentiel est certainement ailleurs : ces événements ont démontré la puissance que pouvait avoir la radio dans une crise de régime au point d'être déterminante dans son issue. Ce constat est d'autant plus pertinent que suite à ces événements, le Sénégal, par les voix de Senghor et de Dia, ont donné corps à la « sécession » du pays par rapport à l'ensemble fédéral malien et proclamé officiellement l'indépendance du pays à la radio le 20 août 1960. La naissance du Sénégal indépendant est ainsi irrémédiablement liée à l'instrumentalisation de la radio par Senghor et Dia pour galvaniser leurs partisans, susciter un élan patriotique sénégalais et prendre le dessus sur leur adversaire soudanais.

L'intermède colonial et malien refermés, il devenait normal que la radiodiffusion, compte tenu de tous ces événements, prenne une place stratégique au cœur du dispositif du régime politique de l'Union progressiste sénégalaise (UPS). Tirant certainement les enseignements de l'expérience malienne, le nouveau régime sénégalais expérimente ainsi la transformation de la radiodiffusion nationale en appendice du gouvernement et du parti au pouvoir pour non seulement légitimer et défendre le pouvoir en place, mais également construire un État-nation négro-africain et socialiste. Rarement sans doute, un pouvoir n'est allé aussi loin en responsabilisant et en positionnant ainsi un appareil médiatique dans un processus de construction nationale, de mise en place d'un État et de faire émerger un « homme nouveau ». Cette expérience sénégalaise est inédite en ce sens que la radiodiffusion nationale est transformée non seulement en instrument servant les intérêts politiques du régime mais également en appareil destiné à susciter de profondes transformations sociales, économiques et culturelles.

En assignant par exemple à la radio la mission d'inculquer aux Sénégalais l'amour de leur pays, la connaissance de leur histoire, l'assimilation de leur culture, le culte de la propreté et de l'hygiène, le respect des droits des femmes, celui de l'autorité et de l'État, en les incitant à se reconnaître dans une identité forgée de toutes pièces à travers le moule islamo-wolof, les autorités ont voulu promouvoir une forme de citoyenneté conforme à leur projet de société. Cette volonté de favoriser l'émergence d'un citoyen modèle s'arime également à une démarche identitaire construite autour de la philosophie de la négritude prônée par Léopold Sédar Senghor.

Cette négritude qui se veut inclusive puisqu'enracinée dans les valeurs culturelles africaines mais ouverte aux apports du monde, était censée faire émerger des citoyens sénégalais fiers de leur africanité, de leur histoire et de leur culture mais suffisamment ouverts pour apporter leur contribution à la « civilisation de l'universel » prônée par Senghor. Les innombrables discours de Senghor sur la négritude, les nombreuses émissions sur l'histoire du pays, les pièces de théâtre et de ballet ainsi que la musique traditionnelle qui ont marqué quotidiennement la programmation de *Radio-Sénégal* entre 1959 et 1976, témoignent d'une politique identitaire forte et ininterrompue durant cette période.

En insistant sur la négritude, l'identité, l'histoire, la culture, l'idéologie du socialisme africain et en propageant un civisme qui se voulait opérant sur les défis sociaux du moment, *Radio-Sénégal* s'inscrivait incontestablement dans la mise en place d'un récit national forgé essentiellement par l'Union progressiste sénégalaise et son chef Léopold Sédar Senghor. Ces derniers voulaient construire un État fort passant par la transmission du sens de l'autorité teintée parfois d'autoritarisme du Parti-État de fait qu'était l'UPS. Le

culte de personnalité propagé par *Radio-Sénégal* autour de la figure de Senghor s'inscrivait dans cet objectif ultime. Ce culte se distinguait par un certain raffinement, bien loin de celui qu'on relevait chez les autres homologues africains de Senghor dont ce dernier voulait incontestablement se démarquer. Le culte de la personnalité se voulait ici marqué par un certain intellectualisme et adossé à de grandes idées comme la négritude ou le socialisme africain. Senghor, qui n'a jamais caché une certaine fascination pour Mao Tsé Toung ou Lénine, bien qu'opposé à leur philosophie politique, se voulait une grande intelligence et un homme de lettres perdu en politique.

Il affectait donc d'être confondu avec des chefs d'État africains dont beaucoup, à mesure qu'on avançait chronologiquement dans la postcolonie, étaient souvent de simples sous-officiers ou officiers subalternes qui par la force des baïonnettes, avaient fomenté des coups d'État pour accéder au pouvoir. Mais comme Mao ou Lénine, il ne boudait pas un certain plaisir à être célébré comme un grand acteur de l'histoire moderne.

Le culte de personnalité qui a eu cours à *Radio-Sénégal*, souvent par le biais d'éditoriaux brillants, dont la formulation était très surveillée par Senghor lui-même pour en garantir avant tout la qualité de l'expression écrite et orale, n'avait rien à voir avec celui noté dans d'autres pays africains. Ceux-ci étaient plutôt habitués à chanter le père de la Nation en lui parant de titres dithyrambiques empruntant au lyrisme le plus primaire. Senghor n'avait pas ainsi besoin d'être appelé père de la nation.

Il suffisait juste qu'il occupe les ondes en permanence, adopte une position professorale et disserte sur des sujets savants, pour installer dans l'imaginaire qu'il était effectivement un surhomme, « une chance que le monde envie » aux Sénégalais comme le clame l'éditorialiste Lamine Diakhaté. Celui-ci prenait alors le soin de mettre cette affirmation

au compte d'illustres intellectuels occidentaux que Senghor considérait comme ses véritables « *nawlé* »³. Cet exemple illustre à merveille la technique raffinée par laquelle fonctionnait le culte de la personnalité de Senghor et qui le rendait unique et différent sur le continent africain.

Cette dimension de la propagande de *Radio-Sénégal* était du reste conforme au style de Senghor dont la gouvernance politique, même quand elle emprunte le chemin de l'autoritarisme, se donne toujours des apparences de civilité démocratique. L'UPS a ainsi beau être un Parti-État et un parti unique de fait durant les deux premières décennies post indépendance, la constitution du pays a toujours été écrite pour ne jamais entériner de jure cette situation politique. Cet imbroglio constitutionnel a donné lieu parfois à des interprétations ingénieuses de la part du pouvoir soucieux de ne pas reconnaître de parti d'opposition tout en se disant contre le parti unique. Ainsi entre 1963 et 1976, Senghor s'est obstiné à faire croire que le pluralisme politique était une réalité puisque l'UPS n'était pas un parti unique mais un parti unifié, abritant donc en principe plusieurs courants.

Tout le discours de Senghor est parsemé en fin de compte de nuances destinées souvent à sortir du piège des caractérisations jugées infamantes. Le parti unifié est mis en avant comme échappatoire à l'abomination d'être logé à la même enseigne que les régimes de parti unique qui avait cours dans pratiquement tous les pays d'Afrique. Son discours sur l'enracinement et l'ouverture ou encore la civilisation de l'Universel démentaient toute accusation de repli culturel ou de racisme de la part du chantre de la négritude qu'il était.

³ La notion de *nawlé* chez les Wolofs renvoie à une appartenance à la même classe sociale ou corporation professionnelle.

L'affirmation, constante durant tout son parcours politique, de ses options socialistes, étatiques et planificatrices, se dédouble également d'une fibre pro-occidentale. Tout se passe comme si le senghorisme produisait toujours des antidotes pour limiter, borner ou anesthésier les effets de ses propres inventions.

Ce constat s'applique largement aux secteurs éducatif et économique dans lesquels la radiodiffusion nationale s'implique de manière massive sous le règne de Senghor. Dans le secteur éducatif, des options ambivalentes ressortent de l'expérience que nous avons étudiée. D'une part, il y a un souci de donner au français, langue officielle du jeune État sénégalais, une place centrale. Mais d'autre part, la structuration des programmes radio-phoniques permet de cantonner le français essentiellement dans une sphère scolaire et de faire du wolof la langue de communication privilégiée à la radio et dans la sphère sociale. D'où le grand paradoxe du Sénégal, pays reconnu comme un des moteurs de la Francophonie politique, mais où le français demeure largement dominé voire marginalisé dans la société par le wolof⁴.

Il s'agit là d'une réalité dans laquelle la radio, promotrice du moule civilisationnel islamo-wolof, a incontestablement joué un rôle important. Senghor qui aimait se définir comme un « petit sérère » aura été ainsi le meilleur ambassadeur de la diffusion de la langue et de la culture wolof comme il aura, en bon stratège politique, lui le Chrétien très croyant, mis tout en œuvre pour ne pas contrarier l'expression de l'identité musulmane du pays. Tous les programmes de la radio, sous son règne, attestent de ces choix pouvant

⁴ Cette résistance du wolof face au français remonte cependant à la colonisation. Ainsi au sortir de l'époque coloniale, seule une proportion de 2% de Sénégalais parle le français. Lire à ce propos Dumont, *le français et les langues africaines...*, p. 316.

apparaître comme surprenants à un observateur non averti mais qui s'inscrivent dans une stratégie bien pensée de conservation du pouvoir dans le cadre du contrat social sénégalais.

Cette stratégie explique enfin toute la subtilité de la politique de Senghor envers le monde paysan qui comprend dans sa conception aussi bien les agriculteurs, les éleveurs de bétail que les pêcheurs. La première catégorie, du fait de sa masse critique puisque que constituant dans les décennies 1960 et 1970 plus de 80% de la population, avait cependant toute l'attention de son régime. L'expérience de *Disso*, lancée à partir de 1965, révolutionne le concept de radio éducative en lui accolant l'adjectif « rurale ». La radio éducative rurale constitue en effet un faisceau d'initiatives audacieuses en matière de prise de parole, de commandement politique et d'initiatives de développement.

L'ingéniosité de Senghor encore une fois, a été d'utiliser la radio comme moyen de gouvernance politique majeur. Alors que la colère montait dans les campagnes sénégalaises au milieu des années 1960, du fait de la sécheresse et de l'écroulement sur le marché international du prix de l'arachide, le principal produit commercial cultivé par les agriculteurs sénégalais, il a pu sauver son régime peut-être d'une révolte populaire avec *Disso*.

En laissant la colère paysanne s'exprimer librement sur les ondes, Senghor a gagné le pari risqué de transformer cette colère en procès non pas de son régime mais d'une administration corrompue et incompétente faute d'appliquer « la politique du président ». Cette posture lui permet de se construire une image d'allié des paysans et de légitimer cette démarche en mettant en place des structures jouant à la fois un rôle d'intermédiation, de formation et maintenant un dialogue permanent avec les agriculteurs, les éleveurs et

les pêcheurs. La radio éducative rurale a également permis à Senghor et à l'UPS de populariser leur conception de socialisme coopératif en jouant un rôle d'animation et de formation par les ondes des coopératives de paysans. Ressuscitant le *Penc* et le mythe de l'arbre à palabres de l'Afrique traditionnelle, *Disso* n'était pas qu'une compilation de plaintes paysannes, mais une plateforme démocratique et économique⁵. Elle permettait de discuter aussi bien de l'amélioration des intrants et des techniques agricoles que de la propreté et de l'aménagement des villages, de la santé des ruraux ou du bétail, de la participation des paysans aux élections locales ou nationales, etc.

Cette prise de parole non bridée était d'autant plus remarquable qu'elle intervenait dans un espace public exclusivement capté par l'UPS qui ne tolérait aucun autre discours que le sien. La radio éducative rurale a également révélé le caractère marginal de la langue officielle, le français, dans la participation du monde rural à la construction nationale et le caractère fluctuant de la notion d'analphabétisme. Celle-ci ne s'appréciait en effet dans les statistiques officielles que par rapport au français que ne maîtrisaient pas plus des trois quarts de la population sénégalaise.

Or celle-ci, très majoritairement musulmane, comptait en son sein non seulement une élite arabophone, mais également beaucoup de lettrés capables d'utiliser l'alphabet arabe. Cette situation a fait naître depuis fort longtemps une littérature en *wolofal*, consistant à écrire le wolof en utilisant l'alphabet arabe. C'est parce qu'elles ont eu l'intelligence

⁵ *Penc* : en wolof, place publique aménagée pour accueillir des assemblées publiques.

de faire du *wolofal* la langue de correspondance avec les paysans sénégalais que l'émission *Disso* et *Radio-Sénégal* ont réussi à asseoir un impact décisif dans le monde rural sénégalais.

La radiodiffusion, comme le démontre clairement notre étude, a donc été un élément déterminant de modernisation et de transformation de la société sénégalaise, aussi bien en milieu urbain que dans le monde rural. Elle a surtout été un moyen d'affirmation de l'État senghorien et un instrument de modelage d'une nation très marquée par la double influence de la culture wolof et de la religion musulmane. Toute notre étude témoigne de ces deux dynamiques qui convergent vers la mise en place d'un État-nation voulu et imaginé par l'UPS. L'histoire du Sénégal moderne reste très marquée par ce double héritage dont le modelage et la diffusion doivent beaucoup à la radiodiffusion nationale.

La contribution de celle-ci à la naissance des bases d'une nation sénégalaise, comme l'illustre notre étude, demeure une voie originale qui conforte une certaine exception sénégalaise. Aujourd'hui que les bases de l'État-nation sont solidement ancrées dans le temps, peut-on considérer que la radio a épuisé son rôle historique ? Certes le contexte a bien changé. L'État n'exerce plus de monopole sur un secteur majoritairement capté aujourd'hui par des intérêts privés et commerciaux. Le contexte sociologique a également bien changé. Entre 1976 et 2018, la population a été multiplié par 3, passant de 5 millions à près de 16 millions d'habitants⁶. Une nouvelle génération, majoritaire, sans aucun lien avec les préoccupations liées à la gestation et à la maturation de l'État-nation postcolonial,

⁶ « Sénégal : Population totale. Données » dans perspective.usherbrooke.ca
 Url : <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/tend/SEN/fr/SP.POP.TOTL.html> [page consultée le 23 novembre 2019]

a émergé. Les combats identitaires, idéologiques, politiques et même économiques des années 60 et 70 ont fait place à un arrimage voulu ou subi à une « civilisation de l'Universel » même si celle-ci n'a pas les contours rêvés par Senghor. Le poste récepteur de la radio n'est plus le seul transmetteur ou influenceur comme l'atteste la forte présence du téléphone cellulaire et dans une certaine mesure de l'internet dans les campagnes sénégalaises⁷. Mais la radio demeure encore, et très largement, le médium le plus influent et le plus accessible pour les populations. Sa vocation aujourd'hui ne serait-elle pas de s'approprier la bonne gouvernance démocratique loin de toute partisanerie politique ?

On peut penser que les premiers jalons d'une telle transition sont déjà en cours. Il suffit de considérer le rôle joué par les médias en général, et la radio en particulier dans l'avènement de la première alternance au sommet du pouvoir sénégalais en l'an 2000, pour mesurer la puissance qui peut encore être celle de la radio dans la société sénégalaise. Ce rôle de vigie, renouvelé depuis lors à chaque scrutin présidentiel, fait de la radio un redoutable observateur de la transparence des élections se déroulant dans le pays, certainement mieux que les lourdes missions officielles étatiques ou organisationnelles dépêchées sur le terrain.

Moins lourde et plus malléable que la télévision, plus accessible que l'internet et moins élitiste que la presse écrite, la radio, présente au plus profond des campagnes sénégalaises par la magie du poste récepteur, n'a pas fini de transformer la société et le pays. Mais encore faudrait-il que ce rôle de vigie qu'elle s'est attribuée soit arrimé à une exigence de professionnalisme et à une ambition de rendre irréversibles les pratiques de

⁷ Diop, (dir.), *Le Sénégal à l'heure...*, p. 388.

bonne gouvernance démocratique comme seule norme de fonctionnement et d'évolution de l'État-nation sénégalais.

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

I- Archives sonores de la Radio-télévision sénégalaise (RTS)

1 - Fédération du Mali et Sénégal (1959-1960)

- **Année 1959 :**

- Bande 59 B 08 : Émission spéciale n°2 sur l'histoire du Mali. Discours prononcé à Saint-Louis le 12 décembre 1959 par le Président Mamadou Dia et le Général De Gaulle, place Faidherbe.
- Bande 59 B 09 : Émission spéciale naissance du Mali. Orateurs : Maurice Yaméogo (Haute Volta), Léopold Sédar Senghor (Sénégal), Sadibou Kane (Mauritanie), Modibo Keita (Soudan).
- Bande usée et non cotée : 17 janvier 1959, session à l'Assemblée constituante du Mali. Allocutions de M. Lamine Guèye, délégué du Soudan, Mahama Haidara, délégué du Dahomey, M. Adande, de Haute Volta, M. Maurice Yaméogo, du Sénégal, Léopold Sédar Senghor. Proclamation officielle de l'existence de l'Assemblée constituante fédérale. Vote du bureau de l'Assemblée. 24 juin 1959, duplex Saint-Louis, ratification de projets de loi du Mali par la République du Sénégal.

- **Année 1960 :**

- Bande 60 B 01 : Émission spéciale Semaine du Mali ; 5 extraits de discours au congrès du PFA par Mamadou Dia, Djibo Bakary et Zinsou. 26'30. Commentaires sur article Mamadou Dia dans le journal Le Monde sur le Mali. 84. Mesures d'austérité prises par le Ministre des Finances du Mali à la conférence politique du Mali.
- Bande 60 B 02 : Discours Léopold Sédar Senghor à la conférence constitutive de la centrale syndicale du Mali 4 avril ; 17'. Allocution Sow Alassane à la séance clôture de la Confédération nationale des syndicats du Mali, 6 avril 60 ; 8'15. Admission du Mali à L'OIT à Genève, discours Ousmane BA, Ministre de la Fonction Publique du Mali Conférence centrale syndicale du Mali (motions)
- Bande 60 B 03 : Signature des Accords franco-maliens 4 avril 1960 ; discours Michel Debré et Modibo KEITA. Allocution Léopold Sédar Senghor au congrès des syndicalistes. Déclaration du Ministre de la Fonction Publique Ousmane BA à la Conférence de l'OIT à Genève 21 juin 1960. Interview Boubacar Guèye, Ministre de la Justice, à son retour des fêtes de l'Indépendance du Congo ex-belge.
- Bande 60 B 06 : Conférence de M. Senghor au séminaire des jeunes du Mali : « préhistoire et les groupes ethniques d'Afrique noire ». Conférence politique du Mali à Bamako du 21 au 22 mai (interview Senghor travaux sommet de la Communauté). (4'). Déclaration Senghor 3 avril.
- Bande 60 B 07 : Échange des instruments de ratification des accords de transfert de compétence au Palais gouvernemental, le 19 juin 1960 : Jacquinet, Modibo Keita, Foyer. Historique sur les gouverneurs en AOF jusqu'à l'indépendance. Remise Lettres de créances : ambassadeur E.U. Dumont, Représentant République Vietnam, République Chine nationaliste, Ambassadeur d'Allemagne, Reichold, Ambassadeur Israël, Ambassadeur Grande Bretagne.

- Bande 60 B 08 : Proclamation de l'Indépendance du Mali le 20 juin 1960 ; Discours du Président Senghor, du Président Lamine Guèye. Hymne du Mali (nouveau), discours du Président Modibo Keita.
- Bande 60 B 10 : Historique du Mali.
- Bande 60 B 11 : Voyage du Président Modibo Keita au Liberia, 15 au 19 juillet ; (35').
- Bande 60 B 12 : Interview Président Modibo Keita à son arrivée à Dakar 3 avril (possibilités de rapprochement avec Conseil Entente). (4').
- Bande 60 B 13 : Le conseil de sécurité adopte l'accession du Mali à l'Onu : 28 juillet. (27'). Discours du Président Mamadou Dia à l'Assemblée législative du Sénégal (dernière session avant l'indépendance).
- Bande 60 B 14 : Remise du drapeau malien par M. Modibo Keita le 30 juillet 1960. (6'). Coup d'Etat du 19 août 1960 à Dakar : déclaration de M. Léopold Sédar Senghor, secrétaire général de l'UPS ; déclaration de M. Obèye Diop, ministre de l'Information ; déclaration de M. Mamadou Dia, Président du gouvernement sénégalais ; résolution adoptée par le comité exécutif de l'UPS ; conseil des ministres du 20 août ; déclaration d'El Hadj Falilou Mbacké, khalife général des mourides (traduction en français) ; déclaration de Cheikh Tidiane Sy, chef de la « secte » tidjane ; « fait du jour » de Lamine Diakhaté.

2 - Évènements de décembre 1962

- **17 décembre 1962 :**
 - Bande 62 B 32 ; bande originelle perdue mais dont les éléments sonores ont été récupérés et gravés sur CD : déclaration du Président Senghor après le Coup d'Etat⁸ (en français et en wolof) ; déclaration de M. Lamine Diakhaté (Directeur de cabinet du Président Senghor) ; rappel des faits ; procès-verbal de la séance historique chez le président Lamine Guèye ; déclaration de M. Alioune Cissé, CNTS ; messages de fidélité au chef de l'Etat.
- **18 décembre 1962 :**
 - Bande 62 B 32 : séance à l'Assemblée Nationale ; modification de la Constitution. Allocution du Président Lamine Guèye ; allocution de M. Khar Ndoffène Diouf ; nomination des commissaires ; déclaration de MM. d'Arboussier et Macodou Ndiaye.
- **19 Décembre 1962 :**
 - Bande 62 B 33 : discours d'investiture du Président Senghor devant l'Assemblée Nationale ; conseil national de l'UPS. Communiqué lu par M. Lamine Diakhaté (19 décembre 1962) ; révision de la Constitution : commentaires faits par le Ministre de l'Information Lamine Diakhaté (21 décembre 1962)
- **31 décembre 1962 :**

⁸ Nous reprenons la terminologie utilisée par la Rts qui qualifie, dans tous ses documents sonores, les événements de 1962 de « coup d'État ».

- Bande 62 B 33 : message de vœux du président de la République.

3 - Évènements année 1968

- **Activités statutaires de l'UPS : réunions bureau politique, congrès et conseils nationaux**
 - Bande 68 B 22 ; Conseil national de l'UPS : rapport du Président Senghor sur la situation économique et sociale (le 05-05-1968) ; grand Magal de Touba : reportage-allocation du secrétaire du khalife général des mourides.
 - Bande 68 B 23 : conseil national du PS : travaux sous la présidence de M. Mady Cissokho, le 5 mai 1968 ; résolution finale lue par Abdoulaye Diack
 - Bande 68B31 : conseil national de l'UPS (20-07-1968) ; allocution du secrétaire général L. S. Senghor.
 - Bande 68 B 32 : compte-rendu des travaux du Conseil national de l'UPS (20-07-1968) ; sixième congrès de l'UPS, 5, 6 et 7 janvier 1968.
- **Activités gouvernementales et parlementaires**
 - Bande 68 B 29 ; séance Assemblée nationale : élection président Amadou Cissé Dia ; allocution de M. Cissé Dia faisant l'éloge de Me Lamine Guèye.
 - Bande 68 B 30 : édition spéciale (07-07-1968) ; décisions prises à l'Assemblée nationale ; sacrifices consentis par les députés.
 - Bande 68 B 24 : grand magal de Touba : allocutions du ministre Cissé Dia (18 mai 1968).
 - Bande 68 B 28 : obsèques nationales du Président Lamine Guèye (11-06-68) ; édition spéciale (16-06-68).
- **Grèves de 1968**
 - Bande 68 B 24 : rencontre des centrales syndicales africaines Csa-Uspa. Discours Doudou Ngom, SG de l'UNTS, Thierno Diop, secrétaire d'Etat M. Bellage, présidence de la CSA, Kaba Mamadi, vice-président de l'USPA (21 mai 1968) ; le Chef de l'Etat reçoit les représentants des centrales syndicales (discours)-22 mai 1968 ; agitations à l'Université : allocution du ministre Cissé Dia (26-05-1968) ; interview du Directeur général de « jeune Afrique », M. Béchir Ben Yahmed (30-05-1968) ; événements de Dakar – grèves : commentaires et motions de soutien au gouvernement émanant de Kaolack, Bakel et Bambey (30-05-68).
 - Bande 68 B 26 : grève générale du 30 mai au 4 juin. Duplex en français avec Tambacounda ; traduction en ouolof du communiqué du bureau politique ; réactions diverses dans les régions ; réactions diverses dans le Sine Saloum.

- Bande 68 B 28 : mesures d'ordre socio-économique prises par le gouvernement (discours de Senghor).

4 - Émissions culturelles et historiques (1960-1976)

- **Festival mondial des arts nègres – avril 1966**
 - Bande 2603 FESMAN 66 : Spécial Festival mondial des arts nègres.
 - Bande 04 FESMAN 66 : Spécial Festival, le Musée Dynamique.
 - Bande 04 FESMAN 66 : Arrivée des délégations.
 - Bande 04 FESMAN 66 : Spécial Festival, prix de littérature, musique et de cinéma.
 - Bande 04 FESMAN 66 : Spécial Festival, vernissage d'expositions.
 - Bande 04 FESMAN 66 : Spécial Festival du journal parlé.
 - Bande 04 FESMAN 66 : Spécial Festival, colloque à l'Assemblée nationale.
- **Ensemble lyrique traditionnel et enregistrements divers**
 - Bande 01 ELT 69 : titre Lamine Guèye.
 - Bande 06 ELT 66 : collections de prestations.
 - Bande 02 ELT 66 : Prestations de Lalo Kéba Dramé et Soundioulou Cissokho.
 - Bande-01-12 ELT 69 : Prestations de l'Ensemble lyrique traditionnel, 1969.
 - Bande 01-12 ELT 70 : Prestations de l'Ensemble lyrique traditionnel, 1970.
 - Bande 06 ELT 66 : prestations Abdoulaye Mboup.
 - Bande 01 GAF 61: prestations Guelaye Aly Fall.
 - Bande 01SDL 70 : prestations Samba Diop Lélé.
 - Bande 05 ELT 70 : prestations Ensemble lyrique traditionnel.
- **Émissions historiques de *Senegal Demb***
 - Bande 01 SD 70: *Senegal Demb*, Lat Dior Ngoné Latyr Diop.
 - Bande 01 SD 70: *Senegal Demb*, Alboury Ndiaye.
 - Bande 01 CA 64 : *Senegal Demb*, famille Ngaraff.
 - Bande 03 NDI 64 : *Senegal Demb*, Ndiadiane Ndiaye.

5 - Émissions civiques, sociales et économiques (1960-1976)

- Bande 01 JP 74 : magazine du journal parlé sur le village de vacances du Cap Skirring.
- Bande 69 YET 02 : émission yété, février 1969.
- Bande 72 NOF 01 : *Keur Noflaye*, janvier 1972.
- Bande 72 NOF 02 : *Keur Noflaye*, février 1972.
- Bande 01 SAC 76 : *Coumba ak Samba* janvier 1976.
- Bande 02 SAC 76 : *Coumba ak Samba* février 1976.
- Bande 03 SAC 76 : *Coumba ak Samba* mars 1976.
- Bande 69 DIS 02 : émissions Disso février 1969.
- Bande 76 DIS 04 : émissions *Dissoo* avril 1976
- Bande 76 DIS 09 : Émissions *Dissoo* août 1976.

II- Archives Nationales du Sénégal (ANS)

1 - Fonds de la Fédération du Mali

- *FM 00112*, Négociations franco-maliennes ; option du Mali pour l'Indépendance, proclamation, discours ; activités Mouvements des jeunes de l'UPS-UJPS et RDA ; problèmes monétaires en AOF : messages, échos de presse, lettre de Gabriel d'Arboussier au Général De Gaulle, N° spécial sur l'indépendance du Mali paru dans *Paris-Dakar* (64 P). Années 1959-1960.
- *FM 00113*, Informations de presse et renseignements généraux sur divers pays, organisations et mouvements d'Afrique et d'ailleurs ; problèmes économiques, culturels et sociaux ; délégations africaines à l'étranger à l'occasion de la fête du 1^{er} mai : extraits de presse, bulletins de renseignements. Années 1959-1960.
- *FM 00114* : Conférence de coordination de l'information du Mali, travaux de la Commission fédérale de coordination : comptes-rendus, procès-verbaux des séances, rapport de présentation. Années 1959-1960.
- *FM 00115* : Radiodiffusion du Mali. Organisation et fonctionnement, situation du personnel : correspondance échangée avec le ministère de l'Information, organigramme, décret, notes rapport. Années 1959-1960.
- *FM 00116* : Renseignements généraux sur les activités de divers pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe, d'Amérique et sur les organisations internationales et de masses : fiches de renseignement. Années 1959-1960.
- *FM 00117* : Renseignements sur la première bombe atomique française et ses retombées radioactives dans les Etats de la Communauté ; activités syndicales et politiques ; saisie par la gendarmerie de Ziguinchor d'un fusil de chasse perfectionné ; correspondance, rapport, fiches, notes. Année 1960.
- *FM 00118* : Conférence de coordination de l'Information au Mali, travaux de la Commission fédérale, propositions : rapport de présentation, compte-rendu. 1960.
- *FM 00119* : Direction fédérale de l'Information et de la radiodiffusion du Mali : revues de presse. Années 1959-1960.
- *FM 00120* : Renseignements généraux sur propagande anti-malienne de personnalités sénégalaises, tracts de partis politiques et de syndicats ; réunions de cheminots à Bamako ; salaires et accessoires du personnel de Radio-Mali ; constitution de l'Association sportive des arènes Modibo Keita ; contre-espionnage, activités communistes : carte d'identité membres du gouvernement malien, coupures de presse, fiches de renseignements, procès-verbaux. Années 1959-1960.
- *FM 00121* : Service fédéral de l'Information et de la radiodiffusion ; activités ; statut Commission de la carte d'identité professionnelle de journaliste ; commande d'un poste émetteur ; rôle de l'information ; convention sur la radio ; organisation de l'Ecole Fédérale de la Police : synthèse politique et sociale de la Police, brochure sur la sécurité sociale, correspondance, rapport. Années 1959-1960.
- *FM 00122* : Correspondance départ ; revues de presse et résumé des nouvelles annoncées par Radio-Mali et Radio-Sénégal ; coupures de presse ; séance Conseil Général de l'Ugta ; déclaration Mamadou Aw à l'Assemblée générale de l'Onu après l'admission du Mali ; réaction de Bamako après la reconnaissance de la République du Sénégal par la France. Années 1959-1962.
- *FM 00123* : Demandes d'emploi adressées au ministre. Année 1959.

2 - Fonds de la vice-présidence et de la présidence du Conseil du gouvernement du Sénégal

- VP 00340 : Secrétariat d'État à l'Information et à la presse. Gestion du personnel et des services : circulaires, correspondance. 1959-1960.
- VP 00341 : Ministère de l'Information de la Radiodiffusion et de la Presse. Activités : circulaires, textes de communiqués. 1957-1962.
- VP 00342 : Ministère de l'Information de la Radiodiffusion et de la Presse. Activités, transfert de Radio-Sénégal de Saint-Louis à Dakar ; film sur les événements survenus au Sénégal depuis l'avènement du Mali réalisé par Mamadou.
- Ministère de l'Information et de la Sécurité du Mali, « Compte rendu de la séance de travail pour la coordination de l'Information le 12 mars 1960 », Dakar, 1960.
- Ministère de l'Information, de la Presse et de la Radiodiffusion, *Livre Blanc sur le Coup d'Etat manqué du 19 au 20 août 1960 et la Proclamation de l'Indépendance du Sénégal*, Dakar, 1960.

3 - Fonds Sénégal indépendant (classement et traitement non encore achevés par les Archives nationale du Sénégal

- ANS, BI III 4° 2522 : VIIIème congrès de l'Union progressiste sénégalaise, 1972. Rapport sur la presse et l'information
- ANS BI II 4° 130 : « La place et le rôle du français : discours prononcé par M. Léopold Sédar Senghor à l'académie des sciences d'outre-mer (2 octobre 1981), *Afrique contemporaine*, n°177, septembre-octobre 1981, p. 17-18.
- ANS BI III 4° 4168 : « Du métissage biologique au métissage culturel » par Léopold Sédar Senghor, présenté à l'occasion du colloque sur le métissage tenu à Lisbonne le 16 juin 1980.
- ANS, BI II 4° 193 : Léopold Sédar Senghor : « Pour une philosophie négro-africaine et moderne, *Ethiopiques* n°23, juillet 1980, p.5-32.
- ANS BI II 8° 193 : Léopold Sédar Senghor : « Un homme, un peuple, un pays », *Ethiopiques*, n°21, janvier 1980, p. 4-11.
- ANS BI II 4° 122 : Léopold Sédar Senghor : la politique gouvernementale de développement économique et social (à court et moyen terme), *Bulletin de l'Afrique noire*, n°998, 4 avril 1979, 77-79.
- ANS, BI II 8° 197 : Léopold Sédar Senghor « pour un nouvel ordre culturel mondial », *Revue des parlementaires de langue française* n°34, 1978, p. 8-12.
- ANS BI III 8° 2054 : Léopold Sédar Senghor, *Pour une relecture africaine de Marx et d'Engels*, Dakar, les Nouvelles éditions africaines, 1976, 71 p.
- ANS BI I 8° 4740 : « Réponse de Senghor à Césaire : la négritude, comme culture des peuples noirs, ne saurait être dépassée », par L. S. Senghor, *Présence africaine*, numéro spécial, septembre 1976, p. 49-66.
- ANS BI II FOL 11 : Léopold Sédar Senghor, « pour une société sénégalaise socialiste et démocratique » (rapport au congrès extraordinaire de l'UPS, 27-29 décembre 1976, Dakar), *L'Unité africaine*, n°22 et 23, janvier 1977, p. 8-27.
- ANS BI II 8° 195 : Léopold Sédar Senghor, « culture et développement », *Ethiopiques*, numéro spécial, Novembre 1976, p. 46-52.

- *ANS BI II 4° 418* : « Senghor à l'ouest africain : notre entrée dans l'internationale socialiste confirme notre option plus qu'elle ne la suscite ». Propos recueillis par Obèye Diop, *L'ouest africain*, n°147, novembre-décembre 1976, p. 3-7.
- *ANS BI II 8° 115* : Léopold Sédar Senghor : « L'Afrique et le nouvel ordre économique mondial », *Revue française d'études politiques africaine* n°128, août 1976, p. 80-90.
- *ANS BI II 4° 418* : Léopold Sédar Senghor : « Vers un nouvel ordre économique mondial », *L'Ouest-africain*, n°147, novembre-décembre 1976, p. 51-55.
- *ANS BI II 4° 396* : « Le socialisme africain et la voie sénégalaise », conférence prononcée à Brazzaville le 24 février 1974 par le président Léopold Sédar Senghor, *Perspectives euro-africaines*, n°18, mai 1974, p. 39-50.
- *ANS BI II 8° 139* : Léopold Sédar Senghor : « une main tendue à la diaspora noire, *L'Afrique littéraire et artistique* n°33, octobre 1974, p. 3-8.-
- *ANS BI I 8° 4420* : Léopold Sédar Senghor : « la négritude, la seule arme efficace pour lutter contre les idéologies étrangères », *L'esprit créateur*, vol XI, n°3, Fall 1971, p. 75-78.
- *ANS BI II 4° 169* : Léopold Sédar Senghor : « La détérioration des termes de l'échange et la politique de développement (message adressé à Dakar, le 16 avril 1968 aux membres de l'union interparlementaire), *Nations nouvelles* n°18, décembre 1968, p. 7-11.
- *ANS BI I 8° 2890* : Rapport de politique générale : Politique, nation et développement moderne » par Léopold Sédar Senghor », Rufisque, Imprimerie nationale, VIème congrès de l'Union progressiste sénégalaise, 5,6,7 janvier 1968.
- *ANS BI II FOL 11* : Léopold Sédar Senghor : « Le Sénégal doit rester un pays de démocratie mais pour qu'il reste un pays de démocratie, il est essentiel que la violence ne prévale pas sur le dialogue. Message du président Senghor à la nation après l'assassinat du camarade demba Diop », *L'Unité africaine* n°240, 9 février 1967, p. 1-3.
- *ANS BI II FOL 11* : « Augmenter le rendement de la fonction publique par une double action de formation professionnelle et contrôle rigoureux ». Rapport introductif du camarade L. S. Senghor, secrétaire général de l'UPS au conseil national du 29 janvier 1967, Résolution finale., *L'Unité africaine* n°239 du 2 février 1967, p1, 8-10.
- *ANS BI II 4° 274* : Léopold Sédar Senghor. Standards critiques de l'art africain, *Arts d'Afrique* vol 1 n°1, automne 1967, p. 1-9.
- *ANS BI II 8° 120*: « Léopold Sédar Senghor, the function and meaning of the first festival of negro arts », *African forum*, vol 1, n°4, 1966, p. 5-10.
- *ANS PO III 8° 1291* : Léopold Sédar Senghor, « Les mesures de rigueur et d'austérité. Allocution à la nation sénégalaise le 13 septembre 1963 », *Publication du ministère de l'Information et des télécommunications du Sénégal*, Dakar 1963, 8 p.
- *ANS BI III 4° 1846* : IIIème congrès de l'UPS Thiès 4-6 février 1962. Rapport sur la doctrine et la politique générale ou socialisme, unité africaine, construction nationale, par Léopold Sédar Senghor, Dakar, 1962, 88 p. ronéotypées

- *ANS BI III 8° 1144* : Indépendance et construction nationale. Conférence faite à Yaoundé le 27 mars 1961 par Léopold Sédar Senghor devant les élèves de l'École cameounaise d'administration, Yaoundé, Secrétariat d'État chargé de l'information, 1961, 24 p.
- *ANS BI III FOL 27* : « VIII^{ème} congrès de l'Union progressiste sénégalaise », Dakar, *Le Soleil*, numéro spécial 1972, 62 p.
- *ANS PO II 4° 192* : Cheikh Bara Lô : « La Priorité à l'agriculture. Rapport du secrétariat général au VIII^{ème} congrès de l'UPS », *Sénégal d'aujourd'hui* n°14, janvier 1971, p. 16-20.
- *ANS BI II FOL 11* : « Le conseil national dénonce le phénomène de la classification, souhaite un encadrement renforcé de la paysannerie, réitère sa confiance au camarade L.S. Senghor pour la tâche difficile que le parti lui confie », *L'Unité africaine* n° 254, 18 mai 1967, p 1-7.
- Journal officiel de la République du Sénégal (JORS) :
- JORS n°3949 du 16 mars 1968 p. 317 : Décret n°68-226 du 28 février 1968 portant création d'une commission interministérielle de la radio éducative.
- JORS n° 4476 du 28 février 1976, p. 305 : décret n°76-154 du 6 février 1976 relatif à l'usage des mots « gubernatorial » et « médiat ».
- JORS du 8 novembre 1975 n°4454 p.1520-1521-1522-1523 : Décret n°75-1025 du 10 octobre 1975 relatif à l'orthographe et à la séparation des mots en sérère ; Décret n° 75-1026 du 10 octobre 1975 relatif à l'orthographe et à la séparation des mots en wolof.
- JORS n° 4561 du 7 mai 1977, p. 489 : Loi n° 77-55 du 10 avril 1977 relative à l'application de la réglementation en matière de transcription des langues nationales.

III- Récits de vie, études et sources orales

1-Récits de vie

BOCOUM, Ibrahima Samba, *Crise de l'arachide au Sénégal : itinéraire d'un témoin indépendant*, Paris, L'Harmattan, 2017, 338 p

CAMARA, Ousmane, *Mémoires d'un juge africain, Itinéraire d'un homme libre*, Paris, Karthala, 2010, 312 p.

COLIN, Roland, *Sénégal notre pirogue, au soleil de la liberté (Journal de bord 1955-1980)*, Paris, Présence Africaine, 2007, 408 p.

DIA, Mamadou, *Afrique, le prix de la liberté*, Paris, L'Harmattan, 2001, 385 p.

FALL, Karim, *Pouvoirs et médias au Sénégal et ailleurs*, Paris, L'Harmattan, 2014, 272 p.

LÔ, Magatte, *Sénégal, l'heure du choix*, Paris, L'Harmattan, 1985, 106 p.

LÔ, Magatte, *Sénégal : le temps du souvenir*, Paris, L'Harmattan, 1991, 145 p.

LÔ, Magatte, *Sénégal : syndicalisme et participation responsable*, Paris, L'Harmattan, 2004, 160 p.

SECK, Assane, *Sénégal, Émergence d'une démocratie moderne ; 1945-2005, un itinéraire politique*, Paris, Karthala, 2005,

THIAM, Habib, *Par devoir et par amitié*, Monaco, Du Rocher, 2001, 259 p.

VALENTIN, Christian, *Trente ans de vie politique avec Léopold Sédar Senghor*, Paris, Belin, 2016, 208 p.

2 - Études de Léopold Sédar Senghor

SENGHOR, Léopold S., *Chants d'ombres, suivis de Hosties noires, poèmes*, Paris, Seuil, 1956, 152 p

SENGHOR, Léopold Sédar, « Pourquoi une idéologie négro africaine », *Présence africaine*, n° 82, p. 11-38, 2ème trimestre 1972.

SENGHOR, Léopold Sédar, *Liberté 3, Négritude et civilisation de l'Universel*, Paris, Seuil, 1977, 573 p.

SENGHOR, Léopold Sédar, *Liberté 4, Socialisme et planification*, Paris, Seuil, 1983, 669 p.

SENGHOR, Léopold Sédar, *Anthologie de la nouvelle poésie nègre et malgache de langue française*, Paris, PUF, 2015, 9^{ème} réédition (1948), 276 p.

3 - Sources orales : Personnes ressources

- Abdoul Kader Diokhané, *journaliste à la radio éducative rurale de 1972 à aujourd'hui*.
- Abdoulaye Diack, ancien directeur de la radiodiffusion nationale, ancien ministre de l'Information (durant les événements de décembre 1962 et de mai 1968).
- Amadou Makhtar Mbow, ancien ministre de l'Éducation (durant les événements de mai 1968)
- Assane Seck, ancien ministre de l'Éducation nationale (durant les événements de mai 1968).
- Cheikh Hamidou Kane, ancien ministre du Plan (Événements de décembre 1962).
- El Hadj Amadou Mansour Sow, ancien journaliste et rédacteur en chef de *Radio-Sénégal* (entre 1972 et 2004).
- Ibrahima Dème, ancien journaliste et éditorialiste à *Radio-Sénégal* (1966-1968)
- Magib Sène, ancien journaliste et responsable de la rubrique sportive de *Radio-Sénégal de 1962 à 2004*.
- Massamba Thiam, ancien journaliste et éditorialiste à *Radio-Sénégal* (1968).
- Ousmane Camara, ancien président du Tribunal spécial ayant jugé Mamadou Dia, ancien ministre de l'Information (événements de décembre 1962).

IV-Sources de la presse écrite

1-Journal *Paris-Dakar*

Paris-Dakar du 18 novembre 1939, n°1153.

Paris-Dakar du 11 mai 1940, n°1303.

Paris-Dakar du 4 juin 1940, n°1324.
Paris-Dakar du 4 juin 1940, n°1324.
Paris-Dakar du 4 septembre 1940, n°1403.
Paris-Dakar du 26 septembre 1940, édition spéciale non numérotée. (IFAN : 1933-1961, IAC, P 629).
Paris-Dakar du 4 septembre 1940, n°1403.
Paris-Dakar du 12 décembre 1940, n°1482.
Paris-Dakar des 3 et 4 janvier 1943, n°2110.
Paris-Dakar du 5 janvier 1943, n°2111.
Paris-Dakar du 7 janvier 1943, n°2113.
Paris-Dakar des 25-26 juillet 1943, n°2284

2- Journal *Dakar-Matin*

Dakar-Matin n°448 du 3 octobre 1962
Dakar-matin n° 731, 12 septembre 1963
Dakar-Matin n° 733, 14 septembre 1963
Dakar-matin n° 739, 21 septembre 1963
Dakar-matin n° 751, 5 octobre 1963
Dakar-matin n° 783, 13 novembre 1963
Dakar-matin n° 800, 3 décembre 1963
Dakar-matin n° 803, 6 décembre 1963
Dakar-matin n° 815, 21 décembre 1963
Dakar-matin n° 831, 11 janvier 1964
Dakar-matin n°837, 18 janvier 1964
Dakar-matin n°843, 25 janvier 1964
Dakar-matin n°849, 1^{er} février 1964
Dakar-matin n°855, 8 février 1964
Dakar-matin n° 866, 22 février 1964
Dakar-matin n° 883, 14 mars 1964
Dakar-matin n°889, 21 mars 1964
Dakar-matin n° 976, 9 juillet 1964
Dakar-Matin n° 987, 24 juillet 1964
Dakar-Matin n° 988, 25 juillet 1964,
Dakar-matin n° 993, 31 juillet 1964
Dakar-Matin n° 1023, 5 septembre 1964
Dakar-Matin n° 1036, 21 septembre 1964
Dakar-Matin n° 1044, 30 septembre 1964
Dakar-Matin n°1257, 15 juin 1965
Dakar-matin no 1267 du 26 juin 1965
Dakar-matin n°2073 du 26 février 1968,
Dakar-matin, n° 2146 du 28 mai 1968.
Dakar-matin n° 2147 du 29 mai 1968
Dakar-matin n° 2148 du 30 mai 1968
Dakar-matin n° 2149 du 31 mai 1968

Dakar-matin n° 2149 du 1^{er} juin 1968
Dakar-matin n° 2159 du 14 juin 1968
Dakar-Matin n° 2460 du 14 juin 1969
Dakar-Matin n° 2461 du 16 juin 1969

3- Journal *Le Soleil*

Le Soleil du 9 septembre 1974 n°1315
Le Soleil du 3 octobre 1976 n°1937
Le Soleil du 5 octobre 1976 n°1939
Le Soleil du 6 octobre 1976, n° 1940
Le Soleil du 7 octobre 1976, n°1941
Le Soleil du 8 octobre 1976, n°1942
Le Soleil du 10 octobre 1976, n°1943
Le Soleil du 11 octobre 1976, n°1944
Le Soleil du 22 novembre 1976, n°1977
Le Soleil du 24 novembre 1976, n°1979
Le Soleil des 27 et 28 novembre 1976, n°1982
Le Soleil du 29 novembre 1976, n°1983
Le Soleil du 29 décembre 1976, n°2007
Le Soleil du 31 décembre 1976, n°2009

4- Autres journaux et documents de presse

- *Bulletin mensuel de l'Agence économique de l'Afrique occidentale française*, n°128, août 1931, p.266. Bibliothèque nationale de France, CIRAD, 2016-120610.
- *Bulletin de l'enseignement de l'Afrique occidentale française*, n°83, avril-juin 1933 p.24. Bibliothèque nationale de France, département Droit, économie, politique, 8-JO-9516.
- *Bulletin de l'Agence générale des colonies*, n° 255, année 1930, p. 575 ; BNF, CIRAD, 2012-231802.
- Collection Hebdomadaire *Échos d'Afrique noire*, années 1957-1961. IFAN P 1125.
- Collection Quotidien *Paris-Dakar*, années 1959-1961. IFAN P.629.
- Collection Hebdomadaire *Afrique nouvelle*, années 1960-1972, Dartmouth College Library, cote 1119R no.647-1288 1960-Je.1972 Lacks :no.1-646.
- Collection hebdomadaire *Afrique Nouvelles*, années 1960-1969, IFAN P216, P285, P 652 bis
- Collection hebdomadaire *Unité africaine*, années 1960-1969, IFAN P2603.
- Collection quotidien *Dakar-Matin*, années 1961-1969, IFAN P 629.
- Collections quotidien *Dakar-matin*, années 1960-1970, Catalogue Université de Frankfurt, cote MF 536. Bibliothèque nationale de France, Tolbiac, rez-de-jardin, magasin, cote JO96076, 1961-1970
- Collection Quotidien *Paris-Dakar*, années 1933-1961, Columbia University, cote Microfilm Fn 421.
- Document Radiodiffusion de l'Afrique occidentale française, programme des émissions, janvier 1950-mars 1952, IFAN P 1283.

- Document Radiodiffusion de l'Afrique occidentale française, Octobre 1956- Mai 1958, IFAN P 1283 bis.
- Document Radiodiffusion de l'Afrique occidentale française, Octobre 1956- Mai 1958, IFAN P 1283 bis.
- *France Observateur* du 20 décembre 1962.
- *La Gazette coloniale et l'empire français outre-mer*, organe politique et économique de la France des cinq parties du monde, jeudi 3 septembre 1936, n°252, p. 2, Bibliothèque nationale de France, département Droit, économie, politique, JO-20621.
- *Le Nouvelliste d'Indochine*, 20 Novembre 1938, p. 2 (page de garde du journal indisponible donc impossible de connaître la numération de la publication à cette date même s'il est probable qu'il s'agisse du numéro 112 si l'on se fie aux éditions précédentes du journal). BNF, département Droit, économie, politique, GR FOL – JO – 1399.
- *Le Monde* du 18 décembre 1962.
- *L'Unité africaine* n° 22 du 21 novembre 1959.
- *Paris Presse* du 20 décembre 1962.

IV-BIBLIOGRAPHIE

- AKIWANDE, Pierre, *Négritude et francophonie : paradoxes culturels et politiques*, Paris, L'Harmattan, 2011, 328 p.
- AKPO-VACHÉ Catherine, *L'AOF et la seconde Guerre Mondiale, la vie politique (septembre 1939-octobre 1945)*, Paris, Karthala, 2000, 330 p.
- ALBERT, Pierre, *Histoire de la presse*, Paris, PUF, 1970, 127 p.
- ALTHUSSER, LOUIS, *Idéologie et appareils idéologiques d'État : notes pour une recherche*, Paris, CRUPN, 1975, 38 p.
- AUGÉ, Étienne F., *Petit traité de propagande : à l'usage de ceux qui la subissent*, Paris, De Boeck Supérieur, 2015, 253 p.
- OIF et Assemblée nationale française, *Léopold Sédar Senghor, la pensée et l'action ; actes de colloque*, OIF, Paris, juin 2006, 269 p.
- AZIZA, Mohamed, *Léopold Sédar Senghor, la poésie de l'action*, Paris, Stock, 1980, 359 p.
- BA, Babacar, *Club Nation et Développement du Sénégal*, Paris, Présence africaine, 1972, 323 p.
- BA, Sylvia Washington, *The concept of negritude in the poetry of Léopold Sédar Senghor*, Princeton, Princeton University Press, 1973, 305 p.
- BARRY, Alpha Ousmane, *Pouvoir du discours et discours du pouvoir : l'art oratoire chez Sékou Touré de 1958 à 1984*, Paris, L'Harmattan, 2002, 401 p.
- BARRY, Alpha Ousmane, *Parole fûtée, peuple dupé, discours et révolution chez Sékou Touré*, Paris, l'Harmattan, 2003, 320 p.
- BARRY, Alpha Ousmane (dir.), *Discours d'Afrique - Tome I, Pour une rhétorique des identités postcoloniales d'Afrique subsaharienne*, Franche-Comté, PUFC, 2009, 326 p.
- BARRY, Moustapha, *Histoire des médias au Sénégal, de la colonisation à nos jours*, Paris, L'Harmattan, 2013, 351 p.

- BATHILY, Abdoulaye, *Mai 68 à Dakar ou la révolte universitaire et la démocratie*, Paris, L'Harmattan, 2018, 288 p. (deuxième édition revue et augmentée).
- BAYART, Jean-François, *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989, 514 p.
- BEBEY, Francis, *La Radiodiffusion en Afrique noire*, Paris, Saint-Paul, 1963, 191 p.
- BECKER, Charles et al, *AOF, réalités et héritages : sociétés ouest-africaines et ordre colonial, 1895-1960*, Dakar, Archives nationales du Sénégal, 1997, 1273 p.
- BECKER, Charles (dir.), *Le père Lebreton, un dominicain économiste au Sénégal, 1957-1963*, Dakar, Fraternité Saint-Dominique, 2007, 152 pages.
- BÉJI, Hélé, *Désenchantement national, essai sur la décolonisation*, Paris, Maspero, 1982, 247 p.
- BENGA, Ndiouga, « Mise en scène de la culture et espace public au Sénégal », *Afrique et Développement*, Vol XXXV, n°4, 2010, p. 237-260.
- BENOT, Yves, *Idéologie des indépendances africaines*, Paris, Maspero, 1972, 538 p.
- BOSIO, Jean Gérard, *Léopold Sédar Senghor : le poète et les peintres*, Catalogue d'exposition (Paris, Bibliothèque historique de la ville de Paris, 21 septembre-22 octobre 2006), Paris, Bibliothèque historique de la ville de Paris, 2006, 67 p.
- BIONDI, Jean-Pierre, *Senghor ou la tentation de l'universel*, Paris, Denoël, 1993, 197 p.
- BLANCHE, Gilles, *Élites et changements en Afrique et au Sénégal*, Paris, Orstom, 1983, 408 p.
- BONNICHON, Philippe, Pierre Geny et Jean Nemo (dir.), *Présences françaises outre-mer (XVI^e-XXI^e siècles). Tome I – Histoire : périodes et continents*, Paris, Karthala, 2012, 1192 p.
- BRASSEUR, Paule, « L'éclatement de la Fédération du Mali (19-20 août 1960) », Paris, CNRS, 1992, 409 p.
- BOULEGUE Jean, *Les royaumes wolof dans l'espace sénégalais (XIII^e-XVIII^e siècle)*, Paris, Karthala, 2013, 504 p.
- BOURGES, Hervé, *Décoloniser l'information*, Paris, Cana, 1978, 160 p.
- BOURGEOIS, Michel, *Senghor et la décolonisation, Radio Dissoo, la révolte paysanne*, Paris, L'Harmattan, 2011, 456 p.
- BRUBAKER, Rogers, Au-delà de l'« identité », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 139, avril 2001, p. 66-85.
- CANTIER Jacques, Éric Jennings, *L'empire colonial sous Vichy*, Paris, Odile Jacob, 2004, 398 p.
- CAYROL, Roland, *Les médias, presse écrite, radio, télévision*, Paris, 1991, 480 p.
- CERCLE RICHELIEU-SENGHOR DE PARIS, *Senghor en son éternité, Actes de colloque*, Paris, CRS, 2002, 152 p.
- CHAFER Tony, *La fin de l'empire colonial français en Afrique de l'Ouest : entre utopie et désillusion*, Rennes, PUR, 2019, 245 p.
- CHARTON, Hélène et Fouéré Marie-Aude, « Présentation », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 118, février 2013, p.3-14.
- CHRÉTIEN, J.F., « Les racines de la violence contemporaine en Afrique », *Politique africaine* n° 42, juin 1991, p. 15-27.
- CFPJ, *Glossaire des termes de presse*, Paris, GCFPJ, 1987, 134 p.

- CISSÉ, Ban Mady, « L'animation des masses, condition d'un socialisme authentique », *Développement et civilisation*, numéro spécial, supplément du 12 novembre 1962, p. 38-44.
- CISSÉ, Youssouf Tata, Wa Kamissoko, *La geste du Mali, des origines à la fondation de l'Empire*, Paris, Karthala, 2007, 2^e édition, 428 p.
- CISSOKHO, Sékéné Mody, *Un combat pour l'unité de l'Afrique de l'Ouest : la Fédération du Mali (1959-1960)*, Dakar, NEAS, 2005, 257 p.
- Coquery-Vidrovitch, Catherine, « De la nation en Afrique noire », *Le Débat*, n° 84, février 1995, p. 118-133.
- Coquery-Vidrovitch, Catherine (dir.), *l'Afrique Occidentale au temps des Français, colonisateurs et colonisés, c. 1860-1960*, Paris, La Découverte, 1992, 468 p.
- COULIBALY, Abdou Latif, *Le Sénégal à l'épreuve de la démocratie, ou, l'histoire du Ps de la naissance à nos jours : enquête sur 50 ans de lutte et de complots au sein de l'élite socialiste*, Paris, L'Harmattan, 1999, 254 p.
- COULON, Christian, *Pouvoir maraboutique et pouvoir politique au Sénégal*, Paris, IEP, 1977, 594 p.
- COULON, Christian, *Le marabout et le prince : islam et pouvoir au Sénégal*, Paris, A. Pédone, 1981, 317 p.
- COOPER, Frederick, *L'Afrique depuis 1940*, Paris, Payot & Rivages, 2018, 411 p.
- CHRÉTIEN, Jean Pierre et Jean-Louis Triaud, *Histoire d'Afrique : les enjeux de mémoire*, Paris, Karthala, 1999, 503 p.
- CRSP, Philippe Valois, *Senghor en son éternité*, Paris, CRSP, 2002, 152 p.
- DAFFÉ, Gaye, Abdoulaye Diagne, (dir.), *Le Sénégal face aux défis de la pauvreté : les oubliés de la croissance*, Paris, Karthala, 2008, 384 p.
- D'ALMEIDA, Fabrice, *La question médiatique : les enjeux historiques et sociaux de la critique des médias*, Paris, Seli Arslan, 1997, 224 p.
- DE BENOIST, Joseph-Roger, *La balkanisation de l'Afrique occidentale française*, Abidjan, NEA, 283 P.
- DE BENOIST, Joseph Roger, *L'Afrique Occidentale Française, de 1944 à 1960*, Dakar, NEA, 1982, 617 p.
- DE BENOIST, Joseph Roger, *Le Mali*, Paris, L'Harmattan, 1998, 265 p.
- DE BENOIST, Joseph Roger, *Léopold Sédar Senghor*, Paris, Beauchesne, 1998, 302 p.
- DECRAENE, Philippe, *Le Sénégal*, Paris, PUF, 1985, 127 p.
- Delas, Daniel, *Léopold Sédar Senghor, le maître de la langue : biographie*, Paris, Aden, 2007, 301p.
- DEMERS, Maurice et Patrick Dramé (dir.), *Le Tiers-Monde postcolonial, espoirs et désenchantements*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2014, 295 p.
- DESCHAMPS, H., *Les institutions politiques de l'Afrique noire*, Paris, PUF, 1976, 122 p.
- DIA, Alioune Touré, « La presse sénégalaise, des origines à nos jours », *Revue Africaine de Communication* n°9, mars-juin 1985, p. 29-43.
- DIA, Mamadou, *Islam, sociétés africaines et culture industrielle*, Abidjan, NEA, 1975, 165 p.
- DIAGNE, Mamoussé, Lilyan Kesteloot, *Les preux et le Sage : l'épopée du Kayor et autres textes wolof*, Paris, Orizons, 2014, 312 p.

- DIAGNE, Pathé, *Pour l'unité ouest-africaine : Micro-États et intégration économique*, Paris, Anthropos, 1972, 370 p.
- DIAGNE, Pathé, « Langues africaines, développement économique et culture nationale, Réflexions sur la première décennie des indépendances en Afrique noire », *Présence africaine*, numéro spécial, 1972, p. 370-407.
- DIAGNE, Souleymane Bachir, *Léopold Sédar Senghor, l'art africain comme philosophie*, Paris, Riveneuve, 2007, 166 p.
- DIAGNE, Souleymane Bachir, *Bergson postcolonial : l'élan vital dans la pensée de Léopold Sédar Senghor et de Mohamed Iqbal*, Paris, CNRS, 2011, 126 p.
- DIAKHATÉ, Lamine, *Sénégal 1963 : éditoriaux*, Ministère de l'information et des télécommunications, 1963, 33 p.
- DIAKHATÉ, Lamine, *Sénégal 1963, la nation en question : éditoriaux*, Préface de L. S. Senghor, Dakar, Ministère de l'information et des télécommunications, 1963, 45 p.
- DIAKHATÉ, Lamine, *le Sahélien de Lagos*, Dakar, NEA, 1984, 157 p.
- DIAKHITÉ, Kadialy, *Promesses et désespoirs d'un service public*, Paris, L'Harmattan, 2013, 340 p.
- DIAGOURAGA, Modibo, *Modibo Keita, Un destin*, Paris, L'Harmattan, 2005, 320 p.
- DIALLO, Ibrahima, *The politics of national languages in postcolonial Senegal*, Amherst, Cambria Press, 2010, 236 p.
- DIALLO, Mamadou Lamine, *Le Sénégal, un lion économique ? Essai sur la compétitivité d'un pays du Sahel*, Paris, Karthala, 228 p.
- DIENG, Amady Aly, « Le parti unique et les pays d'Afrique noire. Le cas du Sénégal », *Présence Africaine* n°185-186, janvier 2012, p. 195-207.
- DIOP, Ibrahima Masseck, *La grande épopée de Lat-Dior*, Dakar, Maguilen, 2017, 185 p.
- DIOP, Mamadou, *Politique linguistique et éducative : le cas du bilinguisme français/pulaar à l'école élémentaire au Sénégal*, Saint-Denis, Publibook, 2018, 476 p.
- DIOP, Momar Coumba, *Le Sénégal sous Abdou Diouf*, Paris, Karthala, 1990, 436 p.
- DIOP, Momar-Coumba, *Sénégal, trajectoires d'un État*, Dakar, Codesria, 1992, 500 p.
- DIOP, Momar-Coumba, *Le Sénégal contemporain*, Paris, Karthala, 2002, 655 p.
- DIOP, Momar-Coumba, *La société sénégalaise entre le local et la global*, Paris Karthala, 2002, 723 p.
- DIOP, Momar-Coumba et al (dir), *La construction de l'État au Sénégal*, Paris, Karthala, 2002, 231 p.
- DIOP, Momar-Coumba, *Le Sénégal à l'heure de l'information : technologies et société*, Paris, Karthala, 2002, 388 p.
- DIOP, Momar Coumba (dir.), *Sénégal (2000-2012) Tome 1. Le Sénégal sous Abdoulaye Wade : le sopi à l'épreuve du pouvoir, volume 2*, Paris, Karthala, 840 p.
- DIOP, Obèye, ministre de l'Information, de la Presse et de la radiodiffusion de la République du Sénégal, « Le rôle de l'Information dans la construction nationale et le développement », *Unité Africaine*, n° 51, 18 Juin 1960, Bibliothèque Nationale de France, 4-LK11-2017.
- DIOP, Abdoulaye Bara, *La famille wolof*, Paris, Karthala, 2012, 262 p.
- DIOP, Adama Baytir, *Le Sénégal à l'heure de l'indépendance : le projet politique de Mamadou Dia (1957-1962)*, Paris, L'Harmattan, 2008, 290 p.

- DIOUF, Mamadou, *Histoire du Sénégal, le modèle islamo-wolof et ses périphéries*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2001, 250 p.
- DIOUF, Mamadou, *Le Kajor au XIXe siècle*, Paris, Karthala, 2014, 328 p.
- DOP, Obèye, « Le rôle de l'Information dans la construction nationale et le développement », *Unité Africaine*, n° 51, 18 Juin 1960.
- DJAM, Jean-Michel, *Léopold Sédar Senghor : genèse d'un imaginaire francophone*, Paris, Gallimard, 2005, 253 p.
- DORNA Alexandre, Jean Quellien, Stéphane Simmonet (dir.), *La propagande : images, paroles et manipulation*, Paris, L'Harmattan, 2008, 218 p.
- DRAMÉ, Patrick, *L'Afrique postcoloniale en quête d'intégration : s'unir pour survivre et renaître*, Montréal, PUM, 2017, 190 p.
- DRAMÉ, Patrick et Jean Lamarre, (dir.), *1968, des sociétés en crise : une perspective globale*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2009, 204 p.
- DRAMÉ, Patrick, Bocar Niang, « Si vous faites l'âne, je recours au bâton ! », Mamadou Dia et le projet de décolonisation du Sénégal : lignes de force, limites et perceptions (1952-1963) », *Outre-mers*, revue d'histoire, n° 402-403, juin 2019, p. 127-150.
- DUHAMEL, André, France Jutras, *Enseigner et éduquer la citoyenneté*, Québec, PUL, 2005, 316 p.
- DUMONT, Pierre, *Le français et les langues africaines au Sénégal*, Paris, Karthala, 1983, 380 p.
- EKAMBO, Duasenge Ndundu, *Radio trottoir : une alternative de communication en Afrique contemporaine*, Louvain La Neuve, Cabay, 1985, 238 p.
- ELAIGWU, J. Isawa en collaboration avec MAZRUI, Ali A., « Construction de la nation et évolution des structures politiques » dans A. A. Mazrui, *Histoire Générale de l'Afrique, VIII. L'Afrique depuis 1935*, Paris, Unesco, 1998, p 460-498.
- ETOA Marcelin Vounda, *Le siècle de Senghor : actes de du colloque international des 16 et 17 avril 2003 à Yaoundé*, Yaoundé, PUY, 2003, 198 p.
- FALL, Babacar, *Le travail forcé en Afrique occidentale française, 1900-1946*, Paris, Karthala, 1993, 346 p.
- FALL, Babacar, *Le travail au Sénégal au XXe siècle*, Paris, Karthala, 2011, 320 p.
- FALL, Ismaïla Madior, *Évolution constitutionnelle du Sénégal, De la veille de l'Indépendance aux élections de 2007*, Dakar, Paris, Credila-Karthala-Crepos, 2009, 191 p.
- FAYE Mor, *Presse privée écrite en Afrique francophone, Enjeux démocratiques*, Paris, L'Harmattan, 2008, 393 p.
- FOFANA, A., André Terrisse, *L'éducation civique au Sénégal*, Paris, Nathan, 1963, 126 p.
- FONDATION Jean Jaurès, *Senghor et le socialisme*, Paris, L'Harmattan, 2007, 90 p.
- FOUCAULT, Michel, *Sécurité, territoire, population : cours au Collège de France, 1977-1978*, Paris, Gallimard, 2004, 435 p.
- FOUGEYROLLES, Pierre, *Où va le Sénégal : analyse spectrale d'une nation africaine*, Paris, Anthropos, 1970, 274 p.
- FRÈRE, Marie-Soleil, *Presse et démocratie en Afrique francophone*, Paris, Karthala, 2000, 544 p.
- GAM, Pierre, « Les causes de l'éclatement de la Fédération du Mali », *Revue juridique et politique*, n°3, juillet-septembre 1966, p. 441-470.

- GAUGUE, Anne, *Les États africains et leurs musées : la mise en scène de la Nation*, Paris, L'Harmattan, 1997, 230 p.
- GAUTRON, Jean Claude, *L'administration sénégalaise*, Paris, Berger-Levrault, 1971, 95 p.
- Gaye Daffé, Abdoulaye Diagne (dir.), *Le Sénégal face aux défis de la pauvreté : les oubliés de la croissance*, Paris, Karthala, 2008, 384 p.
- GEMDEY, *Les avatars de l'État en Afrique*, Paris, Karthala, 1997, 338 p.
- GOMEZ-PEREZ, Muriel (dir.), *Islam politique au sud du Sahara, Identités, discours et enjeux*, Paris, Karthala, 2005, 643 p.
- GOUVERNEMENT Général de l'AOF, « la vie administrative. Création d'un comité de radiodiffusion », *Les annales coloniales*, n°68, 3 mai 1931, p. 2 ; BNF, département philosophie, histoire, sciences de l'homme, 8-LC12-252.
- GOUVERNEMENT du Sénégal, *Premier plan de développement de la République du Sénégal*, Dakar, Imprimerie nationale, 1962, 174 p.
- GRIMAL, Henri, *La décolonisation de 1919 à nos jours*, Bruxelles, Complexes, 1985, 349 p.
- GRIVET, Simon. « L'asphyxie du bourreau. La peine de mort dans la Californie des années 1960 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 87, n°3, 2007, pp. 86-95.
- HABERMAS, Jürgen, *L'espace public : archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot, 1988, 324 p.
- HARNEY, Elizabeth, *In Senghor's Shadows, art, politics, and the avant-garde in Sénégal, 1960-1995*, Durham, Duke University Press, 2004, 316 p.
- HAUSER, André, *Les ouvriers de Dakar : études psychosociologiques*, Paris, ORSTOM, 1968, 172 p.
- HESSSELING, Gerti, *Histoire Politique du Sénégal, (Institution, droit et société)*, Paris, Karthala, 1985, 437 p.
- HOBBSBAWM, Eric et RANGER Terence (dir.), *L'invention de la tradition*, Paris, Éditions Amsterdam, 2006, 370 p.
- IRELE, Abiola Irele, *Poems of Leopold Sedar Senghor*, Cambridge, CUP, 1977, 144 p.
- JOHNSON, G. Wesley, *Naissance du Sénégal contemporain : aux origines de la vie politique moderne (1900-1920)*, Paris, Karthala, 1991, 297 p.
- JOHNSON, John, al, *Oral epics from Africa: vibrant voices from a vast continent*, Indiana University Press, 1997, 331 p.
- KALFLÈCHE, Jean-Marc et Gilles Delafon, *Maître Abdoulaye Wade, Président de la République du Sénégal, Une vie pour l'Afrique*, Paris, Michel Lafon, 2008, 450 p.
- KEITA, Madeira, « Le parti unique en Afrique », *Présence Africaine*, n° 30, février-mars 1960, p. 267-273
- KESTELOOT, Lilyan « En relisant le Kaya Magan de Léopold Sédar Senghor », *Éthiopiques* n° 53, 1^{er} trimestre 1991, p. 67-82.
- KESTELOOT, Lilyan et DIENG, Bassirou, *Les épopées d'Afrique noire*, Paris, Karthala et Unesco, 2009, 626 p.
- KIPRÉ, Pierre, « La crise de l'État-nation en Afrique de l'Ouest », *Outre-Terre*, n° 11, février 2005, p. 19-32.
- KI ZERBO, Joseph, *Histoire de l'Afrique noire : d'hier à demain*, Paris, A. Hatier, 1978, 702 p.

- KOUME, Mamadou, *L'évolution de la presse quotidienne au Sénégal, Paris-Dakar, 1937-1961, Dakar-Matin, 1961-1970*, Lille, ANRTUL, 1991, 850 p.
- LACOUTURE, Jean, *La personnification du pouvoir dans les nouveaux Etats*, Paris, Seuil, 1969, 283 p.
- LADJI, Chaker, *Bourguiba-Senghor : deux géants de l'Afrique*, Paris, L'Harmattan, 2008, 487 p.
- LHONI, Benoist Saul, *L'Afrique des blocs et l'indépendance des États africains : mythes et réalités*, Paris, Acoria, 2016, 392 p.
- LOCKE, Alain, *The New Negro*, New York, Simon and Schuster, 1999 (1925), 467 p.
- LOUM, Ndiaga, *Les médias et l'État du Sénégal : l'impossible autonomie*, Paris, L'Harmattan, 2003, 268 p.
- LOUM, Ndiaga, Ibrahima Sarr, *Les médias en Afrique depuis les indépendances : bilan, enjeux et perspectives*, Paris, L'Harmattan, 2018, 276 p.
- LY, Abdoulaye, *Les regroupements politiques au Sénégal (1956-1970)*, Dakar, Codesria, 1992, 448 p.
- LY, Abdoulaye, *La Compagnie du Sénégal*, Paris, Karthala, 1993, 379 p.
- LY, Awa, *Le Sénégal dans la presse française : 1956-1968, un traitement privilégié ?* Paris, L'Harmattan, 2003, 224 p.
- MABANA, Kahiudi Claver, « Léopold Sédar Senghor et la civilisation de l'universel », *Diogenes*, vol. 235-236, n°3, 2011, p. 3-13.
- MAGASSOUBA, Moriba, *L'islam au Sénégal. Demain les mollahs ?*, Paris, Karthala, 1985, 224 p.
- MAKÉDONSKY, Éric, *Le Sénégal, la Sénégalie, volume 1*, Paris, L'Harmattan, 1987, 195 p.
- MALHERBE Michele et Cheikh Sall, *Parlons wolof : langue et culture*, Paris, L'Harmattan, 1989, 182 p.
- MALRAUX, André, *Hôtes de passage : le miroir des limbes*, Paris, Gallimard, 1975, 235 p.
- MANDERY, Guy, « La radio scolaire au service de l'enseignement du français au Sénégal. Rapport présenté au IX^e colloque international sur les problèmes de langues secondes, Tunis, 24-27 avril 1968 et au séminaire de l'URTNA sur le rôle de la radiodiffusion et de la télévision dans le développement social, Dakar, 17-26 juin 1968 », *Centre de linguistique appliquée de Dakar (CLAD)*, XXXIX bis, 1968, p. 2. IFAN, 4°-BRO-3193.
- MARTELLI, Maurice, « La Radiodiffusion aux colonies et en mer », *Actes et comptes rendus de l'association colonies-sciences*, n°54, décembre 1929, p. 241-250. Bibliothèque nationale de France, département Sciences et techniques, 8-S-16320.
- MARTIN, Nicolas, *Senghor et le monde : la politique internationale du Sénégal*, Paris, ABC, 1979, 183 p.
- MAZURI, ALI AL'AMIN, Christophe Wondji (dir.), *Histoire Générale de l'Afrique, VIII. L'Afrique depuis 1935*, Paris, Unesco, 1998, 639 p.
- MBAYE, Saliou, *Histoire des institutions coloniales françaises en Afrique de l'Ouest (1816-1960)*, Dakar, Saint-Paul, 1991, 339 p.
- M'BAYO, Tamba, *Muslim interpreters in colonial Senegal, 1850-1920: mediations of knowledge and power in the lower and middle Senegal river valley*, Lexington, LB, 2016, 234 p.

- MBEMBÉ, Achille, *Afriques indociles*, Paris, Karthala, 1988, 224 p.
- MBEMBÉ, Achille, *De la postcolonie, essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris, Karthala, 2000, 293 p.
- M'BOKOLO, Elikia (dir.) *Afrique noire : Histoire et civilisations*, Vol II, Paris : Hatier, AUPELF, UREF, 2004, 587 p.
- MERCIER, Arnaud (dir.), *Médias et opinion publique*, Paris, CNRS, 2012, 175 p.
- MILCENT, Ernest, *Au carrefour des options africaines : le Sénégal*, Paris, Centurion, 1965, 224 p.
- MILCENT, Ernest, *Léopold Sédar Senghor et la naissance de l'Afrique moderne*, Paris, Seghers, 1969, 274 p.
- MIQUEL, Pierre, *Histoire de la radio et de la télévision*, Paris, Perrin, 1984, 400 p.
- MOUSSA Pape Samba, *Léopold Sédar Senghor : philosophe de la culture*, Paris, L'Harmattan, 2011, 194 p.
- MURPHY, David, *The First World Festival of Negro Arts, Dakar 1966*, Oxford, Oxford University Press, 2016, 224 p.
- NDAO, El Hadj Ibrahima, *Sénégal, Histoire des conquêtes démocratiques*, Dakar, NEAS, 2003, 525 p.
- NDAO Papa Alioune (dir.), *La francophonie des « pères fondateurs »*, Paris, Karthala, 2008, 264 p.
- NDIAYE-CORREARD Geneviève, *Les mots du patrimoine : le Sénégal*, Paris, Archives contemporaines, 2006, 600 p.
- NDIAYE, Guedel, *L'échec de la Fédération du Mali*, Dakar, NEAS, 1980, 194 p.
- NDIAYE, Jean-Pierre, *La jeunesse africaine face à l'impérialisme*, Paris, F. Maspero, 1971, 190 p.
- NDIAYE Oumar Djiby, *Le Pékâne : poésie épique des pêcheurs peuls*, Paris, L'Harmattan, 2016, 238 p.
- NDOYE, Doudou, *Code de la famille du Sénégal annoté : les textes et la jurisprudence*, Dakar, EJA, 2007, 364 p.
- NGOMA-BINDA P., *La pensée politique africaine contemporaine*, Paris, L'Harmattan, 2013, p. 196.
- NIANE, Djibril Tamsir, *Kouroukan fougá : Soundjata et l'assemblée des peuples, la charte du Mandé*, Abidjan, NEA, 2010, 175 p.
- NORA, Pierre (dir.), *Les lieux de mémoire, Tome I*, Paris, Gallimard, 1997, 1664 p.
- NZOUANKEU, Jacques Mariel, *Les partis politiques sénégalais*, Dakar, Clairafrique, 1984, 146 p.
- O'BRIEN, Donal B. Cruise, Momar-Coumba Diop, Mamadou Diouf, *La construction de l'État au Sénégal*, Paris, Karthala, 2002, 231 p.
- O'BRIEN, Donal B. Cruise, *Symbolic confrontations: muslims imagining the state in Africa*, C. Hurst & Co, 2003, 243 p.
- PASQUIER, Roger, « Les débuts de la presse au Sénégal », *Cahiers d'études africaines*, n°7, 1962, p. 477-490.
- PERRET, Thierry, *Le temps des journalistes, l'invention de la presse en Afrique francophone*, Paris, Karthala, 2005, 318 p.
- PESSIS, Céline, « Les sols sénégalais malades de l'arachide, 1944-1952 », *Monde(s)*, n° 4, février 2013, p. 127-144.

- PISON, Giles, Karen A. Foote, Kenneth Hill, et al., *Les changements démographiques au Sénégal*, Paris, INED, 1997, 240 p. 28.
- POUZOLS, Bernard, *Quand la radio s'appela TSF*, Paris, Eric Baschet, 1982, 123 p.
- RABAKA, Reiland, *The Negritude Movement: W.E.B. Du Bois, Leon Damas, Aime Cesaire, Leopold Sedar Senghor, Frantz Fanon and the evolution of an insurgent idea*, Lanham, Lexington Books, 2015, 452 p.
- RAMOGNINO Pierre, « Le pétainisme sans Pétain. Révolution nationale et contrôle social en AOF- 1940-1943 », *Outre-mer*, tome 91, n°342-343, 1er semestre 2004, p. 65-82.
- RÉPUBLIQUE du Sénégal, ministère de l'Information, de la Presse et de la Radiodiffusion (MIPR), *Livre blanc sur le coup d'État manqué du 19 au 20 août 1960 et la proclamation de l'Indépendance du Sénégal*, Dakar, MIPR, 1960.
- ROBINSON, David, *Chiefs and clerics: Abdul Bokar Kan and Futa Toro, 1853-1891*, Gloucestershire, Clarendon Press, 1975, 239 p.
- ROBINSON, David, Jean Louis Triaud, *Le temps des marabouts : itinéraires et stratégies islamiques en Afrique occidentale française, v. 1880-1960*, Paris, Karthala, 1997, 584 p.
- ROCHE, Christian, *Le Sénégal à la conquête de son indépendance 1939-1960*, Paris, Karthala, 2001, 288 p.
- ROCHE, Christian, *Léopold Sédar Senghor, le président humaniste*, Toulouse, Privat, 2006, 239 p.
- ROUS, Jean, *Léopold Sédar Senghor ; la vie d'un président de l'Afrique nouvelle*, Paris, Didier, 1967, 163 p.
- SAMSON, Fabienne, *Les marabouts de l'islam politique : le Dahiratoul Moustarchidina wal Moustarchidaty, un mouvement néo-confrérique sénégalais*, Paris, Karthala, 2005, p. 155-170.
- SCOTT, James C., *Domination and the arts of resistance: hidden transcripts*, New Haven, Yale university press, 2008, 269 p.
- SECK, Ibrahima, « Les Français et la traite des esclaves en Sénégal », *Dix-huitième siècle* n° 44, janvier 2012, p. 49-60.
- SÈNE, Diegane, *Histoire de la presse sénégalaise : des origines à la seconde guerre mondiale (1856-1945), Tome 1*, Dakar, L'Harmattan-Sénégal, 2017, 580 p.
- SIDIBÉ, Doudou, *Démocratie et alternance politique au Sénégal*, Paris, L'Harmattan, 2006, 229 p.
- SMITH, Étienne, « "Senghor voulait qu'on soit tous des Senghor". Parcours nostalgiques d'une génération de lettrés », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°118, février 2013, p. 87-100.
- SOCK, Boubacar Mor, « Griot-griotisme et la pratique du journalisme africain », *Ethiopiques* n°11, revue socialiste de culture négro-africaine, Juillet 1977, p. 20-26.
- SOCK, Boubacar, « L'utilisation de la Radiodiffusion pour l'animation et l'éducation des Communautés de base. (L'expérience sénégalaise) », *Présence Africaine* n°107, mars 1978, p. 93-110.
- SORMAN, Guy, *la nouvelle Richesse des Nations*, Paris, Fayard, 1987, 336 p.
- SOULIER-VALBERT, Félicien, « Le problème de la radiodiffusion coloniale », *Bulletin de l'Agence économique des colonies autonomes et des territoires africains sous mandat*, n°303, juin 1934, p. 739-764.

- SOREL, Jacqueline, *Léopold Sédar Senghor, l'émotion et la raison*, Paris, Sépia, 1995, 201 p.
- SOW, Fatou, *Genre et fondamentalismes*, Dakar, Codesria, 2018, 432 p.
- STENGERB-SAREL, Beno, *La radio en Afrique noire d'expression française*, Paris, CECM, 1960, p. 108-126.
- SY, Seydou Madani, *Les régimes politiques sénégalais de l'indépendance à l'alternance politique 1960-2008*, Paris, Karthala, 2009, 372 p.
- SYLLA, Abdou, « La tumultueuse histoire du Musée dynamique de Dakar », *Africultures* n°70, janvier 2007, p. 89.
- TCHIEHOM, Jean-Vincent, « Des mass media pour promouvoir la personnalité africaine », *Présence Africaine* n° 88, avril 1973, p. 70-79.
- THÉLIOL Mylène, *Léopold Sédar Senghor : de la négritude à la francophonie*, 50Minutes, 2015, 70 p.
- THIBAUT, Paul, « Dia, Senghor et le socialisme africain », *Esprit* n°320, septembre 1963, p. 332-338.
- THIOUNE, Birahim et Jack Vivier, *Léopold Sédar Senghor, Tourangeau et soldat des idéaux de la France*, Paris, L'Harmattan, 2014, 100 p.
- TINE, Antoine, *Le Sénégal, sous Senghor et Diouf, une démocratie buissonnière ?* Paris, L'Harmattan, 2017, 286 p.
- TOURÉ, Ahmed Sékou, *La révolution culturelle*, Conakry, Imprimerie nationale Patrice Lumumba, 1972, 477 p.
- TOURÉ, Ahmed Sékou, *La négritude et la 5^{ème} colonne*, Conakry, Imprimerie nationale Patrice Lumumba, 1972, 376 p.
- TRACKS, Camel, *Critical perspectives on sahelian literatures*, Trenton, Africa world press, 2003, 291 p.
- TUDESQ, Jean André, *L'Afrique noire et ses télévisions*, Paris, Anthropos/INA, 1992, 340 p.
- TUDESQ, Jean André, *Feuilles d'Afrique, étude de la presse de l'Afrique francophone*, Paris, Talence, 1995, 364 p.
- TUDESQ, Jean André, *Journaux et radios en Afrique aux XIX et XX^e siècles*, Paris, Gret, 1998, 198 p.
- TUDESQ Jean-André, *La radio en Afrique noire*, Paris, A. Pédone, 1983, 312 P.
- TUDESQ, Jean André, *Les médias en Afrique*, Paris, Ellipses, 1999, 156 p.
- TUDESQ, Jean André, *L'Afrique parle, l'Afrique écoute. Les radios en Afrique Subsaharienne*, Paris, Karthala, 2002, 320 p.
- TCHIEHOM, Jean-Vincent, « Des mass media pour promouvoir la personnalité africaine », *Présence Africaine* n° 88, avril 1973, p. 70-79.
- UNESCO, « Les moyens d'information dans un contexte africain, Évaluation du projet pilote du Sénégal », *Études et documents d'information*, n° 69, 1974, p. 3-58.
- VÉTÉ-CONGOLO, Hanéta, *Léon-Gontran Damas : une négritude entière*, Paris, l'Harmattan, 2016, 274 p.
- VALOIS, Philippe Valois, *Senghor en son éternité*, Paris, CRS, 2002, 152 p.
- VAILLANT, Janet G., *Vie de Léopold Sédar Senghor : noir, français et africain*, Paris, Karthala, 2006, 446 p.
- WEBER, Max, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon, 1985, 285 p.

- WEIL, Patrick, DUFOIX, Stéphane, *L'esclavage, la colonisation, et après... France, États-unis, Grande Bretagne*, Paris, PUF, 627 p.
- ZEMONIACO, Patrice, « La radiodiffusion, une université populaire », *Présence Africaine* n° 88, avril 1973, p. 29-49.
- ZUCCARELLI, François, *Un parti politique africain, l'Union progressiste sénégalaise*, Paris, Librairie de droit et de jurisprudence, 1970, 401 p.
- ZUCCARELLI, François, *La vie politique sénégalaise (1940-1988)*, Paris CHEAM, 1988, 208 p.

V- Travaux universitaires (mémoires et thèses)

- DAGENAIS, Dominic, « La décolonisation au Mali et au Sénégal, 1958-1962 : essai d'explication d'une évolution politique contrastée », mémoire de maîtrise, Université de Montréal, 2005.
- DIA Saïdou, « De la TSF coloniale à l'ORTS : évolution de la place et du rôle de la radiodiffusion au Sénégal (1911-1986) », Thèse de Doctorat de troisième cycle en sciences de l'Information et de la communication, Université de Bordeaux III, 1987.
- DIOUF Mamadou, « L'éclatement de la Fédération du Mali : gestation prématurée ou sabbordement prémédité ? », mémoire de maîtrise d'histoire, Dakar, UCAD, 1989.
- FONTAINE Arlette, « La presse au Sénégal (1939-1960), bibliographie », Thèse de troisième cycle Lettres modernes, Université de Dakar, 1967.
- FOUGÈRE, Pauline, « État, idéologie et politique culturelle dans le Mali postcolonial (1960-1968) », mémoire de maîtrise, Université de Sherbrooke, 1992.
- KANOUTÉ, Amadou, « Les langues nationales à la RTS : de radio-Dakar à radio-Sénégal (1939-2003) », mémoire de maîtrise en sciences de l'Information et de la communication, CESTI, UCAD, 2003.
- NIANG Bocar, « Le journal Paris-Dakar et l'actualité au temps de la seconde Guerre Mondiale », mémoire de maîtrise histoire, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, 2005.
- NIANG Bocar, « La radio dans l'éclatement de la Fédération du Mali », mémoire de DEA d'histoire, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, 2006.
- SAMB Moustapha, « La presse Parlée : évolution et impact de la radio au Sénégal de 1939 à 1972 », Dakar, mémoire de maîtrise d'histoire, UCAD, 1991
- SY, Jacques Habib, *L'information écrite et radiodiffusée au Sénégal*, Dakar-Paris, Cesti/Ifp, Grande Enquête de fin d'études, 1973.
- TENOUX Hervé, « Des nouvelles de l'empire, la diffusion intercoloniale d'informations Paris-Dakar-Saigon, 1887-1954 », thèse du nouveau doctorat, Université Denis Diderot, Paris 7, 1995.

ANNEXES

DOCUMENT 1



Une photo du Président Senghor au micro de *Radio-Sénégal* (publiée par *Dakar-Matin* n°733 du 14 septembre 1963, p. 1- ANS).

DOCUMENT 2



Le 12 novembre 1962, Mamadou Dia et Léopold Sédar Senghor (premiers à droite) forment un nouveau gouvernement censé mettre fin à la grave crise politique entre les deux hommes. En face d'eux, l'ancien et le nouveau ministre en charge de l'information, Obèye Diop et Alioune Tall. La gestion du secteur de l'information faisait l'objet d'une grande bataille entre les camps de Senghor et Dia. (*Dakar-Matin* n°484 du 15 novembre 1962, p. 1 - ANS).

DOCUMENT 3



Une mêlée de presse entre le président Senghor et des journalistes de *Radio-Sénégal* (archives du quotidien gouvernemental *Le Soleil* – non datée).

DOCUMENT 4



Serigne Abdoul Aziz Mbacké lors d'une visite au Palais.

Le Président recevant le Khalife général de la confrérie mouride (archives du quotidien gouvernemental *Le Soleil* – non datée).

DOCUMENT 5

M. Abdoulaye Diack nouveau directeur de la Radiodiffusion Nationale

M. Abdoulaye Diack, qui après d'assez nombreuses détachements (dont il avait déjà occupé le poste) est né le 1 avril 1922 à Dakar.

Ancien élève de l'École Technique Supérieure de Dakar, il est avec ses deux brevets d'ingénieur diplômé.

En 1955, il fut nommé directeur à l'École Fédérale des Postes et Télécommunications et y servit pendant deux ans à la Direction Générale des P. et T.

Titulaire d'une licence d'enseignement supérieur en 1957, d'un titre à l'Institut d'Etudes Commerciales de l'Université de Grenoble et en 1959, titulaire du diplôme de cet établissement, avec mention assez bien.

En 1960, agrégé comme expert comptable près le Tribunal de Première Instance de Dakar, il sert à l'Office des P. et T. jusqu'en avril 1962 et est nommé Conseiller technique au ministère des Transports et Télécommunications.

Il occupa en outre, de nombreuses et importantes fonctions :

- Président du Conseil d'Administration de la Régie des Transports.
- Représentant du Sénégal au Conseil d'Administration de l'A.S.E.C.N.A.
- Membre du Conseil d'Administration de l'Office des Postes et Télécommunications.
- Membre du Conseil d'Administration du Port de Commerce.

Par ailleurs, M. Abdoulaye Diack est :

- Membre du Bureau Politique de l'U.P.S. depuis 1963 (Délégation du M.J.U.P.S. au Bureau Politique).
- Membre du Bureau National du M.J.U.P.S. dont il est Secrétaire politique et également le Secrétaire général adjoint.

M. Abdoulaye DIACK.

— Secrétaire général de l'Union régionale du Sine-Saloum du M.J.U.P.S.

— Secrétaire général de la section M.J.U.P.S. de Kaolack.

Compte tenu de la nouvelle organisation de la Radio devenue Etablissement public à caractère industriel et commercial, M. Alioune Fall, ancien directeur sera son collaborateur direct pour les problèmes techniques.

Les b... ne s...

Le Centre Thiaroye d'orientation rationnelle importante des...

Le Sénégal économique pour lui une vocation. L'Occident jouer un rôle...

L'écologie ne qui étudie l'impact de l'homme sur l'environnement (c'est-à-dire l'impact de l'homme sur la nature) est une science d'actualité, mais très complexe car elle implique que le pays soit doté de très petites entreprises se laissant guider par l'écologie. C'est le Centre Thiaroye d'orientation rationnelle importante des...

Nomination d'Abdoulaye Diack à la tête de la radioffusion nationale en février 1965. Il devient alors l'architecte de la propagande du « senghorisme triomphant ». (*Dakar-matin* n°1150 du 15 février 1965 - ANS).

DOCUMENT 6

Dakar-Matin VENDREDI 23 FÉVRIER 1968 20 fr. **LES CHAMPS-ÉLYSÉES** SOLDERONT à partir de D leur collection exclusive HOMMES et

THIÈS ACCUEILLE CET APRÈS-MIDI le CHEF de l'ÉTAT qui prendra la parole au cours d'un grand meeting organisé par les militants de l'Union Régionale

Le Président L. SENGHOR a reçu les journalistes et animateurs de la Radiodiffusion nationale

De retour de la conférence M. Doudou Thiam position du Sénégal: Charte d'Alger, ba

REPRISE DE l'Afrique du

Après les entretiens U THANT-JO la recherche d'une solution pacifique Vietnam n'a guère progressé Déclaration demain du secrétaire général



Sur ses photos, au rendez-vous en haut : le Chef de l'Etat, avec à ses côtés MM. Aboulaye Diaw, directeur de la Radio et télévision d'Etat, directeur-adjoint ; au milieu de gauche à droite : MM. Michel Fournier, Fournier ; Joseph Zohel et Massamba Thiès ; en bas, de gauche à droite : M. Chouk Madamel, M. Amadou N'Diaye, MM. Elhadjima Doucoule et Karamba.

Le Chef de l'Etat M. Léopold Sédar Senghor, se rendra à 17 heures à Thiès où il présidera un grand meeting organisé par l'Union régionale U.P.S. de la Région.

En effet, c'est à la place de France qui a été et qui demeure le rendez-vous de toutes les manifestations de la capitale du rail, que se tiendra cette importante manifestation des masses. Dix-huit comités des femmes et adultes sont prêts pour recevoir le leader de l'U.P.S. qui fut, on le sait, un receveur et Maire de Thiès.

Donc, ce n'est pas au candidat du parti à la magistrature suprême de notre pays que Thiès réservera un accueil enthousiaste, mais au militant qui, dans les moments les plus difficiles, a fait de cette Région un grand centre économique, culturel et de dialogue permanent.

Le président Senghor sera reçu à l'entrée de la ville par MM. Mamadou Ibra N'Gom, Christian Valentin et Moutoussa Sack.

De leurs côtés, hier l'Union régionale U.P.S. du Cap-Vert et son sympathique secrétaire général, M. Sembu Guye, ont été les hôtes de Yéna et Dagoudane Pikine qui leur ont réservé une chaleureuse réception.

Unis derrière leur infatigable Kabiros M'Boji, les Pikinois ont donné à la manifestation d'hier un éclat particulier.

L'esprit d'organisation et la maturité politique dont ont fait preuve les militants et militants de ce faubourg, assure beaucoup de la position qu'ils adopteront dimanche.

Rappelons que, conformément aux textes en vi-

Le président Senghor recevant les journalistes et animateurs de *Radio-Sénégal*. Ces audiences se transformaient souvent en cours de diction donnés par le chef de l'État sénégalais à ses interlocuteurs (*Dakar-Matin* n°2971 du 23 février 1968 - ANS).